



UNION DES OFFICIERS DE RESERVE DE L'OCEAN INDIEN
BP 60669 — 97473 SAINT-DENIS CEDEX
(Membre de l'Entente Patriotique de la Réunion : <http://www.epr974.re/>)



Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922/Déclarée d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12 rue Marie Laurencin 75012 Paris
<http://www.unor-reserves.fr/>

BULLETIN N°13 en date du 1^{er} avril 2019

Je ne juge pas... je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont... à chacun de faire son Opinion, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets

1 – Lois & Décrets	e) - Service de Santé
2 – Nécrologies & Mémoires	f) – Renseignement
3 – Décorations & Commémorations	g) – Cybersécurité
4 – Autorités, Etats-Majors	h) – Service du commissariat des armées
5 – Chroniques & Libres propos	i) – Service des essences des armées
6 – Actualités internationales	j) – Forces Prépositionnées
7 – OPEX	k) – Réserves
8 – MISSINT/OPINT	l) - D.G.A.
9 – Défense de par le Monde	11 – France : Armements & Industries
10 – Nos Forces Armées	12 – Le Monde : Modernisations & Equipements
a) – Armée de Terre	13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)
b) – Marine Nationale	14 – Livres & Publications
c) – Armée de l'Air	15 – Société
d) - Gendarmerie Nationale	16 – Vie de l'UOROI

Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

Le colonel ® Dominique BERTRAND
Président de l'UOROI

Table des matières

1 – Lois et décrets	17
LOIS	17
PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE.....	18
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	18
MINISTÈRE DES ARMÉES	18
2 – Nécrologies & Mémoires.....	19
3 – Décorations & Commémorations	19
4 – Autorités, États-Majors	19
Président de la République	19
Le président de la République sur la base aérienne 188 « colonel Massart ».....	19
CEMA.....	20
Le général Lecointre présente un plan pour « permettre à la France de tenir son rang par l'excellence opérationnelle ».....	20
Participation du CEMA au colloque « partenariat entreprises – blessés des armées »	21
Le CEMA s'adresse aux futurs attachés de défense	22
CEMAT/Armée de Terre.....	23
Général Bosser : « Ce n'est pas le hasard qui décide du sort des batailles »	23
DGGN/Gendarmerie Nationale.....	24
Le commandant supérieur de la gendarmerie de Côte d'Ivoire reçu à la direction générale	24
Autres autorités	24
Une troisième étoile pour Christine Chaulieu.....	24
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 27.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	24
5 – Chroniques & Libres propos.....	25
Le rapport Mueller va-t-il implicitement autoriser l'ingérence étrangère lors des élections américaines ?	25
C'est en tout cas ce que laisse penser le résumé présenté par le département de la Justice, qui disculpe Donald Trump de collusion avec la Russie.	25
«Informations sensibles de haut niveau»	25
Inculpation de Roger Stone.....	26
Ingérence étrangère sous le coup de la loi	26
La fin des élections démocratiques ?.....	28
6 – Actualités internationale.....	28
AFRIQUE	28
Et si l'Afrique aimait ses « dictateurs »?	28
Sahara : alors que le Polisario veut continentaliser le conflit, le Maroc réaffirme l'exclusivité de l'ONU	30
Mandat spécifique pour la troïka de l'UA.....	31
ALGÉRIE	31
Algérie : l'armée ouvre la voie à un départ de Bouteflika, le parti RND veut sa démission	31
"Impossibilité d'exercer ses fonctions"	31
"Une solution pour sortir de la crise"	32
Algérie: l'armée siffle la fin du règne de Bouteflika.....	32
La méfiance de la rue.....	33
«Personne ne veut de Bensalah, qui pourrait être écarté».....	33

Dans les rues d'Alger, les contestataires redoutent une confiscation du pouvoir	34
«On veut un pouvoir civil»	34
CENTRAFRIQUE	35
Centrafrique : trois chefs rebelles nommés « conseillers militaires ».....	35
Nouveau gouvernement	36
COMORES.....	36
Présidentielle aux Comores : Azali Assoumani déclaré vainqueur par la Ceni, son challenger conteste.....	36
« Coup d'État militaire »	37
Intervention policière.....	37
Au pouvoir jusqu'en 2029 ?	37
Comores : trois morts lors d'une fusillade, en pleine crise politique	38
Arrestation de Soilihi Mohamed, rival du président.....	38
Irrégularités.....	39
ÉGYPTE	39
Egypte-Israël: 40 ans après le traité, une relation à toute épreuve	39
LIBYE.....	41
La fin de la plongée croate pour les garde-côtes libyens.....	41
Libye – Arabie saoudite : le maréchal Haftar reçu à Riyad par le roi Salman	42
Des migrants détournent un navire pour ne pas rentrer en Libye	42
Emploi de la force	43
Des migrants déroutent un pétrolier vers Malte, refusant d'être débarqué en Libye	43
Les Forces armées de Malte ont repris le contrôle d'un pétrolier détourné par des migrants	45
MALI	46
Au Mali, des chefs de l'armée limogés après un massacre dans un village peul.....	46
Les habitants des environs demandent à être évacués.....	46
Après le Burkina Faso et le Tchad, le Mali remanie l'état-major de ses forces armées.....	47
Mali : 6 habitants de villages dogons tués dans le centre du pays, la Minusma appelle au calme.....	48
Deux attaques distinctes.....	48
Enquête en cours	49
De nouvelles violences intercommunautaires font plus d'une centaine de tués dans le centre du Mali.....	49
MAROC.....	50
L'administration américaine autorise le Maroc à acquérir 48 F-16 « Viper » pour 4,8 milliards de dollars	50
Africa Lion 19: 1 100 Américains déployés au Maroc qui dope son aviation au passage (actualisé).....	51
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 25.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	51
MAURITANIE	52
La Mauritanie recherche des ULM.....	52
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 25 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy.....	52
Mauritanie: frappe aérienne contre des narco-trafiquants	52
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 25.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	52
SOMALIE.....	53
Somalie : onze morts, dont un vice-ministre, dans une attaque des shebab.....	53
Attentats en série.....	53

AMÉRIQUES.....	54
BRÉSIL.....	54
Jair Bolsonaro ordonne une commémoration du coup d'Etat militaire de 1964	54
Un coup d'État qui avait installé une dictature militaire au Brésil pendant 21 ans.....	54
Assassinats, détentions arbitraires et tortures.....	54
CANADA	55
L'aviation de combat canadienne est sur la corde raide	55
ÉTATS-UNIS	56
Des missions de l'Arctique au Sahara: six B-52 déployés en Europe	56
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 24.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	56
Le Pentagone débloque 1 milliard pour le mur de Trump.....	57
Pendant la campagne présidentielle, Donald Trump avait promis de faire financer ce mur par le Mexique.....	57
Article 10	57
Une salve de missiles GMD intercepte une cible simulant un missile balistique intercontinental.	57
Déjà 1,6 milliard de \$ pour le futur Landing Platform Dock LPD 17 Flight II.....	58
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 27.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	58
Secapem Defense and Training Solutions achète 9 MB-339 à l'ESSD américaine Draken	59
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 27.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	59
Une "Disaster Assistance Response Team" déployée au Mozambique.....	60
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 27.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	60
L'indicateur de récession le plus fiable du marché est au rouge. Doit-on s'en inquiéter ?	60
Des économistes et expertes tentent de nous rassurer.	60
Neuf récessions, neuf inversions	61
Garder la tête froide	61
Un indicateur parmi d'autres	62
De plus en plus de villes américaines arrêtent de recycler.....	63
Depuis que la Chine a arrêté d'importer des déchets plastique et papier en 2018, des centaines de villes des États- Unis n'ont plus les moyens de recycler.....	63
Travail en amont	63
Donald Trump veut le retour des astronautes américains sur la Lune d'ici à 2024	64
Trump évoque l'usage "efficace" des mitraillettes contre les migrants (mais ne veut pas en arriver là)	64
Le président américain a donné une longue interview téléphonique à Fox News mercredi 27 mars.	64
"Haute trahison"	65
Trump/Russie: le rapport Mueller n'a pas trouvé de preuve de collusion.....	65
L'Amérique retenait son souffle avant ces conclusions.....	65
675 jours d'enquête	66
"Mettre fin au Trumpisme"	67
Rapport Mueller: sur l'obstruction à la justice, Trump n'est pas disculpé	67
Robert Mueller conclut à l'absence de preuve d'une possible entente entre Trump et la Russie. Mais ne se prononce pas sur une entrave à la justice.	67
"Ce rapport ne le disculpe pas pour autant"	68

Enquête russe: ce qui va changer pour Donald Trump.....	68
États-Unis: les démocrates contestent le milliard alloué à la construction du mur par le Pentagone	71
Le premier veto de Donald Trump.....	71
VÉNÉZUELA	72
Le Venezuela et la Russie ont inauguré un centre de formation dédié au pilotage d'hélicoptères militaires.....	72
Venezuela: deux avions militaires russes ravivent les tensions avec Washington.....	73
Les États-Unis «ne resteront pas les bras croisés»	74
Venezuela: Donald Trump exige le retrait des troupes russes	74
Nouvelle panne électrique.....	75
Le ton monte entre les États-Unis et la Russie au sujet de la présence de militaires russes au Venezuela.....	75
Au Venezuela, Guaido ne pourra pas exercer de fonction électorale durant 15 ans	76
L'opposant de Nicolas Maduro vient d'être révoqué de son poste au Parlement pour corruption présumée.	76
91 voyages hors du territoire.....	77
Une nouvelle méga panne plonge une fois encore le Venezuela dans le chaos	77
Caracas, en mode ville fantôme.....	77
Une guerre électrique orchestrée par les Etats-Unis.....	78
La théorie de la « attaque cybernétique ».....	78
Au Venezuela, retour au "Moyen Age" pour survivre à la panne de courant	78
ASIE	80
AFGHANISTAN.....	80
Même avec un accord de paix, la situation de l'Afghanistan ne sera pas près de s'améliorer	80
CHINE	81
Le président chinois Xi Jinping rencontrera Emmanuel Macron ce dimanche à Nice	81
Paris pour «une approche coordonnée»	82
«Trouver des points de convergence entre l'Europe et la Chine».....	82
Le phénomène Huawei illustre toute la complexité de nos relations avec la Chine	83
Emmanuel Macron reçoit Xi Jinping les 24 et 25 mars. Une visite censée renforcer les liens avec ce partenaire incontournable, qui inspire aussi la méfiance.	83
La Chine, ce partenaire incontournable.....	83
... peut-être un peu trop au goût de Macron	84
Le "réveil européen" (poussé par la France).....	84
Transparence... et espionnage ?.....	85
Le gouvernement français avance à tâtons	85
Xi Jinping en France, des contrats et des contrariétés	86
Fructueuse pour la France, la visite du président chinois fut l'occasion pour l'Europe de faire preuve de fermeté. 86	
Invités surprise	86
Le temps des affaires	87
Dîner avec les stars.....	87
L'Europe passe à l'attaque	88
«Il ne faut pas avoir de l'inquiétude en arrière-pensée»	89
INDE.....	90
L'Inde devient le quatrième pays à disposer d'un missile pouvant détruire un satellite en orbite basse	90

L'Inde détruit un de ses satellites sur orbite.....	91
TAÏWAN.....	92
Washington envoie deux navires dans le détroit de Taïwan.....	92
EUROPE.....	92
Attentat d'Utrecht: Le bilan monte à quatre morts après le décès d'un blessé.....	92
L'une des personnes grièvement blessées se trouve encore à l'hôpital.....	93
Des Reaper pour les Pays-Bas.....	93
EUROPE (Union européenne).....	94
Le Brexit est une chance pour l'Europe.....	94
L'Union européenne sera-t-elle la grande gagnante du Brexit ? (C'est bien possible).....	95
La Grande-Bretagne est en train de perdre la bataille idéologique et économique contre une Europe qui ne s'est jamais sentie aussi forte.	95
Le Royaume-Uni en pleine crise constitutionnelle.....	96
L'Europe attire les partis vers le centre.....	96
L'Europe ne s'était pas sentie aussi forte depuis des années.....	96
Le Brexit qui cache les extrémismes.....	97
La Grande-Bretagne déboussolée.....	98
Vente d'armes : Les décisions de Berlin mettent en péril les projets franco-allemands, prévient la diplomatie française.....	98
Les Français pour une armée européenne mais pas optimistes quant à sa création.....	100
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 30.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	100
«Convergences» euro-chinoises à l'Élysée.....	100
Juncker pour «une réciprocité mieux articulée».....	101
Les nouvelles routes de la soie, le projet au service de l'hégémonie chinoise.....	101
• D'où viennent les nouvelles routes de la soie ?.....	102
• Où en est le projet aujourd'hui ?.....	102
• De quels montants parle-t-on ?.....	103
• Quels sont les pays intégrés ?.....	103
• Quels sont les secteurs concernés ?.....	103
• Pourquoi le projet suscite-t-il tant d'opposition ?.....	103
• Quelle est la position européenne ?.....	104
Viorica Dancila, le petit caniche de Donald Trump qui trahit l'esprit européen.....	104
Malgré un lobbying intense, la réforme très contestée du droit d'auteur adoptée par l'UE.....	105
Les Gafa sont devenus des intermédiaires incontournables.....	105
Droit voisin de la presse : un effet pervers favorable aux Gafa ?.....	106
Mise en place d'un filtrage automatique des œuvres.....	106
La fin du changement d'heure, c'est pour 2021 : la France doit-elle garder l'heure d'été ou l'heure d'hiver ?.....	107
Des effets néfastes sur la santé ou le sommeil.....	107
ALLEMAGNE.....	108
L'Allemagne prolonge le gel des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite.....	108
BELGIQUE.....	109
Quatre drones 4 MQ-9 SkyGuardian pour l'armée belge.....	109

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 26.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	109
La Belgique va à son tour acheter le drone américain MQ-9B Reaper	110
Quatre SkyGuardian pour la Belgique.....	110
ESPAGNE	111
Le mystère entourant l'attaque de l'ambassade nord-coréenne à Madrid commence à se dissiper	111
Un groupe d'opposants à Pyongyang revendique l'attaque de l'ambassade nord-coréenne à Madrid	112
Un pin's de Kim Jong-Un sur la veste	113
FRANCE.....	113
Brexit. Comme les Normands, les pêcheurs bretons craignent un « cataclysme ».....	113
Effet domino	114
« Voir la pêche traitée à part, ça nous inquiète »	114
En cas de Brexit, 7.000 Britanniques de Dordogne pourraient demander leur carte de séjour	115
Dans le Périgord, l'issue incertaine des négociations avec le Royaume-Uni a fini par ennuyer les expatriés, qui hésiteraient presque à s'inquiéter.....	115
Bienvenue dans le «Dordogneshire»	115
«On ne peut se passer des Britanniques»	116
À Brantôme, «pale ale» et frustrations.....	117
La crainte d'une chute de la livre	117
Ces personnages de l'histoire de France qui ne parlaient pas français	118
Même les cinéastes, qui soignent tant les costumes, semblent s'en désintéresser. Pourtant, la langue parlée par quelques grands acteurs de l'histoire a laissé des traces profondes.....	118
Ces rois des Francs qui ne parlaient pas français.....	119
La langue de Guillaume conquiert l'Angleterre	120
Et le français supplanta le latin	121
Une Fédération Française de Tir des Professionnels Armés a été créée le 26 mars	121
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 29.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	121
Emmanuel Macron reçoit le président chinois Xi et appelle à un "multilatéralisme fort"	122
Manuscrit et vase précieux.....	123
Succès pour Monaco.....	123
Paris mise sur l'Europe unie face à Pékin.....	124
Une certaine prudence	124
Lignes Maginot.....	125
La Chine commande 300 Airbus pour près de 30 milliards d'euros	125
«Un excellent signal», selon Emmanuel Macron.....	126
Airbus, EDF, CMA CGM... La France et la Chine signent plusieurs contrats valant des milliards	126
Aéronautique et transports	126
Energie et industrie.....	127
Agriculture	127
Banque et finance	127
Supprimer la redevance... Pourquoi pas pour Darmanin	128
"Extinction rébellion" se lance, un mouvement de désobéissance contre l'inaction climatique.....	128

Près de 500 personnes se sont réunies place de la Bourse à Paris pour le lancement français de ce mouvement international.	128
"Notre survie sur Terre est menacée"	130
«Gilets jaunes»: une 19e mobilisation plus calme, dispersion tendue à Paris	130
• À Paris	131
• À Nice	132
• Et ailleurs ?.....	132
«Gilets jaunes»: un policier fait un malaise cardiaque à Paris	133
«Gilets jaunes»: l'exécutif s'est fait avoir une fois, il ne tolérera pas une deuxième	134
Après le fiasco du maintien de l'ordre sur les Champs-Élysées le 16 mars 2019, le Premier ministre prend des mesures qui marquent un tournant dans l'appréhension de la violence par le gouvernement.	134
Pain béni pour les oppositions.....	134
Bataille de l'opinion	135
Dysfonctionnements techniques	136
Contexte éclairant.....	136
Changement de braquet	137
«Gilets jaunes»: 216 commerces ont été dégradés à Paris lors de l'acte XVIII	138
«Ras-le-bol»	138
Des mesures d'aide	139
Les Français veulent une décentralisation qui profite à tous	139
Bilan décevant de la décentralisation	140
Le rôle pivot du maire souligné.....	140
Absence d'alternative à la voiture	141
Deux visions opposées entre grandes métropoles et territoires ruraux	141
Redistribution aux citoyens les plus en difficulté	142
"Mobilités en zone rurale : deux France irréconciliables.....	142
Réforme de la fonction publique: ce que prévoit la loi sur les fonctionnaires.....	143
Le projet de loi sur la réforme de la fonction publique est présenté ce mercredi 27 mars en Conseil des ministres.	143
Recours aux contractuels et "contrat de projet"	144
Une instance unique de dialogue social	144
Détachement d'office	144
Rupture conventionnelle	144
«50 à 100 heures par semaine»: un rapport détaille l'activité réelle des députés	145
«Effet pervers des classements»	145
Amendements «fantômes»	146
50% des Français seraient prêts à mettre un militaire au pouvoir en cas de nouveaux attentats	147
Vers un examen médical obligatoire pour les conducteurs de plus de 70 ans ?	148
Une visite médicale à l'efficacité contestée	148
Attentat: «Le héros sauve le groupe social blessé ou humilié».....	149
Mettre sa vie en danger par altruisme	149

Pas de héros sans communication.....	149
Exalter le héros pour effacer le visage de l'ennemi.....	150
La bataille de Verdun retirée des programmes au lycée ? Tollé politique	151
Plusieurs élus, dont Marine Le Pen et Valérie Pécresse, dénoncent "un choix qui offense la mémoire des Poilus".	
Blanquer dément en bloc.....	151
Bataille identitaire.....	152
Verdun, un symbole qui dépasse la Grande guerre.....	152
Liberté pédagogique	153
Comment devenir commissaire de police	153
Quel métier ?	154
Quel profil ?.....	155
Quel âge ?	155
Quel bac ?	155
Quelles études ?.....	155
Peut-on faire des stages à l'étranger ?	156
Combien coûtent les études ?	156
Comment trouver son premier job ?	156
Quel salaire ?.....	156
Patinage artistique. Papadakis et Cizeron sacrés champions du monde de danse sur glace.....	156
Domination	157
Cyclisme : Julian Alaphilippe s'adjuge Milan – San Remo, son premier Monument	157
"Une immense fierté"	158
Qui sont les 10 djihadistes français que l'Irak va juger pour appartenance à Daesh ?	159
Léonard Lopez.....	159
Kévin Gonot.....	160
Fodil Tahar Aouidate.....	160
Mustapha Merzoughi.....	160
Yassine Sakkam	160
Karam El Harchaoui.....	160
Salim Machou.....	161
Vianney Ouraghi.....	161
Brahim Nejara	161
Bilel Kabaoui.....	161
La France a rapatrié 95 enfants de djihadistes depuis 2015.....	161
Le secret de leur identité	162
GRANDE-BRETAGNE.....	162
Brexit. Des centaines de milliers de personnes ont défilé à Londres pour réclamer un nouveau référendum.....	162
« Bouleversée ».....	163
Le report, une « opportunité »	163
May est devenue un « obstacle »	163

Brexit: Theresa May sous la menace d'un putsch de ses ministres.....	164
Brexit: la soirée cauchemardesque de Theresa May au Parlement	165
Dans la soirée de lundi à mardi, les députés ont voté un amendement leur permettant d'influer sur le Brexit.	
Provoquant la démission de trois ministres.	165
"Des perturbations significatives".....	168
Vers une sortie sans accord?	168
Brexit: le Parlement britannique prend le contrôle du processus.....	168
Brexit : May quittera ses fonctions avant la "prochaine étape de négociations"	170
"Il y a le désir d'une nouvelle approche" pour la prochaine phase des négociations, a affirmé la Première ministre britannique aux députés du Parti conservateur.	170
Theresa May sous pression.....	170
Vote sur le report de la date du Brexit	171
Brexit: l'Écosse menace d'organiser un nouveau vote pour son indépendance.....	171
Estimant que le Brexit pourrait avoir inversé la tendance depuis le scrutin de 2014, la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a fait savoir qu'un nouveau référendum sur l'indépendance aurait lieu.....	171
Brexit : les députés britanniques rejettent une troisième fois l'accord négocié par Theresa May.....	172
Le Royaume-Uni choisit l'E-7 de Boeing	173
Démission de Theresa May: qui sont ses possibles successeurs	174
Après l'annonce de Theresa May, voici une liste des prétendants déclarés ou possibles à sa succession au sein du Parti conservateur.....	174
Boris Johnson, l'éternel rival.....	174
Michael Gove, l'esprit félon.....	174
Jeremy Hunt, néo-Brexiter.....	175
Dominic Raab, jeune loup	175
Sajid Javid, l'anti-Brexit	175
Et les outsiders?	176
UKRAINE.....	176
L'Ukraine réceptionne des drones turcs	176
Quand la fiction rejoint la réalité : un comédien favori à l'élection présidentielle	177
Il incarne un président à la télévision	177
«Un énorme défi pour le pays»	177
MOYEN-ORIENT	178
Le Sultanat d'Oman donne l'accès de certains de ses ports et aéroports aux forces américaines.....	178
ISRAËL.....	179
Au Golan occupé par Israël, des Druzes manifestent contre les propos de Trump	179
LIBAN.....	180
Liban-Russie: les enjeux d'une nouvelle histoire d'amour diplomatique.....	180
PALESTINE	181
Gaza: Israël mène des dizaines de raids contre des bâtiments du Hamas	181
SYRIE.....	183
L'Etat islamique est tombé en Syrie, mais « la menace demeure », dit Emmanuel Macron	183
Trump montre les cartes avant et après.....	183
« N'oublions pas les victimes de Daech », dit Emmanuel Macron	184

L'État islamique a revendiqué sa première attaque en Syrie depuis la fin de son « califat »	184
TURQUIE.....	185
Turquie: Erdogan veut renommer l'ex-basilique Sainte-Sophie en "mosquée Sainte-Sophie"	185
L'édifice fait régulièrement l'objet de polémiques entre chrétiens et musulmans qui se disputent son utilisation.	185
Désaffectée et transformée en musée	186
La Grèce vigilante.....	186
À l'approche d'élections locales incertaines, le gouvernement turc provoque la Grèce	186
ORGANISATIONS INTERNATIONALES.....	188
G5 SAHEL.....	188
La Force du G5 Sahel a eu un « premier contact » avec les jihadistes	188
ONU.....	189
Que la France cède son siège à l'UE au Conseil de sécurité de l'ONU ? « Stupide ! », juge M. Le Drian	189
OTAN	190
L'Otan confirme l'installation d'un dépôt d'équipements militaires américains en Pologne	190
L'Otan réaffirme que la Géorgie a vocation à la rejoindre, quitte à froisser la Russie	191
RUSSIE	192
Un industriel russe a fait voler un mini-drone armé d'un fusil semi-automatique	192
La Russie envoie une centaine de militaires et 35 tonnes de matériel au Venezuela.....	193
Atlantico : Alors que Vladimir Poutine va rester au pouvoir jusqu'en 2024, la constitution russe lui interdit un énième mandat consécutif. Bien que Viatcheslav Volodine, le président de la Douma, ait évoqué une possible modification de la constitution, Poutine assure qu'il ne compte pas commencer un nouveau mandat. Cependant certains observateurs pointent la possibilité d'un scénario à la Kazakhe, où l'ex-Président Noursoultan Nazarbaïev a laissé sa place à un héritier qualifié de « fantoche », et officieusement continue d'avoir une grande influence sur le pays. Ce scénario est-il envisageable en Russie ? En quoi cela sera différent du mandat de Dmitri Medvedev ?.....	195
Certains au Kremlin évoquent même une hypothétique annexion de la Biélorussie pour redorer la popularité de Poutine auprès des Russes, l'annexion de la Crimée en 2014 ayant eu cet effet. Ce scénario est-il plausible ? .	196
Si Poutine en venait à ne pas désigner officiellement de successeur, les risques de divisions entre factions sont-ils importants ?.....	198
Comment la Russie réussit-elle à perturber les signaux GPS ?.....	199
Là où Poutine passe, les GPS trépassent.....	201
Le Kremlin est soupçonné de manipuler les récepteurs pour protéger des personnalités et des positions stratégiques.	202
Dangereux procédé.....	202
SANTÉ.....	203
DENGUE.....	203
De nouveaux foyers identifiés, 682 cas en une semaine, la dengue continue à se propager	203
Epidémie de dengue	204
Les opérations de démoustication : un enjeu sanitaire majeur	204
TERRORISME	206
Créer un tribunal international pour juger les djihadistes de Daech: une fausse bonne idée ?	206
7 – OPEX.....	208
POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS	208

Point de situation des opérations du 22 au 28 mars	208
BARKHANE (SAHEL)	213
Le VPS2 est déployé au Sahel.....	213
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 25 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy.....	213
BARKHANE : Briefing avant décollage pour les chasseurs de Niamey	213
BARKHANE : Manœuvre logistique avec la MINUSMA à Kidal	214
BARKHANE : Ravitaillement logistique de la base de Kidal.....	215
Barkhane sauvé par la Medevac canadienne (actualisé).....	216
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 27 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	216
BARKHANE : Les chefs d'état-major français et britannique en visite dans la bande sahélo-saharienne.....	217
Un hélicoptère Chinook canadien de l'ONU a assuré une évacuation médicale au profit de la force Barkhane	218
CHAMMAL (IRAK)	220
CHAMMAL : Matelot sur avion patrouilleur Atlantique 2	220
CHAMMAL : Sergent Morgan, formateur renseignement.....	220
CHAMMAL : Le Phénix déployé dans le cadre de l'opération Chammal	221
Nouvel avion ravitailleur de l'armée de l'Air, le Phénix a participé à sa première opération extérieure	223
CHAMMAL : Sergent-chef Willem, adjoint de la section protection	224
MISSIONS MARITIMES	225
Mission Jeanne-d'Arc.....	225
Cyclone Idai: le PHA Tonnerre a chargé du fret à Mayotte et fait route vers Beira	225
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 25.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	225
Mobilisation pour le transport de fret humanitaire vers le Mozambique.....	225
"Caouanne": la Marine a baptisé son opération au Mozambique du nom d'une tortue.....	227
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 28.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	227
MISSIONS OTAN	227
Actualités OTAN	227
Bilan d'un an d'engagement opérationnel au sein de l'OTAN.....	227
La France et ACT.....	228
MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE	229
Atalante.....	229
Le Royaume-Uni abaisse le drapeau européen sur Northwood.....	229
Le quartier général de l'opération navale européenne Atalanta a été officiellement transféré en Espagne.....	230
Transfert de l'Etat-major d'Atalante à Rota. Engagement important de la Marine nationale.....	231
Opération Atalanta : Rota prend le commandement.....	232
SOPHIA	233
Points de suture pour l'opération Sophia qui repart pour six mois ... sans bateaux (V4)	233
Méditerranée/Migrants : Finalement prolongée, la mission de l'UE « Sophia » devra se passer de navires	235
MISSIONS ONU.....	236
République Démocratique du Congo.....	236
RDC : l'ONU appelée à prolonger le mandat de la Monusco jusqu'à décembre	236
Problèmes financiers.....	236
DAMAN (Liban)	237
DAMAN : Deux ans de présence du contingent finlandais	237
8 – MISSINT	238
SERVICE NATIONAL	238

En juin, le secrétaire d'État Gabriel Attal fera son Service national universel en uniforme.....	238
Un cours d'auto-défense pour les jeunes filles.....	238
9 – Défense de par le Monde.....	239
Kazakhstan : un C295 pour le contrôle des frontières.....	239
10 – Nos Forces Armées.....	240
Lutte contre les discriminations : peut (encore) mieux faire.....	240
http://lemamouth.blogspot.com/ samedi 30 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	240
La répartition des evengrave de 2018	240
http://lemamouth.blogspot.com/ samedi 30 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	240
Saint-Michel, Sainte-Barbe... À l'Assemblée, les traditions militaires enflamment les débats	241
Pour l'État-major des armées, l'innovation ne tend pas forcément vers « plus de technologie »	243
a – Armée de Terre	244
Frères d'armes outre-Rhin	244
Un exercice de cohésion binationale	244
Conduite sur sable : un complexe dédié.....	245
Autour de la formation	245
Acquérir les compétences nécessaires	245
L'entraînement multinational au profit de l'interopérabilité : Dynamic Front 2019	246
Zoom sur l'exercice avec le lieutenant Matthieu	246
Le 17 ^e Groupe d'Artillerie a mis en place un complexe dédié à la conduite sur le sable	247
b – Marine Nationale	248
En quoi le porte-avions Charles de Gaulle est-il un navire « écolo » ?.....	248
Lutte anti-sous-marine : coopération franco-italienne pour la frégate Auvergne	249
DEFNET 2019, la cyberdéfense se joue en équipe.....	249
c – Armée de l'Air.....	251
Séminaire interarmées des grandes écoles militaires à Évreux.....	251
Le Puma de Zara treuille 2 plaisanciers.....	251
http://lemamouth.blogspot.com/ mardi 26 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	251
Rafale en Egypte	252
10 ^e séminaire TSSG	252
Des élèves en immersion sur la BA 126	253
Un réserviste sur Caracal en opération.....	254
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 27 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	254
Hommage à Pierre Chanoine	254
DRHAA 4.0 sur la base aérienne école de Rochefort.....	255
La PO scramblée pour 2 Tu-160	256
http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 29 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	256
La PO d'Orange scramblée pour une assistance.....	256
http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 29 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	256
d – Gendarmerie Nationale.....	256
Attentats de Trèbes et Carcassonne : hommage aux victimes.....	256
Les gendarmes français découvrent le maintien de l'ordre selon l'USMC	258
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 25.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	258
Poursuivi sur plus de 20 kilomètres, le policier emmène ses agresseurs à la Gendarmerie!.....	258

Info L'Essor – Un policier succède au général Lavergne à l'Élysée, un gendarme dirigera la future DSPR	259
Un gendarme à la tête de la DSPR	259
Comment la Gendarmerie lutte contre les discriminations	260
Des pratiques à généraliser dans les forces armées?	260
Sanction ou réhabilitation.....	260
La Cour des comptes demande à la Gendarmerie d'évaluer ses brigades de contact et de poursuivre sa rationalisation	261
Poursuivre la rationalisation	261
250 brigades peu attractives.....	261
Un gendarme pour 645 habitants en Ariège	261
La Corrèze a une activité faible	262
Gilets jaunes: l'UNRPG veut alerter les députés.....	263
Création d'un pôle violences urbaines.....	263
En sous-effectif, les gendarmes sont usés et fatigués, dénonce l'UNRPG	263
Les familles des mobiles en première ligne	264
Sous-effectif des brigades	264
Pour une loi de programmation.....	264
Huit colonels nommés au grade de général de brigade au 1 ^{er} avril	264
La gendarmerie primée au 15 ^e Podium de la Relation Client	265
La justice annule une sanction de 10 jours d'arrêt pour avoir porté un bermuda lors d'un retour de mission	266
L'ordre n'est pas illégal	266
Le gendarme a désobéi et fait preuve de mauvais esprit.....	267
e – Service de Santé	267
La DAPSA et la 1 ^{ère} CSS-FS au SOFINS 2019 : Une vision médicale pour l'innovation des forces spéciales.....	267
f – Renseignement	268
g – Cybersécurité	268
h – Service du commissariat des armées	268
Le Commissariat s'expose pour la 1 ^{ère} fois au SIGEM	268
i - Service des essences des armées.....	269
j - Forces Prépositionnées.....	269
Forces de Souveraineté.....	269
FAG : Les FAG prêtent leur concours à l'établissement d'un record à la rame	269
La frégate française « Prairial » intercepte une importante cargaison de cocaïne dans le Pacifique	270
FAPF : Le Prairial saisit près de 800kg de cocaïne en haute-mer.....	271
Forces de Présence	272
Entraînement aéroterrestre en RCI	272
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 28 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy.....	272
FFDj : Des formateurs du 5 ^e RIAOM en Ouganda	273
FFEAO : Exercice de guerre des mines franco-émirien East Dolphin 19	274
EFG : Formation au profit des spécialistes du génie centrafricains	274
EFG : Formation au secourisme pour les élèves officiers équato-guinéens	275
EFG : Formation des forces tchadiennes au rôle de l'instructeur.....	276
EFS : Formation au profit de militaires libériens avant projection au sein de la MINUSMA	276
EFS : Instruction sur le tir de combat (ISTC) au Togo	277

EFS : Formation à la sécurité aéronautique de militaires aériens	278
k - Réserves	279
Marine	279
La PMM Richelieu a pris le large pour sa période bloquée	279
l - D.G.A.	280
La Direction générale de l'armement et Météo-France signent une nouvelle convention-cadre	280
Inauguration du nouveau « data center » de MBDA	280
11 – France : Armements & Industries	281
Généralités	281
Le mercato chez les civils (aussi)	281
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 28 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	281
Finances	281
ADP, FDJ : soit l'Etat ne privatise pas soit il privatise tout	281
Perte de valeur	281
Prime de contrôle	282
Le déficit public au plus bas depuis 2006	282
Accès au cash dans les territoires : les pouvoirs publics se mobilisent	283
Baisse du nombre de DAB	283
Identifier les déserts du cash	284
Le capital-investissement français au plus haut depuis la crise, mais « plus sélectif »	285
Fonds de pension, family offices : investisseurs et concurrents	286
Industries	287
Zapata vole avec Generate	287
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 25 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	287
Stéphane Imbert, pilote blessé en opération, aide les militaires comme lui à rebondir	287
Des chefs d'entreprise réticents	288
"L'analyse des données est une mine d'or pour les collectivités publiques"	288
Airbus recycle ses vieux avions pour faire des meubles design	290
Une ambition assumée	291
Industries d'armement	291
Comment Paris a élaboré son FMS à la française pour vendre 442 blindés à la Belgique	291
Au moins 40 millions dans les poches de l'Etat français	292
Des structures franco-belges	292
Pas d'impact négatif sur les finances publiques	293
La CNIM prend l'air et aspire 85% du capital d'Airstar Aerospace	293
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 25.03.2019 Par Philippe Chapleau	293
GENERATE a deux ans: quel bilan pour l'accélérateur de start-up dédié à la défense et à la sécurité?	294
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 26.03.2019 Par Philippe Chapleau	294
Exportations : comment MBDA desserre le nœud coulant des Etats-Unis (ITAR)	295
Un électrochoc suivi d'une prise de conscience	295
MBDA investit dans des start-up et PME critiques	296
MBDA très attentif aux initiatives de Bruxelles	296

En avalant Gemalto, Thales renforce son leadership mondial dans la sécurité digitale	297
Technologie.....	298
Pollution des moteurs diesels : le vrai du faux	298
Alors que le débat fait rage pour savoir s'il faut ou non mettre un terme au gazole, voici quelques idées reçues, parfois battues en brèche, sur ce type de motorisation.....	298
Les diesels ne contribuent pas au réchauffement climatique	298
Les diesels provoquent des milliers de morts.....	298
Les nouveaux diesels polluent moins que l'essence.....	299
Le diesel bientôt interdit dans les centre-ville.....	299
Les diesels bénéficient de bonus écologiques	299
L'électrique est beaucoup plus écolo	299
Transports	300
SNCF : deux concurrents potentiels sur les grandes lignes fin 2020	300
Trenitalia en course ?.....	300
Les TER un an plus tard	300
Peugeot aux États-Unis : les différentes options pour éviter le crash.....	301
Trente ans d'absence	301
Les cycles inversés, enjeu majeur	301
Le marché le plus profitable du monde	302
Vers une solution innovante	302
12 – Le Monde : Modernisations & Équipements	303
Industries d'armement	303
Le groupe naval allemand TKMS gagne la bataille navale du Brésil	303
Premier échec de Naval Group en 2019	303
Transports	304
Boeing a corrigé son système anti-décrochage MCAS du 737 MAX.....	304
Dysfonctionnement du système de stabilisation.....	304
Pression sur Boeing.....	305
Boeing 737 MAX : la modification du système anti-décrochage sera-t-elle suffisante pour une reprise des vols ?....	305
La solution va être présentée à la FAA.....	306
MCAS, entraînement des pilotes, certification... la FAA se défend	306
L'AESA s'appuie encore plus sur les industriels pour la certification, dit la FAA	307
Boeing 737 Max. Crash de Lion Air : les pilotes ont appuyé plusieurs fois sur le bon bouton, mais.....	307
Quatre actions successives	308
Un système puissant et complexe	308
Pourquoi avoir laissé un point de défaillance ?	309
13 – Rubriques divers (Conférences, etc)	309
14 – Livres & Publications	309
Livres	309
Le général Jeannou Lacaze, le sphinx décrypté	309
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 25.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	309

Publications.....	310
Deux Raids dans les kiosques: le n° 393 et un hors-série consacré aux FS françaises.....	310
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 26.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	310
"Soldats de France" consacre son n° 12 à l'opération Serval	311
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 28.03.2019 Par Philippe Chapleau.....	311
15 – Société	311
Une personne sur six dans le monde est victime de violence	311
Le monde n'a jamais été aussi paisible, sauf en ce qui concerne la violence exercée par les États contre leurs populations.	311
Augmentation du nombre de victimes	312
Les suprémacistes, danger terroriste numéro 1	313
Violences d'État de plus en plus dissimulées.....	313
Le crime s'organise sur la faiblesse des États-nations	313
L'Onu pour prévenir les risques de guerre.....	314
Créer des agences plus réactives	314
Réduire en priorité l'exclusion et les inégalités	315
Sciences.....	316
Ces tremblements de terre qui progressent lentement (mais sûrement)	316
Les séismes peuvent évoluer de manière sourde et suivant de lents déplacements des plaques tectoniques. Ce qui ne favorise pas leur prévision.	316
«Faune sismique»	316
Plissement ductile irréversible.....	317
Pourquoi le plus grand glacier du Groenland se remet à grossir.....	317
Un champignon tue les grenouilles à grande échelle (et c'est à cause de nous)	318
Aux quatre coins du globe, une épidémie sans précédent décime les amphibiens et menace la biodiversité.	318
Fléau impossible à enrayer	319
16 – Vie de l'UOROI.....	319

1 – Lois et décrets

LOIS

Décret du 27 mars 2019 relatif à la composition du Gouvernement

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038277050&dateTexte=&categorieLien=id>



PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR

Décret du 27 mars 2019 relatif à la discipline des membres de la Légion d'honneur (Accès protégé)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038283876&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décret du 27 mars 2019 portant nominations et affectations dans la 1re section des officiers généraux

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038277537&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2019-255 du 27 mars 2019 portant attribution d'une prime de fidélisation aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038316908&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 27 mars 2019 fixant le montant de la prime de fidélisation attribuée aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038316935&dateTexte=&categorieLien=id>

Avis de vacance d'un poste d'expert en investigations numériques et en sciences des données à la direction générale de la gendarmerie nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038317296&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTÈRE DES ARMÉES

Arrêté du 21 mars 2019 pris en application de l'article R. 2363-6 du code de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038262159&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 21 mars 2019 fixant le contingent d'emplois offerts pour l'année 2019 aux militaires candidats à des emplois civils de catégorie A

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038268134&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 20 mars 2019 portant attribution de la qualité de partenaire de la défense nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038272255&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 27 mars 2019 portant nomination et affectation, promotions dans la 1re et la 2e sections d'officiers généraux

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038277421&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 27 mars 2019 portant promotion et nomination dans la 1re section des officiers généraux de la marine (corps d'officiers de la marine nationale administrés par le ministère de la transition écologique et solidaire)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038277427&dateTexte=&categorieLien=id>

Décision du 22 février 2019 portant attribution du brevet technique

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038277432&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2019-250 du 27 mars 2019 portant création d'une prime de technicité de haute montagne

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038316704&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 27 mars 2019 fixant les montants de la prime de technicité de haute montagne et la liste des brevets y ouvrant droit

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038316725&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 27 mars 2019 fixant la liste des unités de montagne ouvrant droit à la prime de technicité de haute montagne

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038316731&dateTexte=&categorieLien=id>

2 – Nécrologies & Mémoires

3 – Décorations & Commémorations

4 – Autorités, États-Majors

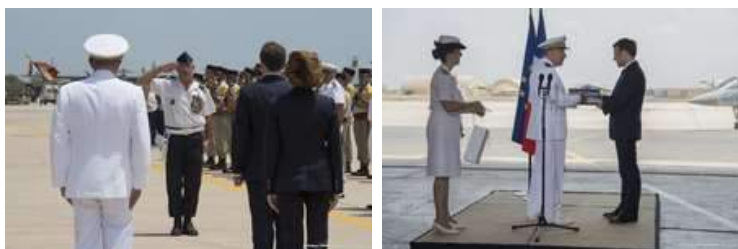
Président de la République

Le président de la République sur la base aérienne 188 « colonel Massart »

Mise à jour : 27/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Dans le cadre de sa visite officielle à Djibouti, Emmanuel Macron, président de la République, accompagné de Florence Parly, ministre des Armées, et de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, s'est rendu, le 12 mars, sur la base aérienne 188.

Le président de la République a été accueilli par le général Éric Gernez, commandant les forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj). Après avoir assisté à une présentation des FFDj et de leurs missions, le président de la République a rejoint le hangar l'escadron de chasse 3/11 « Corse » où il s'est exprimé devant les militaires des FFDj présents. Dans son allocution, Emmanuel Macron a salué l'engagement du personnel des FFDj et rappelé l'importance de la présence française dans ce territoire éminemment stratégique. Il a ensuite évoqué l'importance de la coopération avec les forces armées djiboutiennes et nos partenaires européens dans la lutte contre le terrorisme et précisé l'importance de renforcer ces échanges.



Enfin, il a conclu son propos en remerciant le personnel des FFDj et les familles, en insistant sur l'importance des forces prépositionnées, et a rappelé la volonté du gouvernement d'améliorer le quotidien des militaires, par l'intermédiaire du plan famille, notamment.



Sources : Armée de l'air Droits : @ armée de l'air

CEMA

Le général Lecointre présente un plan pour « permettre à la France de tenir son rang par l'excellence opérationnelle »

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 27 mars 2019



Après avoir exposé sa « vision stratégique pour une singularité positive », en septembre, le général François Lecointre, le chef d'état-major des Armées [CEMA], vient de présenter un nouveau Plan stratégique pour les années 2019-21, lequel s'articule autour de trois axes principaux et trois stratégies transverses.

L'enjeu, est-il expliqué dans ce plan, est de préparer les armées « aux défis de demain » tout en créant les « conditions d'un emploi optimisé des ressources allouées à la défense » [en clair, chaque euro doit être dépensé utilement]. « Il s'agit d'être en mesure, à l'horizon 2025, de développer des armées puissantes, agiles et connectés », fait encore valoir le document.

Pour atteindre cet objectif, ce plan définit donc trois axes : « Garantir l'efficacité opérationnelle » pour « gagner aujourd'hui », « Renforcer les armées » pour « gagner demain » et « Assurer la performance globale » pour gagner ensemble, ce qui renvoie au slogan « à hauteur d'homme » de la Loi de programmation militaire 2019-25.

Le premier axe se décline en cinq priorités. La première souligne la nécessité d'ajuster en permanence les dispositifs déployés sur l'ensemble des théâtres [y compris sur le territoire national], via l'élaboration de stratégies militaires opérationnelles [SMO] selon une « logique de découpage géographique ». Et, au cœur de ces dernières, « il y a l'aptitude à différencier et à ciseler en permanence les dispositifs déployés pour répondre au juste besoin opérationnel et à nos ambitions en matière d'influence », est-il expliqué.

S'agissant plus précisément des forces de présence et de souveraineté déployées dans les territoires d'outre-Mer, le plan souligne qu'elles « offrent à la France une capacité d'influence, d'autonomie, d'appréciation de situation et d'action dans les zones d'intérêt stratégiques. » Or, précise le plan, ce réseau a désormais « vocation à s'ouvrir aux Européens. »

Seconde priorité : disposer d'armées « robustes, résilientes et entraînées » afin qu'elles puissent être en capacité d' « absorber le choc inhérent à tout type de confrontation armée », y compris dans les nouveaux espaces de conflictualité [cyber, espace, etc]. Et le tout en prenant en compte les nouveaux enjeux comme ceux relatifs à l'énergie ou à lutte informationnelle. Sur ce point, « l'EMA proposera un référentiel de préparation opérationnelle sur les domaines interarmées pour une mise en place en 2019, avec pour objectif d'adapter l'offre au juste besoin », précise le plan.

Cette efficacité opérationnelle repose également sur un Maintien en condition opérationnelle [MCO] performant des équipements. Plusieurs chantiers ont récemment été ouverts afin de

réorganiser le MCO. Toutefois prévient le plan, « il conviendra de veiller à ce que le transfert à l'industrie d'une partie des responsabilités en matière de MCO soit sécurisé par un niveau d'exigence raisonnable et par un contrôle efficace. » Et d'insister : « Les contraintes de nature opérationnelle justifient la conservation de certaines compétences-socle en interne et appellent un juste équilibre entre capacités étatiques et industrielles pour répondre à l'ensemble des enjeux. »

La logistique est aussi un élément clé pour l'efficacité opérationnelle. Il s'agit de pouvoir compter sur une « chaîne logistique » capable « d'évaluer les besoins, d'assurer une gestion adaptée des stocks et de leur positionnement pour réduire et garantir les temps de livraison et de recomplètement. » Aussi, la rénovation de cette dernière devra être « pensée afin de garantir la capacité des armées à continuer à opérer en situation hautement dégradée. »

Enfin, le plan insiste sur la nécessité pour les armées de continuer à développer, valoriser et diversifier leur réseau d'alliance avec des partenaires responsables, volontaires et capables en Europe et au-delà » afin de « démultiplier l'efficacité stratégique. » Pour cela, l'une des trois stratégies « transverses » souligne « le rôle d'entraînement et d'influence » que la France « à assumer au sein de l'Otan » ainsi que l'implication des armées françaises dans la défense européenne tout en insistant sur les coopérations « dynamiques » au-delà de l'Europe et l'importance du multilatéralisme.

Le deuxième axe du plan stratégique du CEMA indique que les « armées françaises ont la responsabilité d'anticiper les évolutions du contexte géostratégique et sociétal pour être prêtes à agir dans leur environnement futur. » Et d'ajouter : « Ce travail veillera à respecter la cohérence du modèle qui fait sa résilience. » Pour cela, trois priorités ont été définies : anticiper « dans tous les domaines », disposer d'« équipements modernes, robustes et interopérables » et maîtriser les nouveaux espaces de confrontation. À ce sujet, on apprend qu'un commandement de l'espace devrait succéder, d'ici peu, à l'actuel commandement interarmées de l'espace...

Enfin, le dernier axe, intitulé « gagner ensemble » considère que « l'augmentation des ressources oblige les armées ». Par conséquent, il s'agit, d'ici 2021, de « créer les conditions d'un emploi optimisé des ressources et d'être en capacité de démontrer [leur]performance. » Ce qui suppose de « conforter la place des armées au cœur de la Nation » et de « créer un nouvel équilibre respectueux des principes qui garantissent l'efficacité des armées », via une « plus grande subsidiarité au sein des organisations et une relation de confiance avec les chefs de proximité. »

Pour atteindre ces objectifs, il est question de renforcer le lien « armée-nation », de faire en sorte que le commandement soit très attentif à la condition militaire, de rapprocher les « soutenus des soutenus », en donnant plus de latitude aux premiers ou encore de simplifier les procédures.

Photo : EMA

Participation du CEMA au colloque « partenariat entreprises – blessés des armées »

Mise à jour : 28/03/2019

Le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA) a participé le 25 mars au colloque « partenariat entreprises –blessés des armées » au siège du Mouvement pour les entreprises de France (MEDEF) à Paris. Ce colloque, à l'initiative du MEDEF et en collaboration avec les cellules d'aide aux blessés des armées et des associations d'aide aux blessés, était présidé par madame Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée des personnes handicapées, en présence de Monsieur François Roux de Bézieux, président du MEDEF et du CEMA.

Près de 200 chefs d'entreprises invités, ont pu échanger avec les différents intervenants des tables rondes : médecins spécialistes de la blessure post-traumatique, spécialistes de la reconversion et chefs d'entreprises ayant déjà fait la démarche de recruter des blessés des armées.

Le CEMA a clôt ce colloque en rappelant que « la réinsertion de nos militaires blessés dans le monde du travail est une question fondamentale. [...] Il est très important pour eux de savoir que leur spécificité est prise en compte et que leur sacrifice est reconnu à sa juste valeur, non seulement au sein de l'institution militaire, mais également à l'extérieur. [...] L'accompagnement des militaires blessés et de leurs familles est une préoccupation ancienne et constante des armées. [...] L'exceptionnalité du fait militaire et les risques auxquels il expose justifient ce souci de « prendre soin » et d'accompagner d'une manière particulière ceux qui ont été touchés dans l'exercice de la mission. Cette phase délicate de la réinsertion est une étape-clé, non seulement pour le blessé lui-même, mais également pour la cellule familiale qui l'entoure et l'aide au quotidien avec les difficultés que l'on connaît. [...] ».

En conclusion de son intervention, Il a remercié « le MEDEF et, en son sein, le comité de liaison défense, pour le travail réalisé, depuis deux ans maintenant, avec beaucoup de volontarisme et d'imagination en vue de faciliter le retour à l'emploi des blessés. [...] Ce travail commun a réuni les armées, le service de santé des armées et le monde de l'entreprise. Il débouche, aujourd'hui, sur la diffusion du guide pour le recrutement des militaires, une réalisation concrète, pleine de promesses. ».



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Le CEMA s'adresse aux futurs attachés de défense

Mise à jour : 29/03/2019

Le 28 mars 2019, le chef d'état-major des armées, le général François Lecointre, s'est adressé aux futurs attachés de défense en clôture de leur stage. Cela a été l'occasion de leur livrer sa vision de l'environnement stratégique, de ses défis et du rôle déterminant de l'attaché de défense dans la mise en œuvre de son plan stratégique.

Le CEMA a d'abord tenu à rappeler le contexte stratégique et les différentes menaces auxquelles la France est confrontée, en rappelant que les relations internationales militaires constituaient un élément essentiel pour y faire face. Que ce soit par leur action de relai, de capteur ou d'analyste, les attachés de défense contribuent à soutenir les effets politiques et militaires recherchés pour prévenir les crises, optimiser nos engagements opérationnels et mettre en œuvre la vision stratégique du CEMA. « *Je considère la subsidiarité comme l'un des facteurs de succès déterminants. Le rôle de l'AD ne peut d'ailleurs se concevoir sans subsidiarité. En retour, il doit cultiver certaines qualités indispensables : réactivité, bien sûr, mais aussi et surtout initiative et anticipation* », a-t-il précisé.

Le CEMA a évoqué l'intérêt de préserver la sécurité collective en nourrissant les partenariats européens (Union européenne, Initiative européenne d'intervention), ceux du cadre OTAN, mais aussi bilatéraux (Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni notamment) et plurilatéraux (G5 Sahel). Rappelant qu'il n'y avait pas d'opposition entre autonomie stratégique nationale et autonomie stratégique européenne, le général Lecointre a insisté sur la complémentarité de ces partenariats, en soulignant que la France devait continuer à en être le moteur.

En guise de conclusion, il a tenu à rappeler l'opportunité unique ainsi que l'aventure professionnelle et humaine que représente le départ en poste dans une ambassade.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CEMAT/Armée de Terre

Général Bosser : « Ce n'est pas le hasard qui décide du sort des batailles »

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 25 mars 2019



L'histoire militaire regorge d'anecdotes sur des concours de circonstances inattendus ont changé l'issue d'une bataille. Ainsi, par exemple, si le printemps 1529 avait été plus clément, les Ottomans auraient peut-être réussi à s'emparer de Vienne et à précipiter la fin du Saint-Empire romain germanique.

Et si James Stagg, alors chef météorologue au quartier général britannique, n'était pas parvenu à convaincre le général Eisenhower de changer la date du Débarquement en Normandie? Avec des « si », on mettrait Paris en bouteille... Mais il n'empêche : il suffit d'un grain de sable dans un plan pensé dans les moindres détails pour que la promesse d'un succès se transforme en fiasco.

Aussi, mettre toutes les chances de son côté avant d'engager une bataille est une condition nécessaire. Mais malheureusement pas suffisante. Pour autant, dans la dernière Lettre du CEMAT [chef d'état-major de l'armée de Terre, ndlr], le général Jean-Pierre Bosser estime qu'il n'y a pas de place à l'improvisation en matière d'engagement opérationnel.

« Mener avec succès des actions de combat contre des adversaires déterminés qui s'adaptent en permanence ne s'improvise pas, et ce n'est pas le hasard qui décide du sort des batailles », écrit en effet le général Bosser.

Et, selon lui, dominer l'adversaire suppose qu'il faut « encore et toujours des troupes bien équipées, bien entraînées et bien commandées. » En clair, pour le CEMAT, « ces engagements opérationnels supposent ensuite que soient entretenues et consolidées les capacités qui permettent de les conduire. »

Comme il a eu l'occasion de le dire [voire de le répéter], le général Bosser estime que l'esprit « guerrier » est aussi plus que jamais nécessaire. « L'emploi d'armes de plus en plus perfectionnées et performantes n'a pas fait disparaître la nécessaire cohésion des muscles, des esprits et des cœurs de ceux qui les servent », souligne-t-il.

DGGN/Gendarmerie Nationale

Le commandant supérieur de la gendarmerie de Côte d'Ivoire reçu à la direction générale

Accueil Actualités <https://www.gendinfo.fr/> 26 mars 2019 - Par Elsa Vives Servera



Le général Alexandre Apolo Touré, Commandant supérieur de la gendarmerie de Côte d'Ivoire, a été reçu à la direction générale de la gendarmerie nationale, à Issy-les-Moulineaux, lundi 25 mars.

Accueilli par le général de corps d'armée Christian Rodriguez, major général, avec lequel il a pu s'entretenir, notamment sur les bonnes pratiques mises en œuvre par la gendarmerie en termes d'organisation, le général Alexandre Apolo Touré, commandant supérieur de la gendarmerie de Côte d'Ivoire, s'est montré intéressé par la conduite des opérations et l'organisation de la chaîne du renseignement en gendarmerie.

Il a ensuite assisté à différents exposés thématiques au sein de la DGGN, avant de visiter le Centre de renseignement opérationnel de la gendarmerie et d'assister à une présentation le Centre de planification et de gestion de crise.

Le général Alexandre Apolo Touré s'est également intéressé à la gestion du renseignement administratif et judiciaire en gendarmerie, avant de se faire présenter l'organisation de l'administration centrale et des états-majors régionaux.

Outre ce passage à la direction générale, le commandant supérieur de la gendarmerie de Côte d'Ivoire visitera également, à l'occasion de son séjour en France, prévu du 24 au 28 mars, l'Inspection générale de la gendarmerie nationale, le Commandement des forces aériennes de la gendarmerie nationale, la Région de gendarmerie d'Île-de-France et le Commandement de la gendarmerie prévôtale.

Autres autorités

Une troisième étoile pour Christine Chaulieu

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 27.03.2019 Par Philippe Chapleau



Christine Chaulieu sera promue au grade de général de division (2^e section) à compter du 31 juillet 2019.

Elle avait été nommée par l'armée de terre le 19 juillet 2017, au grade de général de brigade.

En 1982, puisque l'École Spéciale Militaire et l'École Militaire InterArmes de Coëtquidan étaient encore fermées aux femmes, elle a intégré l'École militaire du corps technique et administratif.

Après une année de formation à Coëtquidan, elle a choisi le Groupe de spécialité Etat-major, avant de rejoindre l'EAM de Montpellier.

Elle a occupé les fonctions d'attaché de défense au Danemark (2005-2008) et en Autriche (2013-2016), avant de rejoindre la Représentation militaire française auprès de l'UE.

5 – Chroniques & Libres propos

Le rapport Mueller va-t-il implicitement autoriser l'ingérence étrangère lors des élections américaines ?

Politique / Monde <http://www.slate.fr/> Richard L. Hasen — Traduit par Jean-Clément Nau — 26 mars 2019 à 11h19

C'est en tout cas ce que laisse penser le résumé présenté par le département de la Justice, qui disculpe Donald Trump de collusion avec la Russie.



Le procureur Robert Mueller à Washington (États-Unis) le 12 mars 2013. | Alex Wong / Getty Image North America
AFP - Le président américain Donald Trump à Washington (États-Unis) le 25 mars 2019. | Saul Loeb / AFP - Le procureur général William Barr à Washington (États-Unis) le 15 janvier 2019. | Nicholas Kamm / AFP -

Dimanche 24 mars, le procureur général américain William Barr a décidé de communiquer un résumé des conclusions du rapport (encore tenu secret) du procureur spécial Robert Mueller: ce dernier n'aurait constaté aucune collusion entre la campagne de Donald Trump et le gouvernement russe, et botterait en touche quant aux soupçons d'obstruction à la justice pesant sur le président.



Ce résumé laisse plusieurs questions en suspens, qui ne trouveront de réponses que lorsque le département de la Justice acceptera de rendre le document public. Une interrogation me taraude tout particulièrement: pourquoi Mueller a-t-il refusé de poursuivre en justice l'ancien directeur de campagne de Donald Trump (Paul Manafort) et son fils Donald Trump Junior, soupçonnés d'avoir sollicité une contribution de campagne auprès d'une entité étrangère (tous deux membres de la campagne du président en exercice, ils avaient rencontré des agents russes en juin 2016 à la Trump Tower). La réponse de Mueller pourrait avoir de profondes répercussions sur la manière dont les autorités fédérales combattront l'ingérence étrangère pendant l'élection présidentielle de 2020.

«Informations sensibles de haut niveau»

On sait que Trump Junior a reçu un email de son ami Rob Goldstone en amont de ce rendez-vous à la Trump Tower, expliquant que le «*procureur de la Couronne de Russie*» avait «*proposé de fournir à la campagne Trump certaines informations et documents officiels qui incrimineraient Hillary et ses transactions avec la Russie et seraient très utiles pour ton père*».

La loi fédérale américaine interdit en effet de «solliciter» expressément ou implicitement «toute chose de valeur» auprès d'un citoyen étranger.

Ces «*informations sensibles de haut niveau*» étaient présentées comme faisant «*partie du soutien de la Russie et de son gouvernement à M. Trump*». Trump Junior a répondu presque immédiatement: «*Si c'est ce que tu dis, j'adore l'idée.*» Au rendez-vous du 9 juin 2016 étaient présents Trump Junior, Manafort, Jared Kushner (gendre du président), Goldstone et plusieurs Russes liés au Kremlin.

Il est donc probable que Trump Junior (et peut-être d'autres personnes ayant participé à l'entrevue) aient enfreint la loi. La loi fédérale américaine interdit en effet de «*solliciter*» (demander expressément ou implicitement) «*toute chose de valeur*» auprès d'un citoyen étranger. En juillet 2017, j'expliquais qu'au regard de l'histoire récente, l'échange entre Trump Junior et Goldstone pouvait correspondre à cette définition:

«Le “j'adore” de Trump Junior pourrait bien constituer une forme de sollicitation. Et l'on pourrait aisément faire valoir que des «informations sensibles de haut niveau» provenant du gouvernement russe représentent une «chose de valeur» aux yeux de la loi fédérales sur le financement des campagnes. Selon la Federal Election Commission, le fait de fournir des enquêtes d'opinion gratuites à un candidat revient à leur offrir une chose de valeur. Lorsque le groupe d'influence Americans for Tax Reform (fondé par Grover Norquist) a fourni une liste des militantes et militants conservateurs de trente-sept États américains à la campagne Bush-Cheney de 2004, la Commission a considéré cette liste comme une chose de valeur devant figurer dans les comptes de campagne, même si elle était diffusée publiquement sur le site web du groupe.»

Lorsqu'un candidat américain a exprimé le souhait d'emprunter de la documentation de campagne canadienne, ces documents ont là encore été considérés comme une chose de valeur, bien que sa valeur soit «*symbolique ou difficile à quantifier*». Lorsqu'un groupe politique a fourni à un candidat du Parti républicain des informations sur son adversaire, la Commission a déclaré que ce don pouvait être considéré comme une contribution en nature. Enfin, lors du procès de Robert Menendez (sénateur du New Jersey), une cour fédérale a déclaré qu'un don était «*de valeur*» à partir du moment où il était considéré comme tel par le bénéficiaire.

Inculpation de Roger Stone

En dépit de ces éléments probants, Mueller ne s'est jamais décidé à inculper Trump Junior (ou qui que ce soit) pour une violation des règles sur le financement des campagnes. Cette infraction semble toutefois autrement plus sérieuse que l'affaire des sommes d'argent utilisées pour «*faire taire*» des femmes –violation de la législation sur le financement des campagnes pour lesquelles Michael Cohen, l'ancien avocat de Donald Trump, a plaidé coupable, et qui ont impliqué le président.

Si l'on en croit le résumé que fait William Barr du rapport Mueller, «*le procureur spécial n'a pas établi que les membres de la campagne Trump ou leur entourage aient conspiré ou se soient coordonnés avec le gouvernement russe, en dépit des multiples propositions d'aide formulées par des individus liés à la Russie*».

En janvier, une chose est devenue presque certaine: Mueller renonçait à accuser les Américains ayant participé à l'entrevue qui s'est déroulée à la Trump Tower de la moindre infraction à la législation sur le financement des campagnes. Le procureur spécial venait d'inculper Roger Stone, proche de longue date du président, pour faux témoignage devant le Congrès, obstruction à la justice et subornation de témoin, dans un acte d'accusation de 24 pages. J'avais décrit les charges qui pesaient contre lui à l'époque:

«Selon l'acte d'accusation, “on a demandé à un cadre de la campagne Trump de contacter Stone à propos [...] d'informations compromettantes” détenues par WikiLeaks “au sujet de la campagne Clinton”. Stone a écrit à son intermédiaire chez WikiLeaks, en transmettant la demande de la campagne [Trump] quant aux informations spécifiques que le groupe détiendrait au sujet de la fondation Clinton. Il a ensuite contacté WikiLeaks pour leur demander “tout email provenant de l'État ou d'HRC [Hillary Clinton] expédiés entre le 10 et le 30 août 2011 –et tout particulièrement le 20 août– mentionnant [le sujet de l'article] ou confirmant cette version des faits”.»

Ingérence étrangère sous le coup de la loi

Le financement de la campagne était là encore complètement absent de l'acte d'inculpation; certains éléments tendent toutefois à prouver que Stone a, lui aussi, enfreint les règlements entourant la sollicitation de contributions provenant de l'étranger.

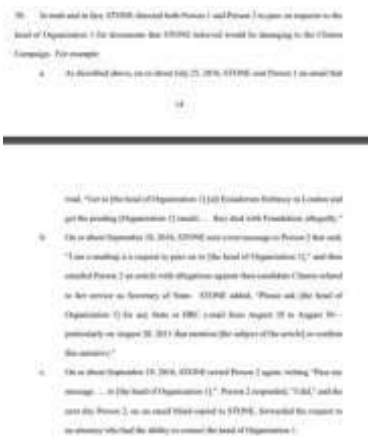


Paul Seamus Ryan **PROTECT MUELLER** @ThePaulSRyan

· 25 janv. 2019

[En réponse à @ThePaulSRyan](#)

And even more detail of Stone correspondence passing on Trump campaign requests for damaging information about Clinton--correspondence on at least three separate occasions.



Paul Seamus Ryan **PROTECT MUELLER** @ThePaulSRyan

Opposition research (i.e., damaging info about opponent) is of immense value to candidates—they regularly pay research firms big \$ for it.

A donation of opposition research to a candidate is clearly a "contribution" under federal campaign finance law.

[14](#)

[19:11 - 25 janv. 2019](#)

En janvier, je m'étais demandé pourquoi Mueller avait refusé d'examiner ces violations apparentes:

«Il est possible que les recherches menées sur l'autre camp ou que les informations fournies par des ressortissants étrangers tombent sous le coup du premier amendement à la Constitution américaine; elles ne pourraient alors faire l'objet d'un procès sur le financement des campagnes. Eugene Volokh a avancé cet argument au sujet de l'entrevue à la Trump Tower –mais j'estime que cette analyse ne tient pas, comme je l'ai déjà expliqué. Il est toutefois possible que l'équipe de Mueller se range à cette vision des choses; ce qui expliquerait pourquoi les Russes inculpés par son bureau n'ont pas été directement accusés de violation de la législation sur le financement des campagnes.»

En 2011, Brett Kavanaugh, juge à la cour d'appel des États-Unis (devenu depuis juge à la Cour suprême) réaffirmait la constitutionnalité des lois interdisant les dépenses et les contributions étrangères dans l'arrêt *Bluman v. FEC*:

«Il est indispensable pour la définition de notre communauté politique nationale que les citoyens étrangers ne jouissent pas d'un droit constitutionnel de participation à l'exercice de notre souveraineté nationale, et donc qu'ils soient exclus de ces mêmes activités. Il s'ensuit que les États-Unis ont tout intérêt à limiter, aux fins de l'analyse du premier amendement [...] toute ingérence étrangère dans le processus politique américain.»

La Cour suprême a jugé ce résultat si évident qu'elle a immédiatement confirmé le jugement de la cour inférieure, sans prévoir de débat et sans rendre une décision séparée.

La fin des élections démocratiques ?

Mueller est-il parvenu à la conclusion inverse ? Dédouaner une personne ayant sollicité «des informations sensibles de haut niveau» auprès d'un gouvernement hostile –au motif qu'il existe des informations provenant de sources étrangères qui représentent un risque moindre pour notre sécurité nationale et notre droit à l'autonomie gouvernementale– transformerait le premier amendement en outil de destruction de la souveraineté et de la démocratie américaine.

Si Mueller fonde cette conclusion sur son interprétation de la Constitution, rien ne pourrait la contredire, pas même une nouvelle loi du Congrès.

Si c'est bien là la conclusion de Mueller, nous devons le savoir, car cela signifie que le département de la Justice ne fera rien pour empêcher les gouvernements étrangers de partager des informations –parfois obtenues illégalement *via* piratage informatique– avec des campagnes politiques dans le but d'influencer les élections de 2020. Et si Mueller fonde cette conclusion sur son interprétation de la Constitution, rien ne pourrait la contredire, pas même une nouvelle loi du Congrès –ce qui semble dangereux.

On peut certes imaginer d'autres raisons motivant cette décision de ne pas accuser Trump Junior de sollicitation. Peut-être Mueller estimait-il que ce «*j'adore*» n'était pas assez clair. Peut-être qu'au regard de sa lecture des lois fédérales sur le financement des campagnes, les informations russes ne constituaient pas une «*chose de valeur*». Peut-être exerçait-il tout simplement son pouvoir discrétionnaire de procureur en refusant de poursuivre des amateurs complets (comme Trump Junior), qualificatif qui ne pourrait toutefois pas convenir à Paul Manafort, grand habitué des campagnes politiques.

Le cheminement logique de Mueller est particulièrement important, et nous devons avoir accès au rapport dans sa totalité. Moins pour ce qu'il nous dira au sujet de 2016 que pour ce qu'il nous dira des prochaines échéances politiques: sera-t-il seulement possible d'organiser des élections libres et démocratiques en 2020 et au-delà ?

6 – Actualités internationale

AFRIQUE

Opinions

Et si l'Afrique aimait ses « dictateurs » ?

<https://www.agenceecofin.com/> HebdoP1 lundi, 18 mars 2019 18:10 Aaron Akinocho



(Ecofin Hebdo) - Ces dernières semaines ont vu en Algérie, un séisme politique. La prise de la rue par la jeunesse algérienne face au cinquième mandat du président Bouteflika est, à plus d'un titre, un motif d'espérance pour le continent africain. Cette action est la preuve que les peuples sont de moins en moins des troupeaux que l'on peut diriger vers tous les gouffres sans que jamais ils ne se cabrent.

Cette action est la preuve que les peuples sont de moins en moins des troupeaux que l'on peut diriger vers tous les gouffres sans que jamais ils ne se cabrent.

Les jeunes Algériens ont pris leur destin en main et ont décidé de fermer un chapitre de l'histoire de leur pays. Et peu importe si beaucoup prédisaient qu'après Bouteflika, l'Algérie pourrait sombrer dans le chaos. Peu importe le spectre des années de plomb. Le peuple algérien peut

désormais aller de l'avant. Une victoire donc, même si aujourd'hui il est encore trop tôt pour en évaluer la portée.



La prise de la rue par la jeunesse algérienne.

Néanmoins ce triomphe algérien suscite des questions quand on essaie de faire un parallèle avec d'autres mouvements du genre sur le continent africain, qui eux, ont connu des issues moins favorables. On peut légitimement se demander: pourquoi les autres n'arrivent-ils pas à se débarrasser de leurs dirigeants qui s'éternisent au pouvoir?

Si généralement, on avance comme argument pour justifier le long règne de certains dirigeants africains par leur mainmise sur l'appareil sécuritaire, et le contrôle des moyens de répression, cette hypothèse n'explique pas tout. Et, l'idée du "clan" qui contrôle tout le pays au détriment de la grande masse, semble plus un fantasme qu'un reflet de la réalité.

Et, l'idée du « clan » qui contrôle tout le pays au détriment de la grande masse, semble plus un fantasme qu'un reflet de la réalité.

Bien-sûr, une minorité a tous les pouvoirs, mais généralement, le gâteau est partagé entre des élites, elles-mêmes issues de toutes les sphères d'influences (ethnies, congrégations religieuses, groupes socio-professionnels, etc.) qui rythment la vie sociale et politique du pays. La preuve en est que les nominations aux différents postes de pouvoirs dans nos pays tient de l'exercice d'équilibriste.

Certes, cette représentativité relative, ne concerne qu'une minorité, mais on ne peut en nier la réalité. D'ailleurs, le président béninois Patrice Talon affirmait avec lucidité et non sans cynisme: *« Ce qui fait qu'un président de la République obtient un deuxième mandat, ce n'est pas son bilan. C'est la manière dont il tient le pays, c'est la manière dont il tient les grands électeurs, les faiseurs d'opinion ; c'est la manière dont il empêche la compétition. »*

En outre, il faut croire que parfois, les peuples eux-mêmes, font l'option de la continuité avec des pouvoirs qu'on peut rapidement qualifier de « dictatures » ou même de « démocratues ».



Paul Kagame, souvent décrié sur le terrain de la démocratie et des droits de l'homme, exerce une vraie fascination sur bien des Africains.

L'argument du « moi ou le chaos » a cimenté plus d'un pouvoir en Afrique. A cet titre, la Libye post-Khadafi est devenue, pour le continent, l'exemple à ne pas imiter. Il est vrai que si on demandait aux citoyens lambda s'ils préfèrent les systèmes autoritaires qui prévalent actuellement dans certains pays, à un autre plus représentatif, les partisans de la démocratie, ils crieraient « non » d'un air scandalisé. Et à plusieurs reprises des pays africains ont donné la preuve que les populations pouvaient faire tomber des régimes dont elles ne voulaient plus.



Des pays africains ont donné la preuve que les populations pouvaient faire tomber des régimes dont elles ne voulaient plus.

Dans le même temps, le Mobutisme, cette religion qui ressurgit en République démocratique du Congo, peut laisser songeur. En outre le sous-jacent psychologique de la fascination exercée sur bien des Africains par un Paul Kagame, souvent décrié sur le terrain de la démocratie et des droits de l'homme, parle mieux que beaucoup de discours pro-démocratie.

Pour comprendre ce qui coince, il faut aussi garder à l'esprit que la démocratie est, à l'échelle de l'histoire humaine, une idée toute neuve, à peine vieille de deux siècles et demi. En Afrique, sauf de très rares exceptions, elle n'a même pas encore trente ans. Les populations ne connaissent qu'un parti ou deux, et quelques personnalités, les mêmes, qui animent la vie politique de leur pays depuis des décennies.

Près de 8 ans après la crise la plus sanglante de son histoire, la Côte d'Ivoire pourrait revoir s'affronter dans un processus électoral, les mêmes candidats qu'en 2011. Les leçons se tirent d'elles-mêmes et on se demande si, finalement, cette révolte de la jeunesse algérienne dont on ne connaît pas encore l'issue, ne vient pas surtout donner raison au président Paul Biya qui affirmait, non sans humour, face à François Hollande: «*Ne dure pas au pouvoir qui veut. Mais dure qui peut.*»

Politique

Sahara : alors que le Polisario veut continentaliser le conflit, le Maroc réaffirme l'exclusivité de l'ONU

Politique <https://www.jeuneafrique.com/> 25 mars 2019 à 19h10 | Par Fahd Iraqi - à Casablanca



Un mur de sable dans le Sahara, le 6 novembre 2006. © François Mori/AP/SIPA

36 pays africains en plus du Maroc ont réaffirmé ce lundi l'exclusivité de l'ONU en tant que cadre de recherche d'une solution politique pour le conflit au Sahara occidental. De son côté, le Front Polisario tente avec ses soutiens de pousser l'Union africaine à jouer un rôle prépondérant.

Alors que le Polisario et ses soutiens – principalement l'axe Alger-Pretoria – s'activent pour introduire un mécanisme dédié au dossier du Sahara au sein de l'Union africaine, à travers une « conférence de solidarité de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) avec le Sahara occidental », Marrakech a accueilli lundi 25 mars 36 délégations diplomatiques africaines, venues réaffirmer l'appui de l'Union africaine au processus politique des Nations Unies sur le différend régional sur le Sahara.

La déclaration finale de cette conférence ministérielle réaffirme l'exclusivité de l'ONU en tant que cadre de recherche d'une solution politique à ce conflit, selon les paramètres fixés par la dernière résolution du Conseil de sécurité. 37 membres de l'Union africaine appellent ainsi à « préserver

l'esprit et la lettre de la décision 693 » du rapport du président de la commission de l'UA sur la question du Sahara.

Mandat spécifique pour la troïka de l'UA

Au sommet de l'organisation continentale, tenu l'été dernier à Nouakchott, les chefs d'État et de gouvernements africains avaient adopté à l'unanimité cette décision, qui réaffirme l'exclusivité des Nations Unies comme cadre de résolution du conflit au Sahara. Elle fixe aussi un mandat spécifique à la troïka de l'UA (composée du président en exercice de l'institution, de son prédécesseur et de son successeur – ainsi que du président de la Commission), « à l'exclusion de tout organe de l'Union à quelque niveau que ce soit, afin de connaître les développements du processus politique mené dans le cadre des Nations Unies sur la question du Sahara ». Un mandat que les signataires de la déclaration de Marrakech soutiennent, tout en l'encadrant.

ALGÉRIE

Politique

Algérie : l'armée ouvre la voie à un départ de Bouteflika, le parti RND veut sa démission

A La Une Politique Publié le 26/03/2019 à 16h08. Mis à jour le 27/03/2019 par Sudouest.fr avec AFP.



Abdelaziz Bouteflika en novembre 2017. Le président algérien est très affaibli depuis son AVC en 2013 RYAD
KRAMDI AFP

Le chef d'état-major de l'armée demande que le Président soit déclaré inapte à exercer le pouvoir ou qu'il démissionne. Le principal allié du parti présidentiel, le RND, demande aussi sa démission.

Le chef d'état-major de l'armée algérienne Ahmed Gaïd Salah a proposé mardi que le président Abdelaziz Bouteflika, affaibli par la maladie et contesté par la rue, soit déclaré inapte à exercer le pouvoir en vertu de la Constitution ou qu'il démissionne.

Puis, ce mercredi, le Rassemblement national démocratique (RND), principal allié du parti (FLN) d'Abdelaziz Bouteflika, **a également demandé la démission du président algérien**. Dans un communiqué signé par son secrétaire général, l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia, récemment limogé, le RND "recommande la démission du président de la République (...) dans le but de faciliter la période de transition".

"Impossibilité d'exercer ses fonctions"

Le général Gaïd Salah, également vice-ministre de la Défense et considéré comme l'un des personnages les plus puissants du pouvoir algérien, a fait cette annonce surprise mardi, plus d'un mois après le début d'une contestation populaire inédite.

Pour sortir ce pays pétrolier de la crise, ce fidèle de Bouteflika a prôné le lancement de la procédure prévue par l'article 102 de la Constitution, applicable quand le président de la République "pour cause de maladie grave et durable, se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions" ou en cas de démission.

Désormais, la balle est dans le camp de Bouteflika, s'il choisit de démissionner, ou dans celui du président du Conseil constitutionnel, Tayeb Belaiz, un proche du président à qui il revient de lancer la procédure permettant de déclarer le chef de l'État inapte à exercer ses fonctions. Seuls quelques klaxons ont accueilli la nouvelle à Alger.

"Une solution pour sortir de la crise"

Âgé de 82 ans et au pouvoir depuis 1999, Bouteflika est affaibli par les séquelles d'un accident vasculaire cérébral qui, depuis 2013, l'empêchent de s'adresser de vive voix aux Algériens et rendent rares ses apparitions publiques. "Il devient nécessaire, voire impératif, d'adopter une solution pour sortir de la crise", a déclaré le général Gaïd Salah, nommé en 2004 par le chef de l'Etat à la tête de cette puissante institution. Il a prôné une solution répondant aux "revendications légitimes du peuple", conforme à la Constitution et garantissant la "stabilité de l'Etat".

La contestation en Algérie, pays membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a été déclenchée le 22 février par des manifestations massives contre l'annonce de la candidature de Bouteflika à un 5^e mandat. Face à la pression de la rue, le président algérien a renoncé à cette candidature mais a reporté la présidentielle prévue le 18 avril, prolongeant son actuel mandat jusqu'à un scrutin devant être organisé à une date incertaine.

Algérie: l'armée siffle la fin du règne de Bouteflika

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Notre dossier / Crise politique en Algérie : Bouteflika poussé vers la sortie Par Adam Arroudj Mis à jour le 27/03/2019 à 10:01 Publié le 26/03/2019 à 20:11

Algérie : la population perplexe face à la demande de déclarer Bouteflika inapte



VIDÉO - Sous pression de la rue, le chef d'état-major a demandé mardi l'«empêchement» du président en espérant ainsi mettre fin à la crise politique.

À Alger

Le dernier allié a lâché. Mardi après-midi, le patron de l'armée et général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a demandé l'application de l'article 102 de la Constitution, qui prévoit «l'empêchement» du chef de l'État pour «cause de maladie grave et durable».

«Il devient nécessaire, voire impératif d'adopter une solution pour sortir de la crise, qui répond aux revendications légitimes du peuple algérien, et qui garantit le respect des dispositions de la Constitution et le maintien de la souveraineté de l'État. Une solution à même d'aboutir à un consensus de l'ensemble des visions, et faire l'unanimité de toutes les parties, à savoir la solution stipulée par la Constitution, dans son article 102», a déclaré celui qui avait pourtant promis à Abdelaziz Bouteflika de l'amener vers un cinquième mandat.

Seulement voilà. Devant la montée en pression de la rue où, vendredi 22 mars, sont de nouveau sortis des centaines de milliers de personnes à travers tout le pays pour le cinquième acte de cette mobilisation historique, Ahmed Gaïd Salah a dû faire ce que tout le monde attendait de lui: un arbitrage. Le chef de l'armée, poids lourd de la scène politique algérienne, a donc tourné le dos à celui qui l'avait intronisé en 2004, comme l'acmé d'une semaine terrible où, un à un, des pans entiers de la bouteflikie ont cédé. Après les oligarques, les barons du FLN, les anciens combattants de la guerre de libération, les médias, l'administration, c'est le très dévoué Abdelmadjid Sellini, bâtonnier du barreau d'Alger, qui a retourné sa veste en qualifiant les lettres attribuées au chef de l'État de «faux et usage de faux». «Il ne l'a pas lâché, défend un ex-conseiller. Il a arbitré entre l'intérêt général et l'intérêt particulier d'un clan à l'intérieur du système. Il voulait éviter le pourrissement de la situation qui devenait intenable.»

Depuis le début des manifestations, le 22 février, les messages du chef d'état-major avaient évolué: avertissant d'abord contre les dérapages que pourraient provoquer de telles démonstrations de force, il avait ensuite salué le civisme et le pacifisme des manifestations puis amorcé un virage, le 18 mars, en déclarant lors d'une visite de travail à la frontière marocaine: «La

sagesse impose de penser qu'à tout problème il y a une solution et même plusieurs solutions. En ayant un esprit de responsabilité, il est possible de trouver des solutions dans les plus brefs délais.»

La méfiance de la rue

En appelant à l'application de l'article 102, l'homme le plus puissant du moment remet l'armée au centre des enjeux politiques, renouant avec le rôle d'armée-État qui lui colle depuis l'indépendance du pays, et même avant. «Au sein de l'armée, le débat faisait rage, explique un officier à la retraite. D'abord au niveau de la troupe qui n'est pas indifférente à un mouvement populaire aussi large rejetant le prolongement sine die du mandat de Bouteflika, ensuite au niveau du haut commandement qui ne veut plus assumer une situation anticonstitutionnelle plus longtemps.»

Mais dans la société, les réactions sont moins clémentes. «Qui va croire Gaïd Salah, qui ne cesse de chanter la neutralité? Le Conseil constitutionnel va-t-il obéir aux ordres de Gaïd Salah? Cet appel à l'injonction de l'armée est grave de sens», dénonce le député Atmane Mazouz, du RCD (opposition), sur Twitter. «Déposer le président n'est qu'une étape. Si on applique l'article 102 et que [le système] reste et organise lui-même des élections, ni l'opposition ni le peuple n'accepteront», prévient Soufiane Djilali, du parti Jil Jadid (opposition), dans une vidéo sur Facebook.

Le MSP (islamiste) appelle les Algériens à rester mobilisés. «Se contenter de l'article 102 ne garantit pas de réaliser des réformes et ne permet pas la transition démocratique et des élections libres et honnêtes», souligne Abderrazak Makri, le leader du parti. Il demande à l'armée «d'accompagner le processus pour trouver une solution politique et avant que le Conseil constitutionnel ne constate la vacance, un gouvernement consensuel accepté par la rue, une commission nationale indépendante des élections et la révision de la loi électorale.»

«Personne ne veut de Bensalah, qui pourrait être écarté»

Selon la procédure, le Conseil constitutionnel propose aux deux chambres du Parlement réunies de déclarer l'état d'empêchement à la majorité des deux tiers de ses membres. Le président du Conseil de la nation (Sénat) est alors chargé pour 45 jours, d'assurer l'intérim du chef de l'État. Si, au bout de 45 jours, l'état d'empêchement se poursuit, le président du Sénat continue son intérim pour une nouvelle période de 90 jours au cours de laquelle des élections présidentielles sont organisées.

Les regards devraient donc se tourner, en théorie, vers Abdelkader Bensalah, 76 ans, à la tête du Sénat depuis dix-sept ans, un fidèle de Bouteflika, lui aussi affaibli par la maladie. «Mais des discussions sont en cours, confie, fébrile, un ancien haut cadre de l'État en évoquant des discussions entre les services de renseignements et l'armée. Personne ne veut de Bensalah, qui pourrait être écarté. Des options sont étudiées. Il n'est pas impossible qu'un nouveau président du Sénat soit élu. Comme Zéroual, par exemple.»

L'ancien président Liamine Zéroual, 77 ans, appelé par l'armée pour renouer avec l'ordre constitutionnel suspendu après l'arrêt du processus électoral de 1992, est une des personnalités susceptibles de faire consensus entre tous les courants de la décision.

Dans les rues d'Alger, les contestataires redoutent une confiscation du pouvoir

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Notre dossier / Crise politique en Algérie : Bouteflika poussé vers la sortie Par Nabia Lahchi Mis à jour le 27/03/2019 à 06:40 Publié le 26/03/2019 à 20:31

Algérie : la population perplexe face à la demande de déclarer Bouteflika inapte



REPORTAGE - La méfiance reste de mise en Algérie. Les manifestants redoutent un nouveau tour de passe-passe du «système» ou une mainmise de l'armée.

À Alger

À Alger, les réactions sont mitigées après les déclarations du vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaid Salah, ce mardi 26 mars. Dans une allocution, effectuée depuis Ouargla, dans le Sud algérien, il a appelé à l'application de l'article 102 de la Constitution, déclarant la vacance du poste du président de la République.

Quelques heures après ces déclarations, les rues de la capitale sont calmes. La nouvelle se propage lentement et malgré quelques klaxons festifs, les gens restent circonspects. Ce qui semble être «une solution de sortie de crise» pour Ahmed Gaid Salah, n'est pas considérée comme tel par de nombreux Algérois.

«Depuis le début, nous demandons la fin du système dans son intégralité. On ne veut plus de Bouteflika, de Gaid Salah, du FLN et du RND»

«Depuis le début, nous demandons la fin du système dans son intégralité. On ne veut plus de Bouteflika, de Gaid Salah, du FLN et du RND», indique Réda, un étudiant de 23 ans. «Oui, nous voulons l'application de l'article 102, car le président n'est pas présent mais nous ne voulons pas que la solution soit imposée par un membre de leur clan», poursuit le jeune homme. Lui et ses amis ont participé à la marche hebdomadaire des universitaires qui a eu lieu ce matin à Alger. Face à la nouvelle qui est tombée peu après 15 heures, tous restent méfiants.

«S'ils décident d'enclencher l'article 102, alors cela doit se faire dans un climat de confiance. Nous avons besoin de garanties pour avoir un état démocratique. Il est inconcevable qu'ils nous imposent un président comme cela a été fait avec Bouteflika en 1999. Le système a prouvé qu'il était toujours parvenu à trouver une personne pour se sortir de situations compliquées, mais cette fois nous allons rester vigilants, car nous voulons des élections libres», analyse Hamid, étudiant en troisième année de droit à Alger.

«On veut un pouvoir civil»

Pour beaucoup, la mobilisation continuera tant que les principales figures du régime ne seront pas parties. «Nous ne faisons confiance à personne. Les haut gradés de l'armée sont complices des gens qui sont au pouvoir et des hommes d'affaires», indique un jeune anarchiste rencontré près de la Grande Poste. Selon lui, l'objectif du «système» est d'essouffler le mouvement de contestation. «Chacun a pris sa part du gâteau. Maintenant qu'ils se rendent compte que le 28 avril est proche (date initiale de la fin de mandat du président actuel, NDLR), ils cherchent une autre solution pour faire durer leur pouvoir. C'est le jeu des chaises musicales et 90 jours de plus, c'est trop pour nous», explique-t-il. Son ami, casquette sur la tête, acquiesce et ajoute: «Toute personne sur laquelle pèsent des soupçons de corruption ne mérite pas de rester au pouvoir. Et nous ne voulons pas que leurs enfants prennent leur place. Il y a des intellectuels et des avocats, des personnes instruites. Ce sont ces personnes qui peuvent faire la transition.» Tous deux

refusent la mainmise du système sur les futures échéances électorales et dénoncent les manigances. «On veut un pouvoir civil. Les gens ne resteront pas toujours pacifistes. Une goutte d'eau peut tout faire déborder», avertissent-ils.

Dans la rue, des personnes plus âgées s'inquiètent de la suite des événements. «Tout ce que je veux, c'est qu'il n'y ait pas de violences, répond une mère de famille. Nous ne voulons plus revenir aux années de terrorisme, nous en avons trop souffert. Ne peuvent-ils pas écouter la voix du peuple et mettre des personnes jeunes? Pourquoi c'est encore un vieux qui décide de l'avenir de ce pays?» demande-t-elle en évoquant Gaid Salah, âgé de 79 ans.

«Les militaires ont déjà interféré dans les années 1990 avec des résultats catastrophiques. Je pense que cette intervention est déplacée»

Pour d'autres, l'implication de l'armée est tout simplement insupportable. «Les militaires ont déjà interféré dans les années 1990 avec des résultats catastrophiques. Je pense que cette intervention est déplacée. En plus, ce n'était pas une simple déclaration. Cela a été diffusé sur les chaînes de télévision et dans la presse officielle, donc il y a un message important derrière. Je suis pour l'application de l'article 102, mais cela arrive en retard. Ça aurait dû être fait en 2013 (année durant laquelle le président Bouteflika a subi un AVC). S'il est appliqué maintenant, cela donne au pouvoir en place plusieurs mois pour organiser des élections et se remettre sur pied», indique un fervent supporteur de foot.

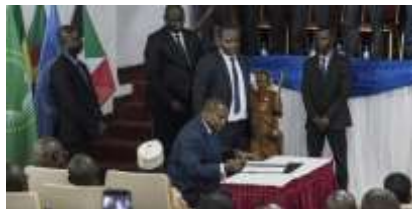
«C'était attendu», affirme quant à lui un jeune chef d'entreprise. Ce dernier ne semble pas du tout surpris par la nouvelle. «Cela fait partie du processus de transition. Pour commencer, il y a eu la confirmation écrite que Bouteflika partait, puis après il y a eu des noms qui ont été évoqués, comme Tebboune et Zeroual. L'armée n'impose pas l'application de l'article, elle demande», nuance-t-il. «Ce qui est alarmant, c'est que c'était bien organisé, donc on se demande s'il y a quelque chose qui se trame en coulisse, ajoute le trentenaire. Il faut identifier un groupe qui puisse effectuer et fixer les règles de la transition pour préparer des élections libres. Tout le monde parle de Zeroual, Bouchachi et Benbitour. Pourquoi pas? en tout cas, cela me conviendrait.»

CENTRAFRIQUE

Politique

Centrafrique : trois chefs rebelles nommés « conseillers militaires »

Politique <https://www.jeuneafrique.com/> 26 mars 2019 à 08h33 | Par AFP Mis à jour le 26 mars 2019 à 08h45



Faustin Archange Touadéra, signe l'accord de paix, le 6 février 2019 à Bangui. © Creative Commons / Minusca

Trois importants chefs rebelles de Centrafrique ont été nommés « conseillers spéciaux militaires » à la primature, selon un décret présidentiel rendu public lundi.

Ces nouveaux conseillers sont Ali Darassa, chef de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), Mahamat Alkatim, chef du Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) et Bi Sidi Souleymane (alias Sidiki), chef du groupe armé 3R ((Retour, réclamation, réconciliation).

Ils seront chargés auprès du Premier ministre Firmin Ngrebada de la mise en place des unités spéciales mixtes prévues par le dernier accord de paix de Khartoum, signé le 6 février à Bangui.

Ces unités seront composées de membres des Forces armées centrafricaines (Faca) et des groupes armés qui contrôlent 80% du territoire de Centrafrique, afin d'en assurer la sécurité.

D'autres responsables rebelles ont également été nommés conseillers spéciaux à la primature, dont Adama Chaïbou du MPC, chargé des relations avec le monde arabe. Le décret précise que « les conseillers spéciaux ont rang et prérogatives de ministres délégués ».

Gaetan Kongo, « citoyen engagé pour la renaissance durable et la modernisation de la Centrafrique », a jugé sur son compte Twitter qu'en nommant notamment Ali Darassa, le président Faustin Archange Touadéra « vient de franchir la ligne rouge. La justice tant attendue par le peuple ne sera jamais rendue ».

Nouveau gouvernement

Vendredi, le président Touadéra avait désigné un nouveau gouvernement accordant davantage de portefeuilles aux groupes armés signataires de l'accord de Khartoum, sans toutefois leur confier de ministère régalien.

L'annonce au début du mois d'un nouveau gouvernement après la signature de l'accord de Khartoum, avait soulevé une vague de protestations de la part des groupes armés qui réclamaient davantage de ministères pour leurs représentants.

L'Union africaine (UA) avait alors convoqué à Addis Abeba une réunion de suivi entre les autorités et les quatorze groupes armés signataires de l'accord, pour tenter de le sauver. Au terme de cette réunion, les signataires de l'accord de paix s'étaient entendus sur un nouveau gouvernement inclusif.

L'accord de Khartoum, signé le 6 février, soutenu par tous les partenaires de Bangui et préparé depuis 2017 par l'UA est le huitième signé depuis le début de la crise marquée par le renversement en mars 2013 du président François Bozizé.

Aucun des précédents accords n'a abouti à un retour de la stabilité, pas plus que la présence de la Minusca (Mission des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique) déployée en 2014 et forte de 11 000 Casques bleus.

Riche en ressources naturelles, la Centrafrique est déchirée par la guerre depuis 2013. Près d'un quart de ses 4,5 millions d'habitants ont dû fuir leur domicile.

COMORES

Politique

Présidentielle aux Comores : Azali Assoumani déclaré vainqueur par la Ceni, son challenger conteste

Elections 26 mars 2019 à 20h24 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 27 mars 2019 à 08h02



Azali Assoumani, président de l'Union des Comores. A Paris, le 12.11.2018. Photo : Vincent Fournier/JA © Vincent Fournier/JA

Le chef de l'État comorien sortant, Azali Assoumani, a été réélu dès le premier tour de l'élection présidentielle avec 60,77 % des suffrages, selon des résultats annoncés mardi soir par la Commission électorale (Ceni) mais rejetés par l'opposition.

Azali Assoumani, au pouvoir depuis 2016, a très largement devancé son principal adversaire, Mahamoudou Ahamada, du parti Juwa, qui a obtenu 14,62 % des voix, a ajouté le président de la Geni, Djaza Ahmed Mohamed.

Le camp présidentiel s'est félicité de cette victoire attendue, qui n'a suscité aucune réaction immédiate dans les rues de la capitale, Moroni. « Nous sommes heureux d'avoir gagné au premier tour comme on l'avait annoncé », a réagi Ali Houmed Msaidié, directeur de campagne du président-candidat.

« Coup d'État militaire »

L'opposant Mahamoudou Ahamada a immédiatement « rejeté les résultats », dénonçant « un coup d'État militaire à travers une élection présidentielle ». Il a appelé « la communauté internationale à ne jamais reconnaître la réélection d'Azali » entachée, selon lui, de nombreuses fraudes.

L'opposition et la société civile comoriennes ont dressé un bilan accablant du scrutin de dimanche 24 mars. Ils ont ainsi dénoncé des bureaux saccagés, des urnes bourrées ou confisquées par la gendarmerie, et des assesseurs de l'opposition empêchés de faire leur travail.

Avant même l'annonce des résultats, les douze adversaires du chef de l'État sortant avaient déjà prévenu qu'ils les considéraient comme nuls et non avenus. « Nous utiliserons tous les moyens civils pour nous débarrasser du pouvoir », avait promis l'un d'entre eux, le colonel Soilihi Mohamed, dit « Campagnard ».

Si le ton est plus diplomatique, les observateurs de l'Union africaine (UA), du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) et des Forces en attente de l'Afrique de l'Est (EASF) ont livré le même verdict.

Ils « déplorent les incidents observés qui n'ont pas permis aux électeurs de sortir massivement pour exercer leur droit civique dans la sérénité ». Avant d'ajouter que « la situation (...) empêche de se prononcer de façon objective sur la transparence et la crédibilité du scrutin ».

Intervention policière

Lundi, la gendarmerie avait dispersé sans ménagement une manifestation de plusieurs candidats au scrutin et d'une centaine de leurs partisans. Ces derniers défilaient dans les rues de la capitale pour dénoncer un « hold-up » électoral. L'intervention a fait 12 blessés légers dans les rangs de l'opposition.

Le ministre de l'Intérieur, Mohamed Daoudou, dit « Kiki », a justifié le recours à la force par la nécessité de maintenir l'ordre public. « Ces gens veulent installer le désordre dans Moroni, il n'est pas question de les laisser faire », a-t-il tonné.

Au pouvoir jusqu'en 2029 ?

Le camp présidentiel a balayé toutes ces critiques. « Je n'ai jamais vu élections plus transparentes dans notre pays », a affirmé très sérieusement Mohamed Daoudou, « nous sommes un pays souverain, personne ne viendra nous imposer quoi que ce soit de l'étranger... »

Tout au long d'une campagne qu'il a écrasée avec les moyens de l'État, Azali Assoumani, 60 ans, avait répété qu'il comptait bien l'emporter dès le premier tour. C'est désormais mission accomplie.

À la tête du pays de 1999 à 2006, réélu en 2016, il est accusé depuis des mois de multiplier les coups de force pour rester au pouvoir. Il y a un an, il a fait adopter par référendum une réforme constitutionnelle qui a remis en cause le système mis en place en 2002 pour mettre fin aux crises séparatistes qui agitaient l'archipel. Avec ces nouvelles dispositions, le chef de l'État pourrait désormais rester – en cas de victoire lors du scrutin de 2024 – au pouvoir jusqu'en 2029.

Comores : trois morts lors d'une fusillade, en pleine crise politique

Politique 28 mars 2019 à 17h44 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 29 mars 2019 à 08h46



moroni-592x296 (1) ©

La capitale du petit archipel des Comores a été secouée jeudi par une fusillade entre les forces de l'ordre et un groupe d'hommes armés qui a fait 3 morts, en pleine crise politique née de la réélection contestée du président Azali Assoumani.

Les échanges de tirs ont éclaté dans l'après-midi autour de la principale caserne militaire de Moroni, juste après l'arrestation d'un chef de l'opposition qui refuse de reconnaître la victoire dimanche du président sortant Azali Assoumani.

Selon des sources concordantes, ces affrontements ont opposé pendant près de deux heures des militaires à des hommes armés qui venaient de faire évader de la prison de Moroni un officier condamné pour tentative de coup d'État contre le régime, le commandant Faissoil Abdou Salam.

Deux assaillants, dont le commandant extrait de la prison, et un gendarme ont été tués lors de la fusillade, a indiqué à la presse le ministre de l'Intérieur Mohamed Daoudou. Un autre assaillant a été grièvement blessé et un gendarme plus légèrement, a-t-il ajouté.

« L'objectif des assaillants était d'abattre le chef d'état-major » de l'armée, a affirmé le ministre sans autre détail. « La situation est sous contrôle. Une enquête est en cours ».

Ces tirs ont provoqué un début de panique dans les rues de la capitale, qui se sont rapidement vidées. L'accès à la présidence et la résidence du chef de l'État a été bouclé par les forces de l'ordre, a témoigné à l'AFP une source occidentale dans la capitale.

Les rues de Moroni ont retrouvé leur calme en soirée. « La sécurité de tous les Comoriens et de ceux qui vivent aux Comores est assurée », a souligné le ministre Daoudou.

Arrestation de Soilihi Mohamed, rival du président

Ces échanges de coup de feu sont survenus peu après l'arrestation jeudi de l'un des principaux rivaux du président Azali, le colonel Soilihi Mohamed, dit « Campagnard ».

Le ministre Daoudou s'est refusé pour l'heure à faire un quelconque lien entre cette arrestation et la fusillade. « C'est l'enquête le dira », a-t-il affirmé.

Arrivé quatrième du scrutin présidentiel de dimanche, Soilihi Mohamed, un ancien chef d'état-major de l'armée très respecté, venait d'annoncer avoir pris la tête d'un « comité national de transition » afin de « régler la crise post-électorale » et « assurer une transition pacifique ».

« Le scrutin du 24 mars a été une tromperie, une mascarade et une honte, (...) nous allons organiser la résistance », a-t-il poursuivi, exhortant la population à « désobéir civilement » si le vote de dimanche n'était pas annulé d'ici au 3 avril.

À la tête du pays de 1999 à 2006, élu en 2016, Azali Assoumani a été reconduit dès le premier tour avec 60,77% des suffrages, selon par la Commission électorale.

L'opposition a hurlé au « hold-up » et au « coup d'État », dénonçant les « fraudes massives » du camp présidentiel.

Les ONG comoriennes et de nombreux observateurs étrangers ont largement confirmé les irrégularités relevées par les douze adversaires du chef de l'État sortant.

Le colonel Soilihi était toujours en garde jeudi soir dans les locaux de la gendarmerie de Moroni, a-t-on appris de source gouvernementale.

Irrégularités

« Il s'agit simplement de lui rappeler qu'il y a des textes dans ce pays et que, s'il veut contester les résultats des élections, il doit le faire devant les instances compétentes, pas dans la rue ou ailleurs », a justifié le ministre de l'Intérieur. « Il voulait mettre en place un gouvernement parallèle », a renchéri une source gouvernementale.

Les douze candidats opposés au colonel Azali avaient dénoncé dès dimanche de nombreuses irrégularités dans la tenue du scrutin présidentiel.

Lundi, une centaine de leurs partisans qui protestaient contre la « fraude généralisée » ont essuyé des tirs de grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc des forces de l'ordre. Jeudi matin encore, les gendarmes ont dispersé une centaine de femmes issues de la société civile qui exigeaient « l'annulation immédiate de ce scrutin ». Douze d'entre elles ont été interpellées puis relâchées à la mi-journée.

L'opposition comorienne a fait savoir qu'elle ne déposerait aucun recours devant la Cour suprême, qu'elle juge inféodée au régime, et exige la tenue d'un nouveau scrutin « dans les plus brefs délais ».

Le ministre de l'Intérieur a balayé toutes les critiques sur la régularité du scrutin et interdit toute manifestation jusqu'à nouvel ordre. « Ce n'est pas la rue qui va diriger le pays », avait-il assuré lundi. Depuis des mois, l'opposition dénonce la « dictature » du président Azali. Il a dissous la Cour constitutionnelle, modifié la Constitution dans un sens qui pourrait lui permettre de rester au pouvoir jusqu'en 2029 et arrêté des dizaines d'opposants.

ÉGYPTE

Diplomatie

Egypte-Israël: 40 ans après le traité, une relation à toute épreuve



Mona SALEM AFP 24 mars 2019



Photo d'archives montrant le président égyptien Anouar el-Sadate (G), son homologue américain Jimmy Carter (C) et le Premier ministre israélien Menahem Begin (D), le 26 mars 1979 à Washington DC

Le Caire (AFP) - Quarante ans après la signature du traité de paix entre l'Égypte et Israël, les relations entre les deux voisins, alliés majeurs des États-Unis au Moyen-Orient, ont survécu à toutes les convulsions régionales.

Le 26 mars 1979, le président égyptien Anouar el-Sadate --qui le paiera ensuite de sa vie-- et le Premier ministre israélien Menahem Begin signaient à Washington, sous la houlette du président américain Jimmy Carter, le premier traité de paix entre un pays arabe et l'État hébreu.

Depuis cette date, "l'Égypte est restée complètement extérieure à tout conflit armé (...) entre les Arabes et Israël", souligne Abdelazim Hammad, analyste politique au journal égyptien privé Al-Chorouk.

Le traité a mis fin à l'état de guerre entre les deux pays, en vigueur depuis le début du conflit israélo-arabe de 1948.

Le 40e anniversaire de ce traité de paix intervient à un moment où la région subit encore largement les contrecoups des Printemps arabes en 2011.

L'Egypte a elle-même connu de nombreux troubles après le soulèvement populaire du 25 janvier 2011 qui a provoqué la chute du président Hosni Moubarak, puis l'arrivée au pouvoir un an plus tard de l'islamiste Mohamed Morsi.

- Deux alliés de Washington -

Même durant le court mandat de M. Morsi --destitué par l'armée en 2013--, les relations bilatérales n'ont pas traversé de crise majeure, l'Egypte étant même restée un médiateur privilégié entre Israël et le mouvement islamiste Hamas, au pouvoir à Gaza.

Malgré les troubles, la relation israélo-égyptienne est restée "stable" et "le traité de paix a perduré", confirme Amr Choubaki, chercheur au Centre d'études politiques et stratégiques d'Al-Ahram.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux Etats-Unis en 2017, l'Egypte d'Abdel Fattah al-Sissi, comme d'autres pays arabes, a certes pu être embarrassée par les politiques du président américain au Moyen-Orient, jugées très favorables à Israël.

Comme cette semaine lorsque M. Trump s'est dit favorable à la reconnaissance de la souveraineté israélienne sur le plateau du Golan, conquis par l'Etat hébreu en 1967 puis annexé en 1981.

"Le Golan syrien est un territoire arabe occupé" et son annexion est "nulle et non avenue" au regard du droit international, a réagi Le Caire, sans citer directement les déclarations du président américain.

M. Trump avait déjà rompu avec le consensus international en reconnaissant unilatéralement en décembre 2017 Jérusalem comme la capitale d'Israël, et en annonçant le transfert de l'ambassade de son pays dans la Ville sainte.

L'Egypte avait alors rappelé à plusieurs reprises sa position sur Jérusalem, assurant que la partie orientale de la ville devait un jour devenir la capitale de l'Etat auquel aspirent les Palestiniens.

Cependant, Le Caire n'avait pas publiquement protesté contre la décision des Etats-Unis, qui lui apportent une aide conséquente.

L'Egypte a notamment bénéficié depuis 1980 d'une aide militaire de 40 milliards de dollars et d'une aide économique de 30 milliards USD, selon le département d'Etat.

"Pour les Etats-Unis, l'armée égyptienne est un élément stabilisateur dans une région toujours secouée de tensions", explique M. Choubaki.

- Coopération économique -

La coopération entre l'Egypte et Israël s'est renforcée ces dernières années dans la péninsule du Sinaï (est).

En vertu du traité de paix, l'Egypte a récupéré sa souveraineté sur le Sinaï, territoire occupé par Israël en 1967 lors de la guerre éclair des Six Jours.

Or, depuis 2013, les forces de sécurité égyptiennes y affrontent des combattants jihadistes, dont une branche du groupe Etat islamique (EI).

Dans le Nord-Sinaï, territoire frontalier de la bande de Gaza et où sont actifs les jihadistes, les forces égyptiennes coopèrent avec des milices locales, ainsi qu'avec Israël.

Dans une interview à la chaîne américaine CBS en début d'année, M. Sissi avait reconnu comme "véridiques" les informations selon lesquelles la coopération dans le Sinaï était la plus étroite qui ait jamais existé entre les deux voisins.

Début 2018, le quotidien américain New York Times avait fait état de dizaines de frappes aériennes israéliennes visant l'EI dans le Nord-Sinaï, avec l'accord des autorités égyptiennes, en deux ans.

Au-delà de la coopération militaire, l'Egypte et Israël ont récemment développé leurs liens dans le domaine de l'énergie, devenu un enjeu stratégique majeur en Méditerranée orientale.

En février 2018, Le Caire avait notamment conclu un accord avec Israël pour le transfert de gaz naturel des champs israéliens de Tamar et Leviathan vers l'Egypte.

Le ministre israélien de l'Energie Yuval Steinitz s'était rendu au Caire en janvier pour participer à une conférence sur le gaz naturel, une rare visite en Egypte pour un responsable israélien.

LIBYE

Défense

La fin de la plongée croate pour les garde-côtes libyens

<https://www.bruxelles2.eu/> 29 Mar 2019 EUNAVFOR Med, Formation, garde-côtes libyens

(B2) Pour trois gardes-côtes libyens et trois autres marins libyens, ce 29 mars sonne comme la fin des cours de plongée.



Formation à la plongée pour les garde-côtes libyens en Croatie (crédit : EUNAVFOR Med Sophia)

Durant cinq semaines, ils ont suivi un module de formation au Centre de formation de la marine croate à Split (Croatie), géré par l'opération Sophia d'EUNAVFOR MED. La cérémonie de clôture a eu lieu au centre d'instruction de la marine croate à Split, en présence de son chef, le commandant adjoint de l'opération Sophia EUNAVFOR MED et de son chef du secteur de l'instruction de l'OHQ, ainsi que d'une délégation libyenne d'officiers supérieurs.

Le cours, organisé par la marine croate, portait sur les procédures et techniques de plongée afin de pouvoir effectuer des opérations de maintenance sous-marine des navires. Le cours comprenait également quelques leçons sur les droits de l'homme, les premiers soins et la politique en matière d'égalité des sexes (un rituel côté européen).

Avec ce cours, l'opération Sophia indique avoir atteint un niveau de 355 membres du personnel des garde-côtes et de la marine libyens formés.

(NGV)

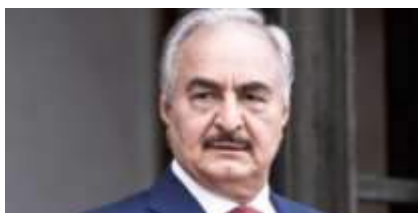
Lire notre dossier-fiche N°69. La formation des garde-côtes et marins libyens par les Européens

Nicolas Gros-Verheyde

Diplomatie

Libye – Arabie saoudite : le maréchal Haftar reçu à Riyad par le roi Salman

Diplomatie 27 mars 2019 à 18h36 | Par Jeune Afrique



Le maréchal Khalifa Haftar. © NICOLAS MESSYASZ/SIPA ; DR

La situation sécuritaire en Libye a été le principal sujet lors de la rencontre ce mercredi entre le roi saoudien et le chef de l'Armée nationale libyenne, indique une dépêche de l'agence de presse officielle saoudienne.

Le roi saoudien, Salman Ben Abdelaziz Al Saoud, a reçu dans la journée du 27 mars au palais Al Yamamah, le maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'est libyen. D'après Saudi Press Agency (SPA), le roi a réaffirmé l'intérêt que porte le royaume à la sécurité et à la stabilité en Libye, souhaitant au peuple libyen progrès et prospérité.

Les ministres saoudiens de l'Intérieur, des Affaires étrangères et le ministre d'État aux Affaires africaines ont pris part à cette rencontre, au cours de laquelle il a été question des derniers développements sur la scène libyenne, précise SPA.

Il y a un conflit international et un croisement des intérêts aujourd'hui en Libye, a déclaré le porte-parole de l'armée libyenne, Ahmed al-Mesmari

Plus tôt dans la journée, le porte-parole de l'armée libyenne, Ahmed al-Mesmari, a déclaré lors d'une conférence de presse en Libye qu'un « complot politique » était préparé contre son pays. Il a par ailleurs ajouté que « des pays comme la Turquie, le Qatar et l'Italie ainsi que des groupements terroristes doivent être tenus pour responsables devant les preuves claires de leur implication. [...] Il y a un conflit international et un croisement des intérêts aujourd'hui en Libye », a-t-il ajouté.

Immigration

Des migrants détournent un navire pour ne pas rentrer en Libye

Actualité International <http://www.lefigaro.fr> Par Etienne Jacob Mis à jour le 28/03/2019 à 13:17
Publié le 27/03/2019 à 20:24



Le navire *Elhiblu1*. Capture d'écran YouTube / Tolga CİHANGİROĞLU

Des migrants recueillis à bord d'un pétrolier ont détourné le navire et mis le cap sur Malte après avoir appris qu'ils retournaient en Libye. Une action « criminelle » menée par « des pirates », selon le ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini. La marine maltaise a annoncé jeudi matin avoir pris le contrôle du bateau.

L'équipage de *l'Elhiblu1*, un navire pétrolier appartenant à une société turque, croyait bien faire en venant en aide à 108 migrants mardi soir, en mer Méditerranée. Mais le lendemain du sauvetage, ceux-ci ont contraint le commandant de bord à changer de cap. Le bateau se dirigeait initialement vers la Libye et a subitement fait demi-tour pour le Nord aux alentours de 17 heures mercredi, en direction de Malte. Ce jeudi, l'armée maltaise a annoncé avoir pris le contrôle de *l'Elhiblu1*. Un patrouilleur des forces maltaises l'a empêché d'entrer dans les eaux territoriales de l'île, situées à 30 milles nautiques des côtes. Un commando des forces spéciales, soutenu par plusieurs équipages de la marine et un hélicoptère, a été dépêché à bord «pour rendre le contrôle du bateau au capitaine».

«Ce ne sont pas des migrants en détresse. Ce sont des pirates. Ils ne verront l'Italie qu'à la jumelle» Matteo Salvini, ministre italien de l'Intérieur

Le cargo a ensuite accosté au port de La Valette, la capitale maltaise. L'équipage et les migrants vont être entendus par la police pour déterminer les circonstances exactes des faits. «Le capitaine a répété plusieurs fois qu'il n'avait plus le contrôle du navire et que lui-même et son équipage étaient forcés et menacés par un certain nombre de migrants exigeant qu'il fasse route vers Malte», a indiqué la marine dans un communiqué.

Emploi de la force

Cette affaire a été révélée mercredi par le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini. «Ce ne sont pas des migrants en détresse. Ce sont des pirates. Ils ne verront l'Italie qu'à la jumelle», a-t-il fustigé. Avant d'ajouter: «C'est la démonstration la plus évidente qu'on ne parle pas d'opérations de secours de pauvres naufragés fuyant la guerre mais d'un trafic criminel d'êtres humains géré de manière criminelle».

L'ONG Saving Humans n'a pas tardé à réagir, assurant qu'elle «surveillait» la situation. Elle a également demandé que les migrants ne soient pas ramenés en Libye, où ils seraient à nouveau «enfermés dans des camps». Depuis des années, les navires commerciaux circulant au large sont régulièrement déroutés pour secourir des migrants. Mais depuis que Tripoli a progressivement pris le relais de Rome pour coordonner ces opérations, les navires reçoivent l'ordre de les reconduire dans leur pays d'origine.

À plusieurs reprises ces derniers mois, des migrants accompagnés ont refusé de descendre du bateau et les autorités libyennes ont employé la force. La semaine dernière, le sous-secrétaire général aux droits de l'Homme de l'ONU, Andrew Gilmour, avait évoqué les tortures et viols subis par nombre de migrants en Libye et appelé l'Union européenne à revoir son soutien aux garde-côtes.

Des migrants déroutent un pétrolier vers Malte, refusant d'être débarqué en Libye

<https://www.bruxelles2.eu/> 28 Mar 2019 Crise migratoire, Malte, piraterie, Secours en mer

(B2) De peur d'être ramenés en Libye, les migrants et/ou demandeurs d'asile qui tentent la traversée vers l'Europe ont inauguré mercredi (27 mars) un nouveau mode d'action : le déroutage d'un navire



Le pétrolier, son équipage et tous les migrants, escortés devaient arriver ce matin à Boiler Wharf à Malte.

Selon des informations confirmées par les autorités maltaises, le capitaine du pétrolier *El Hiblu 1* (ou *El Hibru*), battant pavillon de Palau, qui avait recueilli une centaine de migrants, en difficulté en mer, a été obligé de se diriger vers Malte, et non vers la Libye, où il avait prévu de débarquer ces 108 hommes et femmes. « *Le commandant de bord a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne contrôlait pas le navire et qu'un certain nombre de migrants le forçaient ainsi que son équipage à se rendre à Malte* » indique les forces maltaises (AFM) dans un communiqué parvenu à B2 ce matin. Les AFM « *ont réussi à établir des communications avec le navire, alors qu'il se trouvait à environ 30 miles nautiques* » et se dirigeait toujours vers Malte.

Escorte par un navire de patrouille

Un navire de patrouille, le P21, a alors « *empêché le pétrolier de pénétrer dans les eaux territoriales maltaises* ». Une équipe de l'unité d'opérations spéciales de l'AFM a été déployée « *pour embarquer et sécuriser le navire* » et reprendre « *le contrôle du navire* ». L'équipe était épaulée par un second navire de patrouille, le P51, deux engins Fast Interceptor et un des hélicoptères AW 139 des forces maltaises. « *Le P21 a continué d'escorter et de surveiller le pétrolier tout au long de l'opération.* »

Une enquête en cours

A leur arrivée, ce matin (vers 8h30), les passagers (migrants) devaient être « *remis à la police aux fins d'enquêtes plus approfondies* ». Il s'agit notamment de déterminer s'il s'agit d'un acte de piraterie. C'est-à-dire — selon la définition internationale — si un « *acte illicite de violence ou de détention ou toute déprédation* » a été commis par les 'passagers', « *agissant à des fins privées* », dirigé contre « *un autre navire ou aéronef, ou contre des personnes ou des biens à leur bord, en haute mer* » (1).

Un acte de légitime défense

Pour l'ONG Sea-Watch, active en Méditerranée, il faut examiner leur cas « *avec un œil d'humanité. Nous comprenons qu'il ne s'agit pas d'un cas de piraterie, mais d'une légitime défense contre une politique meurtrière aux frontières européennes* ».



[@seawatch_intl](https://seawatch.intl)

The rescued people who took over a merchant vessel after they realized they were being pulled back to Libya, were brought to Malta this morning.

We look to this with an eye of humanity, understanding this not as piracy but as self-defense against a deadly European border policy

[80](#)

[13:09 - 28 mars 2019](#)

(NGV)

(1) Article 101 de la convention du droit de la mer du 10 décembre 1982.

Les Forces armées de Malte ont repris le contrôle d'un pétrolier détourné par des migrants

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 28 mars 2019



Dans la journée du 27 mars, l'Elhiblu1, un pétrolier battant pavillon à Palau [Océanie] et appartenant à une société turque, a été détourné par des migrants qu'il venait de recueillir à son bord, conformément au droit de la mer, alors qu'il devait se rendre en Libye. Le navire a alors changé de cap pour prendre la direction de Malte.

Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, a immédiatement réagi à cette information. « Ce ne sont pas des migrants en détresse. Ce sont des pirates. Ils ne verront l'Italie qu'à la jumelle », a-t-il assuré. Et de prévenir que les eaux italiennes seraient interdites au pétrolier détourné s'il devait se diriger vers Lampedusa ou la Sicile.

Toutefois, les migrants ayant pris le contrôle du navire ne sont pas exactement des pirates au regard du droit maritime international étant donné qu'un acte de piratage est considéré comme tel s'il a lieu en haute mer et s'il implique deux navires [un assaillant et une « victime »]. Or, le pétrolier a été détourné par des personnes accueillies à son bord, a priori dans les eaux libyennes.

Reste que M. Salvini, cela revient au même... « C'est la démonstration la plus évidente qu'on ne parle pas d'opérations de secours de pauvres naufragés fuyant la guerre mais d'un trafic criminel d'êtres humains géré de manière criminelle », a-t-il encore fustigé.

Ces derniers mois, les navires qui recueillent des migrants en détresse reçoivent de plus en plus l'ordre de les reconduire à leur point de départ, c'est en dire en Libye, où selon le sous-secrétaire général aux droits de l'Homme de l'ONU, Andrew Gilmour, nombre d'entre-eux subissent des exactions. D'où, d'ailleurs, son appel à l'Union européenne de reconsidérer l'appui qu'elle apporte aux gardes-côtes libyens dans le cadre de son opération Sophia.

Cela étant, les Forces armées de Malte ont été mise en alerte étant donné que le pétrolier venait de mettre le cap vers l'archipel.

« Le capitaine a répété plusieurs fois qu'il n'avait plus le contrôle du navire et que lui-même et son équipage étaient forcés et menacés par un certain nombre de migrants exigeant qu'il fasse route vers Malte », a en effet expliqué la flottille maritime maltaise.

Ce 28 mars, un patrouilleur P21 de classe Austal a tenu à distance l'Elhiblu1. Puis, des forces spéciales, soutenues par d'autres navires et un hélicoptères, ont lancé un assaut à bord du pétrolier pour en « rendre le contrôle » à son capitaine.

Cette opération a été menée selon les règles fixées par la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime de 1988.

« Le pétrolier, son équipage et tous les migrants sont actuellement escortés par la marine [...] pour être remis à la police pour des investigations », a ensuite précisé la marine maltaise. Selon le quotidien Times of Malta, qui cite une source gouvernementale, 77 des 108 personnes secourues par le pétrolier seraient des hommes, les 31 autres étant des femmes et des enfants.

Au Mali, des chefs de l'armée limogés après un massacre dans un village peul

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 25/03/2019 à 13:51 Publié le 24/03/2019 à 19:29

Mali : l'état-major limogé après le massacre de plus de 130 civils



Le gouvernement malien a limogé l'état-major de l'armée ainsi que démantelé une milice de chasseurs, les Dogons, après le massacre du 23 mars 2019. 134 Peuls ont trouvé la mort dans le village d'Ogossagou

Quelque 134 villageois ont été tués samedi à Ogossagou-Peul, dans le centre du pays. Il s'agit du pire massacre depuis la fin des principaux combats contre les djihadistes. Une milice de chasseurs dogons est montrée du doigt.

Le gouvernement malien a dissous dimanche une milice de chasseurs dogons et sanctionné les chefs de l'armée au lendemain du massacre de quelque 134 Peuls dans le centre du pays. Cette tuerie, la plus sanglante depuis la fin des principaux combats de l'opération lancée en 2013, à l'initiative de la France, pour chasser les groupes jihadistes qui avaient pris le contrôle du nord du pays, s'est produite en pleine visite du Conseil de sécurité de l'ONU au Mali et au Burkina Faso voisin. Le secrétaire général de l'organisation, Antonio Guterres, s'est déclaré dimanche «choqué et outré» par ce massacre. L'ambassadeur français aux Nations unies, François Delattre, a parlé d'une «attaque terrible» que «nous condamnons fermement», lors d'une conférence de presse samedi à Bamako.

Depuis l'apparition il y a quatre ans dans le centre du Mali du groupe jihadiste du prédicateur Amadou Koufa, recrutant prioritairement parmi les Peuls, traditionnellement éleveurs, les affrontements se multiplient entre cette communauté et les ethnies bambara et dogon, pratiquant essentiellement l'agriculture, qui ont créé leurs propres «groupes d'autodéfense». Ces violences ont coûté la vie à plus de 500 civils en 2018, selon l'ONU.

Le président Ibrahim Boubacar Keïta a réuni dimanche un Conseil des ministres extraordinaire «pour annoncer la dissolution de l'association (de chasseurs dogons) «Dan Nan Ambassagou» pour dire clairement aux uns et aux autres que la protection des populations restera le monopole de l'État», a déclaré à la presse le Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga. Ce dernier a également annoncé «la nomination de nouveaux chefs militaires», après le limogeage du chef d'état-major général des armées, M'Bemba Moussa Keïta, et de ceux de l'armée de Terre et de l'Air. Le nouveau chef d'état-major des armées est le général Abdoulaye Coulibaly, selon un communiqué du gouvernement.

Les habitants des environs demandent à être évacués

Une délégation comprenant plusieurs ministres, dont ceux de la Justice et de la Santé, et des responsables militaires, est arrivée en fin de matinée à Ogossagou-Peul, théâtre du massacre, dans la zone de Bankass, près de la frontière avec le Burkina Faso. Dans le village, selon des témoins, des corps étaient encore en train d'être ramassés dimanche. Et des habitants des environs demandaient à être évacués, par crainte de nouvelles attaques, selon un élu local.

Les sanctions prises contre les chefs de l'armée surviennent aussi après une attaque djihadiste, le 17 mars, contre un camp militaire à Dioura (centre) au cours de laquelle 26 soldats avaient été tués. Dans un communiqué de revendication vendredi, la principale alliance jihadiste du Sahel liée à Al-Qaïda a justifié l'opération de Dioura par les « crimes odieux commis par les forces du gouvernement de Bamako et les milices qui le soutiennent contre nos frères peuls ».

Après le Burkina Faso et le Tchad, le Mali remanie l'état-major de ses forces armées

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 25 mars 2019



Après l'attaque du camp militaire de Dioura [près de soldats 30 tués par un groupe jihadiste, ndlr], le président Ibrahim Boubacar Keïta avait prévenu la hiérarchie des Forces armées maliennes. « Aucune négligence ne saurait plus être tolérée », avait-il lancé, la semaine passée.

Effectivement, le massacre a priori commis par des chasseurs traditionnels Dozos contre la communauté Peule à Ogossagou, dans la zone de Bankass [centre], près du Burkina Faso, a contraint le gouvernement malien à réagir fermement.

Ainsi, au lendemain de cette attaque particulièrement meurtrière [134 civils ont été tués, ndlr], le Premier ministre malien, Soumeylou Boubeye Maïga, a annoncé, sans donner de détails, que le président Keïta venait de décider la « nomination de nouveaux chefs militaires » lors d'un Conseil des ministres extraordinaires.

Mais d'après la presse malienne, le général Abdoulaye Coulibaly a succédé au général Bamba Moussa Keïta à la tête de l'état-major des armées. Dans le même temps, les généraux Kéba Sangaré Daouda Démbélé ont été nommés respectivement à la tête des forces terrestres et aériennes. Enfin, le colonel-major Boukary Kodio a hérité du poste de directeur de la Sécurité militaire.

Deux jours plus tôt, le président tchadien, Idriss Deby Itno, avait pris une mesure similaire, après une attaque jihadiste ayant fait 23 morts dans les rangs de l'armée tchadienne.

En trois mois, la majeure partie des interlocuteurs de la force française Barkhane ont été remplacés. En effet, outre le Tchad et le Mali, le Burkina Faso, qui connaît également de grandes difficultés face à la mouvance jihadiste, a vu sa haute hiérarchie militaire renouvelée en janvier dernier, avec la nomination [et la promotion] du général Moïse Minoungou, en remplacement du général Oumarou Sadou, qui n'aura tenu qu'un an à tête des forces armées burkinabè.

Par ailleurs, les autorités maliennes ont également annoncé la dissolution de la milice « Dan Nan Ambassagou », soupçonnée d'être à l'origine du massacre d'Ogossagou. Cette formation dite d'auto-défense avait vu le jour en décembre 2016 afin de protéger la communauté Dogon contre les attaques du « Front de libération du Macina », un groupe jihadiste dirigée par Amadou Koufa.

Seulement, en 2018, cette milice a été soupçonnée par les Nations unies d'avoir commis environ 60 attaques contre la communauté Peule, lesquelles ont fait plus de 500 tués. Mais elle a toujours nié une quelconque implication dans ces exactions. Et c'est aussi le cas pour celles d'Ogossagou. « C'était peut-être des chasseurs, mais pas ceux de Dan Nan Ambassagou », a en effet affirmé Mamadou Goudienkilé, le président de la coordination du mouvement Dan Nan Ambassagou, dont les propos ont été rapportés par RFI.

Sollicité par le même média, le sociologue Diouara invite à la prudence. À Ogossagou, « il y a beaucoup de confusion parce que la tenue utilisée, le type d'arme utilisé et le mode opératoire renvoient à des analyses différentes », a-t-il expliqué.

Sécurité

Mali : 6 habitants de villages dogons tués dans le centre du pays, la Minusma appelle au calme

Sécurité 27 mars 2019 à 00h19 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 27 mars 2019 à 09h04



L'une des images prises par un membre de Tabital Pulaaku dans le village d'Ogossagou, où au moins 154 civils peuls ont été massacrés dans une attaque, samedi 23 mars 2019. © Tabital Pulaaku/AP/SIPA

Six habitants de villages dogons du centre du Mali ont été tués lors d'attaques distinctes, a-t-on appris mardi auprès d'élus locaux, d'une source de sécurité, et de la Mission de l'ONU (Minusma).

Ces dernières attaques font suite à la tuerie de masse commise dans la même région samedi par des chasseurs présumés dogons, dans laquelle 160 habitants du village peul d'Ogassogou ont été tués. « Cette spirale de la violence doit cesser immédiatement » a affirmé la Minusma dans un communiqué, réagissant à cet enchaînement d'attaques.



[MINUSMA @UN MINUSMA](#)

● COMMUNIQUE - Nouvelles attaques dans le Centre du [#Mali](#) : « cette spirale de la violence doit cesser immédiatement » <https://www.facebook.com/notes/mission-des-nations-unies-au-mali-minusma/nouvelles-attaques-dans-le-centre-du-mali-cette-spirale-de-la-violence-doit-cesser/2063279233789532/> ...

[16](#)

[23:28 - 26 mars 2019](#)

Ces affrontements entre la communauté peule et les ethnies bambara et dogon se multiplient depuis l'apparition, il y a quatre ans dans le centre du Mali, du groupe jihadiste du prédicateur Amadou Koufa. Ce dernier recrute prioritairement parmi les Peuls, traditionnellement éleveurs.

Deux attaques distinctes

« Le village dogon de Ouadou a été attaqué par des hommes armés. Des maisons ont été incendiées, le bilan provisoire est de quatre morts. Dans un autre village du cercle de Bankass, deux femmes ont également été tuées », a déclaré Oumar Diallo, conseiller municipal dans ce secteur près de la frontière avec le Burkina Faso.

Une source sécuritaire malienne a confirmé l'attaque du village de Ouadou, qui a causé « la mort de quatre personnes, dont une fille » dans la nuit de lundi à mardi 26 mars. « Plusieurs maisons ont été brûlées, du bétail a été volé. Un bilan préliminaire fait état de quatre personnes tuées, dont

une jeune fille. Les habitants se sont réfugiés dans les villages avoisinants », selon le communiqué.

« Aujourd'hui [mardi] également dans le hameau Dogon de Kere Kere, dans le cercle de Bankass, au moins deux femmes auraient été tuées, une autre blessée », a ajouté la Minusma.

Enquête en cours

« Les violences répétées commises dans le centre du Mali sont extrêmement graves », a déclaré le chef de la Minusma, Mahamat Saleh Annadif, cité dans un communiqué. « Il est primordial que ceux qui ont participé ou contribué à ces exactions fassent l'objet d'une enquête et de poursuites », a-t-il affirmé.

« Des équipes des droits de l'Homme enquêtent actuellement et soutiennent les autorités locales compétentes pour que ces crimes ne restent pas impunis », a par ailleurs souligné la Minusma.

Société

De nouvelles violences intercommunautaires font plus d'une centaine de tués dans le centre du Mali

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 24 mars 2019



Au Mali, l'année 2019 avait commencé par une attaque qui, attribuée à des chasseurs traditionnels Dozo, fit une trentaine de tués parmi la population civile peule installée à Koulogon, dans la région de Mopti. Et elle se poursuit de la même manière, en dépit des mesures annoncées par Bamako pour mettre un terme à ces exactions.

Ainsi, le 23 mars, le village d'Ogossagou Peulh, situé dans le cercle de Bankass [région de Mopti], près de la frontière avec le Burkina Faso, a été attaqué par des chasseurs Dozo présumés. Et le bilan est très lourd, les autorités locales ayant fait état d'au moins 115 tués, dont des femmes et des enfants. « Presque toutes les cases du village ont été brûlées par les chasseurs traditionnels », ont raconté deux témoins à l'AFP.

Ces violences intercommunautaires sont devenues récurrentes depuis l'émergence, en 2015, du Front de libération du Macina [ou Katiba Macina], une organisation jihadiste qui, dirigée par Amadou Koufa [ou Hamadoun Koufa], est affiliée au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans [GSIM] d'Iyad Ag Ghali. Ainsi, l'an passé, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali [MINUSMA] en avait constaté une soixantaine, lesquelles firent environ 500 morts.



L'une des raisons de ces attaques est que la Katiba Macina recrute principalement ses combattants au sein des Peuls, traditionnellement éleveurs. Ce qui exacerbe les tensions avec les ethnies Dogon et Bambara, tournées vers l'agriculture. Ces dernières ont ainsi formé des

« groupes d'autodéfense », ce qui alimente le cycle des représailles quand l'une ou l'autre des communautés est attaquée.

En outre, les Peuls accusent le gouvernement malien de fermer les yeux sur les exactions dont ils sont victimes au nom de la lutte anti-jihadiste.

Dans un entretien récemment donné au quotidien Le Monde, le général Frédéric Blachon, le commandant de l'opération française Barkhane, estimait que la katiba Macina était « l'une des plus dangereuses », dans la mesure où « ses effectifs sont importants et qu'elle adopte une stratégie quasi insurrectionnelle en s'attaquant aux représentants de l'Etat et aux symboles de l'autorité. » Évidemment, de telles attaques comme celle d'Ogossagou Peulh ne peuvent que renforcer ce groupe jihadiste, les Peuls étant tentés de se tourner vers lui pour se protéger.

Par ailleurs, le 23 mars, le GSIM a revendiqué l'attaque commise une semaine plus tôt contre le camp que les Forces armées maliennes [FAMa] avaient établi à Dioura, près de la frontière mauritanienne. Pour rappel, 26 soldats maliens y avaient perdu la vie.

Selon le texte de cette revendication, cette attaque aurait été conduite par la Katiba Macina... sous le commandement d'Amadou Koufa, lequel est récemment réapparu dans une vidéo alors que l'on pensait qu'il avait été tué lors d'une opération de la force Barkhane, en novembre dernier.

L'attaque du camp de Dioura a eu des répercussions politiques au Mali, avec des manifestations de familles de militaires à Ségou et Sévaré [centre]. « Nous ne voulons plus que nos maris meurent bêtement », ont scandé des manifestantes, qui ont aussi réclamé plus de moyens pour les FAMa. Quant au président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, il a révenu la hiérarchie militaire qu'« aucune négligence ne saurait plus être tolérée. »

MAROC

Défense

L'administration américaine autorise le Maroc à acquérir 48 F-16 « Viper » pour 4,8 milliards de dollars

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 26 mars 2019



En 2006, alors que son rival algérien venait de commander 30 Mig-29SMT et 28 Su-30MKa auprès de la Russie, le Maroc estima qu'il lui fallait aussi renforcer son aviation de combat. Et, en partie en raison des très bonnes relations entre le président Chirac et le roi Mohammed VI, il se tourna vers la France afin d'acquérir des Rafale. En avril 2007, un protocole d'accord portant sur la livraison de 18 appareils pour 1,8 milliard d'euros fut signé. Il était alors considéré à Paris que ce contrat était « imperdable ».

Seulement, il restait à régler la question du financement. Question qui donna lieu à plusieurs mois d'atermoiements, d'hésitations et même de rivalités entre les ministères concernés... Ce qui permit aux États-Unis de s'engouffrer dans la brèche en proposant 24 F-16C/D Block 52 à Rabat pour 1,6 milliard d'euros, le tout avec un plan de financement étalé sur 20 ans. Et, pour enfoncer le clou, Washington accorda à Rabat un chèque de 697,5 millions de dollars au titre du Millennium Account Challenge ainsi qu'un soutien politique sur le Sahara occidental.

Et le contrat « imperdable » pour la partie française fut... perdu. Et Rabat commanda 24 F-16 C/D, lesquels lui furent livrés à partir de 2011. Et désormais, les Forces Royales Air [FAR] envisagent

de porter ces appareils au standard Block 70 « Viper », qui n'est autre que la dernière version de cet avion produit par Lockheed-Martin.

En effet, la Defence Security Cooperation Agency [DSCA], qui gère les exportations d'équipements militaires américains, a notifié au Congrès un avis portant sur la mise à niveau potentielle de 23 F-16 C/D Block 52 [*] marocains au standard Block 70 « Viper pour 985,2 millions de dollars.

Mais Rabat n'entend visiblement en rester là. Dans un second avis, la DSCA recommande également au Congrès de donner son feu vert à une vente potentielle de 25 F-16 Block 70/72 Viper supplémentaires destinés au FAR. Le montant d'un tel contrat, qui comprend la livraison d'équipements connexes et de munitions [dont une soixantaine de bombes GBU-39/B], est estimé à 3,8 milliards de dollars.

En tout, cette modernisation des FAR pourrait coûter 4,7 milliards de dollars au Maroc, ce qui en ferait le contrat militaire le plus important de son histoire.

« Cette vente contribuera [...] à améliorer la sécurité d'un important allié non membre de l'Otan, qui continue d'être une force importante pour la stabilité politique et le progrès économique en Afrique du Nord », avance la DSCA dans ses deux avis. Et elle « ne n'affectera pas l'équilibre des forces dans la région », ajoute-t-elle.

Pour rappel, le F-16V est doté d'un radar à antenne active (AESA, pour Active Electronically Scanned Array) APG-83, d'un ordinateur de mission avancé, d'un affichage de suivi de terrain (Center Pedestal Display), d'un nouveau système de liaisons de données Link-16 ainsi que d'une connectivité et d'une avionique améliorées. Cette nouvelle version de l'avion de Lockheed-Martin accumule par ailleurs les succès commerciaux. Outre le Maroc, elle a aussi séduit la Bulgarie, la Grèce, Bahreïn, la Slovaquie ou encore Taïwan.

[*] Un F-16 des FAR a été perdu au Yémen

Opérations

Africa Lion 19: 1 100 Américains déployés au Maroc qui dope son aviation au passage (actualisé)

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 25.03.2019 Par Philippe Chapleau



Des unités de l'armée de Terre US dont le 1er escadron du *75th Cavalry Regiment* (101e division aéroportée), de l'armée de l'Air (des *F-16* du 555th Fighter Squadron) et de la Garde nationale de l'Utah sont arrivés au Maroc dans le cadre de l'exercice *African Lion 2019*. Selon l'AFRICOM, environ 1100 soldats US prendront part à ces exercices qui se dérouleront au Maroc et en Tunisie. Des éléments tunisiens, espagnols, britanniques et canadiens y participeront aussi.

African Lion 19 se terminera le 3 avril.



Depuis le 16 mars, du matériel a été acheminé vers le Maroc. Ainsi, le 16, un C-130 marocain s'est rendu sur la base aérienne d'Aviano en Italie pour y charger des équipements. Des personnels du *724th Air Mobility Squadron* ont chargé l'appareil (photo US Air Force).

A noter :

- que le Congrès US a donné son feu vert pour la vente de 25 *F-16C/D Block 72* au Maroc pour la jolie somme de 3,787 milliards de \$. Lire [ici](https://www.dsca.mil/major-arms-sales/morocco-f-16-block-72-new-purchase) <https://www.dsca.mil/major-arms-sales/morocco-f-16-block-72-new-purchase>

- que le Maroc souhaitant moderniser sa flotte de 23 *F-16*, le Département d'État américain a aussi approuvé le rétrofit de la flotte de 15 *F-16C* et 8 *F-16D* au standard *F-16V*. Coût de l'opération: 985 millions \$. Voir [ici](https://www.dsca.mil/major-arms-sales/morocco-f-16-block-52-upgrade-f-16v-configuration) <https://www.dsca.mil/major-arms-sales/morocco-f-16-block-52-upgrade-f-16v-configuration>

MAURITANIE

Défense

La Mauritanie recherche des ULM

<http://lemamouth.blogspot.com/> lundi 25 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'est désormais officiel : la Mauritanie va revenir à l'ULM (cf RAIDS Aviation 40 et RAIDS n°393), grâce à l'achat de quatre appareils, pour lesquels la consultation est lancée ce matin.

Ces appareils seront confiés au groupement nomade pour des missions d'appui de toute sorte : renseignement, évacuation de blessés, logistique...

L'armée de l'air avait acquis par le passé des ULM, mais inadaptés aux conditions environnementales et tactiques, ils ne sont plus exploités.

Le groupement nomade doit aussi acquérir des chameaux pour densifier sa présence dans la partie sud-est du pays. Avec les ULM et les patrouilles méharistes, ainsi que les moyens de communications idoines, la zone devrait être ainsi bien plus maillée.

L'ensemble de ces achats est couvert par des financements européens, et pourrait, au passage, inspirer d'autres parties de la BSS. Le concept d'unités chamelières est ainsi, depuis l'évocation de sa mise sur pied par la Mauritanie, l'objet d'un véritable tropisme dans certains cercles parisiens.

Opérations

Mauritanie: frappe aérienne contre des narco-trafiqants

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 25.03.2019 Par Philippe Chapleau



L'aviation mauritanienne a procédé à une frappe aérienne dans le nord-est du pays, dans la zone interdite et contrôlée par l'armée. Elle aurait permis de détruire plusieurs véhicules transportant une cargaison de drogue.

Un communiqué de l'état-major précise que "suite à des informations reçues relatives à la présence d'une bande de trafiquants liés à des organisations terroristes actives dans la zone du Sahel qui a empiété sur nos frontières en un point situé à l'extrême nord-est du territoire national

le lundi 18 mars 2019, une opération de poursuite a été engagée et ce groupe constitué de cinq véhicules a été pourchassé et détruit au cours d'une frappe menée avec succès par l'armée de l'air sur les limites de la frontière orientale du pays. Cette opération a permis la destruction de trois véhicules et de leur cargaison de 3,3 tonnes de drogue, l'immobilisation d'un quatrième véhicule et l'enregistrement de pertes graves dans les rangs des trafiquants."

La frappe a certainement été effectuée par les *Super Tucano* (photo ci-dessus) vus à Néma en novembre dernier.

SOMALIE

Attentats

Somalie : onze morts, dont un vice-ministre, dans une attaque des shebab

Cette opération démontre que les insurgés, affiliés à Al-Qaïda et chassés de Mogadiscio en 2011, n'ont pas perdu leur capacité à frapper au cœur des institutions somaliennes.



Le site d'une explosion à Mogadiscio en Somalie, le 23 mars 2019. (SADAK MOHAMED / ANADOLU AGENCY / AFP)

<https://www.francetvinfo.fr/> franceinfo avec AFP France Télévisions Mis à jour le 23/03/2019 | 18:29 publié le 23/03/2019 | 18:29

Onze personnes au moins, dont un vice-ministre du gouvernement somalien, ont été tuées dans une attaque lancée samedi 23 mars par les insurgés islamistes shebab contre un complexe administratif de la capitale Mogadiscio. L'attaque a commencé par l'explosion de deux bombes près des portes d'accès aux ministères des Travaux publics et du Travail, selon la police et des témoins. Des hommes armés ont ensuite pénétré dans les bâtiments et des fusillades ont éclaté avec les forces de sécurité.

"Le bilan des victimes s'élève à onze morts, dont trois femmes, et il y a 15 blessés", a déclaré Abdukadir Abdirahman Adan, responsable d'un des services ambulanciers de Mogadiscio. Le sénateur Ilyas Ali Hassan a indiqué que le vice-ministre du Travail et des Affaires sociales, Saqar Ibrahim Abdalla, avait été tué. Un responsable de la police, Ibrahim Mohamed, a ajouté que l'assaut avait pris fin après que la police eut tué quatre assaillants. "Il y a eu d'autres victimes dont des membres de la police", a-t-il poursuivi sans plus de précisions.

Attentats en série

L'opération a été revendiquée par le groupe islamiste des shebab qui poursuit une insurrection armée en Somalie contre ce qu'il considère comme une influence hérétique et étrangère. Les attentats combinant explosion de bombes et assauts d'hommes armés sont devenus une caractéristique des insurgés.

Début mars, au moins 20 personnes ont été tuées dans une attaque des shebab à Mogadiscio qui avait débouché sur un siège d'environ 22 heures. Les islamistes ont également revendiqué un attentat à la voiture piégée qui a fait quatre morts et neuf blessés le 7 mars près d'un restaurant de la capitale somalienne, à proximité du palais présidentiel.

Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires

ou civils. Ils ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22 000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie.

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Politique

Jair Bolsonaro ordonne une commémoration du coup d'Etat militaire de 1964

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 26/03/2019 03:18 CET | Actualisé il y a 10 heures
Le HuffPost avec AFP

Un coup d'État qui avait installé une dictature militaire au Brésil pendant 21 ans.



ASSOCIATED PRESS Jair Bolsonaro lors d'une cérémonie à Santiago du Chili.

INTERNATIONAL - Tout un (triste) symbole. Le président du Brésil Jair Bolsonaro a ordonné lundi que soient organisées "les commémorations qui se doivent" pour le 55^e anniversaire du coup d'Etat du 31 mars 1964 qui avait installé une dictature militaire de 21 ans, a annoncé son porte-parole lundi 25 mars.

"Notre président a ordonné au ministère de la Défense d'organiser les commémorations qui se doivent liées au 31 mars 1964", a déclaré à la presse Otávio Régio Barros au palais présidentiel de Planalto. Interrogé sur ce que recouvraient ces célébrations, il a répondu: "ce que les commandants choisiront dans leurs garnisons, et dans le contexte dans lequel elles doivent être réalisées".

Jair Bolsonaro, ex-capitaine chez les parachutistes et dont le gouvernement comprend huit militaires parmi les 22 ministres, est un admirateur avoué de la période de la dictature.

Assassinats, détentions arbitraires et tortures

"Le président ne considère pas le 31 mars 1964 comme un coup d'Etat militaire", a précisé le porte-parole. "Il considère que la société rassemblée, sentant le danger que le pays était en train de vivre", a réussi ce jour-là en unissant "des civils et des militaires, à récupérer le pays et le remettre en marche".

Sans cela, "aujourd'hui nous aurions ici un type de gouvernement qui ne serait bon pour personne", a-t-il ajouté. Thuriféraire du régime militaire au Brésil, Jair Bolsonaro a également, depuis sa prise de fonctions le 1^{er} janvier, cautionné les autres dictatures latino-américaines des années 1970 et 80, comme celles du Paraguayen Alfredo Stroessner (1954-1989) et du Chilien Augusto Pinochet (1973-1990).

En juin 2016, Jair Bolsonaro avait affirmé à la radio Jovem Pan: "l'erreur de la dictature a été de torturer sans tuer". Lors de la séance de la Chambre des députés où a été votée en avril 2016 la destitution de la présidente Dilma Rousseff (ex-guérillera torturée par les militaires), Jair Bolsonaro avait dédié son vote au colonel qui était le chef du renseignement sous la dictature, accusé d'au moins six assassinats sous la torture. "A la mémoire du colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, la terreur de Rousseff (...), je vote oui !".

Selon la Commission nationale de la vérité, il y eut durant la dictature brésilienne 434 assassinats et des centaines de détentions arbitraires et de tortures d'opposants.

L'aviation de combat canadienne est sur la corde raide

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 24 mars 2019



En février, l'Aviation royale canadienne a reçu ses deux premiers F/A-18 Hornet d'occasion sur les 18 commandés auprès de l'Australie afin de remédier au vieillissement de ses CF-18 acquis dans les années 1980.

« La flotte de chasseurs intérimaires est essentielle pour que l'Aviation royale du Canada puisse continuer à remplir sa mission et assurer la sécurité de la population canadienne et du Canada », commenta, à cette occasion, Harjit Sajjan, le ministre canadien de la Défense. Essentielle sûrement. Suffisante? Peut-être pas si l'on en croit le rapport publié cette semaine par le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

Actuellement, l'Aviation royale canadienne peine à tenir son contrat opérationnel et donc les engagements d'Ottawa à l'égard du NORAD [Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord] et de l'Otan. Et cela pour au moins deux raisons qui n'ont pas été anticipées.

La première est capacitaire. En 2010, le gouvernement canadien annonça l'acquisition de 65 avions de combat de 5e génération F-35A auprès du constructeur américain Lockheed-Martin. Aussi, comme il était question de retirer les CF-18 du service à l'horizon 2020, il fut considéré qu'il ne servirait à rien de consommer des crédits pour les moderniser, voire pour leur donner un peu plus de potentiel.

Seulement, la procédure d'achat des F-35A s'enlisa, notamment au niveau politique. Et elle fut finalement abandonnée au profit d'un appel d'offres portant sur l'acquisition de 88 appareils. Mais ce dernier n'a pas encore été lancé... Et ses modalités ne seront connues qu'au printemps 2019.

Pour faire la jonction et soulager la flotte des CF-18, le ministère canadien de la Défense annonça son intention de se procurer 18 F-18 Super Hornet auprès de Boeing. Puis, en raison du différend commercial opposant Ottawa au constructeur américain au sujet des avions civils C Series de Bombardier, l'affaire tourna court. Et il fut donc décidé de se tourner vers l'Australie pour des chasseurs-bombardiers de seconde main. Le tout pour 471 millions de dollars canadiens, auxquels il faut ajouter 558 millions de plus pour que ces appareils soient opérationnels jusqu'en 2032.

Mais l'Aviation royale canadienne ne pourra pas faire l'économie de prolonger la durée de vie de 76 CF-18 jusqu'en 2032, ce qui l'obligera « à surveiller régulièrement la fatigue des appareils et à effectuer un nombre accru d'heures d'entretien pour chaque aéronef », lit-on dans de rapport parlementaire.

« Il est projeté que le tout coûtera 1,2 milliard de dollars [canadiens]. Ce montant ne comprend pas le coût de l'amélioration de la capacité de combat. Or, sans cette amélioration, les CF-18 seront moins efficaces pour contrer des adversaires, ce qui amènera la force de chasse à jouer des rôles moins importants et compromettra la capacité du Canada à contribuer aux opérations du NORAD et de Otan », soutient encore le document.

Cela étant, avoir des avions est une chose... Mais encore faut-il disposer de suffisamment de pilotes et de techniciens qualifiés pour les faire voler. Or, sur ce point, l'Aviation royale canadienne est confrontée à un sérieux problème.

Ainsi, le rapport parlementaire reprend des chiffres déjà avancés l'an passé par le Bureau du Vérificateur Général [BVG]. « L'Aviation royale canadienne a perdu 40 pilotes de chasse qualifiés et en a formé seulement 30 nouveaux. Depuis, 17 autres pilotes de chasse sont partis ou ont manifesté leur intention de le faire », relève-t-il. Et la pénurie concerne aussi les techniciens expérimentés, ce qui entraîne une « augmentation du nombre moyen d'heures de maintenance, ce qui ne fera que s'aggraver à mesure que la flotte vieillira. »

Aussi, les députés canadiens entendent suivre cette affaire de très près. « La Défense nationale doit présenter [...] un rapport énonçant les progrès réalisés concernant les stratégies de recrutement et de maintien en poste des techniciens et des pilotes de la force de chasse visant à respecter les exigences opérationnelles et à préparer la transition et le remplacement de la flotte. De plus, le Ministère doit fournir [...] des rapports d'étape chaque année jusqu'à ce que la capacité opérationnelle initiale des futurs avions de chasse soit atteinte », recommande le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

ÉTATS-UNIS

Défense

Des missions de l'Arctique au Sahara: six B-52 déployés en Europe

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 24.03.2019 Par Philippe Chapleau



L'US Air Force a déployé en Europe un groupe de six bombardiers *B-52* voir un communiqué de l'Otan [ici](#)). La mesure (une première en 15 ans) a été vivement critiquée par Moscou.

Les appareils appartiennent à la deuxième escadre de bombardement (*2nd Bomb Wing*) de Barksdale (Louisiane). Ils sont arrivés en Europe le 14 mars 2019 et sont stationnés sur la base britannique de Fairford.

Les bombardiers ont intégré la *Bomber Task Force* (BTF) *in Europe* qui dépend de l'*US Strategic Command*. Au sein de cette BTF, les *B-52* effectueront des missions sur les théâtres européens et africains, ce qui les conduira à des vols de l'Arctique au Sahara (photo US Air Force).



450 soldats américains ont aussi été déployés pour assurer la maintenance et l'armement des appareils. Une vidéo sur ce déploiement est à voir [ici](https://www.youtube.com/watch?v=7sBSrBEI4kM)

Le Pentagone débloque 1 milliard pour le mur de Trump

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 26/03/2019 04:59 CET | Actualisé il y a 10 heures
Le HuffPost avec AFP

Pendant la campagne présidentielle, Donald Trump avait promis de faire financer ce mur par le Mexique.



Carlos Barria / Reuters Donald Trump à la Maison Blanche dimanche 24 mars.

INTERNATIONAL - Encore une victoire pour le président américain. Le chef du Pentagone Patrick Shanahan a annoncé lundi 25 mars avoir débloqué un milliard de dollars pour la construction d'une section du mur frontalier voulu par le président Donald Trump à la frontière avec le Mexique.

Le ministère de la Sécurité intérieure (DHS) a demandé au Pentagone de construire un mur de 91 km de long dans la région de El Paso (Texas), et le corps du génie de l'armée de Terre "est autorisé à se coordonner directement avec le DHS et les gardes-frontières pour entreprendre la planification et la mise en oeuvre de ce projet à hauteur d'un milliard de dollars", a indiqué le ministre de la Défense par intérim dans un communiqué.

Article 10

Patrick Shanahan justifie cette dépense par la loi fédérale. Un paragraphe de l'article 10 du Code des Etats-Unis "autorise le ministère de la Défense à construire des routes et des barrières et à installer des éclairages pour empêcher (...) le trafic de drogue transfrontalier".

"Par conséquent, j'ai décidé d'entreprendre (...) la construction d'un mur de 91 km de long et de 5,5 m de haut, de construire et de réparer les routes et d'installer des éclairages comme requis" par le DHS, précise Patrick Shanahan dans ce communiqué publié à une heure tardive, quelques heures seulement avant qu'il ne s'adresse au Congrès pour défendre le projet de budget du Pentagone.

Frustré par le refus du Congrès de lui accorder le budget qu'il réclamait pour construire le mur frontalier, Donald Trump a déclenché le 15 février une procédure d'"urgence nationale" qui lui permet de contourner les parlementaires afin de débloquer plus de huit milliards de dollars de financements.

Cette mesure exceptionnelle a indigné les démocrates, mais aussi des élus de son camp, qui estiment que le républicain outrepassé les pouvoirs présidentiels et crée un dangereux précédent.

Une salve de missiles GMD intercepte une cible simulant un missile balistique intercontinental.

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Missiles 27 mars 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Deux GMD ont été tiré en salve. © Missile Defence Agency

Deux missiles anti missiles GMD américains tirés en salve ont intercepté une cible simulant un missile balistique intercontinental.

Raytheon et **Boeing** ont annoncé, le 25 mars 2019, l'interception par une salve de deux missiles **GMD** (Ground based Midcourse Defence) d'une cible simulant un missile balistique intercontinental (ICBM). C'est la première fois qu'une telle cible est interceptée par une salve de GMD.

La cible a été tirée depuis l'atoll de Kwajalein dans le Pacifique. Un radar SBX (sea-based X-band) basé sur une plateforme positionnée en mer et le radar AN/TPY-2 basé à terre ont assuré la détection et la poursuite de la cible.

Les deux GMD, développés par Boeing, ont été tirés depuis la base aérienne de Vandenberg en Californie. Equipés de l'intercepteur terminal **EKV** (Exoatmospheric Kill Vehicles) de Raytheon le premier missile a intercepté la cible. Selon Raytheon, l'EKV a été capable de distinguer la cible malgré le déploiement de contremesures. Le second EKV a suivi l'interception en recueillant des données puis a détruit des débris de la cible.

Ce succès représente la seconde interception réussie d'une cible simulant un ICBM par un EKV de Raytheon.

Déjà 1,6 milliard de \$ pour le futur Landing Platform Dock LPD 17 Flight II

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 27.03.2019 Par Philippe Chapleau



Huntington Ingalls vient de décrocher le marché de construction du premier LPD 17 Flight II. L'avis précise que la valeur du marché est de 1,47 milliard de dollars (lire ci-dessous); ce marché suit celui d'août dernier d'une valeur de 165 millions de \$ qui concernait des activités de pré-construction de ce bâtiment amphibie.

L'avis de mardi :

Huntington Ingalls Industries, Pascagoula, Mississippi, was awarded a \$1,471,290,677 fixed-price-incentive modification to previously awarded contract N00024-18-C-2406 for the procurement of the detail design and construction of Landing Platform Dock (LPD) 30, the first LPD 17 Flight II ship which will meet all the capabilities and capacities requirements for the Amphibious Ship Replacement. Work will be performed in Pascagoula, Mississippi (82 percent); Crozet, Virginia (3 percent); Beloit, Wisconsin (2 percent); and New Orleans, Louisiana (2 percent), with other efforts performed at various sites less than one percent throughout the U.S. (11 percent), and is expected to be completed by February 2025. Fiscal 2018 shipbuilding and conversion (Navy) funding in the amount of \$1,369,362,790 will be obligated at time of award and will not expire at the end of the current fiscal year. The Naval Sea Systems Command, Washington, District of Columbia, is the contracting activity.

Huntington Ingalls a déjà construit 11 LPD de la classe *San Antonio* (LPD 17) et deux autres sont en construction les *Fort Lauderdale* et *Richard M. McColl Jr*).

La construction du premier LPD 17 Flight II devrait commencer en 2020 et être livré en 2025. Ce nouveau bâtiment pourra accueillir les *Osprey*, les hélicoptères *CH-53K* et 500 soldats équipés pour 30 jours (voir le schéma ci-dessous).

13 bâtiments de ce nouveau type seront construits.



Sur ce programme, on lira ce rapport du CRS: "Navy LPD-17 Flight II (LX[R]) Amphibious Ship Program: Background and Issues for Congress. October 22, 2018".

Secapem Defense and Training Solutions achète 9 MB-339 à l'ESSD américaine Draken

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 27.03.2019 Par Philippe Chapleau

SDTS (Secapem Defense and Training Solutions) chercherait à augmenter sa flotte de plastrons dans le cadre de son offre de services ADAIR (*adversary Air*), selon le site aerobuzz.fr. A cet effet, elle aurait approché la firme américaine Draken International. La société de Nîmes dispose déjà de deux *A-4N* et de deux *MB-339* fournis par Draken.

L'information m'a été confirmée par la direction de Secapem :

"SDTS, filiale de Secapem, vient de finaliser l'acquisition de la flotte de MB-339 de Draken International, soit au total 9 appareils. Ces avions seront transférés à Nîmes et remis en état de vol au fur et à mesure de l'année. Cette acquisition permet à SDTS de se renforcer dans le domaine du Red Air au profit des Forces et de répondre à de nouveaux marchés de la défense en France et en Europe."

SDTS dispose actuellement des aéronefs suivants :

- les *DA Falcon 20* immatriculés F-GPAD et F-GPAA,
- les *CESSNA 208B*, *Merlin III A et C*, *Merlin IV C* et *BEECH A100* immatriculés D-FLUC, D-FAS, F-HDRJ, N123LH, N480WS, N75X, N919CK et N219W W,
- les *Douglas Skyhawk A-4N* immatriculés N166EM, N167EM,
- les *Aermacchi MB-339CB* immatriculés N344EM et N348EM.

Ces avions sont autorisés à utiliser l'aérodrome de la base aérienne 120 de Cazaux dans le cadre des activités de prestations de travail aérien (surveillance et blanchiment de zones) réalisées au profit de la DGA Essais de missile et de la DGA Techniques navales, suite à une décision du 9 mai 2018.

SDTS est aussi sous contrat avec la Marine.

En 2015, Secapem avait décroché une partie du marché "fourniture d'heures de vol d'aéronef pour assurer des essais de matériels et l'entraînement des formations du ministère de la défense". Voir mon post [ici](#).

Une "Disaster Assistance Response Team" déployée au Mozambique

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 27.03.2019 Par Philippe Chapleau



Le Major General James D. Craig, qui commande la *Combined Joint Task Force – Horn of Africa*, et l'ambassadeur US au Mozambique Dennis W. Hearne posent, à Maputo, avec des membres du *Disaster Assistance Response Team* (DART) et l'équipage de leur C-130.

Ce détachement précurseur de six personnes de la *435e Contingency Response Team* (venant de Ramstein, en Allemagne) va préparer le déploiement de 39 militaires de l'armée de l'air qui vont gérer le futur "hub" humanitaire d'où seront ventilés les cargaisons de vivres et d'aide. Cette aide sera acheminée par des avions militaires et civils à Maputo et Beira.

L'Onu a recensé près de trois millions de sinistrés au Mozambique, au Zimbabwe et au Malawi, touché par des inondations meurtrières début mars avant le passage d'Idai. Au seul Mozambique, les intempéries ont fait 1,85 million de sinistrés. Deux semaines après le passage du cyclone, leur situation reste des plus précaires, malgré la mobilisation des autorités et l'aide humanitaire internationale.

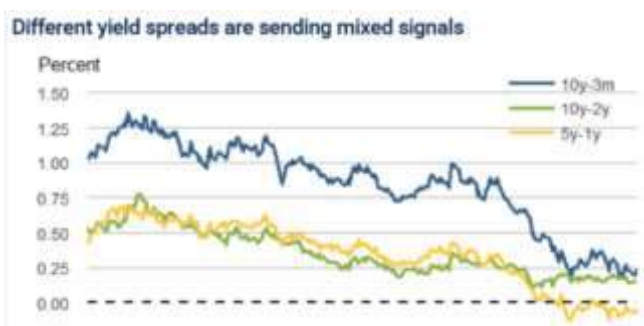
Le Mozambique a confirmé mercredi l'apparition redoutée du choléra dans la région de Beira (centre). Un million de doses de vaccins contre le choléra doivent arriver ce week-end dans la région.

Economie

L'indicateur de récession le plus fiable du marché est au rouge. Doit-on s'en inquiéter ?

Économie <http://www.slate.fr/> Jordan Weissmann — Traduit par Jean-Clément Nau — 28 mars 2019 à 15h05

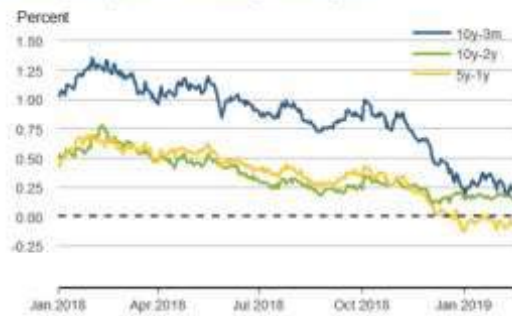
Des économistes et expertes tentent de nous rassurer.



Courbe inversée des taux américains. | Capture d'écran d'un tweet de la San Francisco Fed via Twitter

Si vous ne passez pas tout votre temps scotché à un terminal Bloomberg ou à un écran de chaîne d'info en continu, vous avez peut-être raté la nouvelle: la semaine dernière, la courbe des taux américains s'est «inversée» pour la première fois depuis 2007.

Figure 1
Different yield spreads are sending mixed signals



[San Francisco Fed](#)

✓ [@sffed](#)

As the [#yieldcurve](#) has continued to flatten, worries about [#recession](#) risk have increased. However, according to conventional metrics, the current yield curve is not inverted and therefore does not predict a recession in the near future. Read more here: <https://sffed.us/2tKrf6R>

[5](#)

[23:45 - 27 févr. 2019](#)

Cet événement (au nom plutôt technique) a engendré moult conjectures à Wall Street et dans la presse économique: une récession était-elle à nos portes? Si l'on en croit James Mackintosh, du Wall Street Journal, «*Ça y est: l'indicateur de récession le plus fiable du marché est au rouge*».

Neuf récessions, neuf inversions

Pourquoi tant d'inquiétude? Parce que depuis 1955, la courbe des taux s'est inversée en amont de chacune des neuf récessions américaines. Comme le souligne la Réserve fédérale de San Francisco, lors de ces soixante dernières années, on ne recense qu'un cas d'inversion de la courbe n'ayant pas été suivi d'une récession officielle dans les deux ans (ou moins). C'était au milieu des années 1960: la croissance avait ralenti mais, techniquement parlant, l'économie ne s'était pas contractée. Depuis lors, aucune fausse alerte n'a été constatée.

Lorsque la courbe des taux s'inverse, le rendement des bons à long terme passe en dessous de celui des bons à court terme. C'est ce qui est arrivé la semaine dernière.

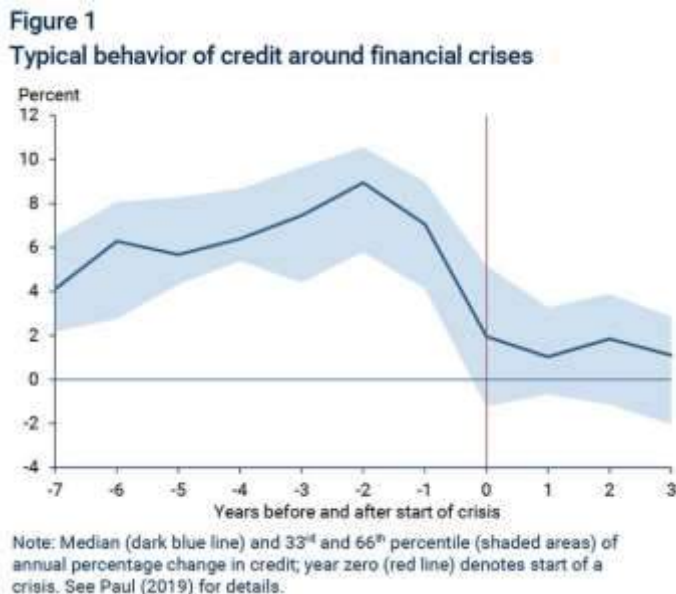
Le fonctionnement de la courbe est assez simple: lorsque l'économie se porte bien, les investisseurs demandent généralement des rendements plus importants pour les bons du Trésor américain à long terme que pour les bons à court terme, parce que ces premiers comportent plus de risques (la croissance pourrait engendrer une hausse de l'inflation, qui entraînerait une baisse des intérêts). Lorsque la courbe des taux s'inverse, on observe le contraire: le rendement des bons à long terme passe en dessous de celui des bons à court terme. C'est ce qui est arrivé la semaine dernière, lorsque les rendements des bons du Trésor à dix ans sont devenus inférieurs à ceux des bons à trois mois –les économistes comparent souvent ces deux types de titres pour déterminer si la courbe s'est ou non inversée. Ce phénomène met l'ordre naturel du marché de la dette sens dessus dessous.

Garder la tête froide

Est-ce pour autant le signe annonciateur d'une crise? Pas nécessairement. La plupart des analystes semblent garder la tête froide, rassurent leur lectorat, expliquent que toute panique serait «*prématurée*», etc. L'inquiétude collective des investisseurs doit toutefois être prise en compte.

Pourquoi la courbe des taux s'inverse-t-elle parfois? C'est là une question aussi impénétrable que les crises boursières: personne ne le sait réellement. Mais selon la plupart des explications, le pessimisme des investisseurs quant à la croissance serait en cause. Ils pensent peut-être qu'une

contraction économique maintiendra un faible taux d'inflation, ou qu'elle forcera la Réserve fédérale à baisser les taux. Peut-être achètent-ils des bons du Trésor à dix ans (lorsque la demande augmente, le prix des bons concernés augmente et son rendement baisse) parce qu'ils anticipent des turbulences économiques à court terme, et veulent donc faire des placements relativement sûrs.



[San Francisco Fed](#)

✓ [@sffed](#)

What has research revealed about [#financial](#) crises? Our latest [#EconomicLetter](#) shows a novel way to replicate what we've learned, which policymakers could use to gain insights to prevent future crises: <https://sffed.us/2tMNppc> | [#Recession](#) [#Credit](#)

[6](#)

[22:10 - 4 mars 2019](#)

La courbe des taux peut-elle être l'un des facteurs déclenchant d'une récession ? Certains le pensent, mais rien ne permet de l'affirmer avec certitude. Le phénomène pourrait par exemple amener les banques à accorder moins de prêts, puisqu'elles empruntent à des taux à court terme et prêtent à des taux à long terme. Il pourrait également être dû à une forme de prophétie autoréalisatrice: lorsque la courbe des taux s'inverse, les entreprises et les investisseurs se mettent à redouter un ralentissement économique –et décident donc de se serrer la ceinture.

Un indicateur parmi d'autres

Ceci étant, on ne peut pour l'heure parler de catastrophe imminente. C'est l'avis de Campbell Harvey, qui enseigne la finance à l'université Duke. Ce chercheur est le premier à avoir mis le doigt sur le rapport entre la courbe des taux et la croissance (en comparant la marge entre les bons à cinq ans et les bons à trois mois). Il m'a expliqué que la courbe des taux ne devient un indicateur de récession qu'à condition de rester inversée (en moyenne) trois mois durant.

Par ailleurs, les ralentissements économiques surviennent parfois longtemps après l'inversion. La courbe des taux s'est inversée huit mois avant l'entrée en récession (officielle) de 2001. Elle s'est inversée vingt-deux mois avant la Grande récession de 2007. Harvey explique en outre que si l'inversion de la courbe des taux a bel et bien précédé les récessions passées, cet indicateur n'est bien évidemment pas infaillible. «*Ce n'est qu'un indicateur; on ne peut fonder une prévision sur un seul indicateur*», résume-t-il.

Des économistes estiment que la courbe des taux est un baromètre moins efficace que par le passé.

Certaines raisons concrètes permettent de penser que l'histoire ne se répétera pas. Des économistes estiment que la courbe des taux est un baromètre moins efficace que par le passé, car les États-Unis sont visiblement entrés dans une période de faibles taux d'intérêt et d'inflation.

Par ailleurs, elle n'est pas toujours un indicateur fiable en termes de prévision de croissance en dehors des États-Unis, et elle est même particulièrement peu fiable au Japon (qui bataille depuis longtemps contre les taux faibles). On pourrait également y voir les contrecoups du programme d'achat de titres post-récession (mis en place par les Réserves fédérales pour faire baisser les taux à long terme au profit des taux à court terme), ou le signe d'une augmentation trop rapide des taux d'intérêts à court terme (la Fed mis un coup d'arrêt à cette remontée la semaine dernière, mais elle devrait peut-être envisager une baisse).

L'inversion de la courbe des taux demeure un indicateur relativement inquiétant, tout bancal soit-il. On peut douter de sa fiabilité –mais que feriez-vous si votre argent était en jeu ?

Environnement

De plus en plus de villes américaines arrêtent de recycler

Monde <http://www.slate.fr/>

Repéré par Claire Levenson — 26 mars 2019 à 11h04 Repéré sur New York Times

Depuis que la Chine a arrêté d'importer des déchets plastique et papier en 2018, des centaines de villes des États-Unis n'ont plus les moyens de recycler.



Une usine de tri de déchets recyclables dans le Maryland, en 2018 | Saul Loeb / AFP

À Philadelphie, les déchets d'environ la moitié de la population, soit plus de 750.000 personnes, ne sont plus recyclés. Depuis que la Chine a arrêté d'acheter des déchets plastique et papier en 2018, les frais de recyclage ont explosé un peu partout aux États-Unis.

Le processus est devenu tellement cher qu'une ville comme Philadelphie incinère désormais la moitié de ses déchets recyclables. Un incinérateur convertit ces déchets en énergie électrique, mais les résidentes et résidents sont inquiets de la pollution de l'air générée.

La ville de Deltona en Floride, où vivent 90.000 personnes, a récemment mis un terme à son programme de recyclage municipal, les coûts étant devenus trop élevés. Selon le New York Times, des centaines de villes américaines ont soit complètement arrêté de recycler, soit limité leurs mesures de recyclage.

Avant 2018, les États-Unis envoyaient environ quatre mille containers de déchets recyclables en Chine. Maintenant que ce n'est plus le cas, tout le système est en crise.

Un article du magazine The Atlantic cite plusieurs petites villes du New Hampshire, de Virginie, de l'Idaho et de l'État de New York qui ont suspendu leurs programmes de recyclage. Pour continuer à recycler, il aurait fallu augmenter les impôts locaux, et dans des villes déjà assez pauvres, les responsables politiques ne voyaient pas cette option comme une solution viable. Les déchets se retrouvent donc dans des décharges ou sont incinérés.

Travail en amont

Un autre problème tient au fait que la plupart des déchets recyclables sont soit contaminés, soit pas assez propres. Un élu du comté de Blaine dans l'Idaho a expliqué que pour que les déchets

papier puissent être vendus, il fallait qu'ils soient propres à 99%. Or atteindre ce taux de propreté nécessite des efforts et une organisation trop coûteuse.

Dans ce contexte, de plus en plus d'organisations demandent, au niveau local, des interdictions des sacs plastiques, des pailles en plastique et de certains emballages.

Travailler en amont pour réduire l'utilisation de plastique semble constituer la seule solution: «*Plus tôt nous accepterons que le recyclage est économiquement impraticable, plus tôt nous pourrons faire des progrès en réglant le problème de la pollution plastique*», a souligné Jan Dell, la directrice de l'association Last Beach Cleanup.

Espace

Donald Trump veut le retour des astronautes américains sur la Lune d'ici à 2024

Actualité Flash Actu Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 27/03/2019 à 07:25 Publié le 26/03/2019 à 18:47

Le vice-président américain Mike Pence a annoncé aujourd'hui que la politique officielle des Etats-Unis était de faire revenir des astronautes américains sur la Lune d'ici cinq ans, et qu'une femme serait la prochaine à en fouler le sol.

«Sur ordre du président, la politique officielle de cette administration et des Etats-Unis d'Amérique est de faire revenir des astronautes américains sur la Lune d'ici cinq ans», a déclaré Mike Pence lors d'un discours à Huntsville, dans l'Alabama, où sont fabriquées une partie des fusées américaines depuis des décennies. «La première femme et le prochain homme sur la Lune seront des astronautes américains, lancés par des fusées américaines depuis le sol américain», a déclaré Mike Pence.

Le calendrier jusqu'à présent était un retour en 2028, mais le gouvernement de Donald Trump a exprimé sa frustration face aux retards et aux dépassements de budget du programme de la Nasa pour construire sa prochaine grande fusée SLS, dont le premier vol a été repoussé récemment à 2021. Le vice-président a vertement tancé l'agence spatiale durant son discours, critiquant «l'inertie bureaucratique» de l'agence et appelant à un «nouvel état d'esprit».

Il a menacé de confier aux lanceurs privés les futures missions si la Nasa n'était pas prête à temps. «Si les fusées privées sont la seule façon de ramener des astronautes américains sur la Lune dans cinq ans, alors ce sera des fusées privées», a-t-il lâché. Le patron de la Nasa, Jim Bridenstine, a dit récemment qu'une femme serait sans doute la prochaine à fouler le sol lunaire, où aucun humain n'est retourné depuis 1972.

Immigration

Trump évoque l'usage "efficace" des mitraillettes contre les migrants (mais ne veut pas en arriver là)

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 28/03/2019 04:41 CET | Actualisé il y a 2 heures Par Romain Herreros

Le président américain a donné une longue interview téléphonique à Fox News mercredi 27 mars.



Bloomberg via Getty Images Donald Trump à la Maison Blanche mercredi 27 mars.

INTERNATIONAL - En pleine forme. Après la remise du rapport Mueller concluant qu'aucune collusion avec la Russie n'était caractérisée, Donald Trump savoure et a plusieurs fois félicité les journalistes de Fox News de l'avoir soutenu pendant la tempête.

Ainsi, c'est sur la chaîne ultra-conservatrice qu'il est intervenu ce mercredi 27 mars, à l'occasion d'une interview téléphonique qui a rapidement viré à la congratulation mutuelle. Au delà de ces échanges d'amabilités qui n'ont rien de surprenant, le président américain a prononcé une phrase qui a fait tiquer nombre d'observateurs.

La discussion portait alors sur le mur frontalier qu'il veut ériger à la frontière du Mexique, et dont le financement fait toujours l'objet d'un bras de fer entre la Maison Blanche et l'opposition démocrate. Pour vanter l'équilibre de sa politique, Donald Trump a précisément déclaré ceci: "on ne fait pas comme d'autres pays, qui attendent à la frontière avec leurs armes automatiques prêtes à tirer. On ne peut pas faire ça, et je ne voudrais pas le faire, ok. C'est une méthode très efficace pour le faire (la lutte contre les migrants, *ndlr*), mais je ne voudrais pas. On ne peut pas le faire".

Cette sortie a été isolée sur Twitter par plusieurs journalistes américains et (ici, là ou encore là), étonnés que le président puisse considérer comme "efficaces" des actes qui constitueraient probablement un crime de guerre.

Mais ce n'est pas le seul point de cette interview qui a été retenu outre-Atlantique. Revigoré par le succès politique du rapport Mueller -"je suis l'être humain le plus innocent du monde"- Donald Trump a également fait savoir qu'il allait faire campagne contre le "Green New Deal", un plan ambitieux pour lutter contre le changement climatique porté notamment par la jeune démocrate Alexandria Ocasio-Cortez et le sénateur Ed Markey.

"Je ne veux rien dire à ce sujet", a balayé le président américain, avant d'ajouter: "je veux qu'ils continuent avec ça. Parce que je ferai campagne contre ce plan". La semaine dernière, il avait considéré ce projet "absurde" et "facile à battre".

"Haute trahison"

Autre séquence qui a retenu l'attention, celle où il a qualifié l'enquête du procureur Mueller de "haute trahison". "Nous ne devons jamais permettre que ces actes de haute trahison se répètent pour un autre président. C'était une tentative de prise de contrôle de notre gouvernement, de notre pays, une prise de contrôle illégale", a-t-il déclaré.

Selon lui, si une telle enquête avait visé un président démocrate, la réplique de la Maison Blanche aurait été plus violente. "On aurait 100 personnes en prison aujourd'hui et ce serait de la haute trahison. Ce serait considéré comme de la haute trahison et ils seraient en prison pour le reste de leur vie", a-t-il affirmé.

Justice

Trump/Russie: le rapport Mueller n'a pas trouvé de preuve de collusion

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 24/03/2019 21:00 CET | Actualisé il y a 18 heures
AFP

L'Amérique retenait son souffle avant ces conclusions.



Tasos Katopodis via Getty Images L'avocat Robert Mueller à Washington le 24 mars 2019.

ÉTATS-UNIS - À l'issue d'une enquête de deux ans, le procureur spécial Robert Mueller a conclu à l'absence d'éléments prouvant une entente ou une coordination entre l'équipe de campagne de Donald Trump et Moscou lors de la présidentielle de 2016.

Ces conclusions, rendues publiques ce dimanche 24 mars par le ministre de la Justice Bill Barr, constituent une incontestable victoire pour le président américain qui répétait depuis des mois qu'il n'y avait aucune "collusion". Elles éclairent son horizon dans la perspective de l'élection de 2020.

"Les investigations du procureur spécial n'ont pas déterminé que l'équipe de campagne Trump ou qui que ce soit associé à celle-ci se soit entendu ou coordonné avec la Russie dans ses efforts pour influencer l'élection présidentielle américaine de 2016", a indiqué Bill Barr dans un courrier de quatre pages transmis au Congrès et rendu public dans la foulée.

"Pas de collusion, pas d'obstruction, DISCULPATION complète et totale. GARDONS SA GRANDEUR A L'AMERIQUE!", a tweeté Donald Trump après les conclusions de l'enquête, lui qui était resté silencieux jusqu'ici pendant la majeure partie du week-end, qu'il passait en Floride dans son luxueux club de Mar-a-Lago.



Donald J. Trump

✓ [@realDonaldTrump](#)

No Collusion, No Obstruction, Complete and Total EXONERATION. KEEP AMERICA GREAT!

[355 k](#)

[00:42 - 25 mars 2019](#)

Il a qualifié l'enquête russe d'"entreprise de démolition illégale qui a échoué". "Honnêtement, c'est une honte que votre président ait eu à subir cela, qui a commencé avant même que j'aie été élu", a-t-il ensuite déclaré avant de quitter la Floride à bord de l'avion présidentiel Air Force One.

Sur l'autre question centrale de ce dossier, une éventuelle entrave à la justice de la part du président américain, Robert Mueller n'a pas livré de conclusion définitive. "Si ce rapport ne conclut pas que le président a commis un crime, il ne l'exonère pas non plus", a-t-il écrit, cité par le ministre de la Justice.

Mais Bill Barr, premier destinataire du rapport d'enquête tant attendu, conclut de son côté que le document, qu'il a revu depuis vendredi, ne mentionne aucun délit susceptible d'entraîner à son avis des poursuites judiciaires sur le fondement de l'entrave à la justice.

675 jours d'enquête

Robert Mueller a mis un terme à ses investigations à l'issue d'une enquête de 675 jours sur laquelle très peu d'éléments ont fuité mais qui a tenu le pays en haleine, rappelant celle du Watergate qui a poussé Richard Nixon à la démission en août 1974.

Image forte: le discret et méthodique ancien patron du FBI s'est rendu dimanche matin à l'église épiscopaliennne Saint Johns, situé juste en face de la Maison Blanche. Il a brièvement souri aux photographes, sans dire un mot.

Comme pour préparer le terrain à l'absence de révélations fracassantes, certains élus démocrates s'étaient employés dimanche à souligner les limites de l'enquête menée par l'ancien patron du FBI.

"Le procureur spécial enquêtait dans un cadre restreint (...) Ce que le Congrès doit faire, c'est avoir une vue d'ensemble", a souligné sur CNN Jerry Nadler, président démocrate de la puissante commission judiciaire de la Chambre des représentants.

Forts de leur nouvelle majorité à la Chambre, les démocrates ont lancé plusieurs enquêtes parlementaires allant des soupçons de collusion avec Moscou aux paiements pour acheter le

silence de maîtresses supposées en passant par d'éventuelles malversations au sein de l'empire Trump.

Certains alliés du milliardaire républicain criaient eux déjà victoire avant même la diffusion du rapport, voyant dans le fait que le procureur Mueller n'ait pas recommandé pas de nouvelles inculpations à l'issue de ses investigations la preuve qu'il n'y a aucune "collusion".

De fait, ce chef d'inculpation n'a jamais été retenu pour les 34 personnes mises en cause dans ce dossier, parmi lesquelles six proches collaborateurs de Trump.

"Mettre fin au Trumpisme"

L'enquête a notamment entraîné la spectaculaire déchéance judiciaire de son ex-chef de campagne, Paul Manafort, ou encore de son ex-avocat personnel, Michael Cohen, tous deux condamnés à la prison pour des malversations diverses et des déclarations mensongères.

"Jusqu'ici, le rapport Mueller était la référence absolue. Il allait être la planche de salut des démocrates et allait détruire le président Trump", a ironisé le sénateur du Texas Ted Cruz, devenu depuis quelques mois un farouche défenseur de Donald Trump. "Aujourd'hui, on voit déjà les démocrates changer de discours et dire 'Il faut faire d'autres investigations'". "Les preuves ne les intéressent pas", a-t-il poursuivi sur CNN. "ce qu'ils disent de fait c'est qu'ils vont destituer le président parce qu'il est Donald Trump...".

Pour Pete Buttigieg, jeune maire de la ville de South Bend (Indiana) et candidat aux primaires démocrates pour la présidentielle, le document tant débattu est important mais son camp ne doit pas perdre de vue l'échéance de novembre 2020.

"Il est possible que la seule réponse possible soit une procédure de destitution mais, pour moi, la façon la plus claire de mettre fin au Trumpisme est de le battre de manière massive dans les urnes", a-t-il expliqué.

Depuis des mois, Donald Trump n'a de cesse de dénoncer une "chasse aux sorcières" orchestrée par les démocrates qui n'auraient pas digéré sa victoire-surprise le 8 novembre 2016 face à Hillary Clinton.

Cette semaine, il a ouvertement mis en cause la légitimité de l'enquête, prenant sa base électorale à témoin. "C'est assez extraordinaire que lorsque vous avez remporté une grande victoire, quelqu'un arrive et rédige un rapport venu de nulle part".

Rapport Mueller: sur l'obstruction à la justice, Trump n'est pas disculpé

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 25/03/2019 00:38 CET | Actualisé il y a 11 heures
Rédaction du HuffPost

Robert Mueller conclut à l'absence de preuve d'une possible entente entre Trump et la Russie. Mais ne se prononce pas sur une entrave à la justice.



Le HuffPost "Ce rapport ne le disculpe pas pour autant", peut-on lire dans le résumé du ministre de la Justice William Barr.

RAPPORT MUELLER - À en croire Donald Trump, l'enquête russe est déjà derrière lui. Le président américain s'est empressé, ce dimanche 24 mars, de se féliciter d'être "totalement disculpé" par le procureur spécial Robert Mueller, qui a conclu, dans son rapport tant attendu, à l'absence d'éléments prouvant une entente entre son équipe de campagne et la Russie lors de la présidentielle de 2016.

"Pas de collusion, pas d'obstruction, DISCULPATION complète et totale" a tweeté le locataire de la Maison Blanche, qui dénonçait depuis des mois une "chasse aux sorcières" orchestrée par les démocrates qui n'auraient pas digéré sa victoire-surprise face à Hillary Clinton.

"Disculpation complète", vraiment? Le milliardaire est peut-être passé trop rapidement sur le résumé de l'enquête de Robert Mueller, réalisé et rendu public ce dimanche par le ministre américain de la Justice William Barr, premier destinataire du rapport d'investigation. Car, si le texte conclut effectivement à l'absence de preuve sur une collusion entre son équipe et Moscou en 2016, il laisse, quelques lignes plus loin, la porte ouverte à un autre chef d'accusation: celui d'obstruction à la justice.

"Ce rapport ne le disculpe pas pour autant"

Contrairement à ce qu'écrit Donald Trump dans son tweet, le rapport Mueller ne conclut pas à l'absence d'obstruction. Il ne donne en réalité pas de conclusion définitive sur une possible "entrave à la justice" du président américain, et ne s'exprime pas sur la possibilité que ce dernier ait pu vouloir gêner le travail de la justice dans l'enquête sur la collusion.

Selon les observateurs, les soupçons d'entrave à la justice étaient basés sur des pressions verbales exercées par Donald Trump sur l'ancien ministre de la Justice Jeff Sessions et son adjoint Rod Rosenstein, ou encore sur le fait qu'il a limogé en mai 2017 le chef du FBI James Comey, qui avait refusé de lui prêter allégeance et de mettre fin à de premières investigations sur une éventuelle collusion avec la Russie.

Sur cette question de l'entrave à la justice, Robert Mueller écrit la chose suivante, selon le résumé signé par William Barr: "Tout en ne concluant pas que le président se soit rendu coupable d'un délit, ce rapport ne le disculpe pas pour autant".

The Special Counsel states that "while this report does not conclude that the President committed a crime, it also does not exonerate him."

The Attorney General

En disant cela, Robert Mueller laisse au ministre de la Justice Barr (nommé par le président) et à son adjoint Rod Rosenstein le soin de décider s'ils considèrent qu'il y a assez d'éléments pour poursuivre le président. Et William Barr a rapidement conclu que le document, qu'il a passé en revue depuis vendredi, ne mentionne aucun délit susceptible d'entraîner à son avis des poursuites judiciaires sur le fondement de l'entrave à la justice.

Les regards sont désormais tournés vers la Chambre des représentants, à majorité démocrate, dont les leaders de l'opposition entendent réclamer la publication du rapport complet, quitte à engager des procédures judiciaires. Ils pourraient alors avoir accès à tous les éléments dont dispose Robert Mueller sur la question de l'obstruction, et qui l'ont poussé à ne pas se prononcer sur ce sujet... et donc à ne pas innocenter Donald Trump.

Opinions

Enquête russe: ce qui va changer pour Donald Trump

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Alexis Feertchak Mis à jour le 25/03/2019 à 18:32
Publié le 25/03/2019 à 13:06



Trump le 24 mars 2019. CARLOS BARRIA/REUTERS

FOCUS - Le procureur spécial a conclu dans son rapport à une absence de collusion entre l'équipe de campagne du président américain et la Russie en 2016. Ces conclusions

ouvrent pour Donald Trump l'acte II de sa présidence autant que sa campagne pour l'élection présidentielle de 2020.

«Les démocrates, mais aussi beaucoup de commentateurs politiques sont sonnés, outre-Atlantique», résume Jean-Éric Branaa, spécialiste des États-Unis et maître de conférences à l'Université Panthéon-Assas. Même si certaines questions restent sans réponse, le rapport sur l'enquête russe du procureur spécial Robert Mueller est sans appel. Il n'y a pas eu de collusion entre l'équipe de campagne du président américain et la Russie en 2016. Que se passera-t-il désormais ? *Le Figaro* fait le point sur la question.

• L'enquête russe s'arrête-t-elle là ?

Pas tout à fait, mais presque. Il y avait deux volets dans l'affaire, celui d'une collusion avec la Russie et celui d'une entrave à la justice. Pour le premier, Robert Mueller a été clair: il n'a «pas établi que des membres de la campagne Trump aient conspiré ou se soient coordonnés avec le gouvernement russe dans ses activités visant à interférer» dans la campagne de 2016. Pour le second, lié au limogeage du directeur du FBI, James Comey, en mai 2017, des doutes subsistent, selon le procureur spécial. Mais le ministre de la Justice, William Barr, qui a partiellement rendu public le rapport dimanche, a d'ores et déjà conclu qu'il n'y aurait pas de suite judiciaire, compte tenu de «l'insuffisance de preuves». «Ce soir, si le récit triomphal de Donald Trump est toujours hyperbolique, il paraît assez proche de la réalité», conclut sur Twitter l'historien Corentin Sellin, professeur agrégé en classes préparatoires et spécialiste des États-Unis.

Au-delà, d'autres affaires sont toujours en cours d'examen par la justice américaine, concernant de possibles fraudes fiscales ou bancaires, du blanchiment d'argent ou des escroqueries à l'assurance. Parallèlement, au Congrès, six commissions continuent d'enquêter sur sa campagne de 2016, son comité d'investiture, son groupe immobilier ou sa fondation caritative. «Nous ne sommes plus du tout dans le même registre. Il faut bien réaliser ce que l'affaire russe avait d'absolument spécifique. On était dans le registre de la conspiration avec l'ennemi, celui de la trahison pure et simple. Cela n'est pas comparable avec des affaires financières», déclare au *Figaro* Jean-Éric Branaa.

• Comment en est-on arrivé là ?

«Les commentateurs de l'affaire, repris par beaucoup de journalistes, sont allés un peu vite en oubliant un fait pourtant simple. Robert Mueller a agi dans cette affaire en tant que procureur spécial et non en tant que politicien, explique l'universitaire. En homme de loi, il devait se fonder sur des preuves solides, matérielles et pas seulement sur des témoignages. Or, il n'y en avait pas». Pour Jean-Eric Branaa, le contexte politique l'a aussi emporté sur la réalité des faits: «Dans les années 2000, les néoconservateurs, que l'on trouve aussi bien chez les démocrates que chez les républicains, ont réactivé l'hystérie anti-communiste de la Guerre froide en l'étendant à la Russie post-soviétique. En annonçant lors de la campagne de 2016 son souhait d'un rapprochement avec Moscou, Donald Trump a touché à l'un des fantasmes les plus profonds de la politique américaine».

• Que peuvent faire les démocrates ?

Les démocrates, qui contrôlent la Chambre des représentants mais pas le Sénat, veulent une publication de l'intégralité du rapport et envisagent de faire auditionner Robert Mueller ou William Barr. Pour l'opposition, le second volet de l'affaire - celui de l'entrave à la justice - reste en effet d'actualité. «Mais après? Si les démocrates poursuivent le combat sur ce terrain judiciaire, ce ne peut être que pour un *impeachment*. Il s'agirait donc de poursuivre [Donald] Trump, qu'un procureur spécial a exonéré de la collusion et qui n'est pas parvenu à une conclusion ferme sur l'autre soupçon?», écrit, sceptique, Corentin Sellin.



L'historien de poursuivre: «L'entêtement des démocrates peut être mortifère électoralement, d'autant qu'un sondage CNN montre que le pourcentage de citoyens souhaitant l'impeachment de Trump a chuté de 43 à 36% entre décembre et mars, et de 12 points chez les démocrates». Jean-Eric Branaa enfonce le clou: «Depuis plus de deux ans, les démocrates ne font plus de politique. Ils se cantonnent à une campagne *ad hominem* contre Trump. Regardez les 'midterms', elles se sont transformées en plébiscite pour ou contre le président. Il y a pour les démocrates un vrai risque de continuer sur cette voie revancharde car la société américaine est en attente de vrais projets politiques».

● Comment peut en profiter Donald Trump ?

Clin d'œil, Donald Trump a retweeté ce lundi matin son tweet de la veille dans lequel il annonçait simplement: «Good Morning, Have A Great Day!» (Bonjour, passez une bonne journée!). Dimanche soir, le président américain triomphait sur Twitter: «No collusion, No obstruction, Complete and Total EXONERATION» (Aucune collusion, aucune obstruction, complète et totale exonération)».

Dans son offensive médiatique perpétuelle, Donald Trump pourra se servir de l'enquête russe comme d'un précédent. «Toutes les enquêtes sont décrédibilisées. Plus encore qu'hier, il va dorénavant répéter 'stop à la chasse aux sorcières'», analyse Jean-Eric Branaa. Dans la même veine, Corentin Sellin évoque aussi une «victoire judiciaire» pour Donald Trump: «Tout procureur s'intéressant au président y réfléchira bientôt à deux fois car il devra mener ses enquêtes sous le rappel constant du 'Avec Mueller, il n'y avait rien' ET car William Barr démontre qu'il verrouille [la justice]».

● Cela change-t-il la donne pour l'élection présidentielle de 2020 ?

«Sa présidence commence vraiment aujourd'hui. Auparavant, dans l'esprit de beaucoup d'Américains, il était un clown acheté par la Russie. Désormais, il est vraiment président», estime Jean-Eric Branaa, qui commente son niveau de popularité: «Depuis son élection, il ne baissait pas dans les sondages, mais ne montait pas non plus, avec environ 40% d'opinions favorables. Cela pourrait changer, car beaucoup d'Américains pourraient désormais l'écouter davantage».

«Pour 2020, c'est une rampe de lancement, mais cela est loin de présager le résultat de la prochaine présidentielle», modère-t-il. «Sa réélection reste difficile pour des raisons indépendantes de l'enquête russe. Les résultats de 2016 ont reposé en partie sur le basculement de certains États démocrates, notamment dans la ceinture de la rouille (*Rust belt* en anglais). Les 'midterms' ont montré que Trump a perdu l'avantage dans ces territoires économiquement déshérités», conclut l'universitaire.

Politique

États-Unis: les démocrates contestent le milliard alloué à la construction du mur par le Pentagone

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 27/03/2019 à 11:06 Publié le 27/03/2019 à 08:07



La frontière États-Unis - Mexique à Calexico, Californie, le 25 janvier 2019. SCOTT OLSON/AFP

Une commission de la Chambre des représentants a annoncé qu'elle refusait le transfert d'un milliard de dollars du budget de la Défense pour la construction du mur frontalier avec le Mexique voulu par Donald Trump.

À la Chambre des représentants, contrôlée par l'opposition démocrate, la dernière avancée du gouvernement de Donald Trump pour financer le mur frontalier États-Unis - Mexique ne passe pas. Mardi, la commission des Forces armées de la Chambre des représentants a «refusé» le transfert d'un milliard de dollars du budget de la défense pour la construction du mur, a indiqué dans un communiqué le président démocrate de cette commission, Adam Smith.

Ce communiqué a été publié alors que Patrick Shanahan, qui remplit les fonctions de ministre de la Défense par intérim depuis la démission de Jim Mattis fin décembre, mais dont la confirmation à son poste n'a toujours pas été décidée par le président, défendait son budget 2020 devant le Congrès. Patrick Shanahan a été questionné sur sa décision annoncée la veille au soir «d'entreprendre (...) la construction d'un mur de 91 km de long et de 5,5 m de haut, de construire et de réparer les routes et d'installer des éclairages» dans la région d'El Paso (Texas).

Furieux de ne pas avoir été consultés alors que la Constitution leur donne le contrôle des dépenses publiques, les élus démocrates ont prévenu Patrick Shanahan que la Chambre ne lui permettrait plus de transférer de fonds d'un compte du Pentagone à un autre. Le milliard de dollars au centre du nouveau contentieux doit être ponctionné sur l'enveloppe que le Pentagone consacre annuellement aux opérations de lutte contre le trafic de drogue international.

Le premier veto de Donald Trump

Frustré par le refus du Congrès de lui accorder le budget qu'il réclamait pour construire le mur frontalier, Donald Trump a déclenché le 15 février une procédure d'«urgence nationale» qui lui permet de contourner les parlementaires afin de débloquer plus de huit milliards de dollars de financements sur le budget 2019. Le Pentagone est de loin la plus grande source de fonds fédéraux d'urgence, et la Maison-Blanche a décidé d'accéder à 6,1 milliards provenant de deux sources du ministère de la Défense: 3,6 milliards d'un fonds consacré à la construction militaire, et 2,5 milliards de fonds destinés aux activités de lutte contre la drogue.

Le Congrès a voté mi-mars en faveur d'une résolution proclamant l'annulation de cette procédure d'urgence, grâce au soutien d'élus républicains. Mais Donald Trump a fait usage de son premier veto pour bloquer cette résolution. Mardi, la Chambre des représentants a échoué de peu à annuler le veto présidentiel, en n'atteignant pas les deux tiers de votes nécessaires (288). Quelque 248 élus se sont prononcés pour passer outre ce veto, et 181 contre. «Merci aux républicains de la Chambre des représentants d'être restés soudés et pour la GRANDE VICTOIRE aujourd'hui sur la frontière», a réagi Donald Trump sur Twitter.



Donald J. Trump

✓ [@realDonaldTrump](#)

Thank you to the House Republicans for sticking together and the BIG WIN today on the Border. Today's vote simply reaffirms Congressional Democrats are the party of Open Borders, Drugs and Crime!

[140 k](#)

[01:31 - 27 mars 2019](#)

VÉNÉZUELA

Défense

Le Venezuela et la Russie ont inauguré un centre de formation dédié au pilotage d'hélicoptères militaires

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 30 mars 2019



L'arrivée au Venezuela, la semaine passée, de 99 militaires russes, avec 35 tonnes de matériel n'en finit pas de faire des vagues. Critiquée par l'opposition vénézuélienne, qui l'estime contraire à la Constitution du pays, elle est fermement dénoncée par les États-Unis, qui soutiennent Juan Guaido, le principal opposant au président Nicolas Maduro, lequel peut se prévaloir de l'appui de la Russie [et de la Chine].

Après des échanges verbaux « incisifs » entre le département d'État et la diplomatie russe, puis entre la Maison Blanche et le Kremlin, John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale de M. Trump, est revenu à la charge, le 29 mars.

« Le gouvernement [américain] condamne l'utilisation par Nicolas Maduro de militaires étrangers afin d'essayer de rester au pouvoir, en particulier l'introduction de soldats et de matériel russes au Venezuela », a en effet affirmé M. Bolton, via un communiqué. Et de prévenir : « Nous mettons fortement en garde les acteurs extérieurs contre le déploiement d'actifs militaires au Venezuela [...] avec l'intention d'établir – ou d'étendre – leurs opérations militaires », estimant que de tels « actes de provocation » pourraient être considérés comme une « menace directe à la paix et à la sécurité dans la région ».

Selon Moscou, l'envoi de ces militaires, commandés par le général Vassili Tonkochkourov, le chef des forces terrestres russes, a été fait dans le cadre « des accords signés dans le domaine de la coopération technique et militaire » avec Caracas. Et ils resteront au Venezuela « aussi longtemps que nécessaire. »

Le représentant spécial des États-Unis pour le Venezuela, Elliott Abrams, a en quelque sorte confirmé la mission de ces militaires russes. « Une des choses qu'ils semblent faire, et nous pensons cela depuis le tout début, c'est aider le régime avec son système de missiles sol-air S-300 qui a apparemment été complètement détraqué par les coupures d'électricité », a-t-il expliqué à des journalistes.

Effectivement, entre 1999 et 2013, années pendant lesquelles le colonel Hugo Chavez a été au pouvoir, le Venezuela s'est tourné vers la Russie pour équiper ses forces armées, qui, jusqu'alors, s'approvisionnaient auprès des États-Unis et des Européens [dont la France, qui leur a livré des chars AMX-30]. Et son successeur ne fait que poursuivre cette politique.

« Pour qui est-ce un secret que le Venezuela a une coopération technico-militaire [avec la Russie] depuis 2001? Personne ne doit s'inquiéter. Nous coopérons tout simplement », a fait valoir le général Vladimir Padrino, le ministre vénézuélien de la Défense. « C'est une coopération entre égaux, entre partenaires stratégiques, Russie-Venezuela. Nous voudrions avoir des relations de coopération avec les Etats-Unis, mais comme nous ne sommes pas des esclaves [...] nous n'avons pas pu », a-t-il ajouté.

Cette arrivée de militaires russes à Caracas est-elle liée? Toujours est-il que, le 29 mars, Rosoboronexport, la société publique russe chargée des ventes d'armements, a annoncé l'inauguration d'un centre de formation pour pilotes d'hélicoptères militaires au Venezuela. Des « spécialistes russes et vénézuéliens » ont assisté à la cérémonie, a précisé Viatcheslav Davydenko, un porte-parole, cité par l'agence Interfax.

« Les capacités de ce centre permettront aux pilotes vénézuéliens d'avoir une formation complète au fonctionnement et à l'utilisation des hélicoptères Mi-17V-5, Mi-35M et Mi-26T dans des conditions proches de la réalité », a encore expliqué M. Davydenko. Et il permettra de rendre « la préparation des pilotes plus sûre et efficace, et permettra d'économiser considérablement les dépenses pour leur formation », a-t-il ajouté.

Photo : Mil Mi-26T

Diplomatie

Venezuela: deux avions militaires russes ravivent les tensions avec Washington

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Valérie Samson AFP agence Mis à jour le 26/03/2019 à 11:53 Publié le 25/03/2019 à 20:46



Un appareil aux couleurs de la Russie photographié dimanche sur le tarmac de l'aéroport international de Caracas.
CARLOS JASSO/REUTERS

VIDÉO - Le Département d'État américain a accusé lundi la Russie «d'exacerber les tensions au Venezuela» avec «l'intrusion persistante de personnel militaire russe pour soutenir le régime illégitime de Nicolas Maduro».

Deux appareils militaires russes, un Antonov An-124 et un cargo Iliouchine Il-62, se sont posés samedi en début d'après-midi sur les pistes de l'aéroport Maiquetía - Simón Bolívar de Caracas. L'information, donnée par un journaliste vénézuélien, Javier Mayorca, a ensuite été confirmée par d'autres médias. Selon le journal israélien *Haaretz*, un site de suivi des vols montre que deux avions ont bien quitté un aéroport militaire russe vendredi à destination de Caracas, et que l'un des appareils en serait reparti dimanche. Un correspondant de l'AFP a confirmé qu'un appareil aux couleurs de la Russie stationnait dimanche sur une piste de l'aéroport international de Caracas. Aucune explication officielle n'a été donnée, mais l'agence de presse publique Sputnik a précisé que les deux avions transportaient «des équipes de fonctionnaires dans le cadre de la coopération technique et militaire» entre les deux pays. À leur bord, «99 militaires et 35 tonnes de matériel» non identifié, selon Sputnik.

Si l'information n'a pas été confirmée officiellement par le Département d'État américain, elle a alimenté un échange téléphonique peu amène entre le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, et son homologue américain Mike Pompeo. Le premier a accusé lundi les États-Unis de tenter d'organiser un «coup d'État» pour renverser le président vénézuélien Nicolas Maduro. Dans un communiqué, le ministère russe des Affaires étrangères souligne que «les menaces adressées

à son gouvernement légal constituent des violations de la charte de l'ONU et une ingérence non dissimulée dans les affaires intérieures d'un État souverain».

Les États-Unis «ne resteront pas les bras croisés»

Peu auparavant, le département d'État américain avait rapporté que Mike Pompeo avait averti Sergueï Lavrov que les États-Unis ne resteraient pas «les bras croisés» si la Russie continuait «d'exacerber les tensions au Venezuela». «L'intrusion persistante de personnel militaire russe pour soutenir le régime illégitime de Nicolas Maduro au Venezuela risque de prolonger la souffrance du peuple vénézuélien», avait indiqué la même source.

Le président vénézuélien est défié par le chef de l'opposition Juan Guaido, qui s'est autoproclamé président par intérim en janvier dernier, avec le soutien des États-Unis et d'une cinquantaine d'autres pays. Le président américain Donald Trump a déclaré à plusieurs reprises que «toutes les options étaient sur la table» pour faire partir Maduro. Ce dernier met en avant le soutien de la Russie et de la Chine, les principaux créanciers du pays, qui prennent systématiquement son parti dans les instances internationales comme le Conseil de sécurité des Nations unies. Dernière victime en date de la lutte que se livrent les deux hommes pour le contrôle d'un pays ravagé par une crise économique, humanitaire et sociale, le directeur de cabinet et bras droit de Juan Guaido, Roberto Marrero, a été arrêté mardi par les services de renseignement vénézuéliens. Les États-Unis ont aussitôt exigé sa libération.

Venezuela: Donald Trump exige le retrait des troupes russes

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 28/03/2019 à 10:16 Publié le 27/03/2019 à 18:33

Venezuela : «La Russie doit partir», affirme Donald Trump



Le président américain Donald Trump a appelé la Russie à se retirer du Venezuela. Cette annonce intervient après l'envoi de Moscou d'avions transportant des militaires et du matériel au régime contesté de Nicolas Maduro.

VIDÉO - Après l'arrivée d'une centaine de militaires russes et de 35 tonnes de matériels à Caracas, le président américain, qui soutient l'opposant Juan Guaido, a exigé le retrait de ces troupes, sans exclure aucune option pour obtenir leur départ.

L'arrivée à Caracas de deux avions russes transportant une centaine de militaires - dont des membres des forces spéciales et des spécialistes de la sécurité informatique - et 35 tonnes de matériels a suffi à raviver les tensions entre Moscou et Washington, sur fond de crise politique et sociale sans précédent au Venezuela. Ce mercredi, le président américain Donald Trump a appelé la Russie à quitter ce pays d'Amérique latine, sans exclure aucune option pour obtenir leur départ.

«La Russie doit partir», a-t-il lancé depuis le Bureau ovale en présence de l'épouse de l'opposant Juan Guaido, en écho au chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo qui a prévenu son homologue russe Sergueï Lavrov que les États-Unis ne resteraient pas les bras croisés si la Russie continuait «d'exacerber les tensions au Venezuela». De son côté, le vice-président Mike Pence a dénoncé une «provocation» de la Russie. «Les États-Unis appellent la Russie à cesser tout soutien au régime (du président Nicolas) Maduro», a-t-il martelé.

Moscou, qui accuse Washington de tenter d'organiser un «coup d'État» dans ce pays, revendique le droit de «renforcer sa coopération avec le Venezuela en accord avec la Constitution de ce pays et dans le cadre de la loi». «Il semble que (le gouvernement de Nicolas Maduro) n'ait pas confiance en ses propres militaires, car il les fait venir de l'étranger (...) Ils violent à nouveau la Constitution», s'est élevé Juan Guaido devant l'Assemblée. La majorité parlementaire «a rejeté à

l'unanimité la présence de militaires russes au Venezuela (...), qualifiée d'ingérence à la souveraineté nationale qui viole la Constitution de manière flagrante», a ensuite indiqué l'institution dans un communiqué. Selon la loi, le Parlement a son mot à dire pour toute mission militaire étrangère sur le sol vénézuélien.

Le groupe de Lima, composé de 13 pays latino-américains et du Canada, a fait part de sa «préoccupation» concernant la présence de troupes russes, et «condamné toute provocation». Nicolas Maduro de son côté met en avant le soutien de la Russie et de la Chine, les principaux créanciers du pays, qui prennent systématiquement son parti dans les instances internationales comme au Conseil de sécurité des Nations unies.

Nouvelle panne électrique

L'opposant Juan Guaidó s'est autoproclamé président par intérim du pays le 23 janvier avec le soutien de Donald Trump et de nombreux États occidentaux, dont la France. Deux mois plus tard, le Venezuela reste confronté à la plus grave crise de son histoire, avec une économie au ralenti, une monnaie naufragée et des pénuries de tout.

Alors que ce pays aux réserves pétrolières les plus importantes de la planète se remettait à peine d'une première mégapanne du 7 au 14 mars, il est à nouveau à l'arrêt depuis lundi après-midi. Ce qui a contraint le gouvernement à prolonger jusqu'à mercredi soir la fermeture des établissements éducatifs et des administrations. Nicolas Maduro a dénoncé sur Twitter un «incendie de grande envergure» visant la centrale de Guri, qui fournit environ 80% de l'électricité du Venezuela (30 millions d'habitants), et provoqué selon lui par des «terroristes» afin de «déstabiliser» son gouvernement. Une version officielle rejetée par Juan Guaidó: «Il n'y a aucune explication sensée, crédible (...), ce n'est plus une cyber-attaque ou une impulsion électromagnétique, à présent c'est un sabotage, alors que l'armée garde chacune des installations électriques», a-t-il lancé à la tribune de l'Assemblée nationale, seule institution contrôlée par l'opposition.

Le ton monte entre les États-Unis et la Russie au sujet de la présence de militaires russes au Venezuela

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 28 mars 2019



« Il semble que [le gouvernement du Venezuela] n'ait pas confiance en ses propres militaires, car il les fait venir de l'étranger », a lancé Juan Guaidó, le principal opposant à Nicolas Maduro, le président vénézuélien, au sujet de l'arrivée de 99 soldats russes à Caracas, le 24 mars. Et d'estimer que ce déploiement est une « violation » de la Constitution du pays.

En effet, selon l'article 187 de ce texte, la venue de militaires étrangers au Venezuela doit être préalablement approuvée par l'Assemblée nationale, laquelle est actuellement contrôlée par l'opposition incarnée par M. Guaidó. Mais comme cette dernière n'a plus de prérogatives [elles ont été transférées à une Assemblée constituante], son rejet, « à l'unanimité », de « la présence de militaires russes au Venezuela », vue comme une « ingérence », n'aura guère d'effet...

Cela étant, ce déploiement de militaires russes a été vivement critiqué par Washington, qui a pris fait et cause pour M. Guaidó, lequel s'est autoproclamé « président par intérim » le 23 janvier dernier, ainsi que par le groupe de Lima, qui réunissant le Canada et 13 pays latino-américains, a exprimé sa « préoccupation » et « condamné toute provocation. »

Cela étant, Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine, a prévenu son homologue russe, Sergueï Lavrov, que les États-Unis ne resteraient pas les « bras croisés » si la Russie mettait de l'huile sur le feu au Venezuela.

La réponse de Moscou ne s'est pas faite attendre, M. Lavrov ayant, à son tour, accusé Washington de vouloir organiser un « coup d'État » pour renverser Nicolas Maduro.

Recevant, à la Maison Blanche, l'épouse de Juan Guaido, le président Trump est ensuite revenu à la charge. « La Russie doit partir », a-t-il lancé. Pas question! a rétorqué Maria Zakharova, la porte-parole de la diplomatie russe.

Ainsi, a-t-elle fait valoir, ces « spécialistes » militaires russes envoyés à Caracas « s'occupent de l'application des accords signés dans le domaine de la coopération technique et militaire. » Et ils y resteront « le temps qu'il leur faudra », c'est à dire « aussi longtemps que nécessaire au gouvernement du Venezuela? »

« La Russie n'a rien enfreint, ni les accords internationaux, ni le droit vénézuélien. Elle ne change pas l'équilibre des forces dans la région et ne menace personne à la différence » des États-Unis, a ensuite poursuivi Mme Zakharova.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a pris le même angle pour répondre au président américain. « Nous ne pensons pas que des pays tiers aient à s'inquiéter de nos liens bilatéraux », a-t-il dit. Et d'insister ; « Nous ne nous ingérons d'aucune manière dans les affaires intérieures du Venezuela et nous attendons des autres pays qu'ils suivent notre exemple et laissent les Vénézuéliens décider eux-mêmes de leur destin ».

De son côté, l'attaché militaire de l'ambassade du Venezuela en Russie, José Rafael Torrealba Pérez, a assuré « qu'il n'est question que de coopération militaire et technique » et que la « présence militaire russe n'est en aucun cas liée à la possible conduite d'opérations militaires. »

Pour rappel, la Russie est le 2e investisseur étranger [derrière la Chine, ndlr] au Venezuela, qui dispose de vastes réserves pétrolières. Et les deux pays ont renforcé leur coopération militaire au cours de ces dernières années, au point, est-il dit, que Moscou envisagerait d'établir une base sur l'île de La Orchila, située à seulement 2.000 km des États-Unis.

Politique

Au Venezuela, Guaido ne pourra pas exercer de fonction électorale durant 15 ans

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 28/03/2019 19:23 CET | Actualisé il y a 17 heures
AFP

L'opposant de Nicolas Maduro vient d'être révoqué de son poste au Parlement pour corruption présumée.



FEDERICO PARRA via Getty Images Juan Guaido lors d'un meeting devant ses supporters à Caracas le 28 mars 2019.

VENEZUELA - Le président du Parlement vénézuélien Juan Guaido, également chef de file de l'opposition, a été révoqué ce jeudi 28 mars de son poste et déclaré inéligible durant 15 ans pour corruption présumée, ont annoncé les autorités vénézuéliennes.

Le Contrôleur général de la République Elvis Amoroso, chargé de veiller à la transparence de l'administration au Venezuela, a décidé « d'interdire l'exercice de toute fonction électorale au citoyen (Juan Guaido) pour la durée maximum prévue par la loi », a-t-il déclaré à la télévision d'État.

Cette durée est de 15 ans, a rappelé le responsable de cet organisme jugé proche du pouvoir en place.

“Il n’est pas contrôleur. Il ne l’est pas (...) et il n’existe pas de sanction d’inéligibilité (...) Le Parlement légitime est le seul ayant le pouvoir de désigner un contrôleur”, a réagi Juan Guaido, rejetant la sanction et rappelant qu’Elvis Amoroso avait été nommé à ce poste par l’Assemblée constituante, acquise au pouvoir et qui remplace dans les faits le Parlement.

“Ça, c’est fort. C’est ridicule”, a déclaré de son côté le porte-parole du département d’État américain, Robert Palladino.

91 voyages hors du territoire

Selon Elvis Amoroso, Juan Guaido ne justifie pas, dans ses déclarations de patrimoine, certaines dépenses réalisées au Venezuela et à l’étranger avec des fonds provenant d’autres pays.

“Il a réalisé plus de 91 voyages hors du territoire pour un coût supérieur aux 310 millions de bolivars (quelque 94.000 dollars au taux actuel), sans justifier l’origine de ces fonds”, a expliqué le Contrôleur.

Cet organisme avait annoncé le 11 février l’ouverture d’une enquête visant l’opposant. Il a demandé au parquet d’“exercer les actions correspondantes”, sans plus de précision.

L’ancien candidat à la présidentielle de 2013 Henrique Capriles avait été sanctionné de la même façon et déclaré inéligible, ce qui l’avait empêché de se présenter par la suite en 2018.

Société

Une nouvelle méga panne plonge une fois encore le Venezuela dans le chaos

Économie International <https://www.latribune.fr/> Par AFP | 27/03/2019, 9:16



(Crédits : Carlos Garcia Rawlins)

Une nouvelle coupure d’électricité frappait ce lundi 25 mars de vastes régions du Venezuela, dont Caracas la capitale, deux semaines après la gigantesque panne du 7 mars qui a paralysé le pays pendant une semaine.

Le gouvernement du Venezuela a suspendu mardi travail et école pour 24h pour faire face à la nouvelle coupure d’électricité massive qui touche depuis la veille une grande partie du pays. Le gouvernement "a décidé la suspension pour 24h de la journée de travail et de classes dans tous le pays", a annoncé mardi le ministre de la Communication, Jorge Rodriguez, cité par le service de presse de la présidence.

Le président Nicolas Maduro a accusé mardi des "terroristes" d’être à l’origine de la nouvelle méga panne de courant qui plonge le Venezuela dans le noir, obligeant le gouvernement à prolonger jusqu’à mercredi soir la fermeture des établissements éducatifs et des administrations.

Caracas, en mode ville fantôme

A Caracas, les rues étaient en grande partie vides. De très rares bus circulaient, les magasins et stations de métro étaient fermées, les métros étant bloqués sur leurs voies. Outre la capitale, la panne, qui s’est déclenchée lundi en début d’après-midi, touche 21 des 23 Etats du pays, selon des utilisateurs des réseaux sociaux faisant état de la situation chez eux.

Selon NetBlocks, une organisation qui surveille le réseau internet, la panne a un "impact sévère" sur le réseau de télécommunication dans 18 des 23 Etats.

Le gouvernement n’a pas communiqué sur l’impact de la panne qui paralyse à nouveau transports publics, téléphones, internet, terminaux bancaires. En fin de journée lundi, l’électricité est revenue

dans certains quartiers de la capitale, avant d'être de nouveau coupée en soirée, attestant de la grande fragilité du réseau.

Une guerre électrique orchestrée par les Etats-Unis

Le gouvernement a dénoncé une "attaque contre le système de production et de distribution d'électricité et plus précisément contre la centrale de Guri", dans le sud du pays. Cette centrale, qui fournit environ 80% de l'électricité du Venezuela, avait déjà été mise en cause lors de la méga panne du 7 mars.

"Nous vaincrons cette guerre électrique avec l'immense force que nous avons accumulée comme peuple dans notre lutte contre les grossiers empires et leurs laquais locaux", a répété mardi Jorge Rodriguez.

Le pays est habitué aux pannes de courant, surtout en province, où elles peuvent durer plusieurs jours. Mais la situation s'est fortement détériorée depuis 2017 et les pannes se font plus fréquentes.

L'opposition et des experts du secteur les attribuent au manque d'investissement dans les infrastructures et à la corruption.

La théorie de la « attaque cybernétique »

Lors de la précédente panne du début mars, le courant avait été coupé à Caracas affectant tous les quartiers de la capitale et les services comme le métro et les feux de circulation. La panne avait aussi affecté les activités de l'aéroport international Simon-Bolivar. Les lignes téléphoniques et internet avaient été également brusquement interrompues ainsi que la distribution de l'eau dans les immeubles, assurée par des pompes électriques.

Pour le ministre de la Communication Jorge Rodriguez, la panne avait été déclenchée par une première « attaque cybernétique contre le système de contrôle automatisé » de la centrale hydroélectrique de Guri (au sud-est du pays) qui fournit au Venezuela 80% de son électricité. La compagnie vénézuélienne d'électricité Corpoelec avait dénoncé, sans précision, un « sabotage » à Guri.

L'opposition dont le leader est Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale, et certains experts avait attribué quant à eux la panne à un manque d'investissements du gouvernement dans l'entretien des infrastructures.

Au Venezuela, retour au "Moyen Age" pour survivre à la panne de courant



Maria Lorente AFP 28 mars 2019



Des Vénézuéliens dans la rue pendant une méga-panne d'électricité, le 27 mars 2019 à Caracas

Caracas (AFP) - Marcher pendant des heures, fabriquer des lampes à huile ou aller chercher de l'eau à la source: les Vénézuéliens font face à la nouvelle panne électrique géante qui frappe leur pays en ayant recours à des "méthodes du Moyen Age".

A Caracas, le mont El Avila, qui domine la ville de ses 2.200 mètres, est devenu un lieu de rendez-vous des familles qui s'y rendent avec seaux et bidons pour faire le plein d'eau, laver la vaisselle, faire la lessive... et ainsi pallier la paralysie des pompes à eau qui ne fonctionnent pas sans électricité.

"On est obligé de récupérer l'eau des sources qui ne sont évidemment pas toutes salubres, mais cela sert au moins pour se laver ou nettoyer la vaisselle", raconte Manuel Almeida. En raison des files d'attente, l'opération peut parfois prendre des heures.

Ailleurs, des habitants profitent de fuites dans les canalisations de la ville. Mais il faut encore faire bouillir l'eau ou la purifier chez soi. "On se couche sans se laver", explique Pedro José, 30 ans, qui vit dans un quartier populaire de l'ouest de Caracas.

Des commerçants en profitent pour augmenter le prix des bouteilles d'eau et des sacs de glace, entre 3 et 5 dollars, juste en dessous du salaire minimum au Venezuela (18.000 bolivars, soit 5,45 dollars). Ceux qui ont des dollars prennent d'assaut les hôtels qui ont des groupes électrogènes.

Si conserver la nourriture est un véritable défi, en trouver est encore plus difficile, la coupure de courant ayant contraint la plupart des commerces à fermer.

"On partage les aliments" entre membres de la famille et avec des amis, explique Coral Muñoz, 61 ans, qui se dit "chanceuse" d'avoir des dollars. "Il faut garder la tête froide pour supporter tout cela, essayer d'être accompagné, car seul, c'est encore plus dur", dit-elle.

Pour Kelvin Donaire, qui vit dans le quartier pauvre de Petare, la situation est plus compliquée. Il doit marcher plus d'une heure pour arriver à son travail dans une boulangerie du quartier cossu de Los Palos Grandes. Mais c'est vital pour lui : "Au moins, je ramène un pain à la maison", confie-t-il.

De nombreux habitants ont pris l'habitude de couvrir la viande de sel pour tenter de la conserver, d'autres se désespèrent de devoir en jeter à la poubelle, dans un pays frappé de pénuries et où les produits disponibles sont le plus souvent inaccessibles en raison d'une inflation hors de contrôle.

- "Nous sommes piégés" -

La nouvelle panne géante paralyse également les communications. Selon le réseau Netblocks, qui analyse le secteur, 85% du pays se retrouve privé de télécommunications.

Dans les magasins, les caisses ne fonctionnent plus et les transactions électroniques pour les paiements par cartes sont suspendues, dans un pays où même le pain s'achète avec une carte bancaire, faute de liquidités.

Certains clients laissent leur nom et leur numéro de pièce d'identité à des commerçants qui acceptent de leur faire confiance.

"Les gens ont besoin de manger, on leur permet d'emporter de la nourriture, ils nous paieront par transfert bancaire quand le courant sera revenu", explique Carlos Folache, propriétaire d'un magasin.

Des dizaines d'habitants se retrouvent aussi dans l'est de Caracas, au pied de la Torre Digital, une des principales sociétés de téléphonie mobile, pour tenter d'avoir du signal. "J'essaie d'attraper du signal pour obtenir des informations (...) sur cet épisode chaotique que nous traversons", explique Douglas Pérez.

Alors que le métro est à l'arrêt, se déplacer se révèle tout aussi éprouvant. Il faut marcher des kilomètres ou faire la queue pendant des heures pour attraper un bus ou obtenir de l'essence.

Les rares bus disponibles sont bondés et les prix ont grimpé en flèche, alors que 90% de la flotte est paralysée faute de pièces de rechange. "Un billet coûtait 100 bolivars, maintenant c'est 1.500. Nous sommes piégés", enrage Pedro José.

A la nuit tombée, les familles s'éclairent avec les moyens du bord. "On fabrique des lampes avec de l'essence, de l'huile, du kérosène, tout type de combustibles", explique Lizbeth Morin, de 30 ans. "On est revenu au Moyen Âge", se lamente-t-elle.

ASIE

AFGHANISTAN

Politique

Même avec un accord de paix, la situation de l'Afghanistan ne sera pas près de s'améliorer

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 29 mars 2019



Actuellement, et sans y associer Kaboul, les États-Unis et le mouvement taleb afghan négocient un accord de paix qui doit, pour résumer, permettre un retrait des troupes américaines d'Afghanistan en échange d'une promesse que le pays ne soit plus une terre d'accueil pour les groupes terroristes étrangers.

Seulement, affirme une étude **[.pdf]** que vient de publier l'Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan [SIGAR], qui dépend du Congrès américain, un tel accord présenterait plusieurs risques majeurs qui mettraient à bas tous les efforts accomplis jusqu'ici en faveur de la reconstruction du pays.

« Avec ou sans accord de paix, l'Afghanistan continuera probablement à faire face à de multiples organisations extrémistes violentes, qui menacent [...] la communauté internationale », prévient ainsi le SIGAR, qui recense huit risques principaux dans le cas où les États-Unis et leurs alliés cesseraient de soutenir le gouvernement afghan.

Pour rappel, depuis 2001, Washington a déjà dépensé 132 milliards de dollars pour remettre le pays sur les bons rails, c'est à dire pour former et équiper ses forces de sécurité, renforcer ses institutions gouvernementales, promouvoir l'état de droit, garantir les droits des femmes et stimuler le développement économique. Et cet effort, craint le SIGAR, risque de passer par pertes et profits si les risques que supposent un éventuel accord de paix ne sont pas pris en compte.

Le premier des risques est que l'Afghanistan reste le pays qui présente la « plus grande concentration régionale de groupes terroristes dans le monde ». Et même si les taliban respectent leur promesse, estime le SIGAR, le pays aura « probablement » encore à combattre plusieurs organisations extrémistes susceptibles de menacer la communauté internationale, comme par exemple la branche afghano-pakistanaise de l'État islamique [EI-K]. « L'insécurité pourrait persister sous la forme d'une autre insurrection, de gangs criminels ou de réseaux impliqués dans d'autres activités néfastes », avance le rapport.

De là découle un autre risque, concernant l'avenir des forces de sécurité afghane, lequel est lié à la poursuite, ou non, du maintien des aides financières que leur octroient les États-Unis et, plus généralement, les pays de l'Otan. Et cela d'autant plus qu'elles présentent encore d'importantes lacunes capacitaires pour faire face, seules, à des groupes terroristes. Mais là n'est pas le seul problème.

« Plus de 300.000 Afghans [officiellement, nldr] servent actuellement dans les forces de sécurité », rappelle John Sopko, le chef du SIGAR. Or, « si en en raison d'une baisse du soutien financier, ils ne recevaient plus leurs soldes, cela pourrait représenter une menace sérieuse pour la stabilité de l'Afghanistan », prévient-il.

Et puis se pose une autre question : comment seront réintégrés les combattants du mouvement taleb afghan ? « D'anciens talibans mécontents qui s'attendaient à toucher les dividendes de la paix pourraient retrouver un comportement violent et prédateur », estime le SIGAR.

En outre, d'autres problèmes endémiques restent sans solution. Tel est le cas de la corruption [un « sport » national en Afghanistan], qui mine la légitimité des autorités afghanes, ou encore celui de la production de pavot, laquelle a généré environ 1,4 milliard de dollars de recettes pour les cultivateurs afghans et alimenté de juteux trafics servant à financer, notamment, les activités du mouvement taleb. « Un accord de paix ne devrait pas changer cette dynamique », estime le SIGAR.

La situation économique de l'Afghanistan est d'ailleurs un autre facteur de risques. Certes, estime le SIGAR, un accord de paix pourrait « renforcer la confiance des entreprises » et « favoriser l'investissement », ce qui serait susceptible de doper la croissance et donner de nouvelles perspectives.

Cependant, note le rapport, à la faveur de cet accord, un « nombre non négligeable d'Afghans pourraient revenir du Pakistan » et « si cela se produit, ils se trouveront – avec d'anciens taliban – sur le marché du travail qui déjà du mal à absorber la jeunesse afghane. » En clair, il faudrait que les obstacles à la prospérité économique [manque de main d'œuvre qualifiée, dépendance aux dons étrangers et forte corruption] soient levés.

CHINE

Diplomatie

Le président chinois Xi Jinping rencontrera Emmanuel Macron ce dimanche à Nice

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Cyrille Pluyette Mis à jour le 24/03/2019 à 12:30
Publié le 24/03/2019 à 06:58



Xi Jinping est arrivé à Nice ce dimanche. ALBERTO PIZZOLI/AFP

Le président chinois termine sa mini tournée européenne par la France à partir de ce dimanche. Paris espère signer des contrats, mais se montrera ferme par rapport au projet chinois des « nouvelles routes de la soie ».

De notre correspondant à Pékin,

Après l'Italie et Monaco, Xi Jinping poursuit ce dimanche sa mini-tournée en Europe par une dernière étape en France. Mais le contexte a changé depuis la dernière visite du président chinois, il y a exactement 5 ans, lorsqu'il avait été reçu avec faste au château de Versailles par François Hollande. Il est attendu par un chef de l'État français qui entend se montrer ferme et présenter un front européen uni face à la Chine.

Xi Jinping est arrivé à Nice dimanche aux alentours de 11h. Il y sera rejoint par son homologue français Emmanuel Macron pour un entretien en tête-à-tête, avant un dîner en compagnie de leurs épouses à Beaulieu-sur-Mer. Les deux hommes « auront des échanges de vus approfondis sur les relations sino-françaises, les relations sino-européennes, ainsi que les questions internationales et régionales d'intérêt commun », a précisé une source officielle chinoise. Xi Jinping rejoindra ensuite lundi l'Élysée pour une séance de travail, suivie d'une déclaration à la presse, puis d'un dîner d'État.

Ce déplacement fait suite à celui d'Emmanuel Macron en janvier 2018 en Chine, où ce dernier avait promis de se rendre chaque année. Il intervient dans la foulée du 55e anniversaire de la reconnaissance de la République populaire de Chine par le général de Gaulle et l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays (le 27 janvier 1964). Le géant asiatique, actuellement empêtré dans une guerre commerciale déclenchée par le président américain Donald Trump, aime à rappeler ce geste, qui avait été vu à l'époque comme un signe d'indépendance par rapport aux États-Unis.

La venue du président chinois permettra de «faire le point» sur la feuille de route qui avait été établie début 2018, notamment dans les secteurs du nucléaire civil et de l'agroalimentaire, et de fixer de nouvelles étapes, a précisé l'Élysée, qui a assuré que des contrats seraient signés, sans donner plus de détails. Paris a affirmé avoir reçu de Pékin des «signaux positifs» sur la finalisation d'une commande de 184 Airbus évoquée par le chef de l'État français lors de son séjour à Pékin.

Paris pour «une approche coordonnée»

Si Emmanuel Macron va probablement - comme il l'avait fait en Chine - souligner sur ce qui rapproche les deux pays, le président français, qui a prôné récemment «une approche coordonnée» face à Pékin, devrait à nouveau se montrer ferme par rapport aux «nouvelles routes de la soie». Lancé en 2013, ce chantier pharaonique consiste à construire de gigantesques infrastructures terrestres et maritimes entre l'Asie et les autres continents. Plusieurs pays européens y voient une tentative du régime communiste d'étendre son influence politique. Lors de sa venue en Chine, Emmanuel Macron avait déjà posé des conditions à la participation de la France et de l'Europe à ce projet: qu'il repose sur une «coopération équilibrée» et qu'il ne se traduise pas par une «nouvelle hégémonie, qui viendrait mettre en état de vassalité» les pays traversés.

Contrairement à l'Italie, Paris ne se ralliera pas à cette initiative chinoise pendant le séjour de Xi Jinping. «L'empereur rouge», a remporté un beau succès diplomatique en signant samedi un protocole d'accord avec le chef du gouvernement italien, Giuseppe Conte. L'Italie devenant ainsi le premier membre du G7 à rejoindre les «Nouvelles routes de la soie».

Paris n'a pas caché son désaccord devant cette décision prise sans concertation avec le reste de l'Union européenne. «Nous sommes prêts à considérer les projets de coopération avec la Chine dès lors qu'ils rencontrent certains critères de soutenabilité écologique et financière, qu'ils respectent les souverainetés, qu'ils s'inscrivent dans une réciprocité et une transparence nécessaire», a réagi la présidence de la République.

«Trouver des points de convergence entre l'Europe et la Chine»

Désireux d'inscrire la relation franco-chinoise dans un cadre européen, le numéro un français a également convié, dans une décision surprise, Xi Jinping, la chancelière allemande Angela Merkel et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker à une réunion inédite mardi matin à Paris. L'objectif sera de «trouver des points de convergence entre l'Europe et la Chine» sur des sujets comme le multilatéralisme, la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou la mise en œuvre de l'accord de Paris.

Cette rencontre à quatre fera suite aux discussions beaucoup plus défensives sur la Chine, qui se sont tenu jeudi soir et vendredi à Bruxelles entre les 28 dirigeants de l'Union européenne, dont plusieurs s'inquiètent des acquisitions chinoises d'entreprises ou d'infrastructures stratégiques sur le continent. Cette démarche, qui marque un «réveil européen» selon Emmanuel Macron, visait à adopter une position commune face au géant asiatique, avant la tenue en avril d'un sommet UE-Chine, puis d'un autre, sur les «nouvelles routes de la soie» à Pékin. Signe que la deuxième puissance économique mondiale préoccupe de plus en plus Bruxelles, un texte publié il y a une dizaine de jours par la Commission européenne va jusqu'à présenter la Chine comme un «concurrent économique» et un «rival». «Le temps de la naïveté européenne» dans les relations avec la Chine est révolu a déclaré vendredi Emmanuel Macron.

L'UE estime notamment par ailleurs qu'une «approche commune» s'impose dans la 5G. Comme d'autres pays européens, le gouvernement français qui se dit conscient des «risques» représentés

par le géant chinois des télécoms Huawei, s'interroge sur le rôle à donner à cette entreprise dans le développement de l'internet de 5ème génération. Les États-Unis ont exclu de leur marché Huawei qu'ils soupçonnent de collaborer avec les services de renseignements chinois et mettent la pression sur d'autres pays pour qu'ils fassent de même.

Le phénomène Huawei illustre toute la complexité de nos relations avec la Chine

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 25/03/2019 04:07 CET | Actualisé il y a 2 heures
Par Jade Toussay, Gregory Rozieres, Anthony Berthelier

Emmanuel Macron reçoit Xi Jinping les 24 et 25 mars. Une visite censée renforcer les liens avec ce partenaire incontournable, qui inspire aussi la méfiance.



AFP Huawei, ambassadeur de la politique de développement chinoise à l'international est crucial pour l'Europe. Qui y va pourtant à reculons.

POLITIQUE - "Loin de devoir être toujours considérée comme un péril, la Chine peut, si l'on sait s'en donner les moyens, constituer une chance". Voilà comment Emmanuel Macron se positionnait face à la Chine dans son livre "Révolution" paru début 2018 à Pékin. Une stratégie délicate qu'il va devoir appliquer le plus consciencieusement possible ce dimanche 24 et lundi 25 mars, à l'occasion de la visite d'État de Xi Jinping en France. Tout l'enjeu reposant sur ces quelques mots, glissés entre d'autres plus séduisants: "si l'on sait s'en donner les moyens."

Quelques jours avant la visite de Xi Jinping, l'Élysée l'a réaffirmé: la Chine "n'est plus le pays qu'il était avant" et elle peut désormais compter sur des entreprises mondialement connues pour briller. L'un des exemples les plus parlants? Huawei, géant chinois des télécoms, qui a aussi réussi l'exploit de détrôner Apple sur le marché des smartphones.

Née il y a une petite trentaine d'années, cette entreprise sur laquelle personne ne misait revendiquait en 2017 un chiffre d'affaires de 100 milliards de dollars. Déjà numéro un mondial sur le marché des équipements télécoms, Huawei a désormais une ambition encore plus grande: devenir incontournable sur le déploiement de la 5G, chantier aux enjeux planétaires. Mais comme rien n'est jamais tout rose, l'entreprise doit aussi faire face à de lourdes accusations. Vol de données, espionnage au profit du gouvernement chinois... ces derniers mois, Huawei a dû gérer une levée de boucliers des États-Unis et de leurs alliées, et ce en plein durcissement des relations entre Trump et Xi Jinping sur les questions commerciales.

Quid de l'Europe? Pour l'instant, qu'il s'agisse de se positionner sur Huawei ou plus largement sur la Chine, le vieux continent est plutôt dans l'embarras, obligé de jongler entre fermeté et sourire engageant. A l'Élysée d'ailleurs, la ligne se veut prudente: "Nous sommes prêts à considérer les projets de coopération avec la Chine dès lors qu'ils respectent certains critères comme le respect de la souveraineté, la transparence, la réciprocité ou la transition écologique", nous indique le Palais à propos de la stratégie des "nouvelles routes de la soie" portée par Pékin.

La Chine, ce partenaire incontournable...

Pour ce qui est des points positifs, Huawei n'est pas en reste. Arrivée en Europe aux débuts des années 2000, la multinationale a connu un succès quasi immédiat: en moins de 20 ans, le vieux continent devient le deuxième marché de la marque, qui a pu compter sur ses téléphones portables pour se faire connaître du grand public. A lui seul, Huawei représente 23 points des 32% d'augmentation de ventes de smartphones chinois en Europe sur l'année 2018

Cette branche ne représente cependant qu'une partie des activités de l'entreprise. Déjà très présent en Europe sur les réseaux qui fournissent la 4G, Huawei investit chaque année entre 10 et 15% de son chiffre d'affaires en recherche et développement sur la 5G. Cette nouvelle technologie augmentera la vitesse des connexions et la capacité de transmission des données. Dans un monde où les objets connectés sont de plus en plus nombreux, avec des utilisations dans des domaines aussi sensibles que l'armée, l'enjeu est capital pour les gouvernements.

Pour les Européens, il est donc hors de question de se laisser devancer par les Américains ou les Chinois. Et renoncer à Huawei aurait des conséquences lourdes pour le déploiement de la 5G européenne. Dans un rapport réalisé par le leader européen de télécoms Deutsche Telekom, des experts estiment que l'Europe prendrait au moins deux ans de retard sur les États-Unis et la Chine si elle se privait de Huawei pour développer son réseau 5G. Et c'est sans compter les coûts, qui pourraient grimper si les opérateurs européens se fâchaient avec le géant chinois, et devaient donc désinstaller tous les équipements Huawei déjà en service sur le continent.

Le cas Huawei, qui se limite au domaine de téléphonie, est révélateur de toutes les opportunités qui se présentent pour la Chine, surtout depuis que l'élection de Donald Trump a rebattu les cartes diplomatiques. La politique protectionniste du président américain a en effet ouvert les portes aux ambitions multilatérales chinoises. Et l'Union européenne (fragilisée à l'intérieur de ses frontières) ne peut pas faire une croix sur le géant asiatique.

Sur le plan commercial, la Chine est en effet le deuxième partenaire commercial de l'UE, derrière les États-Unis, avec des échanges de biens qui dépassent les 1,5 milliard d'euros par jour. Sur le plan environnemental, face au retrait américain de l'Accord de Paris, la Chine est devenue un partenaire de poids, et ce d'autant que Pékin fait tout pour se défaire de son image de pollueur géant. "On veut que la Chine puisse jouer un rôle de leadership mondial sur le climat notamment. C'est l'occasion pour la Chine et l'Europe de construire ensemble", abonde l'Élysée.

... peut-être un peu trop au goût de Macron

Malgré tout, "l'excès en tout nuit" et Emmanuel Macron n'a pas hésité à mettre en garde contre l'hégémonie chinoise dès le mois d'août 2018 devant ses ambassadeurs. Lors de cette prise de parole, le président s'était montré particulièrement offensif, taclant les États-Unis "qui semblent tourner le dos" à leur passé avec l'Europe, et mettant en garde contre la Chine qui "promeut de son côté sa propre vision du monde, sa propre vision d'un multilatéralisme réinventé, plus hégémonique."

Ce discours, Emmanuel Macron l'a répété en mars lors de sa tournée dans les pays d'Afrique de l'Est, où la Chine est omniprésente: saluant la participation chinoise dans le développement des pays africains, il en a profité pour déclarer qu'il croyait "à l'esprit d'équilibre et de réciprocité".

Sous-entendu? Si les entreprises chinoises sont les bienvenues en Europe, l'inverse doit aussi être vrai. Et pour l'instant, ce n'est pas vraiment le cas, selon le ressenti exprimé dès 2017 par près de la moitié des entreprises européennes implantées en Chine.

Côté européen, on s'inquiète également du transfert des technologies et du savoir-faire européens vers la Chine sans contrepartie. En janvier 2018, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire n'a pas hésité à dénoncer les nombreux "investissements de pillage" chinois refusés par Bercy.

Le "réveil européen" (poussé par la France)

Là encore, le cas Huawei illustre les craintes de l'Europe. Mi-février, alors que les inquiétudes sur les ambitions de Huawei sur la 5G commençaient à se diffuser dans plusieurs pays du continent, le Parlement a donné son feu vert pour mettre en place un cadre européen de contrôle des investissements étrangers dans l'UE. Sans être explicitement nommé, le cas chinois était dans tous les esprits. "Cette législation est bien sûr totalement neutre et non discriminatoire, mais ce n'est un secret pour personne (...) qu'il y a une question autour de la Chine", a d'ailleurs assumé la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström.

Pour l'anecdote, on notera qu'à l'origine de cette proposition (dans les tuyaux dès 2017) se trouvaient l'Italie, l'Allemagne, traumatisée par un rachat chinois en 2016, et surtout... la France, qui a particulièrement mis l'accent sur l'importance d'une coordination européenne sur ce sujet.

"Je me félicite de ce réveil européen. Depuis le début de mon mandat, j'appelle à ce qu'il y ait une prise de conscience et la défense d'une souveraineté européenne. Je dirais qu'enfin, sur des sujets aussi importants que la Chine, nous l'avons. Le texte de la Commission européenne est à cet égard un très bon texte qui dit beaucoup des enjeux et de tout ce qui est aujourd'hui à attendre et à faire avec la Chine ou vis-à-vis de la Chine", a d'ailleurs déclaré Emmanuel Macron le 21 mars, en marge d'une rencontre européenne à Bruxelles.



Élysée

✓ [@Elysee](#)

Déclaration du Président [@EmmanuelMacron](#) à son arrivée au Conseil européen.

[774](#)

[20:06 - 21 mars 2019](#)

Où comment rappeler aux Européens l'importance de faire front commun, pour peser face au géant chinois, notamment sur le thème de la 5G. "C'est un sujet qui doit aboutir à une coordination européenne", nous confirme l'Élysée, interrogé sur ce point.

Transparence... et espionnage ?

L'autre question qui crispe les discussions autour de Huawei est un des points noirs les plus connus des relations entre la Chine et le reste du monde: l'espionnage. Alors qu'en octobre 2018, *Le Figaro* révélait un vaste programme d'espionnage chinois en France par le biais du réseau LinkedIn, la question est loin d'être posée à la légère.

Car derrière Huawei, plane l'ombre du Parti communiste chinois, et bien que le président du géant des télécoms ait réaffirmé l'indépendance de son entreprise vis-à-vis du parti au pouvoir, les doutes persistent.

"En Chine, très peu de sociétés privées peuvent devenir des multinationales sans la bénédiction du Parti communiste, explique aux *Échos* Willy Lam, professeur de sciences politiques à l'université chinoise de Hong Kong. En contrepartie des privilèges monopolistiques accordés, elles doivent exécuter les instructions du Parti. Il n'y a pas de place pour la négociation ou l'objection." Vient également s'ajouter une loi en vigueur dans l'Empire du Milieu qui oblige les groupes dont le siège social est en Chine à apporter une aide technique aux services de renseignement.

Aux États-Unis, où un rapport du Congrès pointait dès 2012 ce risque d'espionnage, Donald Trump a interdit aux responsables gouvernementaux et militaires d'utiliser des appareils construits par Huawei. Au pays de l'oncle Sam, l'affaire a pris ces derniers mois une tournure judiciaire - frôlant également la crise diplomatique-, et Washington n'hésite pas non plus à faire pression sur ses alliés européens pour leur faire abandonner Huawei.

Le gouvernement français avance à tâtons

En France, aucune décision claire n'a été prise sur l'avenir de Huawei. Et depuis décembre, les déclarations des membres du gouvernement et de la majorité ont été pour le moins cacophoniques, preuve de la difficulté à adopter une position tranchée.

En décembre, Bruno Le Maire a affirmé que les investissements de Huawei étaient "les bienvenus", tout en se prononçant pour des "limites claires" dans le cas où "la souveraineté nationale" serait menacée. Moins d'un mois plus tard, son collègue du Quai d'Orsay se montrait un peu plus circonspect devant la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat. "Conscient des risques sur la place de Huawei dans les réseaux centraux et sur les risques que peut entraîner le fait que Huawei intervienne largement sur la 5G", Jean-Yves Le Drian a promis que le gouvernement "prendra les dispositions nécessaires quand il le faudra".

Une proposition de loi signée par des députés LREM - dont Gilles Le Gendre- est attendue pour instaurer une autorisation préalable de Matignon à l'exploitation des réseaux de télécoms en vue du déploiement de la 5G. Le texte sur la sécurité des réseaux de télécommunications mobiles, qui a déjà un rapporteur en la personne du député LREM Eric Bothorel, suscite toutefois déjà des remous chez les opérateurs.

"La position de la France est une position de maîtrise de nos infrastructures et de gestion des données, pas de discrimination", démine l'Élysée, interrogé sur l'avenir de Huawei en France en amont de la visite du dirigeant chinois. "Nous ne voulons pas fermer les investissements, mais il existe un besoin de transparence. Que ce soit la Chine, les États-Unis ou l'Europe, tous ont des mécanismes de contrôle."

Et de résumer la relation franco-chinoise en deux mots: "fiabilité et exigence". "Il est très important d'être un partenaire fiable. Quand on est fiable, on se dit les choses." A ce stade, le terme d'équilibriste peut aussi être ajouté.

Xi Jinping en France, des contrats et des contrariétés

Monde [http://www.slate.fr/](http://www.slate.fr) Richard Arzt — 29 mars 2019 à 14h22

Fructueuse pour la France, la visite du président chinois fut l'occasion pour l'Europe de faire preuve de fermeté.



Dîner d'État pour le président chinois, le 25 mars à l'Élysée, à Paris. | Ludovic Marin / POOL / AFP

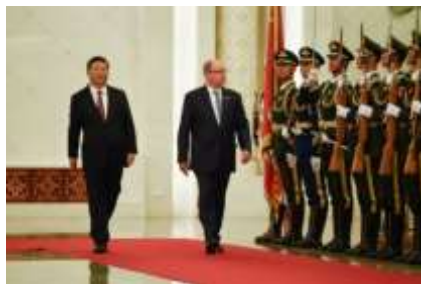
Le lundi 25 mars 2019, en début d'après-midi à Paris, près de quatre cent étudiantes et étudiants chinois se sont répartis des deux cotés de l'avenue Winston Churchill –entre le Grand et le Petit Palais. Ils agitent des drapeaux chinois et français. Et quand, en route vers l'Élysée, passe la lourde berline de marque Hongqi («drapeau rouge») où se trouve le président chinois, ils crient tous en chœur: «Xi Jinping Wansui», «10.000 ans de vie à Xi Jinping».

Xi Jinping bénéficie d'une popularité inconditionnelle auprès de ces jeunes Chinois qui étudient à Paris. L'accueil des autorités françaises comporte nettement plus de nuances. En recevant son homologue, Emmanuel Macron a voulu lui faire comprendre qu'il entendait amener l'Union européenne à ne pas se plier à une volonté de domination économique chinoise.

Invités surprise

Au cours de ce voyage en Europe, le président Xi, également premier secrétaire du Parti communiste de Chine, a effectué un séjour en Italie. Ce pays est le premier du G7 à avoir accepté d'entrer dans le circuit commercial des nouvelles routes de la soie grâce auquel Pékin développe son commerce.

Il a ensuite passé une demi-journée en principauté de Monaco. Le Prince Albert s'est rendu à Pékin en septembre 2018 à l'occasion d'une exposition d'œuvres du Palais princier à la Cité interdite. Il a été reçu par Xi Jinping et surtout, il a accepté d'introduire dans la principauté la technologie de réseau mobile téléphonique 5G du chinois Huawei. Voilà qui méritait une escale du président chinois.



Le prince Albert à Pékin le 7 septembre 2018. | Wang Zhao / AFP

Le dimanche soir, Xi Jinping et son épouse Peng Liyuan étaient les invités d'Emmanuel et Brigitte Macron à la villa Kérylos à Beaulieu, près de Nice. Au cours du repas, le président français a abordé un sujet dont le numéro 1 chinois a été informé peu avant de quitter Pékin: mardi à Paris, seront présents Angela Merkel et Jean-Claude Juncker.

À Pékin, le séjour en France de Xi Jinping était préparé comme une étape normale entre la visite d'Emmanuel Macron à Pékin de janvier 2018 et celle qu'il doit faire au printemps prochain. Que la chancelière allemande et le président de la Commission européenne soient présents à Paris a provoqué une intense activité parmi les conseillers du président chinois participant au voyage. Ils ont achevé en arrivant à Paris de communiquer avec Pékin pour fournir au président chinois tous les «éléments de langage» adaptés à cette situation inattendue. Mais à aucun moment Xi Jinping ne montra la moindre irritation face à ce qui changeait l'orientation de son séjour français.

Le temps des affaires

L'après-midi du lundi se passa conformément à ce qui était prévu. La négociation d'une douzaine de contrats venait de s'achever, Emmanuel Macron et Xi Jinping, face à un pupitre blanc, prononcèrent chacun un discours. Et les dirigeants de sociétés et d'institutions chinoises et françaises échangèrent avec leurs partenaires français des parafeurs qui officialisaient la signature des accords.

Pour un montant estimé à trente milliards d'euros, la CAS (China Aviation Supplies Company) achète 300 avions Airbus: 290 A320 et dix A350. «*Nous sommes honorés de soutenir la croissance de l'aviation civile de Chine avec nos principales familles d'avions*», commentera peu après Guillaume Faury, président d'Airbus Commercial Aircraft et futur directeur général d'Airbus.

La Chine prévoit dans les vingt prochaines années l'achat d'environ 7.400 avions de ligne et avions cargo. Mais elle met actuellement au point un modèle chinois, le C919, qui devrait être prêt en 2021.

EDF estime que la Chine devrait représenter en 2030 près de la moitié du parc mondial d'éoliennes.

Parmi les contrats signés au cours de ce voyage, il y a entre autres celui prévoyant la construction de champs d'éoliennes en mer de Dongtai, au nord de Shanghai, par EDF et China Energy Investment Corporation (CEI). Ces installations auront une capacité de 500 mégawatts et seront mises en service progressivement à partir de 2021. EDF estime que la Chine devrait représenter en 2030 près de la moitié du parc mondial d'éoliennes.

Par ailleurs, le CNES (Centre national d'études spatiales) a passé un accord avec la CNSA (China National Space Administration) en vue de l'exploration robotique lunaire. Le CNES mettra un analyseur chimique de minerai dans la mission chinoise Chang'e 6 qui ira sur la Lune en 2023, et l'agence française récupèrera quelques grammes d'échantillons lunaires pour les analyser dans ses laboratoires en France.

Dans un autre domaine, le président Macron cite des projets culturels français en Chine en parlant du musée Rodin à Shenzhen et du centre Pompidou à Shanghai.

Dîner avec les stars

Puis ce fut le dîner de gala à l'Élysée. Les quelques deux-cent hauts fonctionnaires, responsables culturels ou industriels invités ont constaté que le couple présidentiel chinois avait l'art

d'apparaître parfaitement souriant et détendu. Xi Jinping salua la chanteuse et comédienne française Hélène Rollès, dont la série *Hélène et les garçons* a parcouru les programmes télévisés chinois depuis les débuts des années 1990.

Alain Mérieux, le directeur des Laboratoires Mérieux, a quant à lui connu Xi Jinping lorsqu'il était gouverneur de la province du Fujian et il est l'un des dix étrangers à avoir été décoré à Pékin de la médaille de la Réforme et de l'Amitié.

Au cours du repas, il a abordé avec Peng Liyuan, l'épouse du président, un projet d'installation d'un laboratoire au Yunnan. L'objectif serait de surveiller les maladies infectieuses dans cette région du sud de la Chine.

Peng Liyuan a été une chanteuse célèbre en Chine. En 2011, avant que son mari ne devienne président, elle avait été nommée par l'OMS ambassadrice de bonne volonté pour la tuberculose et le sida –ce qui l'amène encore aujourd'hui à suivre ce qui se fait en matière de prévention et de traitements de ces maladies.



La comédienne Hélène Rolles dans la cour de l'Élysée, avant le dîner d'État pour le président chinois, le 25 mars 2019 à Paris. | Ludovic Marin / AFP

À la table d'honneur, Peng Liyuan a également échangé avec l'actrice de cinéma Gong Li, qui a tourné dans des films chinois et américains et qui est la compagne du musicien Jean-Michel Jarre. Celui-ci a fait rire Xi Jinping en lui disant: «*Nous avons en commun de vivre chacun avec une grande artiste chinoise.*» Puis Jean-Michel Jarre fut invité à présenter le morceau que l'orchestre allait interpréter, «*Équinoxe*».

De très nombreuses personnes, en Chine, connaissent cet air de musique électronique. Au sortir de la Révolution culturelle, à la fin des années 1970, les compositions de Jean-Michel Jarre ont commencé à être régulièrement diffusées à la radio chinoise. En 1981, il a été le premier musicien occidental à faire un concert à Pékin. Avant de recommencer dans la Cité interdite, en 2004, lors des quarante ans de la reconnaissance diplomatique de la Chine par le général de Gaulle.



Au cours du repas à l'Élysée, Xi Jinping a approuvé l'idée d'un nouveau concert qui pourrait célébrer les cinquante-cinq ans des relations diplomatiques franco-chinoises et participer à la célébration des soixante-dix ans de la République populaire de Chine.

L'Europe passe à l'attaque

Le lendemain matin, le mardi 26 mars vers 9h30, la Hongqi présidentielle de Xi Jinping arrive dans la cour de l'Élysée et se gare auprès de la Mercedes d'Angela Merkel et de la Volvo de Jean-Claude Juncker. Tous les trois posent en compagnie d'Emmanuel Macron sur le perron de l'Élysée. Ils se réunissent et, une heure et demie plus tard, chacun prononce un discours dans la salle des fêtes, devant la presse française et chinoise. Il n'y a pas de question: Xi Jinping ne se prête jamais au jeu de la conférence de presse.



Conférence de presse du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, du président chinois Xi Jinping, du président français Emmanuel Macron et de la chancelière allemande Angela Merkel, le 26 mars 2019 à l'Élysée | Thibault Camus / Pool / AFP

Les trois Européens et le numéro un chinois sont d'accord sur la question des efforts à faire dans la lutte contre le réchauffement climatique. Pour le reste, il apparaît nettement qu'Emmanuel Macron, Angela Merkel et Jean-Claude Juncker appellent à un renforcement de l'Europe face à la Chine. Pas un mot n'est dit sur l'accord bilatéral passé le 23 mars entre la Chine et l'Italie.

Emmanuel Macron commence par expliquer l'importance qu'il y a *«bâtir une confiance stratégique avec la Chine»*. Le président français parle de la mise en place d'un *«cadre multilatéral rénové, plus juste, plus équilibré»*, en précisant: *«L'enjeu est de démontrer dans les faits que la coopération rapporte plus que la confrontation. Et que nous avons plus à gagner à l'ouverture qu'à la fermeture. Le partenariat entre l'Europe et la Chine peut et doit être exemplaire.»*

«En tant qu'Européens, nous voulons jouer un rôle dans les routes de la soie. Il faudra qu'il y ait une réciprocité de part et d'autre.» Angela Merkel, chancelière allemande

Pour sa part, Angela Merkel détaille *«la connotation positive»* qu'elle accorde à une concurrence stratégique: *«Cela signifie que chacun doit faire des efforts dans cette concurrence pour prouver ses capacités et ses performances.»*

La chancelière illustre sa pensée en parlant du projet chinois des routes de la soie que le président Xi Jinping évoque souvent: *«En tant qu'Européens, nous voulons jouer un rôle dans les routes de la soie. Il faudra qu'il y ait une réciprocité. On a encore un peu de mal à trouver cette réciprocité. Mais je pense que ce projet est une excellente visualisation de l'interdépendance de l'Union européenne et de la Chine.»*

Jean-Claude Juncker, lui, considère qu'entre l'Europe et la Chine, il y a une rivalité. *«C'est un compliment, ajoute-t-il, qui décrit avec nos ambitions communes l'esprit de nos relations.»* Mais le président de la Commission européenne demande une *«réciprocité mieux articulée. Il faut que les entreprises européennes trouvent le même degré d'ouverture pour ce qui est de l'accès au marché chinois que ce que les entreprises chinoises trouvent en Europe. Un accord sur les investissements est nécessaire»*.

«Il ne faut pas avoir de l'inquiétude en arrière-pensée»

Xi Jinping écoute calmement. Lorsque Emmanuel Macron lui donne la parole, il survole avec aisance le papier sur lequel est écrit son discours et assène notamment: *«Les relations entre la Chine et l'Europe d'aujourd'hui sont surtout marquées par la coopération. Certes, il y a des points de désaccords et aussi de la compétition. Mais c'est de la compétition positive! La coopération est l'aspect principal et nous devons apporter de l'énergie positive. Nous sommes en train d'avancer ensemble. Il ne faut pas que la méfiance fasse qu'on regarde en arrière, qu'on se méfie des partenaires qui sont à côté de nous, qu'on se méfie constamment des petits coups, des petits gestes de nos partenaires. Voilà ce qui est important pour moi. Il ne faut pas avoir de l'inquiétude en arrière-pensée.»*

À un moment où sa relation avec les États-Unis de Donald Trump reste difficile, la Chine considère que ses liens avec l'Europe doivent s'approfondir.

Les propos du chef de l'État chinois montrent une volonté de minimiser les inquiétudes qui existent en Europe face à l'expansion chinoise. Nul doute qu'adopter cette réaction sereine a été décidé à Pékin dans les réunions préparatoires au voyage. Et au lendemain de cette visite en Europe, la presse chinoise souligne les points forts qu'il convient de mettre en avant: *«La Chine*

continue à libérer et à faciliter le commerce et les investissements, elle fait avancer la réforme et l'ouverture», écrit l'agence Xinhua. Et d'ajouter: «Avec tout cela, les amis européens peuvent mieux partager les opportunités de développement de la Chine.»

Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères qui était du voyage, complète ce point de vue en déclarant dans une interview au Quotidien du Peuple que *«face à un monde qui connaît des transformations sans précédent, M. Xi Jinping a estimé qu'une relation Chine-Europe stable, stratégique et réciproque était urgemment nécessaire».*

Les dirigeants chinois semblent persuadés que les craintes provoquées par l'appétit de leur pays ne résisteront pas à l'intérêt bien compris des économies européennes. La presse chinoise souligne d'ailleurs que cela a parfaitement été compris par l'Italie et par Monaco. À un moment où sa relation avec les États-Unis de Donald Trump reste difficile, la Chine considère que ses liens avec l'Europe doivent s'approfondir. Et que cela est également de l'intérêt de l'Europe.

INDE

Défense

L'Inde devient le quatrième pays à disposer d'un missile pouvant détruire un satellite en orbite basse

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 27 mars 2019



Un peu plus de 12 ans après la Chine, et alors qu'un accord est en cours de négociation, à Genève, afin de prévenir toute course aux armements dans l'espace, l'Inde vient de rejoindre le club très fermé des puissances capables de détruire un satellite en orbite par un tir de missile. C'est ce qu'a annoncé le Premier ministre indien, Narendra Modi, lors d'une allocution télévisée, ce 27 mars.

« Il y a peu, nos scientifiques ont abattu un satellite en orbite basse à une distance de 300 kilomètres », a en effet annoncé M. Modi, qui a parlé d'un « moment de fierté pour l'Inde », qui, avec ce tir, rejoint ainsi « les superpuissances de l'espace ». Pour autant, a-t-il assuré, « notre but est d'établir la paix et pas de créer une atmosphère de guerre. » Et d'insister : « Ceci n'est dirigé contre aucun pays. »

Cet essai d'une arme antisatellite [A-SAT] a été conduit par la DRDO [Defense Research and Development Organisation] dans le cadre de la mission « Shakti ». Il a consisté à détruire un engin évoluant sur une orbite basse [300 km d'altitude] « dans les trois minutes suivant » le lancement du missile.

La destruction d'un satellite en orbite génère une quantité incalculable de débris, lesquels sont susceptibles d'être une menace pour les autres engins spatiaux. Pour autant, le ministère indien des Affaires étrangères a assuré que cela a été pris en compte par la DRDO. « L'exercice a été réalisé en atmosphère basse pour assurer qu'il n'y aurait pas de débris spatiaux. Quels que soient les débris générés, ils vont se désintégrer et retomber sur terre sous quelques semaines », a-t-il en effet déclaré.

« L'importance de ce test réside dans le fait que l'Inde a testé et démontré avec succès sa capacité à interdire et à un satellite dans l'espace extra-atmosphérique sur la base d'une technologie autochtone complète », a souligné le quotidien Times of India.

Pour l'Inde, l'espace est devenu un enjeu extrêmement important, en particulier au regard de sa rivalité avec la Chine. Et depuis quelques années, elle a mis les bouchées doubles pour ne pas se

laisser distancer, comme par exemple avec la mission Mangalyaan [ou Mars Orbiter Mission], qui a consisté à envoyer une sonde sonde de type orbiteur vers Mars. En outre, New Delhi a panifié des vols habités en orbite, via le programme Gaganyaan. La première mission devrait décoller en 2021.

Cela étant, les missiles anti-satellite que peuvent mettre en oeuvre les États-Unis, la Russie, la Chine et maintenant l'Inde ne sont pas les pertinents, dans la mesure où, en raison des débris générés, le « belligérant peut donc être sa propre victime », avait souligné, l'an passé, le lieutenant-colonel Thierry Catanéo, commandant du Centre opérationnel de surveillance militaire des objets spatiaux [COSMOS].

« Du fait des risques de dommages collatéraux qui résultent de la multiplication des débris en orbite à la suite de la destruction d'un objet spatial, la destruction d'objets spatiaux dans une logique non maîtrisée ne peut être vue que comme une option de dernier recours ou un moyen d'action 'du faible au fort' », ont récemment avancé les députés Olivier Becht et Stéphane Trompille, dans un rapport dédié à ces questions.

D'ailleurs, les forces françaises auraient pu se lancer dans cette voie. « Aucune difficulté technologique n'y [aurait fait] obstacle : les anciens missiles du plateau d'Albion rempliraient très bien cette fonction au prix de quelques modifications, et les capacités balistiques de la force océanique stratégique suffisent à montrer que la France dispose de toutes les compétences technologiques requises pour mettre en oeuvre de telles armes », est-il rappelé dans le rapport des deux parlementaires.

En outre, il existe d'autres moyens pour s'en prendre aux satellites utilisés par un adversaire : cyberattaque, manœuvre autour de l'engin visé, impulsion électromagnétique, brouillage, faisceaux de micro-ondes, laser, etc.

Reste que le succès de la mission Shakti est à remettre dans le contexte que connaît l'Inde actuellement. Ce dernier est marqué par une rivalité accentuée avec le Pakistan ainsi que par la perspective des prochaines élections législatives qui auront lieu dans quelques semaines.

Espace

L'Inde détruit un de ses satellites sur orbite

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Espace 27 mars 2019 | Par Pierre-François Mouriaux



Intervention télévisée de Narendra Modi, le 27 mars 2019 © Capture d'écran YouTube

L'Inde est entrée le 27 mars dans le club très fermé des puissances dotées de missiles anti-satellites (Asat).

L'annonce a été faite le 27 mars au matin (heure de Paris) par le Premier ministre indien **Narendra Modi** lui-même, lors d'une allocution télévisée non programmée d'une dizaine de minutes : l'Inde a procédé à un essai réussi de son premier missile anti-satellite (Asat), détruisant volontairement un satellite indien évoluant sur orbite basse. Jusqu'alors, seuls les États-Unis (depuis 1959), la Russie (depuis 1985) et la Chine (depuis 2007) disposaient d'une telle force de frappe.

« Dans le parcours de chaque pays, il y a des moments qui suscitent la plus grande fierté et ont un impact historique sur les générations à venir. Un tel moment arrive aujourd'hui », déclare Narendra Modi sur son compte Twitter.

Microsat-R pour cible ?

L'opération, baptisée Mission Shakti (Puissance ou Force, en sanskrit), n'a duré que trois minutes. Le missile a été tiré depuis le centre d'essais intégré de la DRDO (Organisation pour la recherche et le développement de la Défense indienne), sur l'île du docteur Abdul Kalam, située à une dizaine de kilomètres de la côte orientale de l'Inde, dans le golfe du Bengale.

Selon les spécialistes de suivi d'objets célestes, la cible pourrait être le satellite d'observation de la Terre Microsat-R (d'une masse au décollage d'environ 740 kg), placé le 24 janvier dernier sur une orbite de 269 x 289 km, pour le compte de la DRDO.

TAÏWAN

Défense

Washington envoie deux navires dans le détroit de Taïwan

<https://www.latribune.fr/> reuters.com | 25/03/2019, 7:09



(Crédits : Handout.)

WASHINGTON (Reuters) - Les Etats-Unis ont annoncé avoir envoyé dimanche deux bâtiments de la marine américaine et des garde-côtes dans le détroit de Taïwan, une zone stratégique où la fréquence des mouvements américains a augmenté, malgré les avertissements de Pékin.

Les deux navires identifiés sont le destroyer de la marine américain USS Curtis Wilbur et l'USCGC Bertholf, un patrouilleur des garde-côtes, dit un communiqué de l'armée américaine.

Ce passage des deux navires, considéré par Washington comme un "transit visant à démontrer l'engagement des Etats-Unis pour une région Indo-Pacifique libre et ouverte", pourrait accentuer les tensions entre la Chine et les Etats-Unis qui sont déjà engagés dans une guerre commerciale.

"Les Etats-Unis continueront à voler, naviguer et opérer partout où le droit international le leur permettra", ajoute l'armée américaine.

(Idrees Ali; Arthur Connan pour le service français)

EUROPE

Attentats

Attentat d'Utrecht: Le bilan monte à quatre morts après le décès d'un blessé

Accueil Monde 20 Minutes avec AFP Publié le 28/03/19 à 16h45 — Mis à jour le 28/03/19 à 17h07

TUERIE Un homme de 74 ans a succombé à ses blessures à l'hôpital



Une fusillade s'est produite à Utrecht, aux Pays-Bas, ce lundi 18 mars 2019. — Robin van Lonkhuijsen / ANP / AFP

Le bilan de la fusillade d'Utrecht (Pays-Bas) est monté à quatre morts. Un blessé de 74 ans a succombé à ses blessures à l'hôpital, a annoncé jeudi le ministère public. « L'une des victimes grièvement blessées après la fusillade dans le tramway sur la place du 24 octobre à Utrecht est décédée des suites de ses blessures », a indiqué le parquet dans un communiqué, précisant qu'il s'agissait d'un « homme de 74 ans ».

« Cela signifie que le suspect de la fusillade mortelle du 18 mars, âgé de 37 ans, est maintenant soupçonné de quadruple meurtre ou d'homicide involontaire avec un objectif terroriste, de tentative et de menace avec un objectif terroriste », a précisé le ministère public.



L'une des personnes grièvement blessées se trouve encore à l'hôpital

La piste terroriste avait été considérée « sérieusement » au lendemain des fusillades survenues à Utrecht, les enquêteurs disant s'appuyer notamment sur une lettre retrouvée dans la voiture utilisée pour sa fuite par le suspect principal, Gokmen Tanis, un homme de 37 ans né en Turquie. Ce dernier, déjà connu de la justice néerlandaise pour des faits de vol et de viol, a été arrêté lundi à l'issue d'une chasse à l'homme de huit heures. Une arme à feu a été saisie lors de son interpellation et il a avoué ses crimes lors de sa première comparution devant le juge.

Trois personnes avaient été tuées et sept blessées ce lundi 18 mars, dont trois grièvement. L'un de ces blessés se trouve encore à l'hôpital, le troisième a pu rentrer chez lui. Les personnes décédées sont une femme de 19 ans et deux hommes de 28 et 49 ans, tous originaires de la province d'Utrecht.

Défense

Des Reaper pour les Pays-Bas

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Drones Actualité Drones militaires Actualité Défense 22 mars 2019 | Par Justine BOQUET Apps & Drones



General Atomics a officiellement reçu une commande pour une FMS de quatre MQ-9 à destination des Pays-Bas. © General Atomics

General Atomics a remporté un contrat en vue de fournir des drones Reaper aux Pays-Bas.

Le département américain à la défense a annoncé le 21 mars avoir notifié à General Atomics un contrat portant sur la production de drones MQ-9 Block 5. L'industriel américain fournira ainsi quatre systèmes de drones pour les Pays-Bas, ainsi que quatre stations sol et les pièces de rechange. Ce contrat représente un montant de plus de 123 M\$. La flotte des MQ-9 devrait avoir été remise aux Pays-Bas d'ici décembre 2020.

Les Pays-Bas ont commencé à s'intéresser aux drones MALE dès 2003, mais ont finalement décidé de repousser l'acquisition de ces aéronefs. En février 2015, après la relance de ce programme, les Etats-Unis ont approuvé la vente de quatre Reaper. Finalement, ce n'est qu'en juillet 2018 que les deux pays ont signé une LOA (letter of offer and acceptance).

Le MQ-9B permettra aux forces armées hollandaises de renforcer ses capacités pour la conduite de missions ISR (renseignement, surveillance, reconnaissance). Outre réduire l'exposition des forces, ce drone présente également l'intérêt de pouvoir mener des missions de bien plus longue durée que les aéronefs traditionnels. Il dispose ainsi d'une endurance pouvant atteindre les 40 heures.

EUROPE (Union européenne)

BREXIT

Le Brexit est une chance pour l'Europe

Opinions Tribunes <https://www.latribune.fr/> Par Michel Santi | 25/03/2019, 8:03



(Crédits : DR)

OPINION. Le séisme qui secoue actuellement la Grande Bretagne vient de loin. Par Michel Santi, économiste (*).

La crise constitutionnelle, les 2 millions de manifestants le samedi 23 mars dernier dans les rues de Londres, la chute probable cette semaine de Theresa May, et même le référendum de 2016 ne sont que l'aboutissement de plus de 40 ans de turbulences ente ce pays et le reste du continent européen.

De fait, l'issue de ce référendum était inévitable dans la perspective historique longue, car le Royaume-Uni a toujours été tiraillé -voire écartelé- d'une part entre le Commonwealth qui fut sa zone d'influence quasi naturelle, et l'Europe d'autre part où il fut moins dominant. La débâcle était en effet gravée dans le marbre de la construction européenne, car l'union douanière fut le cauchemar britannique qui dut dès lors choisir l'Europe au détriment du Commonwealth, alors que la définition d'une zone de libre-échange intra européenne l'aurait autorisé à gagner sur les deux tableaux en conservant ses relations préférentielles avec ses anciennes colonies. L'hostilité des britanniques à la construction européenne provient donc du choix qui leur fut originellement dicté d'intégrer une union douanière...qu'ils ne cessèrent néanmoins de tenter de saboter car non conforme à leur doctrine ni à leurs intérêts vitaux. Dès le départ, les institutions supra nationales, l'intégration européenne et la volonté profonde du continent de ne plus réitérer les graves erreurs ayant provoqué deux guerres mondiales, ne furent pas comprises ni admises par une nation britannique qui penchait plutôt en faveur de processus décisionnels informels.

Ce sont ces tensions qui se déclinent en autant de facteurs liés à l'Histoire, à l'hégémonie du naguère Empire Britannique, aux échanges commerciaux et à l'influence politique, voire civilisationnelle, de cette nation qui furent incontestablement à l'œuvre dans le cadre du référendum de 2016. Au-delà des partis politiques, des sensibilités diverses et des classes sociales, l'identité même des Britanniques permettait de prévoir la grave crise actuelle. Souvenons-nous de la répartie de Hugh Gaitskell, leader à la fin des années 1950 d'un parti pourtant réputé europhile - les travaillistes - clamer que l'adhésion de son pays à une Communauté européenne sonnerait « la fin de mille ans d'histoire » ! Les paradoxes de ce Brexit sont donc nombreux, et l'on n'a pas encore fini de les apprécier, ou de les découvrir.

Tandis que la Royaume-Uni était censé reprendre le contrôle de sa destinée - en tout cas selon les tenants du Brexit -, alors que la sortie du pays sans accord constituera tout au plus une égratignure pour l'Union européenne dont seulement 10% du commerce se fait avec la Grande-Bretagne, le « no deal Brexit » sera un choc massif et sans précédent pour l'Angleterre dont la moitié des échanges se fait avec le continent ! Autre contradiction inhérente au Brexit : la pacification des relations entre le Royaume-Uni et l'Irlande s'est précisément réalisée à la faveur

de l'adhésion de ces deux pays à l'Europe. Sans projet européen et sans union douanière, pas de réconciliation ni de normalisation entre Angleterre et Irlande !

Le Brexit n'est donc pas seulement une volonté britannique de sortir de l'Europe. Il est aussi - et peut-être surtout - un geste d'humeur et un réflexe ultime pour répudier cette Europe-là dont les Britanniques sentent confusément qu'elle déconstruit lentement mais sûrement leur identité après avoir sapé leurs intérêts légitimes. En creux, le Brexit, le rejet britannique est une chance pour l'Europe, car il permet de révéler enfin la nature profonde de l'Union européenne qui, après avoir été projet pour ramener la paix et instaurer une union douanière et monétaire, doit désormais d'urgence devenir construction politique. Quant à la Grande-Bretagne, plus ancienne démocratie parlementaire au monde, ses convulsions actuelles montrent qu'elle est plus que jamais une nation gouvernée par les partis, pour les partis.

L'AUTEUR

(*) *Michel Santi est macro économiste, spécialiste des marchés financiers et des banques centrales. Il est fondateur et directeur général d'Art Trading & Finance.*

Il vient de publier "Fauteuil 37", préfacé par Edgar Morin.

Sa page Facebook <https://www.facebook.com/michel.santi.economiste> et son fil Twitter <https://twitter.com/michelsanti1>

L'Union européenne sera-t-elle la grande gagnante du Brexit ? (C'est bien possible)

Politique / Monde <http://www.slate.fr> Michael Hirsh — Traduit par Jean-Clément Nau — 25 mars 2019 à 11h52 — mis à jour le 25 mars 2019 à 19h00

La Grande-Bretagne est en train de perdre la bataille idéologique et économique contre une Europe qui ne s'est jamais sentie aussi forte.



La Première ministre britannique Theresa May au sommet européen à Bruxelles, le 22 mars 2019. | Emmanuel Dunand / AFP

Le 21 février 1947. Pour certains spécialistes de l'histoire, cette date marque la fin de la grande puissance britannique. Dans un télégramme, Londres fait savoir à Washington que la Grande-Bretagne ne peut plus se permettre de défendre la Grèce contre l'influence soviétique –et qu'elle se retire également de Turquie, autre pays menacé par les communistes. «*C'en est fini des Britanniques*», déclare Dean Acheson, qui deviendra bientôt le secrétaire d'État du président américain Harry Truman. C'est ainsi que le flambeau passa de main en main: l'ancien rôle impérial de la Grande-Bretagne reviendrait désormais aux États-Unis, qui deviendraient le principal pouvoir occidental, force dominante et stabilisatrice.



Cette semaine, qui a vu Theresa May partir discrètement pour Bruxelles afin d'y demander plus de temps pour se tirer de l'inextricable sac de nœuds du Brexit, est sans doute un jalon tout aussi important dans l'histoire du déclin –relatif– de la Grande-Bretagne. En 1947, c'était les États-Unis qui lui avaient succédé sur le trône géopolitique; aujourd'hui, la grande gagnante est clairement l'Union européenne (UE). Pas l'institution en tant que telle –mais une certaine *idée* de l'Union européenne. Le message est clair comme de l'eau de roche: l'UE se portera comme un charme

sans la Grande-Bretagne, mais la Grande-Bretagne ne pourra probablement pas se passer de l'UE. Il n'existe aucun plan de sortie viable, même si de nombreux membres du Parlement britannique aiment à prétendre le contraire. Pendant longtemps, Bruxelles n'a été qu'un épithète; elle est désormais l'épicentre du pouvoir. *Game over.*

Le Royaume-Uni en pleine crise constitutionnelle

Il pourrait sembler étrange de dire du bien de l'UE à ce stade de son histoire. Depuis sa création en 1992, cette confédération aux contours mal définis souffre de doutes existentiels chroniques; elle est moquée outre-Atlantique, et fait souvent figure de bouc émissaire bien pratique au sein de ses vingt-huit pays membres. Par ailleurs, l'UE –une fois de plus– fait face à des forces populistes d'extrême droite qui menacent de la diviser de nouveau lors des élections européennes du mois de mai prochain.

Mais la débâcle du Brexit a changé la donne. En échouant dans sa tentative de négocier un accord acceptable, Theresa May n'a pas seulement fracturé son gouvernement: elle a redoré le blason de Michel Barnier (négociateur en chef de l'UE) et d'autres bureaucrates européens de premier plan. Ce sont eux qui mènent la danse, à présent. Mardi dernier, Barnier a affirmé que l'UE n'accorderait un report de la date de sortie (fixée au 29 mars) qu'à une condition: le gouvernement du Royaume-Uni devait lui présenter un «*plan concret*» détaillant l'utilisation qu'il ferait de ce sursis. Il a également laissé entendre que la Grande-Bretagne ferait peut-être bien d'abandonner ses projets de Brexit purement et simplement –en restant dans l'UE.

Le Parlement britannique demeure paralysé face à la résistance de l'UE. Suite à une rare manœuvre parlementaire du président de la Chambre des communes John Bercow, Theresa May pourrait se trouver dans l'incapacité de soumettre son accord de sortie (qui a échoué par deux fois) à un nouveau vote sans le modifier en profondeur. Mais elle sait qu'elle a peu de chances de convaincre Bruxelles de faire les concessions nécessaires à la mise en œuvre de ces modifications. Sa crédibilité s'est donc presque entièrement évanouie, et les Britanniques sont désormais en proie à une «*crise constitutionnelle*», pour reprendre les mots de l'Avocat général Robert Buckland.

L'Europe attire les partis vers le centre

«*Le Parti conservateur et le Parti travailliste sont tous deux profondément divisés*», explique Harold James, spécialiste de l'histoire britannique à l'université de Princeton.

Chez les populistes et les nationalistes les plus virulents de l'UE, l'humiliation de la Grande-Bretagne a marqué les esprits: une sortie complète de l'Union est désormais considérée comme une option inimaginable, une dangereuse impasse politique.

Au regard des nombreuses déconvenues accumulées au fil des années, force est d'admettre que Bruxelles vient de remporter une importante victoire.

«*La tendance générale, c'est que l'Europe continue d'exercer une attraction magnétique qui attire tous les partis vers le centre, même les plus extrémistes.*» Charles Kupchan, chercheur en relations internationales spécialiste de l'Europe

Et cette victoire s'inscrit dans une dynamique remarquable: depuis la crise financière grecque –il y a près de dix ans– le centre bruxellois tient bon, contre toute attente, et ce sont les hommes et les femmes politiques rebelles de la périphérie qui se voient contraints d'ajuster leurs approches.

«*La tendance générale, c'est que l'Europe continue d'exercer une attraction magnétique qui attire tous les partis vers le centre, même les plus extrémistes*», explique Charles Kupchan, spécialiste de l'Europe et chercheur en relations internationales à l'université de Georgetown. «*À quoi cela est-il dû? Aux marchés. À l'ordre fondé sur des règles. À l'alliance des influences politiques et géopolitiques. Au sentiment de sécurité. À l'ouverture des frontières.*»

L'Europe ne s'était pas sentie aussi forte depuis des années

Et à la viabilité économique. Kupchan (entre autres spécialistes) souligne l'impressionnante transformation de Syriza, parti au pouvoir en Grèce. Depuis la première victoire électorale de

Syriza (en 2015), le premier ministre Alexis Tsipras, agitateur de gauche et populiste anti-austérité, est devenu *«le premier ministre grec le plus américano-compatible et le plus UE-orienté depuis Costas Simitis, dans les années 1990»*, résume le journaliste Yiannis Baoulias –mais aussi *«le meilleur maître d'œuvre de la rigueur financière européenne depuis le début de la crise grecque»*. D'autres populistes ont eux aussi renoncé à leurs positions les plus extrêmes. Pendant la campagne des élections générales italiennes de l'an dernier, la Ligue du nord (parti populiste de droite) a laissé entendre qu'elle était prête à quitter l'UE si Bruxelles refusait de renégocier ses politiques fiscales et migratoires. *«C'est du passé, désormais»*, explique Kupchan. *«Ce sont les Italiens qui sont sortis perdants du duel Rome-Bruxelles, pas l'UE.»*

La Grande-Bretagne, puissance de second ordre particulièrement affaiblie, s'oriente vers le Brexit en chancelant; tout le contraire de l'Europe.

Les élections européennes du mois de mai seront certainement le théâtre d'une lutte sans merci entre les forces libérales pro-UE et les eurosceptiques –mais chez ces derniers, rares sont celles et ceux qui évoquent encore un retrait pur et simple de l'UE. Marine Le Pen, principale figure de la droite française qui appelait ouvertement à une sortie de l'UE pendant la campagne présidentielle de 2017, désirerait aujourd'hui réformer l'union de l'intérieur. Matteo Salvini, premier ministre italien d'extrême droite, a formé une alliance eurosceptique avec Haroslaw Kaczynski, chef du parti polonais au pouvoir –mais cette entité cherche elle aussi à créer un bloc réformiste au sein (et non à l'extérieur) des institutions de Bruxelles.

Charles Powell, directeur du think tank espagnol Real Instituto Elcano, estime que la sortie de la Grande-Bretagne –et la posture (anormalement) ferme et unifiée de Bruxelles pendant ces deux années de négociations avec Londres– laisse entrevoir la naissance d'une nouvelle image: la Grande-Bretagne, puissance de second ordre particulièrement affaiblie, s'oriente vers le Brexit en chancelant; tout le contraire de l'Europe, qui ne s'était pas sentie aussi forte et unie depuis des années.

Le Brexit qui cache les extrémismes

«Maintenant que la Grande-Bretagne est hors course, l'UE a la vie plus facile», explique Powell. L'Europe souffre certes encore de multiples divisions internes –les pays dissidents (Hongrie, Pologne), la fracture nord-sud– mais selon lui, *«le Brexit nous a rapprochés, il est désormais potentiellement plus facile de parvenir à un consensus»* sur certains sujets délicats comme l'immigration.

Il est vrai que de nombreuses menaces planent sur cette union toujours orageuse. La chancelière allemande Angela Merkel est sur le point de se retirer, et l'avenir politique de son pays est incertain. L'Espagne semble elle aussi s'orienter vers le nationalisme. Si le nouveau Parlement européen confie des portefeuilles à des commissaires de droite, la structure extrêmement centralisée de l'UE pourrait commencer à se fissurer, explique Heather Conley du Center for Strategic and International Studies: *«Le Brexit fut un rare moment unificateur –mais à bien des égards, il a également dissimulé tous ces défis.»*

Harold James nous met en garde: certes, les eurosceptiques ont intégré le fait *«qu'il est complètement contre-productif d'essayer de sortir de l'UE –mais le gouvernement italien et les populistes d'Europe de l'Est ont désormais pour projet d'obtenir une majorité (ou du moins une minorité de blocage conséquente) au Parlement [européen]. Ils n'auront pas assez de sièges pour former un groupe majoritaire, mais ils auront un pouvoir de nuisance»*. *«Les populistes eurosceptiques formeront un quorum important au Parlement»*, prédit Kupchan. *«Ce problème n'est pas près d'être réglé.»*

Par ailleurs, comme l'explique Powell, ce n'est pas parce que Royaume-Uni est sur la touche que les rêves d'une plus grande intégration européenne se réaliseront comme par magie. La vision britannique (favorable aux marchés, plutôt hostile à une centralisation bruxelloise renforcée) est partagée par plus d'un pays de l'Union –et notamment par certains de ses membres fondateurs, comme les Pays-Bas. Les Néerlandais ont récemment fait renaître une «Ligue hanséatique» des pays nordiques pour faire contrepoids à l'axe franco-germanique, qui domine à nouveau l'Europe.

La Grande-Bretagne déboussolée

Reste que l'Europe a tenu bon pendant ces années de procédures de divorce conflictuel, et qu'elle semble en être sortie plus forte. Cette situation prouve qu'on ne pense pas l'«Europe» de la même manière des deux côtés de la Manche. *«L'idée centrale selon laquelle l'Europe serait plus qu'un marché est partagée par la plupart des habitantes et habitants d'Europe continentale, et par personne ou presque au Royaume-Uni»*, résume Powell.

Comment une démarche née du désir chimérique de restaurer sa souveraineté nationale a-t-elle pu s'achever par un abandon presque total de cette souveraineté?

La Grande-Bretagne se comporte toujours de la même manière vis-à-vis de l'Europe depuis le XIX^e siècle (au moins): elle s'aligne sur les petits pouvoirs pour faire barrage aux grands (en s'opposant la France napoléonienne, par exemple). Cette approche a presque toujours été couronnée de succès. Mais il n'y a plus que Bruxelles de l'autre côté de la Manche, désormais. Bruxelles a cherché à faire plier Londres. Et Londres a cédé. Comment une démarche née du désir chimérique de restaurer sa souveraineté nationale a-t-elle pu s'achever par un abandon presque total de cette souveraineté? Voilà qui devrait passionner les historiens du futur.

Pour Kupchan, la Grande-Bretagne est comme *«un yacht privé de mât et de gouvernail, bloqué sur une mer d'huile. Elle se contente de flotter, sans savoir où aller»*.

L'UE, elle, sort de cette tempête avec un cap et un destin plus clairs.

IP Cet article a initialement été publié sur le site Foreign Policy.

Défense

Vente d'armes : Les décisions de Berlin mettent en péril les projets franco-allemands, prévient la diplomatie française

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 26 mars 2019



Si un industriel de l'armement utilise un composant fabriqué en Allemagne, alors il devra attendre le feu vert de Berlin pour exporter les matériels qui lui ont été commandés. Quand il s'agit de livrer les forces armées d'un pays membre de l'Union européenne et/ou de l'Otan, cela ne pose pas trop de problèmes. En revanche, si le client n'est pas en odeur de sainteté outre-Rhin, alors les difficultés commencent... Dans le meilleur des cas, il aura à s'acquitter de pénalités si les livraisons ne sont pas faites dans les délais fixés contractuellement. Dans le pire, il s'expose au risque de faillite, comme Nicolas Industrie, le spécialiste de la fabrication de remorques et plateformes lourdes.

La situation est devenue encore plus problématique depuis l'affaire Khashoggi [du nom d'un journaliste saoudien assassiné à Istanbul en octobre dernier] et la décision de la chancelière allemande, Angela Merkel, d'imposer un embargo sur les livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite. Ce qui n'est pas sans conséquence pour les industriels britanniques et français. Ainsi, les premiers ne peuvent pas honorer une commande portant sur 48 avions Eurofighter Typhoon et des missiles Meteor destinés à la Royal Saudi Air Force [RSAF].

Pourtant, à l'occasion du traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, en janvier, on aurait pu penser que les choses allaient évoluer dans la mesure où Mme Merkel avait souligné la nécessité d'une « approche commune » pour mener à bien les programmes d'armement communs à la France et à

l'Allemagne. Et l'hebdomadaire allemand Der Spiegel avait même évoqué un « accord secret » pour en régler les détails. Accord qui n'était a priori qu'un projet.

Seulement, les questions relatives aux exportations d'armes ne font pas consensus outre-Rhin. Et elles donnent lieu à des divergences profondes entre les chrétiens-démocrates de la CDU et les sociaux-démocrates du SPD, alors que les uns et les autres appartiennent au même gouvernement. Et c'est ce qu'a déploré Anne-Marie Descôtes, l'ambassadrice de France en Allemagne, via une tribune publiée par l'Institut fédéral des hautes études de sécurité [Bundesakademie für Sicherheitspolitik der Bundeswehr – BAKS].

« La question des exportations d'armes est souvent traitée comme une affaire intérieure en Allemagne, ce qui a de graves conséquences pour notre coopération bilatérale en matière de défense et pour le renforcement de la souveraineté de l'Europe », a attaqué la diplomate française.

« Nous ne pouvons donc pas avoir simultanément une industrie européenne de la défense compétitive et technologiquement avancée, capable de produire le matériel dont nous avons besoin, avec des budgets de défense limités, et de mettre en place des contrôles à l'exportation unilatéraux empêchant l'exportation de biens produits conjointement. Seuls deux de ces trois objectifs peuvent être mis en œuvre simultanément, pas les trois », a ensuite enchaîné Mme Descôtes.

Or, a-t-elle poursuivi, rappelant que les restrictions imposées par l'Allemagne ne concernent pas seulement les pays engagés militairement au Yémen mais aussi l'Inde, le Sénégal ou encore le Niger, Mme Descôtes estime que cela « renforce l'impression » que le système allemand de contrôle des exportations n'est pas seulement restrictif mais aussi « imprévisible » car « principalement axé sur la politique intérieure allemande actuelle et pas seulement sur l'application stricte des critères européens et des obligations internationales. »

Pour contourner ce problème, des industriels européens, comme Arquus, qui se procure déjà des moteurs aux États-Unis, ou Airbus envisagent de se passer de composants produits en Allemagne. Seulement, pour Mme Descôtes, « si cette tendance se confirmait, cela aurait des conséquences graves et durables sur notre capacité à rapprocher les entreprises et à mettre en œuvre des programmes communs » et « à court terme, l'autonomie de l'Europe et ses moyens de lutter contre les menaces et de défendre sa sécurité et ses intérêts peuvent être menacés. » Et d'aller encore plus loin : « Les relations franco-allemandes sont en jeu », écrit-elle.

En effet, avec le succès des programmes franco-allemands, comme le Système de combat aérien futur [SCAF] et le char de combat de prochaine génération [MGCS], voire le drone MALE RPAS, repose sur des possibilités d'exportation « réalistes » afin de réduire les coûts de production.

D'où l'avertissement lancé par la diplomate française : « Si les exportations hors de l'UE sont bloquées par principe ou placées dans l'arbitraire des débats nationaux en cours dans l'un des pays partenaires, cela remet en question la viabilité à long terme de ces programmes. »

Battant en brèche l'idée selon laquelle la politique française en matière d'exportation de matériels militaires serait plus permissive que celle appliquée par l'Allemagne [à la différence qu'elle « repose sur des procédures d'approbation claires et prévisibles »], Mme Descôtes estime nécessaire la signature d'un accord bilatéral « et juridiquement contraignant », dont les lignes directrices auraient été avancées à l'occasion du traité d'Aix-la-Chapelle.

Sur ce point, la diplomate a mis la classe politique allemande face à ses responsabilités : soit, au risque de sacrifier l'Europe de la défense, elle met l'accent sur des « objectifs de politique intérieure » pour des raisons électorales, soit elle saisit « l'importance historique du moment » afin de « créer les conditions d'une véritable souveraineté européenne. »

Les Français pour une armée européenne mais pas optimistes quant à sa création

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 30.03.2019 Par Philippe Chapleau

Plus de six Français sur dix sont favorables à l'idée de la création d'une armée européenne, souhaitée par le président Emmanuel Macron, selon un sondage Odoxa publié samedi dans *Le Parisien*.

L'enquête réalisée pour l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) les 13 et 14 mars auprès de 1004 personnes montre que 62% des sondés sont favorables à la mise en place d'une "armée commune aux Etats membres de l'Union européenne". Elles sont 75% à se prononcer en outre pour "une politique de sécurité et de défense commune des Etats membres de l'UE".

Les sympathisants PS, LR et LaRem sont les plus favorables à la création d'une armée, souhaitée par plus de 70% d'entre eux. Les sympathisants de la France insoumise sont en revanche (et sans surprise) hostiles au projet, à 60%.

En revanche, dans une atmosphère marquée par la montée des nationalismes et le Brexit, les Français sont pessimistes quant à la faisabilité du projet : 60% pensent que cela n'arrivera pas dans les 10 à 15 prochaines années.

Diplomatie

«Convergences» euro-chinoises à l'Élysée

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Alain Barluet Publié le 26/03/2019 à 20:39



Jean-Claude Juncker, Emmanuel Macron et Angela Merkel accueillent le président chinois, mardi à l'Élysée.
LUDOVIC MARIN/AFP

Xi Jinping, reçu par Emmanuel Macron avec Angela Merkel et Jean-Claude Juncker, a vanté la «compétition positive» avec l'UE.

Si la diplomatie est souvent affaire de symbole, celui-là se voulait évident: trois Européens, Angela Merkel, Jean-Claude Juncker et Emmanuel Macron, s'entretenant, à l'initiative de ce dernier, avec le président chinois Xi Jinping, en visite à Paris. L'idée, selon le président de la République, était d'afficher l'unité des Européens dans leur demande de rééquilibrage des relations avec la Chine et leur souhait de dépasser les tentations individualistes qui perdurent en Europe. En termes d'affichage précisément, l'objectif de cette rencontre inédite semble avoir été atteint.

À l'Élysée, le numéro un chinois, la chancelière allemande et le président de la Commission européenne ont fait chorus sur un thème cher à Emmanuel Macron, la défense du multilatéralisme malmené par Donald Trump. Sur ce thème, aucun des participants n'est resté en arrière de la main. Xi Jinping a confirmé sa volonté de renforcer le multilatéralisme en le rénovant, aux Nations unies, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) fragilisée par l'Administration américaine, au Fonds monétaire international (FMI) et au G20 notamment.

Emmanuel Macron a insisté sur «la nécessité que le partenariat entre la Chine et l'Europe soit exemplaire»

À l'issue de la rencontre, Emmanuel Macron a souligné la convergence de ses invités sur «la nécessité de construire un multilatéralisme fort en termes de paix et de sécurité internationales».

«Ce que nous voulons bâtir ensemble, c'est un cadre multilatéral rénové, plus juste, plus équilibré», a ajouté le président de la République.

Cette volonté d'œuvrer ensemble au sein des principales institutions internationales a été affirmée dans une déclaration franco-chinoise signée mardi. Les deux pays y déclarent notamment que «l'attachement au multilatéralisme est la meilleure façon de promouvoir la coopération internationale face à la multiplication des risques et des défis communs, et de préserver la paix et la prospérité dans le monde» et «s'engagent à promouvoir le multilatéralisme fondé sur le droit international».

Dans l'esprit de M. Macron, l'objectif de la rencontre était aussi d'appuyer le partenariat entre l'Union européenne et la Chine malgré les divergences et les «mauvaises pratiques» imputées à l'empire du Milieu par les Européens. Un sommet UE-Chine se tiendra le 9 avril. Mardi, flanqué de ses invités, le chef de l'État a insisté sur «la nécessité que le partenariat entre la Chine et l'Europe soit exemplaire».

Entre la Chine et l'UE, «il y a des points de désaccord, de la compétition, mais c'est de la compétition positive», a dit Xi Jinping, en estimant que la relation était marquée principalement par la coopération. La «méfiance» et les «inquiétudes» doivent se dissiper, a-t-il fait valoir.

Juncker pour «une réciprocité mieux articulée»

Angela Merkel s'est interrogée : «Nous sommes à un grand tournant, est-ce que nous sommes capables de poursuivre le multilatéralisme [...] ou est-ce que ce système va se calcifier?»

La chancelière allemande a mis les pieds dans le plat, en citant les «nouvelles routes de la soie», vaste plan de développement chinois qui suscite l'inquiétude de partenariats déséquilibrés au profit de Pékin. «Il faudra qu'il y ait une certaine réciprocité de part et d'autre - on a encore un peu de mal à la trouver, cette réciprocité», a déclaré M^{me} Merkel.

Jean-Claude Juncker lui a fait écho en plaidant pour «une réciprocité mieux articulée» qui permette aux entreprises européennes de «trouver le même degré d'ouverture pour ce qui est de l'accès au marché chinois que les entreprises chinoises trouvent en Europe».

À défaut de faire tomber la méfiance ou d'assurer un «front commun européen», la rencontre à quatre de l'Élysée aura au moins permis au trio de l'UE de manifester une volonté et de prendre date avec le très coriace partenaire chinois. À cet égard, le dossier du réchauffement climatique - qui ne saurait progresser positivement sans la Chine - aura valeur de test. Mardi, Emmanuel Macron a remercié son homologue chinois pour «les indications claires qu'il donne sur les ambitions de la Chine en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre».

Les nouvelles routes de la soie, le projet au service de l'hégémonie chinoise

Scan Eco Décryptages <http://www.lefigaro.fr/> Par Wladimir Garcin-Berson Mis à jour le 26/03/2019 à 17:53 Publié le 26/03/2019 à 16:09



À l'origine, l'idée d'une nouvelle route de la soie apparaît en septembre 2013, sous l'impulsion de Xi Jinping.
POOL/REUTERS

LE SCAN ÉCO - En visite à Paris, le président chinois Xi Jinping défend son vaste ensemble d'investissements à travers le monde, rassemblés sous le nom de «nouvelles route de la soie». D'une ampleur titanesque, ce dernier suscite des levées de boucliers à travers le globe. Décryptage.

«Le projet du siècle». Voilà comment le président chinois, Xi Jinping, décrit son rêve de connecter l'Asie au reste du monde par de nouvelles voies maritimes et terrestres. Au cœur de la visite du chef de l'Empire du milieu à Paris, cette semaine, ce gigantesque ensemble d'infrastructures, de chantiers, d'investissements et d'accords politiques ou commerciaux entre les nations est également source de tensions entre les membres de l'Union européenne. Au lendemain de la signature d'un accord-cadre entre Rome et Pékin, certains s'alarment en effet des ambitions chinoises, qui ne cessent de s'étendre à travers le globe. Décryptage d'un plan aux contours en perpétuelle évolution.

● D'où viennent les nouvelles routes de la soie ?

À l'origine, l'idée d'une nouvelle route de la soie apparaît en septembre 2013, moins d'un an après l'arrivée de Xi Jinping à la tête du Parti communiste chinois. Lors d'un discours prononcé à l'université Nazarbayev, au Kazakhstan, le chef de l'État se prononce pour un renforcement des liens unissant la Chine au reste du monde. Objectif: soutenir la bonne entente entre les peuples et le développement économique face aux «trois forces maléfiques» que sont le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme ainsi que les crimes et autres trafics illégaux. Pour ce faire, Xi Jinping promeut l'établissement commun d'une «ceinture économique de la route de la soie» («Silk Road Economic Belt», qui deviendra plus tard la «Belt and Road Initiative», ou BRI), qui améliorera les moyens de communication, les réseaux de transport, le commerce, les mouvements de population ainsi que les transferts monétaires. La nouvelle route de la soie est née.

Cette politique titanesque poursuit plusieurs objectifs complémentaires. D'abord, elle soutient le commerce chinois et lui permet de sécuriser ses approvisionnements en matières premières depuis les pays en développement, essentiels à son économie. Ensuite, elle lui permet de renforcer ses régions souffrant d'un retard de développement, en les connectant à d'autres zones, à l'ouest. Enfin, elle participe de l'essor du «rêve chinois», une volonté politique formulée en 2013 par Xi Jinping et visant notamment à remettre la Chine sur le devant de la scène internationale.

● Où en est le projet aujourd'hui ?

Durant les cinq années qui ont suivi le discours à l'université Nazarbayev, la route de la soie n'a cessé de prendre de l'ampleur. Dans le discours du président chinois, d'abord, qui la voit comme le «projet du siècle» et l'utilise à la fois pour resserrer son emprise sur l'opinion publique interne via un discours nationaliste assumé et souligner la puissance de son pays à l'international. Signe de son importance, la nouvelle route de la soie a même été inscrite dans la Constitution du parti communiste chinois, à l'occasion de sa révision en 2017: l'organe politique s'engage à «suivre le principe de parvenir à une croissance partagée grâce à la discussion et à la collaboration», un objectif atteignable grâce à «l'initiative Belt and Road». Dans les faits, ensuite, ce qui n'était qu'une vague idée s'est peu à peu transformé en un réseau tentaculaire de projets soutenus par la Chine à travers le monde.

La difficulté vient du fait qu'il n'existe aucune liste complète, à jour et publique des investissements réalisés dans ce cadre. Seules des bribes d'informations peuvent être rassemblées. Par exemple, l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) a soutenu, depuis début 2016, 35 projets, pour une valeur totale de 7,5 milliards de dollars. Ces derniers sont localisés dans de nombreux pays, dont l'Égypte, l'Inde, la Turquie, l'Indonésie, Oman, les Philippines ou encore le Bangladesh.

Les promoteurs du projet arguent que ces investissements massifs permettront de soutenir le commerce, la consommation et la croissance mondiale. En Italie, le sous-secrétaire d'État Michele Geraci a ainsi parlé d'un effet positif du protocole d'accord entre Rome et Pékin sur les exportations de la Botte. Ce dernier comprend notamment des investissements chinois dans les ports de Gênes et de Trieste, consolidant l'accès à l'Europe occidentale, après le Pirée et d'autres ports méditerranéens.

● De quels montants parle-t-on ?

C'est une question complexe, tant les contours de la «Belt and Road Initiative» demeurent flous. Dans l'ensemble, la Banque asiatique de développement, citée par l'Iris, estime que 26.000 milliards de dollars seront nécessaires pour améliorer les infrastructures en Asie entre 2016 et 2030, soit environ 1700 milliards de dollars par an. Ces dépenses devraient principalement être orientées vers l'électricité (56,3%), le transport (31,9%) et les télécommunications (8,7%). Dans ce contexte, le projet BRI est difficilement chiffrable mais les estimations varient entre 4000 milliards de dollars et 900 milliards de dollars, selon Deloitte. Le cabinet relève que la moitié du financement du projet viendra des banques commerciales publiques chinoises, 38% de la China Development Bank et 8% de l'Export-Import Bank of China, spécialisée dans le commerce extérieur. Le reste viendra d'autres institutions, comme le Silk Road Fund. On retrouve toutefois dans l'écrasante majorité des financements la mainmise de l'État central chinois, qui garde donc un contrôle sur le déploiement de la BRI dans le monde.

● Quels sont les pays intégrés ?

Six routes terrestres et un réseau portuaire sont compris dans la Belt and Road initiative: au total, 60% de la population mondiale, 30% du PIB et plus du tiers du commerce international sont concernés. Jusqu'ici, les projets couvrent une multitude de pays en Afrique (Nigeria, Égypte), au Moyen-Orient (Turquie, Oman), en Asie (Tadjikistan, Indonésie, Inde, Philippines), et même en Europe (Géorgie, Grèce et maintenant Italie).

● Quels sont les secteurs concernés ?

Il faut dire que cet argent sera utilisé dans un grand nombre de pays, et servira à financer une quantité pharaonique de projets différents. Dans l'ensemble, la Chine souhaite «améliorer la connectivité» entre l'Empire du milieu, «le marché européen, le sud-est asiatique et le Moyen-Orient», relève la direction du Trésor dans une note publiée en octobre dernier. Ports, réseaux ferrés, infrastructures de commerce, pipelines... Le champ embrassé par la BRI est tout aussi flou que son domaine géographique. Par exemple, l'AIIB a soutenu l'amélioration du réseau d'eau des zones urbaines de l'État indien d'Andhra Pradesh, le développement d'infrastructures touristiques dans la région de Mandalika, sur l'île de Lombok, en Indonésie, ou encore la construction d'une nouvelle ligne de métro à Bangalore, en Inde, et le renforcement des réseaux de télécommunication à Oman. Vaste programme, donc, qui ne cesse d'étendre ses ramifications.

● Pourquoi le projet suscite-t-il tant d'opposition ?

Sans même parler de l'impact écologique engendré par une hausse des constructions et des échanges internationaux, la BRI est à l'origine de plusieurs inquiétudes, tant en Asie qu'au-delà.

D'abord, les capacités de financement chinoises posent question. L'État chinois accentue le poids de sa dette et finance parfois des projets non viables, souligne l'assureur Euler-Hermès dans une étude publiée cette année. Il en va de même pour les États hôtes des projets, «déjà très endettés et dont l'implication dans la BRI compromet leurs finances publiques». Un risque contre lequel a déjà alerté la présidente du FMI, Christine Lagarde, l'an dernier. C'est ainsi que le Sri Lanka a dû céder le contrôle de son port de Hambantota, stratégiquement situé, à la Chine après avoir échoué à rembourser ses dettes.

Le manque de structure de la BRI, qui touche un large éventail de pays comme de secteurs économiques, est également source d'interrogations. Les pays concernés ne suivent d'ailleurs pas les mêmes systèmes juridiques, compliquant davantage la donne, entre le droit islamique au Moyen-Orient, la «common law» chère au droit anglais et le droit civil dans d'autres nations. La rédaction des contrats diffère ainsi selon les pays. Également, certains projets s'étendent dans des nations instables ou des zones tendues, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, une réalité qui complexifie encore plus la rentabilité des investissements.

De plus, certains voient dans cette politique une forme de néocolonialisme, renforçant le contrôle chinois sur les pays émergents. En fournissant à ces États des prêts avantageux, la Chine «accroît le risque que soient financés des projets économiquement non viables qui pourraient

entraîner les États concernés dans des dérives d'endettement insoutenables», relève la direction du Trésor. En échange, l'Empire du milieu sécurise ses routes d'approvisionnement et s'accapare des marchés avantageux, notamment en Afrique: «les financements chinois conduisent souvent les pays hôtes des projets à devoir sélectionner des entreprises chinoises pour leur mise en œuvre», limitant les retombées économiques sur le tissu local, alerte l'institution, qui souligne des «déséquilibres» suscitant la méfiance voire le rejet des populations.

● **Quelle est la position européenne ?**

Ce risque a conduit Emmanuel Macron à mettre en garde contre le projet BRI: ces routes «ne peuvent être celles d'une nouvelle hégémonie» plaçant les nations en «vassalité» face à Pékin, alertait le président français en janvier 2018. Le locataire de l'Élysée n'est pas le seul à exprimer des réserves sur le plan chinois: les Américains, notamment, doutent que «les Italiens en retireront des gains économiques durables», selon les mots du conseiller spécial de Donald Trump, Garrett Marquis.

En réunissant à ses côtés ce mardi la chancelière allemande, Angela Merkel, et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, le président français souhaite présenter un front européen uni face aux ambitions chinoises. Une position qui a toutefois été mise à mal par le cavalier seul du gouvernement Conte et, précédemment, par la signature d'accords par la Grèce, le Portugal ou encore la Hongrie. Pour le Trésor, cela n'a rien d'anodin: «les autorités chinoises entretiennent des relations asymétriques avec les États membres de l'Union», permettant une «logique d'influence» facilitée par rapport à des négociations qui seraient menées face aux vingt-huit présentant un front uni.

Viorica Dancila, le petit caniche de Donald Trump qui trahit l'esprit européen

<https://www.bruxelles2.eu/> 29 Mar 2019 Jerusalem, PESC, Présidence de l'UE, Processus de paix au Moyen Orient, Viorica Dancila

(B2) Le propos de la Première ministre roumaine, Viorica Dancila, à Washington annonçant le déplacement de l'ambassade roumaine à Jérusalem (lire : Le gouvernement roumain annonce le déménagement de son ambassade en Israël. Un 'see you soon à Jérusalem' qui embarrasse) est un acte grave. Une trahison de la lettre et de l'esprit d'une présidence de l'Union européenne.



La Première ministre saluant son auditoire de l'AIPAC (crédit : PM Roumanie)

Une rupture grave de la solidarité européenne

Cet acte est grave. Il révèle une trahison multiple. D'une part, la Première ministre annonce à l'étranger une décision comme actée. Ce qui suscite en Roumanie quelque remous. Le président étant, constitutionnellement, décideur en la matière. D'autre part, elle rompt délibérément une position commune européenne, maintes fois répétées, que ce soit par les ministres des Affaires étrangères ou les Chefs d'État et de gouvernement des '28' (1). Une position qui peut se résumer à un axiome : Jérusalem sera la capitale de deux États, au terme d'un processus de paix, ou ne sera pas une capitale.

Une trahison du rôle de neutralité de la présidence de l'UE

Mais surtout, en tant que présidence de l'Union en exercice, la Première ministre roumaine outrepassa ses fonctions. Son propos devant les associations juives américaines était bien assuré (et présenté) en tant que 'présidence du Conseil de l'Union européenne en exercice'. Viorica Dancila aurait dû avoir plutôt le courage d'exprimer la position européenne — le refus de

déménager les capitales à Jérusalem tant qu'un accord de paix n'était pas conclu — et mettre sous le boisseau ses opinions, personnelles ou officielles. Le mot de clôture de son discours 'see you soon in Jerusalem' est de trop.

Un gentil toutou de Donald Trump

En faisant cela, elle a sans doute bien voulu se faire voir non pas seulement des Israéliens mais surtout de Donald Trump et du clan le plus dur des Républicains. Cet acte est une dérive grave et une trahison du rôle dévolu à la présidence de l'UE. V. Dancila a, de ce fait, perdu une bonne partie de sa crédibilité sur la scène européenne, et internationale.

(Nicolas Gros-Verheyde)

(1) De façon explicite au sommet européen de décembre 2017 (lire : Jérusalem : au Conseil européen, les 28 réitèrent leur position).

Nicolas Gros-Verheyde

Politique

Malgré un lobbying intense, la réforme très contestée du droit d'auteur adoptée par l'UE

Technos & Medias Internet <https://www.latribune.fr/> Par Anaïs Cherif | 26/03/2019, 17:24



La réforme vise à permettre aux éditeurs, aux médias et aux artistes d'obtenir une meilleure rémunération de la part des plateformes comme Google, Facebook ou YouTube pour la mise en ligne de leurs productions. (Crédits : Reuters)

La directive "copyright" a été adoptée ce mardi 26 mars au Parlement européen avec 348 votes pour, 274 contre et 36 abstentions. L'article 15, qui ouvre un "droit voisin" pour les éditeurs de presse, et l'article 17, qui instaure le filtrage automatique des œuvres, ont concentré les débats. La directive ne sera pas en vigueur avant 2020.

Après plus de deux ans de débats et d'intenses lobbying, la réforme du droit d'auteur a été définitivement approuvée ce mardi 26 mars par le Parlement européen. Cette directive « copyright » vise à moderniser le droit d'auteur à l'ère numérique - la dernière législation datant de 2001... Une époque où la plateforme vidéo YouTube, propriété de Google, n'existait pas encore.

Cette réforme vise à permettre aux éditeurs, aux médias et aux artistes d'obtenir une meilleure rémunération de la part des plateformes comme Google, Facebook ou YouTube pour la mise en ligne de leurs productions. Cette directive a soulevé un large débat entre les industries culturelles et les entreprises de presse d'une part, et les géants du net, d'autre part : comment concilier respect du droit d'auteur et liberté d'expression sur Internet, tout en assurant une répartition juste des revenus ?

Les Gafa sont devenus des intermédiaires incontournables

Les géants du Net ont réussi en quelques années à se placer comme des intermédiaires incontournables entre le public et les médias, au détriment de ces derniers. En 2016, année où le projet de directive est arrivé sur le bureau de la Commission européenne, 57% des internautes en Europe accédait à un article de presse via un réseau social, un moteur de recherche ou un agrégateur d'informations, selon un sondage de l'exécutif européen. 47% de ces lecteurs consultent des extraits sur ces plateformes - comme par exemple, un sujet vidéo sur Twitter -, sans cliquer sur le site des médias d'origine. Conséquence : les revenus publicitaires sont captés

par les géants du net. Google et Facebook s'accaparent ainsi à eux deux plus de 90% des recettes publicitaires numériques en France.

Le texte a été approuvé à 348 votes pour, 274 contre et 36 abstentions.

« *Les nouvelles règles renforceront nos industries créatives, qui représentent 11,65 millions d'emplois, soit 6,8% du PIB, pour un montant de 915 milliards d'euros par an* », se sont réjoui dans un communiqué conjoint Andrus Ansip, vice-président de la Commission européenne, et Mariya Gabriel, commissaire européenne à l'économie et à la société numériques. Ce texte « *assure le juste équilibre entre les intérêts de tous les acteurs - utilisateurs, créateurs, auteurs, presse - tout en mettant en place des obligations proportionnées sur les plateformes en ligne.* »

Lire aussi : Droits voisins : le remède se révélera-t-il pire que le mal pour les médias ?

Droit voisin de la presse : un effet pervers favorable aux Gafa ?

Deux articles étaient particulièrement discutés. L'article 11 - devenu l'article 15 dans cette mouture - ouvre la notion de "droit voisin" pour les éditeurs de presse, une sorte de déclinaison du droit d'auteur. Il doit permettre aux journaux, magazines, mais aussi aux agences de presse comme l'AFP - qui s'estiment pillés de leurs contenus par des fils d'actualités, comme Google News -, de se faire rémunérer pour une réutilisation en ligne, même partielle, de leur production.

Mais cette mesure fait craindre un effet pervers permettant de renforcer la platformisation... autour des Gafa. Si l'UE leur impose de payer une redevance pour pouvoir utiliser des liens qui renvoient vers les sites des médias, pourquoi ne tenteraient-ils pas d'héberger eux-mêmes les contenus ? C'est déjà la démarche de Facebook avec sa fonction Instant Articles, par exemple.

"La négociation sur la valeur du droit se fera État par État. Le rapport de force sera clairement en faveur des Gafa (ndlr : Google, Apple, Facebook, Amazon) et c'était précisément pour échapper à cette négociation que les éditeurs de presse avaient porté le sujet jusqu'à Bruxelles", déplore dans un communiqué de presse Jean-Frédéric Lambert, Président du kiosque numérique ePresse.

Et de poursuivre : « *La taille des snippets (extraits pouvant être utilisés, ndlr) n'est pas définie et les Gafa pourraient se contenter du titre, et de trois ou quatre lignes d'article pour échapper à tout paiement, tout en s'appropriant la partie du contenu qui les intéresse* », souligne Jean-Frédéric Lambert. Dernière faiblesse : « *Les règles de diffusion des agrégateurs restent complètement à la main des Gafa, qui pourront faire la pluie et le beau temps des éditeurs.* »

Mise en place d'un filtrage automatique des œuvres

Autre point d'achoppement : l'article 13, devenu l'article 17. Cette disposition veut contraindre les plateformes - au-delà de trois ans d'existence et de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires ou dans certains cas, de 5 millions d'utilisateurs -, à passer des accords de licence avec les ayants droit pour une meilleure rémunération. Le cas échéant, les hébergeurs devront déployer des technologies permettant de détecter automatiquement des chansons ou des œuvres audiovisuelles identifiées par les titulaires de droits permettant d'autoriser leurs publications sur leur plateforme. Cet article instaure donc un filtrage automatique des œuvres, avant même leurs publications. Il inverse donc la logique actuelle, qui permet aux plateformes type YouTube de supprimer une vidéo après sa publication si elle est contraire au droit d'auteur.

Quelques exceptions sont prévues : les hyperliens renvoyant vers un autre site ; les "très courts" extraits apparaissant, par exemple, sur un fil d'actualité ; ou encore les citations dans le cadre des critiques, d'avis ou de caricatures.

« Le texte crée une exception générale pour les startups dont l'essor va être favorisé en clarifiant leur situation pour l'utilisation de contenus protégés par le droit d'auteur. Il renforce la protection des internautes en interdisant explicitement toute surveillance générale. Le texte protège les "mèmes" et les "gifs", en garantissant les exceptions au droit d'auteur telles que les citations, les critiques, les caricatures, les parodies, etc. » s'est félicité dans un communiqué de presse la Sacem (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique).

Bémol : les exigences technologiques pour instaurer ce filtrage automatique pourraient constituer un frein à l'entrée, et donc, renforcer la position dominante des Gafa qui n'auront aucun problème à s'adapter à cette nouvelle législation. Ce nouveau texte doit désormais être approuvé par le conseil de l'Union européenne dans les prochaines semaines. Les États membres disposeront ensuite de 24 mois pour transposer les nouvelles règles dans leur législation nationale.

Société

La fin du changement d'heure, c'est pour 2021 : la France doit-elle garder l'heure d'été ou l'heure d'hiver ?

Accueil France - Monde Société <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 26/03/2019 à 14:42 , mis à jour à 16:30



Le changement d'heure sera supprimé en 2021. Photo AFP

L'essentiel

Le Parlement européen a approuvé, ce mardi, la fin du changement d'heure deux fois par an à partir de 2021. Chaque pays devra choisir s'il souhaite garder l'heure d'été ou l'heure d'hiver.

Changer d'heure au printemps et à l'automne. Une tradition qui touche à sa fin. Le changement d'heure sera supprimé à partir de 2021. Les députés européens, réunis en session plénière à Strasbourg, ont approuvé la fin du changement, ce mardi, par 410 voix pour et 192 contre. Un vote sans surprise. Des négociations doivent maintenant s'ouvrir entre le Parlement et le Conseil européen qui représente les États membres.

Chaque pays devra ensuite choisir quelle heure il souhaite conserver : heure d'été ou heure d'hiver. Si l'heure d'été est choisie, le dernier changement d'heure interviendrait en mars 2021 ; si c'est l'heure d'hiver, l'ultime changement aura lieu en octobre 2021.

Chaque pays devant choisir l'heure qu'il préfère, des pays voisins pourraient alors adopter une heure différente. Les ministres des Transports européens, qui s'étaient réunis en décembre dernier, ont décidé de se coordonner. "On ne peut pas se permettre d'avoir un "patchwork" d'heures différentes dans l'Union européenne", explique, de son côté, l'eurodéputée suédoise Marita Ulvskog (gauche), la rapporteure du texte.

L'Assemblée Nationale a organisé une consultation citoyenne des Français sur le changement d'heure jusqu'au 3 mars dernier : 59 % des votants ont plébiscité le maintien définitif de l'heure d'été. 2 100 000 personnes ont participé à ce vote consultatif. Selon une autre consultation organisée en 2018 par la Commission européenne, 56 % des personnes interrogées avaient souhaité conserver l'heure d'été. La Finlande, le Danemark ou les Pays-Bas s'étaient prononcés en majorité pour l'heure d'hiver.

Des effets néfastes sur la santé ou le sommeil

Le changement d'heure avait été instauré en 1976 à la suite du choc pétrolier. Depuis plusieurs années, il fait l'objet de vives critiques qui dénoncent l'absence de réelles économies ou les conséquences sur la santé, le sommeil et la sécurité routière.

Le prochain changement d'heure aura lieu le week-end prochain : il faudra avancer nos montres d'une heure entre samedi et dimanche.

ALLEMAGNE

Diplomatie

L'Allemagne prolonge le gel des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 29 mars 2019



Le 8 octobre 2016, le village yéménite de Deir al-Hajari fut la cible d'un bombardement, probablement effectué par la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite. Et l'examen des fragments retrouvés d'une bombe ayant provoqué la mort d'une famille de six personnes permit de déterminer son origine : selon toute vraisemblance, la munition avait été produite par RMW Italia. Ce qui valut à cette entreprise d'armement italienne de faire l'objet d'une plainte, déposée par plusieurs ONG auprès du parquet de Rome.

Or, comme l'avait souligné le quotidien *Il Manifesto*, il se trouve que RMW Italia est une filiale du groupe allemand Rheinmetall. Et de dénoncer ainsi « l'hypocrisie » de l'Allemagne, qui « applique strictement l'interdiction des exportations d'armes vers le Yémen, mais uniquement pour les usines situées sur son territoire. »

Ainsi, avait poursuivi le journal, l'Allemagne « laisse la filiale italienne du groupe allemand Rheinmetall se débrouiller avec les lois et l'opacité des autorités italiennes. » Mais ce n'est pas un cas isolé.

Plus récemment, soit en octobre dernier, et suite à l'affaire Khashoggi, la chancelière allemande, Angela Merkel, a décidé de suspendre les livraisons d'armes destinées à l'Arabie Saoudite. Ce qui suppose le gel de toutes les licences d'exportations, y compris pour les composants produits en Allemagne pour le compte d'industriels européens. Toutefois, cela n'empêche nullement Rheinmetall de continuer à produire et à vendre des munitions aux forces saoudiennes : le groupe allemand, via sa filiale sud-africaine Denel Munition [RDM], dispose d'une usine en Arabie Saoudite, dont la capacité quotidienne de production est de 300 obus d'artillerie et de 600 obus de mortier.

En attendant, le « moratoire » sur les ventes d'équipements militaires destinés à l'Arabie Saoudite [et plus largement aux pays engagés au Yémen] met les industriels européens dans l'embarras. Tel est le cas de BAE Systems et de MBDA, qui ne peuvent pas honorer une commande portant sur 48 avions Eurofighter Typhoon, dotés de missiles air-air Meteor. Le chef de la diplomatie britannique, Jeremy Hunt, a alors dénoncé le « manque de loyauté » de Berlin.

Aussi, les pays européens concernés par cette politique restrictive [et à géométrie variable] de l'Allemagne ont cherché à mettre la pression sur le gouvernement allemand. La dernière initiative en date est celle d'Anne-Marie Descôtes, l'ambassadrice de France à Berlin. « La question des exportations d'armes est souvent traitée comme une affaire intérieure en Allemagne, ce qui a de graves conséquences pour notre coopération bilatérale en matière de défense et pour le renforcement de la souveraineté de l'Europe », a-t-elle fait valoir, via une tribune publiée par l'Institut fédéral des hautes études de sécurité [Bundesakademie für Sicherheitspolitik der Bundeswehr – BAKS]. Et d'estimer que les projets d'armement franco-allemand pourraient être menacés...

« Hypocrisie », « démagogie », « manque de loyauté », « imprévisibilité »... Les mots n'ont pas manqué pour qualifier l'attitude allemande, en particulier dictée par des impératifs de politique intérieure et la position des sociaux-démocrates du SPD. Pour autant, aucun n'a fait flancher Berlin.

En effet, le 28 mars, le gouvernement allemand a annoncé sa décision de prolonger son gel des ventes d'armes destinées aux forces saoudiennes jusqu'au 30 septembre prochain. Mais cette mesure ne concerne que les équipements totalement produits outre-Rhin. Car, s'agissant des « programmes communautaires dont la licence a expiré et les autorisations collectives d'exportation liées à l'Arabie saoudite et aux Émirats Arabes Unis seront prolongés de neuf mois [donc jusqu'au 31 décembre 2019] sous réserve des consultations requises avec les partenaires au cours de cette période. »

« Dans le cadre de ses consultations avec ses partenaires, le gouvernement fédéral veillera à ce que les armements produits conjointement ne soient pas utilisés pour la guerre au Yémen et à ce qu'au cours de la prolongation de neuf mois, aucun équipement militaire issu de ces programmes communautaires ne soit livré à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis », précise encore le communiqué de la Chancellerie allemande.

Photo : Patrouilleur CSB40, commandé à 146 exemplaires par l'Arabie Saoudite auprès du constructeur allemand Lürssen Defense. Le gouvernement allemand s'est engagé à trouver une solution pour les bateaux qui n'ont pas encore été livrés.

BELGIQUE

Défense

Quatre drones 4 MQ-9 SkyGuardian pour l'armée belge

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 26.03.2019 Par Philippe Chapleau

Et de quatre *MQ-9 SkyGuardian* pour les Belges, comme vient de la confirmer la *Defense Security Cooperation Agency*:



Defense Security Cooperation Agency
NEWS RELEASE

[Printer Friendly Version](#)

PDF Version: [belguim_19-27.pdf](#)
Media/Public Contact: pm-cpa@state.gov
Transmittal No: 19-27

WASHINGTON, March 26, 2019 - The State Department has made a determination approving a possible Foreign Military Sale to Belgium of MQ-9B SkyGuardian Remotely Piloted Aircraft (RPA) and related equipment for an estimated cost of \$600 million. The Defense Security Cooperation Agency delivered the required certification notifying Congress of this possible sale on March 25, 2019.

The Government of Belgium has requested to purchase four (4) MQ-9B, RPA; two (2) Fixed Certifiable Ground Control Stations; five (5) AN/DAS-4 Multi-Spectral Targeting Systems (4 installed, 1 spare); fifteen (15) Embedded Global Positioning System/Inertial Navigation Systems (EGI) (12 installed, 3 spares); five (5) AN/APY-8 Lynx Synthetic Aperture Radars (4 installed, 1 spare); and five (5) Detect and Avoid Systems (4 installed, 1 spare). Also included are an Initial Spares Package (ISP) and Readiness Spares Package (RSP) to support a 5-year period of performance; spare and repair parts; support and test equipment; publications and technical documentation; personnel training and training equipment; U.S. Government and contractor engineering; technical and logistics support services; and other related elements of logistical and program support. The total estimated program cost is \$600 million.

La facture s'élève à 900 millions de \$. Pour en savoir plus, c'est **ici**. Ces drones ne seront pas armés; ils seront basés à Florennes.

La Belgique va à son tour acheter le drone américain MQ-9B Reaper

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 27/03/2019, 18:21



Selon Washington, la flotte actuelle d'aéronefs de la composante aérienne belge ne s'est pas révélée suffisante pour soutenir des opérations ISR (Intelligence, surveillance & reconnaissance) (Crédits : DR)

La composante aérienne belge, qui souhaite améliorer ses capacités ISR, va acheter quatre drones MQ-9B Reaper pour 600 millions de dollars.

Après la décision d'acheter des F-35, la Belgique a officiellement demandé aux Etats-Unis de lui vendre quatre drones américains non armés, le MQ-9B Reaper, fabriqué par General Atomics Aeronautical Systems. Le montant du contrat est estimé à 600 millions de dollars. Washington a décidé d'approuver la vente à la Belgique du drone MQ-9B SkyGuardian piloté à distance (RPA) ainsi que deux stations de contrôle au sol. Les Belges souhaitent également un paquet de pièces de rechange pour une période de cinq ans. Le 25 mars 2019, l'Agence de coopération en matière de sécurité pour la défense a délivré la certification requise en avisant le Congrès de cette vente éventuelle.

La Belgique est le sixième pays européen à commander des drones Reaper (Espagne, France, Italie, Royaume-Uni et Pays-Bas). La Belgique a l'intention d'utiliser ses drones pour assurer la défense de ses troupes déployées en opérations extérieures, la sécurité régionale, la sécurité intérieure ainsi que l'interopérabilité avec les partenaires des États-Unis et de l'OTAN. Selon Washington, la flotte actuelle d'aéronefs de la composante aérienne belge ne s'est pas révélée suffisante pour soutenir des opérations ISR (Intelligence, surveillance & reconnaissance).

Cette vente "permettra à la composante aérienne belge de mener des ISR étendus et persistants, y compris l'acquisition d'objectifs, la désignation d'objectifs, la fourniture de coordonnées de précision pour les munitions assistées par système de positionnement global (GPS), l'évaluation des dommages de combat, le renseignement des signaux, la communication et les relais de données", a précisé l'administration américaine.

Quatre SkyGuardian pour la Belgique

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Armées Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires 29 mars 2019 | Par Justine BOQUET Apps & Drones



La Belgique pourrait se doter de quatre MQ-9B SkyGuardian. © General Atomics

Le département d'Etat américain a donné son accord pour la vente de quatre drones MQ-9B SkyGuardian à la Belgique.

Le 26 mars, l'agence américaine pour la coopération en matière de défense et de sécurité (DSCA) a annoncé que le département d'Etat américain avait donné son feu vert pour la vente de quatre drones SkyGuardian à la Belgique. Cette foreign military sale (FMS), estimée à 600 millions de dollars, doit désormais être approuvée par le Congrès. Le contrat inclut également la formation du personnel et l'équipement nécessaire à leur entraînement.

La DSCA a salué cette décision, en mettant en avant l'importance opérationnelle que peuvent représenter ces drones pour la Belgique. Outre le développement de l'interopérabilité de la Belgique avec les Etats-Unis, « cette vente potentielle permettra de renforcer les capacités ISR (renseignement, surveillance, reconnaissance) de la Belgique », rapporte l'agence américaine. Ces drones pourront ainsi être mis en œuvre en soutien des forces terrestres et afin de renforcer la sécurité des opérations via la conduite de missions de reconnaissance, la collecte de données opérationnelles ou encore la désignation de cibles. « L'actuelle flotte d'aéronefs de la composante belge s'est montrée insuffisante pour soutenir les opérations ISR », explique la DSCA. L'acquisition de ces MQ-9B devrait permettre de combler ce déficit.

ESPAGNE

Diplomatie

Le mystère entourant l'attaque de l'ambassade nord-coréenne à Madrid commence à se dissiper

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 26 mars 2019



Le 22 février dernier, soit quelques jours avant une rencontre qui se voulait décisive entre le président Trump et Kim Jong-un, le chef du régime nord-coréen, au moins dix hommes armés réussirent à pénétrer à l'intérieur de l'ambassade de Corée du Nord à Madrid pour y séquestrer le personnel et faire main basse sur du matériel informatique. Curieusement, aucune protestation officielle ne fut émise par Pyongyang.

Trois semaines plus tard, la presse espagnole avançait que la CIA était très probablement liée à cette affaire parce que deux membres du commando étaient connus pour avoir des liens avec le service de renseignement américain. Ce que contesta le Washington Post, estimant que la centrale de Langley n'aurait jamais entrepris une action susceptible de compromettre les discussions diplomatiques entre Washington et Pyongyang. Et de pointer un groupe d'activistes, connu sous le nom de « Cheollima » [ou « Free Joseon »].

Finalement, le quotidien américain était a priori le plus proche de la vérité si l'on en croit les informations révélées, ce 26 mars, par la justice espagnole. Ainsi, le juge d'instruction José de la Mata a indiqué que le chef du commando était un certain Adrian Hong Chang, un ressortissant mexicain résident aux États-Unis.

Quelques jours avant de passer à l'action, ce dernier aurait fait des emplettes à Madrid afin de procurer des étuis de pistolet, des couteaux de combat, des lunettes de protection, cinq lampes de poche tactiques et six répliques d'armes de poing HK. Deux de ses complices, identifiés comme étant Ram Lee [un sud-coréen] et Sam Ryu [de nationalité américaine] ont complété ces achats dans une quincaillerie en faisant l'acquisition de paires de cisailles, de rubans adhésifs et d'une échelle télescopique.

Le 22 février, les 10 hommes se sont rendus à l'ambassade de Corée du Nord. Pour y pénétrer, Adrian Hong Chang a demandé à voir le chargé d'affaires qu'il avait précédemment approché en se faisant passer pour un homme d'affaires. Profitant d'un moment d'inattention du personnel, il a fait entrer ses complices. Ces derniers ont « commencé à frapper violemment » les employés, avant de les immobiliser avec des menottes et des serre-câbles, a expliqué le juge espagnol.

Puis trois hommes du commando ont emmené le chargé d'affaires nord-coréen au sous-sol pour le persuader de faire défection. L'alerte ayant pu être donnée par une employée de l'ambassade, des policiers locaux se sont présentés à la porte de l'emprise diplomatique... Mais c'est Hong Chang qui leur a répondu, avec, au revers de son costume, une épinglette représentant Kim Jong-un. S'étant présenté comme un responsable de l'ambassade, la police n'a pas insisté, sans pour autant lever sa surveillance des environs.

Par la suite, emportant avec eux 2 clés USB, 2 ordinateurs, 2 disques durs (un contenant les images des caméras de sécurité) et un téléphone portable, les assaillants ont pris la fuite avec des véhicules de l'ambassade. Sauf Hong Chang, qui a quitté les lieux à bord d'une voiture Uber qu'il avait réservé sous le nom de « Oswaldo Trump ».

Toujours selon le juge de la Mata, les membres du commando se sont divisés en quatre groupes et se sont ensuite rendus à Lisbonne, d'où ils ont embarqué à bord d'un avion faisant la liaison avec Newark [New Jersey]. D'où les soupçons de collusion avec la CIA... En réalité, c'est vers le FBI que Hong Chang se serait tourné, afin de « lui remettre des informations relatives à l'incident dans l'ambassade ainsi que du matériel audiovisuel obtenu », explique la justice espagnole.

Cela étant, le mystère n'est pas encore totalement dissipé car il reste trouver une réponse à la question essentielle : pourquoi ?

Un groupe d'opposants à Pyongyang revendique l'attaque de l'ambassade nord-coréenne à Madrid

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par AFP agence Coline Vazquez Publié le 27/03/2019 à 22:04



Le commando a pris en otage les employés de l'ambassade nord coréenne à Madrid le 22 février dernier. Sergio Perez/X00213

La justice espagnole a finalement révélé l'identité de ce commando qui avait pris en otage, le 22 février dernier, le personnel de l'ambassade coréenne avant de proposer au FBI le matériel récolté pendant l'attaque.

L'histoire est digne d'un roman d'espionnage. Le 22 février, peu de temps avant un sommet à Hanoï entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong, un groupe d'une dizaine de personnes a pris d'assaut l'ambassade de Corée du Nord, à Madrid. Après des semaines de mutisme total jusqu'au sommet de l'État espagnol, un juge d'instruction a dévoilé mardi une foule de détails sur cet assaut et le commando l'ayant perpétré, dont plusieurs membres font l'objet d'un mandat d'arrêt international.

L'objectif de ce mystérieux groupe d'opposants au régime nord-coréen est de mettre fin aux activités « illégales » menées par les représentations diplomatiques nord-coréenne. Dénommé Défense civile Cheollima (DCC), ils se présentent, selon la justice espagnole, comme un mouvement de défense « des droits de l'homme pour la libération de la Corée du Nord » et se sont auto-proclamés gouvernement nord-coréen en exil, en février dernier. Les membres, menés par

Adrian Hong Chang, leur chef présumé aux multiples fausses identités, proposent en outre leur aide aux Nord-Coréens qui tentent de fuir leur pays.

Un pin's de Kim Jong-Un sur la veste

Ce 22 février, c'est la représentation diplomatique nord-coréenne à Madrid qui est leur cible. Cette dernière a pour particularité d'avoir eu pour dernier ambassadeur Kim Hyok Chol. Expulsé en septembre 2017, il est devenu depuis l'une des personnes de confiance de Kim Jong-Un et son émissaire pour les États-Unis. Le 7 février, Adrian Hong Chang se présente à l'ambassade nord-coréenne comme Matthew Chao - l'une des autres identités qu'il utilisait avec celle d'Oswaldo Trump - «managing partner» de la société Baron Stone Capital. Intéressé par de potentiels investissements en Corée du Nord, il demande à rencontrer le chargé d'affaires de l'ambassade et se rend ensuite dans un magasin où le commando a acheté les pistolets factices et les couteaux de combat utilisés lors de l'assaut. Puis tous repartent d'Espagne le 8, pour y revenir le 19 en provenance de Prague. Trois jours plus tard, le commando passe à l'action.

Pendant la prise d'otage, deux des assaillants amènent le chargé d'affaires de l'ambassade, successeur de Kim Hyok Chol, au sous-sol pour l'inciter à faire défection, ce qu'il refuse. Dans son communiqué, la DCC a démenti avoir eu recours à la violence. L'alerte finit par être donnée par l'une des occupantes du bâtiment, parvenue à s'échapper par une terrasse au premier étage, se blessant gravement dans sa chute. Les urgences interviennent, la police arrive et sonne à la porte. Mais Adrian Hong Chang leur ouvre, un pin's de Kim Jong-Un sur la veste. Se faisant passer pour un «haut représentant» de l'ambassade, il leur assure que tout va bien. Avec «quelques clés USB, deux ordinateurs, deux disques durs (...) et un téléphone mobile» pour butin, les assaillants s'enfuient, pour la plupart à bord de véhicules de la représentation coréenne. Adrian Hong Chang et un autre s'échappent en commandant un Uber sous le faux nom «Oswaldo Trump». Le lendemain, il prend un avion à Lisbonne pour New York.

Cinq jours plus tard, ce Mexicain résidant aux États-Unis «entre en contact avec le FBI» à New York «afin de lui remettre des informations relatives à l'incident (...) ainsi que du matériel audiovisuel obtenu», selon la justice. Dans un communiqué, DCC a affirmé avoir partagé avec la police fédérale américaine des «informations d'une valeur potentiellement énorme». De son côté, Adrian Hong Chang assure avoir agi de sa propre initiative, des soupçons ayant pesé sur le rôle tenu par la CIA lors de cette attaque. Cette dernière a vivement démenti toute implication, selon le quotidien espagnol *El País* qui cite des sources affirmant que «connaissant la préparation et l'exécution de l'opération», la CIA n'y serait pour rien et n'aurait aucun intérêt à une agression contre Pyongyang, quelques jours avant la rencontre des deux présidents à Hanoï.

Le groupe a déjà fait parler de lui en 2017 après avoir publié sur internet une vidéo du neveu de Kim Jong Un expliquant s'être mis en sécurité après l'assassinat de son père Kim Jong Nam, demi-frère exilé du dirigeant nord-coréen, à l'aéroport de Kuala Lumpur.

FRANCE

BREXIT

Brexit. Comme les Normands, les pêcheurs bretons craignent un « cataclysme »

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 25/03/2019 à 08h36 Publié le 25/03/2019 à 08h00



Débarque du poisson à Lorient. | THIERRY CREUX / OUEST-FRANCE.

« Cataclysme », « catastrophe », « bordel sans nom »... Les pêcheurs bretons, comme leurs voisins normands, sont sur le pied de guerre à l'approche du Brexit, qui pourrait les priver d'une grande partie de leurs ressources en poissons et créer d'énormes tensions dans la Manche.

« Un Brexit sans accord pour les pêcheurs, ça va être une vraie catastrophe. On est à deux doigts d'une guerre en Manche ». Alain Coudray, président du comité des pêches des Côtes-d'Armor, ne décolère pas dans son bureau tapissé d'une immense carte des côtes bretonnes.

La pire crainte des pêcheurs bretons, comme celle des pêcheurs normands : un Brexit dur, sans accord avec le Royaume-Uni, qui interdirait l'accès des eaux britanniques du jour au lendemain. **« Ça serait un cataclysme »**, reconnaît Olivier Le Nezet, président du comité des pêches breton.

Le poisson pêché dans les eaux britanniques, **« c'est 30 % des ventes sous criée en Bretagne »**, elle-même première région française pour la pêche, selon Jacques Doudet, secrétaire général du comité régional des pêches.

« 120 navires pratiquent la pêche au moins une partie de l'année dans les eaux britanniques », souligne-t-il.

Parmi les premiers concernés, figurent les navires hauturiers, qui pratiquent la pêche au large. **« On a l'impression d'être les oubliés du Brexit »**, confie Dominique Thomas, patron armateur de l'Écume des jours, un bateau de 21 mètres qui pêche à 90 % dans les eaux britanniques, en Manche Ouest et en mer Celtique.

Son équipage livre lottes, raies ou aiglefin tous les mercredis au port de Roscoff (Finistère). Si les eaux britanniques sont interdites, **« on va se retrouver avec les Belges et les Hollandais en Manche Ouest et on n'aura plus assez de place, y aura plus de cohabitation »**, prévient-il. **« Il y aura des accidents avec les cargos et la ressource va être détruite par la surpêche. »**

Effet domino

Sa crainte est aussi que tous les pêcheurs se retrouvent in fine pénalisés par le Brexit, via un effet domino qui verrait les hauturiers se rapprocher des côtes et empiéter sur les zones de pêche de leurs collègues. **« Ça va être une guerre entre fileyeurs, caseyeurs et chalutiers »**, affirme M. Thomas. **« On va venir leur piquer leur pain. »**

La Bretagne compte environ 5 000 marins pêcheurs pour plus de 1.200 bateaux. Et six des dix plus grands ports de pêche français sont bretons, selon un classement de l'Union des ports de France. Le port de Lorient est en n°1, à la fois en termes de chiffre d'affaires et de tonnage de poissons vendus aux enchères.

Des arrêts temporaires de travail, financés par les fonds européens, sont envisagés en cas de Brexit dur. **« Ils nous paieraient 70 % de notre chiffre d'affaires 2017 pour rester à terre »**, explique Dominique Thomas. **« Mais on n'achète pas un bateau pour rester dans le bassin. Et puis, il s'abîme plus en restant le long du quai qu'en mer ».**

Un tel arrêt risquerait en outre de pénaliser toute la filière, de la construction navale, à la réparation de bateaux, en passant par la transformation des poissons.

« Voir la pêche traitée à part, ça nous inquiète »

« On estime qu'un emploi en mer correspond à quatre emplois à terre. Des bateaux à quai, c'est des marins qui vont voir ailleurs, moins de réparation navale, des mareyeurs qui n'ont plus de poisson à acheter », souligne Pierre Karleskind, vice-président (LREM) du conseil régional.

Rien que pour le secteur de la pêche, de la transformation et de la commercialisation, on recense 16 570 emplois en Bretagne, selon l'observatoire régional de l'économie maritime.

Même un Brexit avec accord ne réglerait rien, car la question de la pêche a été renvoyée à des négociations ultérieures. **« Voir la pêche traitée à part, ça nous inquiète. En bout de course, les négociateurs seront épuisés et les Britanniques ne lâcheront pas le morceau »**, estime Jacques Doudet.

Un contexte qui pourrait provoquer de fortes tensions sociales, selon certains. « **On n'est pas les gilets jaunes, on n'est pas les blacks blocs mais on sait faire** », prévient Alain Coudray. « **Si les CRS sont équipés, nous aussi.** »

En cas de Brexit, 7.000 Britanniques de Dordogne pourraient demander leur carte de séjour

Société / Monde <http://www.slate.fr/> Arnaud Bertrand et Jérôme Houard — 28 mars 2019 à 7h30 — mis à jour le 28 mars 2019 à 10h33

Dans le Périgord, l'issue incertaine des négociations avec le Royaume-Uni a fini par ennuyer les expatriés, qui hésiteraient presque à s'inquiéter.



À Eymet (Dordogne), «commune la plus British de France», le Brexit prête à soupirer: «Wait and see...» comme disent les Anglais. | Arnaud Bertrand

«*Brexit out!*» Roy, la soixantaine avenante, tient un stand de confitures maison sur le marché d'Eymet dans le Périgord Pourpre. Sans perdre une once de courtoisie, le commerçant britannique avoue sa lassitude d'évoquer encore et toujours l'actualité d'outre-Manche. «*Tous les jours, j'en entends parler... Avez-vous vu Theresa May hier? L'avez-vous entendue? Qu'en pensez-vous? Etc. On en a assez...*»

Depuis le «Yes» frondeur du 23 juin 2016, la bourgade est devenue le centre de toutes les attentions et les médias l'ont élevée au rang de «*commune la plus British de France*», en raison des 10% de Britanniques qui y habitent –sur une population estimée à 2.600 âmes. Tim Richardson, conseiller municipal britannique d'Eymet, s'en amuse avec flegme: «*Je suis content que le village attire du monde et que les médias s'y intéressent, mais j'aimerais qu'on en parle pour de meilleures raisons.*»



Mercredi dernier, Theresa May, la Première ministre britannique plus que jamais menacée politiquement, a demandé un report du Brexit, acceptée sous conditions par l'Union européenne. De quoi prolonger un peu plus l'incertitude des Britanniques du royaume et au-delà. «*Wait and see...*», soupire Roy qui, comme l'ensemble de ses compatriotes interrogés, se demande encore à quelle marmelade il va être mangé, presque trois ans après le référendum.

Bienvenue dans le «Dordogneshire»

Environ 40.000 expatriés et expatriées britanniques résident en Nouvelle-Aquitaine, dont près de 10.000 dans le seul département de la Dordogne, que les médias anglo-saxons ont tôt fait de rebaptiser «*Dordogneshire*», le «*comté de Dordogne*». Les Britanniques y ont élu résidence au cours des années 1970, investissant dans la pierre quand celle-ci était en état de ruines délaissées par la population locale après la Seconde Guerre mondiale. Des sexagénaires, majoritairement, venus couler une retraite paisible loin du tumulte social qui avait cours dans les années 1990 en Angleterre.

«Je vais demander un titre de séjour. En cas de "No Deal", j'ai peur que lors d'un de mes voyages, on ne me laisse plus entrer.» Red Dawn, 56 ans, reflexologue

Une communauté bientôt rejointe au tournant des années 2000 par de plus en plus familles attirées par une qualité de vie, un système de santé «sans comparaison» et des contrées qui rappelleraient la chérie «Merry England». «*Le climat en plus*», glisse Red Dawn. Attablée à la terrasse du Café de Paris, cette ancienne photographe devenue réflexologue vit depuis douze ans en Dordogne. À 56 ans, elle est bien «*décidée à rester en France*». «*Je vais demander un titre de séjour. En cas de "No Deal", j'ai peur que lors d'un de mes voyages, on ne me laisse plus entrer. Ce Brexit est un cauchemar pour les Britanniques d'Europe. Une horreur.*»



Le marché d'Eymet, 26 mars 2019. | Arnaud Bertrand

Roger Haigh, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie franco-britannique (CCI) en Dordogne, estime qu'en cas de sortie sans accord, 7.000 Britanniques pourraient avoir besoin d'une carte de séjour, alors que la préfecture périgourdine n'en délivre que 2.000 par an, toutes nationalités confondues.

Quant à la demande de double nationalité, pour le directeur, elle n'est pas une solution d'urgence: son obtention prend souvent plus de 18 mois et exige un niveau de français très élevé. En 2018, selon les chiffres de la Direction générale des étrangers de France, sur quarante demandes de nationalité effectuées par des résidents britanniques de Dordogne, seules dix-huit ont été accordées.



Les Britanniques de Dordogne pourraient être 7.000 à demander un titre de séjour en cas de Brexit, selon Roger Haigh, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie franco-britannique de Dordogne. | Arnaud Bertrand

«On ne peut se passer des Britanniques»

Dans la foulée de la demande de report, les services de la préfecture de Dordogne ont envoyé un communiqué intitulé «L'incidence du Brexit sur les titres de séjour des Britanniques». On y retrouve plusieurs cas de figure selon les différents scénarios envisagés. En cas de «No Deal» notamment, «*il est établi le principe d'une période transitoire, d'un an, a priori [...] Durant cette période, leurs droits en matière de séjour, d'activité professionnelle ainsi que l'intégralité de leurs droits sociaux, seront maintenus.*»

Pour le directeur de la Chambre de commerce franco-britannique, comme pour les commerçantes et commerçants croisés, la principale crainte est économique. Avec 61.234 nuitées en 2018, les Britanniques représentent la première clientèle touristique étrangère en Dordogne, soit deux fois plus que les touristes venus d'Espagne, deuxièmes au classement.

En 2018, 72% du trafic passager de l'aéroport de Bergerac concernaient des liaisons avec le Royaume-Uni. «*C'est une population qui vit et dépense son argent ici. Quand ils rénovent leur maison, ils achètent le matériel ici. Économiquement, la Dordogne ne peut pas se passer des Britanniques. Et la réciproque est vraie. En Angleterre, pour la production de fruits rouges, par exemple, on dépend des saisonniers européens.*» Autre indice du poids économique qu'ont les Britanniques dans le département, selon la CCI de Dordogne, 644 établissements actifs inscrits au Registre du commerce et des sociétés ont à leur tête un gérant britannique.

À Brantôme, «pale ale» et frustrations

Quelque cent kilomètres au nord d'Eymet, l'ambiance est tout aussi anglophile à Brantôme, où un charmant accent d'outre-Manche fleurit de terrasses de cafés en stands de commerçants. Sous un soleil de cuivre, les locaux profitent avec enthousiasme de la réouverture du Bar du Marché, signe que la saison est ouverte. Il faut creuser pour faire émerger, derrière des sourires, la lassitude perçue à Eymet. Catherine, arrivée en France il y a cinq ans motivée par l'amour, avoue avoir pleuré en apprenant le résultat du référendum avant de s'être ressaisie: elle et son compagnon envisagent sérieusement, désormais, de précipiter leur mariage. Tandis que son marchand de fruits et légumes glisse que les Britanniques représentent presque 50% de sa clientèle.

«Personne ne sait ce qui va arriver, pas même Mme May. Le sentiment qui domine ici, c'est la frustration: les Anglais ne savent pas quoi penser.» John, 75 ans, originaire du pays de Galles

Jean-Luc Nicolas donne rendez-vous au Bar du Marché. Véritable figure locale, ce passionné d'histoire régionale a créé en 2014 le festival So British à Brantôme. Chaque année depuis, dans cette commune enlacée par une boucle de la Dronne et que Raymond Poincaré rebaptisa «*la Venise du Périgord*», au pied des majestueuses façades calcaires de l'abbaye bénédictine, on sert des *fish and chips* et autres *pale ales*, sous les couleurs de l'Union Jack et au son des cornemuses. «*Le Périgord a toujours été une zone de frictions entre British et Français*», détaille Jean-Luc Nicolas. «*Au début des années 2000, les British sont revenus et ils ont donné un second souffle à la région. Pendant la saison haute, tu passes sur la place du marché, ça parle British à toutes les terrasses.*»



John Beynon et Jean-Luc Nicolas, à Brantôme, le 26 mars 2019. | Arnaud Bertrand

Il est venu accompagné de John, vaillant gaillard de 75 ans, œil malin et sourire espiègle, arrivé du pays de Galles en 1977. «*Je vous présente Obélix le Gallois*», rit-il tandis que l'amateur de rugby, ancien directeur d'assurances, tend une poignée de main chaleureuse. Interrogé sur le Brexit, ce dernier estime être assez épargné et appuie son propos en dégainant fièrement sa carte de séjour. «*Elle expire au 17 avril 2022. Après cette date, je ne sais pas, élude-t-il, personne ne sait ce qui va arriver, pas même Mme May. Le sentiment qui domine ici, c'est la frustration: les Anglais ne savent pas quoi penser.*» Frustration et inquiétude, développe-t-il, notamment quant au cours de la livre. «*Au début des années 2000, la livre s'échangeait contre 1,60 euros environ, aujourd'hui on est à 1,16 euros.*»

La crainte d'une chute de la livre

Selon Roger Haigh, les plus vulnérables parmi les expatriées et expatriés britanniques sont ceux qui perçoivent une paie ou une pension libellée en livres sterling. «*C'est une grande crainte des retraités qui vivent ici. Bien entendu, si la livre dévisse, ils perdent en pouvoir d'achat.*» C'est le cas de Russell, qui travaille pour une société anglaise de composants électroniques et touche un salaire en livres sterling alors que sa compagne, Kate est professeure de danse en auto-entreprise, et perçoit donc des honoraires en euros.

Installés à une terrasse de café, ils expliquent avoir vendu leur maison dans la banlieue londonienne en 2014 pour acquérir non loin de Brantôme une propriété avec un «*jardin énorme*», qu'ils retapent encore. «*On n'aurait jamais pu avoir ça en Angleterre, estime Kate, et avec la baisse de la livre, on ne pourrait pas refaire le même chemin aujourd'hui.*» S'ils disent suivre les actualités quotidiennement, ils s'estiment néanmoins chanceux de pouvoir le faire à distance. Et l'on devine rapidement qu'ils n'envisagent pas de retour outre-Manche.



Brantôme, l'un des villages de Dordogne où investissent les Britanniques, le 26 mars 2019. | Arnaud Bertrand

D'après les chiffres communiqués par la CCI Dordogne, les entrepreneurs britanniques n'ont pas été découragés d'investir en France: le nombre de créations d'entreprises dans le département par des sujets de sa Majesté a même augmenté depuis le Brexit, passant de 91 créations en 2015 à 105 l'année dernière, avec un pic atteignant 137 immatriculations en... 2017!

«Les deux populations, française et anglaise, ont besoin l'une de l'autre. Sans les Britanniques, vous pouvez fermer Eymet.» Roger Haigh, directeur de la CCI franco-britannique de Dordogne

Pas plus, d'ailleurs, qu'ils n'ont été refroidis quant à l'acquisition de biens immobiliers. Selon Marion Beschet du groupe Beaux Villages –dont l'agence d'Eymet affiche la couleur: *«Urgently looking for properties for sale»*– l'engouement des Britanniques ne se dément pas et le marché immobilier reste stable, tant en volume qu'en montant. *«Quand l'incertitude prendra fin, de nouveaux comportements émergeront peut-être mais pour l'heure, la tendance est à la stabilité.»*



Devant l'agence immobilière Beaux Villages à Eymet, le 26 mars 2019. | Arnaud Bertrand

Rien, en effet, ne semble préfigurer un exode massif de la population britannique installée en *Dordogneshire*. À l'évocation d'un éventuel départ, le visage de Red Dawn s'affermi: *«Je rêve de vivre en France depuis que j'ai 15 ans, c'est mon pays maintenant, je reste ici»*, s'exclame-t-elle un verre de vin blanc sec dans une main, l'autre martelant la table en signe de détermination.

Roger Haigh, lui, veut rester optimiste: *«Même en cas de Brexit dur, je suis persuadé qu'il y aura des arrangements. Les deux populations, française et anglaise, ont besoin l'une de l'autre. Sans les Britanniques, vous pouvez fermer Eymet.»* Ce que John, salué par un ami, traduit dans un humour tout britannique: *«Hey, hello Jacky, je te présente ces deux journalistes. Ils sont venus voir comment le Brexit va ruiner la France!»*

Culture

Ces personnages de l'histoire de France qui ne parlaient pas français

Culture <http://www.slate.fr/> Frédéric Pennel — 23 mars 2019 à 15h02

Même les cinéastes, qui soignent tant les costumes, semblent s'en désintéresser. Pourtant, la langue parlée par quelques grands acteurs de l'histoire a laissé des traces profondes.



Loin de parler le français standard comme semble l'indiquer le cinéma, le roi Henri IV avait un accent gascon à couper au couteau. | Frans Pourbus le Jeune via Wikimedia Commons

Dans le film *La Reine Margot*, de Patrice Chéreau, Daniel Auteuil interprète un Henri de Navarre parlant un français standard. Le futur Henri IV (1553-1610) avait pourtant un accent gascon à couper au couteau. Son français était mêlé à tant de gasconnismes que certaines élégantes de la Cour, écœurées, partirent abriter leurs échanges sophistiqués dans des salons. Il en est de même pour Napoléon (1769-1821), qui n'a appris le français que lors de son arrivée sur le continent à l'âge de 9 ans, et qui n'a jamais pu se départir de ses corsismes. Mais où est passé son accent dans les reconstitutions? La fresque télévisuelle dédiée à l'empereur, interprété par Christian Clavier, a complètement zappé cette dimension sonore.

Dans la galerie de personnages de l'histoire de France, certains des plus éminents ne savaient ni parler français, ni même un proto-français. Si les langues font les hommes, certains hommes font aussi les langues. En s'intéressant à celles parlées par les acteurs de notre histoire, c'est le fil d'Ariane du français que l'on tire.

Ces rois des Francs qui ne parlaient pas français

Bien souvent, on débute l'histoire de France avec Vercingétorix (mort en -46 avant J.-C.). La grande figure de la révolte gauloise face aux Romains n'aurait cependant pas compris un traître mot du français contemporain. Aujourd'hui, les propos d'Astérix sont intelligibles pour César. Mais il y a 2000 ans, le général romain devait se faire accompagner d'un interprète en celte, la langue répandue en Gaule, des rives de la Méditerranée jusque dans les îles britanniques. Un parler mal connu car les druides renâclaient à déposer leurs mots à l'écrit. Face au latin triomphant, ce celte a disparu de Gaule en quelques générations –même s'il se réimplantera plus tard en Bretagne. Seuls «ifs», «alouette» et une grosse centaine d'autres mots dérivés du celte auraient survécu dans notre français.

Quand les Francs, de culture germanique, arrivent en Gaule des siècles plus tard, ils découvrent une population gallo-romaine qui s'exprime en un «latin de cuisine». Et quel héritage! Infiniment moins nombreux que les autochtones, ils légèrent pourtant leur nom à la future France, mais aussi à une langue parlée aujourd'hui par 300 millions de personnes dans le monde. À l'origine, ils parlaient le francique. Et clairement, ça ne sonnait pas comme du français. Pour s'en donner une idée, rappelons que leur roi le plus célèbre, Clovis (466-511), s'appelait en réalité Chlodowig. Pendant cinq siècles, même s'ils maîtrisaient le latin, la langue de ces rois francs restait germanique.



Gravure de Stefano della Bella (1644) | The Metropolitan Museum of Art via Picryl

Il en est ainsi de Charlemagne (74?-814), poids lourd de l'histoire européenne. La France et l'Allemagne s'en réclament toutes deux. Mais culturellement, ce serait plutôt du côté allemand que pencherait l'empereur. C'est d'ailleurs à Aix-la-Chapelle qu'il établit son palais. Et surtout, sa langue maternelle était le tudesque, un idiome germanique qui se maintiendra à la cour des Carolingiens, même après l'éclatement de l'empire (843). Ce long passage germanique a influencé le français dans sa prononciation et l'a enrichi de 500 mots encore très usités (de

«framboise» à «guerre»), faisant de la langue française la plus germanisée des langues romanes. Le peuple parlait en effet le roman, un dérivé du latin éclaté en d'innombrables dialectes.

L'un d'eux, le parler de Paris, n'avait aucune prédisposition particulière pour servir de valeur étalon au futur français. Mais en 987, les barons du royaume ceignirent la tête d'Hugues Capet, comte de Paris, de la couronne de roi des Francs. Ils ne soupçonnaient pas qu'ils arrimaient ainsi le futur français à la confluence de la Seine et de la Marne. Le nouveau roi ne parlait pas tudesque et s'exprimait dans le roman parisien. C'est ainsi que l'ancien français parvint enfin sur le trône. Certes, face aux puissants du Sud, les ducs d'Aquitaine ou les comtes de Toulouse, Hugues n'était qu'un fragile roitelet. Mais ses successeurs deviendront les imposants rois de France. Et c'est leur idiome qui servira de creuset au français. Un creuset dans lequel, au fil des siècles, les autres régionalismes verseront leurs mots, du «balai» breton à l'«auberge» provençale.

La langue de Guillaume conquiert l'Angleterre

Le dialecte normand était proche de celui de Paris. Quand Guillaume le Conquérant envahit l'Angleterre (1066), un pays profondément germanique, il plaça sa langue continentale à son sommet. Une langue qui prit racine. Et pendant trois siècles, toute l'élite anglaise parlait l'anglo-normand, une version du français qui n'avait rien d'anglais. Les premières légendes du Roi Arthur furent écrites, le plus souvent, en anglo-normand. Idem pour la *Chanson de Roland*. C'est un comble, mais l'Angleterre devenait un des foyers les plus flamboyants de la littérature française du Moyen Âge. N'en déplaise à Sean Connery, le roi Richard Cœur de Lion (1157-1199) aurait été bien incapable de s'exprimer avec Robin des Bois: il ne parlait pas un mot d'anglais. Son royaume vivait dans une diglossie totale, avec d'un côté l'illustre langue romane des puissants et de l'autre le patois germanique des masses.

C'est la rivalité franco-anglaise, exacerbée par la guerre de Cent Ans, qui poussa les souverains anglais à réinvestir l'anglais de leur peuple. En 1399, monta sur le trône le premier roi depuis longtemps à disposer de l'anglais pour langue maternelle. Mais l'aura du français à la cour demeurera considérable les siècles suivants. Sous les Tudors, Henri VIII (1491-1547) entretenait en français une correspondance passionnée avec Anne Boleyn pour la séduire –même si cela ne transparait guère dans *Deux sœurs pour un roi*. Sous le règne de sa fille, Élisabeth, les courtisans entremêlaient français et anglais, comme on peut subrepticement le constater dans *Marie Stuart, Reine d'Écosse*, actuellement en salles.



Et ce n'est qu'au XVIII^e siècle que le vocabulaire judiciaire bascule en anglais. Ces anciennes interférences avec le français sont visibles au premier coup d'œil pour un francophone contemporain. La langue de Shakespeare est aujourd'hui truffée de gallicismes. Jusqu'aux deux tiers du lexique, selon la linguiste Henriette Walter, dont de nombreux faux amis qui piègent tant d'élèves français. Les journalistes Jean-Benoît Nadeau et Julie Barlow vont jusqu'à écrire que «*le français est le latin de l'anglais*».

Même s'il s'exportait outre-Manche auprès des élites, le français restait parlé par une petite minorité de Français et de Françaises. Plutôt des citadines et des habitantes des provinces proches de Paris. Et il s'en est fallu de peu pour que Jeanne d'Arc (1412-1431) ne parlât pas français. Son village, Domrémy, était traversé par un ruisseau qui le divisait en deux. Côté ouest, on parlait le dialecte champenois, proche de celui de Paris; côté est, c'était le barrois, un idiome germanisant. Coup de chance, la Pucelle est née à l'ouest et s'est fait comprendre du dauphin qu'elle a fait sacrer Charles VII. Elle conservait un fort accent, comme l'illustrent les erreurs de transcription du greffier lors de son procès. Il orthographiait son nom «Tarc». Le film *Jeanne la*

Pucelle, avec Sandrine Bonnaire, n'en laisse rien paraître. Sans parler de la *Jeanne d'Arc* de Luc Besson où Milla Jovovich parle... anglais!

Et le français supplanta le latin

Au Moyen Âge succède la Renaissance. François 1^{er}, roi qu'on se représente comme éminemment lettré, a certes encouragé les artistes et humanistes de son temps. En revanche, il semble qu'il ne fut pas aussi cultivé que la légende l'a véhiculé. Il lit peu. Et il est piètre latiniste, une langue qui n'avait pas encore dit son dernier mot. Prestigieuse, elle demeurait bien vivante pour les juristes et tout esprit érudit de ce temps. Le linguiste Claude Hagège explique que «*si le monarque parle à peu près la même langue que les masses, son entourage reste essentiellement latinophone*». C'est dans ce contexte qu'il signe l'ordonnance de Villers-Cotterêts en 1539 qui énonce que les actes juridiques et notariés (contrats de mariage, etc.) doivent être écrits en «*langage maternelle francoys, et non autrement*». Cette volonté de «délatinisation» était dans l'air du temps et Martin Luther appelait au même moment à traduire la Bible latine en langues vernaculaires. Mais on imagine que le roi n'était pas mécontent de s'en débarrasser.

Perdant du terrain, le latin se recroquevilla sur son dernier pré carré: la diplomatie. Une position parfaite pour une langue neutre. Mais l'Europe se délatinisait et même ses élites en perdaient leur latin. Pour le compte de Louis XIV, le maréchal de Villars devait négocier en 1714 le traité de Rastatt avec les Habsbourg. Mais son niveau dans la langue de Cicéron était trop médiocre pour qu'il remplisse cette tâche. Pour accommoder Villars, on consentit à le rédiger uniquement en français –une première–, mais une clause précisait que c'était à titre exceptionnel. Cette exception fera pourtant jurisprudence. Le français entamait une longue carrière diplomatique. Par la suite, tous les traités furent rédigés dans cette langue. Que la France gagne ou non la guerre. Qu'elle fasse ou non partie des belligérants.

Son «règne» international prit fin il y a pile un siècle. Signé en 1919, le traité de Versailles fut certes écrit en français, mais également en anglais. Une relégation d'autant plus surprenante que la France, au premier rang des alliés, était auréolée du prestige de la victoire. Pour comprendre, il faut aussi fouiller l'histoire anecdotique. Il semble que le président américain Wilson n'était pas très à l'aise en français. Au contraire, Georges Clemenceau avait été marié à une Américaine et parlait parfaitement anglais. Pour faire avaler cette couleuvre, le Tigre arguera que l'anglais «*ce n'est jamais que du français mal prononcé*». Un bon mot qui masquait mal une autre réalité, plus géostratégique: celle de l'ascension américaine. On connaît la suite...

Défense

Une Fédération Française de Tir des Professionnels Armés a été créée le 26 mars

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 29.03.2019 Par Philippe Chapleau

L'idée d'une Fédération Française de Tir des Professionnels Armés (FFTPA) est né au sein d'un groupe "composé d'anciens policiers, d'anciens gendarmes, de personnes appartenant au privé". L'Assemblée Générale Constitutive s'est tenue à Alfortville, le mardi 26 mars.

Henri Petry est le premier Président de cette Fédération Française de Tir des Professionnels Armés qui fonctionnera sous la tutelle du ministère de l'Intérieur.

Elle est ouverte aux " membres de polices municipales, de la douane, gardes champêtres, gardes des eaux et forêts, convoyeurs de fonds, agents de l'administration pénitentiaire, de bijoutiers possédant une arme destinée à protéger leur activité, ainsi que des agents de sécurité privée prochainement habilités à porter une arme, eux aussi dans le cadre de leur travail". Elle s'adresse également "aux membres des forces de la police nationale et de la gendarmerie nationale".

L'objectif de la FFTPFA est d'être rapidement déclarée d'utilité publique et de pouvoir, elle aussi, au titre de la défense, délivrer des avis favorables à l'acquisition et à la détention d'arme de défense.

Pour toute demande d'informations, contacter Henri Petry au 0682658235 ou par courriel à petry.henri@gmail.com

Diplomatie

Emmanuel Macron reçoit le président chinois Xi et appelle à un "multilatéralisme fort"

<https://www.sudouest.fr/> Publié le 24/03/2019 à 15h09. Mis à jour à 22h05 par Sudouest.fr avEc AFP.



Emmanuel Macron et Xi Jinping à la villa Kérylos, villa-musée Belle Epoque, à Beaulieu-sur-Mer. JEAN-PAUL PELISSIER AFP or Licensors

Xi Jinping est de passage sur la Côte d'Azur dans le cadre de sa mini-tournée européenne. Il dîne ce dimanche soir avec le couple présidentielle français.

Après l'Italie, c'est à la France d'accueillir le président chinois Xi Jinping.

Emmanuel Macron a accueilli le président chinois Xi Jinping dimanche soir sur la Côte d'Azur, appelant à "un multilatéralisme fort" au moment où son homologue promet pendant sa mini-tournée européenne son ambitieux programme économique des "Nouvelles routes de la soie", source d'inquiétude à Bruxelles et Washington.

"Très heureux d'accueillir le Président Xi Jinping et son épouse en France. Cette visite va renforcer notre partenariat stratégique et affirmer le rôle de la France, de l'Europe et de la Chine en faveur d'un multilatéralisme fort", s'est félicité Emmanuel Macron sur Twitter, quelques instants après avoir accueilli M. Xi à Beaulieu-sur-Mer (Alpes-Maritimes) pour un dîner privé qui s'est achevé peu avant 21H30, à la veille du démarrage officiel de sa visite en France, lundi.



[Emmanuel Macron](#)

✓ [@EmmanuelMacron](#)

Très heureux d'accueillir le Président Xi Jinping et son épouse en France. Cette visite va renforcer notre partenariat stratégique et affirmer le rôle de la France, de l'Europe et de la Chine en faveur d'un multilatéralisme fort.

[3 615](#)

[23:13 - 24 mars 2019](#)

Précédés par le couple Macron, M. Xi et son épouse étaient arrivés vers 19H00 à la villa Kérylos, villa-musée Belle Epoque, aux réminiscences grecques, surplombant la Méditerranée à quelques kilomètres de Nice. A son arrivée, M. Xi a fait le tour de la villa avec M. Macron, admirant le

coucher de soleil sur la mer. "Je suis ravi de vous accueillir en France", lui a glissé le président français.

Emmanuel Macron a offert à son homologue une traduction de Confucius en français datant du XVIIe siècle, un manuscrit illustrant notamment les débuts de la sinologie européenne. M. Xi lui a quant à lui offert un vase précieux spécialement conçu pour l'occasion, associant des images représentant leurs deux pays, notamment un panda et un coq.

La petite cité balnéaire était ultra-surveillée pour cette visite, et la route du littoral coupée à toute circulation sauf pour les riverains. La venue des deux présidents a aussi provoqué des bouchons monstres à Nice du fait à la fois de la fermeture de la Promenade des Anglais—où se trouve l'hôtel Negresco où va loger le couple présidentiel chinois—et d'une partie de l'autoroute A8.

Manuscrit et vase précieux

A Beaulieu-sur-Mer, Emmanuel Macron, a offert à son homologue une traduction de Confucius en français datant du XVIIe siècle, un manuscrit précieux illustrant notamment les débuts de la sinologie européenne. M. Xi lui a quant à lui offert un vase spécialement conçu pour l'occasion, associant des dessins représentant leurs deux pays.

Le président français, qui tente d'unifier l'approche européenne face à la Chine, à la fois rival et partenaire, a associé l'Allemagne et l'Union européenne à la visite du président Xi en France, dont le volet officiel ne démarrera véritablement que lundi à Paris. Alors que l'Europe est en plein questionnement sur les ambitions diplomatiques et commerciales de la Chine, M. Xi et Macron seront **rejoints mardi à Paris par la chancelière allemande Angela Merkel et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker**, pour un des moments clés de cette visite.

En Italie, M. Xi a promis une "nouvelle route de la soie" à double sens, pour tenter de désamorcer les inquiétudes que font naître ses desseins économiques à Bruxelles et à Washington.

L'annonce de la participation de l'Italie à ce pharaonique projet d'infrastructures maritimes et terrestres – via un protocole d'accord "non contraignant", a précisé le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte – a été fraîchement accueillie par certains partenaires européens. **Emmanuel Macron a critiqué le cavalier seul italien et des responsables allemands ont abondé**, notamment le ministre allemand des Affaires Etrangères Heiko Haas, ou encore le commissaire européen chargé du budget, Günther Oettinger.

La visite du dirigeant chinois en France sera aussi sûrement ponctuée d'annonces de contrats commerciaux, parallèlement à "des échanges de vues approfondis sur les relations sino-françaises, les relations sino-européennes, ainsi que les questions internationales et régionales d'intérêt commun", selon une source officielle chinoise. Elle s'inscrit dans le cadre du **55e anniversaire des relations bilatérales entre les deux pays**.

Succès pour Monaco

La suite de la visite de M. Xi sera aussi accompagnée de manifestations d'opposants. Dès dimanche, un millier de manifestants soutenant la cause tibétaine se sont ainsi massés place du Trocadéro et d'autres rassemblements sont annoncés lundi à Paris par des organisations de défense des droits de l'Homme.

Dans le Journal du Dimanche, l'écrivain et dissident chinois Liao Yiwu, estime que la situation des droits de l'Homme "ne cesse de se détériorer" en Chine depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013.



La visite à Monaco du couple présidentielle chinois avec le prince Albert et son épouse Charlène. Crédit photo : AFP

M. Xi, avant son dîner avec le président français, s'était auparavant rendu à Monaco à la mi-journée, où il a déjeuné et passé deux heures et demi pour des entretiens bilatéraux dans le domaine économique. Cette rencontre constituait un succès diplomatique historique pour le souverain monégasque Albert II: hormis la France, Monaco et ses 38.000 résidents n'avaient jamais accueilli de dirigeant d'une grande puissance, membre du conseil de sécurité de l'ONU.

Outre les intérêts croisés dans le tourisme de luxe et les casinos, Monaco sera en 2019 le premier territoire étranger test pour le déploiement de la 5G par Huawei, le géant chinois des télécoms dont Washington craint qu'il ne puisse servir à Pékin pour espionner les communications de l'Occident.

"C'est évident qu'il y a des intérêts économiques mais Monaco sait aussi très bien jouer la carte du prince et de l'attrait pour un temps révolu qui ne subsiste qu'à quelques endroits dans le monde", a commenté auprès de l'AFP le sinologue Jean-Paul Desroches qui avait coordonné une exposition croisée consacrée aux dynasties Qing en 2017 à Monaco et Grimaldi en 2018 à Pékin.

Paris mise sur l'Europe unie face à Pékin

Économie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr/> Par Fabrice Nodé-Langlois Mis à jour le 26/03/2019 à 11:28 Publié le 25/03/2019 à 19:55



Emmanuel Macron en compagnie de Jean-Paul Juncker, Xi Jinping et Angela Merkel, ce mardi au palais de l'Élysée, à Paris. LUDOVIC MARIN/AFP

VIDÉOS - Le discours qui se veut plus ferme n'a pas empêché une moisson d'accords dont l'un portant sur 300 Airbus.

Les signatures de grands contrats sont aux visites de chefs d'État étrangers ce que les trois coups sont à la pièce de théâtre: un rituel indissociable. La visite du président chinois Xi Jinping entamée dimanche n'a pas manqué à la règle. Et, comme souvent, les tractations pour finaliser la liste des quatorze accords et contrats se sont poursuivies, selon l'Élysée, jusqu'au dernier moment. Parmi ces annonces, le morceau de choix est sans conteste l'«accord général» signé entre le holding China Aviation Supplies et Airbus pour l'acquisition de 300 appareils: 290 A 320 et 10 A 350. Cet accord vient ajouter plus d'une centaine d'appareils à la commande de 184 moyen-courriers A 320 qu'Emmanuel Macron avait annoncée lors de sa visite à Pékin en janvier 2018 et qui restait à finaliser. Aucun montant n'est communiqué par Airbus ni par son client chinois, mais l'Élysée évoque, selon Reuters, le montant spectaculaire de 30 milliards d'euros.

Une certaine prudence

EDF va construire des éoliennes offshore pour un montant de 1 milliard d'euros, tandis que CMA-CGM remporte une commande pour la construction de 10 navires pour 1,2 milliard. Très attendue par les éleveurs français, et plusieurs fois annoncé, la levée de l'embargo chinois sur les volailles en provenance de l'Hexagone a été confirmée.



Des annonces toutefois à prendre avec une certaine prudence. «Il y a parfois un côté esbroufe qui fait un tort considérable aux investisseurs chinois», commente Philippe Le Corre, de la Harvard Kennedy School. Et ce spécialiste des investissements de l'empire du Milieu d'évoquer le centre

de recherche de l'équipementier ZTE au Futuroscope de Poitiers qui ne s'est à ce jour pas concrétisé ou les ambitieux parcs d'activité promis à Châteauroux ou en Lorraine restés quasiment au point mort.

«Nous voulons des routes de la soie à double sens» Emmanuel Macron

Au-delà des annonces de contrats, le morceau de bravoure de la visite à Paris du président chinois était prévu ce mardi matin. Après les fastes du dîner d'État à l'Élysée au milieu de 200 invités, dont Alain Delon ou la comédienne Hélène Rolles, populaire en Chine pour son rôle dans le feuilleton des années 1990 *Hélène et les garçons*, Xi Jinping a retrouvé Emmanuel Macron flanqué de la chancelière allemande, Angela Merkel, et du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Le président français a souligné que, face à la puissance chinoise, «l'Union européenne est à l'heure des choix», en rappelant que Xi Jinping arrivait de Rome, qui a signé un accord-cadre sur les routes de la soie en faisant cavalier seul, comme, avant elle, le Portugal, la Grèce ou plusieurs pays de l'Est. «Nous voulons des routes de la soie à double sens», a insisté Emmanuel Macron. Le vaste projet d'investissements dans les réseaux ferroviaires, ports et autres infrastructures stratégiques est vu par Paris comme un moyen par Pékin d'asseoir sa puissance et de placer certains pays sous sa dépendance financière.

Lignes Maginot

«C'est la première fois que l'Europe hausse le ton», se félicite David Baverez, investisseur français établi à Hongkong, auteur de *Paris-Pékin Express* (Éditions François Bourin, 2017), qui salue l'initiative d'Emmanuel Macron de convier Angela Merkel et Jean-Claude Juncker. Mais le financier estime que, plutôt que d'«ériger des lignes Maginot», le discours européen pourrait être plus offensif, car Pékin a besoin de savoir-faire européens. Et la Chine, dont l'économie ralentit, perd un peu de sa superbe.

Pour la première fois depuis 1993, selon Morgan Stanley, le géant asiatique qui continue d'importer beaucoup et dont les fuites de capitaux s'accroissent, pourrait afficher une balance des paiements en déficit. Une raison de plus pour adopter un ton plus ferme avec Pékin.

La Chine commande 300 Airbus pour près de 30 milliards d'euros

Économie Flash Eco Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 25/03/2019 à 20:58 Publié le 25/03/2019 à 18:15



Le président chinois Xi Jinping et Emmanuel Macron. AFP

Au total 290 Airbus A320 et 10 A350 vont être achetés par l'entreprise étatique chinoise CASC (China Aviation Supplies Holding Company), selon un accord commercial signé lundi à l'occasion de la visite du président chinois Xi Jinping en France.

Dans un communiqué séparé, Airbus a confirmé la "commande de 300 appareils Airbus au total par des compagnies chinoises", un contrat nettement plus important que le pré-accord annoncé il y a plus d'un an, qui portait sur 184 Airbus A320. L'avionneur européen n'a pas dévoilé le montant que représente le contrat avec CASC, mais au prix catalogue 2018, cela représente plus 35 milliards de dollars. De son côté, l'Élysée a évoqué un contrat de vente d'une valeur de près de 30 milliards d'euros.

«Un excellent signal», selon Emmanuel Macron

"La conclusion d'un grand contrat pour Airbus est une avancée importante et un excellent signal (...) de la force des échanges" entre la Chine et la France, a commenté le président Emmanuel Macron lors de la signature du contrat au cours d'une cérémonie à l'Élysée.

Lors de sa visite à Pékin en janvier 2018, le président Macron avait annoncé une commande de 184 moyen-courriers A320 d'Airbus, qui étaient destinés à 13 compagnies chinoises. Le constructeur aéronautique ne donne plus les montants des commandes qu'il reçoit depuis l'entrée en vigueur de la norme IFRS 15, qu'il applique désormais.

L'accord a été conclu par Guillaume Faury, le président d'Airbus Commercial Aircraft et futur patron d'Airbus, et Jia Baojun, président de CASC, en présence du président chinois Xi Jinping et du président français Emmanuel Macron.

A fin janvier 2019, la flotte Airbus en service auprès des opérateurs chinois comptait quelque 1.730 appareils, dont 1.455 moyen-courriers de la famille A320 et 17 long-courriers de la famille A350 XWB, le dernier-né de la gamme Airbus.

Airbus, EDF, CMA CGM... La France et la Chine signent plusieurs contrats valant des milliards

Accueil Économie Industrie <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 25/03/2019 à 23h19
Publié le 25/03/2019 à 22h43



Lei Fanpei (CSSC) et Rodolphe Saade (CMA CGM) ont signé un contrat d'1,2 milliard d'euros sous les yeux de Xi Jinping et Emmanuel Macron. | YOAN VALAT / POOL / REUTERS

Reçu à l'Élysée par Emmanuel Macron, le président chinois Xi Jinping a annoncé une série d'accords économiques entre les deux pays. Plusieurs entreprises françaises peuvent se frotter les mains.

Échange de bons procédés entre la Chine et la France. Les présidents français Emmanuel Macron et chinois Xi Jinping ont annoncé, ce lundi 25 mars, une série de contrats et d'investissements réciproques représentant une quarantaine de milliards d'euros, dont une commande de 300 avions Airbus, bien plus importante qu'un pré-accord annoncé voici plus d'un an. Revue de détail.

Aéronautique et transports

L'entreprise chinoise CASC (China Aviation Supplies Holding Company) va commander 300 **Airbus** - 290 A320 et 10 A350, soit bien plus que les 184 appareils prévus par un accord préliminaire annoncé il y a plus d'un an.

L'avionneur européen n'a pas dévoilé le montant que représente le contrat avec CASC, mais au prix catalogue 2018, cela représente plus 35 milliards de dollars.

Airbus a, par ailleurs, signé un contrat avec l'exploitant chinois de satellites 21AT pour coopérer sur le développement de services d'imagerie à haute résolution.

L'armateur français **CMA CGM**, numéro trois mondial du transport maritime par conteneur, va faire construire par la China State Shipbuilding Corporation (CSSC), l'un des deux principaux conglomérats publics chinois de construction navale, dix nouveaux porte-conteneurs, pour un montant estimé de 1,2 milliard d'euros.

L'industriel chinois Quechen Silicon Chemical va investir 105 millions d'euros à Fos-sur-Mer, dans le **Grand port de Marseille**, dans une usine de production de silice. L'annonce, confirmée ce lundi, avait déjà été faite il y a un an.

La filiale française du constructeur **Liebherr**, spécialisée dans les équipements aéronautiques, a signé un contrat d'une quarantaine de millions d'euros avec l'avionneur chinois Comac.



Xi Jinping et Emmanuel Macron ont levé un verre à l'amitié franco-chinoise, lundi 25 mars, lors d'un dîner à l'Élysée. | LUDOVIC MARIN / AFP

Energie et industrie

Le français **EDF** va investir environ un milliard d'euros dans deux projets de parc éolien en mer de Chine au large de la province du Jiangsu, au nord de Shanghai pour une capacité totale de production de plus de 500 mégawatts.

EDF a en parallèle signé un contrat pour l'exploitation du réseau de chaleur et de climatisation d'un quartier de la ville de Wuhan (centre du pays). Selon l'Élysée, ce contrat s'élève à environ 100 millions d'euros.

L'industriel français **Fives** et le constructeur chinois China National Materials (CNBM) vont collaborer sur la mise en œuvre de "technologies vertes", notamment en Afrique. Selon l'Élysée, l'accord représente un milliard d'euros, mais il ne précise pas la répartition.

Le fournisseur d'électricité **Quadran**, filiale du français Direct Energie, et la Banque publique d'investissement française (**BPIFrance**), ont signé avec le spécialiste chinois des déchets Sus Environnement un protocole d'accord pour le développement des énergies renouvelables. L'Élysée évoque un montant entre un et 1,5 milliard d'euros, là encore sans plus de détails.

Le groupe français de matériel électrique **Schneider Electric** va coopérer avec le constructeur chinois Power Construction Corporation (PCC) pour moderniser les usines de celui-ci en Chine, en Arabie saoudite et à Dubai. L'Élysée estime potentiellement à six milliards d'euros le montant de ces accords.

Bank of China, l'une des principales banques du pays, va par ailleurs travailler avec Schneider Electric pour faciliter le financement des projets de celui-ci dans d'autres pays.

Agriculture

Les exportations de pattes, têtes et ailes de poulets congelés français vers la Chine devraient reprendre dans les prochains mois, avec un accord levant l'embargo sur les volailles imposé depuis la grippe aviaire de 2015. En 2015, la France avait exporté 3 570 tonnes de viande de volaille pour un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros, selon l'organisme FranceAgriMer. Depuis, aucune viande de volaille française n'a été vendue en Chine.

Un autre accord va permettre d'ouvrir en une seule fois le marché chinois à l'ensemble des mollusques français alors que les ouvertures sont en général attribuées au cas par cas, a précisé l'Élysée.

Banque et finance

La banque française **BNP Paribas** a signé un protocole d'accord avec Bank of China afin d'être présent sur le marché obligataire chinois. L'obtention de ces licences, déjà annoncée fin 2018, représente, selon l'Élysée, un marché de six milliards d'euros les trois prochaines années.

BNP Paribas et la société d'investissements française Eurazeo ont aussi signé un accord préliminaire avec le chinois China Investment Corporation (CIC) pour lancer un fond commun destiné à gérer un milliard d'euros afin d'appuyer le développement en Chine de groupes français.

Economie

2. Économie

Supprimer la redevance... Pourquoi pas pour Darmanin

France <https://www.latribune.fr/> Par AFP | 29/03/2019, 9:38



Le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, a proposé vendredi de supprimer la contribution à l'audiovisuel public, estimant que la suppression progressive de la taxe d'habitation allait compliquer sa perception.

"La question se pose de cette redevance télé, d'autant que l'on ne saura plus comment l'adresser", a affirmé le ministre sur RMC, rappelant qu'elle est actuellement perçue avec la taxe d'habitation qui doit être supprimée d'ici à la fin du quinquennat.

"Je l'ai proposé au président de la République et au Premier ministre. Nous aurons l'occasion de voir ce qu'ils décident", a ajouté le ministre. "Cela coûte cher d'adresser un impôt seul qui rapporte à peu près 120 euros", a-t-il ajouté.

"On affecte cet argent à Radio France et à France Télévision, ce qui pose la question de la réforme de Radio France et de France Télévision. C'est donc facile à dire et difficile à faire", a-t-il reconnu.



La contribution à l'audiovisuel public est due par les contribuables s'ils sont imposables à la taxe d'habitation et qu'ils occupent, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, un logement équipé d'un téléviseur. Son montant est de 139 euros en métropole et de 89 euros dans les DOM-TOM, selon le site gouvernemental service-public.fr.

Environnement

"Extinction rébellion" se lance, un mouvement de désobéissance contre l'inaction climatique

<https://www.huffingtonpost.fr/> ACTUALITÉS 24/03/2019 20:27 CET | Actualisé il y a 20 heures
AFP

Près de 500 personnes se sont réunies place de la Bourse à Paris pour le lancement français de ce mouvement international.

CLIMAT - Environ un demi-millier de personnes sont venues ce dimanche 24 mars à Paris participer au lancement en France d'"Extinction Rébellion", mouvement international appelant à la désobéissance civile non-violente contre l'inaction climatique.

"Extinction ! Rébellion !", a scandé place de la Bourse la petite foule, composée de toutes générations, comptant parmi elle des familles et hérissée de drapeaux frappés d'un X cerclé.



[Alternatiba Paris @alternatiba75](#)

"Nous sommes prêt-e-s à enfreindre la loi et à en subir les conséquences". En direct du lancement d'[#ExtinctionRebellion](#) France

[47](#)

[18:47 - 24 mars 2019](#)



Julien Bayou

✓ [@julienbayou](#)

Extinction rebellion France, à [#Paris](#).

Symphonie du nouveau monde p à r Orchestre debout.

[50](#)

[17:21 - 24 mars 2019](#)



Extinction Rebellion 🐝🕒🐝 [@ExtinctionR](#)

"[#ExtinctionRebellion](#)", [@Alexandrascap](#). [@XtinctionRebel](#): <https://extinctionrebellion.fr/>

Formation à la Désobéissance civile (Paris), March 31:

[https://www.facebook.com/events/2296171693952152/ ...](https://www.facebook.com/events/2296171693952152/)

[38](#)

[21:38 - 24 mars 2019](#)

Le mouvement est né en Grande-Bretagne fin 2018 à l'initiative d'universitaires notamment, inspiré par la stratégie de lutte pour les droits civiques aux États-Unis dans les années 60. Il s'est depuis étendu à plusieurs pays, dont les États-Unis, via les réseaux sociaux.

Une prochaine série d'actions est prévue la semaine du 15 avril.

"Aujourd'hui nous officialisons notre existence" en France, a expliqué à l'AFP Henri Parmentier, un porte-parole, évoquant 2000 membres dans l'Hexagone. "Manifester, pétitionner, changer ses comportements individuels... on l'a fait, et on voit que ça ne change rien. L'étape suivante c'est agir, s'interposer, déranger, de façon non violente".

"Notre survie sur Terre est menacée"

Cet opticien parisien de 31 ans dit s'engager pour la première fois en tant que militant, après s'être documenté sur le réchauffement climatique. Tout comme Jonas, 23 ans, étudiant à Sciences Po, venu de Lyon.

Jean-Pascal Péan, chauffeur de taxi des Hauts-de-Seine, était déjà mobilisé dans les actions anti-publicité. "Ce mouvement, c'est le résultat de 20 ans de prise de conscience", dit-il.

"Il y a urgence, notre survie sur Terre est menacée", proclame la déclaration de "rébellion contre l'anéantissement du vivant", lue à la tribune.

"Nous ne sommes pas dupes des discours qui visent à nous rendre tous également coupables de la catastrophe. Dans ce monde 70% des gaz à effet de serre émanent de 100 entreprises", dit le texte, qui poursuit: "Nous n'avons plus confiance en la capacité ni la volonté de ce gouvernement ou d'un autre de prendre, sans une forte pression populaire, les mesures que la situation rend nécessaires".

Les chercheurs Jean-Baptiste Fressoz, Pablo Servigne, Claire Lévy ont dressé à la tribune le sombre tableau de la situation climatique. L'écrivain franco-américaine Susan George (Attac) a proposé ses services pour des actions de désobéissance, "si vous avez besoin d'une dame de 85 ans".

Les musiciens de l'"Orchestre debout" (né pendant le mouvement Nuit Debout) avaient auparavant joué "Va pensiero" (Nabucco) mais aussi "Le déserteur" et "Bella ciao", longues minutes de solennité et ferveur pour les participants de ce nouveau mouvement.

Gilets jaunes

«Gilets jaunes»: une 19e mobilisation plus calme, dispersion tendue à Paris

Actualité Société Par Le figaro.fr AFP, Reuters Agences Mis à jour le 23/03/2019 à 20:42 Publié le 23/03/2019 à 13:40



Samedi, dans le cortège parisien des «gilets jaunes». KENZO TRIBOUILLARD/AFP

EN IMAGES - Environ 40.500 manifestants ont défilé en France, dont 5 000 à Paris, pour le 19e samedi de manifestations. Plus d'une centaine de personnes ont été placées en garde à vue. Des heurts ont éclaté à Lille et à Montpellier.

Ce samedi 23 mars, la situation a été plutôt calme dans la capitale comme en province pour la 19e mobilisation du mouvement des «gilets jaunes». Selon le ministère de l'Intérieur, environ 40.500 «gilets jaunes» ont défilé en France, dont 5 000 à Paris. Les forces de l'ordre ont procédé à 233 interpellations dans toute la France, et 172 ont mené à des gardes à vue. «Nos consignes

de fermeté ont été respectées», a affirmé Christophe Castaner lors d'une conférence de presse, insistant sur le fait que «l'ordre républicain a été maintenu».

● À Paris

Dans la capitale, pas un manifestant n'a été vu sur les Champs-Élysées, où tout rassemblement a été interdit par arrêté.



Samedi sur les Champs-Élysées à Paris. BENOIT TESSIER/REUTERS

En tout début de matinée, quelques personnes se sont retrouvées place du Trocadéro, où un rassemblement statique était prévu. D'autres se sont réunies place Denfert-Rochereau où un défilé a pris la direction de la butte Montmartre à partir de 13 heures. Les manifestants sont peu à peu arrivés place Saint-Pierre à partir de 15h15.



Samedi 23 mars dans les rues de Paris. FRANCOIS GUILLOT/AFP

Selon notre journaliste sur place, Sacha Benitah, le cortège composé de plusieurs milliers de personnes était bon enfant avec de brefs accès de tension. Dans le cortège ont été aperçus Jean-Luc Mélenchon, député de La France Insoumise, sa collègue Danielle Simonnet, ainsi qu'Olivier Besancenot et Philippe Poutou, deux anciens candidats à la présidentielle de la LCR et du NPA.

Nous avons appris de la préfecture qu'à 19h, 96 arrestations et 8545 contrôles préventifs avaient été effectués à Paris. Par ailleurs, 53 verbalisations ont été dressées sur le périmètre interdit.

Éric Drouet, un des leaders du mouvement, a été verbalisé près des Halles pour participation à une «manifestation non-déclarée». Les contraventions encourues ont été portées jeudi de 38 à 135 euros. En début d'après-midi, aucun incident majeur n'avait été signalé. Mais des tensions sont apparues lors des manœuvres de dispersions en fin de journée, notamment boulevard de Strasbourg.

«Gilets jaunes» Acte XIX : l'impressionnant dispositif policier mis en place à Paris



Les autorités avaient prévu ce samedi un renforcement du dispositif de sécurité pour éviter les violences de la semaine dernière qui ont entraîné le départ du préfet Michel Delpuech à Paris. Six mille membres des forces de police ont été déployés dans la capitale, parmi lesquels des «brigades de répression de l'action violente» (BRAV), nouvelles unités d'action rapide amenées à intervenir dès les premiers troubles.

La préfecture de police de Paris a indiqué samedi soir qu'un policier d'une compagnie d'intervention parisienne avait été victime d'un malaise cardiaque place de la République, et

ajouté qu'il avait été pris en charge par les secours. Lors de son point presse, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a indiqué qu'il suivait «de près» son état.



Une manifestante au Trocadéro, à Paris. © Kenzo Tribouillard - AFP KENZO TRIBOUILLARD/AFP

● À Nice

Des heurts ont éclaté dans l'après-midi à Nice lorsque quelques centaines de manifestants ont tenté de pénétrer dans le périmètre interdit aux rassemblements, déclenchant des tirs nourris de gaz lacrymogène, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Quelques dizaines de personnes, dont certaines vêtues d'un gilet jaune, avaient déjà bravé l'interdiction de manifester en centre-ville en matinée, sur la place Garibaldi. En fin de journée, selon l'Intérieur, 80 personnes ont été interpellées à Nice. La majeure partie d'entre elles ont été arrêtées au cours de l'après-midi après une violente charge de police contre quelques centaines de manifestants qui ont brièvement tenté de pénétrer dans le périmètre interdit, dans le secteur du Parc Impérial.

Le matin, une femme âgée était tombée pendant une charge de la police, et avait été blessée. Les pompiers l'avaient évacuée, consciente, a constaté l'AFP. «Elle souffre de plusieurs fractures au crâne, au rocher (oreille interne) et des hématomes sous-duraux», a précisé sa fille.

«Gilets jaunes» Acte XIX : des manifestants évacués par les forces de l'ordre à Nice



Quelques dizaines de «gilets jaunes» ont bravé samedi 23 mars l'interdiction de manifestation sur une place du centre de Nice. Ils ont été délogés par les forces de l'ordre en fin de matinée.



Place Garibaldi, à Nice. © Valery Hache - AFP VALERY HACHE/AFP

● Et ailleurs ?

Les autres rassemblements organisés en France se déroulaient dans le calme au cours de l'après-midi. Dans les Hauts de France, environ 200 «gilets jaunes» ont marché une quinzaine de kilomètres entre Tourcoing et **Lille**. À l'arrivée, ils étaient près de 2 000 selon un décompte de *La Voix du Nord* qui a également noté la présence de deux figures du mouvement, Maxime Nicolle et Priscillia Ludosky. Des heurts ont été signalés peu après 15h30 dans le centre-ville, provoqués notamment par la présence d'une centaine de Black Bloc en tête du cortège.

À **Montpellier**, un cortège d'environ 4 500 personnes a défilé samedi dans les rues de Montpellier. Peu avant 16h, les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes place de la Comédie pour disperser des attroupements. En face, des manifestants leur jetaient des cannettes et des bouteilles de bière.



Midi Libre Montpellier

✓ [@MLMontpellier](#)

[#Montpellier](#) [#GiletsJaunes](#) le cortège arrive au Peyrou dans le calme

[9](#)

[17:43 - 23 mars 2019](#)

Côté manifestants, au moins une personne a été blessée par un projectile au visage, et côté forces de l'ordre, au moins deux policiers ont été blessés, a-t-elle constaté. Ces affrontements ont éclaté place de la Comédie et aux abords du centre. Les heurts se sont poursuivis jusqu'au soir, et ont conduit à 20 interpellations.

À **Nantes**, 400 manifestants se sont élancés vers 14h pour une manifestation en périphérie de la ville, sur une zone commerciale. De premiers tirs de lacrymo et de LBD ont eu lieu vers 14h30 quand les gendarmes ont voulu faire reculer les manifestants qui refusaient d'obtempérer. La manifestation s'est terminée aux alentours de 18h.

À **Toulouse**, quelques milliers de «gilets jaunes», dont beaucoup de retraités et femmes, manifestaient dans l'après-midi dans le centre-ville. Seule une poignée de «gilets jaunes» a tenté de se rendre sur la place du Capitole, où la préfecture a interdit tout rassemblement jusqu'à 22h. Plusieurs affrontements ont émaillé la manifestation, jusque dans la soirée. Selon *La Dépêche du midi*, 13 personnes auraient été interpellées, et trois manifestants se trouvaient en état d'urgence relative vers 19h.

Des manifestations ont aussi eu lieu à **Lyon, Metz, Bordeaux où environ 4500 personnes ont défilé.**

Samedi dernier, 32.000 «gilets jaunes», dont 10.000 à Paris, avaient été recensés selon les autorités sur tout le territoire, un chiffre contesté par le mouvement qui a revendiqué de son côté 230.766 manifestants.



«Gilets jaunes»: un policier fait un malaise cardiaque à Paris

Actualité Flash Actu Par Le Figaro Mis à jour le 23/03/2019 à 19:37 Publié le 23/03/2019 à 19:18



Place de la République samedi soir. Zakaria ABDELKAFI / AFP

La préfecture de police de Paris a indiqué samedi soir qu'un policier d'une compagnie d'intervention parisienne avait été victime d'un malaise cardiaque place de la République. Nous ne savons pas les causes de ce malaise.

La préfecture a ajouté que le fonctionnaire avait été pris en charge par les secours. Un massage cardiaque lui a été prodigué par les pompiers. Il a rapidement été conduit en milieu hospitalier. Son «état est jugé très sérieux», dit-on de même source.

Le Directeur de l'ordre public et de la circulation Jérôme Foucaud s'est rendu sur place. Le préfet de police Didier Lallement se tient informé de son état.

La dispersion de la manifestation parisienne des «gilets jaunes» a donné lieu à des tensions dans le secteur du boulevard de Strasbourg. En fin d'après-midi, des manifestants ont regagné la place de la République où de brèves tensions ont eu lieu.

«Gilets jaunes»: l'exécutif s'est fait avoir une fois, il ne tolérera pas une deuxième

Politique / Société <http://www.slate.fr/> Olivier Biffaud — 23 mars 2019 à 9h09 — mis à jour le 23 mars 2019 à 9h49

Après le fiasco du maintien de l'ordre sur les Champs-Élysées le 16 mars 2019, le Premier ministre prend des mesures qui marquent un tournant dans l'appréhension de la violence par le gouvernement.



Un «gilet jaune» à Paris, le 16 mars 2019 | Zakaria Abdelkafi / AFP

«Qu'on se le dise, le 16 mars restera dans l'histoire du mouvement des gilets jaunes.» Sur Facebook, Éric Drouet avait prévenu par avance. «Le 16, il va se passer ce qu'il va se passer, j'en ai plus rien à foutre»: son compère Maxime Nicolle, alias Fly Rider, était sur la même longueur d'onde.

Les deux figures les plus suivies et les plus médiatiques du mouvement des «gilets jaunes» semblaient assez bien renseignées sur la tournure que risquait de prendre leur dix-huitième rassemblement hebdomadaire, celui qui était baptisé «ultimatum» au gouvernement.

Les services spécialisés, eux aussi, étaient au courant des risques de violences. Les choses se sont passées comme prévu –ou comme redouté.

Le subit regain de violence constaté le 16 mars et l'inaptitude soudaine des forces de l'ordre à l'endiguer, alors même que les techniques de «containment» avaient été adaptées en décembre, après le premier déferlement de casse, soulèvent plusieurs questions.

Ces interrogations sont à la fois d'ordre politique et du domaine technique. Elles concernent en même temps l'autorité politique, la hiérarchie policière, les leaders et le mouvement des «gilets jaunes» lui-même. Sans prétendre à l'exhaustivité, elles méritent d'être recensées et de faire l'objet d'un début d'analyse.

Pain bénit pour les oppositions

Incontestablement, la séquence a fait des dégâts sur le plan politique. L'accumulation des erreurs a été une aubaine pour les oppositions, qui se sont engouffrées dans la brèche ainsi créée.

Du parti Les Républicains à La France insoumise, en passant par le Rassemblement national, les responsables de ces formations ont présenté ce samedi de casse comme étant dans la continuité de tous les précédents, pour inciter l'opinion à penser que le pouvoir ne maîtrise rien depuis quatre mois.

Sans minimiser la situation, la vérité conduit à reconnaître que les destructions à grande échelle se sont produites le 8 décembre et le 16 mars sur les Champs-Élysées. Il s'agit d'une bien maigre consolation pour les commerces concernés.



L'une des vitrines brisées sur les Champs-Élysées lors de l'acte 18 des «gilets jaunes», le 16 mars 2019 | Alain Jocard / AFP

La combinaison d'images montrant le chaos sur l'avenue parisienne et le président de la République parti faire du ski à La Mongie, une station des Pyrénées, n'a pas arrangé les choses. Le contraste a été abondamment exploité sur le terrain de la communication.

Même s'il est évident que le maintien de l'ordre ne relève pas, sur le plan technique, du chef de l'État, il était de fait à craindre que la séquence ne soit retournée contre lui par ses adversaires.

Emmanuel Macron ne pouvait probablement pas imaginer que ce samedi allait tourner au vinaigre alors que, précisément, les forces de l'ordre étaient parvenues globalement à contenir les précédents sur les Champs-Élysées grâce au changement de doctrine de décembre. Mauvaise pioche! Il refait rapidement ses valises pour revenir à Paris dans la soirée, mais le mal était fait.

La première cible des responsables des oppositions politiques a été le ministre de l'Intérieur, accusé par la droite et l'extrême droite de n'avoir pas su gérer la manifestation dévastatrice. Comme par un effet de miroir, quand ces manifestations sont réprimées sévèrement, quand les provocations et les débordements commencent, la gauche de la gauche et l'extrême gauche dénoncent l'usage de la force. «Laxisme» d'un côté, «pouvoir policier» de l'autre.

Actuellement fragilisé par une histoire de présence inappropriée dans une boîte de nuit, Christophe Castaner a quasiment contraint le Premier ministre à un «*deuxième intérim*», après celui résultant du départ inopiné de Gérard Collomb de la place Beauvau en octobre 2018, comme l'écrit Guillaume Tabard, éditorialiste au Figaro.

Bataille de l'opinion

Au moment de la sortie du grand débat national voulu par Macron –les débats ont débuté le 15 janvier et les réunions locales ont été closes le 15 mars–, les «gilets jaunes», qui ont massivement refusé d'y participer, avaient la volonté de montrer qu'ils occupaient encore le terrain, malgré la décrue quasi continue de la mobilisation dans les manifestations hebdomadaires depuis la rentrée de janvier.

Le but politique était d'assombrir la fin de cette séquence de dialogue à laquelle ils ne croyaient pas et de la faire passer au second plan, afin de prouver qu'elle avait moins d'importance que leurs manifestations répétitives. De ce point de vue, ils ont plutôt atteint leur objectif en terme de communication.

En revanche, ils sont assez loin du compte en ce qui concerne la perception qu'a l'opinion de leur mobilisation et des dérives violentes dont elle fait maintenant l'objet. Si le mouvement suscite encore l'adhésion d'une personne sur deux (24% pour le soutien et 29% pour la sympathie) selon un sondage de l'institut Elabe, contre sept personnes sur dix au début de la contestation (47% de soutien, 26% de sympathie), l'opinion note à 70% que les manifestations actuelles sont éloignées des revendications initiales.

Toujours d'après Elabe, 84% des personnes interrogées condamnent la violence (15% ont une opinion inverse) et 70% ne la comprennent pas (28% ont un jugement opposé) –des chiffres qui ne peuvent pas échapper aux radars du pouvoir.

Dysfonctionnements techniques

Techniquement, le maintien de l'ordre mérite d'être examiné sous différents aspects. Même si l'interrogation peut avoir un caractère cynique au premier abord, la hiérarchie policière s'interroge régulièrement sur la limite de désordre acceptable pour une société, en ayant en permanence en tête la priorité de la protection des personnes et des biens: une intervention trop rapide, trop brutale, mal adaptée peut-elle aboutir au résultat inverse à celui recherché et provoquer une aggravation de la situation?

De l'avis d'un spécialiste de la question, trois éléments préventifs doivent être mis en place en amont pour s'assurer d'avoir les meilleures cartes en main: une bonne qualité de renseignement pour jauger, une possibilité d'entrave pour anticiper et un alignement des positions au sommet (Élysée, Matignon, Beauvau) pour avoir une unité de vue de la gestion politique. En l'espèce, ces trois facteurs ont fonctionné inégalement.

Côté renseignement, les informations dont disposaient les autorités policières étaient les bonnes; côté politique, les trois institutions étaient en ligne, si l'on en croit les informations recueillies. D'où, probablement, le choix serein de Macron de s'éloigner de Paris pour un *break*, après les différents débats auxquels il avait participé.

Le troisième paramètre, l'entrave, qui consiste à empêcher des individus connus des services de se rendre sur les lieux de manifestation, n'a pas pu être actionné. La raison est simple: l'impossibilité d'avoir recours à la loi dite anti-casseurs ouvrant cette voie, car elle n'était pas effective.



Les forces de l'ordre face à une marée de pavés, le 16 mars 2019 sur les Champs-Élysées | Zakaria Abdelkafi / AFP

Si une partie du plan de maintien de l'ordre –empêcher la connexion avec la manifestation pour le climat qui, elle, s'est déroulée pacifiquement dans un autre secteur de la capitale– a été atteint, la protection des Champs-Élysées a en revanche été un fiasco complet. «*C'était une catastrophe*», confie un connaisseur de la chaîne de décision.

Dès le lendemain, le Premier ministre a reconnu des «*dysfonctionnements*» dans le dispositif de sécurité mis en place. Il y a d'abord eu une lenteur inhabituelle dans la remontée des informations jusqu'à la préfecture de police, qui est le maître d'œuvre de l'application du maintien de l'ordre, et des anomalies dans le temps de réaction sur le terrain.

Contexte éclairant

Une contextualisation est nécessaire pour tenter de comprendre ce qui s'est passé. Le point cardinal mis en avant par des spécialistes est la place de la préfecture de police de Paris, un «*État dans l'État*». Une position qui, par une défense scrupuleuse de son autonomie, lui permettrait de s'affranchir en partie des orientations et des consignes du ministère de l'Intérieur. Dans le cas d'espèce, la préfecture aurait pris appui, dans son analyse, sur le fait que les samedis précédents s'étaient plutôt bien déroulés.

La pression exercée par le Défenseur des droits Jacques Toubon sur l'utilisation des LBD (lanceur de balles de défense), qui ont provoqué des mutilations recensées par le journaliste David Dufresne, a également eu des répercussions internes. D'autant que des institutions internationales comme le Conseil de l'Europe ou le Haut-commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, ici et là, avaient fait des observations allant dans le même sens.

Il faut enfin ajouter que cinquante députées et députés du groupe La République en marche s'étaient abstenus le 5 février, pour la première fois depuis le début de la législature, lors du vote sur la proposition de loi anti-casseurs.

Il y avait donc là un faisceau d'éléments qui allaient dans le même sens, un alliage qui avait peut-être de quoi faire naître dans la hiérarchie policière une sorte de «réflexe Grimaud», du nom du préfet de police de Paris pendant les événements de Mai 68 qui fit tout son possible pour éviter que le sang ne coule.

De fait, l'une des décisions prises a conduit les forces de l'ordre à utiliser le 16 mars des cartouches de LBD qui n'avaient plus une portée de quarante mètres mais de neuf mètres, selon une information officielle.

Privés de stratégie, privés d'ordres cohérents, privés des moyens habituels de défense permettant d'éviter le contact, les fonctionnaires de police et les militaires de la gendarmerie ont été dépassés par des groupes violents organisés en black blocs.

Qui plus est, ces groupes bien organisés –des vidéos reprises sur les réseaux sociaux l'ont clairement montré– ont bénéficié au mieux de la bienveillance passive de «gilets jaunes», au pire de leur complicité active, quand eux-mêmes ne mettaient pas la main à la pâte.

Changement de braquet

En amont d'une nouvelle démonstration hebdomadaire le 23 mars, l'exécutif a pris les devants, en déployant une panoplie politique et technico-administrative. Le préfet de police de Paris Michel Delpuech, qui devait prendre sa retraite cette année, a été limogé et remplacé par le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, Didier Lallement. Son directeur de cabinet, Pierre Gaudin, et Frédéric Dupuch, patron de la Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP), ont également été congédiés.

Le Premier ministre a en outre annoncé la création de brigades anti-casseurs, la possibilité de prendre des arrêtés d'interdiction de manifester dans certains périmètres, l'utilisation de drones, de produits marquants et de moyens vidéos, l'augmentation des amendes pour participation à un rassemblement interdit et l'ouverture de poursuites contre les «personnalités» qui appellent – implicitement ou explicitement– à la violence.



Conférence de presse d'Édouard Philippe, entouré de la ministre de la Justice Nicole Belloubet et du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, le 18 mars 2019 à Matignon | Bertrand Guay / AFP

Ce samedi, les militaires de la force Sentinelle auront pour mission de protéger certains bâtiments publics, afin de libérer les forces de l'ordre qui y sont affectées. Cette dernière mesure a provoqué une levée de boucliers de toutes les oppositions.

À l'évidence, l'exécutif a décidé de changer de braquet. Après avoir misé sur la décrue continue de la mobilisation intervenue après l'annonce des mesures sociales qui répondaient aux revendications de pouvoir d'achat du mouvement, il est contraint de constater que quelques dizaines de milliers de personnes ne veulent pas lâcher le terrain, pour des raisons qui semblent n'avoir plus grand-chose à voir avec les motifs initiaux de la contestation.

La batterie de mesures avancées par l'exécutif constitue un message politique de fermeté adressé tant aux «gilets jaunes» qu'aux oppositions. *«Jusqu'à présent, nous avons voulu faire très attention et nous voulons toujours faire très attention aux débordements, aux accidents à la sécurité des personnes, mais nous constatons que le déchaînement de violence justifie une*

réponse ferme. Je l'assume», a ainsi déclaré Édouard Philippe. Tout le monde est prévenu, jusque dans les conséquences.

«Gilets jaunes»: 216 commerces ont été dégradés à Paris lors de l'acte XVIII

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Par Etienne Jacob Mis à jour le 27/03/2019 à 11:36 Publié le 26/03/2019 à 20:40



Un commerce qui a brûlé lors de l'acte XVIII des «gilets jaunes», le 16 mars 2019. PHILIPPE LOPEZ/AFP

VIDÉOS - Près de la moitié de la totalité des actes de vandalisme ont eu lieu le 16 mars, lors de l'acte XVIII des «gilets jaunes», mettant de nombreux commerçants dans une situation difficile. La mairie de Paris tente de leur venir en aide.

À la mairie de Paris, l'exercice a pris des allures de consultation de routine. Depuis le début des manifestations des «gilets jaunes» - et des dégradations multiples qui en ont découlé -, Anne Hidalgo et ses équipes effectuent des points réguliers avec les commerçants, à l'Hôtel de ville. Des réunions importantes, pour faire le bilan des actes de vandalisme et informer les sinistrés. Ce mardi n'a pas dérogé à la règle mais revêtait un intérêt tout particulier pour les professionnels, qui n'avaient pas été réunis depuis le terrible acte XVIII du 16 mars.

Alors que la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Paris et d'Ile-de-France avait annoncé que 91 commerces avaient été touchés ce samedi-là, la mairie de la capitale a revu ces données nettement à la hausse. Selon le décompte de la municipalité, 216 établissements ont été vandalisés ou pillés lors des manifestations du 16 mars. Vingt-six ont été dégradés sur les seuls Champs-Élysées, un chiffre «jamais atteint», depuis le début de la mobilisation en novembre, confie au *Figaro* Olivia Polski, adjointe au Commerce.



[Colombe Brossel @cbrossel](#)

216 commerces pillés ou vandalisés lors des manifestations du 16 mars. 453 au total depuis novembre 2018. La Maire de [@Paris](#) a réuni aujourd'hui les commerçants touchés par ces violences pour leur réaffirmer son soutien et leur présenter les mesures mises en place par la Ville



[12](#)

[20:58 - 26 mars 2019](#)

«Ras-le-bol»

Ces chiffres sont d'autant plus révélateurs que sur l'ensemble des manifestations, 453 commerces ont été la cible de violences. Ce qui signifie que l'acte XVIII a concentré à lui seul près de la moitié des actes de vandalisme. Si la mairie tient à nuancer ces chiffres - certaines enseignes ont été touchées plusieurs fois, d'autres n'ont eu que des dégâts mineurs -, ceux-ci sont révélateurs d'un niveau de violence «exceptionnel», se désolent-ils dans l'entourage d'Anne Hidalgo.

«Les commerçants en ont ras le bol, ils veulent que ça s'arrête» Olivia Polski, adjointe d'Anne Hidalgo au Commerce

Et les premiers impactés sont les commerçants: «Ils en ont ras le bol, ils veulent que ça s'arrête», rapporte Olivia Polski. «Ceux qui saccagent ces enseignes sous prétexte qu'il s'agit d'enseignes de luxe oublient qu'elles embauchent des centaines de salariés, de classe moyenne, qui ont souvent du mal à joindre de les deux bouts», ajoute-t-on à la mairie.

Violences sur les Champs-Élysées : le gouvernement auprès des commerçants - Regarder sur Figaro Live



Des mesures d'aide

À l'Hôtel de ville, on tente tant bien que mal de venir en aide aux différents commerçants. Anne Hidalgo s'est mise d'accord avec la présidente de région, Valérie Pécresse, sur la création d'un fonds d'aide à hauteur d'1,5 million pour payer les réparations. Car si les grosses enseignes ont «les reins solides grâce à leur trésorerie», ce n'est pas le cas des «petits commerçants, majoritairement touchés par les dégradations», relève Olivia Polski. «Nous sommes inquiets pour eux», résume-t-elle.

Les sinistrés bénéficieront également d'une exonération des droits de voirie pour les terrasses pour les mois de février et mars. Les kiosquiers - sept d'entre eux ont été ravagés par les flammes le 16 mars -, vont bénéficier de 2000 euros d'indemnisation, en plus de la reconstruction de leurs établissements. Une aide de 1000 euros supplémentaire sera également octroyée aux associations de commerçants des zones touchées. Ces mesures, seront pour la plupart votées lors du prochain Conseil de Paris, où le nouveau préfet de police, Didier Lallement, sera entendu en début de semaine.

Redorer l'image de Paris

À la direction de la communication de la mairie de Paris, on s'active pour redorer l'image de la ville. «Les gens n'annulent pas leurs réservations. Mais quand ils sont en train de préparer leurs vacances et qu'ils voient des images d'incendies sur les Champs-Élysées, ils rayent Paris de leur destination», s'inquiète-t-on dans l'entourage d'Anne Hidalgo. Autour de l'adjoint au Tourisme Jean-François Martins, les équipes de l'édile socialiste planchent sur un programme de com' pour promouvoir la «destination Paris», via les influenceurs et les réseaux sociaux.

Opinions

Les Français veulent une décentralisation qui profite à tous

Économie France <https://www.latribune.fr/> Par Robert Jules | 28/03/2019, 17:09



Emmanuel Macron devra tenir compte des attentes d'une majorité de Français sur l'efficacité de l'État et des différentes collectivités au niveau local. (Crédits : Reuters)

EXCLUSIF. Notre sondage La Tribune-BVA-Public Sénat révèle un pays fracturé en quête de collectivités locales proches et efficaces.

Dans sa lettre adressée le 13 février aux Français pour annoncer la tenue d'un « Grand débat », Emmanuel Macron concluait qu'il voulait « transformer les colères en solutions » et comptait sur

leurs propositions pour « bâtir un nouveau contrat pour la Nation, structurer l'action du gouvernement et du Parlement... ». Il posait surtout une série de questions précises sur l'efficacité de l'État et des différentes collectivités au niveau local.

« Y a-t-il trop de niveaux administratifs ou de niveaux de collectivités locales ? Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? Comment mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ? »

En attendant de voir comment le Président va s'inspirer des multiples débats pour apporter des réponses à ses questions, à la mi-avril, La Tribune s'est associée avec l'institut BVA et Public Sénat pour réaliser un sondage sur les attentes des Français à l'égard de l'État et des collectivités locales. Réalisée le 20 mars, cette enquête fourmille de précieux enseignements, après plusieurs semaines de manifestations et de colère des « gilets jaunes ».

Le premier d'entre eux est que si 80 % des Français sont favorables à une modification de l'organisation des collectivités locales, ils ne sont que 36 % à désirer une réforme en profondeur, dont une large part de soutiens de LREM, d'indépendants, de cadres et de retraités. C'est-à-dire, paradoxalement, davantage les Français des villes que ceux des champs. « La réorganisation des collectivités ne constitue probablement pas un levier de sortie de crise des "gilets jaunes" », souligne Erwan Lestrohan, analyste chez BVA. Ainsi, parmi les sondés qui se définissent comme « gilets jaunes » ou soutiennent leur cause, ils sont moins de 4 sur 10 à souhaiter que l'organisation des collectivités locales soit à nouveau changée en profondeur.

Bilan décevant de la décentralisation

Cette défiance d'une majorité de Français à l'égard d'une réforme structurelle de la décentralisation provient du fait que les réformes passées des collectivités locales n'ont pas eu les effets escomptés. Seuls 45 % des Français estiment que la décentralisation a des conséquences positives sur la prise en compte des attentes de la population quand ils étaient 71 % à partager cette opinion en 2002. Un écart de 30 points qui ne plaide pas vraiment pour engager un grand soir ou un Acte III de la décentralisation, même si 44 % demandent une adaptation.

De même, questionnés sur la qualité des services publics, ils ne sont plus que 41 % à être satisfaits contre 75 % en 2002. « Si la décentralisation semble avoir perdu en attractivité entre 2002 et 2019, ceci peut probablement être relié à une certaine réserve des Français sur l'adéquation de l'action menée avec les besoins, les Français les plus fragiles économiquement se montrant les plus critiques », souligne Erwan Lestrohan. Dans le détail, 62 % des cadres considèrent que les conséquences de la décentralisation sont positives, mais ils ne sont que 35 % à partager ce sentiment chez les employés et ouvriers, 38 % chez les habitants des communes rurales et 39 % chez les « gilets jaunes » et leurs sympathisants.

Le rôle pivot du maire souligné

Si les Français ne veulent pas plus de décentralisation, en revanche, ils veulent qu'elle montre plus d'efficacité et de proximité. Dans cette perspective, ils sont 56 % à souhaiter que leur commune ait davantage de pouvoir qu'actuellement, une opinion qui reste majoritaire dans toutes les catégories de la population, soulignant le rôle pivot que peut tenir le maire en tant qu'interlocuteur privilégié des habitants par sa proximité. Cette majorité en faveur de la commune ne se retrouve pas au niveau du département (48 %), de la région (47 %) et de l'intercommunalité (46 %).

Pour autant, les Français ne souhaitent pas une redistribution des compétences, et sont pour le statu quo. Ils considèrent donc que l'État doit s'occuper de la sécurité, de l'environnement, de la protection du patrimoine, de l'enseignement supérieur et de l'aide à l'emploi. La région, elle, doit se focaliser sur le développement économique (49 %) et le tourisme (57 %), le département sur l'action sociale (39 %), les conditions de circulation (41 %), le logement et l'habitat (40 %) ainsi que sur l'organisation des transports publics (43 %). Quant à la commune, outre ses prérogatives habituelles, elle devrait avoir une nouvelle compétence, celle sur la petite enfance, « signe, selon Erwan Lestrohan, que le renforcement du pouvoir que les Français souhaiteraient pour la

commune porte probablement moins sur un élargissement de ses compétences que sur une augmentation des moyens dont elle dispose ».

Si les Français veulent une décentralisation plus efficace, une majorité (6 sur 10) est satisfaite de la qualité des services publics. Toutefois, dans le détail, ce chiffre masque de fortes disparités territoriales et sociales. En effet, le taux de satisfaction passe de 47 % chez les habitants de communes rurales à 50 % dans les petites villes, 56 % dans les villes moyennes pour atteindre 67 % dans les grandes agglomérations et 66 % dans l'agglomération parisienne. De même, 70 % des cadres et 67 % des retraités se disent satisfaits des services publics à leur disposition au quotidien contre seulement 46 % des employés et ouvriers. Si 33 % des Français se déclarent à l'inverse insatisfait sur ce plan, il est important de souligner que la part d'insatisfaits est significativement plus importante que la moyenne chez les « gilets jaunes » et leurs soutiens (40 %).

Absence d'alternative à la voiture

On retrouve cette disparité dans l'offre de transports disponibles pour faciliter les trajets quotidiens. Ainsi, toutes conditions confondues, 46 % des Français interrogés se disent satisfaits mais ils ne sont que 25 % chez les habitants des communes rurales et 67 % dans l'agglomération parisienne. Cet écart illustre l'un des aspects de la fracture territoriale, en matière de transports publics, confortée par le taux de satisfaction qui va décroissant chez les habitants des grandes agglomérations (63 %), ceux des villes moyennes (39 %) et des petites villes (32 %).

Ce manque d'alternative à la voiture individuelle permet de comprendre ce qui a déclenché le mouvement des « gilets jaunes », la hausse de la taxe carbone venant pénaliser ceux qui n'ont d'autre choix que de recourir à la voiture individuelle. Ainsi, chez les « gilets jaunes » et leurs soutiens, le taux d'insatisfaits de l'offre de transports publics atteint 45 %, 4 points de plus que la moyenne nationale.

Si ce problème a déjà été identifié par les pouvoirs publics, et en attendant de connaître ce qu'Emmanuel Macron proposera en la matière, certaines pistes sont suggérées dans le sondage. Ainsi, à peine plus de la moitié (53 %) des Français ont accès au covoiturage, mais ce taux tombe à 45 % chez les habitants des communes rurales. Plus significatif, si 49 % des Français actifs ont accès à un réseau de transports publics entre leur domicile et leur lieu de travail, ce taux chute à 21 % chez les habitants des communes rurales, et à 29 % chez ceux des petites villes, des pourcentages très éloignés de ceux des habitants de l'agglomération parisienne (80 %).

Deux visions opposées entre grandes métropoles et territoires ruraux

Enfin, en matière d'écologie, le sondage montre également deux visions opposées qui recourent la différence entre grandes métropoles et territoires ruraux. « Parmi les différentes mesures proposées aux Français pour protéger l'environnement, l'intérêt pour la lutte contre la pollution de l'air, la réduction de l'usage des pesticides et des énergies fossiles voit leur pertinence estimée évoluer selon le rapport à la mobilisation des "gilets jaunes" », constate Erwan Lestrohan. Ainsi, 56 % des opposants au mouvement des « gilets jaunes » (tout comme 56 % des cadres et 51 % des retraités) jugent prioritaire de réduire notre consommation d'énergies fossiles contre 44 % des employés et ouvriers et 48 % des « gilets jaunes » et de leurs soutiens.

De même 32 % des opposants aux « gilets jaunes » jugent prioritaire de renforcer la fiscalité écologique contre seulement 22 % des « gilets jaunes » et de leurs soutiens. Les autres mesures clivant fortement la population selon le rapport au mouvement des « gilets jaunes » portent sur des mesures financières. Ainsi, diminuer le prix des transports publics est prioritaire pour 51 % des soutiens des « gilets jaunes » contre 39 % des opposants au mouvement ; développer les aides énergétiques est prioritaire pour 49 % des soutiens des « gilets jaunes » et 46 % des employés et ouvriers contre 35 % des opposants au mouvement. Quand à taxer les transports aériens, c'est prioritaire pour 49 % des soutiens des « gilets jaunes » et 44 % des employés et ouvriers contre 39 % des opposants au mouvement (et 36 % des cadres).

Redistribution aux citoyens les plus en difficulté

Autrement dit, en matière de protection de l'environnement, la partie la plus aisée et la plus urbaine de la population veut davantage de mesures écologiques contraignantes tandis que les populations les plus fragiles, qui soutiennent en majorité le mouvement des « Gilets jaunes », souhaitent des engagements financiers des pouvoirs publics pour appliquer les mesures écologiques. C'est l'idée d'une taxe carbone dont le produit serait redistribué aux citoyens les plus en difficulté pour les accompagner dans la transition.

Le sondage illustre parfaitement la difficulté que va devoir résoudre Emmanuel Macron : trouver des mesures qui réconcilient les Français des villes et les Français des champs. Très attendues, les réponses ne devraient plus tarder. Dans l'entretien qu'il nous a accordé pour commenter ce sondage, Sébastien Lecornu, ministre auprès de Jacqueline Gourault en charge des Collectivités locales et de l'organisation du Grand débat, apporte quelques pistes [lire pages 8 et 9]. La création d'un nouveau statut d'élu local, le conseiller territorial, à mi-chemin entre les cantons et la région, est très sérieusement étudiée. Et, si la loi NOTRe pourrait être aménagée, ce sera pour renforcer la prise en considération de l'exigence de proximité et d'efficacité dans la relation entre le maire et les niveaux plus élevés que sont l'intercommunalité, le département et la région. Quant à l'État, il est attendu dans l'amélioration de la relation avec le citoyen local, par exemple par la création de maisons de services publics dans les sous-préfectures.

EXCLUSIF. Télécharger le **sondage BVA / La Tribune / Public Sénat : "Au lendemain du grand débat national, quelles sont les attentes des Français à l'égard de l'Etat et des collectivités locales?** [20 pages, 2,4Mo] <https://static.latribune.fr/1137448/sondage-bva-attentes-des-francais-sur-etat-et-collectivites.pdf> Sondage BVA : attentes des Français / Etat et collectivités publié par latribune.fr

"Mobilités en zone rurale : deux France irréconciliables

La crise des « gilets jaunes » a mis en lumière l'écart de mobilité entre deux France, celle des métropoles et celle des ronds-points, encore très dépendantes de la voiture individuelle. Selon notre sondage BVA-Public Sénat, les Français ne semblent pas encore très réceptifs aux mobilités alternatives, y compris quand ils y ont accès.

On s'en souvient, c'est la hausse de la fiscalité sur les carburants qui avait déclenché la révolte des « gilets jaunes ».

Depuis, si leurs revendications ont largement évolué, la question sous-jacente des mobilités en zone rurale n'a jamais été réellement résolue. Notre sondage montre que la question est toujours au cœur des revendications des « gilets jaunes ». D'après l'enquête de BVA-Public Sénat pour La Tribune, 46 % des Français se disent satisfaits de l'offre de transports à leur disposition. C'est 12 points d'écart avec les opposants aux « gilets jaunes ». Paradoxalement, ce chiffre est beaucoup plus faible si l'on s'intéresse aux sondés vivant dans des communes rurales : ils sont 25 % à en être satisfaits, ceux des petites villes sont 32 %, tandis que les habitants de l'agglomération parisienne, se déclarent satisfaits à 67 %. Sur l'ensemble des personnes sondées, 41 % se disent insatisfaites de l'offre de transport, et c'est particulièrement le cas dans les zones rurales (58 %), les petites villes (51 %) et les villes moyennes (47 %). Sans surprise, les habitants des métropoles et de la région parisienne sont les plus satisfaits de l'offre de transports, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne souffrent pas de transports publics parfois bondés ou vétustes.

Autrement dit, la fracture territoriale en termes d'accès aux mobilités n'est pas exactement représentée par les « gilets jaunes ». « Les "gilets jaunes" ne sont pas tous concernés par cette difficulté d'accès aux mobilités, mais ils ont une proximité avec des populations qui, elles, sont en difficulté. C'est aussi une mobilisation solidaire », explique Erwan Lestrohan, de l'institut BVA.

La question des mobilités en zone rurale doit faire l'objet de propositions dans la Loi d'orientation des mobilités (LOM), actuellement en discussion au Parlement. Élisabeth Borne, ministre des Transports, avait indiqué la volonté du gouvernement d'en finir avec les « zones blanches de la mobilité » qui « assignent à résidence ». La LOM doit notamment donner la possibilité aux collectivités locales de se doter d'une compétence d'organisation des transports, une aptitude

jusqu'ici exercée uniquement au niveau des départements, ou au-dessus. Le gouvernement veut donc décentraliser cette compétence afin de rapprocher des solutions au plus près des besoins des citoyens.

Mais si le besoin est, sur le papier, éloquent, la demande réelle ne semble pas proportionnelle, et loin de là comme le confirme cette étude. Il semblerait effectivement que les Français soient peu sensibles aux mobilités alternatives. Ainsi, ils sont 53 % à reconnaître disposer d'un accès à une offre de covoiturage pour les trajets du quotidien, mais seulement 11 % d'entre eux les utilisent. Idem sur les transports publics, ils sont 28 % à ne pas utiliser cette solution alors qu'ils admettent y avoir pourtant accès. Ce qui montre qu'il existe un arbitrage assumé en faveur de la voiture individuelle d'une bonne partie de la population française.

Mais cela ne répare pas la fracture importante sur l'accès aux transports en commun. Celle-ci est à la fois sociale et territoriale. Ainsi, si 49 % des Français disent avoir accès aux transports en commun, 43 % affirment que ce n'est pas le cas, soit près de la moitié de la population. C'est particulièrement frappant en zone rurale puisque seuls 21 % des habitants des communes rurales et 29 % de ceux des petites villes disent avoir accès à des transports collectifs, contre 80 % des habitants de l'agglomération parisienne.

Plus que jamais, la question des mobilités reflète les fractures socio-économiques de la France, mais aussi ses innombrables paradoxes. Et c'est bien là que sont aussi attendues les réponses du gouvernement : arrêt de la fermeture des petites lignes de train, ouverture de lignes de car ou d'autobus, développement du covoiturage et de l'autopartage, soutien financier des collectivités locales via un « chèque transport » Problème : le business model des nouvelles mobilités marche dans les métropoles, mais reste encore peu accessible ou peu utilisé en zone rurale...

Nabil Bourassi

Politique

Réforme de la fonction publique: ce que prévoit la loi sur les fonctionnaires

<https://www.huffingtonpost.fr/> POLITIQUE 27/03/2019 04:01 CET | Actualisé il y a 13 heures AFP

Le projet de loi sur la réforme de la fonction publique est présenté ce mercredi 27 mars en Conseil des ministres.



Charles Platiou / Reuters Edouard Philippe, Gérard Darmanin et Olivier Dussopt à l'Assemblée nationale en janvier 2018 (illustration)

POLITIQUE - Recours aux contractuels et aux contrats tous azimuts, fusion et restriction des instances de dialogue social, "détachement d'office"... Le projet de loi sur la fonction publique est présenté mercredi 27 mars en Conseil des ministres.

Défendu par le gouvernement comme une nécessité pour rendre la fonction publique "plus attractive et plus réactive" face aux "nouvelles attentes" des citoyens, ce projet de loi s'inscrit dans un objectif de suppression de 120.000 postes d'ici à 2022.

Il est rejeté unanimement par les syndicats qui accusent le gouvernement de vouloir une fonction publique alignée sur les règles du secteur privé, au détriment du statut de fonctionnaire et de l'indépendance des agents à l'égard du pouvoir.

En voici les principales dispositions:

Recours aux contractuels et "contrat de projet"

Afin de "diversifier les viviers de recrutement", la future fonction publique pourra embaucher davantage de contractuels, qui n'ont pas le statut de fonctionnaires et représentent déjà environ 20% des effectifs (1,3 million par an qui "passent" en CDD et 900.000 présents quotidiennement sur 5,5 millions d'agents publics).

Pour "s'adjoindre de nouvelles compétences issues du privé", ces contractuels auront notamment accès aux "emplois de direction de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements de la fonction publique hospitalière" sur des postes à "hautes responsabilités", directeurs ou directeurs adjoints, aux fonctions régaliennes, majoritairement réservés aux énarques.

Ce recours sera élargi à toutes les catégories dans les trois versants.

Par ailleurs, sur le modèle du secteur privé, un "nouveau type de contrat à durée déterminée", "le contrat de projet", est créé pour des "missions spécifiques". Il est valable pour toutes les catégories, d'une durée maximale de six ans et minimale d'un an, et n'ouvre droit ni à un CDI, ni à une titularisation. Une indemnité est prévue en cas de rupture anticipée.

Les syndicats s'y opposent, réclamant un nouveau plan de titularisations et des mesures coercitives pour éviter le recours aux contrats, afin d'éviter la pérennisation de situations précaires.

Certains d'entre eux craignent également un recrutement "discrétionnaire" pouvant favoriser l'inégalité de l'accès à l'emploi public contrairement aux concours, anonymes, et de possibles pressions liées au renouvellement ou non d'un tel contrat.

Une instance unique de dialogue social

Comme il l'a fait pour le secteur privé, le gouvernement prévoit de doter la fonction publique d'une instance unique de dialogue social "pour débattre des sujets d'intérêt collectif": le comité social d'administration (CSA), issu de la fusion des comités technique (CT) et d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) actuels. Ce CSA vise, selon Bercy, à gagner en efficacité en regroupant "des instances trop nombreuses".

Le projet prévoit également un "recentrage" des compétences des commissions paritaires administratives (CAP): leur avis préalable sur les questions liées aux mutations et aux mobilités, à l'avancement et aux promotions est "supprimé". Elles seront désormais réservées aux situations exceptionnelles (procédures disciplinaires, recours...). Seule contrepartie: un "recours administratif préalable obligatoire" en cas de décision défavorable pour l'agent. Un accompagnement par un représentant syndical est également prévu pour les agents qui demanderaient un recours, selon le texte amendé.

Détachement d'office

Le projet entend favoriser la mobilité au sein de l'administration ou vers le privé. Il prévoit des incitations allant de "l'accompagnement personnalisé", en cas de suppression de l'emploi, au "reclassement adapté". Des mesures d'accompagnement sont prévues sur le compte personnel de formation, garantissant la portabilité des droits entre public et privé.

Il instaure un "détachement d'office" vers le privé ou un organisme de droit public gérant un service public industriel et commercial. Pour les syndicats, sans le consentement de l'agent, ce détachement devient une mesure contraignante, qu'ils dénoncent.

Rupture conventionnelle

Le texte s'inspire également du secteur privé pour instaurer "un mécanisme de rupture conventionnelle, aligné sur le code du travail" pour les contractuels. Il prévoit cependant "une expérimentation s'agissant des fonctionnaires de l'Etat et hospitaliers" sur 5 ans à compter du 1er janvier 2020, une disposition élargie dans le texte amendé aux fonctionnaires territoriaux.

Les syndicats y voient "un outil de plus" pour réaliser les "restructurations" prévues par le gouvernement, misant sur une baisse des crédits publics et des fonctionnaires.

La CFDT relève que "contre toute attente", la rupture conventionnelle a été réclamée par certains agents eux-mêmes, ce qui "devrait être compris comme un signal fort de leur malaise (...) et interroger leurs employeurs".

«50 à 100 heures par semaine»: un rapport détaille l'activité réelle des députés

Le Scan <http://www.lefigaro.fr/> Par Edouard de Mareschal Mis à jour le 28/03/2019 à 11:32 Publié le 28/03/2019 à 06:00



Les classements fleurissent régulièrement, pour désigner les députés les plus actifs ou les plus présents. PHILIPPE LOPEZ/AFP

LE SCAN POLITIQUE - Dans un rapport publié jeudi, Projet Arcadie veut «tordre le cou» aux clichés sur l'activité des députés, trop souvent résumée au nombre d'amendements déposés sur un texte ou au présentéisme en séance publique.

Comment évaluer la qualité du travail des députés? La question est sensible, alors que le sentiment antiparlementaire progresse en France. Plusieurs permanences, voire des biens personnels d'élus ont été pris pour cible dans le sillage de la contestation des «gilets jaunes».

Régulièrement, les classements fleurissent pour désigner les députés les plus actifs ou les plus présents. Celui de *Capital*, publié le 21 décembre dernier, avait fait grand bruit: dans cette Assemblée fraîchement élue, les députés d'En Marche étaient désignés comme les «cancres» du palmarès. L'hebdomadaire s'était basé sur les données récoltées par le collectif «Regards citoyens» et archivées par le site «Nos députés.fr».

«Effet pervers des classements»

Ces classements s'appuient sur des critères statistiques quantifiables: nombre d'interventions, nombre de propositions de loi ou d'amendements déposés, nombre de questions écrites ou orales... «Une idiotie sans nom à plusieurs niveaux», dénonce le rapport publié jeudi par Projet Arcadie, une plateforme qui centralise toutes les informations relatives aux députés et sénateurs français. En réalité, «il est impossible de classer les députés au vu de la multiplicité de leurs missions», lit-on dans ce document d'une soixantaine de pages.

Coécrit par la fondatrice du Projet Arcadie, Tris Acatrinei, et le journaliste indépendant Nicolas Quénel, ce rapport poursuit un triple objectif: «lutter contre l'antiparlementarisme», dresser «le portrait le plus exhaustif possible de l'activité réelle des députés», et pointer l'effet pervers des classements et des injonctions de transparence, qui «finissent par nuire à l'institution et pèsent sur le travail des députés».

«Tordons le cou une bonne fois pour toutes à cette caricature de l'hémicycle vide : si les députés ne sont pas en séance, ils ne sont pas pour autant au café ou au fond de leur lit.»

Projet Arcadie

Car la réalité du travail parlementaire ne se limite pas à voter la loi dans l'hémicycle, interpellier les ministres lors des questions au gouvernement ou déposer des liasses d'amendements pour s'arroger deux minutes de temps de parole en séance publique. Ce n'est en réalité que la partie immergée de sa contribution au travail législatif et au contrôle du gouvernement. Le reste se fait bien souvent à l'ombre des projecteurs. «Tordons le cou une bonne fois pour toutes à cette caricature de l'hémicycle vide: si les députés ne sont pas en séance, ils ne sont pas pour autant au café ou au fond de leur lit», assure le rapport.

Pendant les séances en hémicycle, l'Assemblée est loin d'être au point mort ; se tiennent des réunions en commissions permanentes où les députés réalisent un travail législatif essentiel, les réunions de groupe, les commissions d'enquête, les commissions spéciales, les groupes d'études, etc. Le cliché du député qui déclame son discours plein d'emphase dans un hémicycle plein à craquer a toujours la peau dure. Mais aujourd'hui, son travail correspond moins à celui du personnage de Jean Gabin dans «Le Président», qu'à celui de Franck Underwood dans «House Of Cards», souligne Projet Arcadie.

Alors pour paraître actifs dans un système d'évaluation qui ne comprend que la statistique, les députés ont quelques techniques bien rodées. Plusieurs bénéficient manifestement d'un don d'ubiquité, si l'on se réfère aux feuilles d'émargements des commissions permanentes. Certains «réalisent la performance d'être présents à quatre commissions le même jour à la même heure» ; ils n'hésitent pas à signer la feuille de présence «sans même rentrer dans la salle», brocardent les auteurs du rapport.

Amendements «fantômes»

Même chose pour les amendements «fantômes». Sur près de 81.000 amendements déposés depuis le 21 mars 2019, seuls 15% ont été adoptés ; 15% sont indiqués comme «non renseignés» et 18% n'ont pas été soutenus. Projet Arcadie égratigne au passage un député LR, «surnommé Amendator par ses camarades», avec 233 amendements non soutenus sur 1281 déposés. Beaucoup de ces amendements sont faciles à produire, qu'ils fassent une demande de rapport, de suppression (25% du total déposé tout de même), ou de correction. Certains élus copient des amendements déjà déposés, voire reprennent tels-quels des textes rédigés par des lobbys sans en indiquer la source.

«50 heures de travail, pour briller 10 minutes dans l'hémicycle.» Daniel Labaronne, député LREM de la commission des finances.

Déposer une multitude d'amendements peut laisser croire que l'on est très actif. Et dans cette course au chiffre, les députés de la majorité sont les grands perdants. Pourtant, un seul amendement peut avoir une influence essentielle sur un texte. Le rapport cite l'exemple de Daniel Labaronne, député LREM de la commission des finances. En collaboration avec son groupe et avec les ministres concernés, il avait travaillé une cinquantaine d'heure sur un amendement visant à simplifier la qualification juridique des entreprises. «50 heures de travail pour briller 10 minutes dans l'hémicycle», explique-t-il dans le rapport qui précise que son texte a été adopté.

Par la nature de son mandat, le député est par ailleurs soumis à une injonction contradictoire: être actif dans l'hémicycle, sans oublier de se montrer dans sa circonscription. «Si vous n'êtes pas présent pour défendre un amendement en séance, vos électeurs vous le pardonneront. Mais si vous avez raté l'inauguration du troisième rond-point d'un village de 253 âmes, ils vous le feront payer pendant des années», résumait parfaitement Charles de Courson (Libertés et territoires), lors de la précédente législature.

Or, le travail législatif occupe les députés entre 50 et 100 heures par semaines, selon les témoignages recueillis par les auteurs. Et ce rythme infernal est maintenu par le gouvernement qui a le contrôle de l'agenda législatif. Censés siéger du mardi au jeudi en séance publique, les députés se sont déjà réunis 28 fois un lundi, 22 fois un vendredi et huit fois pendant le week-end (ce fut le cas pour le projet de loi asile et immigration, pour les projets de loi de finances et pour le projet de loi alimentation), pour la session ordinaire.

Tout cela pèse sur la vie privée des élus. «Les contraintes du mandat font qu'ils ont du mal à sanctuariser certains moments de la vie de famille, surtout chez les primo-députés», explique le rapport. «Il leur est difficile de dire non à un évènement local, même s'il a lieu le dimanche ou pendant un jour férié.»

L'euphorie qui a suivi la déferlante LREM de 2017 a été longuement traitée, tout comme le désenchantement général qui s'en est suivi chez tous les députés primo-arrivants confrontés à la réalité du «métier». Et nul ne sait si la réforme constitutionnelle, une nouvelle fois reportée, apportera des réponses constructives à ces problèmes structurels. Selon les auteurs du rapport,

quelques dizaines de députés seraient désormais tentés de briguer un mandat exécutif local, à l'approche des municipales. Pour retrouver une forme de contact avec le terrain, mais aussi pour revenir à une vie plus normale.

50% des Français seraient prêts à mettre un militaire au pouvoir en cas de nouveaux attentats

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 28 mars 2019



Journaliste au quotidien Le Parisien, Henri Vernet a eu le nez creux en écrivant son « thriller » politique « Article 36 ». L'histoire ? Un jeune président est confronté à un vaste mouvement de protestation animé par les « cocus de la République » ? C'est alors qu'une vague d'attentats s'abat sur la France. Les forces de sécurité étant au bord de la rupture, l'opération « Mistral » est lancée, dans le cadre de l'article 36 de la Constitution, lequel prévoit le transfert du pouvoir aux militaires pendant 12 jours afin de restaurer la sécurité sur l'ensemble du territoire national. Et le général qui va la conduire deviendra un rival du chef de l'État.

Cette fiction est le « fruit d'une enquête patiente et rigoureuse, nourrie de témoignages et d'entretiens avec des responsables clés des armées, des services de renseignement, de la police et de la gendarmerie », explique l'éditeur d'Article 36, à savoir les Éditions Jean-Claude Lattès.

Justement, ces dernières ont commandé un sondage auprès de l'institut Odoxa. Et les résultats vont dans le sens de la conclusion de leur présentation du livre de Henri Vernet : « Ce qui est raconté et décrit dans l'ouvrage est imaginaire, mais tout pourrait parfaitement arriver, et nous montrons comment. »

Tout d'abord, pour 60% des personnes interrogées, la France est toujours en guerre contre le terrorisme. Et « ce sentiment [...] est partagé par tous les Français, quelle que soit leur orientation politique, à l'exception [relative] des 'Insoumis' qui sont les seuls à être partagés [50/50] sur la question. Pour les autres, la question ne se pose même pas : 57% des sympathisants RN [Rassemblement national, ex-FN, ndlr], 65% de ceux du PS, 68% de ceux de LR et 75% des sympathisants de LaREM [La République en Marche, ndlr] perçoivent leur pays comme étant actuellement en guerre », souligne Odoxa.

Et être en guerre suppose des mesures d'exception. Et là encore, une nette majorité de Français y est favorable. Ils sont en effet 55% à s'y dire prêts et à consentir une réduction de leurs libertés au profit de leur sécurité. Cela étant, les réponses ne sont pas les mêmes en fonction des sympathies politiques. Les électeurs de La France insoumise [LFI] et du Parti socialiste sont les plus hostiles à cette idée [respectivement à 67% et à 57%]. En revanche, les sympathisants de LaREM y adhèrent à 67%. Et cela monte jusqu'à 74% pour ceux de LR.

Autre enseignement de cette enquête, l'armée est l'institution à laquelle les Français font le plus confiance pour lutter contre le terrorisme, quel que soit le biais politique. C'est le cas pour 54% des personnes interrogées. Arrivent ensuite la police [20%], la justice [9%], le gouvernement [7%] et la classe politique [1%].

« Les instances classiques de nos régimes démocratiques [justice et pouvoir politique], normalement en charge de répondre à ce type de dangers, sont donc totalement dépassées par le pouvoir militaire [voire policier] » commente Odoxa.

Aussi, l'idée de placer « temporairement » un militaire à la tête du pays en cas de nouveaux attentats est majoritaire, 50% des sondés ayant répondu y être favorables [contre 49%]. Une telle hypothèse est surtout plébiscitée à la droite de l'échiquier politique, les sympathisants du RN y étant favorables à 71% et ceux des Républicains à 58%. Même à gauche, une telle éventualité est loin d'effrayer les personnes proches de LFI : elles y seraient même favorables à 49%. Mais elle n'est pas populaire chez les sympathisants socialistes [ils sont 66% à y être hostiles], et encore moins pour ceux de LaReM, 75% d'entre-eux repoussant une telle issue.

Photo : EMA

Santé

Vers un examen médical obligatoire pour les conducteurs de plus de 70 ans ?

Accueil Société Sécurité routière <https://www.ouest-france.fr/> Yves-Marie ROBIN Modifié le 26/03/2019 à 12h26 Publié le 26/03/2019 à 10h50



La proposition d'une visite médicale obligatoire revient souvent sur la table (image d'illustration) | NAOYA TOMABECHI

Faut-il imposer un examen médical à tout senior désirant encore conduire ? La question, souvent posée, redevient d'actualité. Pourtant, cette visite médicale est loin d'avoir fait preuve de son efficacité, insiste Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière.

Une proposition de loi, en passe d'être déposée à l'Assemblée nationale, risque de susciter des crispations... Virginie Duby-Muller, députée LR de Haute-Savoie, veut rendre obligatoire une visite médicale pour toute personne de 70 ans et plus souhaitant continuer à conduire.

La parlementaire s'appuie ici sur l'exemple suisse. Elle propose d'instituer un examen médical « **assez simple** », visant à vérifier que le conducteur ou la conductrice dispose de bonnes capacités visuelles et sonores et de bons réflexes pour prendre le volant.

Une visite médicale à l'efficacité contestée

Virginie Duby-Muller n'est pas la première à avoir eu cette idée. Cette demande d'évaluation médicale revient souvent sur la table. En 2013, un député UDI de la Marne avait déjà déposé une telle proposition de loi. Pourtant, les septuagénaires et plus créent moins d'accidents que les 18-34 ans et bien moins d'accidents mortels que les jeunes.

Contacté, Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière, se dit « **opposé** » à cette visite médicale. « **De tels contrôles existent déjà dans certains pays (Suisse, Pays-Bas, Finlande...) sans prouver leur efficacité. Ces pays nous déconseillent d'ailleurs de les mettre en place en France.** »

La sécurité routière essaye plutôt de travailler avec les médecins traitants afin qu'ils soient vigilants. « **Les enfants ont également un rôle à jouer vis-à-vis de leurs parents**, poursuit Emmanuel Barbe. **Sur cette question, il faut avoir une approche tout en nuances. Pour beaucoup de seniors, conduire est une garantie d'autonomie. Si une catégorie est dangereuse au volant, ce sont surtout les jeunes !** »

Attentat: «Le héros sauve le groupe social blessé ou humilié»

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Par Caroline Piquet Mis à jour le 21/03/2019 à 15:57
Publié le 31/03/2018 à 08:00



Montage Figaro.fr

DÉCRYPTAGE - Simples citoyens ou professionnels, leur visage et leurs exploits ont émergé pratiquement après chaque attaque terroriste. Il y a un an, c'était celui du Lieutenant-colonel Arnaud Beltrame. Plusieurs spécialistes expliquent en quoi ces héros jouent un rôle particulier.

[Cet article a été initialement publié le 31 mars 2019.]

«Le motard» Franck Terrier qui a tenté d'arrêter le camion lors de l'attaque sur la promenade des Anglais à Nice, le 14 juillet 2016, le commissaire arrivé le premier à l'intérieur du Bataclan le soir du 13 novembre 2015 ou encore les Américains ayant immobilisé le terroriste présumé du Thalys en août de la même année. En France, depuis les attaques de Mohamed Merah en 2012 et jusqu'à aujourd'hui, une douzaine de personnes ont marqué les esprits par leur action. Parce qu'ils ont sauvé des vies, parce qu'ils ont fait preuve d'un courage et d'un sang-froid hors norme.

Quasiment chaque attentat a fait naître un ou des «héros» de plus ou moins grande envergure. «Il se trouve toujours un individu pour défendre les valeurs démocratiques sous la forme d'un héros traditionnel qui désarme l'agresseur ou qui s'engage jusqu'à sacrifier sa vie, constate Michel Fabreguet, professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'Études politiques de Strasbourg. Et on essaie toujours de dégager une figure positive pour montrer que la démocratie ne se laisse pas intimider ou fracturer par le recours à la violence».

Mettre sa vie en danger par altruisme

Professionnels ou simples citoyens, ils étaient anonymes, comme ce pompier à Saint-Quentin-Fallavier ayant permis l'arrestation de Yassin Salhi qui avait décapité son patron en Isère, ou bien identifiés, comme Didi, un Algérien de 35 ans qui travaillait comme employé de sécurité au Bataclan et qui avait reçu une médaille pour avoir sauvé de nombreuses personnes le 13 novembre au soir. Vendredi 23 mars 2018, le gendarme Arnaud Beltrame est venu compléter cette longue liste.

Pour l'anthropologue Jean-Pierre Albert, le militaire répond parfaitement aux caractéristiques du héros. Par définition, il s'agit d'«une personne qui va au-delà de ses devoirs d'état, c'est-à-dire de ce qu'on attend de lui, et qui met sa vie en danger par altruisme», explique celui qui est aussi directeur d'études à l'EHESS: «En prenant la place d'un otage, ce gendarme est allé au-delà de ce que sa fonction exigeait».

Pas de héros sans communication

Ces «héros» qui émergent durant les attentats sont considérés comme des «héros sacrificiels», selon Pierre Centlivres, ethnologue et professeur émérite de l'Université de Neuchâtel, en Suisse. Ils sont à distinguer «des héros de la nation en guerre», tels que Charles de Gaulle ou Jeanne d'Arc, et des «bienfaiteurs de l'humanité», à l'image de Louis Pasteur, inventeur du vaccin contre la rage. Ces «héros» interviennent dans des moments de crise, «lors de grandes catastrophes»,

ajoute l'ethnologue. À l'image de ce passager qui, après le crash de l'Air Florida en janvier 1982 dans le fleuve glacé de Potomac, aux États-Unis, avait fini par perdre la vie en portant secours à d'autres passagers.

Quand ils ont la vie sauve et que leurs exploits se font connaître, ces femmes et hommes d'exception se retrouvent très vite dans la lumière. «Il n'y a pas de héros sans communication», rappelle sur un blog du *Monde* la chercheuse Susan Drucker, co-auteur du livre *American Heroes in a media age*. Considéré comme un héros après avoir aidé des otages à se cacher dans l'Hyper Cacher le 9 janvier 2015, Lassana Bathily a ensuite vu sa vie basculer. De simple employé de magasin sans papiers, ce jeune Malien s'était retrouvé à multiplier les interviews, les rencontres politiques et à voyager pour assister à des cérémonies.

« Nous avons besoin de publiciser ces hommes et ces femmes pour nous réparer » Boris Cyrulnik, neuropsychiatre

Ces héros nous aideraient-ils à panser nos plaies? C'est ce que veut croire la journaliste Cécile Cornudet dans *Les Echos* qui a vu dans le gendarme Beltrame «une figure de la réconciliation dans un pays fracturé». «Nous en avons besoin pour réaffirmer nos valeurs et pour recréer une sorte d'unanimité», avance pour sa part le Pr Centlivres, qui a coordonné l'ouvrage *La Fabrique des héros**. «D'une certaine manière, les héros jouent un rôle cathartique pour la société. Ils rappellent que des gens sont capables de donner leur vie à autrui». François-Bernard Huyghe**, directeur de recherche à l'Iris, abonde: «Le héros console, redonne de l'espoir collectivement. C'est une figure qui nous représente et à laquelle on peut s'identifier, tout en en tirant une forme de fierté».

Les héros auraient même une fonction réparatrice. «Il sauve le groupe social blessé ou humilié», explique le neuropsychiatre Boris Cyrulnik*** qui estime que le gouvernement, les médias ou encore le monde artistique participent à la «fabrication» de ces héros. «Nous avons besoin de publiciser ces hommes et ces femmes pour nous réparer», insiste le médecin qui est aussi directeur d'enseignement à l'université de Toulon. Il prend l'exemple de cette infirmière militaire, Geneviève de Galard, qui avait été mise en avant en mai 1954, après la défaite française à Diên Biên Phu, au Vietnam. À l'époque, cette jeune femme de 28 ans avait fait la une de *Paris Match*. «La France accueille l'héroïne de Diên Biên Phu», titrait alors l'hebdomadaire. Soixante ans plus tard, elle dira pourtant au *Figaro* qu'elle n'avait «fait que son devoir». «Héroïser cette femme nous avait permis de sauver l'estime de la France» et faire oublier cette «honte d'avoir été vaincu par une armée que l'on méprisait quelques semaines auparavant», analyse-t-il aujourd'hui.

Exalter le héros pour effacer le visage de l'ennemi

Les héros peuvent en plus reléguer au second plan le visage de l'ennemi. C'est ce qui s'est produit avec le gendarme Beltrame, dont le geste héroïque a eu un retentissement national et même international. «Son visage est plus présent dans les médias que celui de l'ennemi, et il vient côtoyer les images des civils victimes», note l'historienne Bénédicte Chéron dans *l'Obs*. Avant, «face à la violence, incarnée par des visages très identifiables, ne répondaient que des photos de foules, symbolisant une société unie et forte (...) mais qu'aucun visage ne venait incarner de manière forte. L'acte héroïque d'Arnaud Beltrame a changé la donne».

Un statut que certains rejettent

C'est le message que Lassana Bathily, naturalisé français, avait voulu faire passer en titrant son livre : «Je ne suis pas un héros». Dans un documentaire tourné par la chaîne parlementaire, un ancien gendarme et instructeur du GIGN refusait aussi de s'identifier comme un «héros». Thierry avait été l'un des premiers à intervenir lors de la prise d'otage de Marignane en décembre 1994 et avait abattu trois des quatre terroristes à bord de l'avion. «Je n'aime pas du tout ce mot (...) J'ai fait mon boulot, c'est tout». Il n'était pas vraiment d'accord non plus pour dire qu'il s'agissait d'un sacrifice. «Dans le fond, ouais, peut-être... Mais dans la forme, non, tu vas sauver des gens. C'est pas un sacrifice. On va pas tous se faire descendre. Il va peut être y avoir des blessés... Mais c'est pas un sacrifice, c'est un engagement».

Figaro

Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS et co-responsable du programme de recherche 13 novembre, fait le même constat et perçoit une volonté politique dans le discours d'Emmanuel Macron d'inscrire le héros dans la mémoire collective. «C'est ce qui s'était passé après l'attaque du 11 septembre 2001, se souvient-il. Les terroristes avaient été évacués du récit. Les victimes et pompiers avaient été présentés comme des symboles de résistance pour permettre à la société de se reconstruire et d'aller de l'avant».

Ce besoin de héros serait toutefois le signe que la France «est en vulnérabilité et que l'on n'arrive pas à contrôler cette épidémie de folies meurtrières», estime le Dr Cyrulnik. Avant lui, le dramaturge allemand Bertolt Brecht le traduisait par cette formule: «Malheur au peuple qui a besoin de héros».

* *Pierre Centlivres, Daniel Fabre et Françoise Zonabend, La Fabrique des héros, aux Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1999.*

** *François-Bernard Huyghe, Fake News, la grande peur, aux éditions Va Press*

*** *Boris Cyrulnik, Ivres paradis, bonheurs héroïques et Psychothérapie de Dieu, aux éditions Odile Jacob*

La bataille de Verdun retirée des programmes au lycée ? Tollé politique

<https://www.huffingtonpost.fr/> POLITIQUE 24/03/2019 10:23 CET | Actualisé il y a 22 heures Par Geoffroy Clavel

Plusieurs élus, dont Marine Le Pen et Valérie Pécresse, dénoncent "un choix qui offense la mémoire des Poilus". Blanquer dément en bloc.



Christian Hartmann / Reuters Dans l'ossuaire de Douaumont, près de Verdun, haut lieu de la mémoire de la Première guerre mondiale.

POLITIQUE - Verdun, mémoire à vif. Quatre mois après la fin des commémorations du centenaire de la Première guerre mondiale, une nouvelle polémique entourant le souvenir de la Grande guerre secoue la classe politique. En cause: la "disparition" de la bataille de Verdun des programmes scolaires officiels au lycée pour la rentrée 2019 au profit de la bataille de la Somme, jugée "plus internationale".

"La deuxième bataille de Verdun est enclenchée": dans un éditorial au vitriol daté de ce samedi 23 mars, le quotidien régional *L'Est républicain* sonne la charge, évoquant un "véritable choc pour tous les Meusiens". Un cri du cœur évidemment relayé par le maire de Verdun, Samuel Hazard, qui s'en est ému en plein conseil départemental en dénonçant "une deuxième mort pour ces soldats sur ce territoire sacré et martyr".

Face au tollé provoqué, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a tenu à se montrer rassurant ce dimanche. La bataille de Verdun "sera évidemment étudiée en 1ère", assure-t-il. "Elle n'était pas dans les précédents programmes. Les nouveaux sont plus détaillés et chronologiques. Avec une partie sur la guerre de position. Verdun, déjà étudié en 3ème, est indissociable de la bataille de la Somme", plaide encore le ministre de l'Education.



Jean-Michel Blanquer

✓ [@jmblanquer](#)

La bataille de [#Verdun](#) sera évidemment étudiée en 1ère.

Elle n'était pas dans les précédents programmes. Les nouveaux sont plus détaillés et chronologiques. Avec une partie sur la guerre de position.

Verdun, déjà étudié en 3ème, est indissociable de la bataille de la Somme.

[2 377](#)

[14:42 - 24 mars 2019](#)

Bataille identitaire

Les assurances du ministre suffiront-elles à calmer la grogne ? Au vu des premières réactions dont celle du député LR Julien Aubert, on peut en douter.



[Julien Aubert](#)

✓ [@JulienAubert84](#)

« Nan c'est faux ! » Les petites troupes de la Macronie ont été promptes à crier au mensonge sur [#Verdun](#) en pointant le démenti de [#Blanquer](#). J'y vois surtout le repli stratégique du gouvernement devant l'émoi provoqué. Cela suffira pour les moutons de Twitter... [@OserLaFrance](#)

[185](#)

[18:09 - 24 mars 2019](#)

Depuis samedi, "la disparition" de Verdun se partage en cascade. Le président LR de la région Grand Est Jean Rottner conspu une "faute contre l'esprit", suivi par la présidente LR de la région Île-de-France Valérie Pécresse pour qui ce choix "offense la mémoire des Poilus et des taxis de la Marne".

Déjà, ce choix du Conseil supérieur des programmes, imputé parfois sans nuance au gouvernement, se mue en bataille identitaire, certains, à l'image de l'ancien ministre de la Défense (LR) Gérard Longuet déplorant que l'Éducation nationale "préfère les défaites aux victoires et méconnaisse le rôle décisif de Verdun". L'extrême droite n'est pas en reste. Dans un tweet signé de ses initiales, la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen s'étrangle que "le gouvernement dépossède les Français de leur histoire glorieuse et foule aux pieds le sacrifice ultime de nos soldats".

Les promoteurs d'un roman national centré sur le passé militaire de la France ne sont pas les seuls à s'indigner. Le maire de Nancy, le radical pro-européen Laurent Hénart, dénonce ainsi une "aberration pédagogique", en pointant que "Verdun est un creuset de l'identité européenne et un symbole de la paix dans le monde".

Verdun, un symbole qui dépasse la Grande guerre

Cet embrasement politique autour de la mémoire de Verdun n'a rien d'une première. Les commémorations autour de cette bataille qui débuta le 21 février 1916 et son bilan dramatique - 300 jours et 300 nuits de combats, 70% de l'armée française mobilisée, 300.000 tués- ont souvent été ponctuées de polémiques en tous genres. Encore récemment, une chorégraphie d'enfants autour des tombes jugée trop joyeuse et "déplacée", ainsi qu'un concert du rappeur Black M (finalement annulé) avaient déclenché des cris de protestation au sein de la classe politique.

Ici, le choix du Conseil supérieur des programmes de ne pas faire apparaître noir sur blanc la fameuse bataille touche une corde sensible. "La mémoire de la Grande Guerre est une mémoire sociale et pas juste une mémoire combattante", rappelait l'an dernier le directeur général de la Mission du Centenaire Joseph Zimet pour mieux souligner la dimension identitaire du premier conflit mondial.

Or, dans cette mémoire soigneusement entretenue, Verdun, son champ de bataille et son Mémorial, sites privilégiés des sorties pédagogiques scolaires, occupent une place à part, devenant dès 1916 "une guerre tout entière insérée dans la guerre" pour reprendre les mots de Paul Valéry.

Liberté pédagogique

La bataille de Verdun sera-t-elle pour autant éliminée des programmes d'histoire? Dans son bulletin officiel présentant ses programmes, l'Éducation nationale ne fait certes plus apparaître la bataille, à l'inverse de la bataille de la Somme qui intervient la même année et qui permet de souligner "le fonctionnement de la Triple Entente et l'échelle mondiale de la guerre (mobilisation des soldats et de la main-d'œuvre en provenance des empires britannique et français ainsi que de la Chine)".

BO LE BULLETIN OFFICIEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE	
• Thème 4 : La Première Guerre mondiale : le « suicide de l'Europe » et la fin des empires européens (11-13 heures)	
Chapitre 1. Un embrasement mondial et ses grandes étapes	
Objectifs	Ce chapitre vise à présenter les phases et les formes de la guerre (terrestre, navale et aérienne). On peut mettre en avant : <ul style="list-style-type: none">– les motivations et les buts de guerre des belligérants ;– l'extension progressive du conflit et les grandes étapes de la guerre ;– l'échec de la guerre de mouvement et le passage à la guerre de position ;– l'implication des empires coloniaux britannique et français ;– la désintégration de l'empire russe.
Points de passage et d'ouverture	<ul style="list-style-type: none">• Août - septembre 1914 – Tannenberg et la Marne.• 1915 – L'offensive des Dardanelles.• 1916 – La bataille de la Somme.• Mars 1918 – La dernière offensive allemande.

Education nationale Extrait du bulletin officiel de l'Éducation nationale pour les programmes d'histoire-géographie 2019 en première générale.

S'ils ne font plus apparaître la bataille de Verdun, ces programmes n'interdisent toutefois aucunement aux professeurs d'histoire de continuer à l'enseigner, ne serait-ce qu'au nom de leur liberté pédagogique, comme certains le rappellent à juste titre.

Les textes officiels sont clairs : la focale sur la bataille de Verdun a disparue remplacée par la bataille de la Somme en 1916. Notre liberté pédagogique nous permettra de l'évoquer lorsque nous aborderons la guerre de position mais ce n'est plus obligatoire...

— christophe muller (@cmuller1) 24 mars 2019

Reste que son caractère non-obligatoire heurte de nombreuses consciences. Une pétition adressée au ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a depuis été lancée pour réclamer le retour de la fameuse bataille dans le corpus éducatif officiel.

Comment devenir commissaire de police

<https://etudiant.lefigaro.fr/> Par Camille Lecuit • Publié le 27/03/2019 à 06:00



Les commissaires stagiaires de la police se voient remettre leur uniforme dès la première année d'école. Crédits photo: PHILIPPE DESMAZES/AFP

Ce métier est le plus haut grade de la police nationale. Il est accessible sur concours, après cinq ans d'études ou quatre ans d'expérience dans la police. Après leur formation, les

commissaires de police seront chargés d'assurer la sécurité sur le territoire français ou dans des ambassades à l'étranger.

Un métier «de plume et d'épée». C'est par ce qualificatif que les commissaires de police se plaisent à décrire leur profession au service de l'État. Si être nommé à la tête d'un commissariat fait rêver plus d'un jeune, le chemin pour y parvenir est semé de hautes exigences. Le recrutement est sélectif pour intégrer cette formation. Chaque année, seulement une trentaine de candidats sont admis au concours d'entrée de l'École nationale supérieure de la police (ENSP). Ces policiers deviennent d'abord commissaires, puis commissaires divisionnaires, et enfin commissaires généraux. Métier, salaire, les avantages et les inconvénients du métier, le Figaro Etudiant vous explique tout.

Quel métier ?

La mission du commissaire de police est de gérer un service de police, de définir ses objectifs, établir un plan d'action en cas d'événement. Cela peut être un accident, un incendie, mais aussi un attentat, une prise d'otage, l'évasion d'un détenu, un braquage. Il doit aussi assurer le lien avec le maire, le préfet, les magistrats, mais aussi la presse et les citoyens.

Le commissaire de police est au sommet de l'échelle, il assure une mission de conception et de direction. Dans son service, il aura sous sa responsabilité les gardiens de la paix, premier niveau hiérarchique. Le deuxième grade est celui des officiers, assurant une mission de commandement.

Le commissaire a le choix. Il peut travailler dans l'investigation (police judiciaire, enquêtes), le renseignement (prise d'informations pour renseigner les autorités, DGSI) l'ordre public, (CRS), la coopération internationale (ambassades, coopérations police-justice), ou encore la police aux frontières. Il peut être détaché dans d'autres corps comme la magistrature ou le corps préfectoral. Il peut aussi être mis à disposition de grandes entreprises pour la lutte contre la délinquance ou la sûreté.

■ **Les plus du métier** : «J'ai la satisfaction de faire un métier utile à la société», confie Gauthier commissaire stagiaire qui sera diplômé dans quelques mois. Il ajoute aussi: «C'est une aventure humaine. Je peux rencontrer en une journée le pire des délinquants et la plus haute autorité française». Julien, élève commissaire, apprécie la «forte responsabilité du métier», à l'interface entre le monde judiciaire, politique, associatif et journalistique.



De gauche à droite, les galons du commissaire de police, commissaire principal, commissaire divisionnaire et commissaire général.

Gauthier apprécie aussi la vaste palette de métiers proposés (voir plus haut). Enfin, en tant que fonctionnaire dans l'administration, il ne risque pas de perdre son emploi.

■ **Les moins du métier** : Il faut être souple. Tous les quatre ans (maximum huit), le commissaire doit changer de poste et de lieu de travail. Par ailleurs, il peut être mobilisé à tout instant. «S'il y a des gros incidents en pleine nuit, je dois me rendre sur place», explique Gauthier. Heureusement, les commissaires ont des week-ends où ils ne sont pas de permanence, et des vacances. «Nous sommes aussi dans un environnement assez rude, en contact avec la noirceur de l'humanité», poursuit Gauthier. Cela peut déformer l'esprit, et nous suivre même à domicile». Sans compter la pression du résultat, imposée par les événements, et parfois même la pression politique. «Le métier est devenu de plus en plus dur, nous subissons beaucoup de contrôles internes et sommes souvent sous le feu des critiques de la population», fait remarquer l'inspecteur général de la police nationale Luc Presson, directeur de l'ENSP.

Quel profil ?

C'est un métier de leader. «Il ne faut pas craindre d'être en première ligne, et faire preuve de sang-froid et de résistance au stress ou à la pression», explique Gauthier. Une remarque partagée par Julien. Ce métier exige aussi des capacités de rigueur et d'organisation, autant qu'un esprit curieux, prêt à l'investigation. «En un mot, il faut être agile, faire preuve de réactivité et d'adaptabilité», assure Luc Presson. Ce métier requiert aussi une certaine créativité: «Nous devons imaginer des solutions, des plans d'action», précise encore Gauthier. Pour lui comme pour Julien, un bon commissaire est enfin un meneur d'hommes, avec des qualités relationnelles: «C'est ce qu'on retient des grands chefs». Enfin, s'il faut faire preuve d'une certaine résistance physique, ce n'est pas l'aspect prioritaire du métier.

■ Conditions :

Être de nationalité française, avoir moins de 35 ans, un casier judiciaire vierge, avoir fait sa JDC (journée défense et citoyenneté). Les candidats passent un examen médical: il faut être dépisté négatif aux drogues, être jugé apte physiquement, et apte au service de nuit et au port d'armes. L'examen est pratiqué par un médecin de la police.

Quel âge ?

Ce métier exige une certaine maturité. Les études sont longues, il faut avoir 4 ans d'ancienneté dans la police, ou un bac+5 pour entrer à l'École des commissaires, qui dure 2 ans. En général, on devient ainsi commissaire à 23 ans minimum. Pour passer le concours d'entrée, il faut avoir moins de 35 ans.

Quel bac ?

Tout bac général, surtout S ou ES. Le bac ES donne une culture historique, institutionnelle très utile pour le concours d'entrée.

Quelles études ?

Après leur bac, la plupart des candidats ont fait du droit et des sciences politiques, à l'université ou dans un Institut d'études politiques. Il faut obligatoirement un master 2 (bac +5), pour postuler à l'École nationale supérieure de la police, l'ENSP, accessible sur concours. Il existe trois concours, externe, pour les étudiants, interne (pour les policiers déjà en poste), et une troisième voie, plus rare, pour les capitaines ayant deux ou trois ans d'ancienneté. Une fois à l'école, l'élève y passe un an, puis une deuxième année, avec 4 mois de cours entrecoupés de 2-3 mois de stage avant d'être diplômé.

■ **Le concours externe.** C'est la voie qui attire le plus de candidats: environ 1000 pour 20 à 30 places en tout par promotion. Il existe plusieurs prépas pour ce concours, soit au sein des universités (IMDA), ou des prépas privées, notamment la prépa Sciences Po par laquelle passe les trois quarts des élèves admis.

- **5 épreuves écrites** (en février-mars): une dissertation de culture générale, (5h) une dissertation de droit pénal (3h), une dissertation de droit public de 3 h, une note opérationnelle (dossier d'une quarantaine de pages, à partir duquel il faut élaborer un plan d'action) et un QCM de culture institutionnelle, policière et d'actualité.

-Des **épreuves sportives et tests psychotechniques**, ainsi qu'un test de gestion du stress. (On suit un parcours les yeux bandés, avec des obstacles, après avoir écouté un script de mise en situation avec des informations à mémoriser.

-**4 épreuves orales d'admission** (en juin) : une mise en situation individuelle (environ 35 minutes), une mise en situation collective, un oral de langue, et un grand oral lors duquel on traite d'un sujet pioché devant un jury de 12 personnes.

«Dans les faits, la difficulté du concours implique un certain niveau de connaissances et compétences», explique Julien, entré par cette voie. Les épreuves sont un peu différentes du

concours interne. Il existe une troisième voie, plus rare, l'accès professionnel pour les capitaines ayant deux ou trois ans d'ancienneté.

Peut-on faire des stages à l'étranger ?

L'école est à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or à côté de Lyon. Les stages ont lieu dans des services de police en France. Il est aussi possible de partir travailler en ambassade (à la direction de la coopération internationale, commune aux gendarmes), ou faire des missions de 3 ans renouvelables à l'étranger.

Combien coûtent les études ?

Elles coûtent le prix d'une licence et master, c'est-à-dire pas grand-chose en France, mais il faut ajouter le prix de la prépa si elle est privée. Celle de Sciences Po coûte 2 500 euros, et il faut parfois redoubler... Malgré tout, les stagiaires sont payés 1 500 € la 1^{ère} année à l'École des commissaires, et 1 900 € la deuxième année, en plus d'être logé et nourri.

Comment trouver son premier job ?

Dès qu'un élève rentre à l'école, il est garanti d'avoir un emploi en tant que fonctionnaire. Il sera affecté dans un commissariat en fonction de la demande, partout en France.

Quel salaire ?

Le salaire s'élève à 1 575 euros net la première année d'école, puis 1 927 euros net la deuxième année. Ensuite, au premier échelon (dès qu'on est titulaire), le commissaire gagne 3 162 euros net et le salaire peut monter jusqu'à 7 821 euros net environ. Les commissaires peuvent ensuite avoir des primes en fonction des résultats.

Sport

Patinage artistique. Papadakis et Cizeron sacrés champions du monde de danse sur glace

Accueil Sport Patinage artistique <https://www.ouest-france.fr/> via AFP Modifié le 23/03/2019 à 10h30 Publié le 23/03/2019 à 08h03



Gabriella Papadakis et Guillaume Cizeron sont champions du monde de danse sur glace à Saitama. | REUTERS

Pour la quatrième fois de leur carrière, le duo Gabriella Papadakis et Guillaume Cizeron ont été sacrés champions du monde de danse sur glace aux Mondiaux de patinage artistique à Saitama, au Japon. Les deux Français sont sur le toit du monde.

Les Français Gabriella Papadakis et Guillaume Cizeron ont été sacrés champions du monde de danse sur glace pour la quatrième fois, samedi aux Mondiaux de patinage artistique de Saitama (Japon), deux mois après avoir remporté un cinquième titre européen consécutif.

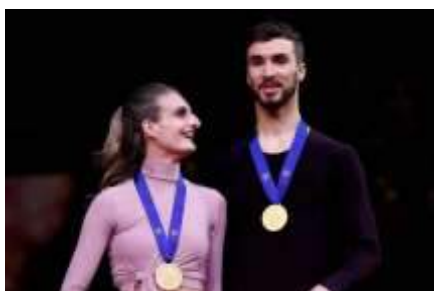
Papadakis (23 ans) et Cizeron (24 ans) avaient déjà été médaillés d'or mondial en 2015, 2016 et 2018. Sur la glace japonaise, les vice-champions olympiques 2018 ont totalisé 222,65 points pour devancer les Russes Victoria Sinitsina et Nikita Katsalapov (211,76) et les Américains Madison Hubbell et Zachary Donohue (210,40).

Le duo français rejoint dans l'histoire du patinage tricolore Andrée et Pierre Brunet, les seuls couronnés quatre fois champions du monde avant eux, en couples (1926, 1928, 1930 et 1932).

Domination

Le duo imprime aussi un peu plus encore sa marque sur la danse sur glace, la plus jeune discipline du patinage artistique. Il devient le septième tandem quadruple champion du monde et se rapproche à deux unités du record de sacres détenu par les Soviétiques Lyudmila Pakhomova/Alexandr Gorshkov (six titres en 1970, 1971, 1972, 1973, 1974 et 1976).

Après un hiver olympique forcément éprouvant en 2018, au cours duquel les Canadiens Tessa Virtue et Scott Moir (désormais retirés de la compétition) les avaient privés d'or olympique après un malencontreux incident de robe, Papadakis et Cizeron n'ont pas perdu le fil qu'ils tissent au plus haut niveau depuis 2015. Au contraire, invincibles cette saison, ils ont réaffirmé leur domination sur leur discipline.



Le duo français entre dans l'histoire du patinage artistique. | REUTERS

Ni une reprise de l'entraînement tardive l'été dernier, le temps de souffler après une olympiade éreintante, ni un hiver allégé en raison du dos bloqué de Cizeron début novembre (une seule étape du Grand Prix), ne les ont déviés de leur brillante trajectoire. C'est la première médaille de la compétition pour le patinage français.

Plus tôt dans la semaine, Vanessa James et Morgan Ciprès, prétendants à l'or en couples deux mois après avoir été sacrés champions d'Europe, ne se sont classés que cinquièmes après une mésaventure dès l'échauffement précédant leur programme court. Vanessa James avait violemment percuté un autre patineur et chuté lourdement.

Cyclisme : Julian Alaphilippe s'adjuge Milan – San Remo, son premier Monument

A La Une Autres Sports Cyclisme <https://www.sudouest.fr/> Publié le 23/03/2019 à 16h57. Mis à jour à 18h55 par SudOuest.fr.



Julian Alaphilippe a devancé Oliver Naesen et Michal Kwiatkowski ce samedi sur la via Roma de San Remo. Sa 7^e victoire en 2019. MARCO BERTORELLO AFP or licensors

Favori, le Français a répondu présent et a remporté au sprint la 110^e édition de la Primavera ce samedi à San Remo.

Julian Alaphilippe est irrésistible en ce début d'année 2019. Il était attendu ce samedi lors du premier des cinq Monuments de l'année, Milan – San Remo, qui lance les classiques du printemps. **291 km (la plus longue classique de l'année) entre la Lombardie et la Ligurie**, avec une météo au beau fixe pour cette 110^e édition.

Une échappée de dix coureurs a ouvert la route dès la sortie de Milan. Elle a tenu jusqu'après la zone des "capi", les petites collines escaladées à l'entrée de la dernière heure de course.

Dans le fameux Poggio, la dernière difficulté de la Primavera, à moins de 10 kilomètres de l'arrivée, l'équipe de Julian Alaphilippe (Deceuninck – Quick Step) a fait un gros effort avec Stybar

et Gilbert pour effectuer un écrémage. Avec le Français, Sagan, Valverde, Kwiatkowski, Naesen, Van Aert et Trentin ont basculé en tête.

Faute d'entente, d'autres coureurs ont pu revenir dans la descente. Trentin a tenté sa chance mais a été rattrapé, laissant un sprint entre costauds se dessiner. Cité comme le grand favori suite à son excellent début de saison en Italie (victoire aux Strade Bianche et deux étapes à Tirreno Adriatico), Alaphilippe a assumé son statut.



la chaine L'Équipe

✓ [@lachainelequipe](#)

🇫🇷 UN MONUMENT POUR JULIAN ALAPHILIPPE !

Le coureur français remporte le Milan - San Remo 🏆 [#lequipeVELO](#)

[2 639](#)

[19:56 - 23 mars 2019](#)

Troisième il y a deux ans, le Français a lancé son sprint à 250 mètres sur la via Roma et n'a pas été remonté par Oliver Naesen (AG2R La Mondiale) et Michal Kwiatkowski (Sky), qui complètent le podium. Peter Sagan (4^e) a encore raté ce monument qui manque à son palmarès. "Quand j'ai vu Mohoric partir, je me suis dit c'est maintenant ou jamais", a confié le vainqueur de la "Classicissima".

RACE RESULTS			
1	JULIAN ALAPHILIPPE	🇫🇷	35:42.54
2	OLIVER NAESSEN	🇧🇪	35:43.14
3	MICHAL KWIATKOWSKI	🇵🇱	35:43.14
4	PETER SAGAN	🇸🇰	35:43.14
5	MATEJ MOHORIC	🇸🇰	35:43.14
6	WILTT VAN AERT	🇧🇪	35:43.14
7	ALEJANDRO VALVERDE	🇪🇸	35:43.14
8	VINCENZO GIACCHI	🇮🇹	35:43.14
9	SIMON CLARKE	🇮🇹	35:43.14
10	MATTEO TRENTIN	🇮🇹	35:43.14



[Le Gruppetto @LeGruppetto](#)

Le Top 10 de l'édition 2019 de Milan - San Remo. Avec notre Juju national qui lève les bras ! [#MilanoSanremo](#)

[75](#)

[19:58 - 23 mars 2019](#)

"Une immense fierté"

Après La Flèche Wallonne et la Classique San Sebastian en 2018, deux belles courses mais un cran en deçà des Monuments, **le coureur de 26 ans entre dans la cour des grands avec cette victoire.**

La dernière Marseillaise à San Remo remontait à 2016 et le succès au sprint d'Arnaud Démare.

"C'est une immense fierté. **L'équipe avait entièrement confiance en moi, a fait un gros travail, je n'avais pas le droit à l'erreur.** Je suis content de ne pas les avoir déçus. Je suis fier de l'équipe, fier de moi, a réagi le Français au micro de la chaîne L'Équipe. Dans le Poggio, quand j'ai entendu qu'Elia (Viviani, son coéquipier et autre leader sur cette course) était un peu distancé, j'ai demandé qu'on durcisse la course. Il fallait vraiment que je ne fasse pas d'erreur."

Alaphilippe a assumé la cible qu'il avait dans le dos : "La pression je la ressentais depuis plusieurs jours. J'avais fait un podium (il y a 2 ans) et j'étais en forme mais de là à gagner... J'ai répondu de la meilleure des manières. **Je suis heureux, surpris, je n'en reviens pas.** C'est la récompense de tous mes efforts. Quand j'ai vu les larmes de mes coéquipiers à l'arrivée... Je n'oublierai jamais cette émotion."



la chaîne L'Équipe

✓ [@lachainelequipe](#)

 Julian Alaphilippe au sommet du podium de Milan - San Remo ! [#MilanoSanremo](#)

[88](#)

[20:17 - 23 mars 2019](#)

Terrorisme

Qui sont les 10 djihadistes français que l'Irak va juger pour appartenance à Daesh ?

A La Une L'Essentiel <https://www.sudouest.fr/> Publié le 25/03/2019 à 18h26. Mis à jour à 18h37 par SudOuest.fr avec AFP.



Daesh, qui vient d'être totalement anéanti en Syrie, n'avait plus de territoire en Irak depuis décembre 2017 AHMAD AL-RUBAYE AFP or licensors

Ces Français qui encourent la peine capitale ont pour la plupart rejoint Daesh au début de la création du "califat", en 2014. Certains d'entre eux ont des liens étroits avec les auteurs des attentats du 13-Novembre à Paris

Accusés d'appartenance à Daesh, ils ont été identifiés par un responsable irakien des services de sécurité et le Centre d'analyse du terrorisme (CAT) à Paris : **voici les profils de dix des Français qui encourent la peine capitale en Irak.** La loi irakienne prévoit jusqu'à la peine de mort pour quiconque a rejoint une organisation "terroriste", qu'il ait ou non combattu.

>>À lire aussi : les Français approuvent massivement le jugement des djihadistes par l'Irak

Léonard Lopez

Au début des années 2000, ce Parisien de 32 ans, qui a notamment travaillé dans une librairie musulmane, fait partie des plus actifs sur le site jihadiste francophone de référence d'alors, Ansar Al-Haqq. En juillet 2015, alors qu'il est sous contrôle judiciaire, Léonard Lopez part avec sa femme et leurs deux enfants, d'abord en Irak puis en Syrie.

Condamné par contumace en juillet 2018 à cinq ans de prison ferme dans le dossier Ansar al-Haqq, il est surtout connu des services de renseignement pour avoir cofondé l'association Sanabil, dissoute par le gouvernement français fin 2016 car elle contribuait sous couvert d'aide aux détenus à radicaliser des prisonniers.

Kévin Gonot

Ce Français de 32 ans, né à Figeac (Lot), a été arrêté en Syrie avec son demi-frère Thomas Collange, 31 ans, sa mère et son épouse. Entré illégalement en Syrie via la Turquie, selon ses dires, il a d'abord rejoint le Front al-Nosra (ex-branche d'Al-Qaïda en Syrie) avant de prêter allégeance au "calife" de Daesh Abou Bakr al-Baghdadi.

Selon la justice irakienne, celui qui se faisait appeler Abou Sofiane au sein de l'EI a reconnu avoir combattu en Syrie et en Irak. En France, il a déjà été condamné en son absence à neuf ans de prison, selon le CAT.

Fodil Tahar Aouidate

Cet homme de 32 ans décrit comme autoritaire, violent et prêt à mourir pour l'idéologie radicale de Daesh a rejoint la Syrie en 2014. Alors qu'il y combattait, Fodil Tahar Aouidate, a été rejoint par 22 membres de sa famille, selon la justice française. Originaire de Roubaix (Nord), il est soupçonné d'avoir voulu commettre une action violente en France en 2013. Il était alors connu du renseignement pour ses liens avec la mouvance salafiste belge, notamment Abdelhamid Abaaoud, un des organisateurs présumés des attentats du 13 novembre 2015.

Fin 2015, il était apparu dans une vidéo faisant l'apologie de ces attaques (130 morts). Deux de ses sœurs ont été condamnées en France pour "financement du terrorisme", car elles ont, selon le tribunal, envoyé 15 000 euros en Syrie, notamment des allocations familiales perçues par des membres de leur famille après leur départ.

Mustapha Merzoughi

Ce Français de 37 ans a servi dans l'armée française de 2000 à 2010, notamment "en Afghanistan en 2009", selon ses "aveux" à la justice irakienne. En France, il vivait à Toulouse, d'où venaient aussi les frères Fabien et Jean-Michel Clain, qui ont revendiqué les attentats de novembre 2015 avant d'être tués récemment en Syrie et dont la nièce est mariée à Kévin Gonot.

Passé par la Belgique puis le Maroc, ce Français d'origine tunisienne a suivi "des formations religieuses et militaires à Alep" (nord de la Syrie). Là, il a "prêté allégeance devant un chef de Daesh au visage masqué à Mossoul" parce que "les chefs avaient peur d'être reconnus ou identifiés par les combattants étrangers dont ils redoutaient qu'ils soient des espions".

Yassine Sakkam

Originaire de Lunel (Hérault), comme une vingtaine d'autres Français de Daesh, il a été l'un des derniers de cette commune à rejoindre le califat, fin 2014.

Il est visé par un mandat d'arrêt criminel français depuis 2016. Selon le CAT, son frère Karim a commis un attentat suicide à la frontière irako-jordanienne en 2015.

Karam El Harchaoui

Ce Français de 32 ans est parti en Syrie en 2014 depuis la Belgique, selon des informations de presse. D'après le quotidien belge HLN, son jeune frère et leurs épouses belges étaient également membres de l'EI.

Sur une photo diffusée par la justice irakienne après son arrestation, il apparaît en sweat à capuche, le crâne dégarni sur l'avant et une barbe encadrant son visage.

Salim Machou

Âgé de 41 ans, il a appartenu à la brigade Tariq ibn Ziyad, une unité de Daesh menée par un ancien légionnaire français, Abdelilah Himich, lui aussi originaire de Lunel, selon le CAT. Cette "cellule de combattants étrangers européens, vivier d'auteurs d'attaques en Irak, en Syrie et à l'étranger" a compté jusqu'à "300 membres", affirment les autorités américaines.

Salim Machou a, rapporte le CAT, hébergé à Raqqa, ex "capitale" de Daesh en Syrie, Jonathan Geffroy, un Français capturé en Syrie et qui a fait de nombreuses révélations à la justice française, notamment sur les frères Clain.

Vianney Ouraghi

Ce Français de 28 ans a d'abord rejoint Al-Nosra avant d'intégrer Daesh dès la proclamation de son "califat" en juillet 2014, selon le CAT. Vianney Ouraghi avait quitté la France en juin 2013 aux côtés du Franco-Algérien Lyes Darani, de même source. Ce dernier a été condamné à huit ans de prison pour avoir voulu préparer un attentat à son retour des zones de combat deux mois plus tard.

Ce Français d'origine algérienne a dit à ses enquêteurs irakiens avoir abandonné des études de psychologie en France. Il est ensuite "allé en Syrie via les Pays-Bas et la Turquie". Toujours selon les "aveux" rendus publics par la justice irakienne, il a suivi "des formations religieuses et militaires", puis fait allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi avant de rejoindre "un centre d'accueil des combattants étrangers à Mossoul".

Brahim Nejara

Originaire de Meyzieu, près de Lyon, ce Français de 33 ans a facilité l'envoi de djihadistes en Syrie et est apparu dans une vidéo de Daesh après les attentats de novembre 2015, selon le CAT. Il a également incité un de ses frères à commettre un attentat en France, de même source.

En Syrie, il a fréquenté Foued Mohamed-Aggad, l'un des kamikazes du Bataclan, salle de spectacles où a eu lieu une des tueries du 13-Novembre.

Bilel Kabaoui

Ce Français de 32 ans est parti vers le territoire de Daesh durant l'été 2014, selon le CAT. Il est originaire de Sèvres, en région parisienne.

La France a rapatrié 95 enfants de djihadistes depuis 2015

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Par Paule Gonzalès Publié le 29/03/2019 à 19:57



Un principe demeure pour la justice: celui du secret de l'identité de ces mineurs mais aussi de leur placement. ARIS MESSINIS/AFP

Très peu des enfants rapatriés ont pu bénéficier d'un retour dans leur famille de sang.

Ils sont 95 à être rentrés en France. Ce décompte des enfants de djihadistes de retour depuis 2015 comprend les six derniers arrivés. C'est-à-dire les cinq orphelins revenus mi-mars grâce à la mobilisation des avocats des familles, et la petite fille d'une Française condamnée à la perpétuité en Irak, rentrée ces derniers jours, via l'aéroport militaire de Villacoublay.

Désormais en effet, pour des raisons de sécurité que l'immensité de Roissy ne peut garantir, ces retours au compte-gouttes se font par cet aéroport militaire. Il appartient donc maintenant au parquet de Versailles de gérer ces arrivées alors que jusqu'à présent, la principale juridiction

d'accueil était le tribunal de grande instance de Bobigny. À leur retour, environ deux tiers des enfants avaient moins de 5 ans et 90% moins de 10 ans.

Sur les 89 enfants rapatriés avant le 4 février 2019, 81 ont fait l'objet d'une procédure en assistance éducative

Selon les chiffres officiels, sur les 89 enfants rapatriés avant le 4 février 2019, 81 ont fait l'objet d'une procédure en assistance éducative. 74 mineurs en bénéficient toujours actuellement. Les placements se font majoritairement en famille d'accueil et minoritairement en foyer. Très peu ont pu bénéficier d'un retour dans leur famille de sang. Au parquet de Bobigny, sur 62 arrivées depuis 2016, «16 ont été directement remis à leur famille ou au terme d'un processus d'évaluation de ces dernières», affirme le parquet. On compte aujourd'hui un seul mineur arrivé à l'âge de 16 ans et désormais majeur. Selon des sources judiciaires, ce dernier aurait complètement coupé avec son milieu familial d'origine et serait parfaitement réinséré au prix d'une rupture avec ses parents tombés dans le radicalisme islamiste et devenus djihadistes.

Le secret de leur identité

Un principe demeure pour la justice: celui du secret de l'identité de ces mineurs mais aussi de leur placement. «Afin de leur permettre de se reconstruire sans être stigmatisés, mais aussi par crainte des enlèvements», explique ce magistrat bon connaisseur du dossier.

Le parcours judiciaire de ces mineurs est toujours le même. À leur arrivée, une ordonnance de placement provisoire est prise par le tribunal. Tous les mineurs sont reçus par un juge pour enfant tandis que le parquet enquête non seulement sur leur état de santé physique et psychologique, mais aussi sur l'opportunité d'un retour dans la famille d'origine, quand il y en a une. Pour faire court, la justice évalue si ces familles et ces proches sont ou non radicalisés. Les parquets font particulièrement diligence dans le cas où le mineur est susceptible d'être remis à un parent direct. Le suivi est effectué par le TGI du lieu de placement.

GRANDE-BRETAGNE

BREXIT

Brexit. Des centaines de milliers de personnes ont défilé à Londres pour réclamer un nouveau référendum

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 23/03/2019 à 21h24 Publié le 23/03/2019 à 14h39



Les Britanniques ont défilé dans les rues de Londres ce samedi pour demander un nouveau référendum sur le Brexit.
| HENRY NICHOLLS/REUTERS

Des centaines de milliers de personnes hostiles au retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne ont manifesté, ce samedi, dans les rues de Londres, pour réclamer la tenue d'un deuxième référendum pour ou contre le Brexit.

« **UE, je t'aime** » : des centaines de milliers de personnes ont défilé ce samedi à Londres pour réclamer un nouveau référendum sur le Brexit, en pleine incertitude sur la possibilité que la Première ministre Theresa May présente à nouveau son accord de divorce aux députés.

« **Nous demandons un vote populaire** », « **Quitter (l'UE) ne marchera pas** », « **Révoquons l'article 50 (du Traité de Lisbonne, qui régit la sortie d'un pays de l'UE)** », pouvait-on lire sur les pancartes des manifestants, venus des quatre coins du Royaume-Uni en voiture, bus ou train.

« Bouleversée »

La foule, massive, dense et enthousiaste a défilé dans le centre de la capitale britannique, non loin des bureaux de Theresa May au 10, Downing Street, chantant des airs anti-Brexit et brandissant des drapeaux européens, parfois en forme de cœur. Theresa May en a d'ailleurs pris pour son grade, avec de nombreuses caricatures la dépeignant en dirigeante complètement dépassée par les événements.



Une caricature de Theresa May à Whitehall, près de Downing Street, à Londres. | ISABEL INFANTES / AFP.

La Première ministre « **doit partir, nous devons révoquer l'article 50** », a déclaré Emma Sword, une manifestante. « **Je suis vraiment bouleversée** », a renchéri une autre participante, Caroline Roma. « **Je pense qu'ils n'en discutent pas et qu'ils n'y ont pas réfléchi. Je pense que les gens qui nous ont soumis ce vote sur le Brexit n'avaient même pas de plan. Ils n'ont jamais eu de plan. Je ne crois même pas qu'ils pensaient qu'ils allaient gagner** ».

L'organisation « **People's vote** », qui milite pour un nouveau référendum, a estimé à environ un million le nombre de participants, Scotland Yard ne fournissant aucun chiffre de son côté. Une manifestation similaire en octobre avait réuni près de 700 000 manifestants dans la capitale britannique.

Le report, une « opportunité »

Cette marche intervient deux jours après la décision des dirigeants européens d'accorder au Royaume-Uni un report du Brexit au-delà de la date initialement prévue du 29 mars. Ils ont fixé désormais au 12 avril au plus tôt l'échéance fatidique, près de trois ans après le référendum qui a décidé d'une sortie de l'UE.

Farouche opposante au Brexit, la Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, qui participait à la manifestation, a appelé ceux qui rejettent une sortie de l'UE à profiter « **au maximum de l'opportunité** » offerte par le délai accordé par Bruxelles.

Également dans les rangs des manifestants, Tom Watson, le numéro 2 du Labour, principal parti d'opposition au Royaume-Uni, s'est dit prêt à voter pour un accord de Brexit, mais à condition que Theresa May « **laisse le peuple voter dessus** ».

L'option d'un second référendum avait été rejetée le 14 mars par la Chambre des Communes, et rencontre l'opposition de Theresa May, mais ses partisans espèrent que le chaos ambiant au Royaume-Uni finira par rendre cette option inévitable.

Samedi également, la pétition en ligne demandant au gouvernement de renoncer au Brexit dépassait les 4,5 millions de signatures, un record pour une telle initiative sur le site du Parlement.

Theresa May tentait péniblement de son côté de rallier les soutiens derrière son accord de retrait de l'Union européenne, afin de le soumettre au vote des députés la semaine prochaine. Son adoption entraînerait, selon les conclusions du sommet européen, un court report technique du Brexit jusqu'au 22 mai.

May est devenue un « obstacle »

Mais l'affaire est loin d'être gagnée : conclu après 17 mois de difficiles négociations avec Bruxelles et destiné à mettre en œuvre un Brexit en douceur, le texte est très loin d'avoir convaincu les députés britanniques qui l'ont déjà rejeté, massivement, à deux reprises, le 15 janvier puis le 12 mars.

Sentant à nouveau le vent du boulet, la dirigeante conservatrice a prévenu dans une lettre adressée aux députés qu'un troisième vote pourrait ne pas avoir lieu, « **s'il apparaît qu'il n'y a pas suffisamment de soutien pour représenter** » l'accord. Une autre option était discutée à Londres : la possibilité d'organiser une série de votes indicatifs pour déterminer les desiderata du Parlement.

Critiquée de tous côtés, semblant naviguer à vue, la Première ministre affrontait en outre des « **pressions** » pour « **fixer la date de son départ** » de Downing Street, rapportait le *Times*. Dans un éditorial, le quotidien juge que la dirigeante a fini par devenir un « **obstacle** » à la résolution des difficultés sur le Brexit.

Brexit: Theresa May sous la menace d'un putsch de ses ministres

Actualité International <http://www.lefigaro.fr> Notre dossier / Brexit: Londres et Bruxelles à l'heure du divorce Par Florentin Collomp Mis à jour le 25/03/2019 à 09:12 Publié le 24/03/2019 à 19:07

Brexit : manifestation géante à Londres pour un nouveau référendum



L'autorité de la première ministre en miettes, son départ fait l'objet de conciliabules chez les tories.

Correspondant à Londres

Après une semaine épouvantable, Theresa May est allée se réfugier ce week-end dans sa résidence de Chequers, dans le Buckinghamshire, à l'ouest de Londres. Cela lui a au moins permis d'éviter de voir des centaines de milliers de personnes - un million selon les organisateurs - défilier samedi sous les fenêtres de Downing Street pour demander un nouveau référendum sur le Brexit. Mais la partie de campagne dans l'élégant manoir du XVII^e siècle a tourné à une intrigue digne d'Agatha Christie, quand le complot d'une partie de son gouvernement pour l'éjecter est apparu au grand jour à la une des journaux dominicaux. Selon le Sunday Times, au moins onze de ses ministres conspiraient pour la pousser à la démission. Ils entendaient lui mettre le couteau sous la gorge lors d'un Conseil des ministres lundi matin.

Que le complot aboutisse ou non, Theresa May est en très mauvaise posture

La seule chance de survie pour la première ministre repose sur les divisions entre les conspirateurs. Au moins six d'entre eux, plutôt proeuropéens (dont les ministres de l'Intérieur, Amber Rudd, des Entreprises, Greg Clark, ou de la Justice, David Gauke), tentaient de s'organiser pour pousser le numéro deux du gouvernement, David Lidington, à prendre la place de May pour assurer un intérim. Le temps de dégager un consensus avec l'opposition sur un Brexit «soft», auquel cet ancien ministre de l'Europe de David Cameron a déjà commencé à s'atteler. Il a aussi mené des consultations à Bruxelles récemment. Mais, quand les brexiters du cabinet ont eu vent de ces tractations, ils se sont mobilisés à leur tour pour empêcher ce scénario. Ils tentent depuis d'imposer une solution alternative, sous la houlette de Michael Gove, ministre de l'Environnement et figure de la campagne du «leave» en 2016, qui convoite le poste de premier ministre depuis longtemps. Seul hic, il est soupçonné par les «hard brexiters» d'être prêt à des concessions sur les lignes rouges du Brexit.

D'autres prétendants au trône, comme l'ancien ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, son successeur Jeremy Hunt ou Sajid Javid (Intérieur) accepteraient de mettre de côté leurs

ambitions pour l'instant, le temps de régler l'urgence du Brexit et de mener un processus de désignation en bonne et due forme d'un nouveau leader conservateur.

Une délégation de brexiteurs, Boris Johnson, escorté de Jacob Rees-Mogg, David Davis et Dominic Raab notamment, ont rendu visite à Theresa May à Chequers dimanche après-midi. Ils lui ont mis un marché en main: annoncez votre départ, et nous pourrons voter pour votre accord de retrait de l'UE en cadeau d'adieu. Elle leur a répliqué qu'elle y songerait une fois qu'ils auront voté pour... Également conviés à cette partie de Cluedo grandeur nature, David Lidington et Michael Gove, qui se sont sentis obligés d'affirmer leur allégeance à la première ministre. Gove, qui avait lâché son allié Boris Johnson le matin même de sa déclaration de candidature en 2016, a assuré que ce n'était «pas le moment de changer le capitaine du navire».

Que le complot aboutisse ou non, Theresa May est en très mauvaise posture. Également présent à la réunion de crise, son «chief whip», Julian Smith, l'homme chargé de faire respecter la discipline de vote à l'Assemblée, lui avait recommandé la semaine dernière de réfléchir à sa sortie. Un de ses adjoints, Paul Maynard, lui a dit les yeux dans les yeux qu'il souhaitait son départ pour avoir «trahi le Brexit» et «détruit notre parti». «Je suis désolée que vous pensiez ça», lui aurait-elle répondu.

Pour tenter de forcer la main des députés, Theresa May semble prête à brandir des menaces contradictoires: le spectre d'un «no deal», d'élections anticipées ou la révocation pure et simple du Brexit

En mode survie, la première ministre et son équipe cherchaient la parade. Son porte-parole expliquait dans la soirée qu'elle étudiait toujours «s'il y a suffisamment de soutien aux Communes pour soumettre à un nouveau vote cette semaine» son accord, comme elle s'y est pourtant engagée auprès des Vingt-Sept à Bruxelles, jeudi. Pour tenter de forcer la main des députés, elle semblait prête à brandir diverses menaces contradictoires: un «no deal», des élections anticipées ou la révocation pure et simple du Brexit. C'est ce que réclame une pétition en ligne sur le site du Parlement signée par plus de 5 millions de personnes en cinq jours, un record historique.

Cela pourrait faire partie des alternatives soumises à des votes «indicatifs» au Parlement cette semaine, faute de ratification de l'accord de sortie négocié par Theresa May et les Européens. Lundi, les élus vont tenter de saisir le contrôle de l'agenda parlementaire pour imposer ces consultations, si l'exécutif rechignait à respecter sa promesse d'y recourir. Un Brexit «soft» avec maintien dans l'union douanière et/ou le marché unique européen, un nouveau référendum ou une sortie sans accord pourraient aussi figurer au menu de ce ball-trap. Sans certitude de parvenir à une majorité sur une option plutôt qu'une autre.

La question de l'avenir de May et de la tête du Parti conservateur risque donc de perturber la course contre la montre pour essayer de trouver un plan B avant le 12 avril

La question de l'avenir de May et de la tête du Parti conservateur risque donc de perturber la course contre la montre pour essayer de trouver un plan B avant le 12 avril, échéance fixée par les Européens si l'accord sur la table est enterré. «J'ai peur que cela soit fini pour la première ministre, estime son ancien conseiller, le député George Freeman. Elle a fait de son mieux. Mais la colère est palpable dans le pays. Tout le monde se sent trahi. Le gouvernement est paralysé. La confiance dans la démocratie s'effondre. Ça ne peut pas continuer.» Pour son confrère Nigel Evans, «son départ est garanti à court terme».

Brexit: la soirée cauchemardesque de Theresa May au Parlement

INTERNATIONAL 26/03/2019 00:41 CET | Actualisé il y a 38 minutes Rédaction du HuffPost avec AFP

Dans la soirée de lundi à mardi, les députés ont voté un amendement leur permettant d'influer sur le Brexit. Provoquant la démission de trois ministres.



Handout . / Reuters Theresa May au Parlement britannique dans la soirée du lundi 25 au mardi 26 mars.

BREXIT - Les rebondissements n'en finissent pas au Royaume-Uni, où Theresa May, incapable de faire accepter l'accord sur le Brexit au Parlement, peine à se sortir de ce borborygme. Mais dans la nuit de lundi à mardi, l'impasse politique s'est encore amplifiée outre-Manche.

Et pour cause. Les députés britanniques ont voté un amendement leur permettant d'influer sur le processus de sortie de l'UE, infligeant un nouveau camouflet au gouvernement. En d'autres termes, ils entendent proposer eux-mêmes des solutions pour sortir de la crise. Adopté à 329 voix contre 302, cet amendement leur permet d'organiser mercredi 27 mars une série de votes indicatifs sur la forme que doit prendre le Brexit: maintien dans le marché unique, nouveau référendum, voire annulation de la sortie de l'UE.

Ce vote intervient alors que Theresa May cherche des soutiens pour faire voter son accord de divorce négocié avec Bruxelles, déjà massivement rejeté par deux fois par les députés mais dont dépend une sortie ordonnée de l'Union européenne le 22 mai.

"Cet amendement renverse l'équilibre entre nos institutions démocratiques et crée un dangereux et imprévisible précédent pour le futur", a réagi dans un communiqué le ministère en charge du Brexit.



[Carl Dinnen](#)

✓ [@carldinnen](#)

DExEU on the Letwin Amendment;

"This amendment instead upends the balance between our democratic institutions and sets a dangerous, unpredictable precedent for the future."

They are rattled.

[84](#)

[02:43 - 26 mars 2019](#)

Et ce n'est pas tout. Dans la foulée, trois secrétaires d'Etat du gouvernement de Theresa May ont démissionné lundi soir en désaccord avec sa stratégie. Il s'agit de Richard Harrington (Industrie), Alistair Burt (Affaires étrangères) et Steve Brine (Santé).

Fin février, Richard Harrington avait déjà menacé de démissionner en cas de "no deal", hypothèse qui devient de plus en plus envisageable à Londres. Dans sa lettre de démission, il accuse le locataire du 10 Downing Street "jouer à la roulette" et de faire passer l'intérêt du parti conservateur avant l'intérêt général.



HOUSE OF COMMONS
LONDON SW1A 0AA

25 March 2019

Dear Prime Minister

I am writing to inform you, after very careful consideration, that I am resigning from the government with immediate effect.

This has not been an easy decision for me, as I have been, and continue to be, very supportive of the government's policy of securing an agreement with the European Union in order to ensure an orderly exit for the United Kingdom.

As the Member of Parliament for Watford, my duty and my priority is to my constituency. I have a responsibility to think and act in the local and national interest, and I am tasked with exercising my judgment in that respect.

At this critical moment in our country's history, I regret that the government's approach to Brexit is playing roulette with the lives and livelihoods of the vast majority of people in this country who are employed by or otherwise depend on businesses for their livelihood. Further, as the UK's Industry Minister, the clear message I have been receiving from the business community is that the failure to secure a deal and to rule out a hard Brexit is resulting in cancelled investment decisions, business being placed abroad, and a sense of ridicule for British business, across the world.

In the event of a no deal Brexit actually happening, there would be widespread and long-standing implications for everyone. The economy may take five to ten years to adjust to the new reality, during which time jobs would be lost and livelihoods ruined.

I fear that no deal would be part of a giant economic experiment that is championed by a small minority of the economics profession, a small minority of the Conservative Party, and a small minority of the country.

I have therefore decided that I resign from the government to do all I can to prevent this from happening and will work with other concerned colleagues in these efforts.

I hope you will now act in the national interest and enable Parliament this week to find a consensus which we can use as our negotiating position moving forward. I believe this is the only way to ensure true democracy.

The Conservative Party has a deep and honourable tradition of putting the national interest before itself. It has also had a long history of being the Party for business, entrepreneurs and supporting people to prosper and succeed. This is the moment to ensure this Conservative Government continues this proud tradition and necessary endeavour.

It has been an honour serving this Government, and I will be proud and vocal in my support to you and your Government on all matters aside from Brexit.

With best wishes

Richard Harrington MP



[Richard Harrington](#)

✓ [@Richard4Watford](#)

This evening I wrote to the PM to offer her my resignation

[6 355](#)

[02:09 - 26 mars 2019](#) · [Lambeth, London](#)

Ce vote et ces démissions accentuent la crise politique que traverse le pays, avec une Première ministre qui a perdu toute autorité et le contrôle du Brexit, et semble plus que jamais proche de la sortie.

Theresa May cherche en effet toujours des soutiens pour passer son accord de divorce négocié avec Bruxelles, déjà massivement rejeté par deux fois par les députés mais dont dépend une sortie ordonnée de l'Union européenne le 22 mai.

"Des perturbations significatives"

Le Royaume-Uni aurait théoriquement dû quitter l'UE vendredi 29 mars à 23H00 GMT, un peu moins de trois ans après le référendum de juin 2016. Mais faute d'avoir pu rallier les députés derrière son accord de divorce péniblement négocié avec Bruxelles, Theresa May a été contrainte de demander aux dirigeants de l'UE un report de cette échéance historique, fixée désormais au 12 avril au plus tôt.

Lundi avant le vote de la soirée, elle a dû reconnaître que l'accord de Brexit n'avait toujours "pas le soutien suffisant" au Parlement pour être soumis une troisième fois au vote des députés comme elle compte encore le faire. "En l'état actuel, il n'y a pas de soutien suffisant au Parlement pour soumettre à nouveau l'accord à un troisième vote", a-t-elle dit. "Je continue à discuter avec des collègues de la Chambre pour trouver des soutiens de façon à ce que nous puissions organiser un vote cette semaine."

Les Britanniques ne savent donc toujours pas quand et sous quelles conditions ils quitteront l'UE. La Commission européenne a elle jugé lundi qu'un divorce sans accord le 12 avril et sans période de transition était "de plus en plus vraisemblable".

"Cela créera évidemment des perturbations significatives pour les citoyens et les milieux d'affaires", a-t-elle mis en garde dans un communiqué, tout en annonçant qu'elle avait terminé ses préparatifs pour un tel scénario. "Il faut se préparer au pire", a renchéri la secrétaire d'Etat française à l'Economie Agnès Pannier-Runacher, soulignant: "on n'a plus que quinze jours pour le faire".

Vers une sortie sans accord?

Lundi matin, Theresa May a discuté du Brexit avec ses ministres. "Il y a une réelle détermination à trouver un moyen permettant au Royaume-Uni de partir avec un accord et de respecter le résultat du référendum dans les meilleurs délais", s'est contenté de déclarer son porte-parole après la réunion.

Le tabloïd *The Sun*, quotidien le plus lu du pays, claironnait en une lundi: "Il est temps, Theresa", estimant qu'elle devait démissionner pour donner à son accord une chance d'être approuvé.

Anticipant un possible rejet du traité de retrait, les dirigeants de l'UE ont donné à Theresa May le choix: soit l'accord est voté et le Royaume-Uni effectue une sortie ordonnée de l'UE, avec un court report fixé au 22 mai. Soit l'accord est rejeté et Londres aura jusqu'au 12 avril pour présenter une alternative et demander un nouveau report qui impliquerait la tenue d'élections européennes fin mai dans le pays. Sinon, ce serait une sortie sans accord.

Brexit: le Parlement britannique prend le contrôle du processus

Actualité International <http://www.lefigaro.fr> Notre dossier / Brexit: Londres et Bruxelles à l'heure du divorce Par Florentin Collomp Mis à jour le 26/03/2019 à 07:06 Publié le 25/03/2019 à 20:00

Brexit : le Parlement prend le contrôle



Le temps d'une journée, mercredi 27 mars, les députés de la Chambre des communes auront le contrôle du Brexit. Grâce à un amendement voté le lundi 25, ils pourront proposer un accord alternatif, après avoir rejeté les deux proposés par Theresa May

Trois membres du gouvernement ont démissionné lundi soir. Contre l'avis de Theresa May, ils ont voté en faveur de l'amendement qui donne au Parlement le contrôle du processus législatif.

De notre correspondant à Londres

Le Brexit est en train de devenir l'objet d'une guerre de tranchées entre le gouvernement de Theresa May et le Parlement. Lundi soir, les députés ont réussi à reprendre l'initiative à un exécutif à bout de souffle. Ils ont adopté, par 329 voix contre 302, un amendement déposé par un élu conservateur soutenu par l'opposition, qui leur donne le contrôle du processus législatif mercredi, pour se lancer à la recherche d'une improbable solution à l'impasse qui s'éternise. Cela passera par une série de votes «indicatifs» sur différentes options: union douanière, marché unique, second référendum, sortie sans accord... Theresa May avait ordonné aux conservateurs de voter contre cette prise de contrôle, «qui renverserait l'équilibre de nos pouvoirs». Conséquence: au moins trois de ses secrétaires d'État, Richard Harrington (Industrie), Alister Burt (Affaires étrangères) et Steve Brine (Santé), ont démissionné pour voter pour. L'un d'eux dénonçait «l'approche du gouvernement qui revient à jouer à la roulette avec la vie de la majorité des gens de ce pays». Une nouvelle humiliation pour la première ministre.

«Elle réalise maintenant que le parti ne veut pas d'elle comme premier ministre pour mener la prochaine phase des négociations avec l'UE» Matthew Elliott, ex-directeur de Vote Leave, l'organisme de campagne pour le Brexit lors du référendum de 2016

La première ministre, occupée par ailleurs à déjouer les complots au sein de son gouvernement, a dû reconnaître qu'elle n'avait toujours pas le «soutien suffisant» pour soumettre son accord de sortie de l'UE à un troisième vote, après deux rejets massifs en janvier et le 12 mars qui ont entraîné la paralysie actuelle. Elle navigue à vue. En fin de matinée, les signaux laissaient entendre que ce vote pourrait avoir lieu ce mardi. Mais Arlene Foster, la chef du parti loyaliste nord-irlandais Democratic Unionist Party, lors d'une rencontre avec la première ministre, refusait toujours d'y apporter les voix de ses dix députés. Un peu plus tard, c'était au tour du chef de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn de lui dire que c'était peine perdue. «Ne peut-elle accepter que son accord est mort ? s'interrogeait-il. Il est temps pour le Parlement de prendre le contrôle.» Et mettre fin à une «honte nationale».

Après les menaces de putsch contre Theresa May agitées par une dizaine de membres du gouvernement conservateurs pendant le week-end par presse interposée, la question de son départ n'a même pas été évoquée durant un Conseil des ministres extraordinaire. Les conspirateurs ont rangé leurs épées, désarmés par leurs divisions et une détermination fléchissante. Affaiblie sans être à terre, la première ministre tâonnait dans une impression d'improvisation totale à la recherche d'une contre-attaque. Il ne lui reste guère de cartes en mains.

Quand une délégation de brexiteurs, menée par son grand rival Boris Johnson, lui a indiqué que l'annonce de son départ pourrait faciliter leur vote en faveur de l'accord tant décrié, elle leur a répondu qu'elle y songerait s'ils votaient pour d'abord. «Je pense qu'elle réalise maintenant que le parti ne veut pas d'elle comme premier ministre pour mener la prochaine phase des négociations avec l'UE. Elle peut soit fixer elle-même le calendrier de son départ, soit se le faire imposer», commente Matthew Elliott, ex-directeur de Vote Leave, l'organisme de campagne pour le Brexit lors du référendum de 2016.

«Nous ne voulons pas d'un “no deal” mais, si cela doit se produire, alors il faut le faire vite» Un responsable européen

May résiste de toutes ses forces avant d'en arriver à cet ultime sacrifice, auquel tout le monde s'attend tôt ou tard. Son nouvel argument pour tenter de faire rentrer dans l'ordre les tories eurosceptiques consiste à les menacer d'un Brexit «lent», dernier concept en date. Le choix leur est présenté entre voter pour l'accord cette semaine (encore faudrait-il le leur soumettre) et pouvoir quitter l'UE le 22 mai, ou continuer à refuser de le faire et risquer de devoir explorer une solution alternative, demander une «longue extension» aux Vingt-Sept, et participer aux élections européennes. «Je dois avouer que je suis sceptique sur un tel processus de votes indicatifs, a-t-

elle expliqué. Lorsque nous avons tenté ce genre de chose dans le passé, cela n'a donné que des résultats contradictoires ou aucun résultat. Il y a aussi un risque d'aboutir à un résultat qui ne soit pas négociable avec l'UE. Aucun gouvernement ne pourrait donner un chèque en blanc qui reviendrait à s'engager à l'aveugle sur une solution.»

Signe de la cacophonie au gouvernement, un secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Mark Field, s'est dit favorable à la révocation du Brexit, de préférence à une sortie sans accord, à un second référendum ou à des élections anticipées. Peut-être, les plus de 5,5 millions de signatures de Britanniques au bas d'une pétition dans ce sens l'ont-elles inspiré? Dans sa circonscription londonienne de la City, cela correspond à plus d'un tiers du corps électoral.

Quant au «no deal», perspective qu'elle a souvent agitée en épouvantail, Theresa May essaye désormais de doucher les espoirs des hard brexiters en ce sens en expliquant que ce ne serait pas viable pour le Royaume-Uni, en particulier l'Irlande du Nord. Au même moment, pourtant, la Commission européenne annonçait avoir terminé ses préparatifs pour un divorce sans accord avec le Royaume-Uni le 12 avril, scénario jugé «de plus en plus probable». Une option vue par certains sur le continent comme une amputation nécessaire. «Nous ne voulons pas d'un "no deal" mais, si cela doit se produire, alors il faut le faire vite», affirme un responsable européen. Parmi les signes tangibles d'une telle rupture brutale, les citoyens britanniques ne pourraient plus du jour au lendemain emprunter les files réservées à l'UE dans les aéroports.

Brexit : May quittera ses fonctions avant la "prochaine étape de négociations"

Actualité Monde Europe Goodbye ? Par L'EXPRESS.fr avec AFP, publié le 27/03/2019 à 19:06 , mis à jour à 20:06



La Première ministre britannique Theresa May le 24 mars 2019 dans l'ouest de Londres. [afp.com/Adrian DENNIS](https://www.afp.com/Adrian DENNIS)

"Il y a le désir d'une nouvelle approche" pour la prochaine phase des négociations, a affirmé la Première ministre britannique aux députés du Parti conservateur.

La Première ministre Theresa May a annoncé ce mercredi qu'elle quitterait ses fonctions si son accord de Brexit était adopté, cédant aux appels de nombreux députés britanniques, y compris dans son propre camp, qui réclamaient son départ pour soutenir ce texte.

"Il y a le désir d'une nouvelle approche, d'un nouveau leadership" pour la prochaine phase des négociations du Brexit, qui doit déterminer la future relation du Royaume-Uni avec l'UE, a déclaré mercredi après-midi la dirigeante devant le "comité 1922", responsable de l'organisation interne des Tories, selon un communiqué de Downing Street. "Je n'y ferai pas obstacle", a-t-elle ajouté.

En s'engageant ainsi à démissionner, Theresa May abat ce qui ressemble à sa dernière carte pour tenter de faire adopter le Traité de retrait de l'UE qu'elle a négocié pendant de longs mois avec Bruxelles. Cet accord a déjà été rejeté à deux reprises par les députés britanniques, en janvier et à la mi-mars, poussant la dirigeante conservatrice à demander aux dirigeants de l'UE un report de la date du Brexit, fixé désormais au plus tôt au 12 avril.

Theresa May sous pression

La pression s'est considérablement accrue ces derniers jours sur Theresa May, nombre de députés, conservateurs notamment, mettant en balance leur soutien à cet accord en échange d'une démission. Frustrés par le contenu du Traité de retrait, certains eurosceptiques réclament que la prochaine phase des négociations soit menée par une autre personne. Theresa May a également appelé une nouvelle fois les Tories à "soutenir l'accord afin que nous puissions

accomplir notre devoir historique, à savoir respecter la décision du peuple britannique de quitter l'Union européenne", prise lors du référendum du 23 juin 2016.

Cette annonce intervient alors que les députés s'apprêtaient à voter à partir ce mercredi soir sur huit alternatives à cet accord de divorce, une initiative potentiellement susceptible de contrecarrer ses plans. Parmi les options proposées par les élus figurent notamment une sortie sans accord, un renoncement au Brexit ou encore l'organisation d'un référendum sur l'accord de divorce qui sera choisi.

Ces votes "indicatifs" ne sont toutefois pas contraignants pour le gouvernement et Theresa May a signifié qu'elle s'opposerait au choix des députés s'il venait contredire les engagements de son Parti conservateur en faveur d'une sortie du marché unique et de l'union douanière européenne.

Vote sur le report de la date du Brexit

Cette prise de contrôle de l'agenda par le Parlement a conduit certains fervents Brexiteurs, dont Boris Johnson ou Jacob Rees-Mogg, président de l'European Research Group, un groupe influent de 60 à 85 députés partisans d'un Brexit sans concession, à annoncer qu'ils pourraient désormais soutenir l'accord de Theresa May, de crainte que le Brexit n'ait finalement pas lieu.

LIRE AUSSI >> Les entreprises françaises dans le piège du Hard Brexit

Mais la partie n'est pas encore gagnée pour la Première ministre: son allié au Parlement, le parti nord-irlandais DUP, a annoncé qu'il n'avait aucune intention de voter pour son accord "toxique". Downing Street a répété mercredi que cet accord ne serait soumis à un nouveau vote qu'à la condition qu'il ait une chance "réaliste" d'être approuvé.

Les députés doivent aussi entériner le report de la date du Brexit, initialement prévu le 29 mars, après l'accord donné la semaine dernière par les dirigeants européens. Les 27 ont laissé à Theresa May le choix entre deux options. Soit l'accord est adopté et le report sera de courte durée, jusqu'au 22 mai. Soit l'accord est rejeté, et Londres aura jusqu'au 12 avril pour présenter une alternative et demander un nouveau report, qui impliquerait la tenue d'élections européennes dans le pays fin mai.

Brexit: l'Écosse menace d'organiser un nouveau vote pour son indépendance

<https://www.bfmtv.com/> BFMTV Economie Economie et Social 26/03/2019 à 19h09 Paul Louis



Nicola Sturgeon, Première ministre écossaise - Oli SCARFF / AFP

Estimant que le Brexit pourrait avoir inversé la tendance depuis le scrutin de 2014, la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a fait savoir qu'un nouveau référendum sur l'indépendance aurait lieu.

Fatiguée des interminables discussions autour du Brexit, la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a affirmé sur la BBC qu'un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse allait "avoir lieu". Elle a néanmoins dit qu'elle attendait d'avoir plus de clarté sur le Brexit avant de détailler les modalités du nouveau scrutin. "Rien dans cette vie n'est absolument certain, mais je pense que c'est inévitable", a-t-elle indiqué.

Samedi dernier, Nicola Sturgeon a pris part à la manifestation londonienne pour un nouveau référendum sur le Brexit. Elle estime que la gestion désastreuse de ce dossier par le gouvernement britannique a renforcé les arguments en faveur de l'indépendance de l'Écosse.

Selon elle, cela pourrait avoir inversé la tendance alors que le peuple écossais s'était prononcé à 55,3% contre l'indépendance lors du premier vote en 2014.

"Ces trois dernières années, le vote de l'Écosse a été ignoré, la voix du Parlement écossais a été ignorée, et toutes les conséquences découlant du Brexit sont totalement hors de notre contrôle. Cela plaide vraiment en faveur de l'indépendance", a-t-elle ajouté.

Lundi, le sujet de l'indépendance de l'Écosse est arrivé jusqu'au Parlement britannique lors du débat sur le Brexit. "Les Écossais vont voter pour leur indépendance... Nous resterons dans l'Union européenne, honte à vous!", a lâché un député écossais devant la Chambre des Communes.

Brexit : les députés britanniques rejettent une troisième fois l'accord négocié par Theresa May

Actualité Flash Actu Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 29/03/2019 à 16:41 Publié le 29/03/2019 à 15:45



Theresa May devant les députés ce vendredi. AFP PHOTO

Destiné à mettre en oeuvre en douceur le Brexit, le Traité a été rejeté par 344 voix contre 286, dans le droit-fil d'une séquence législative chaotique, qui a vu la Chambre des Communes le retoquer le 15 janvier puis le 12 mars. Le président du Conseil européen Donald Tusk convoque un sommet européen le 10 avril.

Les députés britanniques ont rejeté aujourd'hui, pour la troisième fois, le Traité de retrait du Brexit conclu en novembre entre Londres et Bruxelles, par 344 voix contre 286.

Brexit : les députés britanniques refusent pour la 3e fois l'accord de sortie de l'UE



Stupeur à la Chambre des Communes. Soumis au vote des députés britanniques, l'accord de Brexit négocié par Theresa May avec l'UE, a été refusé une nouvelle fois plongeant le Royaume-Uni dans l'incertitude.

Les implications de ce vote sont "graves", a déclaré la première ministre Theresa May, soulignant que le scénario par défaut était désormais un Brexit sans accord au 12 avril. Ce vote est un cinglant désaveu pour la première ministre conservatrice, qui a âprement négocié ce texte de près de 600 pages pendant de longs mois avec Bruxelles, et pose la question de sa survie à la tête de l'exécutif.

Ironie de l'histoire, ce vote a eu lieu le jour-même où le Royaume-Uni aurait théoriquement dû quitter l'UE, ce vendredi 29 mars.

De son côté, le président du Conseil européen Donald Tusk a convoqué un sommet européen spécial le 10 avril. La commission, qui regrette le vote négatif des députés, a déclaré qu'une sortie du Royaume-Uni de l'UE sans accord le 12 avril «est désormais un scénario probable».

Pour Emmanuel Macron, la France est «le pays le plus prêt», parmi ceux qui sont directement concernés, à gérer les conséquences d'un Brexit sans accord. Néanmoins, il faudra «accélérer» les préparatifs «et négocier avec Londres sur la pêche», annonce le président français.

L'adoption de l'accord était censée permettre au Royaume-Uni de quitter le giron de l'UE le 22 mai, avec une période de transition jusqu'au 31 décembre 2020, afin d'éviter une rupture trop brutale de liens tissés pendant 46 ans. La nouvelle date butoir pour le départ du Royaume-Uni est donc le 12 avril, comme décidé par les dirigeants des 27 il y a huit jours lors d'un précédent sommet à Bruxelles. Le gouvernement britannique a désormais jusqu'à cette date pour proposer un plan B aux dirigeants de l'Union européenne. Sinon, le Royaume-Uni quittera ses partenaires européens sans accord ("no deal"), et sans transition, un scénario cauchemar pour les milieux économiques.

Défense

Le Royaume-Uni choisit l'E-7 de Boeing

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Avions de mission Actualité Défense 25 mars 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Vue d'artiste du futur E-7 de la RAF. © Royal Air Force

Le Royaume-Uni a commandé 5 avions de guet aérien et C2 aéroporté pour remplacer ses E-3D Sentry.

Le ministère de la défense britannique a annoncé la signature d'un contrat de 1,98Md\$ pour la commande de cinq avions de guet aérien et de conduite et de commandement aéroporté **E-7 de Boeing**. Ils remplaceront, à partir du début de la décennie 2020, les **E-3D Sentry** (Awacs) actuellement en service.

L'E-7 est une version militarisée du **Boeing 737 NG** équipé de deux moteurs CFM-56-7B. Son rayon d'action est de 6 300 km. L'appareil peut être ravitaillé en vol par un système de perche rigide. Notons que les **A330 MRTT Voyager** de la RAF ne sont pas équipés de "boom" permettant d'effectuer ce type de ravitaillements. L'E-7 est en service en Australie sous l'appellation Wedgetail, Peace Eye en Corée du sud et Peace Eagle en Turquie. La Royal Air Force opérera prochainement un autre appareil dérivé du 737, l'avion de patrouille maritime **P-8 Poseidon**.

Les avions seront modifiés au Royaume-Uni par **Mashall Aerospace and Defence Group** à Cambridge. Les E-7 de la RAF seront équipés d'un radar AESA (Antenne à balayage actif) de **Northrop Grumman**, d'un système IFF, d'un système d'écoute et d'interception électronique, d'un système d'autoprotection, de radios VHF et UHF, de liaisons de données et de communications IP. L'équipage sera constitué de 12 personnes, deux pilotes et dix opérateurs. Selon la Royal Air Force, les E-7 contribueront à améliorer l'interopérabilité entre les chasseurs de 4e et 5e génération.

Politique

Démission de Theresa May: qui sont ses possibles successeurs

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 28/03/2019 03:36 CET | Actualisé il y a 10 heures
Le HuffPost avec AFP

Après l'annonce de Theresa May, voici une liste des prétendants déclarés ou possibles à sa succession au sein du Parti conservateur.

BREXIT - Prête à tout pour sortir de la crise, Theresa May a fait une annonce choc: elle quittera ses fonctions de Premier ministre si son accord sur le Brexit est adopté.

La locataire du 10 Downing Street abat ce qui ressemble à sa dernière carte pour tenter de faire adopter le Traité de retrait de l'UE qu'elle a négocié pendant de longs mois avec Bruxelles.

Voici une liste des prétendants déclarés ou possibles à sa succession au sein du Parti conservateur.

Boris Johnson, l'éternel rival



zz/Dennis Van Tine/STAR MAX/IPx

L'ancien maire de Londres a été l'un des grands artisans de la victoire du Brexit au référendum de juin 2016, dont il tire encore aujourd'hui une grande partie de sa légitimité.

Nommé ministre des Affaires étrangères dans la foulée par Theresa May, il n'a cessé de lui savonner la planche en critiquant sa stratégie dans les négociations avec Bruxelles, avant de claquer la porte du gouvernement pour défendre une rupture nette avec l'UE.

Homme politique habile, charismatique et populaire, "Bojo", 54 ans, a aussi une personnalité clivante qui lui vaut nombre d'inimitiés au sein du Parti conservateur. Et son bilan critiqué à la tête de la diplomatie britannique, lesté de nombreuses gaffes et d'une réputation de dilettantisme, ne plaide guère en sa faveur.

Il reste toutefois un favori des bookmakers.

Michael Gove, l'esprit félon



ASSOCIATED PRESS

Ministre de l'Environnement et pourfendeur des matières plastiques, cet eurosceptique de 51 ans a joué le rôle de caution pour les partisans du Brexit dans le gouvernement May.

Lieutenant de Boris Johnson pendant la campagne référendaire de 2016, Michael Gove lui avait retiré son soutien juste au moment où celui-ci s'apprêtait à briguer la tête du gouvernement, pour

présenter sa propre candidature. Il avait finalement été éliminé au cours d'un vote des membres du parti.

A l'heure d'une nouvelle entrée en lice, il peut cependant apparaître comme un candidat de consensus grâce à la souplesse de ses positions.

Jeremy Hunt, néo-Brexiter



ASSOCIATED PRESS

Agé de 52 ans, le ministre des Affaires étrangères avait soutenu le maintien dans l'UE en 2016, avant de changer d'avis, déçu par l'approche "arrogante" de Bruxelles dans les négociations.

Ancien homme d'affaires parlant couramment le japonais, il s'est taillé une réputation de responsable ne craignant pas les défis, après avoir présidé pendant six ans aux destinées du service public de santé (NHS), confronté à une crise profonde, quand il était ministre de la Santé.

Dominic Raab, jeune loup



Eddie Keogh / Reuters

Nommé ministre du Brexit en juillet, Dominic Raab avait démissionné quatre mois plus tard, en désaccord avec Theresa May sur l'accord de retrait de l'UE conclu avec Bruxelles, le jugeant "mauvais pour notre économie et notre démocratie".

Se voit-il à Downing Street ? "Il ne faut jamais dire jamais", a récemment répondu ce député ultra-libéral de 45 ans, eurosceptique pur jus.

Troisième dan de karaté, ancien avocat spécialisé en droit international, il est l'une des figures de la nouvelle garde des conservateurs.

Sajid Javid, l'anti-Brexit



PA Wire/PA Images

Ancien banquier d'affaires et fils d'un chauffeur de bus pakistanais, Sajid Javid, 49 ans, est un cadre influent du Parti conservateur.

Nommé en avril 2018 à la tête du ministère de l'Intérieur, il est parvenu à imposer son style et à gagner le respect des parlementaires tories, qui lui savent gré de sa gestion du scandale "Windrush" - le traitement des immigrants d'origine caribéenne arrivés au Royaume-Uni après la Deuxième Guerre mondiale.

En février, Sajid Javid a néanmoins fait l'objet de critiques pour avoir déchu de la nationalité britannique une femme de 19 ans partie rejoindre le groupe jihadiste Etat islamique en Syrie en 2015 et ayant exprimé son désir de rentrer au Royaume-Uni.

Partisan du thatchérisme et du libre marché, cet ancien eurosceptique s'était prononcé contre le Brexit au moment du référendum.

Et les outsiders?



Toby Melville / Reuters

Amber Rudd (à droite sur la photo): soutien de Theresa May dans son accession au pouvoir, elle en a récolté les fruits en héritant des portefeuilles de l'Intérieur, puis du Travail. Mais sa réputation d'europhile pourrait lui nuire.

Jacob Rees-Moog : très actif ces derniers mois, le très pincé chef de l'European Research Group, un influent groupe de députés eurosceptiques, est devenu l'une des figures de proue des Brexiters.

Andrea Leadsom : finaliste malheureuse dans la course au poste de chef du gouvernement en 2016 face à Theresa May, la ministre chargée des relations avec le Parlement est une fervente avocate du Brexit.

UKRAINE

Défense

L'Ukraine réceptionne des drones turcs

Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires 26 mars 2019 | Par Justine BOQUET Apps & Drones



L'Ukraine a testé ses drones Bayraktar TB2. © Ukroboronprom

L'Ukraine a réceptionné des drones turcs Bayraktar TB2.

La société Ukroboronprom a annoncé le 20 mars que des drones Bayraktar TB2 avaient été remis à l'Ukraine. Ils ont d'ailleurs été testés par les forces armées qui ont pu appréhender les capacités fournies par cet aéronef. Ils ont été mis en œuvre afin d'identifier des cibles et de mener des frappes de précision, après avoir transmis les coordonnées des objectifs au centre de commandement.

Les drones Bayraktar TB2 ont prouvé leurs capacités à mener des opérations tactiques nécessitant une grande fiabilité. Ces drones MALE seront principalement mis en œuvre afin de réaliser des missions de reconnaissance et de surveillance au profit des forces ukrainiennes. Le pays en a commandé 6 exemplaires en janvier dernier, dans le cadre d'un contrat estimé à 69M€. L'ensemble des systèmes aurait d'ores et déjà été livrés à l'Ukraine.

Ce drone turc répond aux besoins des missions de longue durée grâce à son endurance de plus de 24 heures. Il peut évoluer à une vitesse maximale de 110 km/h, ce qui lui permet de parcourir de grandes distances. Il peut emporter 55 kilos de charge utile.

Politique

Quand la fiction rejoint la réalité : un comédien favori à l'élection présidentielle

Accueil France - Monde International <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 29/03/2019 à 08:12



Volodymyr Zelensky est largement en tête des sondages./ Photo AFP

Un comédien à la tête de l'Ukraine ? Ce scénario pourrait bel et bien se réaliser. Les Ukrainiens sont invités à se rendre dimanche aux urnes pour voter au premier tour de l'élection présidentielle. Et bien qu'il n'ait aucune expérience politique, l'acteur et entrepreneur du spectacle Volodymyr Zelensky part grand favori de cette élection qui s'annonce imprévisible.

Cet acteur devance de loin les 39 autres candidats en lice selon les derniers sondages. Il cumule entre 25 et 28 % des intentions de vote. Plus surprenant encore, il mène la course devant deux figures de la politique ukrainienne, le président sortant Petro Porochenko et l'ancienne Première ministre Ioulia Timochenko. Selon un sondage, ces deux candidats sont au coude à coude avec 17 % d'intentions de vote. Pour deux autres sondages, le chef de l'Etat actuel arrive en seconde position avec 22 % ou 15 % des intentions de vote contre 18 % ou 13 % pour l'ancienne Première ministre.

Il incarne un président à la télévision

Plus surprenant encore, Volodymyr Zelensky n'a pas d'expérience en politique, si ce n'est un rôle dans une série télévisée où il incarne un professeur d'histoire... devenu président. De quoi susciter la suspicion de la part de ses détracteurs qui doutent de sa capacité à gouverner le pays.

L'ascension de Volodymyr Zelensky s'inscrit dans un contexte plus large de défiance envers les élites politiques. Une tendance particulièrement forte en Ukraine, marquée par de nombreux scandales de corruptions, la guerre et de lourdes difficultés économiques. Il n'a d'ailleurs pas mené de campagne de manière traditionnelle : son outil principal, ce sont les vidéos partagées sur les réseaux sociaux. En parallèle, il continue à se produire dans des spectacles humoristiques. Pour ses partisans, Volodymyr Zelensky incarne une bouffée d'air frais, le favori des jeunes, mais également une chance de changement. Pour ses détracteurs, c'est une marionnette de l'oligarque Igor Kolomoïski.

«Un énorme défi pour le pays»

Pour l'analyste du centre «Politika» Mykola Davydiouk, la victoire de ce comédien serait «un énorme défi pour le pays». D'autant plus dans le contexte actuel : l'Ukraine fait partie des pays les plus pauvres d'Europe et traverse depuis 2014 l'une des pires crises depuis l'indépendance de 1991. La guerre avec les séparatistes pro russes a fait près de 13 000 morts dans le pays, un bilan qui ne cesse de s'alourdir.

Les trois candidats en tête des sondages plaident en faveur de la poursuite d'un rapprochement avec l'Occident, entamé depuis 2014. L'actuel président Petro Porochenko se pose d'ailleurs en principal rempart face à Vladimir Poutine.

MOYEN-ORIENT

Défense

Le Sultanat d'Oman donne l'accès de certains de ses ports et aéroports aux forces américaines

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 26 mars 2019



L'une des particularités du Sultanat d'Oman est que sa politique étrangère consiste à se tenir à l'écart des rivalités qui caractérisent les relations des autres pays du golfe arabo-persique [GAP]. Pour cela, elle obéit à trois principes : ne jamais rompre les liens diplomatiques, ne jamais s'impliquer [militairement] dans les conflits régionaux mais offrir une médiation chaque fois que cela est possible et assurer la sécurité régionale, notamment celle du détroit d'Ormuz.

Ce qui fait que Mascate a de bons rapports avec les pays du Moyen-Orient, y compris avec Israël et la Syrie. S'agissant de l'Iran, avec lequel il partage la responsabilité du stratégique détroit d'Ormuz, le sultanat a souvent joué les intermédiaires avec les Occidentaux. Cela fut notamment le cas pour l'accord sur le nucléaire iranien signé à Vienne le 14 juillet 2015.

Dans le même temps, Oman entretient des relations privilégiées avec le Royaume-Uni et les États-Unis, ces derniers étant les garants de sa sécurité, dans le cadre d'un accord signé en 1980. Mais il est question d'aller encore plus loin dans ce domaine.

En effet, le 24 mars, le Pentagone et le ministère omanais de la Défense ont signé un « accord-cadre » visant à « renforcer les relations militaires omano-américaines », a signalé l'agence de presse ONA.



Ce qu'a confirmé l'ambassade des États-Unis à Mascate. Cet « accord réaffirme l'engagement des deux pays à promouvoir des objectifs de sécurité mutuels et souligne la pérennité de la relation stratégique américano-omanaise reflétant le soutien des États-Unis à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'Oman », a-t-elle expliqué.

Cet accord, qui est l'aboutissement de discussions entamées à l'époque de l'administration Obama, permettra aux forces américaines d'avoir un accès à certaines infrastructures portuaires et aéroportuaires du sultanat. Les localités de Salalah et Duqm, situées sur le littoral bordant la mer d'Arabie, sont les principales concernées. Ce qui leur donnera des options supplémentaires en cas de crise dans le détroit d'Ormuz. Et donc un degré de résilience supplémentaire dans la

mesure où les navires de l'US Navy pourront désormais éviter de se trouver à portée de tir des missiles anti-navires iraniens.

Pour rappel, la marine américaine dispose déjà de plusieurs facilités dans la région, en particulier à Bahreïn, où est implanté le quartier général de sa Ve Flotte.

Par ailleurs, le nouvel accord est aussi un moyen pour les États-Unis de limiter l'influence chinoise à Oman, sachant que la Chine est le premier partenaire commercial du sultanat.

Photo : L'USS Stockdale, un destroyer américain ayant fait escale à Mascate le 24 décembre 2018
(c) US Navy

ISRAËL

Société

Au Golan occupé par Israël, des Druzes manifestent contre les propos de Trump



AFP 23 mars 2019



Des habitants du Golan syrien occupé par Israël brandissent des drapeaux syriens et druzes pour protester contre l'engagement du président américain Donald Trump de reconnaître la souveraineté israélienne dans cette région, à Majdal Shams, le 23 mars 2019

Plateau du Golan (AFP) - Des Druzes du plateau du Golan ont manifesté samedi contre la déclaration du président américain Donald Trump en faveur d'une reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur ce territoire occupé depuis 1967.

Le président américain a estimé jeudi sur Twitter qu'il était "temps pour les États-Unis de reconnaître pleinement la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan", rompant avec des décennies de diplomatie américaine au Moyen-Orient.

Des dizaines de milliers de Syriens ont fui ou ont été expulsés lorsqu'Israël a conquis une grande partie du Golan en 1967 lors de la guerre des Six Jours, avant de l'annexer en 1981. La communauté internationale n'a jamais reconnu cette annexion.

D'autres sont restés dans la partie contrôlée par Israël où vivent aujourd'hui environ 23.000 Druzes --une branche hétérodoxe de l'islam chiite-- aux côtés de 25.000 colons israéliens.

Une vaste majorité de ces Druzes se considèrent comme Syriens et refusent d'acquiescer la nationalité israélienne.

Samedi, des hommes, femmes et enfants druzes se sont rassemblés dans la ville de Majdal Shams, à proximité de la zone tampon onusienne séparant la partie occupée et non occupée du Golan syrien.

Ils ont brandi des drapeaux druzes et syriens, des portraits du président syrien Bachar al-Assad et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire, en arabe, "Le Golan est syrien" ou "Nous sommes ceux qui décidons de l'identité du Golan".

Pour Wasef Khatar, un représentant de la communauté kurde, Donald Trump a pris des engagements sur des "terres arabes, syriennes, mais pas israéliennes".

"Nous rejetons la décision du président américain Trump car il parle de quelque chose qui ne lui appartient pas", a déclaré M. Khatar.

La déclaration de M. Trump intervient une semaine après que le Département d'Etat américain a changé sa dénomination du Golan syrien en "contrôlé" et non plus "occupé" par Israël, un glissement sémantique qui avait été vu par certains comme le prélude à une reconnaissance américaine de la souveraineté israélienne.

Cette reconnaissance doit encore se matérialiser au Congrès ou sous la forme d'un acte de l'exécutif américain.

LIBAN

Diplomatie

Liban-Russie: les enjeux d'une nouvelle histoire d'amour diplomatique



RFI 27 mars 2019



Le président Michel Aoun a clôturé mardi une visite de deux jours à Moscou, la première d'un chef d'Etat libanais en Russie. Il a rencontré Vladimir Poutine, d'autres hauts responsables politiques, des acteurs économiques et une délégation de l'Eglise orthodoxe. De notre correspondant à Beyrouth, La visite du président Aoun en Russie exprime surtout une volonté de diversification des relations extérieures du Liban, qui n'est plus sur la même longueur d'onde que les pays occidentaux sur plusieurs dossiers, dont celui, crucial, du retour des réfugiés syriens. Dépassants le million, ces derniers constituent plus du quart de la population. Beyrouth souhaite leur rapatriement avant la solution politique dans leur pays, alors que l'Europe et les Etats-Unis estiment que les conditions du retour ne sont pas encore réunies. 170 000 réfugiés rapatriés avec l'aide russe Le chef d'Etat libanais a trouvé une oreille attentive auprès de son homologue russe Vladimir Poutine. Les deux dirigeants ont convenu de renforcer la coopération entre Beyrouth, Moscou et Damas, pour accélérer le processus de retour, organisé sans l'aide des organisations internationales. En 2018, plus de 170 000 réfugiés sont ainsi rentrés chez eux. En 2019, le Liban espère porter ce nombre à plus de 200 000. Sur le plan de la géopolitique régionale, Michel Aoun cherche à se rapprocher de la Russie, qui est devenue un acteur incontournable en Syrie. Le président libanais est plus proche de la vision russe qu'occidentale pour ce qui est du règlement de la crise syrienne. Un pas, symbolique certes mais significatif quand même, a été franchi mardi dans le sens d'un rapprochement avec la Russie ; Vladimir Poutine a invité le Liban à participer en tant qu'observateur à la rencontre d'Astana, qui regroupe la Russie, l'Iran et la Turquie, et dont le but est de trouver une solution à la crise syrienne. Michel Aoun estime aussi que la Russie se place en protecteur des chrétiens d'Orient et il a d'ailleurs rendu hommage à l'action de Vladimir Poutine dans ce domaine. Les deux présidents ont aussi convenu de renforcer la coopération économique, commerciale et dans le domaine du tourisme. Le Liban, plus proche de l'axe russe, plus loin des Occidentaux ? Les relations entre le Liban et les pays occidentaux sont profondément ancrées et ne peuvent pas être balayées d'un revers de main. Les Etats-Unis restent, par exemple, les principaux fournisseurs d'armes à l'armée libanaise. Les Européens les premiers partenaires économiques et commerciaux du pays du cèdre. Et une partie des dirigeants et de la classe politique est traditionnellement pro-occidentale. Il est donc trop tôt pour dire que le Liban change de camp Mais il est certain que Michel Aoun ouvre une perspective de diversification des relations extérieures, que beaucoup de Libanais appellent de leurs vœux.

Le président Michel Aoun a clôturé mardi une visite de deux jours à Moscou, la première d'un chef d'Etat libanais en Russie. Il a rencontré Vladimir Poutine, d'autres hauts responsables politiques, des acteurs économiques et une délégation de l'Eglise orthodoxe.

De notre correspondant à Beyrouth,

La visite du président Aoun en Russie exprime surtout une volonté de diversification des relations extérieures du Liban, qui n'est plus sur la même longueur d'onde que les pays occidentaux sur **plusieurs dossiers, dont celui, crucial, du retour des réfugiés syriens**. Dépassants le million, ces derniers constituent plus du quart de la population. Beyrouth souhaite leur rapatriement avant

la solution politique dans leur pays, alors que l'Europe et les Etats-Unis estiment que les conditions du retour ne sont pas encore réunies.

170 000 réfugiés rapatriés avec l'aide russe

Le chef d'Etat libanais a trouvé une oreille attentive auprès de son homologue russe Vladimir Poutine. Les deux dirigeants ont convenu de renforcer la coopération entre Beyrouth, Moscou et Damas, pour accélérer le processus de retour, organisé sans l'aide des organisations internationales. En 2018, plus de 170 000 réfugiés sont ainsi rentrés chez eux. En 2019, le Liban espère porter ce nombre à plus de 200 000.

Sur le plan de la géopolitique régionale, Michel Aoun cherche à se rapprocher de la Russie, qui est devenue un acteur incontournable en Syrie. Le président libanais est plus proche de la vision russe qu'occidentale pour ce qui est du règlement de la crise syrienne. Un pas, symbolique certes mais significatif quand même, a été franchi mardi dans le sens d'un rapprochement avec la Russie ; Vladimir Poutine a invité le Liban à participer en tant qu'observateur à la rencontre d'Astana, qui regroupe la Russie, l'Iran et la Turquie, et dont le but est de trouver une solution à la crise syrienne.

Michel Aoun estime aussi que la Russie se place en protecteur des chrétiens d'Orient et il a d'ailleurs rendu hommage à l'action de Vladimir Poutine dans ce domaine. Les deux présidents ont aussi convenu de renforcer la coopération économique, commerciale et dans le domaine du tourisme.

Le Liban, plus proche de l'axe russe, plus loin des Occidentaux ?

Les relations entre le Liban et les pays occidentaux sont profondément ancrées et ne peuvent pas être balayées d'un revers de main. Les Etats-Unis restent, par exemple, les principaux fournisseurs d'armes à l'armée libanaise. Les Européens les premiers partenaires économiques et commerciaux du pays du cèdre. Et une partie des dirigeants et de la classe politique est traditionnellement pro-occidentale.

Il est donc trop tôt pour dire que le Liban change de camp Mais il est certain que Michel Aoun ouvre une perspective de diversification des relations extérieures, que beaucoup de Libanais appellent de leurs vœux.

PALESTINE

Hamas

Gaza: Israël mène des dizaines de raids contre des bâtiments du Hamas

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Thierry Oberlé Mis à jour le 26/03/2019 à 14:48
Publié le 26/03/2019 à 07:12

De multiples bombardements israéliens à Gaza



A la suite d'un tir de roquette contre une maison au nord de Tel-Aviv, l'aviation israélienne a multiplié, dans la nuit de lundi à mardi 26 mars, les bombardements contre des sites censés abriter le Hamas.

VIDÉO - L'aviation israélienne a mené plusieurs attaques contre des bâtiments censés abriter des relais du Hamas, en réponse à un tir de missile contre une maison du nord de

Tel Aviv. Les mouvements armés palestiniens ont répliqué par des tirs de roquettes en direction d'Israël.

Correspondant à Jérusalem,

Israël a puni dans la nuit de lundi à mardi Gaza après le tir d'un missile contre une maison d'une localité du nord de Tel Aviv qui a légèrement blessé sept personnes. L'aviation israélienne a mené des dizaines de raids contre des sites militaires et des bâtiments censés abriter des relais du Hamas, l'organisation qui contrôle l'enclave palestinienne. Les bombardements ont notamment ciblé l'immeuble des services de renseignement du Hamas ainsi que les bureaux de Ismaël Haniyeh, l'un des chefs du Hamas. Explosions et incendies se sont succédé. Si les destructions sont importantes, les victimes sont peu nombreuses. Les services de santé de Gaza ont enregistré sept blessés.

Une roquette tirée de Gaza fait sept blessés près de Tel-Aviv - Regarder sur Figaro Live



Les mouvements armés palestiniens ont répliqué avec les tirs de roquettes en direction du sol israélien, obligeant les habitants israéliens des zones limitrophes à passer la nuit dans des abris antiaériens. Un cessez-le-feu avait été annoncé par les factions palestiniennes lundi à 22 heures. Il a été obtenu via l'entremise de négociateurs égyptiens mais il n'a pas été respecté. L'arrêt des hostilités n'a pas été confirmé par Israël alors que Benjamin Nétanyahou avait réclamé avant de quitter Washington, où il a été reçu par Donald Trump, une « riposte puissante ».

L'armée israélienne a recensé une soixantaine de départs de roquettes et d'obus de mortier en provenance de Gaza depuis le début de la confrontation la plus intense depuis des mois. Elle a indiqué ce mardi à l'aube avoir frappé une quinzaine de nouvelles cibles, dont un complexe militaire du djihad islamique. Elle s'est dite prête, dans un communiqué, à « augmenter ses opérations en fonction des nécessités ».

Les deux camps semblent s'être fixés des « lignes rouges » à ne pas franchir mais le fragile équilibre de la terreur peut dérailler en cas de bavures. Israël n'a pas procédé pour l'instant à des tentatives d'assassinat de dirigeants gazaouis et le Hamas contrôle ses tirs de missiles.

Le mouvement islamo-nationaliste n'a pas intérêt à provoquer une confrontation au sol dont il sortirait fortement affaibli. À deux semaines des législatives, Benjamin Netanyahu peut craindre un enchaînement de violences incontrôlées qui aurait des conséquences négatives sur le vote des électeurs en cas de dérapage. Il veut cependant donner une leçon au Hamas alors que ses rivaux l'accusent d'avoir « perdu la bataille de la sécurité » et de la dissuasion contre le Hamas.

SYRIE

Opérations

L'Etat islamique est tombé en Syrie, mais « la menace demeure », dit Emmanuel Macron

Accueil Monde Terrorisme État islamique <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 23/03/2019 à 13h09 Publié le 23/03/2019 à 08h08



Le « califat » autoproclamé du groupe Etat islamique (EI) a été totalement éliminé, affirme les FDS (forces démocratiques syriennes) ce samedi. | GIUSEPPE CACACE/AFP

Après Donald Trump vendredi, c'est au tour des Forces démocratiques syriennes d'annoncer ce samedi matin l'élimination de l'Etat islamique en Syrie. Emmanuel Macron a salué la détermination des armées de la coalition et a appelé à se souvenir des victimes de Daech.

Le « califat » autoproclamé du groupe Etat islamique (EI) a été totalement éliminé, affirme les FDS (forces démocratiques syriennes) ce samedi. Soutenue par les Etats-Unis, cette force arabo-kurde assure avoir éradiqué tous les djihadistes du dernier territoire où ils étaient retranchés en Syrie.

« Les Forces démocratiques syriennes (FDS) déclarent la totale élimination du soi-disant califat et une défaite territoriale à 100% de l'EI », a déclaré un porte-parole des FDS, Mustefa Bali dans un communiqué.

Vendredi, la Maison Blanche avait déjà annoncé que le groupe djihadiste Etat islamique (EI) avait perdu son dernier réduit en Syrie, même si des combats continuaient à être rapportés sur le terrain d'affrontement de Baghouz.

Trump montre les cartes avant et après

« Le califat territorial de l'EI a été éliminé en Syrie », a déclaré la porte-parole de la Maison Blanche, Sarah Sanders. Interrogée sur le fait de savoir si l'organisation jihadiste avait perdu 100% du territoire qu'elle occupait, Mme Sanders a répondu: **« Oui »**.

Le président Donald Trump a de son côté montré à des journalistes deux cartes des régions autrefois détenues par le groupe Etat islamique, montrant la situation en 2016 puis la situation actuelle.

« Voici l'EI le jour de l'élection (présidentielle de 2016), et voici ce que nous avons aujourd'hui », a-t-il dit en pointant ces cartes, dont la seconde ne faisait plus état de la moindre présence de l'EI.



George Bennett

✓ [@gbennettpost](#)

[@realDonaldTrump](#) shows reporters a map of ISIS decline. [#TrumpInPalmBeach](#)

[20:16 - 22 mars 2019](#) · [West Palm Beach, FL](#)

M. Trump s'exprimait à sa descente de l'avion présidentiel Air Force One, avant de rejoindre sa résidence privée de Mar-a-Lago, en Floride.

Le milliardaire républicain avait déjà utilisé des cartes, mercredi à la Maison Blanche, pour annoncer la chute imminente du « **califat** » autoproclamé de l'EI.

« N'oublions pas les victimes de Daech », dit Emmanuel Macron

Emmanuel Macron a salué ce samedi la « **détermination** » des armées de la coalition internationale qui a permis de faire tomber le « **dernier bastion de Daech** » mais a précisé que la lutte contre les groupes terroristes devait continuer.

« Les forces démocratiques syriennes ont annoncé que le dernier bastion de Daech était tombé. Je rends hommage à nos partenaires et aux armées de la coalition internationale, dont la France fait partie. Ils ont combattu les terroristes avec détermination, pour notre sécurité », a écrit le chef de l'Etat sur Twitter.

« Nous n'oublions pas les victimes de Daech. L'étape franchie aujourd'hui est immense : un danger majeur pour notre pays est éliminé. Mais la menace demeure et la lutte contre les groupes terroristes doit continuer. »

Les Forces démocratiques syriennes, l'alliance arabo-kurde soutenue par les Occidentaux, ont annoncé samedi que le groupe Etat islamique (EI) avait perdu son dernier bastion syrien à Baghouz et avait été définitivement vaincu en Syrie.

Terrorisme

L'État islamique a revendiqué sa première attaque en Syrie depuis la fin de son « califat »

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 27 mars 2019



Le 23 mars, les Forces démocratiques syriennes [FDS, alliance arabo-kurde] annonçaient avoir chassé l'État islamique [EI ou Daesh] des dernières positions qu'il occupait à Baghouz. Ce qui mettait fin au « califat » que le chef de cette organisation jihadiste, Abou Bakr al-Baghdadi, avait proclamé en juillet 2014.

Dans un communiqué publié peu après, Florence Parly, la ministre française des Armées, publia un communiqué prudent. « Nous ne devons pas nous bercer d'illusions. S'il faut célébrer le succès, la situation n'en reste pas moins précaire sur le terrain. [...] L'organisation terroriste s'est préparée depuis longtemps à cette échéance. Elle est passée dans la clandestinité. Elle reste capable d'agir. Aujourd'hui, notre combat doit donc se poursuivre », avait-elle ainsi estimé.

Effectivement, et comme il l'a déjà fait en Irak où sa défaite avait été officiellement proclamée par Bagdad en décembre 2017, Daesh n'a pas tardé à reprendre ses opérations.

Ainsi, dans la nuit du 25 au 26 mars, 7 combattants des FDS ont été tués par des hommes armés à la hauteur d'un checkpoint établi aux abords de la ville de Manbij. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière commise dans cette localité depuis celle qui coûta la vie, le 16 janvier dernier, à 19 personnes, dont 4 Américains [deux militaires, un civil de la Defense Intelligence Agency et un employé d'un sous-traitant du Pentagone].

Plus tard, l'EI a revendiqué cette attaque via la messagerie Telegram, en disant avoir utilisé des « mitrailleuses » et saisi les armes des combattants des FDS.

Le porte-parole du Conseil militaire de Manbij, Sherfan Darwich, a précisé auprès de l'Associated Press que l'attaque revendiquée par Daesh avait eu lieu peu après minuit, à l'entrée de la ville. Les combattants visés « remplissaient leur mission de protection », a-t-il dit.

Sollicité par l'AFP, ce même responsable a estimé que, « après la victoire contre l'EI, nous sommes entrés dans l'ère des cellules dormantes », lesquelles sont « sont activées pour mener des attaques. » Mais, a-t-il assuré, « nous mettrons fin à leurs opérations. »

Par ailleurs, les combats ne seraient pas encore totalement terminés à Baghouz, la coalition ayant effectué une frappe aérienne durant la journée du 26 mars pour, a priori, viser un tunnel où s'étaient retranchés des jihadistes.



[Omar Ouahmane](#) Compte certifié @ouahmane_omar

À Baghouz où j'assiste à des bombardements alors que les FDS ont annoncé samedi dernier la victoire contre Daech. Ici on dit qu'il y aurait encore des jihadistes cachés dans les tunnels. [#Syrie](#)



0:48

05:33 - 26 mars 2019

TURQUIE

Politique

Turquie: Erdogan veut renommer l'ex-basilique Sainte-Sophie en "mosquée Sainte-Sophie"

<https://www.bfmtv.com/> BFMTV International 24/03/2019 à 22h13 Hugo Septier



Sainte-Sophie à Istanbul - Image d'illustration - Google StreetView

L'édifice fait régulièrement l'objet de polémiques entre chrétiens et musulmans qui se disputent son utilisation.

Fleuron du tourisme turc, l'ex-basilique Sainte-Sophie d'Istanbul pourrait très prochainement changer de dénomination. Ce dimanche, le président Recep Tayyip Erdogan a en effet évoqué la possibilité de renommer cette dernière, actuellement transformée en musée, en "mosquée Sainte-Sophie" après les élections locales du 31 mars.

Interrogé à propos d'une possible gratuité du musée Sainte-Sophie lors d'une interview télévisée, le chef de l'Etat a répondu: "Ce n'est pas impossible. (...) Mais nous ne le ferons pas sous le nom de 'musée' mais de "mosquée Sainte-Sophie".

Sa remarque a provoqué un "oh" de surprise de la journaliste qui lui avait posé la question sur la chaîne TGRT Haber.

Désaffectée et transformée en musée

Œuvre architecturale majeure construite au 6^{ème} siècle à l'entrée du détroit du Bosphore et de la Corne d'or, la basilique Sainte-Sophie fait régulièrement l'objet de polémiques entre chrétiens et musulmans qui se disputent son utilisation.

Cette église, où étaient couronnés les empereurs byzantins, a été convertie en mosquée au 15^{ème} siècle après la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453.

Sous le régime laïque de Mustafa Kemal Atatürk, elle a été désaffectée et transformée en musée afin, dit la loi, de "l'offrir à l'humanité".

"Les touristes vont et viennent à la Mosquée bleue, est-ce qu'ils payent quoi que ce soit ? (...) Eh bien nous ferons pareil à Sainte-Sophie", a ajouté le président Erdogan, en pleine campagne pour des élections locales le 31 mars qui s'annoncent serrées dans plusieurs grandes villes, comme Ankara et Istanbul.

La Grèce vigilante

Le statut de ce monument, aujourd'hui classé au patrimoine mondial de l'Unesco et visité par des millions de touristes chaque année, continue d'irriter les musulmans de Turquie les plus militants.

Depuis l'arrivée d'Erdogan au pouvoir en 2003, les activités liées à l'islam se sont multipliées à l'intérieur de Sainte-Sophie, avec notamment des séances de lecture de versets du Coran ou des prières collectives sur le parvis du monument.

La Grèce voisine, qui surveille de près le devenir du patrimoine byzantin en Turquie, a plusieurs fois exprimé sa préoccupation quant aux initiatives visant à remettre en question le statut de Sainte-Sophie.

Le sujet a été à nouveau évoqué après l'attentat commis le 15 mars par un extrémiste de droite contre deux mosquées à Christchurch en Nouvelle-Zélande, où il a fait 50 morts.

Erdogan a plusieurs fois mentionné en meeting le "manifeste" publié par l'auteur de l'attentat, dans lequel il déclare notamment que la basilique Sainte-Sophie sera "libérée" de ses minarets.

"Vous n'arriverez pas à faire d'Istanbul une Constantinople", a ainsi réagi lundi le chef de l'Etat turc.

À l'approche d'élections locales incertaines, le gouvernement turc provoque la Grèce

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 28 mars 2019



Ce 31 mars, les électeurs turcs seront appelés aux urnes pour désigner leurs prochains maires. Et, en raison de tensions économiques et sociales qui risquent de favoriser l'abstention, ce scrutin s'annonce incertain pour le Parti de la justice et du développement [AKP], la formation politique dont est issu le président Recep Tayyip Erdogan.

Est-ce pour remobiliser un électorat désabusé ? Toujours est-il que, ces derniers jours, le gouvernement turc a haussé le ton en provoquant son homologue grec. Pour rappel, la Turquie et

la Grèce sont membres de l'Otan depuis 1952, ce qui ne les préserve pas d'avoir de sérieux contentieux.

Ainsi, le 25 mars, à l'occasion de la fête nationale grecque [qui commémore le début de la guerre d'indépendance de 1821 contre l'empire ottoman, ndlr], le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, avait prévu de se rendre sur l'île d'Agathonissi, située au sud-est de la mer Egée, à bord d'un hélicoptère CH-47 Chinook. Seulement, son appareil a été gêné par l'apparition d'avions de chasse turcs [a priori, des F-4 Phantom].

« En raison du jour, les avions de chasse turque ont apparemment voulu participer à notre fête nationale », a ironisé M. Tsipras, via un communiqué. « Ils ont forcé l'hélicoptère dans lequel je me trouvais à manœuvrer à basse altitude jusqu'à ce que nos avions les interceptent dans notre espace aérien nationale », a-t-il ensuite raconté.

« Le message que je veux leur envoyer [aux Turcs] est que de telles actions stupides n'ont aucun sens et qu'elles consomment du kérosène pour rien. Nous serons toujours là pour défendre notre intégrité nationale », a conclu le Premier ministre grec.

Le lendemain, Dimitris Tzanakopoulos, le porte-parole du gouvernement grec, a indiqué que le ministère des Affaires étrangères avait effectué une « démarche forte » contre la Turquie. Mais sans donner de précisions. Mais selon une source diplomatique citée par l'AFP, la diplomatie grecque aurait convoqué Burak Özügergin, l'ambassadeur de Turquie en poste à Athènes, pour lui remettre très probablement, une protestation officielle.

Ce nouvel incident est survenu quelques jours après la condamnation par Athènes de propos tenus par Hulusi Akar, le ministre turc de la Défense. En effet, ce dernier avait déclaré que Chypre et la mer Égée « se trouvaient dans les eaux territoriales turques ».

« Bien que nous soyons dans une phase où nous luttons pour trouver des moyens de désamorcer les tensions, la Turquie nous a surpris avec quelque chose de nouveau », a répondu Evangelos Apostolakis, le ministre grec de la Défense. Toutefois, a-t-il continué, « quand le droit international et les traités sont mis en cause, nous devons nous inquiéter. »

Mais M. Erdogan en a remis une pièce dans la machine en estimant que l'ex-basilique Sainte-Sophie d'Istanbul, devenue un musée en 1935, devait redevenir une mosquée. De quoi attiser la colère d'Athènes, qui a déjà exprimé, à plusieurs reprises, ses préoccupations au sujet du statut de ce monument, classé au patrimoine mondial de l'Unesco.

Quoi qu'il en soit, pour une partie de la presse grecque, ces « provocations » turques ne sont pas forcément liées au contexte électoral.

« Il a souvent été souligné que les tactiques d'intimidation de la Turquie faisaient partie d'une stratégie plus large. Il est difficile de prédire ce que cette stratégie pourrait entraîner si Ankara estimait bénéficier d'un timing favorable. Cette rhétorique ne vise certainement pas exclusivement les affaires intérieures [turques] – en particulier les prochaines élections locales en Turquie – comme beaucoup de gens voudraient bien le croire ici en Grèce. Pour cette raison, Athènes doit être constamment sur ses gardes, tout en renforçant les capacités de ses forces armées », estime ainsi le très sérieux quotidien I Kathimerini.

Photo : capture d'écran

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

G5 SAHEL

La Force du G5 Sahel a eu un « premier contact » avec les jihadistes

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 29 mars 2019



Lancée en juillet 2017 avec l'objectif qu'elle soit déclarée pleinement opérationnelle 8 mois plus tard, la Force conjointe du G5 Sahel [FC-G5S] a du mal à se mettre en place. Devant compter, à terme, 5.000 soldats répartis selon trois fuseaux [Est, Centre, Ouest], elle tarde à recevoir la totalité de l'argent promis lors de deux conférences organisées pour obtenir les 423 millions d'euros nécessaires à sa création et les 90 à 110 millions annuels pour couvrir ses coûts de fonctionnement.

Qui plus est, cette FC-G5S a reçu des coups avant même de pouvoir en donner, son quartier général établi à Sévaré ayant été la cible d'un attentat revendiqué par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans [GSIM] en juin 2018. À la suite de cette attaque jihadiste, son commandant, le général malien Didier Dacko, a été remplacé par le général mauritanien Hanena Ould Sidi.

Cela étant, et malgré ces difficultés, la force du G5 Sahel a repris, en janvier, ses opérations, lesquelles avaient été suspendues après l'attaque de Sévaré. Et, jusqu'il y a encore peu, aucune d'entre-elles n'avait donné lieu à des combats avec les groupes jihadistes présents dans la région. Ce n'est donc plus le cas maintenant.

En effet, dans un entretien donné à RFI, le général Ould Sidi a précisé que la force du G5 Sahel a mené cinq opérations depuis janvier. « Une fois, nous avons été en contact avec des terroristes qui ont été surpris. Ils ont pu s'échapper pour certains, nous en avons pris un avec son arme et sa moto », a-t-il indiqué, sans donner plus de détails.

« Entre les opérations planifiées, nous menons des actions ponctuelles de contrôle de zones, de patrouilles, afin de garder un contact permanent avec les populations. Pour les rassurer, leur faire passer un message, leur dire que nous sommes là pour les protéger, les aider », a ensuite expliqué le général mauritanien, à l'issue d'une réunion ministérielle organisée par la France avec les membres du Conseil de sécurité des Nations unies.

Pour le chef de la force du G5 Sahel, ces opérations doivent permettre de « gagner les cœurs et les esprits » en donnant confiance aux populations. Confiance qui « constitue l'enjeu réel de la lutte contre les terroristes », a-t-il dit. Et d'ajouter : « Quand nous aurons atteint cet objectif, je considère que nous aurons gagné la guerre. »

Quant aux moyens, le général Ould Sidi a déploré que les « équipements majeurs manquent encore » et qu'ils « tardent à se mettre en place. » Mais il s'est gardé de préciser la nature des équipements qui font actuellement défaut.

La semaine passée, le général François Lecointre, le chef d'état-major des armées [CEMA], a confié à l'AFP qu'on avait été « trop impatients » à l'égard de cette force du G5 Sahel. « On a poussé sans doute à ce que symboliquement [elle] s'engage dans des opérations alors qu'elle n'y était pas complètement prête », a-t-il dit. Et cela, même si « cet objet politique a permis d'attirer un

succès d'estime de l'ensemble des Européens » et de « faire en sorte que les dons soient promis. »

« Il est toujours difficile de construire une armée, une force opérationnelle », a ensuite souligné le général Lecointre. D'autant plus qu'il « s'agit de mettre sur pied une force qui va agir sur l'ensemble des fuseaux entre les frontières de chacun des pays du G5 Sahel. C'est politiquement compliqué. Nous avons enfin réussi à caler un cadre juridique », a-t-il continué.

Qui plus est, « il faut que les forces mises à disposition du G5 Sahel montent en niveau, sachant que ces forces sont soustraites aux armées nationales, très engagées sur leurs territoires respectifs. C'est un effort considérable », a encore fait remarquer le CEMA français.

« Aujourd'hui la force conjointe reprend son rythme normal de montée en puissance. Mais il ne faut pas en attendre ce qu'elle ne peut pas faire. Elle a une action très précise : éviter la fuite d'un côté à l'autre d'une frontière de bandes ennemies. Pas d'agir à l'intérieur du Mali ou du Niger », a conclu le général Lecointre.

ONU

Que la France cède son siège à l'UE au Conseil de sécurité de l'ONU ? « Stupide ! », juge M. Le Drian

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 30 mars 2019



En novembre 2018, le ministre allemand des Finances, le social-démocrate Olaf Scholz, estima que la France devait céder sa position de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies au profit de l'Union européenne [UE].

« Si nous prenons l'Union européenne au sérieux, elle devrait également parler d'une seule voix au sein du Conseil de sécurité des Nations unies [...] À moyen terme, le siège de la France pourrait être transformé en siège de l'UE », avait en effet déclaré le ministre allemand.

Le plus prompt à réagir aux propos de M. Scholz fut Gérard Araud, l'ambassadeur de France aux États-Unis. « C'est juridiquement impossible », avait-il fait valoir via Twitter. Puis le Quai d'Orsay prit la relève, en assurant qu'il n'était nullement question d'aller dans le sens voulu par le ministre allemand.

La déclaration de ce dernier n'était pas des plus avisées dans la mesure où elle donna du grain à moudre à ceux qui voyaient dans le traité franco-allemand devant être signé à Aix-la-Chapelle un effacement de la France au profit de l'Allemagne. Sur la question du Conseil de sécurité de l'ONU, l'article 8 de ce texte était pourtant clair : Paris soutiendrait les efforts de Berlin pour obtenir un statut de membre permanent sans pour autant renoncer au sien.

Cela étant, traité ou pas, la clarté n'est pas le fort de la position allemande sur ce sujet. Le contrat de coalition gouvernementale [.pdf] signé par les chrétiens démocrates de la CDU et les sociaux-démocrates du SPD dit en effet ceci : « L'Allemagne veut assumer davantage de responsabilités en matière de paix et de sécurité, notamment en occupant un siège permanent au Conseil de sécurité. Pour les années 2019-2020, nous aspirons à un siège non-permanent au Conseil de sécurité. Pour l'avenir, nous ambitionnons d'obtenir un siège permanent pour l'Union européenne. »

Or, le 11 mars dernier, en écho à une tribune publiée par Annegret Kramp-Karrenbauer, la présidente de la CDU, la chancelière allemande, Angela Merkel, a estimé que les « voix

européennes doivent être regroupées au Conseil de sécurité de l'ONU et donc converties en un siège européen ». Dans ce cas, que deviendrait la voix de la France ?

Encore ministre chargée des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, a alors répondu à Mme Merkel en reprenant l'argumentaire utilisé quelques semaines plus tôt. En un mot, la France est favorable à ce que d'autres pays, dont l'Allemagne, puissent obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité mais il n'est absolument pas question qu'elle ait à céder le sien.

Mais c'est le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui aura eu sans doute les mots les plus forts pour couper court à cette affaire. « Les débats en Allemagne en faveur d'un siège européen unique au Conseil de sécurité de l'ONU n'ont pas de raison d'être », a-t-il dit, le 29 mars.

« La position française, et je crois que c'est aussi la position allemande puisque cela a été intégré dans un traité [d'Aix-la-Chapelle], est qu'il faut se mobiliser pour que l'Allemagne ait un poste permanent au Conseil de sécurité. Mais pas le poste de la France, tout cela est stupide! », a continué le patron du Quai d'Orsay.

« Depuis 1945, la géopolitique du monde a changé et il est logique qu'un certain nombre de pays » comme « le Japon, le Brésil, l'Inde, certains pays africains et l'Allemagne évidemment, puissent avoir leur place de permanent au Conseil de sécurité mais pas au détriment des autres », a encore insisté le chef de la diplomatie française.

Et M. Le Drian de conclure : « La France gardera son siège au Conseil de sécurité, souhaitons que l'Allemagne puisse elle-même avoir le sien. »

OTAN

L'Otan confirme l'installation d'un dépôt d'équipements militaires américains en Pologne

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 25 mars 2019



L'automne dernier, et visiblement avec le soutien d'une large partie de l'opinion, le gouvernement polonais a confirmé son souhait d'accueillir une base militaire américaine permanente en Pologne. Et d'assurer qu'il était prêt à mettre 2 milliards de dollars sur la table pour la financer. À l'époque, le président Trump indiqua qu'il allait étudier sérieusement ce dossier, malgré quelques réserves émises par James Mattis, alors chef du Pentagone.

Pour le moment, cette affaire n'est pas tranchée. Et, en attendant, la Pologne devra se contenter de l'installation, sur son sol, d'un site de stockage destiné à accueillir du matériel et des blindés nécessaires pour équiper une brigade de l'US Army.

En effet, selon des informations du Wall Street Journal, cet entrepôt sera construit sur le site de la base aérienne de Powidz, à 200 km à l'ouest de Varsovie. Prévu pour être opérationnel d'ici deux ans, son coût devrait être de 230 millions d'euros. Une somme qui sera en partie prise en charge par l'Otan, a laissé entendre Jens Stoltenberg, son secrétaire général.

« La décision d'investir des fonds aussi importants témoigne non seulement d'une bonne coopération entre l'Alliance et les États-Unis mais aussi un renforcement de la présence en Pologne », a commenté M. Stoltenberg dans les colonnes du Wall Street Journal. Plus

généralement, l'Otan a l'intention de mener à bien 250 autres projets d'infrastructure afin d'améliorer le transit des équipements militaires en Europe.

L'US Army dispose déjà de quatre sites de stockages de ce type [appelés « Army Prepositioned Stocks »] en Europe, dont deux en Allemagne, un aux Pays-Bas et un en Belgique. L'US Marine Corps [USMC] compte un dépôt de matériel en Norvège [Marine Corps Prepositioning Program–Norway].

Comme du temps de la Guerre Froide [avec les exercices REFORGER, ndlr], le prépositionnement d'équipements militaires dans des endroits stratégiques doit permettre d'accélérer le déploiement d'unités en cas de crise grave. Au regard d'une telle éventualité, il n'est pas exclu de faire de la base de Powidz une « plaque tournante » pour les forces américaines.

Par ailleurs, l'US Air Force a déployé des drones MQ-9 Reaper sur la base aérienne polonaise de Miroslawiec. S'ils ont commencé leurs missions en mai 2018, ces appareils n'ont été déclarés que pleinement opérationnels que le 9 mars dernier.

La présence militaire américaine en Pologne ne s'arrête pas là. Les États-Unis sont en effet la « nation-cadre » d'un bataillon multinational dont l'état-major est basé à Szczecin. Et une brigade blindée est déployée, par rotation, pour des manoeuvres sur le flanc oriental de l'Otan. En outre, le territoire polonais accueillera un site AEGIS Ashore, c'est à dire un composant de la défense antimissile de l'Alliance.

L'Otan réaffirme que la Géorgie a vocation à la rejoindre, quitte à froisser la Russie

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 25 mars 2019



En août 2008, la Russie lançait une opération militaire contre la Géorgie afin de soutenir les séparatistes pro-russe de la région d'Ossétie du Sud. Depuis, les relations entre Tbilissi et Moscou restent extrêmement tendues. Et cela pour plusieurs raisons.

La première est que, via la signature d'accords stratégiques, la Russie a accentué son influence – si ce n'est son emprise – sur l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, une autre région séparatiste géorgienne. La seconde est liée à des considérations « énergétiques » au sujet de l'oléoduc BTC [Bakou-Tbilissi-Ceyhan], lequel constitue une autre pomme de discorde entre les deux pays. Enfin, et à cause de la menace russe, la Géorgie pour intégrer l'Otan. Or, pour Moscou, c'est la ligne rouge que Tbilissi ne doit pas franchir.

En août dernier, soit le dixième anniversaire de la guerre russo-géorgienne, le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, s'était montré très clair : une adhésion de la Géorgie serait « absolument irresponsable » et constituerait une « menace pour la paix. » Et d'aller jusqu'à prédire un « conflit terrible » si jamais Tbilissi s'avisait de vouloir remettre la main sur l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie.

Mais cela n'a pas l'air d'impressionner les dirigeants géorgiens, ni même Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan.

« Les 29 alliés ont clairement indiqué que la Géorgie deviendrait un membre de l'Otan... Nous allons continuer de travailler ensemble pour préparer l'adhésion de la Géorgie à l'Otan », a en effet déclaré l'ex-Premier ministre norvégien, ce 25 mars, à Tbilissi. « Nous n'acceptons pas que la Russie ou n'importe quelle autre puissance puisse décider qui peut être membre » de l'Otan, a-t-il insisté.

Le chef du gouvernement géorgien, Mamouka Bakhtadzé, n'a pu qu'aller dans le même sens. La Russie « n'a pas le droit de restreindre le choix d'un pays souverain concernant ses accords dans le domaine de sécurité », a-t-il affirmé. Et d'insister : « L'adhésion à l'Otan est le choix du peuple géorgien, et c'est fixé dans notre Constitution. »

Lors du sommet de l'Alliance atlantique organisé à Bucarest en 2008, les Alliés s'étaient mis d'accord pour dire que la Géorgie avait vocation à les rejoindre. Mais ils s'étaient gardés de lancer le processus d'adhésion. Aussi, l'accent a été mis sur un renforcement de la coopération militaire entre l'Otan et Tbilissi, notamment face à la présence navale russe en mer Noire. Et cela passe également par l'organisation d'exercices, comme celui actuellement en cours à Krtsanissi.

Pour rappel, l'Otan continue de « soutenir l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues » et « d'appeler la Russie à revenir sur sa décision de reconnaître les régions géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud en tant qu'États indépendants. »

RUSSIE

Défense

Un industriel russe a fait voler un mini-drone armé d'un fusil semi-automatique

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 26 mars 2019

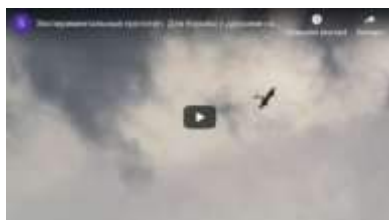


L'idée d'intégrer une arme à feu à mini-drone n'est pas nouvelle. En effet, en 2015, un jeune étudiant américain en mécanique avait imaginé un quadricoptère muni d'un pistolet automatique, ce qui lui valut une enquête de l'administration fédérale de l'aviation américaine [FAA] après la diffusion d'une courte vidéo montrant son appareil en action.

Trois ans plus tard, Matrix UAV, une entreprise ukrainienne, manifesta plus d'ambition en installant un lance-roquettes sur un drone de type quadricoptère, afin de pouvoir mener des « attaques surprises préventives sur des véhicules blindés, des postes de tir, des systèmes de défense aérienne, des quartiers généraux ennemis à des distances allant jusqu'à 10 km. » Mais elle s'était inspiré d'un concept développé par la société russe United Instrument Manufacturing Corporation.

Et c'est en Russie, justement, qu'un mini-drone armé d'une carabine a récemment fait l'objet d'un dépôt de brevet par la société Almaz-Antey, spécialiste des systèmes de défense aérienne [S-300, S-400, etc].

Ainsi, contrairement aux modèles précédents, ce drone, doté de deux hélices est de type « tail-sitter », avec une envergure d'environ 3 mètres. A priori, il a été conçu autour d'un fusil semi-automatique Vepr-12 « Hummer », fabriqué par Molot-Oruzhie, qui s'est inspiré de l'AK-47. Voilà pour les détails dont on pouvait disposer initialement.



Mais la diffusion d'images de ce drone en action a permis d'en savoir un [tout petit] peu plus. En effet, dans une vidéo de trois minutes et demie, on peut voir cet appareil décoller et voler à une dizaine de mètres d'altitude. Puis, il tire sur un ballon rouge [qui éclate] et, après quelques évolutions, il « prend en chasse » un avion radiocommandé avant de l'abattre. Au total, on peut entendre 10 coups de feu (les derniers pour vider le chargeur).

Cette vidéo pose plus de questions qu'elle apporte de réponses. Comment ce drone fait-il pour repérer ses cibles? Est-il doté d'un capteur? [il est probable que ce soit celui qui le pilote, en « visuel »] Comment l'arme est-elle mise en oeuvre?

En tout cas, quand son concept sera affiné [au niveau du bruit et du contrôle], cet appareil assez rudimentaire (donc « consommable ») peut éventuellement présenter une menace pour des fantassins, même si, apparemment, il a été conçu pour abattre des mini-drones. À noter que, pour le combat en zone urbaine, la société israélienne Duke Robotics, fondée par d'anciens membres des forces spéciales, a mis au point le Tikad, un drone au concept similaire, à la différence qu'il s'agit d'un quadricoptère (supposé plus stable).

Photo : copie d'écran

Diplomatie

La Russie envoie une centaine de militaires et 35 tonnes de matériel au Venezuela

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 25 mars 2019



Cela fait maintenant deux mois que Juan Guaido, le principal opposant au régime de Nicolas Maduro, s'est auto-proclamé président par intérim du Venezuela, avec le soutien des Occidentaux, États-Unis en tête. Et, depuis, la situation politique du pays n'a guère évolué.

Dans un premier temps, avec l'aide de Washington et de Bogota, M. Guaido tenta d'acheminer de l'aide humanitaire pour répondre à la détresse médicale, alimentaire et sanitaire de la population vénézuélienne, confrontée à une inflation galopante. Mais cette tentative se solda par un échec, le président Maduro s'y étant opposé. Mieux : il annonça la rupture des relations diplomatiques avec la Colombie.

Puis, début mars, une panne d'électricité géante a plongé le pays dans le chaos pendant plusieurs jours. Bénéficiant du soutien indéfectible de la Russie et de la Chine, le régime de M. Maduro dénonça des attaques « cybernétiques » et « électromagnétiques » contre la centrale de Gurri menées par les États-Unis afin de justifier une intervention militaire. Et, dans le même élan, une enquête fut ouverte contre M. Guaido pour son « implication présumée dans le sabotage électrique du Venezuela. » En réponse, ce dernier dénonça « la négligence » et la « corruption » des autorités en place pour expliquer ce désastre.

Puis, la semaine passée, Roberto Marrero, le bras droit de M. Guaido, a été arrêté et envoyé à l'Hélicoïde, la pire prison du Venezuela, pour détention d'armes. En outre, il est accusé d'être « directement responsable de l'organisation de plusieurs groupes criminels » et de préparer des « opérations terroristes », avec de l'argent de l'État bloqué par les sanctions américaines.

Pour l'opposition vénézuélienne, il ne s'agit rien d'autre que d'une tentative d'intimidation du pouvoir à son égard. Mais, plus tard, M. Maduro a enfoncé le clou en accusant Juan Guaido de préparer un « plan » pour l'assassiner. « Nous n'aurons pas peur d'envoyer ces délinquants en

prison », a-t-il poursuivi, en qualifiant le parti d'opposition Voluntad Popular de « groupe terroriste. »



[guido olimpio @guidoolimpio](#)

Altri russi in Venezuela. Si parla di 100 uomini guidati da generale Vasily Tonkoshkurov. Forze speciali o contractors. Via Defence Blog and CNW.



03:30 - 24 mars 2019

C'est donc dans ce contexte que, le 24 mars, que deux avions russes – un Antonov An-124 et un Iliouchine Il-62 – ont atterri à l'aéroport international « Simon Bolivar », près de Caracas. Ces deux avions ont acheminé « 99 militaires et 35 tonnes de matériel, sous le commandement du chef des forces terrestres de Russie, le général Vasily Tonkoshkurove », a précisé ensuite l'agence russe Sputnik.

Selon cette dernière, ces vols « n'ont rien de mystérieux » puisque les soldats russes ont été envoyés à Caracas dans le cadre de la « coopération technique et militaire » entre la Russie et le Venezuela.

Pour rappel, alors que M. Guaido venait de s'autoproclamer président par interim, la présence de mercenaires russes fut signalée à Caracas. Le site Lenta.ru avait précisé qu'ils étaient arrivés au Venezuela par deux « vols charters » ayant fait une escale à Cuba. D'après Reuters, un chef cosaque avançait même le chiffre de 400 paramilitaires. Toutefois, cette information fut démentie par le porte-parole du Kremlin.

Reste que Moscou aurait beaucoup à perdre en cas de changement de régime à Caracas. Deuxième investisseur étranger au Venezuela, la Russie y a également renforcé ses liens militaires, avec l'intention, est-il avancé, de pouvoir disposer d'une base sur l'île de La Orchila, située à 2.000 kilomètres des États-Unis.

Photo : AN-124 (c) Ralf Manteufel, via Wikimedia

Politique

Vladimir Poutine est censé quitter le pouvoir en 2024. Certains au Kremlin envisageraient un autre scénario

Décryptages <https://www.atlantico.fr/> International 25 mars 2019 © Reuters Avec Jean-Sylvestre Mongrenier, Michael Eric Lambert



Passage de relais

Alors que Vladimir Poutine va rester au pouvoir jusqu'en 2024, la constitution russe lui interdit un énième mandat consécutif. Bien que Viatcheslav Volodine, le président de la Douma, ait évoqué

une possible modification de la constitution, Poutine assure qu'il ne compte pas commencer un nouveau mandat.

Atlantico : Alors que Vladimir Poutine va rester au pouvoir jusqu'en 2024, la constitution russe lui interdit un énième mandat consécutif. Bien que Viatcheslav Volodine, le président de la Douma, ait évoqué une possible modification de la constitution, Poutine assure qu'il ne compte pas commencer un nouveau mandat. Cependant certains observateurs pointent la possibilité d'un scénario à la Kazakhe, où l'ex-Président Noursoultan Nazarbaïev a laissé sa place à un héritier qualifié de « fantoche », et officieusement continue d'avoir une grande influence sur le pays. Ce scénario est-il envisageable en Russie ? En quoi cela sera différent du mandat de Dmitri Medvedev ?

Jean-Sylvestre Mongrenier : De prime abord, je soulignerais le caractère prématuré et purement hypothétique du débat quant à l'avenir politique de Vladimir Poutine. Peu avant l'échéance présidentielle de 2008, après deux mandats successifs de Vladimir Poutine, d'aucuns s'interrogeaient sur le futur de la Russie post-poutinienne, le contenu de sa politique étrangère, les points d'inflexion possibles. Ils expliquaient que le chef du Kremlin voulait insérer la Russie dans le monde occidental et, loin d'en faire une sorte de régime Potemkine, respecterait la lettre et l'esprit de la Constitution. Bref, Vladimir Poutine, une fois la Russie nouvelle mise sur orbite, était censé préparer sa retraite politique. Au fait des logiques profondes de l'homme et du système de pouvoir qu'il anime, d'autres envisageaient des scénarii plus ou moins sophistiqués : une révision constitutionnelle permettant à Vladimir Poutine d'obtenir un troisième mandat présidentiel ; une présidence de l'Union Russie-Biélorussie dotée de véritables pouvoirs qui le placeraient en surplomb et lui permettraient de superviser la direction politique et stratégique de la Russie. *In fine*, Vladimir Poutine a choisi la solution la plus simple et économe : un « roque » avec Dmitri Medvedev, celui-ci accédant à la présidence afin de préparer la réélection, quatre ans plus tard, de Vladimir Poutine. Dans l'intervalle, ce dernier dirigea le gouvernement tout en disposant de pouvoirs élargis par rapport à son successeur.

Ce précédent historique, depuis suivi par deux mandats présidentiels de six ans chacun (la Constitution a été révisée sur ce point), nous apprend qu'il faut s'attendre à tout. D'autant plus que depuis, toute référence au modèle occidental a disparu, Vladimir Poutine ayant affirmé qu'il existe une « voie russe » autonome et supérieure à celle des régimes constitutionnels-pluralistes d'Europe et d'Amérique du Nord. A bien des égards, cette « voie russe » à la mode Poutine est plus proche du despotisme asiatique mis en valeur par les courants eurasiens que du régime monarchique impérial russe à la veille de la Première Guerre mondiale. Dès lors, il importe de considérer avec attention la manœuvre à laquelle procède Noursoultan Nazarbaïev. Encore faut-il comprendre que ce « satrape », démissionnaire après trois décennies à la tête de son pays, ne jouit pas seulement de pouvoirs officieux. Rappelons d'abord qu'avant même son élection comme président du Kazakhstan, en 1991, Noursoultan Nazarbaïev avait été porté à la direction de cette république soviétique deux ans plus tôt, en tant que chef communiste. Par la suite, il a été élu et réélu avec des scores soviétiques, ses pouvoirs lui permettant de modeler les structures politiques, économiques et humaines de ce vaste « émirat » pétrogazier (cinq fois la superficie de la France pour dix-huit millions d'habitants). L'opposition officielle, i.e. celle qui est représentée au Parlement, est purement fonctionnelle (une apparence de pluralisme qui n'abuse personne).

Depuis 2010, la Constitution accorde à Noursoultan Nazarbaïev le titre de « père de la nation ». Ce qui apparaissait n'être qu'une « dignité », censée flatter l'ego de Noursoultan Nazarbaïev, pourrait désormais devenir une véritable fonction, au-dessus du nouveau président (Kassym-Jomart Tokaïev). Notre « satrape » conserve la présidence à vie du Conseil de sécurité du Kazakhstan ainsi que la direction du parti *Nour Otan* (le parti hégémonique fonctionne à la manière d'un parti unique, les autres n'étant que tolérés, afin de satisfaire à la loi de la variété requise). Selon la même logique, la fille du « père de la nation », Dariga Nazarbaïeva, a été placée à la présidence du Sénat. Il faut ici souligner que le nouveau président kazakh n'occupe cette fonction que par intérim : l'examen de la manœuvre en cours ne peut exclure un projet dynastique. Significativement, Kassym-Jomart Tokaïev a immédiatement changé le nom de la capitale du pays : Almata se nomme désormais « Sultan de lumière », ce qui est la traduction de

Noursoultan. *Mutatis mutandis*, la fonction de « père de la nation » pourrait devenir quelque chose de comparable à celle de « Guide suprême » en Iran (l'Ayatollah Ali Khamenei), ce dernier surplombant le Président de la République islamique (Hassan Rohani). Certes, le régime kazakh n'est pas une cléricature politique, mais là n'est pas l'important. D'une part, le monde arabo-musulman a vu bien des régimes dits laïcs et séculiers se transformer sous la pression du phénomène religieux. D'autre part, la différence essentielle réside dans le caractère personnel et familial, voire héréditaire à l'avenir, du système de pouvoir au Kazakhstan.

Michael Éric Lambert : La constitution de la Fédération de Russie contraint l'actuel président, Vladimir Poutine, à ne pas se représenter lors des prochaines élections. Bien que contraignante en apparence, cette règle n'en reste pas moins facile à contourner comme ce fut le cas lors de l'alternance avec Medvedev en 2008-2012. En effet, il serait envisageable pour Vladimir Poutine d'occuper le poste de Premier ministre ("Président du Gouvernement") en attendant de pouvoir se représenter pour deux nouveaux mandats.

Cette perspective n'en reste pas moins peu probable pour la simple raison que Vladimir Poutine semble prendre conscience de la difficulté exercer son poste en raison de son âge (66 ans, né le 7 octobre 1952 à Leningrad).

Loin d'être un cas isolé, les *leaders* post-soviétiques, comme Nazarbaïev, affichent leur souhait de transition. Il est donc tout à fait envisageable de voir émerger un scénarii kazakh en Russie.

Par contraste avec Nazarbaïev, Poutine ne semble favorable à aucun candidat et a souhaité ne pas impliquer ses deux filles dans la vie politique du pays, marquant une rupture avec le Kazakhstan, la Biélorussie, ou encore l'Azerbaïdjan ou les dirigeants mettent en avant leurs enfants.

Il semble important de mentionner que le choix de promouvoir sa famille en politique n'est nullement propre à l'espace post-soviétique, et de rappeler qu'il s'applique également aux pays occidentaux comme le montre la récurrence de certains noms en politique américaine et canadienne (Clinton, Bush, Trudeau), ce qui explique l'engouement occidental relatif à l'avenir de la famille Poutine en politique.

Au regard de ces paramètres, on pourrait donc assister à un choix des électeurs russes par défaut (Medvedev) aussi bien qu'à l'émergence d'un chaos politique lors des prochaines élections.

Reste à noter que d'ordinaire, à Moscou, une figure providentielle apparaît souvent dans un contexte d'incertitude, à l'image de Poutine dont l'ascension fut fulgurante pendant les années 1990 passant d'officier du KGB au poste de Président de la Fédération.

Certains au Kremlin évoquent même une hypothétique annexion de la Biélorussie pour redorer la popularité de Poutine auprès des Russes, l'annexion de la Crimée en 2014 ayant eu cet effet. Ce scénario est-il plausible ?

Jean-Sylvestre Mongrenier : Il n'est pas question d'une annexion, mais de la remise en scène d'un scénario politique évoqué dans les mois précédant l'élection présidentielle russe du 2 mars 2008 : la vitalisation de l'Union Russie-Biélorussie, présidée par un Vladimir Poutine en position d'éminence par rapport à son successeur. Nous avons vu plus haut qu'une autre voie avait été empruntée, le président russe (Vladimir Poutine) et son chef de gouvernement (Dmitri Medvedev) échangeant leurs fonctions respectives afin de préparer le retour du premier à la tête de l'Etat quatre ans plus tard. Un parfait exemple de cynisme politique qui à l'heure de plaire aux thuriféraires de la « Russie-Eurasie », en France et ailleurs (ceux-là mêmes qui divinisent le « Peuple » et expliquent que nous vivons en dictature). Toujours est-il que ce scénario politique invite à se pencher sur cette Union Russie-Biélorusse. En 1995, les deux pays ont constitué une Union douanière, prolongée par une Communauté Russie-Biélorussie l'année suivante, puis un traité d'Union (1997). Pourtant, les institutions prévues - un parlement unifié, une monnaie unique et un président commun - n'ont pas vu le jour, même s'il existe un Conseil suprême de l'Union russo-biélorusse. Au plan militaire, les deux pays sont liés *via* l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), mais leurs systèmes de défense ne sont que partiellement intégrés. La Biélorussie abrite deux bases de radars russes et Loukachenko a un temps proposé le

déploiement de missiles *Iskander*, voire de S-300, en réponse à la défense antimissile de l'OTAN. En revanche, il a refusé l'intégration des défenses aériennes russes et biélorusses et le placement d'unités biélorusses sous le commandement de l'OTSC.

Au fil des ans et des crises politico-diplomatiques, la pression russe s'est appesantie (imposition d'une coopération militaire renforcée, jeu sur l'aide financière russe, utilisation du levier énergétique). Face à Vladimir Poutine et aux oligarques qui l'entourent, Alexandre Loukachenko, à la tête du Belarus (la Biélorussie) depuis un quart de siècle, entend maintenir une réelle autonomie politique. Ainsi a-t-il refusé de reconnaître la pseudo-indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, deux Etats-croupions satellisés par la Russie (Moscou a reconnu leur indépendance après la guerre russo-géorgienne, dite « des Cinq Jours », des 7-12 août 2018). *A fortiori*, Minsk n'a pas reconnu la validité juridique du rattachement *manu militari* de la Crimée à la Russie (mars 2014). Tout comme son homologue kazakh, il est extrêmement méfiant à l'égard des convoitises du Kremlin, du discours de Vladimir Poutine sur le « monde russe » et de la volonté du Kremlin de reconstituer une sorte de sphère néo-soviétique (la resatellisation d'une partie de l'ex-URSS, sans l'utopie communiste). Aussi Alexandre Loukachenko pratique-t-il une diplomatie oscillatoire entre Moscou et Bruxelles, sans pouvoir et vouloir s'engager sur la voie du « Partenariat oriental » et de l'association à l'Union européenne (il est évident que les critères politico-démocratiques ne sont pas remplis). Si le Bélarus est membre de l'Union eurasiatique mis en place par la Russie (2015), son chef a agi de concert avec Noursoultan Nazarbaïev pour en limiter la portée politique. Enfin, Alexandre Loukachenko préparerait une passation de pouvoir en faveur de son fils (l'ambition dynastique travaille nombre de régimes autoritaires patrimoniaux et dictatoriaux).

Au total, le scénario de l'Union Russie-Biélorusse comme planche de salut pour Vladimir Poutine, en 2024, ne va pas de soi. Alexandre Loukachenko se prêtera d'autant moins à une telle manœuvre, qu'il préparerait une passation de pouvoir en faveur de son fils. Pour ce qui est de l'annexion envisagée dans votre question, cela passerait par un conflit armé (« guerre hybride » ou autre) et le viol des frontières du Belarus, un Etat dont le régime est certes contestable, mais qui existe de plein droit sur le plan international. Une telle entreprise politico-guerrière aurait des implications gravissimes en Pologne, dans la *Mitteleuropa* (la partie de l'Europe entre Baltique, mers Noire et Adriatique) et dans toute la zone euro-atlantique. Si une telle perspective s'ouvrait à l'horizon, cela ne saurait être traité avec désinvolture, dans le registre « Trop fort Poutine ! ». Par ailleurs, la considération de ce « scénario » ne saurait distraire l'observateur des fragilités et de l'avenir du Kazakhstan, plus encore si la manœuvre politique de Noursoultan Nazarbaïev échouait. Ce dernier a utilisé le pouvoir sans partage dont il dispose afin de mener une « modernisation par le haut » ainsi qu'une diplomatie multi vectorielle. Les liens étroits avec Pékin (la question des Ouïghours et des Kazakhs victimes de la répression chinoise est ignorée) et l'ouverture diplomatique en direction des Occidentaux sont destinés à contrebalancer le poids de la Russie. Est redoutée l'instrumentalisation de la forte minorité russe de la partie septentrionale du Kazakhstan (entre le tiers et les deux cinquièmes de la population totale), voire un remaniement des frontières par voie armée. Peu après l'affaire de Crimée, Vladimir Poutine avait ironiquement félicité son homologue kazakh d'avoir su gouverner un Etat récent et artificiel, sans précédent historique au regard des frontières actuelles.

Michael Éric Lambert : À ce jour, il n'existe aucun intérêt ni aucun document officiel russe qui mentionne un éventuel rattachement de la Biélorussie à la Russie. Qui plus est, le cas de la Crimée est singulier dans la mesure où les récents événements sont un retour sur les négociations au moment de la chute de l'Union soviétique.

La culture biélorusse se démarque de celle de la Russie, tant de par sa langue que de par ses traditions et son histoire complexe avec la Pologne et la Lituanie. Il n'y aurait ainsi aucun intérêt à rattacher les deux pays, d'autant plus que l'exclave de Kaliningrad assure la sécurité de la mer Baltique.

On note cependant un souhait de Vladimir Poutine de promouvoir l'Union Économique Eurasiatique dont il espérait qu'elle deviendrait, à son lancement en 2015, une Union eurasiatique

basée sur le modèle de l'Union européenne. Le Président russe aurait alors pu abandonner ses fonctions de Président de la Russie afin de se présenter comme Président de l'Union eurasiatique, une option qui ne semble pas parvenir à émerger et ce justement en raison de la singularité de la Biélorussie qui s'est refusée à envisager une union supranationale ou la Russie dominerait sur le plan politique.

Si Poutine en venait à ne pas désigner officiellement de successeur, les risques de divisions entre factions sont-ils importants ?

Jean-Sylvestre Mongrenier : Ce n'est pas un risque, mais une réalité de tous les jours. Dans les démocraties libérales, la compétition entre partis politiques, groupes de pression et coalitions d'intérêts (électorales et autres) est ouverte et assumée. L'idée consiste à canaliser ces conflits à travers les institutions, à poser une règle du jeu qui permette de les départager (le suffrage universel, tempéré par l'Etat de droit), afin d'éviter ce que les philosophes grecs du politique nommaient la « *stasis* » (la discorde au sein de la cité, voire la guerre civile). Au-delà de ce but négatif (éviter le pire), l'idée directrice vise à mettre la dynamique des ambitions et des conflits politiques au service du bien commun. Dans le cas d'un régime autoritaire patrimonial comme celui de la Russie (à tendance dictatoriale), quoiqu'en pensent les adulateurs des « hommes forts », il existe également une forme de politique politicienne - « *la politica* », distincte du politique compris dans son essence et son but supérieur : « *lo politico* » -, à base d'ambitions individuelles et d'intérêts matériels. Simplement, c'est une « politique du sérail » : les clans qui gravitent autour de Vladimir Poutine se disputent et s'affrontent à l'abri des regards, derrière les murailles du Kremlin. Du reste, le président russe a commencé sa carrière politique ainsi, son élection étant destinée à protéger les arrières de la « Famille » (le clan Eltsine). Avant de devenir le maître de cette politique du sérail, il en a été le produit et le bénéficiaire.

Il serait pourtant réducteur de voir dans le poutinisme un simple régime à caractère mafieux, animé par le seul esprit de profit et le partage des dépouilles, Vladimir Poutine assumant le rôle de « parrain ». Ce dernier ne constitue pas un « dictateur faible », écartelé entre les différents centres de pouvoir d'une polycratie russe, le discours unificateur du Kremlin sur la « voie russe », l'eurasisme, ayant pour fonction de dissimuler la réalité du système de pouvoir. Le régime russe repose sur une base sociologique (les « *siloviki* », issus des structures de sécurité, et l'héritage de la nomenklatura soviétique, reconvertie), une culture tchékiste du pouvoir, une vision du monde fruste (complotiste et obsidionale), mais robuste. Bref, il existe bien une classe dirigeante russe dont les contours dépassent les coalitions d'intérêts en rivalité ; un système de pouvoir qui a de la substance. Elle se caractérise par un style de gouvernement, la politique étant conçue comme une suite d'opérations spéciales (foi dans la manipulation, action à visage couvert, primauté de la surprise, volonté de terrasser celui qui est désigné comme ennemi, voire de le détruire). Tout cela pour dire que le « poutinisme » ne constitue pas une particularité s'expliquant par la personne de Vladimir Poutine (son idiosyncrasie). Inéluctablement, la question de la succession se posera et l'on peut penser qu'elle obsède d'ores et déjà la classe dirigeante russe. Cela n'ira pas sans conflits, ne serait-ce que parce que la politique s'enracine dans le conflit (Julien Freund : « Est politique ce qui est polémique »).

Le processus successoral impliquera la redistribution des postes, prébendes et rentes de situation entre les « clans », ce qui se traduira par des règlements de compte, une certaine instabilité dans les étages supérieurs de la « verticale du pouvoir » (institutions centrales et « corporations d'Etat »), tout comme au sein des « sujets » de la fédération russe (gouverneurs et dirigeants locaux). Toutefois, on peut penser que la culture tchékiste du pouvoir, les pratiques politiques usuelles ainsi que la vue-du-monde survivront à Vladimir Poutine parce qu'elles sont profondément enracinées dans la société et l'histoire russes, avant comme après la rupture de 1917. Aussi les dirigeants occidentaux auraient-ils tort de miser sur une libéralisation post-poutinienne et la montée au pouvoir d'un dirigeant « *open minded* », bien disposé à l'égard des voisins occidentaux de la Russie. D'autant plus qu'aux yeux de la classe dirigeante russe, la bascule des équilibres de richesse et de puissance vers l'Asie semble valider les intuitions géopolitiques de Vladimir Poutine. De même, le tangage et le relâchement des liens entre les nations occidentales, dans le cercle des libres nations. L'histoire de la Russie, appréhendée dans

ses différents rythmes, l'étude des représentations géopolitiques de ce pays ainsi que sa posture stratégique et sa politique extérieure font songer à une sorte de « *fatum* ». La vague perspective d'un transfert de pouvoir à Moscou ne saurait donc justifier un quelconque relâchement de l'attention. Il faudra se préserver de l'illusion réformatrice et, tout en maintenant des canaux diplomatiques, ne pas baisser la garde.

Michael Éric Lambert : Aucunement. Le caractère autocratique de la Présidence russe s'explique de par la structure de la Fédération et son centralisme qui est la conséquence des difficultés géopolitiques environnantes. Le modèle soviétique de Lénine qui souhaitait faire la promotion d'une Russie avec un régionalisme fort correspondrait davantage à la réalité de l'espace eurasiatique (un modèle suisse en Russie) mais n'est pas parvenu à émerger au XX^{ème} siècle.

Le problème de la Russie repose sur le centralisme de Moscou davantage que sur l'individu élu qui, *in fine*, se retrouve à adopter la ligne politique de ses prédécesseurs en parvenant aux mêmes conclusions. On constate dès lors que les *leaders* représentent une société mais n'en sont pas les auteurs.

Bien que souvent présenté sous un angle négatif dans les médias occidentaux Poutine incarne, malgré ses défauts, un exemple d'homme modeste qui est parvenu avec détermination et engagement à la fonction suprême, ce qui n'est pas le cas de Medvedev et d'une large majorité des personnes en politique russe contemporaine.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, la transition de Poutine vers un successeur sera difficile pour les occidentaux plutôt que pour les russes et ce en raison du manque d'expérience d'hommes comme Medvedev qui n'ont jamais connu le dénuement et ne mettent pas l'identité au cœur de leur politique.

Pour clôturer cette interview, il semble important de mentionner le chaos ambiant qui sera celui de 2024, avec une Union européenne amoindrie (post-BREXIT) et une influence grandissante de la République Populaire de Chine en Europe Centrale et Orientale.

Tous ces éléments permettent d'envisager que le successeur de Poutine sera celui qui proposera le meilleur programme pour les relations sino-russes, seul paramètre qui puisse nous donner une indication pertinente sur le résultat des futures élections russes.

Une division entre factions en Russie semble donc peu pertinente pour la simple raison que la République Populaire de Chine ne le souhaite pas car cela irait à l'encontre des impératifs militaires et diplomatiques de Beijing, la Chine étant le seul pays à décider de l'avenir de la Russie en raison du déséquilibre commercial.

Technologie

Comment la Russie réussit-elle à perturber les signaux GPS ?

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir International jeudi 28 mars 2019 Par Nicolas Hasson-Fauré



Les systèmes de géolocalisation par satellite ont été très souvent troublés en Russie, ces dernières années. C'est ce que révèle une vaste étude récemment publiée par un groupe de réflexion spécialisé. L'objectif serait, notamment, de protéger des sites sensibles ou des personnalités importantes.



De fortes perturbations dans le ciel russe. Les signaux des systèmes de géolocalisation par satellite, comme le GPS, ont été très souvent troublés en Russie depuis février 2016.

C'est que révèle une étude récemment publiée par les chercheurs du Centre d'études de défense avancées (C4DS), un groupe de réflexion américain spécialisé dans les questions de sécurité internationale.



Un satellite permettant au GPS américain de fonctionner. C'est l'un des systèmes de géolocalisation par satellite, comme le GLONASS russe ou l'europpéen Galileo. (Photo d'illustration : USAF/Domaine public)

Ils sont arrivés à ces conclusions après une enquête longue d'un an, s'appuyant tout à la fois sur des images satellite, des signalements, des données issues du système international de suivi des navires sur les mers et les océans du globe, et des témoignages.

À l'origine du problème, le « leurrage »

La technique utilisée pour troubler les signaux s'appelle le *spoofing*. Cela correspond à du « leurrage », explique, au téléphone, Alexandre Vervisch-Picois, enseignant à l'institut Mines-Télécom et spécialiste en géolocalisation.

Pour comprendre cette pratique, il faut revenir au principe du positionnement par satellite : un récepteur, votre téléphone par exemple, capte des signaux radio envoyés par plusieurs satellites et calcule votre position à partir de leur temps de propagation.

Le « leurrage » vient bouleverser tout cet équilibre.



Dès juin 2016, les services de géolocalisation avaient été perturbés à Moscou. Problème : aujourd'hui, ces systèmes sont très répandus, des habitacles des véhicules aux smartphones. (Photo d'illustration : branslav/Fotolia)

L'idée est, en faussant ces temps de propagation, d'envoyer en direction du récepteur d'autres signaux, semblables à ceux émis par les satellites... mais indiquant une fausse localisation.

« Le problème qu'on rencontre avec le *spoofing*, c'est qu'au mieux, vous vous rendez compte que vous êtes leurré, reprend Alexandre Vervisch-Picois. Il est très compliqué de passer outre le leurre. »

Et techniquement, « ce n'est pas compliqué » à mettre en œuvre, même si c'est bien sûr « totalement interdit ».

Une fausse localisation

Dès l'été 2016, des habitants de Moscou, la capitale russe, avaient été directement confrontés au *spoofing*.

Certains se trouvaient près du Kremlin, le cœur du pouvoir russe, mais leur téléphone indiquait qu'ils se trouvaient à parfois plusieurs dizaines de kilomètres de là.



L'idée serait de protéger des sites sensibles des drones par exemple. Ici le Kremlin, le cœur du pouvoir russe. (Photo d'illustration : Andrey Korzun/Wikimedia Commons/CC BY-SA 4.0)

Ce n'est pas un hasard : les enquêteurs du C4ADS ont relevé que ces signaux ont été troublés autour de nombreux bâtiments officiels et autres sites sensibles. Ces perturbations ont aussi été observées du côté de la base aérienne de Hmeimim, en Syrie, utilisée par l'armée russe.

L'idée serait donc de protéger ces endroits, avec des drones par exemple, qui peuvent mener des opérations d'espionnage voire des attaques.

Autre objectif de ce « leurrage » à grande échelle, selon les chercheurs américains : « **La protection de personnalités très importantes [...] probablement en empêchant les activités non autorisées de drones civils.** »

Ils relèvent que plusieurs perturbations ponctuelles des systèmes de géolocalisation coïncident avec les visites de dirigeants russes. Les déplacements du président Vladimir Poutine notamment.

Plusieurs précédents

Ce n'est pas la première fois que la Russie est soupçonnée de perturber des signaux GPS. En février, un rapport des services de renseignement norvégiens, pays frontalier de la Russie, pointait du doigt « **des incidents répétés depuis 2017 au cours desquels les signaux GPS sont mis hors service** », selon eux depuis le territoire russe, rapportait l'Agence France-Presse.

Les perturbations « **coïncident souvent avec la tenue d'exercices militaires** », relevait le rapport.

Moscou avait rejeté des accusations « **sans fondement** ».

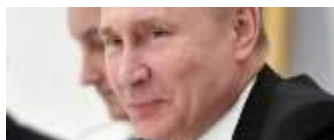
Mais cette question des perturbations des signaux de géolocalisation dépasse le cadre militaire. Aujourd'hui, les systèmes de géolocalisation sont omniprésents, des habitacles des véhicules aux smartphones.

« **Le brouillage est aussi une menace contre, entre autres, le trafic aérien civil et les opérations policières et sanitaires en temps de paix** », résumait Morten Haga Lunde, le chef des services de renseignement norvégiens.

L'étude du C4ADS lui donne raison. Depuis février 2016, 1 311 navires de commerces qui voguaient au large des côtes russes ont été touchés par ce problème de « leurrage ».

Là où Poutine passe, les GPS trépassent

<https://korii.slate.fr/> Repéré par Barthélemy Dont sur WIRED 28/03/2019 à 7h08



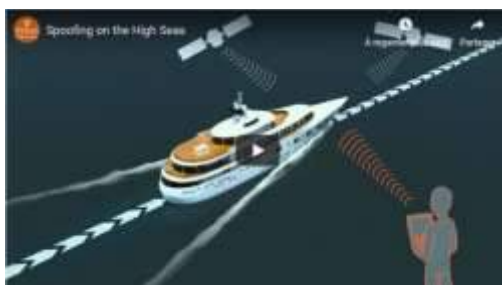
Vladimir Poutine au Kremlin, à Moscou, le 20 mars 2019 | Alexander Nemenov / AFP

Le Kremlin est soupçonné de manipuler les récepteurs pour protéger des personnalités et des positions stratégiques.

Fin 2018, la Norvège accusait la Russie de brouiller les signaux GPS dans le Grand Nord lors des exercices de l'OTAN dans la région. Plus récemment, c'est la frégate française Forbin qui expliquait faire régulièrement face à des perturbations GPS au large de la Syrie.

À partir de données récupérées par la Station spatiale internationale (ISS), une équipe de recherche a mené une étude semblant confirmer que le Kremlin a pris pour habitude de défendre ses positions en trafiquant les signaux de géolocalisation alentour.

La technique utilisée, appelée «*GPS spoofing*», permet de manipuler les systèmes de positionnement en leur envoyant des coordonnées erronées. Tous les GNSS, un terme générique utilisé pour désigner les systèmes de positionnement par satellite (c'est-à-dire non seulement le GPS, qui est américain, mais aussi l'européen Galileo, le chinois Beidou-2 et le russe Glonass), sont susceptibles d'être touchés, qu'ils soient militaires ou civils.



Selon le rapport du Center for Advanced Defense Studies (C4ADS), un think tank spécialisé dans les questions de défense, de nombreuses occurrences de ce type de perturbations se sont déroulées en Russie, en Crimée et en Syrie.

Sur le territoire russe, elles ont notamment eu lieu autour des bâtiments gouvernementaux sensibles à Moscou et sur les côtes de la mer Noire, où se trouvent les résidences de membres du gouvernement. En Syrie, c'est notamment la base aérienne de Hmeimim, où sont positionnées des troupes russes, qui a été visée.

En plus de ces zones identifiées, les brouillages semblent suivre le président russe à la trace. «*Dans quasiment tous les cas où de brèves interférences GNSS avaient lieu dans des endroits isolés en Russie ou en Crimée, comme Arkhangelsk, Vladivostok ou Kertch, nous nous sommes aperçus qu'elles coïncidaient parfaitement avec des visites de Vladimir Poutine*», note le rapport.

Dangereux procédé

D'après C4ADS, ces méthodes sont surtout utilisées comme moyen de défense. Ils permettent par exemple d'induire un drone en erreur pour qu'il n'atteigne pas sa cible ou de désorienter un avion qui voudrait survoler la zone. Au-dessus de Hmeimim, des avions recevaient un signal GPS qui ne contenait aucune coordonnée.

Brouiller les GNSS comporte des risques pour tous les appareils qui en dépendent. Outre les taxis moscovites et les personnes jouant à *Pokémon GO*, le signal de 1.311 bateaux naviguant dans les eaux russes aurait été manipulé depuis février 2016, portant atteinte à la sécurité maritime.

C4ADS n'accuse personne pour ces interférences, qui sont très difficiles à attribuer, et le Kremlin nie en bloc toute responsabilité dans les brouillages. La Russie est toutefois suspectée d'investir massivement dans des moyens de guérilla technologique, dont le *GPS spoofing* fait partie.

Le procédé devrait continuer de faire parler de lui, car il devient de plus en plus facilement accessible. Il y a quelques années, les dispositifs de brouillage coûtaient des milliers de dollars et leur maîtrise exigeait des compétences spécialisées. Il est désormais possible de les fabriquer pour moins de 300 dollars.

SANTÉ

DENGUE

De nouveaux foyers identifiés, 682 cas en une semaine, la dengue continue à se propager

actu Réunion  par www.ipreunion.com le 26 mars 2019 à 19:11



photo RB imaz Press Réunion

De nouvelles zones de transmission sont venues rallonger la liste, déjà longue, des communes touchées par la dengue : Petite-Ile, Saint-Leu, Entre-Deux, Saint-Paul Bois de Nèfles, Le Port. Ce mardi 26 mars, la préfecture fait son point hebdomadaire sur la circulation du virus dans le département. Le pic épidémique de la maladie est attendu pour la mi-avril.

Du 11 au 17 mars 2019, 682 cas de dengue ont été confirmés.

Au total, depuis le début de l'épidémie en 2018, on enregistre :

- 9 924 cas autochtones (dont 3 048 cas depuis le 1^{er} janvier 2019)
- 268 hospitalisations pour dengue (dont 112 hospitalisations depuis le 1^{er} janvier 2019)
- 897 passages aux urgences (dont 211 passages depuis le 1^{er} janvier 2019)
- Plus de 35 000 cas cliniquement évocateurs sont estimés (dont plus de 8 000 depuis le 1^{er} janvier 2019)
- 11 décès dont 5 ont été considérés après investigation comme directement liés à la dengue depuis le début de l'épidémie en 2018. Depuis le début de l'année 2019, 5 décès ont été notifiés, dont 2 ont été considérés, après investigations, comme directement liés à la dengue.

Les foyers les plus actifs sont situés à :

- La Rivière Saint-Louis
- Saint-Louis
- Saint-Pierre
- L'Etang-Salé
- Ravine des Cabris

La lutte contre la dengue est l'affaire de tous !

Afin de limiter l'extension de la dengue dans l'île, la participation active des réunionnais dans la mise en œuvre des gestes de prévention est essentielle:

1. Consulter immédiatement un médecin en cas de symptômes,
2. Se protéger des piqûres de moustiques à l'aide de répulsifs,
3. Éliminer tout ce qui peut contenir de l'eau (gîtes larvaires) autour de chez soi

Des ambassadeurs réunionnais se mobilisent, aux côtés des autorités sanitaires, pour relayer les messages de prévention auprès de la population, dans le cadre de la campagne de communication " La dengue, STOP aux idées reçues "

Epidémie de dengue

actu Réunion  par www.ipreunion.com le 29 mars 2019 à 17:23

Les opérations de démoustication : un enjeu sanitaire majeur



photo RB imaz Press Réunion

L'épidémie de dengue se poursuit. Pour limiter l'ampleur de l'épidémie, les équipes de la lutte anti-vectorielle interviennent jour et nuit dans les quartiers où des cas de dengue ont été signalés. Ces opérations de traitement sont aujourd'hui indispensables pour lutter contre l'épidémie.

La stratégie de lutte anti-vectorielle est actuellement déployée autour de deux axes :

- La sensibilisation de la population aux gestes de prévention pour l'élimination des gîtes larvaires et la protection contre les piqures de moustiques
- Les traitements insecticides, des interventions ciblées et programmées uniquement autour des cas de dengue signalés par les médecins et laboratoires

Rappelons que la dengue est une maladie qui peut-être grave voire mortelle. En 2018, 500 passages aux urgences ont été enregistrés, 155 patients ont été hospitalisés et 6 sont décédés, dont 3 considérés, après investigations, comme directement liés à la dengue. Ces dernières semaines, le nombre d'hospitalisations est en hausse, ainsi que le nombre de passages aux urgences. La gestion de cette épidémie constitue pour la Réunion un enjeu sanitaire majeur, qui justifie l'utilisation des traitements insecticides, en complément des opérations de sensibilisation et d'élimination des gîtes larvaires mises en œuvre par les communes, les associations et les intercommunalités, et de la mobilisation collective de la population aux gestes de prévention. L'objectif de ces traitements insecticides est de contenir l'épidémie en intervenant très vite autour du domicile des personnes malades afin d'éliminer un maximum de moustiques adultes qui peuvent être porteurs du virus dans un rayon de 100 à 150 m autour des cas signalés. Cette stratégie ciblée et réactive a contribué en 2018 à freiner la circulation du virus dans la majorité des situations d'apparition de nouveaux cas (85% des interventions autour des cas isolés de dengue ont permis d'éviter l'apparition de cas secondaires dans les quartiers touchés). Dès lors, les interventions de traitement insecticides autour des cas de dengue permettent de limiter l'apparition de nouveaux cas dans les quartiers.

Un dispositif cadré et contrôlé pour lutter contre la propagation des moustiques

- Les interventions insecticides sont réalisées uniquement en zone urbaine, autour du domicile et des lieux de fréquentation des cas de dengue, et avec des précautions pour limiter les impacts sur l'environnement.
- Utilisation des produits : les produits insecticides sont appliqués à ultra bas volume (dosage 15 à 20 fois moins important que la dose pour un usage agricole) et ne sont pas utilisés dans les zones d'espaces protégés ou naturels, à proximité des ruchers, des bassins de poissons, des périmètres de protection de captage d'eau potable...
- Collaboration avec les associations : l'ARS OI a développé des relations avec plusieurs acteurs de la protection de l'environnement (associations de protection d'espèces patrimoniales, filières apicoles...), qui sont régulièrement informés des opérations de traitement.
- Pour limiter les risques pour les abeilles : les apiculteurs sont invités depuis de nombreuses années à déclarer leurs ruchers à l'ARS (numéro vert : 0800 110 000). Plus de 800 ruchers sont connus de l'ARS et les traitements ne sont alors jamais réalisés à leur proximité : une zone d'exclusion de traitement d'un rayon de 125m est garantie autour des ruchers lors des traitements

nocturnes. Des périmètres d'exclusion de traitement concernent également par exemple les zones de protection du gecko de Manapany.

Le produit utilisé lors des opérations de traitement contient de la deltaméthrine, seule molécule insecticide autorisée en France pour les actions de démoustication pour la lutte contre les maladies transmises par les moustiques. En cas d'exposition, cette molécule peut provoquer des irritations chez les personnes sensibles. Aussi, la consultation d'un médecin est recommandée en cas d'apparition de symptômes suite au traitement.

A ce jour, il n'existe aucun produit insecticide biologique autorisé pour ce type d'intervention.

Quelles précautions doivent être prises lors des interventions de traitement insecticide ?

Une information de la population est systématiquement réalisée avant les traitements, soit directement par les équipes de porte à porte en journée, soit par avis de passage remis dans les boîtes aux lettres pour les traitements nocturnes. La programmation des interventions de traitement est disponible sur le site Internet de l'ARS OI et adressée aux communes et intercommunalités qui bien souvent relaient ces informations par voie de presse ou directement sur le terrain. Ainsi, les habitants des quartiers concernés sont globalement bien informés de la programmation des traitements, et les signalements pour défaut d'information sont extrêmement rares.

Les avis de passage précisent les recommandations à suivre pour limiter les risques d'exposition :

AVANT LE TRAITEMENT

- Couvrir les bassins et aquarium
- Mettre à l'abri les tortues
- Fermer portes et fenêtres
- Protéger les ruches

APRÈS LE TRAITEMENT

- Maintenir portes et fenêtres fermées au moins 30 minutes
- Eviter de pénétrer dans la zone traitée pendant 6 heures
- Laver et/ou peler les fruits et légumes avant de les consommer

Existe-t-il des méthodes alternatives aux produits insecticides ?

L'ARS OI est engagée dans la recherche de méthodes alternatives. Elle suit avec attention le développement de la technique de l'insecte stérile (TIS) à la Réunion. Cette technique innovante s'appuie sur des lâchers de moustiques mâles stérilisés, qui entrent en compétition avec les mâles sauvages et génèrent, après accouplement avec les femelles sauvages, des pontes non viables. Des lâchers massifs de mâles stériles pourraient ainsi permettre de réduire les densités vectorielles de moustiques. Cette technique a fait preuve de son efficacité en laboratoire et il est à présent envisagé de l'évaluer à petite échelle en milieu extérieur urbain. Mais le processus de développement est encore long, afin de s'assurer de son efficacité en toute sécurité, et les échéances de mise en œuvre opérationnelles à grande échelle restent donc lointaines et incompatibles avec la gestion de l'épidémie en cours. L'ARS OI étudie également les possibilités de recours à des techniques de piégeages en complément des interventions de lutte antivectorielle. Une étude cofinancée par l'ARS OI et la mairie du Port est en cours de développement pour évaluer l'efficacité de deux de ces techniques : des pièges à CO2 et des pièges pondoirs.

TERRORISME

Créer un tribunal international pour juger les djihadistes de Daech: une fausse bonne idée ?

Actualité International <http://www.lefigaro.fr/> Par Alexis Feertchak AFP agence Mis à jour le 26/03/2019 à 19:44 Publié le 26/03/2019 à 19:13



Des combattants des FDS à Baghouz en Syrie. DELIL SOULEIMAN/AFP

FOCUS - Les Kurdes syriens, victorieux de Daech, ont fait prisonniers plus de 5.000 djihadistes. Ne formant pas un État et ne disposant pas des institutions judiciaires pour les juger, ils ont proposé lundi de créer un tribunal international spécial.

En Syrie, les Kurdes ont appelé lundi à la création d'un tribunal international spécial, qui serait installé dans le nord-est du pays pour juger les crimes commis par l'État islamique de la fondation de son «califat» en 2014 à son éradication, annoncée samedi dernier.

L'appellation de «tribunal international spécial» renvoie à deux précédents - ceux de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda - pour lesquels de telles organisations *ad hoc* avaient été créées par la communauté internationale. L'une des difficultés de la justice pénale internationale est néanmoins sa lenteur. Les délais en matière de jugement pourraient ne pas permettre de répondre à l'urgence à laquelle les Kurdes syriens font face. *Le Figaro* fait le point sur la demande kurde.

● **Quelle est la situation des combattants djihadistes ?**

De 2014 à 2019, les combattants de Daech ont perpétré de nombreux crimes en Syrie et en Irak sur les territoires qu'ils ont contrôlés, parmi lesquels des exécutions de masse, des viols, des enlèvements, de l'esclavage. Les djihadistes ont aussi utilisé les civils comme boucliers humains pour se protéger des frappes aériennes et d'artillerie, en contravention des règles élémentaires du droit de la guerre. Dans ces deux pays et ailleurs dans le monde, Daech a enfin commis de nombreux attentats.

Samedi, la bataille de Baghouz dans le sud-est syrien s'est achevée, mettant fin non pas à l'organisation État islamique mais à sa territorialisation sous forme de proto-État, qui avait commencé en Irak en 2014 puis s'était étendue à une partie de la Syrie. Dans ce dernier réduit qu'une alliance arabo-kurde, les Forces démocratiques syriennes (FDS), a conquis samedi avec l'aide d'une coalition internationale menée par les États-Unis, les derniers djihadistes se sont rendus ou ont été tués.

● **Que demandent les Kurdes ?**

Les FDS ont indiqué avoir arrêté plus de 5.000 djihadistes désormais détenus dans les prisons de l'administration autonome *de facto* établie par les Kurdes dans les régions sous leur contrôle, dans le nord-est de la Syrie. Hors Syriens et Irakiens, ils sont environ un millier d'étrangers, a précisé à l'AFP un responsable de cette administration, Abdel Karim Omar.

Après avoir appelé en vain les pays d'origine à les rapatrier, les autorités kurdes semblent avoir changé de stratégie. «Nous appelons la communauté internationale à établir un tribunal international spécial dans le nord-est de la Syrie», ont-elles déclaré. La création d'un tel tribunal permettrait «que les procès soient conduits de manière équitable». «La communauté internationale n'a pas assumé ses responsabilités et aucun pays n'a accepté de rapatrier ses ressortissants, a expliqué à l'AFP Abdel Karim Omar. Nous lui demandons maintenant de coopérer en nous fournissant un soutien légal et logistique pour établir et protéger une telle cour».

● Pourquoi est-il compliqué de juger les djihadistes en Syrie ?

Les Kurdes font face à une situation difficile. En droit, le principe général veut que les prisonniers soient jugés par les autorités judiciaires de l'État où ils ont commis l'acte pour lequel ils sont poursuivis. Dans la pratique, ce principe peut être ajusté si deux États parviennent à un accord. En Irak, où s'étendait le «califat» de Daech jusqu'à fin 2017, plus de 600 personnes - dont de nombreux étrangers - ont déjà été condamnées à mort ou à la perpétuité.

Le cas des djihadistes arrêtés en Syrie est plus complexe. D'une part, le territoire contrôlé par les Kurdes dans l'est du pays n'est pas un État et ne possède pas les institutions judiciaires pour juger les djihadistes. D'autre part, en immense majorité, les États occidentaux - dont la France - ne reconnaissent pas le gouvernement syrien de Bachar el-Assad, qui contrôle plus des deux tiers du pays. Paris craint notamment que des djihadistes français tombent dans l'escarcelle de Damas et qu'ils représentent un moyen de pression pour le gouvernement syrien.

● Qu'en disent les protagonistes présents en Syrie et en Irak ?

Si la plupart des pays européens ne se sont pas encore prononcés sur la demande kurde, Paris a réagi mardi, en indiquant de fortes réserves sur la création d'un tel tribunal. C'est «une opération complexe. Sa mise en oeuvre soulèverait des difficultés d'ordre juridique et pratique», a relevé un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. «La France privilégie le jugement des combattants de Daech là où ils ont commis leurs crimes. C'est une question de justice et de sécurité à la fois», a-t-il ajouté en référence aux juridictions locales.

Les États-Unis, principal soutien des FDS, ont eux refusé d'évoquer une telle piste. «Nous n'étudions pas ça à ce stade», a dit le représentant spécial américain pour la Syrie, James Jeffrey, pour qui la «priorité» américaine est «de faire pression sur les pays pour qu'ils reprennent leurs propres ressortissants, qu'ils aient commis des crimes ou pas».

Quid des autres protagonistes? Depuis que les Américains ont annoncé leur départ de Syrie, les Kurdes qui craignent d'être victimes de l'expansionnisme turc, se rapprochent de Moscou et négocient avec les autorités de Damas. Dans la logique syrienne, mais aussi russe, le gouvernement de Bachar el-Assad est souverain sur l'intégralité de la Syrie. Les djihadistes de Daech prisonniers relèvent donc de la justice syrienne, même si les Russes négocient avec Damas pour juger les djihadistes russes sur leur propre territoire.

● Quels sont les précédents en matière de justice pénale internationale ?

Deux tribunaux internationaux spéciaux ont déjà été créés par la communauté internationale: le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en 1993 après les guerres des années 1990 en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo (siège à La Haye) et le Tribunal pénal international pour le Rwanda en 1994 après le génocide ayant eu lieu la même année (siège en Tanzanie). Il existe en outre la Cour pénale internationale (CPI), premier tribunal permanent chargé depuis 2002 de juger les plus graves violations du droit humanitaire. Mais Washington ne reconnaît pas sa compétence.

Les deux précédents d'ex-Yougoslavie et du Rwanda ont permis de juger plusieurs centaines de responsables politiques et militaires soupçonnés de crimes de guerre, de génocide et de crimes contre l'humanité. Néanmoins, de nombreuses critiques pleuvent sur ces institutions internationales spécialisées. La principale est sa lenteur jugée excessive, les procès durant des années, souvent plus de dix à quinze ans.

● Une solution pour les Kurdes ?

Cette lenteur caractéristique de la justice pénale internationale est la principale raison pour laquelle la création d'un tribunal spécial ne réglerait pas à court et moyen termes le problème des Kurdes. Autre raison, les deux précédents tribunaux ont surtout jugé de hauts responsables, se comptant en dizaines ou en centaines. Dans le cas de Daech, on parle de milliers de combattants et non seulement de chefs djihadistes.

«L'idée d'un tribunal pénal international est pertinente, mais dans le nord-est de la Syrie ce n'est pas réaliste», a déclaré à l'AFP Joël Hubrecht, responsable du programme justice internationale à l'Institut des hautes études sur la justice (IHEJ) de Paris. Un tel tribunal, peut-être dans un autre lieu, «est idéalement souhaitable», dit-il toutefois en rappelant que les crimes reprochés à l'EI «sont internationalisés par leur nature (génocide, crime contre l'humanité...), leur géographie et la nationalité de leurs auteurs».

7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : <http://www.defense.gouv.fr/operations>

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Point de situation des opérations du 22 au 28 mars

Mise à jour : 29/03/2019

Point de situation des opérations du 22 au 28 mars

MOZAMBIQUE

MOBILISATION A LA SUITE DU PASSAGE DU CYCLONE IDAI

Les forces armées de la zone sud de l'océan indien (FAZSOI) se mobilisent pour venir en aide à la population du Mozambique, qui a été durement touchée par le passage du cyclone Idai, dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 mars 2019.

Les moyens militaires des forces de souveraineté des FAZSOI, ainsi que la présence du porte-hélicoptères amphibie « Tonnerre » dans cette zone permettent à la France d'apporter une réponse rapide, et adaptée à la demande d'assistance du Mozambique. Près de 700 soldats, marins et aviateurs sont mobilisés dans cette opération, baptisée « Caouanne ».

Dès le vendredi 22 mars, un Transall, des forces françaises stationnées à Djibouti, a effectué un premier transport aérien de matériel logistique humanitaire d'urgence (tentes entrepôts, générateurs, kits d'éclairage, outillage...) entre la Réunion et la ville de Beira, particulièrement sinistrée.

Le samedi 23 mars 2019, la frégate de surveillance Nivôse, de la base navale « Port des Galets » des FAZSOI ainsi que le Porte-Hélicoptères Amphibie (PHA) Tonnerre, en mission Jeanne d'Arc, ont été mobilisés pour le chargement et le transport de fret humanitaire.

De son côté, à Mayotte, le Tonnerre, avec son équipage et les 130 officiers élèves, a embarqué plus de 90 palettes de matériel.

A bord, l'armée de Terre compte une section du 1er régiment étranger de génie (1er REG) dotée de moyens lourds EGAME/EGRAP (tractopelles), présente sur le Tonnerre depuis le début de la mission Jeanne d'Arc. Un détachement du régiment d'infanterie chars de marine (RICM) a également embarqué avec ses 2 GBC (véhicule cargo tout terrain militaire) et ses 7 MASSTECH (véhicules 4x4 de nouvelle génération) à Djibouti alors qu'il participait à l'exercice Wakri.

Deux hélicoptères Gazelle du 3^e régiment d'hélicoptères de combat sont disponibles sur le bâtiment.

Le groupe Jeanne d'Arc, qui comporte le Tonnerre et la frégate La Fayette a été scindé à cette occasion pour répondre à une double mission : si le PHA Tonnerre, renforcé de moyens des Forces Française de Djibouti, est réorienté pour contribuer à cette mission d'assistance humanitaire, la frégate légère furtive La Fayette maintient quant à elle sa participation aux missions de souveraineté dans le canal du Mozambique, dans laquelle était engagé le groupe Jeanne d'Arc. Le Tonnerre a appareillé le 25 mars, et procède actuellement aux opérations de débarquement du fret.

La frégate de surveillance Nivôse (faisant partie des FAZSOI) a appareillé depuis la Réunion, le mardi 26 mars 2019, avec plusieurs tonnes de matériel humanitaire livré par la Croix-Rouge. Elle devrait débiter les opérations de débarquement du matériel le samedi 30 mars.

Les deux bâtiments vont décharger le matériel à proximité des populations sinistrées. Sur place, l'objectif est de contribuer aux opérations de soutien aux populations démunies, soutenir les organisations non gouvernementales, renforcer les structures de soutien déjà existantes et apporter un renfort médical.



MISSION JEANNE D'ARC 2019

LE GROUPE JEANNE D'ARC 2019 EN SOUTIEN DIRECT A L'OPERATION ATALANTA

Avant la réorientation de sa mission vers le Mozambique, le groupe Jeanne d'Arc, composé du Porte-Hélicoptères Amphibie Tonnerre et de la Frégate La Fayette, a apporté son soutien direct à l'opération EU NAVFOR ATALANTA à compter du 18 mars 2019. La présence du groupe est venue renforcer, dans le cadre de cette opération, la stabilité de la zone du golfe d'Aden et de l'océan Indien, routes maritimes stratégiques.

En complément des surveillances maritimes et des missions de reconnaissances réalisées par un Falcon 50 de la 24F déployé dans la zone et une alouette III de la 22S déployée à bord du Tonnerre, le groupe Jeanne d'Arc a patrouillé au large de la Somalie. Chaque jour, les équipes de visite des deux bâtiments ont été envoyées sur des boutres pour échanger avec les équipages et relever des éléments d'ambiance permettant de déceler une éventuelle reprise d'activité de la piraterie. Le La Fayette s'est chargé de vérifier l'application des Best Management Practice, mesures prises par les navires de commerce pour les protéger face aux pirates. Les bâtiments ont également navigué à quelques nautiques des côtes somaliennes, là où les pirates installaient leur camp, afin de dissuader toute nouvelle reprise d'activité.

Cette opération a permis aux 130 officiers élèves en formation de découvrir l'organisation d'une force navale en opérations. Certains d'entre eux ont directement pris part aux actions menées, en intégrant les équipes de visite ou en étant de quart en passerelle ou en passerelle aviation.

La contribution du groupe Jeanne d'Arc à Atalanta est l'une des nombreuses missions opérationnelles auxquelles le groupe prend part tout au long de son parcours. C'est un signe fort de soutien à l'opération européenne dont le commandement des opérations sera transféré le 29 mars 2019 de Northwood (Royaume-Uni) à Rota (Espagne) et à Brest qui hébergera le centre MSCHoA (Maritime Security Centre – Horn of Africa). Ce centre sera en charge de la communication sur la situation maritime avec les compagnies maritimes civiles.



PACIFIQUE

SAISIE DE DROGUE PAR LA FREGATE DE SURVEILLANCE PRAIRIAL

Les Forces armées en Polynésie française ont saisi le 23 mars près de 800 kilos de cocaïne dans les eaux internationales, au large du Nicaragua. Cette opération a été réalisée par la frégate de

surveillance « Prairial », en mission de longue durée dans le Pacifique, avec l'appui de l'Etat-major interarmées et du bureau de l'action de l'Etat en mer des forces armées en Polynésie française.

La frégate, intégrée dans les opérations de lutte contre les trafics illicites aux côtés de plusieurs nations, sous le contrôle tactique du Joint Interagency Task Force – South (JIATF-S), a inspecté un « panga », une embarcation de pêche traditionnelle en Amérique du Sud, au comportement suspect, à la dérive en haute-mer au large du Nicaragua, à la suite de la détection de cette embarcation par un avion de patrouille maritime américain.

Pendant le transit du Prairial vers le panga, le commandement supérieur des Forces armées en Polynésie française à Tahiti active les voies diplomatiques pour mettre en œuvre l'article 17 de la convention de Vienne sur la répression du trafic de stupéfiants. Les éléments de suspicion rassemblés permettent d'obtenir l'accord de l'Etat du pavillon à la fouille. Le commandant du Prairial déploie alors son équipe de visite à bord, qui débouche sur la saisie de 766 kg de cocaïne.

Le contre-amiral Laurent Lebreton, commandant de la zone maritime Pacifique (ALPACI) et commandant supérieur des Forces armées en Polynésie française, a félicité les intervenants et l'équipage pour cette « belle action collective », « une première depuis que les Forces armées en Polynésie française intègrent ce dispositif. » La coopération avec les Etats riverains, notamment l'Equateur et la Colombie, a été très bénéfique.

Cette action s'intégrait dans une première participation à l'opération internationale Orion III, plus vaste encore, et qui mobilise l'ensemble des marines et des garde-côtes de la région, dans un effort commun de lutte contre le narcotrafic par voie de mer.



CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THÉÂTRE

- Reprise de la poche de Baghouz

Après de violents combats, les Forces Démocratiques Syriennes ont planté leur drapeau sur Baghouz le samedi 23 mars, ce qui marque la fin de l'emprise territoriale de Daesh au Levant.

Cette chute du pseudo-califat marque une étape décisive et couronne les efforts des Forces Démocratiques Syriennes, des forces de sécurité irakiennes, de la coalition internationale et des forces françaises de l'opération Chammal, dans la moyenne vallée de l'Euphrate, mais elle ne signifie pas la fin de la guerre contre Daesh. Comme l'a annoncé la ministre des Armées, madame Florence Parly, le combat continue.

- Poursuite des actions en Irak

La situation sécuritaire reste stable en Irak, et reste sous contrôle des forces de sécurité intérieures.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

A la suite de la reprise des derniers territoires encore aux mains de Daesh, le dispositif des forces françaises engagées au Levant va évoluer ces prochaines semaines. La France poursuit actuellement son engagement au sein du pilier appui de la coalition à travers la poursuite des opérations aériennes : les aéronefs français continuent de remplir des missions de surveillance et de renseignement en Irak et en Syrie tout en étant en mesure de procéder à des frappes.

Le groupe aéronaval participe toujours à l'opération Chammal. Le destroyer américain USS Ross a rejoint le groupe aéronaval le 22 mars.

- Un A330 MRTT « Phénix » participe pour la première fois à la relève des Rafale au Levant

Vendredi 22 mars 2019, l'A330 Phénix de la 31e escadre aérienne de ravitaillement et de transport stratégique a été déployé au Levant, dans le cadre de la relève de deux avions de combat Rafale.

Pour la première fois, le nouvel avion stratégique de l'Armée de l'air a convoyé deux Rafale de la 30e escadre de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan, qui ont pris le relais deux Rafale de la 4e escadre, stationnée sur la base aérienne 113 de Saint-Dizier. Le Phénix a décollé peu après 9 h de la base aérienne 125 d'Istres. Il a rejoint les Rafale de Mont-de-Marsan sur un axe de ravitaillement au large de la Corse. Après 4 h 30 de vol, le Phénix a atterri à Amman-Marqa en Jordanie. Au total, un peu plus de douze tonnes de pétrole ont été délivrées aux deux avions de chasse.

Il s'agissait du premier véritable convoyage d'avions d'armes confié à un Phénix. Le succès de cette mission confirme les capacités du Phénix, et en particulier, le système de préparation de mission récemment reçu.

Livré à l'Armée de l'air au mois de septembre 2018, le Phénix est un aéronef multi-rôles, tant ravitailleur que transporteur (fret et passagers). L'avion de ligne A330 a été militarisé et adapté aux besoins spécifiques de l'Armée de l'air. En janvier dernier, l'A330 Phénix réalisait sa première mission très longue distance dans le cadre de l'exercice « Marathon-Monfreid ».

Si la dissuasion reste la mission première des ravitailleurs, le Phénix permettra aussi d'assurer, sans discontinuité et avec des performances substantiellement accrues, les missions de ravitaillement en vol des capacités conventionnelles de transport de personnel et de fret, d'évacuation aéro-médicalisée et de relais de communication et de renseignement. Aux termes de la loi de programmation militaire 2019-2025, l'Armée de l'air sera dotée de 15 Phénix à l'horizon 2025.



- La Task Force Monsabert forme les auxiliaires sanitaires irakiens

Fin mars a lieu le pèlerinage chiite d'Al Kadhimiya qui est l'un des plus importants de la région. Cet événement — qui rassemble des millions de personnes à Bagdad —, constitue un réel défi pour la 6e division irakienne chargée de la sécurité de la capitale. Il représente également un défi pour les auxiliaires sanitaires militaires.

La Task force Monsabert a organisé avec l'équipe médicale française un programme de formation et d'entraînements spécifiques qui s'est déroulé du 17 au 19 mars, pour entraîner le personnel de santé irakien en vue de son déploiement sur le terrain.

La première journée a été consacrée à la remise à niveau des ambulances irakiennes. Les véhicules ont été équipés selon des standards simples, avec du matériel adapté pour les premiers secours et le combat.

Pour la seconde journée, les instructeurs ont créé trois protocoles de prise en charge de blessé adaptés aux ressources matérielles dont disposent les Irakiens.

Les stagiaires ont pu mettre en pratique les procédures et protocoles nouvellement acquis de la prise en charge sur le lieu de l'incident au transport vers le centre de traitement, à l'occasion d'une séance de restitution organisée par la TF Monsabert.

- Sorties air hebdomadaires (bilan du 20 au 26 mars inclus)

Les aéronefs français basés en Jordanie et aux Émirats arabes unis, et projetés depuis le groupe aéronaval poursuivent leurs actions contre Daech, au sein de la coalition.

Cette semaine, les aéronefs de l'opération Chammal ont réalisé 62 sorties aériennes (bilan du 20 au 26 mars inclus). Les Rafale français n'ont pas conduit de frappe cette semaine.

BARKHANE

ACTIVITÉ DE LA FORCE

- Situation sécuritaire

La semaine a été marquée le 23 mars par le massacre des villageois d'Ogossagou, dans la région de Mopti au Mali, massacre dont les auteurs ne sont pas formellement identifiés. En réponse à cette situation d'une gravité exceptionnelle, le président de la République malienne a pris des premières mesures visant à renouveler le commandement des forces armées maliennes, chargées de la sécurité, ainsi qu'à démanteler les milices armées. Les autorités françaises ont fermement condamné ces actes effroyables et exprimé leur solidarité avec les populations maliennes, cibles de ces actions lâches et ignobles.

- Les chefs d'état-major français et britannique en visite dans la bande sahélo-saharienne

Les 20 et 21 mars 2019, le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA) s'est rendu au Mali avec son homologue britannique le général Nicholas Carter afin de rencontrer les soldats de l'opération Barkhane. À leur arrivée à Bamako, la capitale malienne, les chefs d'état-major ont rencontré différentes autorités civiles et militaires.

Les deux chefs d'état-major sont arrivés à la tombée de la nuit sur la base permanente de la force à Gao, où les honneurs leur ont été rendus par un détachement franco-britannique avant d'être accueillis par le général Blachon, commandant la force Barkhane et son représentant à Gao, le colonel Violante-Charbuy.

Le lendemain matin, sur la place d'armes, à l'occasion de la cérémonie des couleurs qu'il présidait, le général Lecointre a rappelé l'importance de la coopération franco-britannique au Sahel, tout en remerciant plus largement chacune des nations associées à la force dans le combat contre le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne.

« Afin d'atteindre l'ensemble de nos objectifs, nos partenaires européens seront demain plus indispensables que jamais. Cette opération est un intérêt majeur pour l'Europe tout entière » a annoncé le général Lecointre.

« Mon rôle est d'apporter des conseils aux membres de la classe politique britannique. C'est la raison de ma présence ici ce jour et c'est exactement ce que je ferai à mon retour à Londres. Même si nous devons quitter l'Union européenne, ce sont des alliances comme celle-ci que nous renforcerons dans le futur, car elles sont le futur » a assuré le général Carter.

S'adressant aux soldats français, le CEMA a salué leur engagement et leur professionnalisme, et a exprimé sa fierté d'être à leur tête, les encourageant à poursuivre la défense de la France depuis l'extérieur, avec toujours autant de ferveur, de courage et de valeurs.

Les deux généraux se sont ensuite envolés vers Ménaka à bord d'un CH-47 Chinook de la Royal Air Force. Accueillis sur la base avancée temporaire par le colonel Soubrier, chef de corps du groupement tactique désert Bir Hakeim, les deux généraux ont suivi une patrouille en ville afin de s'imprégner de la situation dans le Liptako malien. Au contact de la population, ils ont pu mesurer les avancées dans cette région depuis que les forces armées maliennes et Barkhane y agissent quotidiennement, consolidant la sécurité des habitants. De retour sur la base de Gao, les chefs d'état-major sont allés à la rencontre du détachement britannique intégré au sein du groupement tactique désert aérocombat (GTD-A), qui fournit un appui logistique essentiel à la conduite des opérations de la force Barkhane. Depuis le mois d'août 2018, 4100 personnes ont été transportées, et 240 tonnes de matériel ont été hélicoptérées. Ils ont ensuite rendu visite aux contingents de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du

Mali (MINUSMA) et des forces armées maliennes (FAMa), qui sont les partenaires majeurs de la force Barkhane.



- Sorties air hebdomadaires (bilan du 20 au 26 mars inclus)

Les avions de la force Barkhane ont réalisé 71 sorties, parmi lesquelles 25 sorties de chasse, 15 sorties de ravitaillement/ISR, et 31 missions de transport. 71 sorties avaient été réalisées la semaine dernière.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE (SAHEL)

Le VPS2 est déployé au Sahel

<http://lemamouth.blogspot.com/> lundi 25 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Commandé à trente exemplaires à la PME Technamm (le transformateur qui réalise le Masstech) par le **COS**, le VPS2 est déployé depuis maintenant plusieurs semaines en bande sahélo saharienne. Les premières photos sont publiées dans le prochain RAIDS (1), en kiosque dans quelques jours, juste avant le Sofins où il pourrait aussi être visible.

Le VPS2 a été acquis en crash program du fait des retards du VLFS, que le COS n'attend plus avant 2022, soit un retard de plusieurs années (qui fait suite à celui du PLFS).

Le contrat avait été notifié en février dernier. Il aura fallu moins d'un an pour fabriquer, expérimenter, et équiper les véhicules (armes, communication, etc).

Le VPS2 est fondé sur un véhicule britannique, le Fox de Jankel, développé à partir d'un châssis de Toyota.

Les trois armées utilisent le VPS 2, permettant ainsi de simplifier la chaîne logistique et les relèves. Il subsistera néanmoins deux types d'engins, les VPS et les nouveaux véhicules.

Ainsi que des buggys, un type d'engin dont le COS vient d'acquérir plusieurs exemplaires, à des fins d'expérimentation, autant de sujets à découvrir dans une interview accordée par le GCOS au magazine.

(1) je publie également chez RAIDS un hors-série de 84 pages consacré aux équipements du COS.

BARKHANE : Briefing avant décollage pour les chasseurs de Niamey

Mise à jour : 25/03/2019

Sur la base aérienne projetée (BAP) de Niamey, les équipages de l'aviation de chasse engagés quotidiennement au sein de l'opération Barkhane se retrouvent systématiquement en salle de briefing avant de partir en mission. C'est une étape essentielle qui permet à chacun d'appréhender l'environnement de la mission à venir et d'anticiper les réactions au sein de la patrouille pour faire face aux différents cas de figure qui pourraient se présenter. Aujourd'hui ce sont le capitaine Laurent, pilote de Mirage 2000C, le commandant Alexandre pilote de Mirage 2000D et son navigateur, le capitaine Gauthier qui sont réunis autour de la carte.

Au cours de la première phase du briefing, l'officier renseignement présente aux équipages leur zone d'évolution et le contexte sécuritaire de la mission à venir. Durant cette séquence, les aviateurs reçoivent un rafraîchissement sur la situation tactique en vigueur sur l'ensemble du théâtre car une fois en vol la patrouille est susceptible de changer de mission et d'être réorientée pour appuyer le cas échéant une unité, de la force Barkhane ou des armées locales, prise sous le feu ennemi.

Après le briefing renseignement, les équipages détaillent les phases essentielles de la mission. L'ensemble des actions dites standard ou de routine, sont abordées dans la séquence dite de « domestic ». Le capitaine Laurent détaille alors les moyens aériens disponibles, la configuration des avions (emport carburant, armement, équipements spécifiques), la météo, les différentes phases de transit ainsi que les altitudes à respecter en fonction de la position des avions civils ou alliés (drone, ravitailleurs etc.).

Avant chaque mission, un leader de patrouille est désigné et prend en compte la partie « tactique » du briefing. Le capitaine Gauthier détaille alors méthodiquement la chronologie de la mission et envisage toutes les options. En effet, en fonction de la situation et des besoins exprimés par les troupes au sol, les avions peuvent graduer leur action, d'un simple show of présence en altitude au tir d'une munition de précision en passant par le show of force à très basse altitude et très grande vitesse. Le capitaine précise ensuite les points de ravitaillement ainsi que le volume de carburant à percevoir. Phase très technique et cruciale pour la réussite de la mission, le ravitaillement en vol est réalisé à en moyenne 8 000 m d'altitude et 600km/h. Les différentes heures de rendez-vous avec le C135 ravitailleur doivent être parfaitement respectées.

Le commandant Alexandre clôt le briefing par un point sur la sécurité, rappelant entre autres consignes les réactions à adopter en cas de panne ou bien encore les noms des différents terrains de déroutement. Le briefing achevé, les équipages peuvent alors rejoindre les cockpits de leurs appareils et se préparer à décoller. Cette fois-ci il s'agissait d'une mission planifiée, parfois, en cas de décollage sur alerte pour une intervention très rapide, le briefing est moins étoffé pour ne se consacrer qu'à l'essentiel, il n'en demeure pas moins la pièce angulaire de la mission qui permet d'allier efficacité et sécurité.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Manœuvre logistique avec la MINUSMA à Kidal

Mise à jour : 26/03/2019

Les soldats du groupement tactique logistique « *Mostaganem Fribourg* » ont assuré début mars le ravitaillement de la base en réalisant un convoi logistique reliant Gao à Kidal.

Le déchargement du fret et du carburant consiste en une manœuvre délicate appelée « *rupture de charge* » ; cette manœuvre est conduite à l'arrivée du convoi sur les différentes emprises.

Au cours de cette opération, les soldats de la force Barkhane ont pu compter une nouvelle fois sur l'appui de leurs homologues de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Parti de Gao, le convoi logistique a atteint la base de Kidal après un trajet de plusieurs jours, avec en moyenne 16 heures de conduite quotidienne sur des itinéraires où la vigilance est requise.

L'entrée dans la base n'est pas synonyme de fin de mission pour les soldats de la force. Il leur reste à assurer le déchargement et le déconditionnement de près de 135 tonnes de fret et 340 mètres cube de carburant. *« Arrivés sur place, tout va très vite. Il faut impérativement livrer la ressource au bon endroit et apporter les bonnes choses aux bonnes personnes. La dépose des containers est une manœuvre qui prend du temps »* explique le capitaine Freddy, commandant le premier sous-groupe logistique.

Sur place, deux engins de manutention ont été mis à disposition des logisticiens de la force Barkhane par le personnel de la MINUSMA. Pour le commandant Jack, chef opération à la cellule logistique de la MINUSMA, il apparaît naturel que les partenaires travaillent main dans la main : *« Les éléments du génie bangladais de la MINUSMA ont mis à disposition des soldats de Barkhane une grue permettant de décharger jusqu'à 22 tonnes et un chariot élévateur. »*

Le capitaine Freddy conclut : *« L'appui fourni par les moyens de la MINUSMA nous a permis d'être beaucoup plus rapides et efficaces dans cette séquence de déchargement. »*

Leur mission de ravitaillement accomplie, les soldats du groupe logistique ne resteront que peu de temps à Kidal, reprenant ainsi avec la même ardeur, la route qui les ramènera vers la base de Gao.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Ravitaillement logistique de la base de Kidal

Mise à jour : 26/03/2019

Les soldats du groupe tactique logistique *« Mostaganem Fribourg »* ont réalisé du 25 février au 3 mars un convoi logistique reliant Gao et Kidal. Constitué de près de 60 véhicules, ce convoi a permis d'acheminer à travers le désert malien 135 tonnes de cargaison et 340 mètres cube de carburant.

Au moment du départ, le colonel Xavier Janny, commandant de l'unité logistique *« Mostaganem Fribourg »* est venu saluer ses hommes sur la base de Gao : *« Je vous transmets une pensée particulière de notre ministre, madame Parly, qui vous souhaite un bon convoi. Vous êtes entraînés pour cette mission, vous connaissez les risques. Restez vigilants. »*

Le lieutenant Wilhelm, chef d'escorte de l'unité logistique présente le dispositif adopté pour ce convoi : *« J'ai dix véhicules d'escorte qui assurent la protection du convoi. Je les réparties à l'avant,*

au milieu et à la fin du convoi.» La section d'infanterie et celle du génie accompagnent toujours les véhicules logistiques.

Ce convoi est complété par certains appuis spécialisés comme l'appui aérien avec la présence d'un contrôleur aérien (*Joint Terminal Attack Controller*), l'équipe santé avec son médecin, ainsi que les prévôts. Ces appuis permettent au convoi d'affronter toutes les situations.

Les consignes à appliquer sont particulièrement strictes pour éviter la menace des engins explosifs improvisés. Ces pilotes expérimentés parcourent le nord malien sur 360 kilomètres, en traversant des zones sablonneuses ou rocailleuses.

Chaque convoi est un véritable défi technique à relever ; les unités font face aux ensablements et aux crevaisons : *« ce convoi logistique implique une gestion permanente des imprévus techniques comme sécuritaires. Mes hommes sont bien entraînés et endurants ce qui leur permet d'anticiper et de réagir efficacement aux différents incidents rencontrés »* conclut le capitaine Freddy, commandant l'unité logistique.

Lors d'un franchissement difficile, le convoi s'immobilise et le dispositif de sécurité se met immédiatement en place. A la radio, on rend compte de l'ensablement d'un véhicule du convoi. Le lieutenant Wilhelm coordonne alors l'action de la section du génie et du peloton d'escorte, et ordonne l'intervention des deux camions de dépannage qui vont extraire le véhicule en difficulté.

Quelques minutes plus tard, le convoi reprend sa progression en direction de la plate-forme désert relais (PfDR) de Kidal qu'il atteindra sans encombre le lendemain matin.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Barkhane sauvé par la Medevac canadienne (actualisé)

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 27 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Peut-être parce que ce n'est pas le cadre d'intervention commun, c'est un article canadien qui nous apprend dans ces dernières heures qu'un Chinook canadien qui a contribué à l'extraction de blessés français le 10 mars. On ne l'apprend que maintenant, comme on apprend également, dans la même source, qu'une douzaine de soldats avaient été "blessés". Dans sa propre classification, l'EMA français a confirmé, jeudi dernier, avoir pris en compte deux blessés urgents (Alpha) évacué rapidement vers la France par un vol stratevac, puis deux autres, le lendemain. Selon cette source, les blessés "les plus graves" ont été évacués par la Medevac de Barkhane. Deux HM de la force sont arrivés sur place 90 minutes après le déclenchement de l'alerte, sachant que l'EMA indique un temps de trajet d'une heure.

Le confrère explique également aussi que Barkhane et l'opération de la Minusma, qui n'entretiennent pas toujours des relations excellentissimes, ont un accord d'assistance mutuelle. Dans un article publié dans RAIDS à l'automne, j'avais rappelé comment un HM Medevac français avait évacué un ressortissant civil de l'ONU à Ménaka, touché lors d'une attaque de roquettes.

Le blessé, français et ancien militaire avait été transporté dans ce moyen militaire français, plutôt que dans le HM Medevac de la Minusma d'astreinte, après accord entre les deux PECC.

On ignore,, à ce stade, ce qui a motivé l'intervention du Chinook canadien, le 10 mars. Pas forcément l'urgence, puisque le confrère évoque un délai de deux heures pour arriver sur place, un délai sans doute rallongé par le caractère inhabituel de la procédure.

Théoriquement, la France dispose de pas moins de quatre équipes de Medevac hélicoptérée, rien que sur le fuseau ouest, et d'un Casa nurse (l'autre étant à N'Djamena). De HM Medevac qui sont néanmoins de taille bien plus réduite, ce qui remet sur le tapis un assez vieux sujet, guère traité, celui de l'hélicoptère de transport lourd, à détenir en propre, car il n'y aura pas forcément toujours un ami pour assister les forces françaises (1).

A cet égard, difficile d'évoquer, donc, le bénéfice des coalitions, puisque Barkhane et la Minusma, qui ont des ROE particulièrement différentes, n'opèrent pas dans une coalition. Et que l'hélicoptère canadien n'a opéré que parce que les combats avaient cessé.

(1) à cet égard, les Chinook britanniques ne sont sensés participer qu'à des missions logistiques (fret, transport de personnel hors contexte de combat), n'incluant pas les MEDEVAC. Et à chaque fois, sous la protection d'un hélicoptère de reconnaissance et d'attaque. Ces appareils ont réalisé 600 missions depuis juillet 2018.

BARKHANE : Les chefs d'état-major français et britannique en visite dans la bande sahélo-saharienne

Mise à jour : 27/03/2019

Les 20 et 21 mars 2019, le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA) s'est rendu au Mali avec son homologue britannique le général Nicholas Carter afin de rencontrer les soldats de l'opération Barkhane. À leur arrivée à Bamako, la capitale malienne, les chefs d'état-major ont rencontré différentes autorités civiles et militaires.

Les deux chefs d'état-major sont arrivés à la tombée de la nuit sur la base permanente de la force à Gao, où les honneurs leur ont été rendus par un détachement franco-britannique avant d'être accueillis par le général Blachon, commandant la force Barkhane et son représentant à Gao, le colonel Violante-Charbuy.

Le lendemain matin, sur la place d'armes, à l'occasion de la cérémonie des couleurs qu'il présidait, le général Lecointre a rappelé l'importance de la coopération franco-britannique au Sahel, tout en remerciant plus largement chacune des nations associées à la force dans le combat contre le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne.

S'adressant aux soldats français, il a exprimé sa fierté d'être à leur tête, les encourageant à poursuivre la défense de la France depuis l'extérieur, avec toujours autant de ferveur, de courage et de valeurs :

« Je suis particulièrement fier et ému d'être là aujourd'hui. D'avoir l'occasion de rencontrer mes soldats en opération, dans une mission qui est absolument essentielle à la sécurité de notre pays. Vous mesurez pleinement cette responsabilité et vous savez ce qu'il en coûte de l'assumer. La France est fière de ses soldats. Je mesure pleinement l'exigence de votre mission. Elle exige un engagement total dans un milieu dur, en étant confronté à un ennemi qui ne fait aucun cadeau et ne recule devant aucun mode d'action. Je voulais vous dire ma fierté devant ce bel engagement, votre très grand professionnalisme, votre capacité à travailler en frères d'armes avec nos frères britanniques et avec les armées maliennes et européennes. Je voulais vous dire également que je pense à vos familles, dont je connais le prix de l'engagement qui est aussi le leur. Vous avez toute ma confiance, toute mon amitié et toute ma fraternelle admiration. »

Les deux généraux se sont ensuite envolés vers Ménaka à bord d'un CH-47 Chinook de la Royal Air Force. Accueillis sur la base avancée temporaire par le colonel Soubrier, chef de corps du groupement tactique désert Bir Hakeim, les deux généraux ont suivi une patrouille en ville afin de

s'imprégner de la situation dans le Liptako malien. Au contact de la population, ils ont pu mesurer les avancées significatives observées dans cette région depuis que Barkhane et ses partenaires y agissent quotidiennement, consolidant la sécurité des habitants.

« Afin d'atteindre l'ensemble de nos objectifs, nos partenaires européens seront demain plus indispensables que jamais. Cette opération est un intérêt majeur pour l'Europe tout entière » a annoncé le général Lecointre.

« Mon rôle est d'apporter des conseils aux membres de la classe politique britannique. C'est la raison de ma présence ici ce jour et c'est exactement ce que je ferai à mon retour à Londres. Même si nous devons quitter l'Union européenne, ce sont des alliances comme celle-ci que nous renforcerons dans le futur, car elles sont le futur » a assuré le général Carter.

De retour sur la base de Gao, les chefs d'état-major sont allés à la rencontre du détachement britannique intégré au sein du groupement tactique désert aérocombat (GTD-A), qui fournit un appui logistique essentiel à la conduite des opérations de la force Barkhane.

En fin d'après-midi, les généraux ont poursuivi ont rendu visite aux contingents de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA) et des forces armées maliennes (FAMa). Partenaires majeurs de la force Barkhane dans le cadre du rétablissement de la paix, ces contingents œuvrent quotidiennement pour le renforcement de l'état de droit et la lutte contre le terrorisme. Le colonel Sanogo, commandant le secteur 1 FAMa, a longuement remercié le général Lecointre pour l'engagement de la France aux côtés du Mali et pour l'appui apporté par l'armée française en matière de formation, de soutien et d'appui aux opérations sur le terrain.

À l'issue de cette journée riche, raccompagnés sur le tarmac par le général Blachon, les deux chefs d'état-major et leurs délégations ont quitté le sol malien en C17 britannique afin de poursuivre leur déplacement conjoint vers d'autres destinations africaines.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Un hélicoptère Chinook canadien de l'ONU a assuré une évacuation médicale au profit de la force Barkhane

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 28 mars 2019



Le 10 mars dernier, dans le secteur d'Akabar [Mali], près de la frontière nigérienne, plusieurs militaires français ont été blessés [dont deux gravement] quand leur détachement a été la cible

d'une attaque « complexe », avec l'explosion d'un véhicule piégé [VBIED] à 30 mètres de sa position suivie par un assaut impliquant au moins une quinzaine de jihadistes à moto. Une patrouille de Mirage 2000 a alors effectué une démonstration de force, ce qui a mis les terroristes en fuite.

La communication de l'État-major des armées [EMA] n'a pas donné de détails au sujet de l'évacuation médicale [MEDEVAC] des blessés, si ce n'est que les deux plus sérieusement touchés ont été rapatriés le jour même vers la métropole pour être admis dans un hôpital d'instruction des armées [HIA] de la région parisienne.

Les précisions ont été données un peu plus de deux semaines plus tard, lors d'un entretien donné à la Presse canadienne par le colonel Travis Morehen, le commandant de l'opération « Presence – Mali », dont du contingent canadien de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies au Mali [MINUSMA].

Pour rappel, depuis juillet 2018, le Canada a déployé, à Gao [Mali] 8 hélicoptères, dont 3 CH-47F Chinook [transport] et 5 CH-146 Griffon [attaque, escorte].

« Les hélicoptères CH-47F Chinook sont disponibles pour mener des évacuations médicales. Ils peuvent également conduire d'autres missions pour soutenir la MINUSMA », comme le transport de troupes, de matériel, de fret et de nourriture ou encore l'aide au déploiement rapide des forces de l'ONU, précise le ministère canadien de la Défense.

Or, le 10 mars, l'un de ces CH-47F Chinook a été sollicité non pas par la MINUSMA mais par la force Barkhane. « Les Canadiens ont appris l'existence de l'attaque [d'Akabar] quand un officier français du camp de l'opération Barkhane à Gao les a informés, ajoutant qu'une évacuation médicale d'urgence pourrait être nécessaire », a raconté le colonel Morehen.

C'est ainsi que trois hélicoptères canadiens [1 CH-47F et 2 CH-146] sont arrivés aux lieux de l'attaque deux heures après avoir décollé de Gao, soit une fois les combats terminés. Et cela, « avec l'approbation du commandant de la mission de l'ONU », a souligné le colonel Morehen.

Le CH-47F Chinook, configuré comme un « hôpital volant » et avec les militaires français blessés son bord, a regagné Gao d'une traite. Mais pendant une partie du vol, il a été privé d'escorte, les deux CH-146 ayant dû se poser pour faire le plein. « Cela augmente le risque. Mais nous avons considéré le besoin de renvoyer les blessés dans des centres médicaux le plus rapidement possible », a justifié l'officier canadien.

Cela étant, la force Barkhane dispose de ses propres moyens pour assurer des missions MEDEVAC, dont un avion CASA CN-235 « Nurse » basé au Mali et 4 équipes spécialisées prêtes à embarquer à bord d'un hélicoptère pour ce type de mission.

Cependant, et comme l'a rappelé le colonel Morehen, la force Barkhane et la MINUSMA ont un accord de coopération pour de telles circonstances. En juillet 2018, un exercice MEDEVAC mené conjointement par les militaires français, des Casques bleus néerlandais et un CH-47F Chinook canadien avait permis de « tester la préparation des équipes médicales ainsi que les procédures d'alerte, basées sur la transmission de messages standardisés obligatoires pour toute évacuation », avait expliqué, à l'époque, le ministère des Armées.

À Gao, « les Français possèdent également un hôpital plus performant que celui de l'ONU », a expliqué l'officier canadien. C'est d'ailleurs pour cette raison que les Casques bleus blessés y sont souvent soignés. « Alors nos pilotes vont là-bas et s'assurent que nos procédures de vol sont correctes et nous avons également un arrangement technique avec eux pour le soutien médical », a-t-il dit.

La semaine passée, les Nations unies ont demandé au Canada de prolonger jusqu'au 15 septembre la mission de ses hélicoptères engagés au titre de la MINUSMA. Notamment parce que le détachement roumain, qui devait assurer la relève au 31 juillet prochain, ne sera pas prêt, son déploiement au Mali étant désormais prévu en octobre.

Photo : Archive (c) Ministère des Armées

CHAMMAL (IRAK)

CHAMMAL : Matelot sur avion patrouilleur Atlantique 2

Mise à jour : 25/03/2019

Le matelot Franck s'est engagé en novembre 2017 dans la Marine Nationale. Il participe actuellement à sa première opération extérieure sur la base aérienne projetée au Levant.

Après un baccalauréat gestion de transport international, Franck a franchi les portes du centre d'information et de recrutement des armées de Marseille. A l'issue d'une période de préparation militaire marine et trois ans de réserve au fort Saint-Louis de Toulon, le matelot s'engage en novembre 2017. « Je suis dorénavant mécanicien de la flotte, souligne le jeune homme. Je suis rentré par la petite porte, mais j'ai de belles opportunités de progression. » Après trois mois de formation à l'école des sous-officiers de l'armée de l'Air à Rochefort, il est breveté et est affecté sur avion de patrouille maritime Atlantique 2 (ATL2).

Déployé depuis la mi-février sur la base aérienne projetée au Levant, il découvre un nouvel univers. « Cette opération est une réelle opportunité pour moi, je me sens acteur de l'opération Chammal, explique le matelot de 21 ans. Je me suis engagé dans la Marine pour participer à des missions de cette ampleur. C'est également une opportunité d'en apprendre plus sur les autres spécialités.» Le matelot tient des fonctions d'opérateur au sein de l'équipage. Après quelques années d'expérience, il pourra se spécialiser dans un domaine et évoluer en termes d'emploi et de responsabilité.

Au quotidien, Franck est chargé de la mise en œuvre de l'avion de patrouille maritime Atlantique 2. Il participe à l'entretien de l'avion avant et après chaque vol et aux visites journalières sur l'avion. Il concourt également à la sécurité de l'aérodrome pendant les décollages et les atterrissages. Régulièrement engagé au profit de l'opération Chammal, l'ATL2 permet de compléter les capacités « intelligence, surveillance and reconnaissance » (ISR) du théâtre. Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Sergent Morgan, formateur renseignement

Mise à jour : 27/03/2019

Le sergent Morgan a pour mission de former les unités de contre-terrorisme irakiennes à la collecte de renseignements en quatre mois. Intégré à la Task Force Narvik, il vit au sein de l'Iraqi Counter Terrorism Service (ICTS) situé à Bagdad. Son équipe est composée de 6 Français et deux interprètes irakiens.

Le sergent Morgan est adjoint chef de groupe de la section d'aide à l'engagement débarqué (SAED) d'un régiment des troupes de marine. Il effectue actuellement sa première opération

extérieure dans le cadre de l'opération Chammal. Il y occupe la fonction de chef de stage collecte de renseignements (ICC- Intelligence Collecting Course).

« J'attendais cette première mission avec impatience, afin de mettre en application les différentes qualifications et savoir-faire acquis lors de ma formation » affirme le sergent Morgan.

Ce sous-officier et son équipe sont arrivés sur le théâtre au milieu du mois de février. Le 13 mars, ils ont achevé de dispenser leur premier stage axé sur l'exploitation tactique de site à des fins de renseignement, dont l'objectif était de permettre aux opérateurs irakiens de recueillir des informations dans une zone sensible, potentiellement piégée par l'ennemi. Lors de ce stage, ils ont formé, pendant deux semaines, une trentaine de stagiaires issus de différents bataillons des forces de contre-terrorisme irakiennes.

La première semaine était consacrée aux instructions pratiques et théoriques : photographie opérationnelle, sensibilisation aux risques liés aux engins explosifs improvisés, procédures de fouille (maison ou véhicule) et d'exploitation de matériels sensibles (armes, téléphones, GPS, etc.).

Lors de la seconde semaine, les stagiaires ont restitué les connaissances acquises à travers de nombreux ateliers sur le terrain. Ils ont aussi bénéficié de cours portant sur les techniques d'interrogation et de gestion de personnels capturés.

Le stage s'est achevé sur un exercice final faisant la synthèse de l'instruction, suivi d'une remise de diplômes.

« C'est un honneur de pouvoir transmettre nos connaissances aux unités d'élite irakiennes car elles jouent un rôle prépondérant dans la lutte contre le terrorisme. La plupart des stagiaires de l'ICTS ont une grande expérience et une connaissance approfondie du combat. Aujourd'hui, je suis convaincu qu'avec le niveau d'instruction qu'ils ont reçu durant ce stage, ils ont tous les outils pour remplir leurs futures missions avec succès » témoigne le sergent Morgan au nom de son équipe.

A titre personnel, ce dernier confie qu'il a été marqué par ces deux semaines aux côtés des stagiaires irakiens : « en tant que militaire, c'est une chance de pouvoir échanger avec des hommes qui ont combattu à Mossoul. »

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Le Phénix déployé dans le cadre de l'opération Chammal

Mise à jour : 27/03/2019

Vendredi 22 mars 2019, l'A330 Phénix de la 31e escadre aérienne de ravitaillement et de transport stratégique a été déployé au Levant, dans le cadre de la relève de deux Rafale de combat.

Pour la première fois, le nouvel avion stratégique de l'Armée de l'air a convoyé deux Rafale de la 30e escadre de la base aérienne 118 Mont-de-Marsan, qui ont pris le relais deux Rafale de la 4e escadre, stationnée sur la base aérienne 113 de Saint-Dizier. Le Phénix a décollé peu après 09h00 de la base aérienne 125 d'Istres. Il a rejoint les Rafale de Mont-de-Marsan sur un axe de ravitaillement au large de la Corse. Les trois aéronefs ont ensuite mis le cap à l'est et longé les côtes italiennes, puis grecques avant de se séparer peu avant d'atteindre Israël. Après 4 heures 30 de vol, le Phénix a atterri à Amman-Marqa en Jordanie. Au total, un peu plus de 12 tonnes de pétrole ont été délivrées aux deux avions de chasse. *« Ce qui reste une « petite » livraison au vu des capacités du Phénix. Cela prouve une fois encore la capacité multirôle de ce vecteur et la possibilité éventuelle de mixer les missions (transporter du fret, voire des passagers lors d'une mission de convoyage) »,* détaille le commandant François, commandant de bord.

Une fois arrivés sur la base aérienne projetée en Jordanie, les deux Rafale monoplaces ont été mis en configuration de guerre. Cette phase revêt une importance opérationnelle primordiale en termes de maintien des capacités d'alerte : en cas de besoin, des avions sont toujours équipés et prêts à décoller au profit de l'opération Chammal. Dans quelques jours, après une mise en condition opérationnelle, ils participeront à la lutte contre le groupe terroriste Daech en Irak. Engagés depuis le 25 novembre 2018, les quatre Rafale B ont effectué 300 sorties (soit un total de presque 1500 heures de vol) et plus de 700 ravitaillements en vol.

Quant aux deux Rafale biplaces, ils sont retournés en France quelques jours plus tard, le 24 mars, convoyés par le Phénix qui a procédé à un ravitaillement en vol. *« Cette mission a été attribuée au Phénix il y a quelques semaines et il s'agissait du premier « véritable » convoyage d'avions d'armes confié à un Phénix »,* précise le commandant François. Une mission réalisée avec brio qui permet de confirmer les capacités du Phénix. *« En particulier, le système de préparation de mission récemment reçu a fait l'objet d'une expérimentation et les conclusions du compte rendu permettront de rédiger un nouveau GUO (guide d'utilisation opérationnelle) convoyage, qui comptera de nombreuses modifications par rapport à l'existant, notamment dans la phase de planification et de préparation des convoysages ».*

Livré à l'Armée de l'air au mois de septembre 2018, le Phénix est un aéronef multirôle, tant ravitailleur que transporteur (fret et passagers). L'avion de ligne A330 a été militarisé et adapté aux besoins spécifiques de l'Armée de l'air. En janvier dernier, l'A330 Phénix réalisait sa première mission très longue distance dans le cadre de l'exercice « Marathon-Monfreid ». Si la dissuasion reste la mission première des ravitailleurs, le Phénix permettra aussi d'assurer, sans discontinuité et avec des performances substantiellement accrues, les missions de ravitaillement en vol des capacités conventionnelles de transport de personnel et de fret, d'évacuation aéromédicalisée et de relais de communication et de renseignement. Aux termes de la loi de programmation militaire 2019-2025, l'Armée de l'air sera dotée de 15 Phénix à l'horizon 2025.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Nouvel avion ravitailleur de l'armée de l'Air, le Phénix a participé à sa première opération extérieure

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 28 mars 2019



Seulement quatre jours après avoir obtenu ses certificats de navigabilité délivrés par la Direction de la sécurité aéronautique d'État [DSAé], le nouvel avion ravitailleur de l'armée de l'Air, l'A330 MRTT « Phénix », a pris part à sa première opération extérieure [OPEX] lors d'une mission au profit de la force Chammal, en Jordanie.

En effet, le 22 mars, et pour la première fois depuis qu'il a été livré à la 31e Escadre aérienne de ravitaillement et de transport stratégique, il y a cinq mois, cet appareil a convoyé deux Rafale de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan vers la base aérienne projetée [H5] installée en Jordanie.

« Le Phénix a décollé peu après 09h00 de la base aérienne 125 d'Istres. Il a rejoint les Rafale de Mont-de-Marsan sur un axe de ravitaillement au large de la Corse. Les trois aéronefs ont ensuite mis le cap à l'est et longé les côtes italiennes, puis grecques avant de se séparer peu avant d'atteindre Israël », explique l'État-major des armées [EMA].

Au cours des 4 heures 30 qu'aura duré ce vol, le Phénix a livré 12 tonnes de carburant aux deux Rafale qui l'accompagnaient. « Ce qui reste une 'petite' livraison au vu de ses capacités. Cela prouve une fois encore la capacité multirôle de ce vecteur et la possibilité éventuelle de mixer les missions [c'est à dire transporter du fret et/ou des passagers tout en ravitaillant en vol d'autres avions, ndlr] », a souligné le commandement de bord de l'appareil.

Les deux Rafale C de la 30e Escadre de Chasse ont été envoyés en Jordanie pour y relever deux des quatre Rafale B, qui, habituellement basés à Saint-Dizier, étaient alors engagés au Levant depuis le 25 novembre dernier [ce qui leur fait, au compteur, 300 sorties, 1.500 heures de vol et 700 ravitaillement en vol].

L'A330 MRTT est resté deux jours en Jordanie, soit le temps pour mettre les Rafale C en configuration « guerre » et attendre que les appareils remplacés soient préparés pour leur retour en France.

Cette première mission effectuée dans le cadre d'une opération extérieure a été riche en enseignements, visiblement plus que lors de la participation de cet appareil à l'exercice « Marathon-Monfreid », en janvier. « En particulier, le système de préparation de mission récemment reçu a fait l'objet d'une expérimentation et les conclusions du compte rendu permettront de rédiger un nouveau GUO [guide d'utilisation opérationnelle] convoyage, qui comptera de nombreuses modifications par rapport à l'existant, notamment dans la phase de planification et de préparation des convoys », explique son commandant de bord.

Pour rappel, l'A330 MRTT Phénix est capable de délivrer 50 tonnes de carburant [contre seulement 17 tonnes pour le C-135 FR], avec une autonomie sur zone de 4h30, à 2.000 km de distance.

« Le ravitaillement en vol connaît une indéniable rupture en particulier avec le Phénix, en particulier, capable de décoller quasi-systématiquement avec la masse maximale, il disposera de meilleures performances que le C-135 mais aussi d'une meilleure disponibilité. Il offrira ainsi un temps disponible sur zone supérieur pour les avions de chasse. [...] Il confortera la capacité de projection de puissance et de force, en effectuant des missions de transport de passagers et de

fret [40 tonnes à 7000km] », fit valoir l'armée de l'Air, à l'occasion de la livraison de son premier des 15 Phénix qui lui ont été promis.

Photo : Archive (c) Armée de l'Air

CHAMMAL : Sergent-chef Willem, adjoint de la section protection

Mise à jour : 28/03/2019

Le sergent-chef Willem, sous-officier adjoint de la section en charge de la protection de la Task Force Monsabert en Irak, est chargé de la répartition des missions entre les 34 hommes de la section. Les fantassins de cette unité, organisés en quatre groupes de 8 hommes, mènent des activités liées notamment à la protection des militaires et de l'emprise du camp français, installée au sein de ceux de la 6e division irakienne.

Tout le long de la journée, les groupes se relèvent sur différentes tâches à accomplir. Ces tâches portent essentiellement sur la sécurité du camp : adaptation du plan de défense, garde, filtrage et vérification des véhicules, sécurité incendie et entretien. Ils ont également la charge de la sécurité des conseillers sur les lieux de cours et d'entraînement.

Les missions sont variées, car les soldats participent également aux formations réalisées par la Task Force au profit des Irakiens. Leur savoir-faire de fantassin est mis au profit lors des stages de tir ou de combat en zone urbaine.

Quant au sergent-chef Willem, il est en charge d'un stage « entraînement physique » destiné à former trois moniteurs de sport irakiens et quinze stagiaires.

Ce nouveau défi enthousiasme Willem. Ce passionné de sport est un ancien champion de France junior d'athlétisme. Dès qu'il a du temps libre, il prépare ses cours : « j'ai consulté des livres, contacté des connaissances militaires et civiles du domaine du sport ; j'ai également effectué des recherches sur internet. »

Bienveillant, il n'hésite pas à conseiller les stagiaires et proposer des nouveautés : « Je travaille à la mise en place de fiches avec différents types de séances. Au programme : musculation, fractionné, course à pieds etc. L'objectif est que les moniteurs soient capables de varier et d'alterner les séances en fonction des résultats attendus. J'ai envie de donner aux moniteurs une boîte à outils complète dans laquelle ils puissent piocher facilement ».

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS MARITIMES

Mission Jeanne-d'Arc

Cyclone Idai: le PHA Tonnerre a chargé du fret à Mayotte et fait route vers Beira

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 25.03.2019 Par Philippe Chapleau



Le porte-hélicoptères *Tonnerre* a quitté Mayotte pour le Mozambique. Le bâtiment a interrompu sa mission *Jeanne d'Arc* pour rallier Mayotte où il a chargé des stocks de vivres et de matériel de la plateforme d'intervention régionale (PIROI) de l'océan Indien. Il emporte 25 tonnes d'aide destinées aux populations sinistrées du Mozambique. Petit rappel: le *Tonnerre* a déjà été mobilisé à Saint-Martin (Antilles) après l'ouragan *Irma*, en 2017.

Le *Tonnerre*, accompagné de la frégate furtive *Lafayette* devrait arriver le 28 mars au Mozambique où les deux vaisseaux seront rejoints par la *Nivose*, basée à La Réunion. La frégate *Nivose* a chargé du fret humanitaire à la Réunion et va faire également route vers le Mozambique durement frappé par le cyclone *Idai*.

Pour soutenir les efforts de la Croix-Rouge, cliquer [ici](https://soutenir.croix-rouge.fr/urgence-afrique-australe). <https://soutenir.croix-rouge.fr/urgence-afrique-australe>

Une urgence humanitaire

Pour le secrétaire général de la FICR, Elhadj As Sy, de retour du Mozambique, il y a des besoins urgents en matière d'hygiène, d'eau potable et de services d'assainissement. "Nous sommes assis sur une bombe à retardement", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Genève.

Les centaines de milliers de personnes affectées par le cyclone *Idai* en Afrique australe sont désormais menacées par une épidémie "inévitabile" de maladies transmises par l'eau, notamment le choléra, ont averti les autorités qui ont encore revu le bilan à la hausse à plus de 700 morts.

Dix jours après le passage du cyclone, la "logistique" pour accéder aux disparus et acheminer l'aide "reste un défi", constate le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies. Au moins 80 % des infrastructures électriques de Dondo, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Beira, sont endommagées, selon le gouvernement. Beira, où vivent un demi-million de personnes, reste partiellement privée d'électricité.

Mobilisation pour le transport de fret humanitaire vers le Mozambique

Mise à jour : 26/03/2019

Les forces armées de la zone sud de l'océan indien (FAZSOI) se mobilisent pour venir en aide à la population du Mozambique, qui a été durement touchée par le passage du cyclone *Idai*, dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 mars 2019.



Les moyens militaires des forces de souveraineté des FAZSOI, ainsi que la présence du porte-hélicoptères amphibie « Tonnerre » dans cette zone permettent d'apporter une réponse rapide et adaptée à la demande d'assistance du Mozambique. Près de 700 soldats, marins et aviateurs sont mobilisés dans cette opération, baptisée « Caouanne ».

Dès le vendredi 22 mars, un Transall a effectué un premier transport aérien de matériel logistique humanitaire d'urgence (tentes entrepôts, générateurs, kits d'éclairage, outillage...) entre la Réunion et la ville de Beira, particulièrement sinistrée.

Le samedi 23 mars 2019, la frégate de surveillance Nivôse, de la base navale « Port des Galets » des FAZSOI ainsi que le Porte-Hélicoptères Amphibie (PHA) Tonnerre, en mission Jeanne d'Arc, ont été mobilisés pour le chargement et le transport de fret humanitaire.

De son côté, à Mayotte, le Tonnerre a embarqué plus de 90 palettes de matériel, l'ensemble de l'équipage et les 130 élèves officiers.

L'armée de Terre compte à bord une section du 1er régiment étranger de génie (1er REG) dotée de moyens lourds EGAME/EGRAP (tractopelles), présente sur le Tonnerre depuis le début de la mission Jeanne d'Arc. Un détachement du régiment d'infanterie chars de marine (RICM) a également embarqué avec ses 2 GBC (véhicule cargo tout terrain militaire) et ses 7 MASSTECH (véhicules 4x4 de nouvelle génération) à Djibouti alors qu'il participait à l'exercice Wakri. Deux hélicoptères Gazelle du 3e régiment d'hélicoptères de combat sont disponibles sur le bâtiment.

Le groupe Jeanne d'Arc, qui comporte le Tonnerre et la frégate La Fayette a été scindé à cette occasion pour répondre à une double mission : si le PHA Tonnerre, renforcé de moyens des Forces Françaises de Djibouti, est réorienté pour contribuer à cette mission d'assistance humanitaire, la frégate légère furtive La Fayette maintient quant à elle sa participation aux missions de souveraineté dans le canal du Mozambique, dans laquelle était engagé le groupe Jeanne d'Arc. Le Tonnerre a appareillé le 25 mars.

La frégate de surveillance Nivôse a quant à elle appareillé depuis la Réunion, le mardi 26 mars 2019, avec plusieurs tonnes de matériel humanitaire livré par la Croix-Rouge.

Les deux bâtiments de la Marine nationale font actuellement route vers le Mozambique pour décharger le matériel à proximité des populations sinistrées. Sur place, l'objectif est de contribuer aux opérations de soutien aux populations démunies, soutenir les organisations non gouvernementales, renforcer les structures de soutien déjà existantes et apporter un renfort médical.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

"Caouanne": la Marine a baptisé son opération au Mozambique du nom d'une tortue

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 28.03.2019 Par Philippe Chapleau



À la suite du passage du cyclone *Idai* qui a dévasté le Mozambique, le Zimbabwe et le Malawi le 14 mars, des forces armées sont engagées pour venir en aide aux populations sinistrées. Près de 700 soldats, marins et aviateurs sont mobilisés dans cette opération, baptisée *Caouanne* (du nom d'une tortue de marine).

Le PHA *Tonnerre*, en mission *Jeanne d'Arc* depuis le 25 février, a été réorienté pour contribuer à cette mission d'assistance humanitaire avec la frégate de surveillance *Nivôse* venue de la Réunion (photo Marine nationale). La frégate *La Fayette* continue, quant à elle, sa mission vers Madagascar, contrairement à ce que j'ai écrit dans un post précédent.

Les deux bâtiments de la Marine nationale font actuellement route vers le port de Beira, au Mozambique, pour décharger le matériel à proximité des populations sinistrées. Le *Tonnerre* devrait y arriver jeudi. Le 30, le *Nivôse* sera à Beira.

Selon la Marine, "sur place, l'objectif est de contribuer aux opérations de soutien aux populations démunies, renforcer les structures de soutien déjà existantes et apporter un renfort médical. Les moyens militaires des forces de souveraineté des FAZSOI, ainsi que la présence du porte-hélicoptères amphibie *Tonnerre* dans cette zone permettent d'apporter une réponse adaptée à la demande d'assistance du Mozambique."

MISSIONS OTAN

Actualités OTAN

Bilan d'un an d'engagement opérationnel au sein de l'OTAN

Mise à jour : 20/03/2019

La France considère que l'Alliance est un acteur majeur pour répondre aux nouveaux enjeux de sécurité internationale. Les forces françaises contribuent activement aux activités de l'Alliance dans le cadre de missions et d'exercices. Elle consolide de ce fait l'interopérabilité avec les Nations de l'Alliance. En terme capacitaire, la France plaide pour un juste partage du fardeau. Alors que le rythme opérationnel national ne faiblit pas, 2018 a été marqué par une importante activité opérationnelle de nos forces au sein de l'OTAN.

La France est un partenaire impliqué dans la mise en œuvre d'une Alliance plus réactive. À ce titre, les forces françaises contribuent de façon régulière à la mise en œuvre du plan pour la réactivité, notamment à travers l'opérationnalisation de la force interarmées à très haute réactivité (VJTF). Ainsi, en 2018, les forces françaises ont participé à la VJTF à hauteur de 6 chasseurs de type RAFALE et M2000-D, 1 Porte Hélicoptère amphibie avec son état-major embarqué et son rôle 2 (unité médicale), 2 frégates de lutte anti-sous-marin, 1 bâtiment hydrographique, 1 avions de reconnaissance type ATL2 / Avion de patrouille maritime, 1 bataillon d'infanterie, 1 compagnie de combat du génie.

Par ailleurs, les forces françaises participent régulièrement aux missions opérationnelles de l'Alliance, sur terre, en mer et dans les airs. Ainsi, cette année, plusieurs milliers de militaires ont

été déployés dans un cadre OTAN, que ce soit au titre de la **présence avancée renforcée** (300 soldats, 4 chars Leclerc, 13 VBCI et 8 VAB déployés en Estonie puis en Lituanie), dans le cadre de la **mission de police du Ciel** de l'Alliance en zone baltique (4 Mirage 2000-5 en Estonie en 2018), ou encore à travers les **missions de présence maritimes en mer baltique** (5 missions en 2018). En tant que contributeur régulier aux activités des **Standing NATO Forces** et notamment de ses groupes de guerre des mines (SNMCMG1 et 2), la France met ponctuellement au service de l'Alliance ses compétences reconnues en matière de déminage naval. En complément, sur ce volet, la marine Nationale a mis en œuvre 2 chasseurs de mines dans le cadre de l'opération BALTOPS 2018. Elle participe par ailleurs à l'opération de sûreté maritime Sea Guardian en Méditerranée. Mais l'un des points d'orgue de 2018 fut l'exercice Trident Juncture pour lequel la France a engagé au profit de l'OTAN 3000 soldats, 500 véhicules, 4 M2000 RDI, 6 hélicoptères des 3 armées, 2 frégates et 1 PHM déployés en Norvège ainsi qu'une unité de soutien pétrolier mise en œuvre par le Service des essences de armées (Multinational combat patrol unit). Enfin, de nombreux exercices de composante ont permis de renforcer l'interopérabilité de nos forces dans le but d'optimiser notre contribution à la capacité de réaction rapide de l'Alliance : Citadel Bonus 2018, Ramstein Alloy 2018, Dynamic Manta 2018.

Reconnus pour leurs expertises, leurs connaissances opérationnelles et leurs savoir-faire, les Français sont des alliés fiables et solidaires qui continueront cette année à contribuer activement aux engagements de l'Alliance. Cette participation aux activités se fait dans une logique de complémentarité entre l'OTAN et l'Union européenne.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

La France et ACT

Mise à jour : 25/03/2019

Ayant repris sa place dans le commandement intégré en 2008, la France continue d'affirmer une position cohérente en défendant simultanément son autonomie stratégique et sa participation aux organisations interalliées, facteur indissociable de la stabilité internationale. Si, d'un côté, la France a réinvesti les structures de commandement de l'OTAN avec près de 700 militaires et qu'elle accompagne l'adaptation stratégique en cours au sein de l'Alliance, elle soutient également le développement d'une défense européenne forte. Au sein de cette Alliance qui opère depuis quelques années son adaptation stratégique, l'« **Allied Command Transformation** » (ACT) détient un rôle majeur. Etabli à Norfolk (USA) **est le cœur stratégique de l'appropriation des défis futurs.**

L'investissement de la France y est concret et conséquent. Le poste hautement symbolique de *Supreme Allied Commander Transformation* (SACT) est actuellement tenu par un officier général français ayant été chef d'état-major d'armée. La France est représentée à hauteur de 120 personnes auxquels s'ajoutent une présence dans plusieurs centres d'excellence des 28 autres

nations. Elle y dispose d'une excellente capacité d'influence adossée à une véritable capacité de coordination. Les idées, les concepts, les doctrines et les expériences opérationnelles accumulées par les armées infusent dorénavant dans la quasi-totalité des domaines allant de la prospective au développement capacitaire en passant par la planification de défense, l'interopérabilité et la formation.

Les moyens consacrés sont des investissements à moyen et long terme . Confrontés à un environnement multinational, travaillant dans une logique de consensus, les militaires insérés acquièrent une réelle expertise à évoluer dans un milieu interallié tout en développant des compétences dans leurs domaines respectifs, apportant une plus-value certaine dans les armées. En termes de développement capacitaire, il s'agit de faire bénéficier nos alliés des savoir-faire français, validés par l'engagement opérationnel et favoriser la mise en place de standards qui ne soient pas trop exclusifs. C'est toute la base industrielle et technologique de défense européenne qui y gagne.

La Défense devrait également pouvoir **assumer une logique d'influence**. Ceci passe à la fois par un réel pilotage de ces insérés en mission, associé à une valorisation de leurs acquis lors de leur retour en métropole. Ensuite, **l'accréditation de nouveaux centres d'excellence** offre l'opportunité de capter une expertise tant technique qu'opérationnelle dans des domaines intéressant les armées (drones, urbanisation...). Enfin, il s'agit de saisir les offres **d'expérimentation, de partage de l'innovation** et de réflexions prospectives.

Autonomie, Innovation, Intelligence artificielle, Interopérabilité, Cyber : tout y est ! Contribuer financièrement et avec une ressource humaine de qualité à la conception des développements à venir, c'est investir dans un futur de l'Alliance où la France pourra faire valoir sa vision et ses atouts.

Colonel HELUIN, représentant national de liaison France auprès d'ACT



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

Atalante

Le Royaume-Uni abaisse le drapeau européen sur Northwood

<https://www.bruxelles2.eu/> 28 Mar 2019 EUNAVFOR Atalanta, Général Nicholas Carter

(B2) Le drapeau de l'Union européenne va être abaissé au QG britannique de Northwood. Le Royaume-Uni perd le commandement de l'opération anti-piraterie de l'UE qu'il commandait depuis le début, il y a une bonne dizaine d'années en décembre 2008. En cause : le Brexit.



Photo de groupe du QG de Northwood (crédit : EUNAVFOR Atalanta)

Ce sera effectif au 29 mars 2019. Et, là, il n'y a pas de report. Tout a déjà été décidé et entériné depuis plusieurs mois déjà. Le commandement revenant aux Espagnols, avec les Français en soutien. Ce qui n'est qu'un juste retour des choses. Puisque sans Paris et Madrid, cette opération n'aurait jamais vu le jour (Lire : France et Espagne décidés à agir sur la piraterie maritime).

Ce n'est un secret pour personne que le Royaume-Uni était plutôt réticent à voir naître une opération maritime européenne (lire : L'opération maritime en Somalie bloquée... par le Royaume-Uni). Ce n'est que sous la pression des événements, des prises pirates de plus en plus nombreuses, de l'inquiétude du milieu de la marine marchande et des assurances maritimes, que le gouvernement s'était décidé à agir.

Finalement, les Britanniques sont très fiers d'avoir été au commandement de l'opération... Le général Charlie Stickland (qui termine son mandat) s'est « *dit privilégié et honoré d'avoir commandé l'opération* ». Tandis que le chef d'état-major des armées outre-Manche Nick Carter a souligné — devant le personnel d'EU NAVFOR réuni pour un dernier adieu à Northwood — « *les performances remarquables du Royaume-Uni dans son rôle de 'Nation cadre' durant ces dix dernières années de l'opération Atalanta* ».

(NGV)

Lire notre dossier N°08. L'UE en première ligne contre les pirates somaliens. L'opération EUNAVFOR Atalanta

Nicolas Gros-Verheyde

Le quartier général de l'opération navale européenne Atalanta a été officiellement transféré en Espagne

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 29 mars 2019



Ce 29 mars, le Royaume-Uni devait officiellement quitter l'Union européenne [UE], avec toutes les conséquences que cela supposait. Mais, finalement, un délai a été accordé, le temps que les parlementaires et le gouvernement britanniques se mettent d'accord sur ce qu'ils veulent vraiment. Et ce n'est pas gagné : le 27 mars, les députés ont même voté contre tous les scénarios qu'ils avaient eux-mêmes proposés...

Quoi qu'il en soit, et alors que Bruxelles a accordé des délais supplémentaires à Londres afin que les parlementaires et les ministres britanniques aient le temps d'accorder leurs violons. Cependant, ces tergiversations n'ont nullement remis en cause ce qui avait été décidé en matière militaire.

Ainsi, en juillet 2018, le Conseil de l'UE avait approuvé le transfert du quartier général de l'opération navale européenne Atalante, qui vise à lutter contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes.

En effet, le quartier général de cette force navale de l'UE avait été installé, dès le départ, à Northwood, en Angleterre. Le Royaume-Uni étant censé avoir quitté l'UE au 29 mars, c'est donc tout naturellement qu'il a été officiellement transféré, à cette date, sur la base navale de Rota, en Espagne. Désormais, c'est l'amiral espagnol Antonio Martorell Lacave qui assure la direction des opérations.

Pour rappel, l'Italie avait souhaité accueillir ce quartier général. Mais Madrid, associée à Paris, avait damé le pion à Rome. Ce qui fait que le centre de sécurité maritime de l'opération [Maritime Security Center Horn of Africa – MSC HoA] reviendra à la Marine nationale et sera installé à Brest.

Pour Florence Parly, la ministre des Armées, c'est un « signe du haut niveau de coopération opérationnelle franco-espagnole ».

Le MSC HoA constitue l'interface entre l'opération Atalante et le secteur maritime civil. « Il suit ainsi les bâtiments de commerce navigant de la mer Rouge au bassin somalien, diffuse l'appréciation de la menace piraterie au large de la Corne de l'Afrique, est capable de déclencher les alertes et partage le retour d'expérience avec les armateurs, l'industrie et les compagnies maritimes », explique le ministère des Armées. À Brest, il sera colocalisé avec une autre structure du même type, qui se concentre sur le golfe de Guinée.

Actuellement, le phénomène de la piraterie maritime dans le golfe d'Aden s'est considérablement atténué par rapport à la période 2007/2012. Ainsi, en 2011, 176 actes de pirateries avaient été constatés, contre un seul en 2018. Pour autant, l'opération Atalante a été prolongée jusqu'à la fin de 2020, avec un budget de 12 millions d'euros.

« Atalante est un succès de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne. Depuis son lancement en 2008, elle a permis de réduire drastiquement la menace de piraterie en océan Indien qui devenait intolérable. [...] La piraterie est contenue dans cette région qui concentre une part importante du trafic maritime à destination de l'Europe. L'amélioration de la situation permet également à l'aide humanitaire destinée à la Somalie d'être acheminée en sécurité », fait valoir le ministère des Armées.

Transfert de l'Etat-major d'Atalante à Rota. Engagement important de la Marine nationale

Mise à jour : 29/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Le transfert de l'OHQ de l'opération européenne de lutte contre la piraterie Atalante, de Northwood à Rota, s'est déroulé ce 29 mars à Rota en présence des commandants de l'opération quittant et prenant, le Général (RM UK) Charlie Stickland et le vice-Amiral (ESP) Antonio Martorelli Lacave. L'amiral Prazuck, chef d'Etat-major de la Marine, y représentait la ministre des armées, Florence Parly, pour marquer l'engagement de la France dans cette opération, qui permet à l'Union Européenne d'être présente dans cette zone stratégique de la Corne de l'Afrique.



De 2008, date du lancement de l'opération, à 2013, au plus fort de la piraterie, la France a déployé un à deux bâtiments en permanence au sein de l'opération. De 328 actes de piraterie – brigandage en 2011, nous sommes aujourd'hui à moins de 50 actes répertoriés chaque année. Cette baisse est due à l'efficacité de l'opération et au maintien actuel sur zone d'une capacité opérationnelle, destinée à conserver la pression sur les pirates.

L'OHQ, désormais installé à Rota, comprend aussi un centre de sécurité maritime, le MSC HOA (Maritime Security Center Horn of Africa) mis en place à Brest et au sein duquel travaillent déjà 9 Français, un Espagnol et, à partir de juillet un Belge puis, en janvier 2020, un Portugais. Son rôle : assurer le suivi et le partage de la situation maritime en lien avec les armateurs au profit de l'opération Atalante.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Opération Atalanta : Rota prend le commandement

<https://www.bruxelles2.eu/> 29 Mar 2019 drapeau, Espagne, EUNAVFOR Atalanta, MSCHOA, OHQ, piraterie, Rota, vice-amiral Antonio Martorell

(B2) EUNAVFOR Atalanta, l'opération maritime de l'UE qui lutte contre la piraterie au large de la Somalie est depuis aujourd'hui officiellement commandée depuis Rota en Espagne

Une passation en douceur

Cette base — la principale de l'Armada espagnole située près de Cadix — a été le scénario d'une cérémonie simple, mais symbolique, scellant le transfert de l'état-major multinational d'Atalanta (une centaine de personnes) depuis son QG d'origine à Northwood au Royaume-Uni.

Le général britannique des Royal Marines Charlie Stickland a ainsi confié son poste à son homologue espagnol, le vice-amiral Antonio Martorell, en lui confiant, symboliquement, le drapeau européen. L'Espagnol a assuré que la transition s'est faite « *de la meilleure des manières* ». Un processus qu'il avait décrit à B2 il y a un an (lire : Le QG de Rota sera opérationnel dès janvier 2019 (Amiral Martorell)). Cérémonie en soi émouvante car il ne s'agit pas seulement d'un changement de tête à une opération, mais le départ de tout un pays ...

Un succès important pour l'Espagne

« *Pour l'Espagne, c'est un succès sans précédent* », assure le chef de l'état-major espagnol, le général Fernando Alejandro, qui a présidé la cérémonie, reprenant ainsi un leitmotiv prononcé depuis plusieurs mois par les responsables politiques (Lire : L'Espagne fait un 'pari clair et sans équivoque' pour la politique de sécurité et de défense commune (Margarita Robles))

La France plus discrète

Le centre de sécurité maritime de l'opération, le *Maritime Security Center Horn of Africa* (MSC HoA), a pris ses quartiers à Brest. De façon beaucoup plus discrète. Seul un communiqué a été rendu public par le ministère français des Armées. Il joue pourtant un rôle irremplaçable comme interface entre les militaires de Atalanta et le monde maritime marchand.

(Leonor Hubaut)

Lire aussi :

- Le Royaume-Uni abaisse le drapeau européen sur Northwood
- L'opération Atalanta passe sous commandement espagnol... et français
- Le QG de Atalanta sera bien transféré de Northwood à Rota. Viva España
- Piraterie maritime. Le MICA de Brest prêt à héberger le MSCHOA et prendre le relais de Northwood



Moment de transfert du drapeau européen entre l'ancien et le nouveau commandant (Crédit : Ministère de la défense espagnol)



Façade du nouveau QG (Crédit : EUNAVFOR Atalanta)



L'Amiral Martorell s'exprimant après avoir reçu le commandement (Crédit : EUNAVFOR Atalanta)

Leonor Hubaut

Points de suture pour l'opération Sophia qui repart pour six mois ... sans bateaux (V4)

<https://www.bruxelles2.eu/> 27 Mar 2019 EUNAVFOR Med, marine, Opération Sophia, prolongation



(B2) Les ambassadeurs du comité politique et de sécurité (COPS) se sont séparés mardi (26 mars) de bonne humeur, après plusieurs longues heures de discussions. Une solution est en vue pour permettre à l'opération maritime de l'UE, Sophia, de survivre et de passer l'été.

Une discussion entamée lundi

La discussion avait été entamée lundi (25 mars) sur la base d'un papier d'options préparé par les structures de gestion de crises du service diplomatique européen (SEAE). Les capitales ont jusqu'à aujourd'hui mercredi pour confirmer cet accord négocié. La procédure est faite par silence. On sera tout juste dans les temps, avant la date fatidique de la fin d'opération, le 31 mars.

(Mis à jour 11h30) Comme attendu (ou espéré), aucune capitale n'a remis en cause l'accord, qui est donc désormais applicable

La suspension des activités navales

L'opération pourrait être prolongée pour six mois. Mais le volet naval serait suspendu. Ce qui revient à formaliser de fait la situation actuelle, où il y a à la fois très peu de navires, et où ceux-ci évitent soigneusement la zone où se situent les trafiquants d'êtres humains — objectif primaire de l'opération. L'option présentée par le SEAE, d'une prolongation technique de l'opération à mandat inchangé, le temps de peaufiner une nouvelle mission de formation des garde-côtes libyens (lire : Une nouvelle mission pour succéder à l'opération Sophia ?) a été refusée par Rome.

Un volet aérien et la formation

Au niveau opérationnel, seul serait gardé un volet de surveillance aérienne, au-dessus des eaux internationales. La formation des garde-côtes et des marins libyens pourrait aussi continuer, telle qu'elle existe aujourd'hui, dans plusieurs sites en Europe (2), voire avec des exercices en mer (lire notre dossier N°69. La formation des garde-côtes et marins libyens par les Européens).

Objectif : passer l'été

Ce délai de six mois (jusqu'au 30 septembre) a deux avantages. Il permet à l'opération de passer le cap de l'été : moment difficile au plan politique (élections européennes obligent) comme au niveau pratique (il représente le pic d'arrivées en Méditerranée). Il permet aux Européens de préparer en douceur la transition vers une opération non exécutive destinée à la formation des garde-côtes et marins libyens.

Une décision des États membres

EUNAVFOR « est une opération maritime ». Sans moyens navals, « elle ne sera pas en état d'assurer son mandat », qui est de « démanteler les trafics d'êtres humains », a indiqué la porte-parole de la Haute représentante, Maja Kocijancic, lors du point de midi, ce mercredi (27 mars). « Mais c'est la décision des États membres » a-t-elle ajouté, pointant ainsi le fait que ce n'était pas la volonté initiale de la proposition de la Haute représentante. « La position de la Haute représentante est bien connue. »

... qui reste à formaliser

La formalisation de la décision pourrait intervenir vite, selon nos informations, avec une adoption sans débat, par voie de procédure écrite, dans la foulée. La décision sera publiée au journal officiel, vendredi au plus tard (1). Restera à transcrire l'ordre de ne plus utiliser les navires. Ce qui devrait être fait en modifiant le plan d'opérations et devra demander quelque temps.

Un commandant inchangé pour l'instant

Le commandement restera assuré, pour l'instant, par le vice-amiral Enrico Credendino. « *Le changement* » ne concerne pas ce point nous a assuré un diplomate européen. Mais le vice-amiral (de la marine) qui assure depuis bientôt quatre ans — depuis le début de l'opération en juin 2015 — la conduite de l'opération pourrait être tenté de prendre le large.

Trois – quatre avions sur zone

Sur zone il y a actuellement quatre avions : un M28 Bryza polonais (La Pologne s'engage dans l'opération Sophia en Méditerranée), deux avions luxembourgeois SW3 Merlin III (qui se relaient) et un avion espagnol Casa CN-235 Vigma D4.

Du grand bricolage pour une opération 'Plouf'

Cette solution ressemble à du grand bricolage. Un sparadrap qui masque à peine que l'opération est sinon terminée, du moins largement amoindrie. Et ce sentiment semble partagé.

Une opération sans moyens d'assurer son objectif

L'objectif primaire de l'opération — la lutte contre les trafics — est de fait abandonné, car il ne pourra plus être assuré. On peut ainsi enlever les syllabes 'NAV' et 'FOR' de EUNAVFOR Med, et ne garder que EUMed Sophia. Avoir une opération maritime sans navires est le comble du ridicule. Une opération 'Plouf' en quelque sorte.

Retour à la phase 1

On retourne de fait à la phase 1 de l'opération, celle de ces début, en juin-juillet 2015, qui consistait à détecter ou analyser ces trafics. C'est donc la 'porte de sortie' de l'opération : la transmission à un corps de garde-côtes et de marins libyens, dûment formé et organisé, qui prendra plus que quelques mois. Depuis 2015, ainsi l'objectif de former 500 personnels (fixé à fin 2017) n'a pu être atteint, malgré tous les efforts déployés côté européen.

Une politique néfaste

Cette pratique de conserver à tout prix des opérations et missions qui n'ont plus vraiment d'activité est dangereuse à terme. Il apparaît comme un emballage plastique qui cache mal la réalité. Il donne l'impression d'une inefficacité, d'un gaspillage d'énergie et d'argent qui peut être plus néfaste aux yeux des Européens que l'objectif recherché : affirmer la place de l'Europe dans le monde, contribuer à la stabilisation ou la paix. C'est un mauvais service qui est ainsi rendu à l'Europe de la Défense. L'Union européenne doit (vraiment) apprendre à fermer des missions devenues inutiles.

(Nicolas Gros-Verheyde)

1. Dernier jour ouvrable de parution du journal officiel (sauf parution spéciale qui reste très exceptionnel).
2. L'Italie, l'Espagne, la Croatie ou la Grèce dernièrement (lire : Fin de formation à Souda pour les garde-côtes libyens) ont successivement accueilli des stagiaires libyens.

Lire aussi notre dossier N°27. Traquer les trafiquants d'êtres humains en Méditerranée, une longue prise de conscience (Opération Sophia)

Mis à jour (11h-14h) avec la confirmation de la décision, la réaction du porte-parole de la Haute représentante, les détails sur le plan d'opération et le maintien du commandement

Méditerranée/Migrants : Finalement prolongée, la mission de l'UE « Sophia » devra se passer de navires

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 27 mars 2019



Depuis que la coalition « anti-système », formée par le Mouvement cinq étoiles [M5S] et la Ligue, est au pouvoir en Italie, la mission européenne EUNAVFOR Sophia, lancée en 2015 pour « casser » le modèle économique des passeurs de migrants en Libye, est menacée, en raison d'un désaccord profond entre Rome et d'autres États membres sur les règles relatives au débarquement des personnes secourues en Méditerranée par les navires militaires impliqués dans cette opération.

En effet, le gouvernement transalpin entend faire en sorte que l'Italie, qui est à la tête de l'opération Sophia, ne soit pas la seule à prendre en charge les migrants recueillis en mer. D'où sa demande pour mettre en place un système de rotation pour les ports de débarquement. Un temps menacé, l'an passé, la mission a finalement été maintenue jusqu'au 31 mars, sans qu'une solution ait été trouvée.

Aussi, l'Italie est revenue à la charge. En janvier, son ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, a prévenu : « soit les règles changent, soit il est mis fin à la mission. » Seulement, son collègue des Affaires étrangères, Enzo Moavero Milanesi, a ensuite précisé que Rome « n'avait jamais demandé la fin de Sophia », a-t-il assuré.

Suite à ces déclarations, le commissaire européen aux Affaires intérieures, Dimitris Avramopoulos, a rappelé qu'il revenait aux États membres de prendre une décision sur l'avenir de l'opération Sophia, qui, selon lui, est une « réussite ». Et de mettre l'Italie devant ses responsabilités étant donné que c'est elle qui « est aux commandes » de la mission.

Puis, l'Allemagne a annoncé le retrait de la frégate Augsburg de cette opération et indiqué « ne pas prévoir » de la remplacer « pour l'instant ». Ce qui fait que, depuis février, seulement deux navires européens sont déployés en Méditerranée centrale au titre de Sophia. Actuellement, ce sont le patrouilleur espagnol ESPS Rayo et la frégate italienne ITS Luigi Rizzo qui sont sollicités.

Le 18 mars, les désaccords n'ayant pas trouvé de solution, Federica Mogherini, la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a averti que la mandat de l'opération Sophia risquait de ne pas être reconduit.

« J'espère toujours qu'un accord sera trouvé, mais je ne vois pas de mouvements et en l'absence de développements, l'opération Sophia devra être abandonnée, avec toutes les conséquences que cela implique, malheureusement », a en effet déclaré Mme Mogherini, à l'issue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE, à Bruxelles.

Finalement, selon un responsable européen cité par l'AFP, il a été décidé, ce 27 mars, prolonger de six mois de plus l'opération Sophia et, dans le même temps, de « suspendre temporairement » le déploiement de navires en Méditerranée centrale. « À ce stade aucune solution n'a été trouvée sur la question du débarquement » des migrants secourus, a-t-il expliqué.

À l'origine, Sophia a été conçue pour être avant tout une opération navale. Aussi, sans navires, on voit mal comment elle mènera à bien les tâches qui ont été assignées. Sauf à changer la nature de ses missions.

Sans navires mis à sa disposition par les États membres, l'opération Sophia se limitera à des patrouilles aériennes pour repérer les embarcations de migrants [l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg et la Pologne fournissent actuellement des avions et des hélicoptères, ndlr] ainsi qu'à la formation des gardes-côtes libyens.

Depuis son lancement, l'opération Sophia a souvent été critiquée, notamment parce que les trafiquants s'étaient adaptés à sa présence, en envoyant des embarcations chargées de migrants avec juste assez d'essence pour atteindre les eaux internationales. Et jamais elle ne reçut l'autorisation d'opérer dans les eaux et sur le littoral libyen, comme cela avait été prévu dans sa planification.

Cela étant, en janvier, son commandant, l'amiral italien Enrico Credendino, avait mis en avant les bons résultats obtenus par cette opération. « Nous avons rendu inopérables 550 embarcations de passeurs, arrêté 150 passeurs et mené des opérations de contrôle contre le trafic d'armes et de pétrole » et « depuis [...] 2015, nous avons secouru 45.000 migrants dans les eaux internationales [...], ce qui représente 9% du total des migrants secourus en Méditerranée. Donc c'est un chiffre limité car si Sophia avait eu le secours en mer dans son mandat, nous en aurions secouru 500.000, pas 45.000 », avait-il fait valoir.

Photo : EMA

MISSIONS ONU

République Démocratique du Congo

RDC : l'ONU appelée à prolonger le mandat de la Monusco jusqu'à décembre

Sécurité <https://www.jeuneafrique.com/> 29 mars 2019 à 08h14 | Par AFP



Une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU en février 2015. © Mary Altaffer/AP/SIPA

Le Conseil de sécurité est appelé vendredi à voter une résolution prolongeant le mandat des Casques bleus en République démocratique du Congo (Monusco) jusqu'au 20 décembre avec des effectifs inchangés, selon le projet de texte diffusé jeudi.

Rédigé par la France, le texte prévoit une extension de la mission « jusqu'au 20 décembre 2019 » et souligne que le Conseil de sécurité « a l'intention de revoir ce mandat sur la base d'une révision stratégique » commandée au secrétaire général Antonio Guterres et qui est attendue « au plus tard le 20 octobre 2019 ».

Il est nécessaire « de transférer progressivement les tâches accomplies par la Monusco » principalement au gouvernement de la RDC afin « de permettre une sortie durable et responsable de la Monusco » du pays, « basée sur l'évolution positive de la situation sur le terrain », précise le texte. « Le plafond des effectifs autorisés » pour la Monusco reste à « 16 215 militaires, 660 observateurs militaires, 391 policiers et 1050 policiers spécialisés », indique le projet.

Problèmes financiers

Si le Conseil de sécurité entérine cette résolution comme c'est probable, il ne suivrait pas les recommandations d'un récent rapport d'Antonio Guterres proposant une réduction d'environ 2000 membres de la Monusco. Rien n'empêche les responsables de la Monusco de réduire leurs effectifs de 2000 membres s'ils considèrent pouvoir faire leur mission avec moins de monde. Pas

besoin d'une autorisation du Conseil de sécurité pour cela, explique un diplomate sous couvert d'anonymat.

« Si le Conseil de sécurité estimait cependant nécessaire de maintenir la Monusco à son niveau d'effectifs actuel, il est impératif de prévoir des ressources adéquates pour permettre à la mission de remplir ses fonctions », avait averti dans son rapport Antonio Guterres. Son organisation est confrontée à des problèmes financiers en raison d'une baisse de la contribution américaine et de retards de paiement par plusieurs de ses membres.

Le secrétaire général s'était aussi prononcé pour un renouvellement du mandat de la Monusco pour un an, mais le projet de résolution ne prévoit que neuf mois supplémentaires. Les Nations unies sont présentes en RDC depuis une vingtaine d'années et la Monusco représente l'une de ses missions actuelles les plus importantes et les plus coûteuses. Son budget annuel est d'environ 1,11 milliard de dollars.

DAMAN (Liban)

DAMAN : Deux ans de présence du contingent finlandais

Mise à jour : 29/03/2019

Arrivé en mars 2017 sur le camp de Dayr Kifa au Liban, le contingent finlandais est pleinement intégré au contingent français de l'opération Daman. Ce déploiement conduit par les forces armées finlandaises au sein de la FCR est une réponse à la clause de solidarité invoquée par le président de la République à la suite des attentats de Paris en novembre 2015.

Après la relève de la compagnie finlandaise cette semaine, la Force Commander Reserve (FCR), placée sous le commandement du colonel Thomas Pieau, chef de corps du Régiment d'Infanterie – Chars de Marine (RICM), est désormais au complet dans sa version pour le 33e mandat de l'opération Daman. Après deux ans de coopération, les militaires français et finlandais patrouillent et mènent des entraînements conjoints (tir, secourisme, combat en zone urbaine, etc.) ensemble aux côtés des Forces armées libanaises dans le cadre des résolutions 1701 et 2373 de l'ONU.

Afin d'assurer une bonne interopérabilité des forces à tous les niveaux, des officiers finlandais sont pleinement intégrés au Tactical Operations Center et travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues français. Intégrés à celui-ci dès la phase de préparation opérationnelle en janvier, ils ont participé à l'exercice de validation avant projection du détachement réalisé au Centre d'entraînement et de contrôle des postes de commandement à Mailly-le-Camp. Celui-ci avait pour objectifs d'apprendre à travailler ensemble et de s'entraîner dans le but d'être immédiatement opérationnel arrivé sur le théâtre.

Dans le cadre de l'opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d'infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l'opération. Cette unité de réserve et d'intervention de la FINUL réalise ses missions sur l'ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

8 – MISSINT

SERVICE NATIONAL

En juin, le secrétaire d'État Gabriel Attal fera son Service national universel en uniforme

Home Le Scan <http://www.lefigaro.fr/> Par Arthur Berdah Publié le 24/03/2019 à 15:29



Gabriel Attal à l'Élysée, le 17 octobre 2018. BERTRAND GUAY/AFP

LE SCAN POLITIQUE - Âgé de seulement 30 ans, le colocataire de Jean-Michel Blanquer au ministère de l'Éducation s'est engagé à passer «une journée dans chacun des 13 départements» où le SNU sera expérimenté.

Il veut montrer l'exemple. Nommé au gouvernement au mois d'octobre dernier pour mettre en place le Service national universel (SNU) promis par Emmanuel Macron, le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Gabriel Attal, entre dans le sprint final de sa mission. Dès le mois de juin, quelque 13 départements seront en effet chargés de procéder à une expérimentation de la formule retenue, sur la base de candidatures volontaires d'élèves actuellement en classe de troisième.

«Ça fait à peine deux semaines que l'on a lancé les inscriptions, on a 1500 jeunes déjà inscrits, ça veut dire que trois-quarts des places sont déjà pourvues», s'est félicité Gabriel Attal ce dimanche, lors du «Grand Rendez-vous» Europe 1/Les Échos/CNews. Le secrétaire d'État a ensuite annoncé qu'il se plierait lui-même à l'exercice. «Je suis encore à peu près jeune, j'irai faire mon Service national universel avec eux en juin prochain. (...) Je revêtirai la tenue, et je passerai une journée dans chacun des 13 départements», a-t-il assuré.

Un cours d'auto-défense pour les jeunes filles

Alors qu'un concours avait été lancé il y a quelques semaines dans une douzaine de lycées professionnels avec filière mode et design, Gabriel Attal a donné les premiers résultats. «Les couleurs et les valeurs de la République seront très présentes dans l'uniforme», a-t-il indiqué, affirmant qu'il «y aura du bleu-blanc-rouge, un logo, un insigne que les jeunes ont imaginé». «Il pourra aussi y avoir d'autres éléments: une devise pour le SNU, et peut-être un élément qui permette d'identifier le numéro de la compagnie des jeunes».

Enfin, le colocataire de Jean-Michel Blanquer rue de Grenelle a annoncé que des sujets qu'il n'avait pas anticipés étaient apparus avec la consultation numérique. «Il y a des demandes particulières. (...) Il y a (a) une demande très forte que l'on n'avait pas forcément anticipée, et qui venait des jeunes filles de tous les territoires et tous les milieux sociaux: une demande de modules de formation à l'auto-défense. (...) Je peux vous annoncer qu'il y aura, dès la phase pilote du SNU, un module d'auto-défense pour elles», a-t-il lancé.

9 – Défense de par le Monde

Kazakhstan : un C295 pour le contrôle des frontières

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Avions de transport Actualité Défense 29 mars 2019 | Par Justine BOQUET



Airbus remporte un contrat au Kazakhstan avec son C295. © Airbus

Le Kazakhstan a passé commande auprès d'Airbus pour un C295.

Airbus a annoncé le 21 mars avoir enregistré une commande ferme du Kazakhstan afin de doter le pays d'un avion de transport C295. L'appareil sera employé par le service des frontières afin de mener des opérations de surveillance mais également pour la conduite de missions de sécurité intérieure.

Le montant de ce contrat n'a pas été dévoilé, ni même la date de livraison de l'appareil. On sait cependant que le contrat contient également un volet formation et soutien. Avec l'arrivée de ce nouvel avion, la flotte de C295 mise en œuvre au Kazakhstan s'élèvera à neuf appareils.

Flotte aérienne de l'armée de l'air du Kazakhstan

	Appareils	En service
Combat	Su-27	24
	MiG-29	24
	MiG-31	32
	MiG-27	12
	MiG-23	2
	Su-30	12
	Su-25	14
Spe./Trans.	An-30	1
	An-12	2
	An-26	6
	An-72	2
	C295M	6
	Tu-134	2
	Tu-154	1

Entraînement	Z-242	1
	L-39	17
Hélicoptères	Mi-24	20
	Mi-35	4
	Mi-17	26
	Mi-26	4
	Bell 205	4
	H145	6
Drones	Wing Loong	2

10 – Nos Forces Armées

Lutte contre les discriminations : peut (encore) mieux faire

<http://lemamouth.blogspot.com/> samedi 30 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Le ministère des armées fait l'objet d'un rapport parlementaire évaluant les dispositifs de lutte contre les discriminations. Le constat, sans appel, est aussi sans surprise : malgré les efforts engagés par **JYLD** et poursuivis par **Florence Parly**, les cas de discriminations, minoritaires rapportés à la masse de l'effectif total, restent trop importants pour un ministère qui se veut exemplaire.

517 rapports d'événement, qui ne retracent qu'une partie des problèmes, ont été enregistrés depuis 2014, rien que sur deux domaines, focalisés sur les harcèlements sexuels (193 rapports) et moraux (88), sexuel), les agressions sexuelles (82), viols (31), attouchements (48), exhibitions (16), discrimination liée au sexe (11) ou à l'orientation sexuelle (5), voyeurisme (42).

L'armée de terre concentre 58% des événements de harcèlement sexuel et 70% des rapports de viols, alors qu'elle ne représente que 42,5% des effectifs du minarm.

De tous les grands corps auscultés, l'armée de l'air est la moins concernée par les événements recensés. Quoiqu'étant, et de loin, la plus féminisée des trois armées. La plus féminisée des entités du minarm, le service de santé des armées arrivant en deuxième position parmi les plus vertueux.

Le constat d'évolution dans les lycées militaires, qui focalisait une bonne partie des cas de discriminations, recensés ou pas, n'est pas flagrant, à la lecture du rapport qui s'interroge également sur la pertinence de la cellule Themis dans sa configuration actuelle.

Le rapport propose une batterie de mesures, par exemple bien plus de visibilité de cette même cellule.

La répartition des événements de 2018

<http://lemamouth.blogspot.com/> samedi 30 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Le tableau figure dans le rapport d'information sur l'évaluation des dispositifs de lutte contre les discriminations. Il recense en 2018 pour le ministère des accidents en service trajet exclu (114), accidents aériens (14), accident de navigation (2), toute agression physique sur un personnel civil de la défense ou militaire (19), voies de fait à supérieur ayant entraîné un décès ou une blessure grave (10), suicide ou tentative de suicide grave (96), tous sévices – brimades et rixes entre

militaires (78), stupéfiants (52), vol ou perte ou dégradation de matériels (102), tout détournement ou déficit important (10), toute atteinte au domaine militaire (131), manifestation – propagande antimilitariste – revendications (1), atteinte à l'environnement (6), mise en cause dans une affaire pénale (884), unités ou militaires étrangers (3), divers Cat. (162), autres décès (36), harcèlement, violences et discriminations sexuels (140), harcèlement moral au travail (33).

Saint-Michel, Sainte-Barbe... À l'Assemblée, les traditions militaires enflamment les débats

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 29 mars 2019



La présentation de rapports d'information au sein de la commission de la Défense nationale, à l'Assemblée nationale, se fait généralement dans la sérénité et le calme. Les rapporteurs exposent le fruit de leurs travaux et répondent à leurs collègues sur des points particuliers.

Mais, la séance du 27 mars a été pour le moins... agitée. Ce jour-là, les députés Christophe Lejeune [La République en Marche, LReM] et Bastien Lachaud [la France insoumise, LFI] ont évoqué leur rapport d'information sur l'évaluation des dispositifs de lutte contre les discriminations au sein des forces armées.

Avant d'aller plus loin, il faut savoir que, au sein des armées, chaque arme ou spécialité a un « saint patron » [ou une « sainte-patronne »] dont la fête donne lieu, chaque année, à une journée de cohésion. Ainsi, par exemple, les parachutistes fêtent la Saint-Michel tandis que Sapeurs et Artilleurs se retrouvent autour de la « Sainte-Barbe » et que les mécaniciens célèbrent la Saint-Eloi. La Saint-Georges est incontournable pour les cavaliers, comme la Saint-Maurice l'est aussi pour les fantassins. Lors de ces journées, et puisqu'il est fait référence à des saints de l'Église catholique, une messe est proposée [et non pas imposée].

Or, c'est en abordant cette question que le député Bastien Lachaud a allumé la mèche et suscité le courroux de certains de ses collègues.

« En premier lieu, nous croyons utiles de veiller à un strict respect de la neutralité. La laïcité et la neutralité prémunissent de tout mélange des genres préjudiciable à la cohésion. La chance des militaires, c'est précisément de pouvoir s'appuyer sur des règles déontologiques et une discipline éprouvée », a commencé par affirmer le parlementaire. Puis d'ajouter : « Une meilleure séparation entre les activités religieuses et les activités de cohésion doit notamment être assurée. Les moyens généraux sont en effet trop souvent utilisés pour envoyer des invitations à des cérémonies catholiques. »

Et, en déplorant que « les hommages militaires sont trop souvent rendus à l'occasion de cérémonies religieuses », d'insister : « Il n'est pas rare que le courriel d'invitation à la messe en l'honneur du saint-patron soit envoyé depuis la boîte courriel de l'unité ou depuis celle du commandant » et que « dans les écoles, certaines activités sont organisées de telle sorte que le moment religieux revêt un caractère quasiment incontournable. »

Sur ce point, M. Lachaud a visé particulièrement les traditions de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. « On peut citer aussi la journée de cohésion, organisée au Mont Saint-Michel par les saint-cyriens, et qui donne lieu à un baptême du sabre ou du casoar. Dans une telle journée, dont l'acmé est manifestement cette cérémonie, on peut s'interroger sur la possibilité de s'éclipser pour manifester sa différence. Autre incongruité : la participation des saint-cyriens à une cérémonie d'accueil de l'anneau supposé de Jeanne d'Arc au Puy-du-Fou ! ».

La charge du député « insoumis » ne s'est pas arrêtée là. « D'autres pratiques comme la bénédiction de régiments entiers, de bateaux ou d'aéronefs doivent être proscrites. Toutes ces maladresses créent un environnement que les militaires d'autres religions, ou ceux qui ne croient pas, peuvent ressentir comme inhospitalier et excluant », a-t-il dénoncé. Et ses propos ont été émaillés par les exclamations de ses collègues.

Visiblement, beaucoup d'entre eux ont du mal à les avaler. « J'hésite à m'exprimer car certains propos m'ont profondément révoltée. [...] Chacun d'entre nous a ses valeurs et je préfère ne pas poursuivre car je ne cautionne vraiment pas tout ce qui a été dit. Chacun est libre de se positionner comme il l'entend », a réagi la députée [LReM] Aude Bono-Vandorme, qui a été choquée par l'expression « frisson de militarité » utilisée par M. Lachaud au sujet des élèves du lycée de Saint-Cyr l'École.

Le député [LR] Laurent Furst s'est dit « choqué » par « certaines expressions la militarité et la religion. » Et d'ajouter : « C'est la première fois au cours de mes huit années à l'Assemblée nationale que je me sens mal à l'aise. Je refuse donc de m'exprimer sur le sujet. » Membre du même groupe que ce dernier, Jean-Louis Thiériot s'est fait pédagogue.

« Quand nos régiments fêtent la Sainte-Barbe, la Sainte-Geneviève, la Saint-Michel ou la Saint-Georges, c'est un corps qui se réunit autour d'une tradition. Puisque ce sont mille ans d'histoire française, il se tient effectivement une cérémonie religieuse à laquelle personne n'est obligé d'aller [...] mais qui fait partie d'un corpus de traditions », a ainsi rappelé le député.

« Nous avons des régiments qui, en raison de leur histoire, portent sur leurs fanions et leurs drapeaux des insignes musulmans. Je pense au 1^{er} Régiment de Spahis et au Régiment d'Infanterie Chars de Marine, qui portent l'étoile chérifienne, mais aussi au 19^e régiment du génie qui porte le croissant musulman sur ses insignes – et la totalité de ce régiment se reconnaît dans ce qui fonde l'esprit de corps et l'unité d'un outil de combat. Le gros problème, c'est que vous avez confondu le cultuel et le culturel. Battons-nous contre les discriminations mais ne nous trompons pas de combat ! », a poursuivi M. Thiérot.

Député du Rassemblement nationale, Louis Alliot a vu dans les propos de M. Lachaud une « remise en cause des saints patrons de nos régiments. » [ce que l'intéressé a démenti lors de la séance]. Et, pour l'élu des Pyrénées-Orientales, si « ces fêtes peuvent en heurter certains, [...] c'est que la mentalité française a bien changé, s'agissant y compris de la défense de la Nation par son armée. »

« Il est très maladroit d'avoir voulu présenter des traditions telles que la référence aux saints patrons comme la manifestation possible d'une discrimination », a, pour sa part, réagi le député [LR] Charles de la Verpillière.

Dans les rangs du groupe LReM, et outre la réaction de Mme Bono-Vandorme, le député Jean-Michel Jacques, a fait part de son expérience. « Vous avez évoqué la tradition des saints patrons. Ayant fait une carrière militaire de vingt-quatre années, j'ai fait vingt-deux Saint-Michel et jamais je n'ai reçu l'ordre d'aller à une messe. Il est évident que c'est le commandant de l'unité qui donne l'ordre d'organiser cette cérémonie d'une demi-journée car c'est un moment de cohésion important mais la messe est toujours facultative. Si vous en parlez, c'est qu'un problème a dû se poser mais il doit être très marginal et inhabituel. Pour moi, comme pour tous les soldats, il n'y a dans l'armée française que trois couleurs : le bleu, le blanc et le rouge ! », a-t-il dit.

Député du Tarn et proche du 8^e RPIMa, le député Philippe Folliot a estimé qu'il est « des traditions dans notre armée qu'il ne faut pas confondre avec un quelconque prosélytisme » et « l'esprit de corps est un élément fondamental » qui « se bâtit notamment sur le respect des traditions. » Et de poursuivre : « Aucun régiment [de la 11^e Brigade Parachutiste, ndlr] ne peut se considérer comme tel s'il ne se réunit pas pour la fête de Saint-Michel ou ne commémore pas la bataille de Bazeilles. Dès lors, ne confondons pas religion et tradition, bien que des pratiques puissent heurter certaines personnes. »

Enfin, c'est le député Olivier Becht [UDI/Agir] qui a résumé probablement le mieux les enjeux que peut avoir cette question des traditions au sein des armées.

« La tradition est une mémoire mais aussi ce qui permet de souder le collectif. Or le collectif fait la victoire, à l'armée comme ailleurs. Nous devons donc faire en sorte qu'au nom de l'histoire de la France, mais aussi au nom de l'héritage de sa géographie, ces traditions puissent demeurer, sans qu'il y ait de procès d'intention fait aux armées lorsqu'elles mettent en place ses traditions », a fait valoir le parlementaire.

Photo : Saint-Georges terrassant le dragon. « Sa valeur militaire et son héroïsme en font très tôt un saint vénéré par les soldats et les cavaliers pour l'idéal chevaleresque qu'il incarne »... Via Arquus

Pour l'État-major des armées, l'innovation ne tend pas forcément vers « plus de technologie »

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 30 mars 2019



L'innovation est l'une des priorités du ministère des Armées, lequel a pris plusieurs mesures pour la favoriser, la plus emblématique d'entre-elles étant la création de l'Agence de l'Innovation de Défense [AID] au sein de la Direction générale de l'armement [DGA].

La Loi de programmation militaire [LPM] 2019-25 prévoit d'ailleurs un effort conséquent dans ce domaine, le budget dédié aux études et à l'innovation devant passer de 730 millions à 1 milliard d'euros par an d'ici 2022. Aussi, il n'est guère surprenant que l'État-major des armées [EMA] en ait fait l'une de ses trois « stratégies transverses » dans le plan stratégique qu'il a dévoilé la semaine passée.

Cette stratégie dédiée à l'innovation fixe deux objectifs : « mobiliser l'ensemble des acteurs de l'innovation de défense au service de la finalité des armées » et « libérer les énergies et décloisonner les processus dans les armées pour conserver la supériorité conceptuelle, organisationnelle et technologique. »

Pour le premier objectif à atteindre, il est question de travailler « en synergie » avec l'Agence de l'innovation de défense [ce qui n'est pas surprenant, ndr], de renforcer les liens avec les entreprises et de « profiter des partenariats et des alliances pour innover ensemble ».

S'agissant de ce dernier point, l'idée est d'exploiter « au mieux les opportunités qui se mettent en place avec nos partenaires alliés et européens ». Il s'agit de profiter du Fonds européen de défense [FED], dont 4 à 8% des 13 milliards proposés par la Commission européenne pour la période 2021-27 devraient être affectés à « l'innovation de rupture à haut risque », ainsi que de bénéficier du programme « Europe numérique », en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle et de la cyber-sécurité. Enfin, au niveau de l'Otan, l'EMA veut s'appuyer sur « l'innovation Hub » qui, créé au sein du commandement transformation [ACT], repose sur un réseau d'une cinquantaine startups, universités et autres centres d'excellence.

Quant au second objectif, les mesures de l'EMA pour l'atteindre visent avant tout à encourager les militaires à innover, notamment avec le « décloisonnement des structures, la simplification des procédures et la libération des initiatives. » En outre, est-il souligné dans ce plan stratégique, le « risque d'échec doit être accepté dès lors qu'il est analysé et exploité » et la « mobilisation de moyens financiers doit être facilitée pour acheter plus vite et mieux, y compris aux échelons les plus déconcentrés de l'écosystème innovation. »

Pour l'EMA, l'innovation permet « d'acquérir la supériorité opérationnelle » et concourt « au progrès dans la préparation et l'emploi des armes ». Et si elle « n'est jamais une fin en soi », elle

est un « moyen pour imposer sa volonté à un adversaire qui lui aussi innove. » Par conséquent, « elle répond à un besoin militaire prioritairement exprimé à partir des défis rencontrés ou envisagés par les acteurs opérationnels. »

Cependant, le plan stratégique de l'EMA insiste sur une notion clé : la « résilience » [le mot y est cité à au moins sept reprises]. Et cela suppose que les armées doivent être capables de fonctionner en « mode dégradé », c'est à dire en se passant de leurs systèmes les plus technologiquement avancés.

Le retour d'expérience [RETEX] relatif au déploiement d'un sous-groupe tactique interarmes [S/GTIA] en Estonie, en 2017, avait souligné cette nécessité. « Nos unités doivent être formées, ne pas relâcher les efforts dans le domaine de l'hygiène informatique comme les bonnes pratiques sur les réseaux et développer la capacité de travailler en mode dégradé, comme s'orienter avec une carte et non un GPS! », pouvait-on y lire.

Aussi, estime l'EMA, « l'innovation ne tend pas nécessairement vers toujours plus de technologie. » Et d'ajouter : « Les armées inventent dans l'adversité. Elles ont besoin d'innover en matière de réversibilité afin de pouvoir continuer à opérer [et à innover] en mode dégradé et dans la durée. » C'est ce que, autrefois, on appelait le « système D » [D pour « débrouillardise »].

a – Armée de Terre

Frères d'armes outre-Rhin

Mise à jour : 25/03/2019

Du 20 au 27 mars se déroule un exercice franco-allemand à Eschbach en Allemagne. Il concerne 369 militaires français et allemands du bataillon de commandement et de soutien (BCS), un bataillon binational stationné à Mülheim. Cet entraînement est aussi l'occasion de fêter les 30 ans du BCS et de la coopération franco-allemande.



Unique bataillon binational de la brigade franco-allemande (BFA), le BCS est né suite à la création de la BFA en 1989. Elle est considérée comme **un des socles les plus anciens de la coopération franco-allemande**. Dans le cadre de son intégration au sein des forces de l'OTAN, la BFA est présente sur tous les théâtres majeurs nationaux et internationaux. Sa mission principale est d'**intervenir dans les missions de maintien de la paix et de la sécurité**.

Un exercice de cohésion binationale

Cet entraînement est l'occasion pour la BCS de **renforcer et de mettre en avant l'interopérabilité du matériel et des personnels**. Il permet aussi de travailler dans différents domaines : le ravitaillement, le transport, les réparations de matériels et véhicules endommagés, le dépannage suite à un incident IED ou d'une prise à partie. Ce sont des compétences à maîtriser.

En ce qui concerne le matériel, les Français et les Allemands travaillent ensemble à la mise en œuvre des véhicules lourds et légers indépendamment des nationalités. En d'autres termes, un véhicule de 10 tonnes allemand peut charger ou tracter un véhicule français. De la même façon, des pilotes allemands sont formés à la conduite du PVP, alors que des pilotes français vont pouvoir conduire des véhicules allemands comme le MULTI (équivalent du PPLOG allemand).

Ce type d'exercice permet ainsi de **former des équipages binationaux** au sein des convois eux-mêmes mixtes et de renforcer la coopération franco-allemande et ce depuis 30 ans.



Droits : Armée de Terre 2019

Conduite sur sable : un complexe dédié

Mise à jour : 29/03/2019

Une semaine de formation, trois kilomètres de piste, huit hectares de zone d'évolution afin de mieux appréhender la conduite en milieu désertique : mise en place du complexe sable au 17^e groupe d'artillerie, à Biscarosse.

Conduire dans un milieu désertique présente des difficultés particulières : ensablement, dévers, pente, croisement de pont... Ces difficultés demandent des connaissances spécifiques. L'armée de Terre, engagée sur tout type de terrain, a réfléchi à la meilleure façon de former ses pilotes/conducteurs à la conduite en milieu sablonneux. Le **complexe sable** est l'aboutissement de cette réflexion. Il permet aux soldats de **mieux connaître leur véhicule ainsi que le milieu dans lequel ils évoluent.**



Autour de la formation

Appuyé par le commandement de la logistique (COM LOG), ce projet a été mis en place sous forme de **sessions d'une semaine**. Afin de maintenir un haut niveau de formation, **un instructeur ne prend en charge que trois véhicules et six pilotes/conducteurs par formation**. Cela lui permet de suivre de près la formation des militaires. Conçu en milieu naturel, le complexe peut **accueillir tout type de véhicule : véhicule léger, poids lourd et blindé léger**. En utilisant les formes naturelles du terrain (pentes et dévers) ainsi que les éléments du génie, des obstacles ont été aménagés. Le terrain a été pensé pour refléter au mieux la réalité de l'opérationnel. Les premières unités à bénéficier de cet espace sont celles du COMLOG.



Acquérir les compétences nécessaires

Ces sessions d'entraînement permettent aux militaires d'acquérir de nombreuses connaissances. Ils étudient ainsi tout d'abord la **spécificité du franchissement en milieu désertique** : position des pneus en fonction de l'obstacle, abordage de l'obstacle en fonction de la charge, création et préservation de la trace... Parallèlement à la connaissance du terrain, les militaires **abordent la connaissance de leur véhicule** : ses capacités de franchissement, de braquage, de moteur. Ils s'intéressent également à la **préparation du véhicule** et **analysent le milieu** (nature du sable,

chaleur). Grâce à ce complexe, pilotes et conducteurs de l'armée de Terre seront préparés au mieux aux opérations extérieures en milieu désertique.

Droits : Armée de Terre 2019

L'entraînement multinational au profit de l'interopérabilité : Dynamic Front 2019

Mise à jour : 29/03/2019

Du 14 février au 12 mars dernier s'est déroulé l'exercice Dynamic Front organisé par le *7th army training command* de l'armée américaine au *joint multinational simulation center* de Grafenwoehr, en Allemagne. Retour sur l'exercice d'artillerie le plus important du continent européen.



Cette année, ce sont 3 200 militaires de 27 nations et plus de 300 français de la 2^e brigade blindée Leclerc qui ont participé à l'exercice Dynamic Front. Cet entraînement annuel vise à renforcer l'interopérabilité des systèmes d'artillerie des forces de l'OTAN et des pays partenaires via une interface numérique dénommée *Artillery systems cooperation activities* (ASCA). La plateforme ASCA traduit une demande de tir d'une nation X pour l'envoyer à une nation Y en toute transparence pour les utilisateurs. Grâce à ce logiciel, il est possible de faire tirer des canons français sur des objectifs désignés par des américains et inversement. Coordonnant les appuis-feux, ce système donne à toutes les nations la possibilité de fournir et de recevoir un appui feu mutuel.



Comme les États-Unis, la France a engagé l'ensemble de ses moyens d'appui-feu lors de cet exercice : une batterie de mortiers de 120 mm et de caesars ainsi qu'une batterie mixte lance-roquette unitaire/Cobra ont été déployées. Elle a été principalement représentée par le 40^e régiment d'artillerie (40^e RA), renforcé par des éléments du 1^{er} régiment d'artillerie (1^{er} RA), de la section technique de l'armée de Terre et du centre de contrôle de l'artillerie de Canjuers.

Zoom sur l'exercice avec le lieutenant Matthieu



Le lieutenant Matthieu, du 40^e régiment d'artillerie a été engagé sur l'exercice du 14 février au 9 mars. Son rôle : *Observer Coach Training*. Il est chargé d'évaluer l'interopérabilité entre les

participants. Ce travail est effectué en binôme, avec le capitaine Franck de la 7th army training command.

« J'aime être au contact de nations étrangères. Confronter nos savoir-faire à ceux des autres », affirme le lieutenant Matthieu. En poste depuis quelques mois à Grafenwoehr, le capitaine Franck partage cette appétence de l'international. Il explique : « l'action conjointe des alliés dans le domaine de l'artillerie est nécessaire pour disposer d'une capacité de feu massive et de profondeur. [...] Pour travailler ensemble, il faut se connaître en termes de cultures et de procédures. Pour cela, nous avons besoin de travailler directement ensemble sur le terrain. On doit s'assurer de bien se comprendre ».

Durant l'exercice le lieutenant doit, souligne-t-il, « observer et évaluer comment mon régiment travaille au sein de la 1^{re} Cavalry Division américaine, qui est une division blindée. Je dispose d'une grille d'évaluation OTAN ». Le capitaine précise : « je supervise le lieutenant dans sa mission. Tous les Observer Coach Training sont binômés avec des observateurs américains ».

Avant que l'exercice ne débute, le binôme a assisté à une conférence de trois jours. Celle-ci était principalement consacrée à l'interface numérique ASCA, point de départ de l'interopérabilité. Le capitaine développe : « elle permet de mettre en commun toutes les demandes de tirs de tous les pays de la coalition dotés du système ASCA. Le tir sera attribué à une nation en fonction de la disponibilité de ses moyens humains et matériels et des effets à obtenir au sol ».

Ce programme de coopération **fluidifie la circulation des données, offrant une rapidité d'action. La mise en commun de moyens offre aux forces une force de frappe massive et de longue portée.** Elle permet **d'utiliser n'importe quels moyens feus pour répondre à un besoin.** Sur le terrain, les artilleurs français ont procédé à plus de 800 tirs toutes catégories confondues. Rendez-vous l'année prochaine à la même période pour reprendre l'entraînement.

Droits : Armée de Terre 2019

Le 17^e Groupe d'Artillerie a mis en place un complexe dédié à la conduite sur le sable

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 30 mars 2019



Maintenir une vitesse constante... Et si l'on doit s'arrêter, le faire si possible sur une pente descendante. Tels sont les quelques conseils à appliquer quand on doit conduire un véhicule sur du sable. Mais la théorie est une chose... La pratique en est une autre. Et il vaut toujours mieux s'y frotter avant de partir en opération, comme au Sahel, par exemple.

D'où l'idée de mettre en place un « complexe sable » au sein du 17^e Groupe d'Artillerie, qui est très bien placé pour celui puisqu'il est installé à Biscarosse [Landes].

« L'armée de Terre, engagée sur tout type de terrain, a réfléchi à la meilleure façon de former ses pilotes/conducteurs à la conduite en milieu sablonneux. Le complexe sable est l'aboutissement de cette réflexion. Il permet aux soldats de mieux connaître leur véhicule ainsi que le milieu dans lequel ils évoluent », explique le Sirpa Terre.

Ce « complexe », qui accueille des stagiaires pour des sessions d'une semaine, s'étend sur 8 hectares et compte 3 kilomètres de pistes. Pouvant accueillir tous les véhicules de l'armée de Terre, du véhicule léger au VAB en passant par les poids lourds, il comprend plusieurs types

d'obstacles mis en place par le Génie, afin de coller le plus fidèlement possible à la réalité opérationnelle.

Ce projet a été conduit avec l'appui du commandement de la logistique [COMLOG], concerné au premier chef au regard de ses missions dans la bande sahélo-saharienne [BSS]. « Afin de maintenir un haut niveau de formation, un instructeur ne prend en charge que trois véhicules et six pilotes/conducteurs par formation. Cela lui permet de suivre de près la formation des militaires », précise le Sirpa Terre.

Avec ce complexe, le 17^e Groupe d'Artillerie ajoute une corde de plus à son arc. En effet, il abrite également le Centre national d'évaluation et de formation à la Lutte anti-aérienne toutes armes [CNEF/LATTA], le Centre de formation cynotechnique [CFC]. En outre, il assure aussi la formation des tireurs VAB TOP.

Photo : Armée de Terre

b – Marine Nationale

En quoi le porte-avions Charles de Gaulle est-il un navire « écolo » ?

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 24 mars 2019



Quand on évoque le porte-avions Charles de Gaulle, on parle surtout de ses capacités militaires et des menaces auxquelles il peut être confronté. Plus rarement, voire jamais, des moyens mis en œuvre à son bord pour préserver l'environnement. Or, ce point a justement été abordé lors de l'audition de l'amiral Jean-Philippe Rolland, le commandant la Force d'action navale [ALFAN] lors d'une récente audition à l'Assemblée nationale.

Au niveau civil, le transport maritime représente actuellement entre 2% et 3% des émissions totales des gaz à effet de serre (GES), auxquelles il faut ajouter celles de particules fines, d'oxydes d'azote [NOx] et d'oxydes de soufre [SOx]. Et, si rien n'est fait, cela risque de s'aggraver à l'avenir étant donné que le trafic maritime devrait croître de 50 à 250% d'ici à 2050.

Alors, on peut toujours revenir à « la splendeur de la marine à voile » et au « charme du temps des équipages », pour reprendre les mots du général de Gaulle... Mais, en attendant, comme l'a souligné l'amiral Rolland [et quitte à faire hurler les « écologistes » les plus endurcis], la chaufferie nucléaire du porte-avions fait que le « coût carbone pour la propulsion, pour la production d'eau, pour la production d'électricité, pour la production de vapeur et pour les catapultes, c'est... zéro. »

En revanche, ce gain est consommé par les avions de son groupe aérien embarqué [GAé], pour lesquels « nous n'avons pas encore trouvé la façon de nous passer de l'énergie fossile », a précisé ALFAN. Cela étant, sur ce point, l'US Navy a réalisé des expériences concluantes avec des biocarburants... lesquels s'avèrent toutefois coûteux.

Au-delà de la question de la propulsion, le porte-avions Charles de Gaulle dispose d'une unité de traitement des déchets. « C'est une installation qui est pratiquement aussi stratégique que les préparateurs mission pour le groupe aérien : le jour où elle ne marche pas, c'est le début des ennuis à bord... », a confié l'amiral Rolland.

Ainsi, a-t-il expliqué, tous les déchets organiques [reliefs des repas par exemple] sont « pulvérisés, mélangés à de l'eau de mer et rejetés à la mer quand on est à plus de douze miles

marins des côtes, en application des règles internationales. » Et ce qui ne peut pas être traité à bord [papier, plastique, verre, emballages, etc...] est « compacté, emballé et stocké ».

Ces débris sont ensuite récupérés par le pétrolier-ravitailleur qui, toutes les semaines, approvisionne le porte-avions en carburant pour les avions, en vivres, munitions et pièces de rechange. Puis ils sont débarqués et insérés dans une « chaîne de traitement des déchets ».

Reste la question des eaux usées, c'est à dire les « résidus des douches et des toilettes. » L'amiral Rolland a précisé qu'elles sont stockées « dans des caisses dès lors qu'on est près des côtes ». Mais, a-t-il poursuivi, « lorsque l'on s'éloigne à plus de 12 miles marins des côtes, distance convenue par la convention dite 'Marpol', on est autorisé à rejeter ces déchets, qui sont certes organiques, mais qui présentent évidemment des inconvénients s'ils sont lâchés près » du littoral.

« Ainsi, nous agissons de manière complètement conforme aux normes 'Marpol', sur le Charles de Gaulle, comme d'ailleurs sur les autres bâtiments de la force d'action navale », a conclu ALFAN.

Lutte anti-sous-marine : coopération franco-italienne pour la frégate Auvergne

Mise à jour : 25/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Après sa participation à l'exercice OTAN « Dynamic Manta 19 », la frégate multi missions (FREMM) *Auvergne* a poursuivi son déploiement en mer Ionienne en conduisant un exercice franco-italien de lutte anti-sous-marine.

Le 8 mars 2019, l'*Auvergne* a rejoint au large de Catane la FREMM italienne *Alpino* et un sous-marin italien voué, pour la durée de l'exercice, à la recherche et à la poursuite des deux frégates. Au cours de cet entraînement opérationnel, les deux bâtiments appuyés par leurs hélicoptères Caïman embarqués et des avions de patrouille maritime ont pu démontrer un haut niveau d'interopérabilité dans un large éventail de domaines tactiques, notamment pour ce qui relève des systèmes d'information et de communication, des liaisons de données tactiques ou encore de l'exploitation optimisée de leurs senseurs, tout particulièrement en lutte sous la mer



A la fin de l'exercice, fort du témoignage de leurs officiers de liaison embarqués sur chacune des frégates et ravis de cette expérience nouvelle, les deux commandants ont confirmé la pertinence de cette collaboration et l'enrichissement opérationnel mutuel qui sont le résultat de manœuvres tactiques complexes et coordonnées, conduites de conserve par les équipages de nations voisines.

Cette coopération bilatérale confirme la capacité de ces deux puissances navales voisines à assurer conjointement la sécurité de leurs approches maritimes dans un domaine de lutte qui exige une attention permanente et une grande endurance.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

DEFNET 2019, la cybergdéfense se joue en équipe

Mise à jour : 29/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

L'exercice interarmées de cybergdéfense DEFNET 2019 s'est déroulé cette année du 18 au 27 mars. Pour cette édition, le centre support cybergdéfense de la Marine a exécuté une

attaque ciblée sur un réseau d'automates de la frégate multi-missions (FREMM) *Auvergne* afin d'éprouver ses capacités de lutte informatique défensive. Dès les premières phases de l'exercice, la cybersurveillance effectuée depuis la FREMM et à terre a démontré son aptitude à détecter les signaux précurseurs d'une attaque.

La détection et classification de ces signaux ont conduit à l'armement d'une cellule de crise à l'état-major opérationnel de la Marine (EMO-M) et au déploiement d'un groupe d'intervention cyber (GIC) Marine à bord de la FREMM *Auvergne*, permettant ainsi de recueillir des informations précieuses au plus près de la cible de la menace.



Mais c'est en interarmées que s'est jouée la classification finale de l'attaque grâce à la collaboration de la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI), sollicitée pour mettre en œuvre un GIC à partir du Centre Opérationnel Cybersécurité Régional (SOC-R) de Toulon, et les moyens de surveillance du Centre National de Mise en Œuvre des Intranets (CNMO-I) de Maisons-Laffitte. Et c'est avec l'industriel Naval Group que la menace a pu être contrée en effectuant l'application rapide d'un correctif de sécurité (patch).

« Le cyberspace est un champ de confrontation à part entière. Par les menaces numériques qu'elle traite, la cyberdéfense est au cœur de la conduite des opérations et du commandement. A l'instar de DEFNET, l'entraînement des équipages à la cyberdéfense est crucial pour développer notre protection et notre résilience. Comme pour la lutte anti-aérienne, il faut apprendre à détecter, classifier, traiter et détruire les menaces. Elle est autant l'affaire de spécialistes « cybercombattants », que de l'ensemble des marins pour se préparer au combat numérique.



Ainsi, le volet Marine de DEFNET 2019 a permis d'associer de nombreux acteurs, la DIRISI, l'EMO-M, le commandement de l'arrondissement maritime Méditerranée (CECMED), l'état-major de la force d'action navale (ALFAN), le service de soutien de la flotte (SSF), la FREMM *Auvergne*, et l'industriel Naval Group. Cette édition a aussi été l'occasion de mettre en œuvre une nouvelle méthodologie d'analyse des risques dans le cadre du déploiement d'un patch en temps très contraint.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

c – Armée de l’Air

Séminaire interarmées des grandes écoles militaires à Évreux

Mise à jour : 25/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Dans le cadre du Séminaire interarmées des grandes écoles militaires (SIGEM) qui se déroule à l'École militaire à Paris, une présentation de moyens aériens statiques et dynamiques de l'Armée de l'air a eu lieu mardi 19 mars 2019 sur la base aérienne 105 d'Évreux.



Cette manifestation a pour objectif de présenter à 600 élèves officiers issus de dix écoles différentes l'outil de défense dans la Nation et la place que leur engagement y occupe. Pendant une semaine, les élèves officiers participent à des conférences, travaux de groupes et présentations de matériels militaires. C'est également l'occasion pour les participants de rencontrer et de partager avec des hautes autorités françaises, parlementaires, ministres, chefs d'état-major des armées. À Évreux, les élèves ont particulièrement apprécié les présentations aériennes du Rafale solo display et du Falcon 50 de la Marine nationale. Ensuite, par groupe, ils ont participé à treize ateliers sur des thèmes variés tels que la dissuasion, la reconnaissance aérienne, les drones, la formation ou encore la patrouille maritime.



Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Le Puma de Zara treuille 2 plaisanciers

<http://lemamouth.blogspot.com/> mardi 26 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Deux plaisanciers ont été hélitreuillés par un Puma de l'EH 1/44 Solenzara, ce matin au large de la Corse. Ils avaient démâtés et les mauvaises conditions météo (vent violent, "creux de 6 à 7 mètres" selon l'armée de l'air) imposaient une réponse rapide, au large des îles Cavallo (8 NM à l'est de Pertusato). Aidé par le vent soufflant à 50 nœuds, le Puma d'alerte SAR a rejoint la zone de sauvetage en seulement 10 minutes de vol souligne l'armée de l'air. Deux sauveteurs plongeurs ont été déposés par le treuil sur le voilier de 12 m pour assurer les deux plaisanciers, qui ont été remontés en 20 minutes d'après le Sirpa Air. Ils ont été déposés cinq minutes plus tard au sémaphore de Pertusato et pris en charge par les gendarmes, tandis que le Puma reprenait sa veille, à Solenzara, après 1h30 de vol. En 2018, 62 opérations de sauvetage ont été coordonnées par le centre national des opérations aériennes et 28 personnes ont été secourues.



Le sauvetage, vu de la place du treuilliste. Photo EH 1/44



Une idée de la mer, ce matin, au large. Photo via Premar Med

Rafale en Egypte

Mise à jour : 26/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Du 1^{er} au 5 mars 2019, un dispositif de l'Armée de l'air s'est déployé sur une base aérienne égyptienne. Composé de deux Rafale et d'un A400M, il a permis de réaliser la première période d'entraînements conjoints au combat aérien. Essentiel aux partages de savoir-faire, ce partenariat franco-égyptien contribue à la préparation opérationnelle des deux armées en garantissant un haut niveau d'interopérabilité.

Composé de près de 40 aviateurs, le détachement français a fait escale à l'occasion du trajet retour du salon *Aero India* (Inde).

Cette période d'entraînement a débuté par la tenue de conférences théoriques destinées à harmoniser les concepts d'emploi et à permettre de partager les expériences opérationnelles. Ont également été réalisés des missions de combat aérien, le montage d'un groupe de commandement et de contrôle, la planification et la gestion d'une opération aérienne.

Une équipe de mécaniciens français était projetée afin de maintenir une disponibilité optimale des Rafale. Les mécaniciens des deux armées ont ainsi pu partager expériences et méthodes de travail.

Cette activité opérationnelle fait suite à une impulsion des deux chefs d'état-major des armées de l'air qui se sont entretenus à l'occasion d'une campagne de tir Rafale commune réalisée à partir de la base aérienne 126 de Solenzara en Corse.

La présence des Rafale français de l'Armée de l'air sur une base aérienne égyptienne traduit une relation singulière et opérationnelle. Ce type de coopération témoigne de la confiance que les deux armées ont su établir. Elle renforcera l'efficacité de nos capacités communes pour contribuer au renforcement de la sécurité et à la stabilité de la région.



Sources : Armée de l'air Droits : @ armée de l'air

10^e séminaire TSSG

Mise à jour : 26/03/2019 – Auteur : EMAA/BPLANS/ STRAT – Direction : Armée de l'air

Du 18 mars au 22 mars 2019, la division Stratégie du bureau Plans de l'Armée de l'air a organisé, sur le site du ministère des Armées à Paris, le 10^e séminaire annuel du *Trilateral Strategic Steering Group* (TSSG), qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative stratégique trilatérale (*Trilateral Strategic Initiative – TSI*).

La TSI est un forum de niveau stratégique réunissant les armées de l'air française, britannique et américaine. Elle a pour objectif d'améliorer l'efficacité opérationnelle et la coopération entre les trois armées de l'air. Les membres du TSSG guident l'effort au sein de leur armée dans le but de

renforcer la confiance et l'interopérabilité entre les trois nations et de promouvoir la puissance aérienne.



Le séminaire a rassemblé près de 50 personnes (membres du TSSG et experts des trois nations) autour de trois sujets issus des orientations fixées par les trois chefs d'état-major en juillet 2018, à l'occasion de la *Chief of the Air Staff's Air Power conference* :

- *Future C2* : face aux risques et menaces, explorer les pistes d'amélioration de la résilience du *command and control* (aspects organisationnels, humains et techniques).
- *Agile Basing* : face à l'accroissement des menaces, explorer les différentes pistes d'amélioration de la résilience des bases aériennes (durcissement, dispersion, coopérations internationales sur le théâtre européen comme en opération, etc.).
- *Artificial Intelligence for Information Sharing* : tirant avantage des opportunités offertes par les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle en matière d'automatisation, améliorer le partage d'informations au sein d'une coalition pour accélérer la consolidation des éléments nécessaires à la planification (dont ciblage).



Sources : Armée de l'air Droits : @ armée de l'air

Des élèves en immersion sur la BA 126

Mise à jour : 26/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Du 11 au 15 mars 2019, la base aérienne 126 de Ventiseri-Solenzara a accueilli les élèves de 2^e du bac pro Métiers de la sécurité du lycée Jean Nicoli de Bastia.

Accompagnés de leurs professeurs, les lycéens ont pu découvrir les unités de la base aérienne œuvrant dans le domaine de la sécurité. Ils ont ainsi visité la brigade de gendarmerie de l'air, l'escadron de protection et l'escadron de sécurité incendie et sauvetage. En fin de semaine, les adolescents ont pu avoir un avant-goût des aptitudes physiques nécessaires à l'exercice des métiers de la sécurité. La cellule préparation du combattant de la base leur a même proposé d'effectuer les tests de sélection à l'engagement comme militaire du rang.



Le bac pro Métiers de la sécurité proposé par le lycée Jean Nicoli de Bastia depuis la rentrée 2018 permet aux jeunes insulaires d'éviter de partir sur le continent pour suivre cette formation.

En première année, les lycéens découvrent les métiers de la sécurité privée ; en 2^e année, ils sont invités à se familiariser avec la sécurité publique et civile. En 3^e année enfin, les futurs bacheliers doivent choisir leur domaine de prédilection parmi ceux découverts au cours du cursus. La formation comprend chaque année huit semaines de stage réparties sur le cycle scolaire.



Sources : Armée de l'air Droits : @ armée de l'air

Un réserviste sur Caracal en opération

<http://lemamouth.blogspot.com/> mercredi 27 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Un Caracal a procédé à une nouvelle opération de sauvetage cette nuit au large d'Hourtin, secourant un pêcheur du chalutier Vent du Large, qui a été déposé ensuite à un hôpital voisin. Dans l'équipage de l'**EH 1/67 Pyrénées** figurait un réserviste, un des deux pilotes aux commandes de l'appareil. Un équipage comporte aussi un médecin et un infirmier, un à deux mécaniciens navigants, et un à deux sauveteurs plongeurs, le format évoluant selon la complexité de la mission.

Si le cas est unique sur Caracal (le moniteur vole aussi sur H225 civil employé pour les formations), il ne l'est pas dans l'armée de l'air, qui emploie un autre réserviste, sur Puma, au sein de l'**EH 1/44 Solenzara**.

Dans les deux cas, il démontre que même dans un cas nocturne (où l'astreinte n'est pas tenue dans les locaux de l'escadron, d'où un délai de réponse plus important que de jour), le réserviste est aussi compétitif que le personnel d'active. L'alerte a été déclenchée par le CROSS Etel à 20h10, le pêcheur a été hélitreuillé à 7 NM d'Hourtin à 22h43 et accueilli à l'hôpital à 22h55.



Un des dix Caracal de l'EH 1/67 Pyrénées. Plusieurs sont déployés au Sahel au sein de la TF Sabre. Photo JMT

Hommage à Pierre Chanoine

Mise à jour : 27/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Pilote au sein de l'escadron 2/4 « La Fayette » en 1944-1945, Pierre Chanoine a participé à la libération de la France avec 185 missions de guerre. Il s'est éteint à presque 98 ans le 19 mars dernier.

Breveté pilote militaire en 1939 à l'âge de 18 ans, Pierre Chanoine a eu un long parcours dans l'Armée de l'air. Afrique du Nord, États-Unis (Norfolk et en Virginie), où il a été formé sur avion Republic P 47, le Thunderbolt. Il est réaffecté en Afrique du Nord en 1944 et intègre le groupe de chasse « La Fayette », à la fameuse tête de Sioux. Il accomplit 185 missions de guerre, notamment pendant la campagne de France.



À la fin de la guerre, il entre à Air France et vole sur avions DC4, le Lockheed Constellation, le Super Constellation, le B707 et B747 avant de piloter le Concorde. Premier commandant de bord du Concorde d'Air France, il réalise le premier vol commercial Paris-Rio de Janeiro le 21 janvier 1976. Il devient ensuite le patron du secteur Concorde d'Air France, poste qu'il occupera jusqu'à son départ à la retraite en 1981. Il affiche deux records célèbres en leur temps : avec son équipage, il bat le record du Paris-Washington le 18 août 1978 en 3 heures et 35 minutes, avec Gilbert Rognon en officier pilote de ligne et Serge Vallet comme officier mécanicien navigant. Puis le 24 septembre 1979, c'est lui qui est aux commandes du vol direct et sans escale qui emporte le record de vitesse entre Caracas et Paris en 4 heures et 10 minutes de vol (4h30 bloc/bloc) sur le F-BTSC. Il compte 394 départs et 1278 heures sur Concorde. Et un total de 26 000 heures de vol.

Pierre Chanoine a présidé l'Aéro-club de France et l'association Promouvoir Concorde (aujourd'hui disparue), qui a milité pour la poursuite des vols lorsque les temps étaient difficiles. Grand officier de la Légion d'honneur, grand'croix de l'ordre national du Mérite, croix de Guerre, croix de la Valeur militaire, croix du Combattant volontaire, médaille des Évadés d'Espagne, Pierre Chanoine est également l'auteur d'ouvrages, courriers, pour l'aviation, pour Air France et pour *Le Progrès*.

* Pierre Chanoine, à droite sur la photo

Sources : Armée de l'air Droits : @ armée de l'air

DRHAA 4.0 sur la base aérienne école de Rochefort

Mise à jour : 27/03/2019 – Direction : Armée de l'air

Mercredi 20 mars 2019, le 2^e comité de transformation DRHAA 4.0 s'est tenu sur la base aérienne de Rochefort.

L'ensemble des hautes autorités de la direction des ressources humaines de l'Armée de l'air (DRHAA), dont le directeur et ses adjoints ainsi que les commandants des écoles de l'Armée de l'air, étaient réunies sur la base école de Rochefort. Ce comité est l'instance de direction du projet DRHAA 4.0 visant à moderniser l'ensemble des processus RH et à favoriser l'émergence de projets permettant de servir la politique de l'Armée de l'air en matière de fidélisation et d'attractivité.



DRHAA 4.0 mise sur la valorisation de l'aviateur, de sa formation et de ses compétences. Le projet se compose de plusieurs volets, dont la plateforme Épervier en cours d'expérimentation ou encore la digitalisation de la formation, dont notamment le campus numérique de Rochefort.

Ce 2^e comité a permis de faire un état des lieux des projets en cours, d'actualiser la feuille de route et de rappeler le cadre de gouvernance de DRHAA 4.0, transformation majeure qui touche tous les segments de la gestion des RH (recrutement, formation, gestion, valorisation des

compétences, etc.), mais aussi tous les métiers, les outils et plus fondamentalement la relation entre l'aviateur, le gestionnaire et l'employeur.

À l'issue de la réunion, le général de corps aérien Alain Ferran, directeur des ressources humaines de l'Armée de l'air, et les hautes autorités militaires ont suivi une visite proposée par le général de brigade aérienne Manuel Alvarez, commandant l'école de formation des sous-officiers de l'Armée de l'air. Les membres du comité se sont notamment rendus sur la plateforme HyNeSim (*hybrid network simulation*) à l'escadron de formation aéronautique des spécialités sol durant l'exercice national de cyberdéfense « Defnet ».



Sources : Armée de l'air Droits : @ armée de l'air

La PO scramblée pour 2 Tu-160

<http://lemamouth.blogspot.com/> vendredi 29 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Le **centre national des opérations aériennes** (CNOA) du **commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes** (CDAOA) a fait rugir le klaxon d'alerte et le gyrophare ce matin à Saint-Dizier et Lann-Bihoué, suite à une alerte diffusée par l'OTAN, évoquant une maraude de Tu-160 russes.

Un Rafale biplace a pris son envol de la première base tandis qu'un Mirage 2000 faisait de même de Bretagne.

En parallèle, un tanker d'astreinte et un AWACS étaient mobilisés dans l'opération de suivi des deux bombardiers stratégiques. Les chasseurs ont été apparemment ravitaillés une fois.

Peu après 14h, tous les Français avaient posé, après avoir vu les russes rebrousser chemin.

A noter qu'au moins un B-52 américain a décollé de Grande-Bretagne en direction de la mer de Barents aujourd'hui.

La PO d'Orange scramblée pour une assistance

<http://lemamouth.blogspot.com/> vendredi 29 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

La PO était à la fête aujourd'hui puisqu'outre les deux Tu-160, le **centre national des opérations aériennes** a aussi géré une assistance en vol, pour un Beech 33 en difficulté dans le sud de la France.

A la demande du pilote, qui a connu un problème technique dans les environs d'Alès, la tour de la **base aérienne 115** a été mise à contribution et un Mirage 2000C du 2/5 **Ile-de-France** a décollé.

Le Beech a pu se poser sans encombre par la suite.

d – Gendarmerie Nationale

Attentats de Trèbes et Carcassonne : hommage aux victimes

Accueil Actualités 2019 <https://www.gendinfo.fr/> 24 mars 2019 - Par la capitaine Gaëlle Pupin

Ce samedi 23 mars, un an après les attentats de Trèbes et Carcassonne, deux cérémonies d'hommages aux victimes ont eu lieu, en présence du premier ministre Edouard Philippe, de la

garde des Sceaux Nicole Belloubet et du général d'armée Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Le 23 mars 2018, Radouane Lakdim, 25 ans, entamait son parcours meurtrier en volant une voiture à Carcassonne, après avoir abattu le passager et blessé le conducteur par balle. Il tira ensuite sur des policiers devant une caserne, avant d'entrer dans un supermarché à Trèbes, où il tua deux autres personnes avant d'abattre le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, qui s'était livré à la place d'une otage. L'auteur de ces attaques avait ensuite été abattu dans l'assaut donné par les gendarmes de l'antenne GIGN de Toulouse.

Un an après les faits, deux cérémonies ont eu lieu afin de rendre hommage aux victimes, aux forces de l'ordre et à tous les habitants, durement éprouvés.

La première s'est tenue à la caserne Léna, à Carcassonne, pour rendre hommage au lieutenant-colonel Arnaud Beltrame. Dans la cour de la caserne, son portrait était entouré des autorités militaires et d'officiers de la 124^e promotion de l'EON qui a pris son nom. Représentant le premier ministre, la Garde des sceaux Nicole Belloubet a remis une trentaine médailles de la sécurité intérieure aux gendarmes, policiers, pompiers et fonctionnaires intervenus au cours de cet attentat, après avoir rencontré, dans la matinée, la famille du lieutenant-colonel. Elle a tenu à rendre hommage au « courage et à l'abnégation » des forces de l'ordre lors des attentats. Les assurant d'avoir « la reconnaissance de la Nation », elle a ajouté que « la France n'oubliera jamais le geste héroïque d'Arnaud Beltrame », avant de rappeler que cette cérémonie était l'occasion de commémorer « le don de soi, le courage, l'action face à la terreur, l'engagement, le chemin de la bravoure ».



Une deuxième cérémonie s'est ensuite tenue, en présence du Premier ministre, Edouard Philippe, à quelques kilomètres de Carcassonne, à Trèbes. Sur la place de la République, devant la mairie, le premier ministre a dévoilé la stèle en métal portant les noms des quatre victimes au-dessus d'une citation de Victor Hugo : « Les morts sont les invisibles mais ils ne sont pas les absents ». Evoquant le souvenir d'Arnaud Beltrame, Edouard Philippe a parlé du « grand homme de notre Panthéon », qui « par son geste », « a sublimé et réuni à la fois le visage des forces de l'ordre et celui des victimes », avant de conclure : « Arnaud Beltrame est devenu un héros et Trèbes est devenue une ville meurtrie mais vivante, à l'image de la France, courageuse, solidaire, forte et belle ».



Les gendarmes français découvrent le maintien de l'ordre selon l'USMC

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 25.03.2019 Par Philippe Chapleau



Le général Herve Renaud, directeur des personnels militaires de la Gendarmerie nationale, s'est rendu à Camp Lejeune pour y rendre visite aux cadres du *2nd Law Enforcement Battalion*. Il y a découvert certains équipements non létaux mis en œuvre par les *marines* (photo US Marine Corps).

A noter que le général Renaud quitte ce poste et devient adjoint au major général. Le mercredi 6 mars, le général de division Armando de Oliveira a été nommé en conseil des ministres directeur des personnels militaires de la Gendarmerie.



Poursuivi sur plus de 20 kilomètres, le policier emmène ses agresseurs à la Gendarmerie!

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 26 mars 2019 A la une, Brèves, L'actualité Île-de-France, Opérationnel D.C



Photo d'illustration (L'Essor).

Poursuivi par deux individus cagoulés, un policier de la brigade anti criminalité (BAC) d'Ermont (Val d'Oise) a conduit ses agresseurs dans une...brigade de Gendarmerie! Selon un gradé de la brigade de Chantilly, cité par le Parisien, ce gardien de la paix a fait preuve "*d'un très grand sang-froid*".

Les deux individus, qui ont affirmé en garde à vue vouloir voler le véhicule du policier qui rentrait à son domicile la semaine dernière, ont été condamnés par le tribunal de Pontoise pour "*tentative de vol aggravé, violence aggravée et mis en danger la vie d'autrui*", à un an de prison ferme, dont 4 mois avec sursis pour le conducteur.

Cette tentative de car jacking remonte à la nuit du lundi 18 au mardi 19 mars. Alors qu'il passait devant une station-service d'Attainville (Val-d'Oise) en rentrant chez lui, le fonctionnaire de police a été pris en chasse puis percuté à l'arrière par une voiture qui roulait à vive allure derrière lui et occupée par deux individus portant des capuches.

Réflexe oblige, le policier a composé le 17, est tombé sur le centre opérationnel de la Gendarmerie du Val d'Oise et leur a expliqué la situation qui s'est considérablement tendue puisque, comme dans un film, la voiture de ses agresseurs, s'est mise à la hauteur de la sienne et l'a percutée afin de l'obliger à s'arrêter!

Habile, le policier s'est arrêté et a subitement redémarré, aussitôt repris en chasse par les malfaiteurs jusque dans l'Oise sur la route départementale 1 016.

Après une course-poursuite de 20 km, le policier s'arrête enfin devant... la brigade de Chantilly, où un comité d'accueil est présent pour interpellier les deux individus.

Un grand bravo à ce policier et aux gendarmes.

Info L'Essor – Un policier succède au général Lavergne à l'Elysée, un gendarme dirigera la future DSPR

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 26 mars 2019 A la une, Brèves, Société Pierre-Marie Giraud.



Le général de brigade, alors colonel, Lionel Lavergne (Capture d'écran Assemblée nationale).



Gardes républicains dans la cour du palais de l'Elysée (MG/L'ESSOR)

Info L'Essor – Le général de Gendarmerie Lionel Lavergne, commandant le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), mis en cause par un rapport du Sénat dans l'affaire Benalla, va quitter l'Elysée, selon les informations de *L'Essor*. Il sera remplacé à son poste par un commissaire de Police, en vertu de l'usage de l'alternance qui veut que gendarmes et policiers se succèdent à la tête de cette unité mixte comptant actuellement 76 gendarmes et policiers.

Le GSPR assure la sécurité rapprochée du chef de l'Etat depuis le premier septennat de François Mitterrand en 1981 avec des configurations différentes : gendarmes uniquement, policiers uniquement, ou mixité gendarmes/policiers. Lionel Lavergne, 50 ans, avait pris le commandement du GSPR il y a deux ans, en mars 2017, succédant à Sophie Hatt, commissaire de Police, cheffe du GSPR durant quatre ans sous le quinquennat de François Hollande. Le général Lavergne est un des trois généraux de Gendarmerie chuteurs opérationnels avec les généraux Olivier Kim et Hubert Bonnaud.

Un gendarme à la tête de la DSPR

Quant au projet de création d'une direction de la sécurité de la Présidence de la République (DSPR), réunissant le commandement militaire de l'Elysée et le GSPR, il est en voie de finalisation, selon les informations de *L'Essor*. La première réunion sur l'architecture de cette nouvelle entité s'était tenue fin avril 2018. Cette DSPR sera bénéficiaire des mises à dispositions des personnels du GSPR et de ceux placés sous l'actuel commandement militaire de l'Elysée. Un volet budgétaire est également prévu.

La direction de cette DSPR devrait être assurée, selon les informations de *L'Essor*, par un officier général de Gendarmerie. Les auditions des personnes pressenties viennent de commencer au cabinet du président de la République. La commission d'enquête sénatoriale sur l'affaire Benalla a mis cause, il y a un mois, le témoignage du général Lavergne.

Dans une lettre adressée au président du Sénat Gérard Larcher, la commission a également relevé les témoignages de deux autres hauts responsables à l'Élysée, Patrick Strzoda, directeur de cabinet d'Emmanuel Macron et Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée. Elle soupçonne ces trois hommes de d'«*omissions, incohérences et contradictions*». Le bureau du Sénat, réuni sous la présidence de Gérard Larcher, a ensuite demandé au président du Sénat, de «*saisir le ministère public*» de la «*liste des incohérences et des contradictions relevées dans le rapport de la commission d'enquête*» mais sans citer le nom du général Lavergne.

Comment la Gendarmerie lutte contre les discriminations

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 27 mars 2019 A la une, L'actualité Île-de-France, Vie des personnels Gabriel Thierry



Illustration (Ph: M.GUYOT/ESSOR)

Un gradé qui s'amuse à tirer les cheveux d'une jeune gendarme et qui se moque de son conjoint, une inscription homophobe sur le mur d'une enceinte qui n'est pas effacée. Voici deux exemples de discriminations que la Gendarmerie traque depuis cinq ans à travers la cellule Stop-discri.

Mise en place à l'inspection générale de la Gendarmerie, cette cellule, forte de six personnels, est, pour les députés de la commission de la défense, un exemple à suivre pour les forces armées. «*Le dispositif de la Gendarmerie est exemplaire en ce qu'il a associé la lutte contre les discriminations à la couverture des risques psycho-sociaux, et aussi parce que le réseau de référents déployés sur l'ensemble du territoire a d'emblée visé l'ensemble des discriminations, et pas uniquement le sexisme*», soulignent-ils dans un rapport présenté ce mercredi 27 mars.

Des pratiques à généraliser dans les forces armées?

Deux pratiques en cours dans la Gendarmerie ont particulièrement intéressé les députés. Les élus estiment que l'intervention de témoins et d'associations de lutte contre les discriminations (SOS homophobie, Flag!, ou la Licra) dans les formations et la création d'une mission sur les hauts potentiels permettant de faire travailler les officiers sur leur mode de commandement pourraient être généralisées dans la défense.

Dans l'Arme, on porte ainsi particulièrement attention aux gendarmes adjoints volontaires. Les deux populations «*qui sont plutôt la cible des discriminations quand il y en a, ce sont les jeunes femmes ou les jeunes à statut fragile*», a ainsi expliqué devant les députés le général Jean-Marc Loubès, alors commandant de la région Île-de-France.

Cette région de Gendarmerie expérimente un dispositif inédit : les deux conseillers concertation du commandant bénéficient du renfort d'un conseiller officier, ce qui n'est pas prévu à ce niveau. «*L'objectif est de mieux comprendre les problématiques propres aux officiers*», précise Jean-Marc Loubès.

Sanction ou réhabilitation

En cas de discrimination avérée, ce général plaide pour une réponse graduée. Elle garantit, rapportent les députés, une tolérance zéro pour ces actes «*tout en permettant aux auteurs de comportements inappropriés de s'amender*».

Dans le cas contraire, si après enquête il apparaît qu'un personnel a été mis en cause injustement, ce dernier bénéficie désormais d'une procédure de réhabilitation. Instaurée en juin 2017, elle prévoit la réception, par l'intéressé, d'un courrier de soutien signé par le directeur général, un entretien avec son autorité et une visite du commandant chargé d'informer l'ensemble des personnels. Une manière pour l'Arme d'éviter le poison du doute.

La Cour des comptes demande à la Gendarmerie d'évaluer ses brigades de contact et de poursuivre sa rationalisation

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 27 mars 2019 A la une, Brèves, Société D.C



La brigade de contact de Dabo en entretien avec le maire de Waltembourg (Illustration/GT/ L'Essor).



La Cour des comptes (Crédit photo: TouN

Dans un rapport réalisé à la demande du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale, la Cour des comptes a réalisé une enquête sur l'accès aux services publics dans les territoires ruraux.

Dans cette étude agrémentée de cahiers territoriaux analysant la situation dans huit intercommunalités, les sages de la rue Cambon passent au scanner les services publics, dont la Gendarmerie, à laquelle ils consacrent plusieurs pages, accompagnées de chiffres et de tableaux.

Concrètement, la Cour des comptes demande à l'Arme d'évaluer les brigades de contact en créant "des indicateurs d'évaluation" et de "poursuivre sa rationalisation". (1)

"L'efficacité d'un tel dispositif, qui a vocation à mobiliser à terme des effectifs nombreux, et à justifier le maintien d'un maillage dense dans des territoires où l'activité opérationnelle est réduite, doit néanmoins pouvoir être évaluée à partir d'indicateurs à définir" justifie la Cour des comptes au sujet des brigades de contact créées en janvier 2018.

Poursuivre la rationalisation

Par ailleurs, la Cour en constatant *"qu'entre 2012 et 2018, le nombre de brigades de gendarmerie est passé de 3 163 à 2 919"* et en estimant que *"le maillage territorial de la gendarmerie nationale reste dense"*, préconise aussi de *"poursuivre la rationalisation entreprise par la DGGN d'autant plus que la subsistance, dans les territoires ruraux, d'unités ne disposant pas de la taille critique, n'est pas sans conséquence sur l'attractivité des postes à pourvoir au sein de ces brigades"*.

250 brigades peu attractives

La Cour des comptes chiffre ainsi à 250 les brigades en zone rurale qui sont considérées comme peu attractives.

Ce problème a été pris en compte par la Gendarmerie qui a créé l'école des gradés pour tenter d'y remédier.

Un gendarme pour 645 habitants en Ariège

Pour justifier sa préconisation de poursuivre la rationalisation, la juridiction a disséqué certaines régions de France et relève des cas bien précis en matière de ratio de couverture de la population *"qui est d'une manière générale bien plus favorable que le ratio moyen de 1 pour 1 000 affiché par la DGGN"*.

Elle cite l'exemple de l'Ariège qui, "avec un gendarme pour 645 habitants, bénéficie de la situation la plus favorable."

La Corrèze a une activité faible

De même, la juridiction financière qualifie de "faible" l'activité des gendarmes de Corrèze "avec moins de 18 faits constatés par an et par gendarme".

"Le niveau de délinquance dans ces territoires demeure faible et le calibrage des effectifs est assez peu corrélé à cet indicateur, alors que le maillage des brigades ne peut être totalement déconnecté de l'activité de police judiciaire de ces unités" écrit la Cour.

(1) Au 1er juillet 2018, 35 brigades territoriales de contact, composées de 146 militaires, avaient été créées.

Tableau n° 2 : évolution du nombre de brigades de gendarmerie entre 2012 et 2018

<i>En métropole</i>	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	Évolution
<i>Nombre de brigades territoriales de proximité</i>	1 506	1 488	1 477	1 419	1 341	1 332	1 305	- 201
<i>Nombre de brigades chef-lieu de communautés de brigades (COB)</i>	1 042	1 038	1 028	1 010	980	974	972	- 70
<i>Nombre de brigades territoriales autonomes</i>	615	614	617	618	634	639	642	+ 27
TOTAL	3 163	3 140	3 122	3 047	2 955	2 945	2 919	- 244

Source : DGGN * au 1^{er} septembre

Tableau n° 3 : effectifs des brigades territoriales dans les territoires ruraux depuis 2012

<i>ETP</i>	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	Évolution en %
<i>Affectés dans les brigades territoriales de proximité hors COB</i>	5 351	5 274	5 220	5 110	4 889	4 868	4 828	- 9,8
<i>Affectés dans les COB</i>	5 417	5 395	5 411	5 346	5 390	5 392	5 402	0,3
<i>Affectés dans les brigades territoriales autonomes</i>	1 608	1 637	1 697	1 894	2 101	2 136	2 182	+ 35,7
<i>Total - affectés dans les territoires ruraux</i>	12 376	12 306	12 328	12 350	12 380	12 396	12 412	+ 0,3
Total des effectifs des brigades territoriales	33 953	33 981	33 985	33 862	34 364	34 321	34 356	+ 1,2
<i>Part des effectifs affectés dans les territoires ruraux</i>	36,4	36,2	36,2	36,4	35,9	36,1	36,1	- 0,3 point

* Au 30 juin 2018. Source : DGGN

Tableau n° 4 : couverture de la population par militaire de la gendarmerie en 2017

Départements	Ratio population couverte par gendarme	Nombre de faits constatés par an et par gendarme
Ardèche	856	29,3
Ariège	645	23,5
Cher	805	26,6
Corrèze	747	17,9
Côte-d'Or	948	27,5
Haute-Saône	806	24,8
Lot	763	23,6
Vosges	902	26,9

Source : Cour des comptes d'après DGGN

Gilets jaunes: l'UNPRG veut alerter les députés

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 27 mars 2019 A la une, Opérationnel Matthieu Guyot



Gendarmes mobiles- illustration (Ph:M.GUYOT/ESSOR)

Auditionnés cet après-midi à 16h30 à l'Assemblée nationale, les responsables de l'UNPRG sont remontés. Le premier président national adjoint de la principale association de gendarmes Jean-Pierre Violet entend interpellier les membres de la commission d'enquête sur les moyens des forces de sécurité, présidée par l'ancien policier Jean-Michel Fauvergue.

Dans le cadre de la crise des Gilets Jaunes, *“la Gendarmerie travaille à 60% en zone Police. Dans certains départements, comme il n'y a pas assez de policiers au commissariat, le peloton de surveillance et d'intervention (Psig) et les brigades locales sont obligés de renforcer le dispositif qui est, les trois quarts du temps, tenu par un escadron de gendarmerie mobile”*, s'insurge-t-il auprès de L'Essor, quelques heures avant son audition.

Création d'un pôle violences urbaines

Jean-Pierre Violet, qui sera auditionné avec le secrétaire général de l'association Gérard Sullet, estime que, *“face à l'extrême violence des manifestations de Gilets jaunes, les escadrons doivent intervenir en unité constituée”* pour ne pas se mettre en danger. Et, pour mettre un terme à ces violences, il estime qu'au *“même titre que le pôle antiterroriste du parquet de Paris, il conviendrait de créer un pôle violences urbaines, avec un arsenal législatif actualisé et plus rigoureux”*.

En sous-effectif, les gendarmes sont usés et fatigués, dénonce l'UNPRG

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 28 mars 2019 A la une, Vie des personnels Matthieu Guyot



Gendarmes lors d'une cérémonie à la préfecture de Police de Paris en janvier 2016. Photo d'illustration (M.GL'Essor).

L'Union nationale des personnels et retraités de la Gendarmerie (UNPRG) a lancé son propre grand débat national. Afin de répondre aux députés de la commission d'enquête sur les moyens des forces de sécurité, la principale association de gendarmes a consulté ses 104 présidents départementaux. Et le constat, révélé hier aux parlementaires, est sévère. Il est d'abord lié au contexte, avec *“une extrême violence en hausse constante depuis les manifestations des Gilets jaunes”*, à l'encontre de gendarmes désormais *“usés et fatigués”*.

Les familles des mobiles en première ligne

Premiers touchés, les gendarmes mobiles. Le premier président national adjoint Jean-Pierre Violet cite l'exemple d'un escadron qui, *“depuis le 18 novembre, n'a eu que trois week-ends de repos, dont Noël”*. Avec des réunions de familles reportées et des vacances reportées, *“les familles sont touchées de plein fouet”*. Ils souffrent d'autant plus que quinze escadrons ont été supprimés sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, rappelle l'UNPRG.

Sous-effectif des brigades

Du côté de la gendarmerie départementale, le constat n'est guère plus brillant. Les brigades sont en *“sous-effectif permanent”*. Deux raisons à cela pour l'UNPRG : les *“personnels mutés non remplacés”* et *“la création de cellules particulières, brigades de contact (...) sans augmentation d'effectif”*.

Au plan général, l'UNPRG estime que l'attractivité de la Gendarmerie est en *“forte baisse”*, ce qui a deux conséquences néfastes. D'une part, *“un faible niveau de recrutement”* et des jeunes recrues qui ne sont *“pas aptes à répondre à la charge missionnelle toujours plus forte”*. Par ailleurs l'Institution peine à fidéliser des personnels dont *“75 % d'entre eux la quittent avant la limite d'âge”*

Pour une loi de programmation

Pour Gérard Sullet, secrétaire général de l'association, il est urgent d'*“augmenter les effectifs (...) le plus rapidement possible”*, en gendarmerie départementale *“mais encore plus en gendarmerie mobile”*. L'association demande une nouvelle loi d'orientation et de la programmation pour la performance de la sécurité intérieure (Loppsi) dans laquelle seraient inscrits ces recrutements mais aussi *“une amélioration des conditions de vie et de travail (...) surtout à l'égard des familles”*.

Huit colonels nommés au grade de général de brigade au 1^{er} avril

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 28 mars 2019 A la une, Vie des personnels



Officiers généraux de la Gendarmerie dans la cour des Invalides. Photo d'illustration (M.GL'Essor).

Au 1^{er} avril, la Gendarmerie comptera huit généraux supplémentaires. Un décret paru ce jour au *Journal officiel* nomme huit colonels dans la 1^{ère} section des officiers généraux, au grade de général de brigade.

Ils sont tous maintenus dans leurs fonctions, à l'exception du colonel Pascal Hurtault qui succède, à la tête de l'école de Dijon, au général de brigade Bertrand François, premier commandant de l'école, qui rejoint la direction de la coopération internationale (DCI) comme sous-directeur de la coopération multilatérale et partenariale.

Voici la liste des huit colonels nommés officiers généraux au 1^{er} avril :

- Roland Zamora, maintenu dans ses fonctions de commandant en second de la région de Gendarmerie des Pays-de-la-Loire, commandant en second le groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique.
- François Agostini, maintenu dans ses fonctions de chef d'état-major à l'inspection générale des armées-Gendarmerie.
- Gérard Escolano, maintenu dans ses fonctions d'officier adjoint commandement de la région de Gendarmerie Auvergne – Rhône-Alpes, zone de défense et de sécurité Sud-Est.
- Xavier Guimard, maintenu dans ses fonctions de sous-directeur des applications de commandement du service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure (STSI2).
- Sylvain Duret, maintenu dans ses fonctions de commandant en second de l'Ecole des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN).
- Pascal Hurtault, nommé commandant de l'école de gendarmerie de Dijon à compter du 1er juin 2019.
- Patrick Mabrier, maintenu dans ses fonctions d'officier adjoint commandement de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine, zone de défense et de sécurité Sud-Ouest.
- Christophe Herrmann, maintenu dans ses fonctions de sous-directeur de la défense, de l'ordre public et de la protection à la direction des opérations et de l'emploi (DOE).

La gendarmerie primée au 15^e Podium de la Relation Client

Accueil Actualités 2019 29 mars 2019 - Par Sirpa Gend - BPubli



Pour la quatrième année consécutive, la gendarmerie a remporté le premier prix de la catégorie « service public » du Podium de la Relation Client 2019.

Le 15^e Podium de la Relation Client® s'est déroulé jeudi 28 mars, autour du thème « Du flirt à l'engagement ». Le Podium de la Relation Client®, c'est 4 000 consommateurs interrogés, 16 critères d'excellence, 11 secteurs évalués et plus de 200 entreprises représentées. Parmi les lauréats, des entreprises connues et régulièrement primées comme la Maif, Air France, Amazon etc...

Pour la quatrième année consécutive, la gendarmerie nationale est lauréate de la catégorie « service public » (comprenant hôpitaux, préfectures, forces de sécurité, instances judiciaires, direction générale des finances publiques, pôle Emploi, CAF, CNAV et CPAM).

Palmarès des organisations plébiscitées par les consommateurs pour la qualité de leur relation client/usager et véritable étude des tendances, le Podium de la Relation Client® est la référence en la matière depuis 15 ans. Cette enquête, menée par BearingPoint et Kantar/TNS est, depuis sa création en 2003, la plus large et la plus objective réalisée auprès des clients/usagers qui se prononcent sur la performance des grandes entreprises et administrations en matière de relation Client parmi les secteurs d'activité de référence.



La justice annule une sanction de 10 jours d'arrêt pour avoir porté un bermuda lors d'un retour de mission

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 29 mars 2019 A la une, L'actualité Grand Est, Société D.C



Illustration (SD/L'ESSOR)

Voilà une affaire peu banale qui risque de faire jurisprudence au sein de l'Arme, voire des armées.

Un gendarme qui a été sanctionné de 10 jours d'arrêt ferme pour avoir désobéi à un ordre en portant un bermuda au lieu d'un pantalon au retour d'une mission en Guyane, vient de voir la punition annulée par le tribunal administratif de Strasbourg. La juridiction a rendu sa décision le 13 février après l'avoir examinée à l'audience le 23 janvier.

Les faits remontent à l'été 2016. Le 7 août, le gendarme mobile X, qui était en déplacement avec son escadron d'Alsace depuis le mois de mai a sciemment porté un bermuda dans l'avion du retour ainsi que dans le train entre Paris et l'Alsace. Or, le commandant d'escadron avait ordonné par note de service aux gendarmes de voyager dans une "*tenue civile correcte*" et avait interdit le port de "*tongs, shorts et bermudas*".

Le gendarme a été puni de dix jours d'arrêt ferme par le commandant de groupement, sanction qu'il a effectuée lors d'un déplacement en étant consigné dans sa chambre d'hôtel le soir après le service. (1)

L'ordre n'est pas illégal



Me Emmanuel Legrand (Photo DR)

Assisté par Me Emmanuel Legrand, avocat au barreau de Blois, et fin connaisseur de l'Arme pour être fils et petit-fils de gendarme, il a saisi le tribunal administratif afin de faire annuler cette décision. "*J'avais soulevé deux arguments principaux, le premier sur l'absence de réglementation de la tenue civile, et le deuxième sur la disproportion de la sanction, mais le tribunal n'a retenu que le deuxième pour annuler la sanction*" détaille l'avocat qui est néanmoins satisfait.

"*S'il fallait assurer l'homogénéité du groupe et son image de marque à l'extérieur, alors il fallait que le commandant de section fasse voyager ses subordonnés en tenue*" avait notamment plaidé l'avocat en estimant que "*le bermuda n'est pas une tenue indécente, même dans un avion et fait même partie de l'uniforme en Guyane*".

Sur la sanction, Me Legrand l'avait estimée *“totalement disproportionnée alors qu'il existe plusieurs sanctions de catégorie inférieures telles que l'avertissement, les consignes, la réprimande et la possibilité de sursis.”* Le pénaliste *“espère que ce jugement adopté contre les conclusions du rapporteur public fera date et servira d'exemple à l'avenir”*

L'avocat avait aussi attaqué la forme car selon lui *“la décision ne mentionnait pas les nom, prénom et qualité du signataire, et comprenait une signature illisible”*.

Le gendarme a désobéi et fait preuve de mauvais esprit

La ministre des Armées avait conclu à un rejet en estimant que le gendarme avait *“désobéi et fait preuve d'un mauvais esprit”*.

Sur la proportionnalité de la punition, le ministère a justifié la décision, en expliquant qu'elle faisait partie des sanctions du 1^{er} groupe, qui regroupe les moins sévères et qui n'ont aucun impact sur la situation financière ou l'avancement.

Dans ses attendus, le tribunal administratif *“juge que le gendarme a manqué à son devoir d'obéissance et commis une faute de nature à justifier une sanction disciplinaire”* mais que *“l'autorité investie du pouvoir disciplinaire a pris une sanction disproportionnée en lui infligeant une sanction de dix jours d'arrêt.”*

L'Etat devra verser au gendarme une somme de 1 300 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative. En revanche, le tribunal n'a pas accordé les 4 000 euros au gendarme au titre des dommages et intérêts.

Le militaire a accueilli cette décision avec un sentiment mitigé car pour lui, la sanction a été effectuée, et l'a selon lui et son avocat, bloqué dans son avancement en l'empêchant d'obtenir son diplôme d'arme alors qu'il avait réussi les écrits avec une moyenne de plus de 15/20. Son dossier a été refusé à la commission finale en raison de la sanction inscrite à son dossier.

Se disant *“dégoûté”*, il va quitter l'Arme et prépare sa reconversion. Sur le fond, il ne conteste pas avoir désobéi mais estime que cet ordre n'avait pas de sens ni de justification et ne pensait pas être puni. *“Je suis militaire, fier de l'être, mais ce n'est pas une raison pour obéir aveuglément à des ordres qui ne sont ni expliqués, ni justifiés ou désuets”* lance le gendarme qui *“espère que ce jugement servira pour l'avenir”*.

(1)La sanction a été exécutée avant la réforme des jours d'arrêt.

e – Service de Santé

La DAPSA et la 1^{ère} CSS-FS au SOFINS 2019 : Une vision médicale pour l'innovation des forces spéciales

Mise à jour : 27/03/2019 – Auteur : ©BCISSA – Direction : ©BCISSA

Déployé sur le camp militaire de Souge (Gironde), où est notamment implanté le 13e régiment des dragons parachutistes, le Salon SOFINS (Special operations forces innovation network seminar) est le rendez-vous consacré à l'équipement futur des forces spéciales.



Salon biennal unique en Europe, le SOFINS permet de créer un contact direct entre les forces spéciales et les entreprises, pour répondre au mieux aux besoins particuliers des unités sur le

terrain. Les 25 exposants attendus cette année formeront un véritable laboratoire des technologies de pointe, au service du commandement des opérations spéciales (COS)

Le SSA sera présent (représenté par le bureau valorisation et l'IRBA) sur le stand du ministère des armées du 2 au 4 pour présenter ses savoir-faire au profit des forces spéciales.

-La 1^{re} chefferie des forces spéciales (1^{re} CSS-FS) y sera présente le 04 avril prochain, à l'occasion de différentes conférences présentant l'évolution du soutien médical des opérations spéciales.

Cet événement permettra cette année de valoriser l'expertise de la CSS-FS, basée à Villacoublay. La CSS-FS, en tant que composante médicale des forces spéciales, a pour responsabilité de rechercher des solutions innovantes permettant d'améliorer la prise en charge des commandos engagés dans les opérations spéciales.

-La 1^{re} chefferie interviendra sur les deux thématiques suivantes : la transfusion en sang total à l'avant et les problèmes logistiques qui en découlent ainsi que le clamage aortique endovasculaire et le besoin de simulation médicale qui en résulte, en évoquant notamment l'utilisation de la réalité virtuelle.

Inauguré le 25 avril 2014, le Cercle de l'arbalète est une association fédérant l'action des acteurs désirant contribuer au rayonnement et à l'équipement matériel des opérations spéciales.

Sources : ©BCISSA Droits : ©BCISSA

f – Renseignement

g – Cybersécurité

h – Service du commissariat des armées

Le Commissariat s'expose pour la 1^{ère} fois au SIGEM

Mise à jour : 25/03/2019 – Auteur : sca – Direction : sca

Le séminaire interarmées des grandes écoles militaires (SIGEM) se déroule cette semaine. Pour la première fois, le Commissariat des armées a été un acteur phare de la journée de démonstration de matériels qui a eu lieu ce mercredi 20 mars à Versailles Satory.

600 élèves des dix grandes écoles militaires françaises* se sont rendus sur les pistes de NEXTER pour découvrir les différents stands. Le Commissariat y a présenté dans un espace de 150m² du matériel soutien de l'homme nouvelle génération autour d'une thématique : *Le combattant a changé, son soutien aussi*. En partant de la pyramide de MASLOW adaptée aux besoins du combattant en OPEX, cinq espaces ont accueilli les élèves officiers : manger, dormir, être protégé, se laver et se divertir.

L'occasion pour les personnels du Centre interarmées du soutien « Equipements Commissariat » (le CIEC ex-CESCOF) et de l'ELOCA de Brétigny de présenter la plateforme sanitaire, la remorque douche, les cabines toilettes, l'abri douche et - dans la tente de 85m² - les effets d'habillement et de protection du combattant, les rations et le petit matériel de campement. Une opération rendue possible grâce à la mobilisation d'une grande partie du Service – la DCSCA, dont l'EMO SCA et la COMM, le CACI, le GSbdD de Versailles – et au soutien du CSOA et du CTTS.

Les élèves, curieux, ont pu à travers les différentes présentations, poser des questions et découvrir le rôle du Commissariat. Tout au long de la journée, ils ont porté un réel intérêt aux

innovations mises en scène. Succès donc pour cette toute première participation du Commissariat à l'événement annuel majeur qu'est le SIGEM.

N'oublions pas de souligner également l'implication de nombreux renforts du Commissariat, cette année encore, au soutien du séminaire interarmées. Ont été ainsi mobilisés 26 de nos conducteurs TC issus des GSBdD de Versailles, de Brest-Lorient, de Lyon-Mont-Verdun, de Vannes-Coëtquidan, de Vincennes, de Montlhéry, de Villacoublay, de Lille et de Paris Ecole Militaire. Une partie de ces mêmes groupements de soutien a aussi armé sept postes au centre opérationnel activé pour cet événement.

**École Polytechnique, École spéciale militaire de Saint-Cyr, École navale, École de l'air, École des officiers de la Gendarmerie Nationale (EOGN), École de santé des armées (ESA), École des commissaires des armées (ECA), École nationale supérieure de techniques avancées de Bretagne (ENSTA Bretagne), École nationale de la sécurité et de l'administration de la mer (ENSAM), École nationale supérieure de l'infrastructure militaire (ENSIM).*



Sources : SCA Droits : sca

i - Service des essences des armées

j - Forces Prépositionnées

Forces de Souveraineté

FORCES ARMÉES EN GUYANE (FAG)

FAG : Les FAG prêtent leur concours à l'établissement d'un record à la rame

Mise à jour : 21/03/2019

Parti de Lisbonne le 9 janvier, Lee Spencer, ancien Royal Marine britannique, vétéran d'Afghanistan amputé d'une jambe, s'est lancé le défi de traverser l'Atlantique en solitaire à la rame et sans assistance.

Une performance qui avait pour objectif d'offrir un regard différent au handicap et permettre de réunir des fonds pour l'œuvre caritative de la marine royale et le fonds Endeavour au profit des militaires blessés.

Arrivé dans la nuit du 10 au 11 mars au large de Cayenne, la base navale de Dégrad-des-Cannes a détaché un moyen pour le remorquer sur la dernière ligne droite en toute sécurité.

Le lendemain, la mise au sec du navire et sa sécurisation sur l'emprise de la base navale a été réalisée en lien avec le staff de M. Spencer.

Hébergée durant une semaine sur la base navale, l'embarcation du « *Rowing Marine* » a été mise en conteneur sous les ordres du maître de manœuvre avec l'appui du staff du recordman vendredi pour rejoindre l'Angleterre le lundi 18 mars.

Lee Spencer, avec sa traversée en 60 jours, devient le nouveau détenteur du record de la traversée de l'Atlantique en solitaire. Le record était jusque-là détenu par un marin valide : le norvégien Stein Hoff qui avait été le premier à la réaliser du Portugal jusqu'au Guyana en 2002. Stein Hoff avait fait le trajet en 96 jours, 12 heures et 45 minutes. « Soit 36 jours de moins », se félicite Spencer.

Fortes de 2 100 militaires, les FAG exercent des missions de soutien de l'action de l'État et contribuent aux missions de souveraineté. À ce titre, elles garantissent la protection du territoire national, et contribuent au maintien de la sécurité dans la zone de responsabilité permanente unique Caraïbes (ZRP), à la lutte contre l'orpaillage illégal (opération Harpie), à la sécurisation du centre spatial guyanais (opération Titan), et à la lutte contre la pêche illégale. Dans le cadre de leur mission de police des pêches, les FAG garantissent la souveraineté de la France sur les eaux placées sous sa juridiction, répondent aux engagements internationaux pris par la France dans le domaine de préservation des ressources halieutiques, et combattent les activités maritimes illicites.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES EN POLYNÉSIE (FAP)

La frégate française « *Prairial* » intercepte une importante cargaison de cocaïne dans le Pacifique

<http://www.opex360.com/> par Laurent Lagneau · 27 mars 2019



Si l'Amérique du Nord et l'Europe sont les principales destinations du trafic de cocaïne, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime [ONUDC] a constaté depuis maintenant quelques années que l'Océanie – en particulier l'Australie – tendait à devenir un marché de plus en plus important pour les réseaux de trafiquants sud-américains. Et pour cause : un kilo de cocaïne acheté 1.200 euros en Colombie peut se revendre jusqu'à 100.000 euros dans les rues de Sydney. D'où les importantes saisies de drogues effectuées récemment par les navires de la Marine nationale dans cette partie du monde.

En 2012, la plus grosse prise des marins français avait été une cargaison de 200 kg de cocaïne. Cinq ans plus tard, le volume des prises a été multiplié par dix, avec 1,4 tonne saisie par la frégate de surveillance Vendémiaire et près de 600 kg par le Bâtiment de soutien outre-mer [BSAOM] d'Entrecasteaux.

Et les prises sont visiblement toujours aussi importantes, comme en témoigne celle que vient d'effectuer la frégate de surveillance « Prairial » des Forces armées de Polynésie française. En effet, indique l'État-major des armées [EMA], ce navire a récemment été engagé dans une opération « NARCOPS » [lutte contre les narcotrafics] lors d'une mission de longue durée dans le Pacifique.

Ainsi, le 21 mars, un avion de patrouille maritime américain a repéré un « panga » [une embarcation de pêche traditionnelle, ndlr] suspecte au large du Nicaragua. Le Joint Interagency Task Force – South [JIATF-S], qui coordonne les opérations NARCOPS, a alors demandé à la frégate Prairial, dont la position était la plus proche, de se porter à la hauteur du bateau en question.

Seulement, l'arraisonnement d'un navire au comportement suspect obéit à des règles juridiques, en l'occurrence à l'article 17 de la Convention de Vienne. Ce texte autorise un « État partie à prendre les 'mesures appropriées' à l'égard d'un navire étranger battant pavillon d'un autre État partie et suspecté de trafic de stupéfiants, sous réserve de l'accord de l'État du pavillon. »

Aussi, pendant que la frégate se rapprochait de la position signalée par le JIATF-S, le commandement supérieur des Forces armées en Polynésie française à Tahiti s'est attaché à obtenir les autorisations nécessaires pour procéder au contrôle du panga.

Le feu vert ayant été donné, l'équipage du Prairial a pu procéder à la fouille de l'embarcation suspecte. Et c'est ainsi que 766 kg de cocaïne ont été saisis par l'équipe de visite de la frégate française.

« C'est une première depuis que les Forces armées en Polynésie française intègrent ce dispositif! La France démontre sa pleine capacité à intégrer des dispositifs interalliés, où on lui confie des pistes d'intérêt qu'elle sait parfaitement traiter jusqu'à la saisie de la drogue », s'est félicité le contre-amiral Laurent Lebreton, commandant de la zone maritime Pacifique [ALPACI].

L'EMA précise que cette action conduite par le Prairial s'intégrait aussi « dans une première participation à l'opération internationale Orion III, plus vaste encore, et qui mobilise l'ensemble des marines et des garde-côtes de la région, dans un effort commun de lutte contre le narcotrafic par voie de mer. »

Quoi qu'il en soit, avec cette dernière saisie, le Prairial a battu [sous réserve] son propre record en la matière. En février 2016, ce navire avait en effet intercepté un voilier parti d'Équateur avec 680 kg de cocaïne à bord.

FAPF : Le Prairial saisit près de 800kg de cocaïne en haute-mer

Mise à jour : 27/03/2019

Les Forces armées en Polynésie française viennent de réaliser une très belle opération NARCOPS - lutte contre les narcotrafics - en effectuant une saisie de près de 800 kilos de cocaïne dans les eaux internationales au large du Nicaragua.

Une opération à mettre au crédit de la frégate de surveillance « Prairial », en mission de longue durée dans le Pacifique, ainsi qu'à l'état-major interarmées et au bureau de l'action de l'Etat en mer des Forces armées en Polynésie française. « *C'est une très belle action collective, félicite le contre-amiral Laurent Lebreton, commandant de la zone maritime Pacifique (ALPACI) et commandant supérieur des Forces armées en Polynésie française. Ces opérations mobilisent nos marins, mais également notre état-major interarmées qui doit œuvrer dans un environnement interministériel, judiciaire et diplomatique, en lien avec les autorités françaises et étrangères. Le cadre juridique se doit d'être irréprochable.* ».

Au cours de son déploiement dans le Pacifique, la frégate a intégré les opérations de lutte contre ces trafics illicites aux côtés de plusieurs nations, sous le contrôle tactique du Joint Interagency Task Force – South (JIATF-S). Le 21 mars, un avion de patrouille maritime américain détecte un

panga (une embarcation de pêche traditionnelle en Amérique du Sud). Ce dernier, à la dérive en haute-mer au large du Nicaragua, a un comportement suspect, et le JIATF-S confie alors la mission au Prairial, le navire le plus proche de la position.

Le Prairial se rapproche en quelques heures du panga. Pendant ce temps, depuis le commandement supérieur des Forces armées en Polynésie française à Tahiti, les voies diplomatiques sont activées pour mettre en œuvre l'article 17 de la convention de Vienne sur la répression du trafic de stupéfiants. Les éléments de suspicion décelés permettent d'obtenir l'accord de l'Etat du pavillon à la fouille. Le commandant du Prairial déploie alors son équipe de visite à bord, qui débouche sur la saisie de 766 kg de cocaïne.

« C'est une première depuis que les Forces armées en Polynésie française intègrent ce dispositif ! se réjouit ALPACI. La France démontre sa pleine capacité à intégrer des dispositifs interalliés, où on lui confie des pistes d'intérêt qu'elle sait parfaitement traiter jusqu'à la saisie de la drogue ». Une action qui s'intégrait également dans une première participation à l'opération internationale Orion III, plus vaste encore, et qui mobilise l'ensemble des marines et des garde-côtes de la région, dans un effort commun de lutte contre le narcotrafic par voie de mer.

Les 900 militaires des forces armées de Polynésie française constituent un dispositif interarmées à dominante maritime prépositionné qui, avec les Forces armées en Nouvelle Calédonie (FANC), a pour principale mission d'assurer la souveraineté de la France sur le « théâtre Pacifique ». Il permet à la France de pouvoir assurer sa souveraineté, y compris sur ses territoires éloignés, d'intervenir en cas de catastrophe naturelle mais également de lutter contre les menaces grandissantes comme les trafics illégaux et d'animer la coopération militaire régionale avec l'ensemble des pays riverains de la zone pacifique.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Forces de Présence

FORCES FRANÇAISES EN CÔTE D'IVOIRE (FFCI)

Entraînement aéroterrestre en RCI

<http://lemamouth.blogspot.com/> jeudi 28 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Les paras de la 4^e compagnie du 3^e RPIMa ont eu des beaux moyens pour s'entraîner dans la première quinzaine de mars, dans le cadre de la manœuvre Turaco 2. Deux Casa 235 de la 62^e **escadre de transport** sont venus spécialement de France (il y avait donc sept Casa 235, soit un quart de la flotte en Afrique, un record), réalisant des aérolargages de fret, largages de personnels et poser sommaires. 300 voiles ont été ouvertes en une semaine.

Les paras colos ont trouvé sur place les deux Fennec désormais affectés aux **FFCI**, et une des deux Gazelle d'Abidjan également impliqué dans Turaco 2.

Les paras du 3^e RPIMa seront suivis d'autres dans quelques mois : ceux du 2^e REP.

FORCES FRANÇAISES A DJIBOUTI (FFDj)

FFDj : Des formateurs du 5^e RIAOM en Ouganda

Mise à jour : 28/03/2019

Du 2 février au 2 mars 2019, les marsouins, bigors, sapeurs de marine et bisons du 5^e Régiment interarme d'outre-mer (RIAOM) ont mené un détachement d'instruction opérationnelle (DIO) au profit de l'armée nationale ougandaise avant la projection de son 28^e *Battle-Group* en opération de soutien de la paix en Somalie (AMISOM).

Pour cette formation, les éléments du 5^e RIAOM étaient renforcés par le centre médico-chirurgical interarmées (CMCIA) des FFDJ. Ensemble, ils ont notamment travaillé les savoir-faire élémentaires communs à tout *Battle-Group* : démontage-remontage et manipulation de l'armement, techniques de tir, déplacements et formations du groupe de combat, gestes de premier secours, lecture de carte, utilisation de GPS, procédure radio, lutte contre les engins explosifs improvisés, mise en œuvre d'un check-point ou encore respect des règles opérationnelles d'engagement. Environ 1.400 soldats ont ainsi été formés.

« Comme pour toutes les Common Task Training (CTT), l'instruction du tir se déroule sur trois jours. Le premier est consacré à la théorie, le second à l'apprentissage et le dernier à la restitution tir avec un parcours à balles réelles de 60 cartouches », témoigne l'adjudant-chef Christophe.

D'autres ateliers plus spécifiques, menés avec des formateurs américains, britanniques ou néerlandais, portaient sur la formation tactique et technique de la compagnie motorisée ainsi que sur le perfectionnement des cadres des bataillons, du sergent au commandant d'unité. Les deux bigors (artilleurs des troupes de marine) du détachement ont de leur côté pu conseiller leurs homologues lors d'une formation sur les mortiers comprenant plusieurs phases de tirs.

« Après les trois semaines passées au sein des sections mortier, nous avons effectué les tirs qui concrétisent la formation dispensée. Nous avons mis notre expérience au service des instructeurs et des stagiaires, ce qui a permis notre pleine intégration au sein des forces armées ougandaises », explique le sergent-chef Pierre.

« Les instructeurs français sont à l'aise dans leur mission de mentor. C'est exactement ce dont nous avons besoin. Même si nous sommes bien préparés et expérimentés, nous apprécions leurs conseils qui nous permettent de sans-cesse améliorer nos instructions tant sur le fond que sur la forme », a conclu le capitaine John des forces armées ougandaise, responsable de l'instruction des cadres.

Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES FRANÇAISES AUX ÉMIRATS ARABES UNIS (FFEAU)/OCEAN INDIEN (ALINDIEN)

FFEAU : Exercice de guerre des mines franco-émirien East Dolphin 19

Mise à jour : 25/03/2019

La deuxième édition de l'exercice de guerre des mines East Dolphin s'est déroulée au large des côtes émiriennes, du 10 au 14 mars 2019.

Un état-major franco-émirien a dirigé les opérations menées par un groupe constitué des chasseurs de mines français et émiriens, d'un détachement du groupe plongeurs démineurs de la Manche (GPD Manche) et de plongeurs émiriens.

L'exercice East Dolphin 19 permet à la France et aux EAU de renforcer la capacité d'assurer ensemble la sécurité maritime jusqu'en haute mer. Les chasseurs de mines ont réalisé des exercices de navigation en formation ainsi que des opérations de guerre des mines au large d'Abu Dhabi. Le détachement de plongeurs démineurs français et émiriens, a quant à lui mené des opérations de déminage portuaire. Les unités ont profité de ces activités de coopération pour présenter leurs matériels et leurs savoir-faire respectifs.

Sous le commandement opérationnel d'ALINDIEN et la conduite de l'état-major de guerre des mines, les chasseurs de mines tripartites L'Aigle et Sagittaire, accompagnés d'un détachement du GPD Manche, sont actuellement déployés en Océan Indien et dans le Golfe Arabo-Persique.

Au cours de cette mission, des exercices bilatéraux et multinationaux sont conduits pour renforcer l'interopérabilité et la coopération avec les pays partenaires du golfe arabo-persique et présents dans la zone (américains et britanniques notamment).

Avec près de 650 militaires déployés, les FFEAU constituent l'une des bases opérationnelles avancées françaises à l'étranger. A ce titre, elle appuie les moyens militaires français déployés dans le Golfe arabo-persique et le Nord de l'océan Indien. Grâce à ses conditions d'aguerrissement, elle permet également d'entraîner les militaires français aux actions de combat en zone désertique et en zone urbaine. En tant que commandant de la zone maritime océan indien (ALINDIEN), le COMFOR FFEAU exerce son autorité sur une zone maritime s'étendant du Sud du canal de Suez à l'Ouest, et à l'Est jusqu'aux limites Ouest des eaux de la Birmanie, de l'Indonésie et de l'Australie. Il y promeut la politique de défense de la France et anime les relations militaires bilatérales.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU GABON (EFG)

EFG : Formation au profit des spécialistes du génie centrafricains

Mise à jour : 25/03/2019

Du 4 au 15 février 2019, les instructeurs du groupement de coopération opérationnelle/6e BIMA des éléments français au Gabon (EFG) ont conduit une formation au profit des spécialistes du génie des forces armées centrafricaines (FACA) à Bangui.

Ce stage avait pour objectif d'approfondir les connaissances de ces militaires qui avaient suivi un premier cycle de formation en décembre 2018. Ils ont ainsi pu travailler la récupération, l'enlèvement et la destruction des munitions ainsi que la mise en œuvre des explosifs.

La première semaine, les stagiaires ont effectué des exercices pratiques, travaillant sur des cas concrets propres au théâtre centrafricain. La semaine suivante était centrée sur la mise en œuvre et la gestion d'un site de DDR (désarmement, démobilisation, réintégration). Après une étude théorique, la formation s'est terminée avec un exercice de synthèse.

En 2018, près de 35 soldats FACA du bataillon génie ont pu bénéficier de formations dans le domaine du génie et la lutte contre les engins explosifs improvisés. Au total les EFG ont formé en 2018 près de 820 soldats centrafricains, contribuant ainsi au renforcement de leurs savoir-faire opérationnels.

Pôle opérationnel de coopération, les EFG complètent la formation des militaires des pays partenaires de la communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) durant leur mise en condition avant engagement dans des opérations intérieures ou extérieures. Près de 8 400 stagiaires sont répartis chaque année au sein de plus de 200 stages hautement spécialisés. Les EFG sont également un point d'appui opérationnel et logistique (Base de Soutien Interarmées de Théâtre – BSIAT) en Afrique centrale pour la conduite éventuelle d'une opération par l'armée française ou pour le transit des forces.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFG : Formation au secourisme pour les élèves officiers équato-guinéens

Mise à jour : 25/03/2019

Du 4 au 15 février 2019, les instructeurs du groupement de coopération opérationnelle/6^e BIMA des éléments français au Gabon (EFG) ont dispensé une formation secourisme au profit des élèves officiers des forces armées équato-guinéennes et de leurs cadres au sein de l'école militaire interarmées de Malabo.

Cette formation avait pour but d'initier les stagiaires aux gestes de premiers secours, puis de leur enseigner les techniques de sauvetage au combat. Ils ont également pu s'exercer à la prise en charge de blessés sous le feu ennemi.

À travers des mises en situation, les élèves ont appris à préparer et mettre en œuvre les actes de secourismes appris pendant la séquence théorique et de les enseigner à leur tour.

Ils seront plus tard en mesure de délivrer cet apprentissage à leurs futurs subordonnés.

Cette formation a permis de consolider la coopération entre les forces armées équato-guinéennes et les détachements d'instruction opérationnelle des EFG

Les EFG, pôle opérationnel de coopération (POC), contribuent à la formation opérationnelle et technique des militaires des pays de la Communauté Economique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) en développant des actions de partenariat. En 2018, ils ont dispensé des formations à 7000 stagiaires.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFG : Formation des forces tchadiennes au rôle de l'instructeur

Mise à jour : 28/03/2019

Du 15 au 26 janvier 2019, les instructeurs du groupement de coopération opérationnelle/6^e BIMA des éléments français au Gabon (EFG) ont dispensé une formation à « la pédagogie et au rôle de l'instructeur » au profit de 81 élèves officiers d'active (EOA) tchadiens au sein du groupement militaire interarmes à N'Djamena.

Durant cette formation, les EOA tchadiens ont pu s'approprier les fondamentaux de la pédagogie militaire et les outils de méthodologie nécessaires à la conduite d'une séance d'instruction.

Après trois jours de formation théorique et d'exercices d'applications encadrés, les stagiaires ont pris part à plusieurs séquences de restitutions. Ils ont ainsi délivré des séances d'instruction devant leurs camarades et leurs instructeurs dans leur domaine de spécialité (armement de dotation, combat de niveau individuel, ordre serré...).

Le stage s'est achevé par une cérémonie de remise des attestations en présence du général commandant le groupement militaire interarmes. Cette formation permettra aux futurs chefs de section d'instruire leurs soldats plus efficacement une fois en régiment.

Les EFG, pôle opérationnel de coopération (POC), contribuent à la formation opérationnelle et technique des militaires des pays de la communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) en développant des actions de partenariat. En 2018, ils ont dispensé des formations à 7000 stagiaires.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU SÉNÉGAL (EFS)

EFS : Formation au profit de militaires libériens avant projection au sein de la MINUSMA

Mise à jour : 26/03/2019

Du 29 janvier au 8 février 2019, un détachement interarmées des éléments français au Sénégal (EFS) a mené une action de formation au profit des forces armées libériennes à Careysburg, L'objectif était de préparer le détachement libérien à son futur engagement au sein de la MINUSMA.

Grâce aux conditions d'entraînement offertes par les EFS qui disposent d'un large terrain d'entraînement et d'infrastructures adaptées, les stagiaires ont pu profiter d'une formation complète et concrète au cours de ces deux semaines. Au programme : formation au combat d'infanterie, secourisme au combat (SC1) et lutte contre les engins explosifs improvisés (C-IED).

Les fantassins ont, dans un premier temps, travaillé les actes élémentaires et les missions du groupe de combat, avant d'effectuer de nombreux entraînements sur de savoir-faire plus spécifiques, comme la relève de blessés sous le feu ou la rupture de contact.

En parallèle, deux groupes de stagiaires sélectionnés ont reçu une instruction plus poussée. Le but était qu'ils deviennent des référents capables, par la suite, de former leurs compatriotes et ainsi devenir autonomes dans ces deux domaines.

Le stage fût clôturé par un exercice synthèse et par une cérémonie de remise d'attestations sur la place d'armes du camp.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : Instruction sur le tir de combat (ISTC) au Togo

Mise à jour : 27/03/2019

Du 7 au 17 janvier 2019, un détachement de l'unité de coopération régionale (UCR) des éléments français au Sénégal (EFS) a supervisé et appuyé un groupe d'instructeurs togolais qui conduisait une formation dans le domaine du tir au combat (ISTC) au profit de 57 stagiaires de l'école de formation des officiers des Forces armées togolaises à Pya.

Pour les experts français, il s'agissait d'accompagner et de conseiller les instructeurs togolais dans leur mission de formation des élèves officiers. Cette logique de formation des formateurs et d'appui à la mise en œuvre de bonnes pratiques s'inscrit pleinement dans la logique d'accompagnement développée au sein des pôles opérationnels de coopération.

Conduite en lien avec les formateurs togolais, cette formation a permis de travailler avec eux sur leur pédagogie et de parfaire la maîtrise du tir au combat des 57 stagiaires. L'objectif était également de permettre à chacun de pouvoir diffuser, par la suite, les bonnes pratiques et techniques de tir au sein de leurs unités.

Il s'agit de la première fois qu'un monitorat de tir au combat est conduit par des instructeurs togolais, ces derniers ayant été formés lors de stages précédents menés par des français.

Cette coopération fructueuse a été soulignée par le colonel Kadangha, commandant des forces armées togolaises, et le capitaine de frégate de Roquefeuil, attaché de Défense, venus présider la cérémonie de remise des attestations.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts

et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : Formation à la sécurité aéronautique de militaires aériens

Mise à jour : 29/03/2019

Du 04 au 08 mars 2019, deux pompiers de l'air du détachement interarmées de pompiers (DIAP) des éléments français au Sénégal (EFS) se sont rendus en Côte d'Ivoire sur la Base aérienne d'Abidjan. Ce déplacement avait pour but de mener un détachement d'instruction opérationnelle sur la sécurité aéronautique incluant une formation à l'utilisation des extincteurs au profit de 14 pompiers de l'air et 6 mécaniciens avions des bases aériennes d'Abidjan et Bouaké.

Les objectifs de ce détachement étaient d'approfondir les connaissances des pompiers de l'armée de l'air ivoirienne sur les techniques d'intervention aéronautique et l'utilisation des extinctrices grosses capacités.

Le contenu de la formation a porté sur les règles d'engagement sur une plateforme aéronautique, l'utilisation des radios, les différentes méthodes d'intervention et de placement ainsi que les risques inhérents aux avions d'armes et de transport. Un autre volet de l'instruction a permis de traiter d'aspects plus réglementaires, notamment sur le niveau de protection aéronautique.

Les stagiaires ont enfin pu profiter de la présence temporaire de deux aéronefs français type CASA pour effectuer une visite d'avion axée sur la sécurité.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 380 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

k - Réserves

Marine

La PMM Richelieu a pris le large pour sa période bloquée

Mise à jour : 26/03/2019 – Direction : Sirpa Marine

Du 3 au 8 mars 2019, les 50 stagiaires de la Préparation Militaire Marine (PMM) Richelieu de Paris, se sont rendus à Brest pour leur période bloquée. Accompagnés de leurs instructeurs, ils ont suivi un programme d'activités dense articulé notamment autour de la manœuvre, la navigation, les sorties à la mer et la visite de différentes unités de la Marine.



Dès leur arrivée à la base navale, les stagiaires se sont retrouvés en immersion complète pour une semaine au sein de différentes unités de la Marine situées en Bretagne. Depuis le début de leur cycle en octobre 2018, les stagiaires, filles et garçons, ont suivi différents cours et formations qu'ils ont pu mettre en pratique pendant cette période. En effet, les cours de navigation, d'instruction au tir, de formation « sécurité », d'ordre serré, mais également de vie dans la Marine leur auront été nécessaires pour appréhender cette semaine tant attendue.



Un programme dense leur a été préparé pour que la semaine soit riche en rencontres, au plus près du métier de marin. Visites de bâtiments et de bases d'aéronautique navale, exercices sécurité, navigation et sport ont rythmé la semaine des stagiaires, ravis de ce changement d'air. Temps fort dans le cycle des PMM, la période bloquée a permis aux stagiaires de renforcer leur esprit d'équipage. Des moments d'entraide et de cohésion ont renforcé les liens entre ces jeunes et ont donné à cette belle aventure humaine tout son sens.

Tout au long de leurs visites, les stagiaires et les encadrants de la PMM Richelieu ont bénéficié d'un accueil chaleureux de la part des marins des unités qu'ils ont visité. Pour certains stagiaires, nul doute que cette semaine d'immersion aura confirmé leur souhait d'engagement à plus long terme dans l'institution.

En savoir plus sur la réserve

<http://www.etremarin.fr/pmm>

Découvrez quelques portraits de réservistes

Rencontre avec Lorenzo, jeune réserviste calédonien

Rencontre avec Bérénice, réserviste fusilier marin

Rencontre avec Grégoire, guetteur sémaphorique

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

I - D.G.A.

La Direction générale de l'armement et Météo-France signent une nouvelle convention-cadre

Mise à jour : 28/03/2019 <https://www.defense.gouv.fr/dga/>

Joël Barre, Délégué général pour l'armement, et Jean-Marc Lacave, président-directeur général de Météo-France, ont signé le 13 février 2019 le renouvellement pour les huit prochaines années de la convention-cadre fixant les modalités de leur partenariat.



Cette convention-cadre permet la réalisation de prestations de Météo-France au profit des opérations d'armement conduites par la Direction générale de l'armement (DGA) : mise à disposition de systèmes d'observation et d'information, fourniture de données météorologiques, collaborations dans le domaine de la recherche, prestations d'expertise, d'ingénierie et de conseil, ainsi que des actions relatives à la normalisation et à la formation.

Conformément au décret fondateur de l'établissement, Météo-France fournit un soutien aux armées dans les domaines de la météorologie et du climat. De son côté, la DGA a notamment pour missions d'équiper les forces armées et de préparer le futur des systèmes de défense, ce qui nécessite une prise en compte de plus en plus fine des données environnementales, météorologiques et climatiques.

Inauguration du nouveau « data center » de MBDA

Mise à jour : 29/03/2019 <https://www.defense.gouv.fr/dga/>

Le 26 mars, l'ingénieur général de l'armement Christian Dugué, chargé de mission Dissuasion, a inauguré en compagnie d'Antoine Bouvier, président-directeur général de MBDA, le nouveau « data center » de MBDA, bâtiment situé au Plessis-Robinson (Hauts-de Seine) et accueillant un ordinateur à haute performance.



Le 26 mars, l'ingénieur général de l'armement Christian Dugué, chargé de mission Dissuasion, a inauguré en compagnie d'Antoine Bouvier, président-directeur général de MBDA, le nouveau « data center » de MBDA, bâtiment situé au Plessis-Robinson (Hauts-de Seine) et accueillant un ordinateur à haute performance.

Cet équipement informatique du meilleur niveau technique sera notamment utilisé pour la poursuite du développement du missile ASN4G (Air-Sol Nucléaire de 4ème génération), missile hypersonique propulsé par une technologie innovante de superstatoréacteur, dont les études préliminaires sont déjà en cours avec le soutien de l'ONERA.

L'entrée en service opérationnelle de l'ASN4G, prévue à l'horizon 2035, perpétuera la crédibilité de la composante aéroportée de dissuasion nucléaire mise en œuvre par les forces aériennes stratégiques (FAS) et par la force aéronavale nucléaire (FANu).

11 – France : Armements & Industries

Généralités

Le mercato chez les civils (aussi)

<http://lemamouth.blogspot.com/> jeudi 28 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

On a appris ce jour la nomination de l'ancien chercheur puis journaliste **Guillem Monsonis** comme directeur adjoint de communication chez Nexter. Il rapporte à **Alexandre Dupuy**, ancien pilote puis chargé d'affaires France chez Airbus Helicopters, avant de rallier l'état-major de Nexter, comme directeur des relations institutionnelles, de la communication et des ventes France.

Rédacteur en chef de la lettre TTU jusqu'en 2018, Guillem Monsonis était cette année auditeur de l'IHEDN.

Il succède à **Laëtitia Blandin**, qui arrivera, elle, dans quelques jours à la **DICOD**, au sein du centre de presse, sur un poste laissé vacant par **Frédéric Solano**, parti lui à la **DGAC**.

Laetitia Blandin, réserviste citoyenne au **1^{er} régiment de chasseurs**, est aussi enseignante de communication à Paris 2 Assas. Elle est sortie de l'IHEDN en 2017. Elle était directrice de la com externe de Nexter depuis 10 ans, après un poste de com au GICAT entre 2006 et 2009.

Dans son périmètre figurait également le branding et les salons professionnels, un autre poste sur lequel la DICOD a perdu son titulaire ces dernières semaines.

Plusieurs civils sont venus rejoindre la nouvelle DICOD **Yasmine-Eva Farès-Emery** (sortie de l'IHEDN un an après Laëtitia Blandin) ces dernières semaines, notamment **Tanguy Le Névé**, issu, comme elle, du **SIG**.

Finances

ADP, FDJ : soit l'Etat ne privatise pas soit il privatise tout

Opinions <https://www.latribune.fr/> Par Jacques Delpla | 22/03/2019, 9:26



(Crédits : AFP)

OPINION. Après le vote du projet de loi Pacte à l'Assemblée nationale, le texte qui inclue la privatisation d'Aéroports de Paris et de la Française des Jeux sera à nouveau examiné au Sénat en avril. Pour Jacques Delpla, économiste, est président de Europa Blue, une privatisation totale est préférable à une privatisation partielle.

Les privatisations partielles sont une mauvaise idée, car elles spolient l'État, qui n'enregistre alors pas la prime de contrôle sur ce qu'il vend. Dans les cas d'ADP, ENGIE et la Française des jeux (FDJ), l'État aurait intérêt à vendre, en un seul bloc et en une seule fois, l'ensemble des actions qu'il détient aujourd'hui. Soit l'État ne privatise pas, soit l'État privatise tout.

Perte de valeur

Le Parlement débat de la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP), de la FDJ et de la cession de la participation de l'État dans le capital d'ENGIE (24%). Pour ADP, plusieurs voix ont demandé que l'État garde 20%, ou que les départements d'Île-de-France en détiennent 29% après la vente de gré à gré avec l'État. Ce sont de très mauvaises idées pour l'État : à chaque fois l'État perdrait 20 à 30% de la valeur de ce qu'il vend par morceaux.

Concernant ADP (prix de marché : 17,5 milliards d'euros), l'État en vendant en une fois son bloc de contrôle (50,6% du capital), empocherait 1,8 à 2,7 milliards d'euros de plus que s'il vendait ses parts dans ADP par petits morceaux.

Pourquoi ? Il y a en finance, deux types d'investisseurs en actions. D'une part, les petits investisseurs : passifs, ils ne décident rien dans l'entreprise et se contentent d'encaisser dividendes et plus-values. Ils ne peuvent que voter avec leurs pieds en vendant. D'autre part, il y a les investisseurs de contrôle : ceux-ci possèdent un bloc d'actions (en général au-delà de 20% du capital) qui leur donne le contrôle de l'entreprise. Pour avoir ce contrôle, ils sont prêts à payer plus que les autres. C'est la prime de contrôle, qui représente le prix supplémentaire par rapport à la valeur du marché d'une société, qu'un investisseur paie pour détenir le contrôle du capital de la société. Dans une Offre publique d'Achat (OPA), cette prime de contrôle est en général de +20% à +30% au-dessus du cours de bourse antérieur à l'annonce de l'OPA.

Prime de contrôle

Aussi, chaque fois que l'État vend une partie minoritaire d'une entreprise publique, il n'empêche pas cette prime de contrôle : il se spolie lui-même. C'est ce qu'ont fait tous les gouvernements qui ont privatisé partiellement. Il est ainsi étonnant d'entendre PS et LR critiquer la privatisation d'ADP, alors même que des gouvernements LR (Villepin) ou socialiste (Valls) ont privatisé partiellement ADP et ont donc spolié l'État.

Est-ce à dire que l'État doit vendre d'un seul coup ses entreprises publiques sans passer d'abord par le marché ? Pas tout à fait. La cotation d'une entreprise sur un marché a un avantage : elle fournit une information sur la valeur de marché de l'entreprise publique. Mais pour cela, pas besoin de privatisation partielle. Il suffit que l'État procède à une augmentation préalable de capital (par exemple de 10%) auprès des seuls marchés d'actions, pour augmenter les capacités de son entreprise. Le capital côté sur le marché (ici 9% du total) indique le prix de marché de la firme, hors prime de contrôle. Il suffit alors à l'État de vendre l'intégralité des 91% qu'il détient de la firme pour récolter l'intégralité de la prime de contrôle sur ses actions. Ainsi l'État maximise la valeur du patrimoine public. C'est cette dernière stratégie que l'État devrait poursuivre pour FDJ, qu'il détient aujourd'hui à 100%.

Pour les autres, l'État, actionnaire de contrôle d'ADP (à 50,6%) et d'ENGIE (à 24,1%), devrait vendre l'ensemble de ses actions (qui constituent encore un bloc de contrôle) en une seule fois pour empocher la prime de contrôle sur ses parts résiduelles. Pour l'État, cela représenterait une prime à la vente de 1,8 à 2,7 milliards d'euros pour ADP ; de 1,6 à 2,4 milliards d'euros pour ENGIE, soit au total de 3,3 à 5 milliards d'euros. (En réalité, ce serait un peu moins car les cours de bourses actuels de ADP et ENGIE intègrent déjà une probabilité de vente par l'État du contrôle de ces deux entreprises). L'État devrait donc vendre en un bloc et en une seule fois toutes ses parts dans ADP et ENGIE, pour autant qu'il y ait plusieurs acheteurs potentiels.

Jacques DELPLA, économiste, est président de EUROPA BLUE. Il effectue actuellement un travail de recherche sur les aéroports européens pour Plead.

Le déficit public au plus bas depuis 2006

Économie Flash Eco Par Le Figaro avec Reuters Mis à jour le 26/03/2019 à 12:39 Publié le 26/03/2019 à 07:52

Le déficit public est au plus bas depuis 2006



Les chiffres de l'Insee sur le déficit public ont été publiés mardi 26 mars, et il est au plus bas depuis 2006. Le seuil des 3% du PIB, exigé par l'Union européenne, est respecté pour la 2e année consécutive.

Le déficit public français a atteint l'an passé l'équivalent de 2,5% du produit intérieur brut (PIB), en baisse de 0,3 point sur un an, et reste ainsi dans les clous du pacte de stabilité européen avant une remontée déjà programmée au-dessus du seuil de 3% en 2019, selon les données publiées mardi par l'Insee.

L'institut, qui publie les premiers résultats des comptes nationaux des administrations publiques pour 2018, fait état dans le même temps d'une hausse de 56,6 milliards d'euros de la dette publique de la France l'an passé, inférieure à celle de 2017 (+70,2 milliards), à 2315,3 milliards d'euros. Rapportée au PIB, elle reste en revanche stable à 98,4%. Le déficit 2018 est le plus faible depuis 2006 en proportion du PIB et ressort en-dessous du niveau indiqué (2,7%) dans la loi de finances pour 2019 votée à la fin de l'an passé.

Accès au cash dans les territoires : les pouvoirs publics se mobilisent

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> Par Delphine Cuny | 28/03/2019, 6:20



Des distributeurs automatiques dans une agence Société Générale à Lille. (Crédits : SG)

Le gouvernement a mis en chantier, avec la Banque de France, une politique nationale de la gestion des espèces afin de garantir l'égal accès dans les territoires à des points de retrait. Une cartographie est en cours, alors que le paiement en cash devrait chuter de 20% à 25% d'ici à 2025.

« *La Banque de France n'abandonnera jamais les espèces* » avait affirmé le 12 mars dernier le gouverneur de l'institution, François Villeroy de Galhau. « *Le libre choix des Français du moyen de paiement est un élément central de la confiance dans la monnaie* » avait-il justifié, à l'heure où cette prise de position peut paraître passéiste aux tenants du tout-numérique. Cette préoccupation est visiblement partagée par l'ensemble des pouvoirs publics : lors d'une audition au Sénat, devant la commission des finances, ce mercredi 27 mars, le directeur général des services à l'économie et du réseau de la Banque de France, Erick Lacourrège, a révélé qu'un travail a commencé en vue d'élaborer « *une politique nationale de gestion des espèces, qui soit concertée le mieux possible pour assurer la continuité des moyens de paiement sur le territoire.* »

« L'illusion est grande de penser que l'on se dirige vers une société sans cash. La réalité est que, dans notre horizon de vie à tous, le cash continuera à être utilisé » a prédit Erick Lacourrège. « Il n'y a jamais eu autant de billets et de pièces en circulation qu'aujourd'hui » a-t-il rappelé.

A fin 2018, les émissions nettes d'espèces (le solde entre les billets et pièces mis sur le marché et ceux retirés de la circulation chaque année) ont en effet augmenté de 7,5% en France (de 5% en zone euro). Si la détention d'espèces mises de côté augmente, leur utilisation comme moyens de paiement est « *en baisse très significative* » a-t-il reconnu, souvent cantonnée aux petits montants (7,50 euros en moyenne et 28% des paiements en magasin en valeur en 2016).

« **D'après nos projections à 2025, on peut s'attendre à un reflux du paiement en espèces de 20% à 25%** par rapport à la situation actuelle. C'est très significatif » a relevé Erick Lacourrège.

Baisse du nombre de DAB

Pendant ce temps, s'ajustant à la baisse de fréquentation et à l'environnement de taux d'intérêt très bas qui pince leurs marges, les banques suppriment guichets et caisses, ferment et regroupent des agences. Société Générale n'aura plus que 1.700 agences en 2020, comme BNP Paribas, LCL un peu moins. Seules les banques mutualistes conservent des réseaux très

denses. La Banque de France va discuter avec chaque réseau bancaire de sa trajectoire à moyen terme, 2020-2025, en termes d'espèces.

« On s'est rendu compte à la Banque de France que l'on se trouve dans une situation où si on laisse faire les stratégies individuelles de tous les acteurs, on risque des points de rupture dans les territoires, notamment les plus difficiles à desservir » a estimé le représentant de la Banque de France.

Dans un contexte de crise des "Gilets jaunes", où l'inégal accès aux services dans les territoires est apparu comme un problème crucial, l'institution mène « *une étude fine de l'implantation du réseau de distribution des espèces, qui ne sera pas limitée aux distributeurs* », qui sera terminée d'ici à la fin du printemps. La France comptait à fin 2018 quelque 54.786 distributeurs automatiques de billets (en baisse d'un millier environ), ce qui représente environ 815 DAB par million d'habitants, ce qui est proche de la moyenne européenne à fin 2017 (846 selon la BCE), mais inférieur à l'Allemagne, l'Espagne, l'Autriche ou même au Royaume-Uni. Un nombre qui n'est pas forcément également réparti sur le territoire.

« Les premiers constats montrent qu'il n'y a pas aujourd'hui de problème massif d'accès aux espèces » a cependant considéré Jérôme Reboul de la direction générale du Trésor. « **En nombre de distributeurs de billets, nous sommes aujourd'hui au niveau de 2008.** A l'époque, personne ne disait qu'il y avait un problème d'accès aux espèces » a fait valoir le sous-directeur des banques et des financements d'intérêt général.

Selon le gouverneur de la Banque de France, interviewé dans le Dauphiné Libéré, « **près de 99% de la population française vit dans une commune où il y a un DAB sur place, ou un DAB à moins d'un quart d'heure de son domicile** ».

Identifier les déserts du cash

Jérôme Reboul a estimé que l'accès au cash n'est « *plus du tout un problème de DAB : il y a des modalités alternatives d'accès, comme le compte Nickel* » (filiale de BNP Paribas), compte sans banque à souscrire chez le buraliste, « *ou le Point Vert* », des relais chez des commerçants partenaires du Crédit Agricole pour réaliser des retraits. « *Le gouvernement est décidé à accompagner l'ensemble des solutions alternatives, c'est sans doute une des réponses possibles.* » Il a aussi évoqué le cash-back, la possibilité de retirer de l'argent chez un commerçant au moment d'un achat, qui peine semble-t-il à décoller.

La Confédération des buralistes a justement mis en avant les 1,2 million de comptes Nickel ouverts.

« Avec nos 24.500 buralistes, notre maillage peut être une des réponses. Nous pouvons être une alternative au distributeur » a déclaré la secrétaire générale de la Confédération, Sophie Lejeune. « Les Français viennent déposer en moyenne 5.800 euros par mois chez les buralistes et retirent environ 1.000 euros par mois. »

Un autre acteur a voulu mettre en avant son rôle dans l'égalité d'accès au cash dans les territoires.

« La Poste représente le réseau le plus étendu d'accès aux espèces en France, avec plus de 17.000 points de contact et un réseau de 7.700 DAB » a ainsi fait valoir le secrétaire général de la Banque Postale, Tony Blanco. Tout en insistant : « il n'apparaît pas nécessaire d'imposer une mission de service public ou des contraintes supplémentaires en matière de distributeur de billets. »

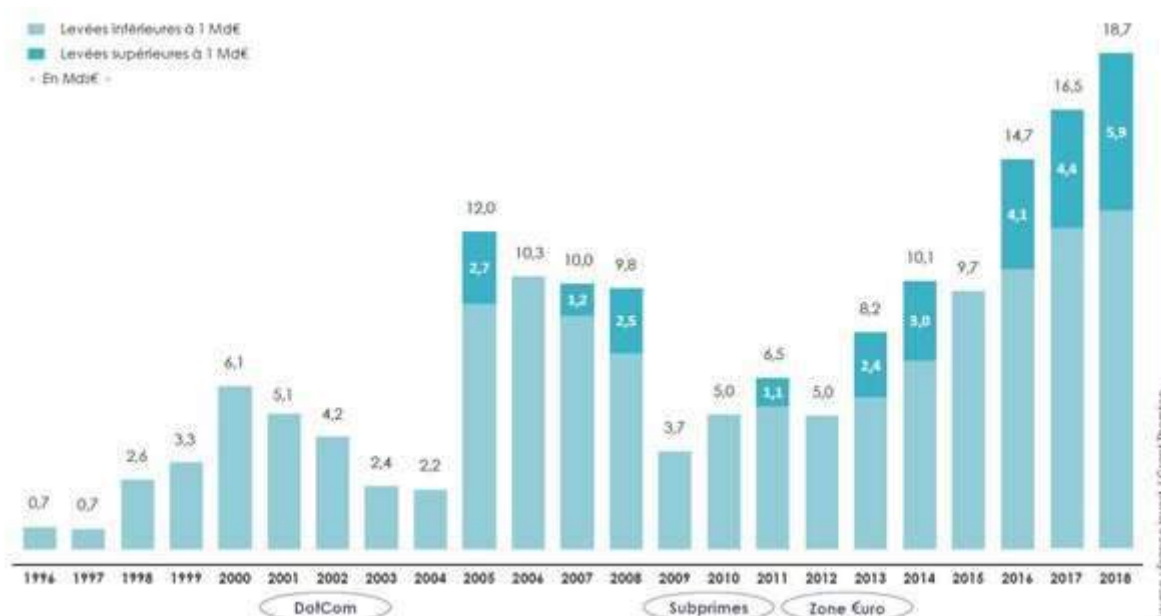
Une **proposition de loi du sénateur Eric Gold sur la désertification bancaire** en septembre dernier prévoyait un renforcement des obligations de la Poste afin que « *seuls 10 % de la population d'un département puisse se trouver éloignée de plus de cinq kilomètres et de plus de vingt minutes de trajet automobile.* » Amendée, elle a été adoptée en novembre puis renvoyée en commission.

Le coût d'installation d'un distributeur est de 90.000 euros et les coûts d'exploitation et maintenance de 14.000 euros par an, a rappelé Tony Blanco.

« Les déserts ne sont pas toujours là où on le croit » a toutefois souligné le secrétaire général de la Banque Postale, pointant des problèmes dans « nombre de zones périurbaines en particulier les quartiers prioritaires de la Ville. »

Le capital-investissement français au plus haut depuis la crise, mais « plus sélectif »

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> Par Delphine Cuny | 29/03/2019, 6:00



Les levées de fonds des acteurs français du capital-investissement ont bondi de 13% l'an dernier à un pic de 18,7 milliards d'euros. (Crédits : France Invest / Grant Thornton)

Le capital-investissement français a atteint un nouveau record de levées de fonds et d'investissements l'an dernier, selon l'étude de l'association professionnelle France Invest. Valorisations, dettes et levier sont proches de leurs niveaux de 2007 mais les fonds seraient plus regardants sur la qualité des entreprises soutenues.

Avec une dette mondiale au plus haut et des autorités, du FMI au Haut conseil de stabilité financière en France qui s'inquiètent de cet envol de l'endettement, faut-il s'inquiéter des sommets atteints par le marché du capital-investissement ? Le private-equity, en particulier le buy-out (rachat d'entreprise par endettement), bat des records à tous les niveaux, en termes de levées de fonds notamment. C'est le cas aussi du marché français, le deuxième au niveau européen, comme le montre l'étude annuelle de l'organisation professionnelle France Invest, dévoilée ce jeudi 28 mars. Les levées de fonds des acteurs français du capital-investissement ont bondi de 13 % l'an dernier à un pic de 18,7 milliards d'euros.

« Le montant est plus de 50 % supérieur au pic d'avant-crise, en 2005 », a souligné Dominique Gaillard, le président de France Invest, lors d'une conférence de presse. « Le private-equity est une classe d'actifs moins volatile, offrant un bon rendement à long terme, qui intéresse de plus en plus d'acteurs, des fonds de pension, des caisses retraite, des fonds souverains, des Family Offices », a-t-il relevé.

En revanche, les banques et les compagnies d'assurance ont diminué leur souscription, notamment du fait de contraintes prudentielles. Mais la révision de la directive Solvabilité 2, qui prévoit un allègement du coût en capital des portefeuilles d'actions non cotées, devrait voir revenir les assureurs.

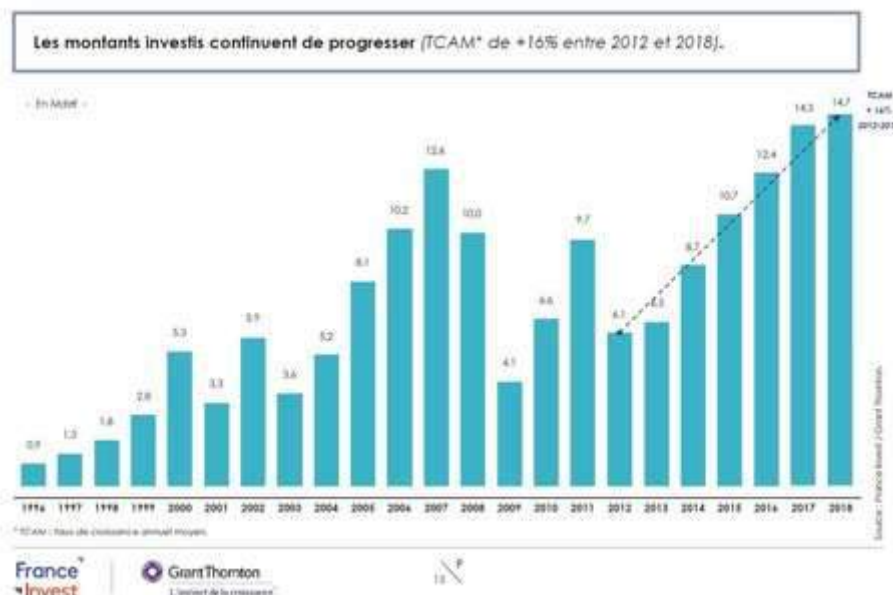
« Mon prédécesseur Olivier Millet [Eurazeo PME] avait fixé l'objectif de 20 milliards d'euros en 2020, je pense que l'on y sera. La tendance devrait se poursuivre » a prédit le président de France Invest.

Quant à savoir si le marché français dépassera le britannique, qui risque de pâtir du Brexit, il est encore tôt pour le dire.

Fonds de pension, family offices : investisseurs et concurrents

Le niveau des investissements a aussi atteint un record l'an dernier, à 14,7 milliards d'euros, mais la progression est moins forte (+2,8%) que l'afflux de liquidités, selon les chiffres analysés en partenariat avec le cabinet d'audit Grant Thornton. Cela vient notamment de la France (75% des montants investis, 84% des entreprises accompagnées), qui enregistre un repli de 4,6%.

« Le marché français continue de croître mais il n'est pas entièrement capté dans nos chiffres », a expliqué Dominique Gaillard. « Pas mal de Family Offices investissent en direct, nous avons une dizaine de fonds de Corporate Venture parmi nos adhérents alors qu'il y en a quarante. Certains nouveaux acteurs comme les fonds de pension canadiens (PSP, la Caisse de dépôt et de placement du Québec) font de grosses opérations mais ne sont pas encore membres » a-t-il ajouté.



[Evolution des investissements des acteurs du capital-investissement depuis 1996. Crédit : France Invest/Grant Thornton]

Ces nouveaux acteurs, qui peuvent rester beaucoup plus longtemps au capital des entreprises, sont une concurrence redoutable pour les fonds classiques de private-equity, ayant des contraintes de rotation du portefeuille. Concurrence qui pousse les prix, les valorisations à la hausse.

« Un certain nombre d'indicateurs sont proches de 2007 » a reconnu Dominique Gaillard, détaillant « les multiples de valorisation, en buy-out et en capital-risque, c'est incontestable. On le voit aussi sur le montant de dette et l'effet de levier, les contrats "covenant light" », aux clauses de protection allégées, sans engagement de respect des ratios financiers, qui s'étaient généralisés dans les LBO d'avant la crise financière et reviennent en force.

La part des prêts "cov lite" a grimpé à plus de 80 % l'an dernier, y compris en Europe. La situation serait cependant moins alarmante qu'il y a douze ans.

« En 2007, tout était cher ! Une belle boîte comme une moins belle boîte. Aujourd'hui, le marché est plus manichéen, les comités de crédit plus sélectifs » a estimé ce vétéran du private-equity avec trente ans d'expérience dont vingt chez le leader français Ardian.

Il a toutefois invité le marché à une plus grande modération et une vision à plus long terme, à l'heure où la durée de détention des participations tend à se réduire.

« Les investisseurs sont drogués au TRI [taux de rentabilité interne] ! Il faut qu'ils comprennent qu'il est aussi sain de faire 4 fois sa mise en restant 15 ans, et pas seulement de faire un TRI de 15% sur 18 mois ! »

Industries

Zapata vole avec Generate

<http://lemamouth.blogspot.com/> lundi 25 mars 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Belle prise pour le Generate du GICAT : l'inventeur du Flyboard, **Francky Zapata** a passé les fourches caudines pour rejoindre l'accélérateur de particules du groupement. Les membres de Generate, des startups pour la plupart, reçoivent un appui cousu main, notamment en terme de visibilité (facilitation sur les salons) et de connexion avec les clients français et étrangers (pour ceux qui en manquent).

C'est un concept privé, même si on peut imaginer que de telles attributions pourraient aussi faire partie de celles de l'AID, en charge de valoriser les startups comme le rappelait récemment la minarm.

La sixième promotion compte aussi, sur les 10 candidats auditionnés, Carfit (maintenance de trains roulants), Diva Robotics (robots terrestres), Olea Innovation (solutions chimiques pour la défense et la sécurité), Mim&Tech (camouflage).

Stéphane Imbert, pilote blessé en opération, aide les militaires comme lui à rebondir

Économie Entreprises <http://www.lefigaro.fr/> Par Corinne Caillaud Mis à jour le 27/03/2019 à 11:28
Publié le 27/03/2019 à 06:00



Les blessés psychiques militaires qui bénéficient d'une nouvelle expérience professionnelle sont déjà pris en charge et suivis médicalement par le Service de santé des armées STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

Ils sont aujourd'hui des centaines d'anciens militaires à chercher à se réinsérer en entreprise après un accident en opération. Rebondir est possible, preuve en est Stéphane Imbert, un ancien pilote qui a créé deux entreprises et vient aujourd'hui en aide à d'anciens militaires aujourd'hui en quête d'une nouvelle vie.

Ancien pilote d'avion et d'hélicoptère dans l'armée de terre, Stéphane Imbert a sacrifié beaucoup de choses pour son métier. Mais du jour au lendemain, tout s'est arrêté. Pourtant ce n'est pas en 2011, année où il est confronté à un grave incident de pilotage et perd le contrôle de son appareil, qu'il met un terme à sa carrière. Il la poursuivra encore pendant quatre ans. Mais lors de la chute de son avion, Stéphane Imbert a totalement lâché prise, en acceptant le risque de mourir.

Un événement traumatisant qui ressurgira brutalement alors qu'il est chef de détachement en pleine opération au Mali. Victime de troubles de la vue, de la parole et de problèmes gastriques, il est rapatrié d'urgence en France, où on lui apprend qu'il ne pourra plus piloter, ni exercer dans l'armée. S'ensuivent une mise en congé maladie longue durée et une période de déprime. «Pilote civil et militaire, d'un coup je ne rentrais plus dans les cases», relate Stéphane Imbert.

C'est lorsqu'il regarde un documentaire sur les drones que lui vient l'idée de s'orienter vers cette activité. Appuyé par la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (CABAT), il crée début 2015 sa propre société, Skybirdsvie, et intervient pour des entreprises, notamment sur des missions de sauvegarde archéologique, tout en formant leurs collaborateurs au pilotage de drone. Il emploie aujourd'hui deux personnes dans cette société où il s'est investi à 100%.

Des chefs d'entreprise réticents

Pourtant l'ancien pilote n'a pas voulu s'arrêter là. Il a souhaité à son tour participer à la réadaptation sociale de militaires blessés, en fondant en 2018 Hinov, une entreprise adaptée destinée à fournir des services innovants et haut de gamme aux industriels. «J'ai eu la chance de rebondir et je veux rendre un peu ce que j'ai reçu», explique Stéphane Imbert. Il emploie d'anciens militaires qui, comme lui, ont subi des blessures psychiques. «C'est toujours difficile pour quelqu'un qui n'a pas choisi de quitter son métier de se réadapter, surtout lorsque le handicap n'est pas visible, assure-t-il. Mais une fois dans l'entreprise, ces gens se donnent à fond».

Si les chefs d'entreprise sont réticents à engager ce genre de profil, c'est parce qu'ils ont peur de ne pas savoir les gérer. Pourtant, selon Stéphane Imbert, «cela n'implique rien de très compliqué, il faut faire un peu de pédagogie et expliquer aux managers ce qu'est un stress post-traumatique. Ca nécessite juste d'être un peu attentif. Ce qui fonctionne bien, c'est de mettre en place un système de parrainage, afin qu'il y ait une personne qui puisse faire la jonction quand ça ne va. Et puis au bout d'un moment, ça finit par passer».

Pour venir en aide aux personnes comme Stéphane Imbert, le Medef organise ce mercredi à 17h une conférence débat avec Sophie Cluzel, la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et François Lecointre, le chef d'État-major des armées. En introduction, Geoffroy Roux de Bézieux présentera le guide «Recruter dans vos équipes un militaire blessé: un engagement pour l'entreprise» réalisé pour l'occasion, avant de lancer officiellement les débats.

"L'analyse des données est une mine d'or pour les collectivités publiques"

Économie Start-in France <https://www.marianne.net/> Propos recueillis par Thomas Vampouille
Publié le 28/03/2019 à 15:30



Manty est une start-up made in France tournée vers la gouvernance et le service public. - BERNARD JAUBERT / ONLY FRANCE / Manty / montage marianne

Les start-up ne sont pas que des soldats de l'ubérisation de nos sociétés. Tournée vers nos gouvernants, la française Manty propose aux collectivités locales une analyse de leurs données pour les aider à prendre les meilleures décisions. Rencontre avec son cofondateur et PDG, Mathieu Nohet, qui ambitionne de bâtir le service public de demain.

Votre start-up, Manty, propose aux collectivités locales (mairies, métropoles, etc) une solution de traitement de leurs données "pour améliorer le service public". Comment vous est venue cette idée ?



Mathieu Nohet : On a lancé Manty en janvier 2017, avec deux copains de promo de Centrale. J'avais passé un bout de temps aux Etats-Unis où j'avais croisé les fondateurs d'une boîte qui s'appelle OpenGov, qui aide les gouvernements locaux là-bas à piloter les politiques publiques, en s'assurant que les deniers publics soient le mieux utilisés possible. J'avais aimé leur philosophie et en rentrant en France, je m'étais renseigné sur les "*big data and public policies*", c'est-à-dire comment on pouvait appliquer la recherche opérationnelle sur les données pour mieux gérer les politiques publiques. Les collectivités locales sont très influentes, elles gèrent beaucoup d'aspects de notre vie et leurs décisions sont trop importantes pour qu'elles n'aient pas les meilleures informations possibles avant de les prendre.

Les collectivités locales sont-elles conscientes du trésor que constituent les données sur lesquelles elles sont assises ?

Les services administratifs (état civil, finances, RH, facturation, urbanisme, services techniques, CCAS, etc) ont été très bien digitalisés, ce qui a produit en effet une masse très importante de données au niveau des collectivités locales. Le problème, c'est que celles-ci reposent dans des bases un peu hostiles, avec des logiciels qui ne sont pas forcément de la dernière génération... Certaines mairies n'imaginent donc pas la quantité de données qui dorment dans leurs logiciels. D'autres le savent et sont conscientes que l'analyse des données est une mine d'or mais elles n'ont pas forcément les compétences pour aller les exploiter. Cela n'aurait d'ailleurs pas forcément de sens pour chaque collectivité d'investir dans un "data scientist" pour le faire.

"Les décisions des collectivités locales sont trop importantes pour qu'elles n'aient pas les meilleures informations possibles avant de les prendre."

Quel outil proposez-vous et à qui ?

On commercialise une plateforme qui va aller se brancher sur l'ensemble des sources de données de la mairie ou de n'importe quelle administration, qui va centraliser l'information au sein d'une même base et qui ensuite, va donner accès aux décideurs publics aux informations dont ils ont besoin. Nous faisons pour eux le travail d'extraction des données, de nettoyage, d'harmonisation, de visualisation... Deux usages découlent de ce travail. On peut d'un côté proposer un diagnostic pour résoudre un problème ponctuel. Mais la plateforme est aussi un tableau de bord qui permet aux administrations de gérer l'ensemble de leurs systèmes.

Aujourd'hui, nous avons 25 clients en France, surtout en région parisienne mais aussi par exemple la mairie de Biarritz, la métropole de Clermont-Ferrand, Saint-Etienne du Rouvray... Et on prospecte un peu partout.

Donnez-nous un exemple concret de diagnostic qui a permis d'améliorer le service public en partant de l'analyse de données.

Notre premier client était Clichy-la-Garenne, où l'on s'était branché sur les données de services à la population : sport, culture... L'idée, c'était de voir si les tarifs appliqués étaient justifiés par rapport à la population. L'analyse des données a permis de mettre en lumière certains déséquilibres : on voyait par exemple que sur la musique, beaucoup de foyers du coefficient familial le plus bas, donc les classes les plus populaires, envoyaient leurs enfants au conservatoire, ainsi que beaucoup de familles des classes les plus riches. Mais au milieu, il y avait un trou dans les classes moyennes. Les élus n'étaient pas forcément conscients que la population avait évolué et il restait une grosse marche tarifaire : c'était très peu cher pour les familles populaires, puis les tarifs montaient et se retrouvaient très vite trop chers et accessibles uniquement aux plus riches. Une fois qu'ils ont eu cette information, les élus ont pu se pencher sur leur politique tarifaire.

"Le boulot de l'humain, et donc de la politique, c'est de dire où on veut aller; celui de l'analyse des données, c'est de dire comment on va y aller."

N'est-ce pas un nouveau symptôme de la prise de pouvoir des "technos" sur les politiques ?

On ne prend pas les décisions mais on fait des recommandations, suivant différents scénarios. Par exemple, sur la redéfinition d'une carte scolaire, selon qu'une mairie veut privilégier le moins de déplacements possible pour les enfants, ou plutôt la mixité sociale, ou encore faciliter la vie des parents en collant les écoles aux pôles de bureaux... Les différentes options et leurs conséquences sont calculées mais cela reste aux décideurs de choisir quel chemin sera emprunté. Le boulot de l'humain, et donc de la politique, c'est de dire où on veut aller; celui de l'analyse des données, c'est de dire comment on va y aller. *In fine*, cela permet au débat public de se concentrer sur la destination. Et on travaille avec des mairies de tous bords politiques, notre but est simplement que les élus aient les meilleures informations pour faire leurs choix de la manière la mieux éclairée possible.

La grosse inquiétude concernant l'analyse de données, c'est le respect de la vie privée. Comment la garantissez-vous et comment rassurez-vous les élus sur ce point ?

C'est en effet un gros sujet, qui peut faire peur aux élus. Ils ont notamment l'impression que la mise en place du Règlement européen de protection des données (RGPD) signifie qu'on n'a plus le droit d'exploiter les données personnelles, ce qui est faux. D'autant qu'un article du RGPD, l'article 6, autorise le traitement des données sans demander de consentement spécifique pour *"une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique"*. Nous, nous extrayons des données anonymisées : on n'a pas besoin de connaître le prénom des enfants pour savoir s'ils mangent à la cantine !

En tant que jeune entrepreneur, diriez-vous que la France est une "start-up nation" ?

L'Etat fait beaucoup pour accompagner et encourager les jeunes entrepreneurs. On a eu des soutiens de la BPI, on fait partie du réseau Entreprendre, une structure d'accompagnement des entrepreneurs... L'écosystème français est super pour lancer une boîte, il y a plein de mécanismes. Cela étant, mais c'est un phénomène européen, les ordres de grandeur ne sont pas du tout les mêmes qu'aux Etats-Unis. On n'a pas la même histoire ni la même culture, et ce n'est pas tant un problème de gestion publique que de gestion du risque, d'optimisme, dans nos sociétés.

Manty en quelques données



Lancée en janvier 2017 par trois jeunes diplômés de Centrale, Manty revendique deux ans plus tard un chiffre d'affaires d'environ 250.000 euros (2018). *"Nous sommes assez proches de la rentabilité, explique Mathieu Nohet, et nous continuons à signer de nouveaux contrats"*. La croissance de l'entreprise, qui fonctionne aujourd'hui avec une dizaine de salariés, lui a fait quitter récemment la fameuse "Station F", pépinière de start-up à Paris : *"On commençait à être à l'étroit !"*. Prochain objectif de la start-up française qui a pris soin de se choisir un nom de domaine européen (manty.eu) : l'Allemagne.

Airbus recycle ses vieux avions pour faire des meubles design

Économie Consommation <http://www.lefigaro.fr/> Par Jean-Baptiste Bernardeau Publié le 30/03/2019 à 07:45



La start-up «A Piece of Sky» met en vente des meubles recyclés à partir de composants obsolètes d'avions Airbus Regis Duvignau/X00095

À partir du 15 avril prochain, vous pourrez vous procurer des meubles design fabriqués à partir de pièces d'Airbus recyclées. Cette initiative originale est le fruit de la créativité de deux employés du groupe européen.

Une table basse fabriquée à partir d'un hublot, une lampe conçue avec des tuyaux en carbone de l'A350... Le fleuron de l'aéronautique européen a trouvé le moyen de recycler une partie de ses avions en fin de vie. Une communauté de designers récupère des pièces d'avions Airbus et les incorpore dans la création de meubles ou d'objets, prêts à être commercialisés.

Ce projet a germé dans l'esprit de deux employés d'Airbus, amateurs d'art et de peinture. À l'issue d'une formation, Jérémy Brousseau, responsable qualité de l'A350 et Anais Mazaleytrat, employée

à la transformation digitale, ont dressé le même constat: dans les vingt prochaines années, près de 6000 Airbus deviendront hors d'usage. La plupart d'entre eux seront désossés et revendus à la tonne, au prix de la matière première. D'autres termineront leur vie dans des cimetières d'avions à ciel ouvert aux États-Unis. Une aberration écologique, qui vient ternir «des milliers d'heures de travail» s'indigne Anaïs Mazaleyra, auprès de La Dépêche.

Les deux employés, en collaboration avec Airbus, ont créé au début de l'année 2018, la start-up «A Piece of Sky». Son objectif est simple: il s'agit de «prolonger la vie» des avions en fin de parcours, en laissant libre cours à l'imagination de designers indépendants. «Nous identifions des pièces d'Airbus susceptibles d'être réutilisées. Nous les partageons en ligne sur une plateforme collaborative auprès de la communauté de designers. Ils nous font ensuite des propositions de créations» explique Jérémie Brousseau, le cofondateur de la start-up. C'est ainsi qu'une partie du «radome en fibre de verre» d'un A350, à savoir le nez de l'avion, a été brillamment reconverti en fauteuil par la designer parisienne Christelle Doutey et vendu aussitôt près de 7000 euros. «Cet objet est cher car il s'agit d'une pièce unique mais notre volonté est d'utiliser des pièces moins rares permettant de produire des meubles à prix abordable pour les démocratiser» assure Jérémie Brousseau. Dans le premier catalogue qui sera mis en ligne le 15 avril sur le site de la start-up, deux gammes de produits seront proposées aux clients: des pièces uniques dont le prix pourra atteindre plusieurs milliers d'euros et une gamme plus accessible dont les prix seront compris entre 800 et 1000 euros.



Siège conçu à partir du nez d'un A350 Airbus

Une ambition assumée

La start-up toulousaine ne cache pas ses ambitions. Les premières livraisons de meubles et objets débiteront en janvier 2020 avec un objectif de production de l'ordre de 2000 pièces sur l'année. À ce jour, 22 prototypes sont disponibles mais «A piece of Sky» cherche à agrandir sa collection: «tout sera le fruit de la créativité des designers» indique Anaïs Mazaleyra. La jeune start-up projette également de présenter son concept au salon du Bourget en juin prochain et de participer au salon «Maisons et Objets», consacré à l'aménagement intérieur et à la décoration. Pour le moment, «A piece of Sky» se fournit en pièces d'avions par le biais du service achat d'Airbus, une situation qu'il faudra dépasser si la start-up veut à terme voler de ses propres ailes.

Industries d'armement

Comment Paris a élaboré son FMS à la française pour vendre 442 blindés à la Belgique

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 25/03/2019, 6:56



La Belgique souhaitait un partenariat de long terme avec la France dans le cadre de son acquisition d'une capacité de véhicules blindés multirôles (Griffon) et d'engins blindés de reconnaissance et de combat (Jaguar) (Crédits : Ministère des armées)

Le Parlement français doit ratifier dans les prochaines semaines un accord entre la France et la Belgique portant sur leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre. C'est dans ce cadre que Paris a structuré un contrat d'Etat à Etat pour vendre 442 véhicules blindés à Bruxelles. Soit le fameux FMS à la française.

Enfin... Depuis le temps qu'on entendait parler d'un FMS à la française (Foreign Military Sales, cet outil qui facilite les ventes d'armement à l'export entre les Etats-Unis et le reste du monde), la France va très rapidement mettre en place cet outil, censé faciliter les ventes des industriels français à l'export et ainsi conforter la base industrielle et technologique de défense (BITD). On en sait un peu plus sur le mécanisme mis au point par la France, qui va pour la première fois s'en servir pour la vente de 442 véhicules blindés à la Belgique (1,5 milliard d'euros) même s'il y avait déjà eu en 2014 une vente d'Etat à Etat avec le Pérou (satellite d'observation). Le programme CaMo (Capacité motorisée) est inscrit dans la loi belge de programmation militaire pour la période 2016-2030.

A l'image de son partenariat dans le domaine naval avec les Pays-Bas, la Belgique recherchait, au-delà de la simple acquisition de véhicules blindés, un partenariat capacitaire stratégique dans le domaine terrestre. Après quelques recherches, elle s'est finalement tournée en juin 2017 vers la France dans le cadre du renouvellement de sa composante terrestre motorisée à l'horizon de l'année 2025. La Belgique souhaitait un partenariat de long terme avec la France dans le cadre de son acquisition d'une capacité de véhicules blindés multirôles (Griffon) et d'engins blindés de reconnaissance et de combat (Jaguar) équipés de radios Contact (Thales) et du système d'information SICS (Bull). Soit le programme Scorpion. Après plus d'un an de négociations, l'accord a été signé le 7 novembre 2018 à Paris.

Au moins 40 millions dans les poches de l'Etat français

Ce nouveau dispositif innovant s'appuie sur trois textes : un accord entre la France et la Belgique soumis à l'autorisation du Parlement (ce projet de loi sera discuté le 28 mars au Sénat), un projet de protocole additionnel à l'accord classifié et un marché public passé entre la France, agissant au nom et pour le compte de la Belgique, et Nexter, en tant que maître d'oeuvre. Le protocole de fourniture des véhicules blindés couvre la part ferme du contrat ; une part de provision pour évolution et aléas destinée à financer, si nécessaire, des commandes éventuelles de prestations à caractère aléatoire et des dépenses administratives liées à l'exécution du contrat (par exemple, les intérêts moratoires) ; et une part de commande additionnelle de matériel supplémentaire.

Dans ce cadre, le budget de 1,5 milliard d'euros consacré par la Belgique couvre les paiements à Nexter ainsi qu'une rémunération à la France. Le soutien de Paris à cette opération va lui rapporter 40 millions d'euros hors taxes pour la part ferme initiale du contrat. Avant le 31 janvier de chaque année, Bruxelles versera 5 millions d'euros par jusqu'en 2023 à partir de cette année, puis 1,87 million jusqu'en 2031. Elle recevra 3 % du montant de chaque commande émise, au titre de la provision pour évolutions et aléas destinée à financer, si nécessaire, des dépenses ou prestations à caractère aléatoire non prévues à la date de notification du contrat. Elle recevra aussi 3 % du montant de chaque commande ultérieure.

S'agissant des circuits financiers, la Belgique ouvrira un compte à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) à Paris, destiné à recevoir les fonds versés dans le cadre de l'exécution du contrat. Les versements au titre du soutien de la France s'effectueront via un compte distinct et ouvert à la banque de France par l'agence comptable des services industriels de l'armement (ACSIA).

Des structures franco-belges

L'accord fixe les règles de gouvernance de l'opération. Dans ce cadre, Paris et Bruxelles vont créer un comité directeur co-présidé par quatre personnes : le chef d'état-major des armées (CEMA) et le délégué général pour l'armement (DGA) ou leurs représentants pour la France ; le chef de la défense (CHOD) et le directeur général des ressources matérielles (DGMR) ou leurs représentants pour la Belgique. Ce comité directeur s'assure notamment de la mise en oeuvre des décisions prises et statue sur les difficultés non résolues. Il s'appuie sur trois comités de pilotage

binationaux : Partenariat Armement, Capacitaire et programme. Enfin, un bureau de programme commun CaMo, piloté de Paris par un directeur de programme de la DGA assisté d'un adjoint de la DGMR, sera également mis en place.

Ces comités et le bureau de programme commun sont chargés d'assister la Belgique dans le pilotage du programme CaMo et des activités associées au partenariat stratégique, dans ses dimensions technologiques, juridiques, programmatiques, financières et industrielles. Ils doivent également identifier les possibilités de coopération et/ou de partenariat entre la France et la Belgique autour de la capacité de mobilité terrestre Scorpion, dans les dimensions doctrinale, organisationnelle, de ressources humaines, de soutien en service, de formation et d'entraînement ainsi que d'infrastructure. Enfin, ils doivent superviser la bonne exécution des travaux du bureau de programme commun CaMo, chargé d'assurer le pilotage du contrat.

Pas d'impact négatif sur les finances publiques

Selon l'étude d'impact réalisée par le ministère des Affaires étrangères, l'accord n'aura pas d'impact négatif sur les finances publiques française. Ce qui était une condition de Bercy notamment. La France n'a donc pas d'engagement de résultat ni de garantie de bonne fin s'agissant de la fourniture des véhicules par Nexter dans les conditions de prix, de délais et de performance fixées par le contrat. En outre, aucune responsabilité de la France n'est encourue en cas de dénonciation de l'accord ou du protocole de fourniture, ou de défaillance d'une partie ou survenance d'un événement extérieur s'opposant durablement et irrémédiablement à l'exécution du contrat. Enfin, l'accord prévoit des modes de règlement des différends entre la France et la Belgique exclusivement par voie de consultation et de négociation.

Au niveau juridique, l'accord est conforme aux engagements de la France dans le cadre des Nations unies ainsi qu'au droit de l'Union européenne, en particulier aux procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité. Enfin, le code des marchés publics français, particulièrement ses dispositions en matière de passation des marchés de défense et de sécurité, s'appliquera au(x) marché(s) conclu(s) par la France, au nom et pour le compte de la Belgique, pour l'acquisition d'équipements militaires dans le cadre de cet accord. La France a donc tout à gagner dans ce type d'accords pour accompagner de grands prospects d'armement.

La CNIM prend l'air et aspire 85% du capital d'Airstar Aerospace

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 25.03.2019 Par Philippe Chapleau



Le Groupe CNIM a annoncé, vendredi dernier, l'acquisition de 85% du capital de la société Airstar Aerospace, précédemment détenue par le groupe Airstar (190 employés). Avec cet achat, CNIM affiche l'ambition de devenir leader sur le marché des aérostats pour la défense et le spatial.

La société Airstar Aerospace (anciennement Zodiac Marine Espace), qui emploie 46 salariés en région toulousaine, est sous procédure de sauvegarde depuis le 16 octobre 2018.

Thales Alenia Space demeure actionnaire minoritaire aux côtés de CNIM et partenaire industriel clé, en particulier dans le cadre du programme de dirigeable stratosphérique *Stratobus*.

GENERATE a deux ans: quel bilan pour l'accélérateur de start-up dédié à la défense et à la sécurité?

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 26.03.2019 Par Philippe Chapleau



Lancé en mars 2017, GENERATE est le premier accélérateur de start-up dédié à la défense et à la sécurité. Il compte à ce jour 23 sociétés françaises dans l'intelligence artificielle, les drones, la maintenance, la cybersécurité, la gestion de crise, le NRBC ou encore les services linguistiques.

Après 24 mois, le GICAT (Groupement des Industries Françaises de Défense et de Sécurité Terrestres et Aéroterrestres) a tiré un bilan des deux premières promotions de start-up ayant intégré le programme.

Il concerne 10 start-up (ALEPH NETWORKS - CERBAIR - DIODON - INTERNEST - LINKURIOUS - OTHELLO - NUMALIS - PHYSIP - STERBLUE - UNIRIS).

Quel est ce bilan :

- 8 millions d'euros de levées de fonds auprès d'investisseurs publics, privés et notamment des Venture Capital d'industriels du GICAT
- Un chiffre d'affaire de 4,8 millions d'euros grâce à de beaux contrats remportés dans la défense et la sécurité, en France et à l'international. En effet, près d'une start-up sur deux est aujourd'hui déjà présente à l'export et y remporte des marchés.
- Elles emploient aujourd'hui près d'une centaine de personnes dont la moitié a été recrutée sur les deux dernières années d'accélération.
- Enfin, elles ont remporté sept trophées et prix aussi bien dans la défense et la sécurité, mais également auprès d'organisme civil.

Quelles suites pour ces dix entreprises ?

- ALEPH, CERBAIR, DIODON, INTERNEST et LINKURIOUS ont désormais dépassé le stade de la start-up pour devenir des scale-up/TPE éligibles à rejoindre le GICAT en tant que membre de plein droit.
- OTHELLO, NUMALIS, PHYSIP et UNIRIS restent au sein du programme pour une année supplémentaire afin de bénéficier de notre accompagnement spécifique
- STERBLUE quitte le programme pour se consacrer pleinement aux marchés civils.

Exportations : comment MBDA desserre le nœud coulant des Etats-Unis (ITAR)

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabriol | 27/03/2019, 6:56



Selon le PDG de MBDA, Antoine Bouvier, le problème du veto américain sur le Scalp est "derrière moi". (Crédits : © Benoit Tessier / Reuters)

Investissements dans la recherche, rachat de PME ou prise de participation dans des start-up critiques, participation à des programmes de défense de l'Union européenne pour sauvegarder la souveraineté de l'industrie européenne. Trois volets de l'action poursuivie par MBDA pour desserrer la contrainte de la réglementation américaine ITAR, l'arme absolue pour paralyser la concurrence.

Le coup a été violent pour MBDA et, plus généralement, pour la France et son industrie de défense. D'autant plus violent que ce coup a été porté par un allié, les Etats-Unis qui bloquent depuis plus d'un an l'exportation d'un composant du Scalp vers l'Egypte, l'armée de l'air égyptienne souhaitant équiper ses avions de combat de ce missile de croisière. Une décision qui a entraîné le blocage d'une nouvelle commande du Rafale en Egypte. Avec ITAR, les Etats-Unis n'hésitent pas à se servir, y compris contre ses très proches alliés, de cette réglementation comme d'un outil très efficace pour pratiquer une guerre commerciale insidieuse, ou protéger un allié encore plus prioritaire que la France, Israël.

"Comme chacun sait, ces normes (ITAR et EAR, ndlr) permettent aux États-Unis de bloquer des ventes d'armes faites à l'étranger lorsque des composants fabriqués aux États-Unis entrent dans leur fabrication, avait expliqué en juillet 2018 la ministre des Armées, Florence Parly. Il est exact que nous sommes dépendants de ce mécanisme : nous sommes à la merci des Américains quand nos matériels sont concernés. Avons-nous les moyens d'être totalement indépendants des composants américains ? Je ne le crois pas".

Un électrochoc suivi d'une prise de conscience

Pour autant, le veto américain à l'exportation d'un missile de MBDA été un électrochoc, qui a entraîné une prise de conscience des vulnérabilités importantes en France et en Europe. Des décisions ont depuis été prises. MBDA tente effectivement de limiter les effets dévastateurs à l'export de la réglementation ITAR. Ainsi, le missilier a entrepris un long travail de désITARisation du missile Scalp, qui a pris plusieurs mois. Quelle était la solution pour en sortir ? Le missilier européen devait réaliser des investissements en matière de recherche et de technologie pour être en mesure de fabriquer un composant analogue, qui échappe au dispositif ITAR. Une opération qui était réalisable dans un délai raisonnable. Aujourd'hui, "*le problème est derrière moi*", a assuré le PDG de MBDA, Antoine Bouvier, lors de la présentation des résultats de son groupe il y a une semaine.

"ça veut dire qu'un certain nombre d'actions ont été prises, un certain nombre de décisions ont été prises, un certain nombre d'initiatives ont été prises pour que nous considérions aujourd'hui que cette question a été traitée dans le périmètre qui était celui sur lequel nous avons eu ce problème particulier", a joliment précisé Antoine Bouvier, sans citer le nom du missile, ni le pays client, ni le pays qui bloque.

Au-delà, La France travaille à désensibiliser les futurs programmes d'armement à la réglementation ITAR. "*Il serait intéressant qu'au titre de l'autonomie stratégique on puisse ré-internaliser certaines technologies*", avait expliqué en avril 2018 la ministre à La Tribune. Florence Parly avait également affirmé en septembre 2018 que cette moindre dépendance serait cruciale

pour la viabilité du futur programme d'avion de combat (SCAF) auquel MBDA va participer. Elle avait estimé que les industriels devaient prendre en compte ce dossier en lançant des investissements en matière de recherche et de technologie pour être ITAR free. *"Certains industriels l'ont compris"*, avait-elle précisé. C'est encore le cas de MBDA dans le cadre du développement du missile air-air MICA-NG. Ce programme, qui sera opérationnel en 2025, sera développé en prenant en compte la contrainte ITAR.

MBDA investit dans des start-up et PME critiques

En 2018, MBDA a pris une participation dans la PME Dolphin en grandes difficultés, qui développe les composants électroniques très sensibles. Il n'est pas sûr que le missilier aurait pris une telle décision il y a trois ans pour sauver cette PME en redressement judiciaire, et/ou pour préserver la base industrielle et terminologique de défense (BITD) face à l'appétit de groupes internationaux. Cet investissement de deux millions d'euros *"montre l'engagement de MBDA à être un acteur responsable dans l'activité de défense française lorsque des sources d'approvisionnement sont potentiellement à risque"*, a fait valoir le PDG de MBDA, qui avait le soutien de la direction générale de l'armement (DGA). Cette opération devait *"être faite pour pérenniser cette activité chez ce fabricant de composants électroniques"*, qui est *"importante en France dans la protection des informations sensibles sur nos équipements"*, a précisé Antoine Bouvier

MBDA a acheté Dolphin "pour éviter la reprise de cette activité par des acteurs non européens potentiellement hostiles. Donc, on a agi vite, on a agi avec des partenaires (Soitec, une société spécialisée dans les micro-processeurs, ndlr), on a agi avec la DGA. Au-delà du montant, c'est la capacité à être un acteur responsable et lorsqu'il y a une filière de souveraineté qui est une filière à risque, et bien, on prend des actions et on s'organise pour que ce risque soit limité".

En 2016, MBDA, - Safran aussi en 2017, s'est intéressé à la start-up Kalray, leader européen des microprocesseurs de nouvelle génération pour systèmes embarqués critiques. Le missilier avait souscrit à un emprunt convertible à hauteur de 1 million d'euros en janvier 2016. Puis, MBDA a converti l'année suivante cet emprunt en capital (1,1 million, intérêts compris) marquant son entrée au capital de Kalray (4,71%). Une opération importante au moment où cette start-up nourrit des ambitions aux États-Unis et intéresse également la Chine, via le fonds d'investissement Pengpai, qui détient 15,14% du capital.

Quelles sont les applications de Kalray dans le domaine de la défense? Principalement pour les futurs systèmes embarqués critiques. A commencer dans les drones et les missiles - d'où la présence de MBDA dans le capital de Kalray -, et plus précisément dans les autodirecteurs mais également sur les drones (traitement embarqué des images et calcul de la trajectoire). En termes de microprocesseurs, les besoins de MBDA s'articulent autour de la nécessité d'une grande puissance de calcul, tout en ayant d'importantes contraintes de faible consommation et de faible latence afin de substituer un système électronique à une intervention humaine. En outre, les solutions développées par Kalray sont en mesure d'être intégrées dans des systèmes embarqués, qui requièrent de hauts niveaux de certification. Kalray devait démarrer fin 2018 un nouveau projet collaboratif de R&D (Recherche et Développement) majeur autour des systèmes intelligents embarqués. Ce projet permettra à start-up de travailler en amont sur ses domaines d'expertise avec des industriels et des centres de recherche de premier plan.

MBDA très attentif aux initiatives de Bruxelles

Le missilier regarde avec énormément d'attention les différentes initiatives lancées par la Commission européenne pour protéger la BITD européenne. Car, selon Antoine Bouvier, *"les initiatives communautaires prennent de plus en plus d'importance et sont structurantes pour l'industrie de la défense. Structurantes bien au-delà des budgets en jeu qui, aujourd'hui, restent relativement limités"*. Ainsi, l'action préparatoire concernant la recherche en matière de défense (PADR) prévoit deux programmes d'importance vitale pour la souveraineté de l'industrie européenne : la compréhension des enjeux, notamment sur les licences d'exportation non européennes et un cadrage des actions qui pourra être mis en place ; les conditions dans

lesquelles une filière industrielle européenne pourrait être mise en place en évitant les restrictions imposées par les pays tiers aux utilisateurs finaux.

"Même si le budget est limité, il y a un effet d'entraînement, un effet de mobilisation qui est extrêmement significatif, comme si toute la communauté de défense en Europe avait saisi l'importance du caractère structurant de ces programmes européens", a expliqué Antoine Bouvier.

Les groupes sélectionnés dans le cadre de ce programme devront proposer une cartographie de criticité afin d'identifier les composants, les technologies et/ou les matériaux nécessitant un soutien prioritaire en raison de la nécessité technologique ou économique. Ils devront dans un second temps proposer des activités de R&T (Recherche et Technologies) pour les systèmes et les composants, conformément à la feuille de route et à la cartographie de la criticité proposées. Bruxelles attend une *"démonstration convaincante du potentiel"* de la recherche des groupes européens en faveur des technologies de défense critiques. Ce programme devrait contribuer d'ici à 2027 *"au renforcement de l'industrie européenne et à améliorer sa position mondiale grâce à la mise en œuvre de technologies innovantes dans une nouvelle chaîne de valeur de fabrication européenne"*, a expliqué la Commission.

"Ces deux initiatives reflètent un souci, un objectif de souveraineté et d'indépendance européenne sur les filières des composants mais également des filières technologiques et des filières de capacité", a précisé Antoine Bouvier. C'est un programme sur lequel MBDA va répondre avec des partenaires. *"C'est important parce que cela veut dire que c'est une prise de conscience d'objectif de trouver progressivement des domaines sur lesquels on construira, progressivement encore, un certain niveau d'indépendance et de souveraineté"*, s'est réjoui le patron du missilier. *Je pense que l'Union Européenne est le bon périmètre pour le faire*". Et bingo, l'UE, qui a constaté un risque élevé pour qu'elle devienne fortement dépendante de fournisseurs établis dans des pays tiers, en a pris véritablement conscience. Action...

En avalant Gemalto, Thales renforce son leadership mondial dans la sécurité digitale

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 29/03/2019, 9:53



Le PDG de Thales Patrice Caine met enfin la main sur Gemalto (Crédits : Reuters Jacky Naegelen)

Thales a obtenu environ 85,58% des actions Gemalto. Le solde du capital pourra être apporté lors de la période de réouverture de l'offre, qui débute le lundi 1er avril et expirera le lundi 15 avril.

Enfin... Après le très long parcours administratif dans chaque pays en vue d'obtenir leur feu vert pour le rachat de Gemalto par Thales et l'expiration de la période d'acceptation (jeudi 28 mars, 17h40 heure d'Amsterdam), l'opération se termine par un succès pour le groupe d'électronique. Plus de quinze mois après l'annonce de cette opération, Thales a obtenu environ 85,58% des actions Gemalto, dont le prix s'élevait à 51 euros par action. Le solde du capital pourra être apporté lors de la période de réouverture de l'offre, qui débute le lundi 1^{er} avril et expirera le lundi 15 avril. Gemalto sera consolidé dans les résultats financiers de Thales à compter du 1^{er} avril 2019. Une opération qui va permettre au groupe d'électronique d'atteindre un chiffre d'affaires de plus de 19 milliards d'euros. Soit une taille critique intéressante...

Selon le PDG de Thales, Patrice Caine, "l'intégration de Gemalto (...) consolidera notre position de leader mondial de la sécurité digitale".

Thales avait notamment obtenu l'autorisation des États-Unis pour son rachat de Gemalto le 1^{er} mars dernier (l'ordonnance, ou *Stipulation and Order*) du Département de la Justice). En décembre 2018, il avait obtenu le feu vert de la Commission Européenne. Ces deux accords requerraient la cession par Thales de son activité de modules de sécurité matériels à usage général (GP HSM, General Purpose Hardware Security Modules). C'est déjà fait. Le groupe d'électronique a annoncé le 22 février la signature d'un accord définitif avec Entrust Datacard, un des leaders des solutions d'identification et des transactions sécurisées, pour la cession de cette activité de modules de sécurité.

D'une façon générale, cette opération a été très bien préparée par Thales. Le groupe devrait concrétiser les synergies dès le premier jour grâce à une préparation approfondie depuis plus de 12 mois. Plusieurs centaines de personnes sont mobilisées à travers une structure de projet animant 18 chantiers en parallèle.

Technologie

Pollution des moteurs diesels : le vrai du faux

<http://www.leparisien.fr/> >Société|Erwan Benezet et Emilie Torgemen| 24 mars 2019, 21h00 | MAJ : 24 mars 2019, 21h38 |35



Les deux tiers de la surmortalité causée par la pollution de l'air en France sont liés aux moteurs diesels. LP/Philippe Lavielle

Alors que le débat fait rage pour savoir s'il faut ou non mettre un terme au gazole, voici quelques idées reçues, parfois battues en brèche, sur ce type de motorisation.

Les diesels contribuent-ils plus au réchauffement climatique ? Sont-ils plus dangereux pour notre santé ? L'électrique est-il vraiment plus écolo ? Alors qu'en ce moment, on entend tout et son contraire sur ce type de motorisation, nous avons tenté d'y voir un peu plus clair dans ce débat hautement inflammable.

Les diesels ne contribuent pas au réchauffement climatique

FAUX. « Les moteurs diesels consomment moins que l'essence et rejettent donc moins de dioxyde de carbone (CO₂), signale Fabrice Godefroy, le président des Diésélistes de France. D'ailleurs les études montrent qu'avec la remontée des ventes d'essence, les émissions de CO₂ repartent à la hausse. » L'argument est notamment repris dans la pétition de Priscilla Ludosky, à l'origine du mouvement des Gilets jaunes. En réalité, c'est loin d'être aussi simple. Si les diesels rejettent moins de CO₂, ils émettent en revanche du protoxyde d'azote, autre gaz à effet de serre, 300 fois plus puissant.

Les diesels provoquent des milliers de morts

VRAI. Le rapport publié le mois dernier par le Conseil international des transports propres (ICCT, International Council on Clean Transportation) montre que les deux tiers de la surmortalité causée par la pollution de l'air en France sont liés aux moteurs diesels. Soit 6 400 décès en 2015. Les véhicules qui roulent au gazole émettent des particules fines. Or, elles ont des conséquences néfastes pour la santé, notamment sur les voies respiratoires.

En ville, le système de dépollution des diesels, censés filtrer les émissions d'oxydes d'azote (NO_x), ne monte par ailleurs pas assez en température pour être efficace. « Or, le dioxyde d'azote (NO₂) augmente les risques de bronchiolite et d'asthme notamment chez les enfants. Une étude à Bruxelles a montré aussi les liens avec l'augmentation du nombre d'accidents vasculaires

cérébraux », insiste Thomas Bourdrel, médecin à Strasbourg (Bas-Rhin) et président du collectif Air Santé Climat.

Les nouveaux diesels polluent moins que l'essence

VRAI ET FAUX. Vrai, les « nouveaux » diesels ont réglé une partie des problèmes inhérents à ces motorisations. Les rejets dangereux pour notre santé ont été réduits grâce aux filtres à particules et aux « pièges à NOx », obligatoires depuis 2011 et 2015.

« Certes, avec les nouvelles technologies diesels, les particules sont moins nombreuses, mais elles sont plus nocives, parce que ce sont les PM 0,1, les particules ultrafines qui passent, pointe le Dr Bourdrel. Elles contiennent des HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) très cancérigènes. C'est pour cette raison que l'OMS a classé le diesel comme cancérigène certain. »

« On diabolise les nouveaux diesels alors que les nouvelles essences, avec des moteurs à injection directe, se mettent à émettre des particules parce que la combustion est désormais incomplète », signale de son côté Fabrice Godefroy. Or, contrairement aux diesels, ces voitures peuvent bénéficier de vignette Crit'Air 1, attribué aux modèles censés être parmi les plus vertueux.

Le diesel bientôt interdit dans les centre-ville

FAUX. Les diesels sont en sursis dans une partie de la région parisienne. Les élus ont décidé de les interdire progressivement dans un large périmètre autour de la capitale, compris à l'intérieur de l'A86. En 2024, plus un seul diesel ne devrait rouler dans cette zone. Mais à ce jour, c'est la seule annonce aussi claire. Dans les limites du périphérique, les vieux véhicules les plus polluants sont déjà interdits de circuler en semaine entre 8 heures et 20 heures. Seuls sont autorisés ceux qui disposent des vignettes Crit'Air 1 à 4, qu'ils soient essence ou diesels.

Grenoble (Isère) et Strasbourg ont également instauré une zone de circulation restreinte sur le même modèle. Et dans les années à venir ? Quatorze métropoles – Lyon, Marseille, Nice, Saint-Étienne, Toulouse... – comptent créer des « zones à faible émission » (ZFE) d'ici la fin de l'année prochaine. Dans les faits, ces agglomérations évitent de cibler la voiture de monsieur ou madame tout-le-monde. On a ainsi appris le mois dernier que Lyon mettait la pédale douce sur ce projet. Finalement, seules les camionnettes et les poids lourds devraient être interdits.

Les diesels bénéficient de bonus écologiques

VRAI. En achetant un véhicule diesel récent, les Français touchent une prime à la reconversion. De fait, le bonus-malus écologique, qui peut s'élever jusqu'à 4 000 euros, favorise ce carburant. Parce que ce système est basé uniquement sur les émissions de CO2. Or, les diesels sont effectivement moins polluants sur ce strict critère. « Dans ces conditions, comment comprendre que l'on interdise la vignette Crit'Air 1 aux véhicules diesels ? » interroge Pierre Chasseray, de 40 millions d'automobilistes.

L'électrique est beaucoup plus écolo

FAUX. Quand elle roule, l'électrique n'émet aucun polluant. Pas de CO2, aucun NOx, ni de particules fines. Néanmoins, si l'on prend en compte l'ensemble du cycle de vie de la voiture, depuis sa fabrication jusqu'à son recyclage, on tombe sur de sacrées surprises. Selon une étude du cabinet Ricardo publiée en août, un véhicule électrique produit en moyenne entre 20 et 40 tonnes de CO2.

Une Renault Mégane diesel Euro 6, avec 150 000 km au compteur, aura émis 20 tonnes de CO2. Surprise, une électrique de même segment aura produit elle 22 tonnes. L'explication ? La pollution s'effectue en amont. « Le coût environnemental et énergétique pour produire une voiture électrique, avant même sa sortie d'usine donc, est déjà très lourd, observe Arnaud de Vries, du cabinet d'audits PwC. Et il est porté en très grande partie par la production de la batterie. » Sans parler du recyclage de ces mêmes batteries qui pourrait à terme poser de gros problèmes.

Transports

SNCF : deux concurrents potentiels sur les grandes lignes fin 2020

<https://www.sudouest.fr/> A La Une Sud Ouest Éco Publié le 24/03/2019 à 20h23 par SudOuest.fr avec AFP.



La compagnie italienne Trenitalia a fait part de son intention de se lancer sur le marché français GIUSEPPE CACACE ImageForum

Ces concurrents de la SNCF lanceraient leurs services dès l'ouverture du marché français des grandes lignes non subventionnées, en décembre 2020.

SNCF Réseau est en pourparlers avec deux opérateurs ferroviaires qui pourraient arriver sur le marché français des grandes lignes non subventionnées – essentiellement les trains à grande vitesse – ouvert à la concurrence fin 2020, selon un responsable.

"Nous avons des touches qui, on l'espère, vont se concrétiser. (...) On a deux touches", a indiqué Jean Ghédira, le directeur général clients et services de SNCF Réseau, à des journalistes lors d'une rencontre avec la direction du groupe à Strasbourg.

Ces concurrents de la SNCF lanceraient leurs services dès l'ouverture du marché des grandes lignes non conventionnées en "open access" (accès libre) au service 2021 – concrètement en décembre 2020 -, a-t-il précisé.

Jean Guédira, qui a fait la tournée des opérateurs potentiellement intéressés, n'a pas le droit de dire qui sont ces prospects – et surtout pas à SNCF Mobilités, la branche du groupe qui fait rouler les trains. "Il y a des choses qui arrivent, mais pas forcément là où on l'attendait naturellement", a-t-il simplement relevé.

Trenitalia en course ?

Directement concerné, le patron de la SNCF (et de SNCF Mobilités) Guillaume Pepy a juré qu'il ne savait pas qui étaient ces deux prospects, quand bien même il soupçonne l'italien Trenitalia d'en être.

"Au fond, le fait que Jean Ghédira drague nos ennemis, va quand même à la fin apporter davantage de voyageurs au réseau ferroviaire français, donc le gâteau va grandir après", a-t-il commenté. "Après, la bataille entre les entreprises ferroviaires sur la part du gâteau, là c'est notre boulot", a ajouté Pepy.

Trenitalia – qui fait déjà rouler des trains classiques sous la marque Thello entre la France et l'Italie – a fait part de son intention de se lancer sur le marché français de la grande vitesse. Dans un autre registre, on pourrait citer l'allemand FlixBus qui fait rouler des trains grandes lignes classiques en Allemagne et s'intéresse au marché français.

Les TER un an plus tard

Concernant les TER, pour lesquels les régions pourront passer des contrats avec d'autres opérateurs que la SNCF pour exploiter leurs lignes à partir de décembre 2019, **les premiers concurrents devraient arriver au service 2022**, c'est-à-dire en décembre 2021, a indiqué Jean Ghédira.

Les régions PACA, Grand Est, et Pays-de-la-Loire sont les plus avancées pour ouvrir certaines de leurs lignes, selon lui.

Le gouvernement a parallèlement lancé l'ouverture du marché des Intercités, avec pour objectif de faire rouler un nouvel opérateur en 2022 sur les lignes Nantes-Lyon et Nantes-Bordeaux.

Peugeot aux États-Unis : les différentes options pour éviter le crash

Entreprises & Finance Industrie Automobile <https://www.latribune.fr/> Par Nabil Bourassi | 28/03/2019, 5:31



(Crédits : Stephane Mahe)

La marque au lion a été mandatée par Carlos Tavares pour représenter l'industrie automobile française sur le sol américain. Aussi convoité que complexe, le deuxième marché du monde en volume est saturé et culmine à son maximum historique. Pour autant, le constructeur français imagine d'autres portes d'entrée et ainsi prendre sa part d'un gâteau qui reste très lucratif...

Des Peugeot aux États-Unis ? C'est le nouveau chantier de Carlos Tavares... Le patron de PSA avait annoncé en 2016 qu'il se donnait dix ans pour retourner aux États-Unis. On sait maintenant que c'est la marque au lion qui a été mandatée pour attaquer ce marché. Mais Jean-Philippe Imparato, le patron de Peugeot, ne prévoit pas d'y aller avant 2025 et son plan d'action ne sera pas dévoilé avant l'année prochaine. Il est urgent d'attendre! Mais pas sans raisons car, en réalité, l'exercice est hautement périlleux.

Trente ans d'absence

Il faut dire que le marché américain est un marché totalement saturé de marques et sans aucune perspective de croissance. Avec 17 millions d'unités, le marché est revenu à son niveau d'avant-crise et à un maximum que pourrait autoriser sa démographie, nous explique Xavier Mosquet, du Boston Consulting Group et réputé comme un très bon connaisseur de ce marché. Autrement dit, les fenêtres de tir sont très minces.

Trente ans après le départ des marques tricolores du continent américain, Bernard Jullien, maître de conférence à l'Université de Bordeaux et grand spécialiste de l'industrie automobile, estime que les gammes actuelles des constructeurs français ne sont pas adaptées.

"Le marché automobile américain peut paraître exotique pour les marques françaises, c'est un marché qui compte sur des moteurs de plus de 3 litres, des SUV autrement plus grands que ce que l'on peut trouver en Europe...", explique-t-il.

Il est vrai que si PSA est réputé pour ses moteurs essence Puretech, ceux-ci ne dépassent pas 1,6 litre, là où le cœur de gamme américain se situe davantage entre 2 et 3 litres. Et les Américains n'ont, pour l'heure, aucune raison d'aller sur des segments inférieurs tant les cours du carburant sont bas et pourraient le rester... Xavier Mosquet rappelle, en outre, qu'avec *"la crise de 2008, le marché américain est devenu très compétitif et les produits ont fait un saut qualitatif important"*.

Les cycles inversés, enjeu majeur

Pour autant, aucun groupe automobile ne peut prétendre à un statut de groupe mondial en faisant l'impasse sur le deuxième marché automobile du monde. Jusqu'ici les grandes régions automobiles étaient réputées pour avoir des cycles inversés: ainsi, lorsque le marché européen s'effondrait au début des années 2010, le marché chinois crachait des taux de croissance à deux chiffres. Depuis trois ans, c'est le marché européen qui a pris le relais et compensé le fort ralentissement du marché chinois.

Pour PSA, l'implantation aux États-Unis s'inscrit dans une stratégie plus large d'internationalisation. Carlos Tavares a ainsi confié à Linda Jackson, directrice générale de Citroën, la responsabilité de s'implanter en Inde. Un plan de redressement en Chine est en cours, tandis que l'Asean est l'objet d'un déploiement commercial ambitieux. Sans parler du marché africain.

Mais, aux États-Unis, Carlos Tavares veut éviter de reproduire le schéma du rouleau compresseur, à l'allemande. Volkswagen sait combien lui a coûté son plan d'implantation aux États-Unis. L'usine de Chattanooga (Tennessee), mise en service en 2011, a coûté la bagatelle de 1 milliard de dollars. Mais, à une période de carburant très cher, la marque souhaitait faire du diesel un avantage concurrentiel pour percer sur ce marché... Quitte à tricher... Tout le monde connaît la suite de l'histoire: plus de 20 milliards de dollars d'amende et dommages en tous genres. Huit ans plus tard, Volkswagen vend 350.000 voitures aux États-Unis (chiffres 2018) soit 2% du marché. Soit le seuil minimal pour exister sur le marché américain, d'après Xavier Mosquet, mais payé au prix fort.

Le marché le plus profitable du monde

Bernard Jullien confirme que les barrières à l'entrée du marché américain sont très coûteuses, et ce, y compris hors complications judiciaires et réglementaires. « *Structurer un réseau coûte très cher, surtout sur un marché verrouillé par des marques nationales, c'est un travail de longue haleine, il faut avoir les reins solides* », explique l'universitaire. « *Mais quand ça marche, ça rapporte cash, comme disent les Américains* », ajoute Bernard Jullien, pour illustrer un marché devenu extrêmement rentable.

« Le marché américain est le plus profitable au monde: la fiscalité et le prix de l'essence permettent aux consommateurs d'acheter dans des segments supérieurs », confirme Xavier Mosquet du Boston Consulting Group.

Fort d'une rentabilité désormais robuste (marge opérationnelle à environ 8%, trésorerie de plus de 9 milliards d'euros), PSA pourrait très bien s'offrir ce luxe. Mais, pour Carlos Tavares, il n'est pas question de perdre d'argent et il ne compte d'ailleurs pas bâtir d'usine sur place, en tout cas, pas avant d'avoir des volumes de ventes suffisants. Le charismatique patron du groupe français ne veut pas se retrouver dans la situation chinoise, c'est-à-dire avec trois usines sous-utilisées. Celles-ci se serviront d'ailleurs de leurs surcapacités pour alimenter le marché américain. Encore faudra-t-il que les conditions douanières le permettent...

Vers une solution innovante

En outre, PSA n'a pas non plus l'intention de se construire un réseau de concessions sur le sol américain : trop complexe à mettre en place, et trop coûteux. Peugeot travaille donc sur plusieurs pistes comme la vente digitalisée, ou encore des solutions dites de mobilités alternatives, déjà expérimentées par la filiale Free2Move à Washington.

"Il y a une tendance forte sur un nouveau rapport à la mobilité qui ne passe pas nécessairement par la propriété automobile. C'est un marché où il y a moins de clients à recruter, et cela peut être une opportunité pour un groupe pour attaquer le marché américain", souligne Xavier Mosquet.

Impossible, toutefois, de ne pas imaginer Carlos Tavares nourrir un dessein plus fracassant en s'implantant sur le marché américain par effraction. Depuis plusieurs semaines, une vieille rumeur occupe tous les esprits de la presse économique: celui d'un « *rapprochement* » avec Fiat Chrysler Automobile. Le groupe italo-américain fait l'objet de toutes les spéculations quant à son avenir, notamment celui d'un démantèlement. Racheter une des marques américaines (Chrysler, Jeep, RAM ou Dodge) de ce groupe serait une opportunité immanquable pour PSA. Mais cette option n'est pas exclusive au groupe automobile français, d'autres marques pourraient se montrer intéressées et surenchérir, comme vient de l'indiquer le *Financial Times* qui a révélé un projet de rachat de FCA par Renault. Un autre français aux États-Unis !

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements

Industries d'armement

Le groupe naval allemand TKMS gagne la bataille navale du Brésil

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 28/03/2019, 22:41



La livraison des corvettes brésiliennes par ThyssenKrupp Marine Systems (TKMS) est prévue entre 2024 et 2028.
(Crédits : TKMS)

ThyssenKrupp Marine Systems (TKMS), associé à Embraer, a remporté l'appel d'offres de la marine brésilienne portant sur l'achat de quatre corvettes d'escorte. Un programme estimé à 1,6 milliard de dollars environ.

Le groupe naval allemand ThyssenKrupp Marine Systems (TKMS), associé à Embraer au sein du consortium Águas Azuis, a remporté l'appel d'offres de la marine brésilienne portant sur l'achat de quatre corvettes d'escorte dans le cadre du programme Tamandaré (CCT). Estimé à 1,6 milliard de dollars environ, ce programme prévoit la construction d'un premier lot de quatre corvettes afin de remplacer les frégates vieillissantes des classes Niteroi et Broadsword. La marine brésilienne a choisi les navires les plus lourds (3.455 tonnes) et l'un des modèles les plus chers sinon le plus cher. La livraison des corvettes est prévue entre 2024 et 2028.

Le contrat et les avenants (transfert de technologie, soutien...) devra être signé *"d'ici à la fin de cette année"*, a averti la marine brésilienne, qui a choisi le plus gros navire et l'un des plus chers. Ce programme, dont 40% seront fabriqués au niveau local, devrait générer environ 2.000 emplois directs et 6.000 emplois indirects, a-t-elle par ailleurs précisé. En revanche, le consortium Águas Azuis prévoit quant à lui la création de plus de 1.000 emplois directs et environ 4.000 emplois indirects tout au long du programme. Quant aux industriels français, ils auront une part très modeste dans le programme. Les corvettes Tamandaré seront notamment armées par des missiles de MBDA (Exocet MM40 B1/B3 et Sea Ceptor). En tant qu'équipementiers, Safran (optronique Paseo XLR) et Thales (systèmes de conduite de tir Stir) obtiennent en outre quelques miettes.

Premier échec de Naval Group en 2019

Le consortium Águas Azuis a gagné la compétition face à trois autres consortiums : Damen et Saab Tamandaré, FLV (Fincantieri et Vard), et, enfin, Villegagnon (Naval Group et Enseada). C'est une claque pour le néerlandais Damen, qui était considéré comme le favori. Tout comme le partenaire italien de Naval Group, Fincantieri, qui échoue une nouvelle fois dans un appel d'offres international. Naval Group, qui avait été repêché in extremis au deuxième tour, est quant à lui parti certainement trop tardivement dans cette compétition. Après un début d'année tonitruant sur le plan commercial, Naval Group perd sa première compétition.

Il est vrai que le groupe naval tricolore ne croyait pas vraiment en ses chances au Brésil, ignoré par ailleurs par le pouvoir politique français depuis l'élection de Jair Bolsonaro. En dépit d'un très gros effort dans la dernière ligne droite de son PDG, Hervé Guillou, et d'un soutien tout aussi tardif de la France (lettre de soutien de Florence Parly), Naval Group a finalement logiquement échoué. Mais le Brésil joue également avec le feu avec son nouveau chantier naval ultra moderne d'Itaguaí, appartenant aux chantiers naval brésilien Itaguaí Construções Navais (ICN), où sont

construits les sous-marins brésiliens gagnés par Naval Group. Si le groupe français avait gagné, les corvettes auraient été logiquement fabriquées à Itaguai. Mais la marine brésilienne en a décidé autrement...

Transports

Boeing a corrigé son système anti-décrochage MCAS du 737 MAX

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par AFP | 24/03/2019, 12:22



(Crédits : Reuters)

Le constructeur américain indique avoir mis au point le correctif du système anti-décrochage mis en cause dans les accidents du 737 MAX, qu'il a présenté à certains de ses clients samedi. L'enjeu est de pouvoir permettre à nouveau le vol de ces modèles cloués au sol, ce dont pâtit la réputation de Boeing.

Lancé dans une course contre la montre pour éviter une longue immobilisation du 737 MAX, Boeing a fini de développer un correctif du système anti-décrochage MCAS de cet avion mis en cause dans un accident meurtrier en octobre, ont indiqué samedi à l'AFP des sources proches du dossier. *"Boeing a déjà finalisé le correctif nécessaire pour le MAX"*, a indiqué une source du secteur aérien sous couvert de l'anonymat. Tous les 737 MAX sont cloués au sol depuis une dizaine de jours après l'accident d'un exemplaire d'Ethiopian Airlines le 10 mars qui présente des similitudes avec celui de Lion Air fin octobre.

Boeing devait présenter le correctif aux trois compagnies américaines clientes de cet avion (American Airlines, SouthWest et United) ainsi qu'à leurs pilotes ce samedi à Renton, dans l'Etat de Washington (nord-ouest) où est assemblé le 737 MAX, ont ajouté d'autres sources industrielles. Les pilotes d'American Airlines et de SouthWest devaient tester samedi sur simulateurs de vol les modifications apportées au logiciel, ont expliqué ces sources.

Contacté par l'AFP, Boeing n'a ni démenti ni confirmé ces informations. *"Nous travaillons assidûment en étroite collaboration avec la FAA sur l'actualisation du logiciel"*, a simplement déclaré une porte-parole. L'agence fédérale de l'aviation (FAA) fait partie des autorités auxquelles sera adressé *"en début de semaine prochaine"* le correctif et les autres changements (manuels de bord et de formation des pilotes) effectués par Boeing, a indiqué à l'AFP une source gouvernementale. Interrogée sur la durée que pourrait prendre le processus de certification une fois le correctif aux mains des autorités, cette source a dit que rien n'avait encore été décidé. La FAA n'a pas souhaité commenter.

"Nous pouvons confirmer que nous serons présents" à une présentation *"aujourd'hui"* du correctif, a indiqué samedi par courriel à l'AFP un porte-parole d'United Airlines, qui exploite 14 avions 737 MAX 9. SouthWest et ses pilotes *"vont s'assurer que les modifications apportées garantissent un niveau de qualité exceptionnel"*, a pour sa part indiqué une porte-parole de la compagnie aérienne.

Dysfonctionnement du système de stabilisation

S'il faudra encore des mois pour connaître les causes exactes de la tragédie de Lion Air qui a tué 189 personnes et de celle d'Ethiopian Airlines qui a fait 157 morts, des premiers éléments de l'enquête sur Lion Air ont mis en cause un dysfonctionnement du système de stabilisation en vol destiné à éviter un décrochage de l'avion, dit "MCAS". La FAA avait donné au plus tard au mois

d'avril à Boeing pour effectuer les changements nécessaires sur ce système essentiel pour protéger l'appareil, et des sources industrielles avaient indiqué à l'AFP que le correctif devait être prêt dans une dizaine de jours. Outre le correctif du MCAS, Boeing a également fini d'actualiser les manuels de bord et de formation des pilotes, comme le lui avait demandé la FAA, ont dit ces sources.

Boeing va s'occuper de la formation des pilotes et est en train d'en organiser le calendrier avec les différentes compagnies aériennes clientes du 737 MAX, a assuré l'entreprise. Les coûts de cette formation et la facture du développement du correctif du logiciel MCAS seront à la charge du constructeur aéronautique, a-t-elle encore dit.

Autre modification importante du 737 MAX : Boeing a décidé d'assortir désormais tous les appareils d'un signal lumineux d'alerte, une fonctionnalité qui était jusqu'ici optionnelle et payante, avait indiqué jeudi une source industrielle. Appelé "disagree light", ce signal d'alerte s'enclenche en cas d'informations erronées transmises par une ou deux sondes d'incidence ("Angle of attack", AOA) au système MCAS, qui mesure l'angle d'attaque. Ce dernier met l'avion en piqué pour lui permettre de reprendre de la vitesse et de l'éloigner du risque de décrochage fatal. Ni le 737 MAX 8 de Lion Air ni celui d'Ethiopian Airlines n'en étaient équipés, affirme une source industrielle.

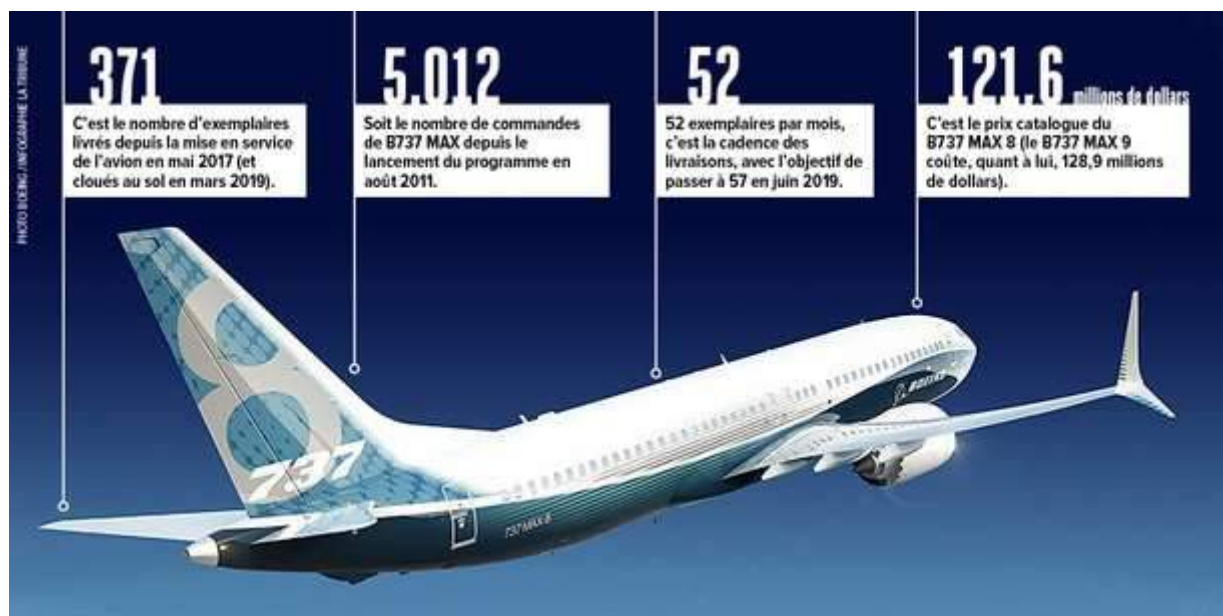
Pression sur Boeing

Depuis la tragédie d'Ethiopian Airlines, la pression s'est intensifiée sur Boeing. En Bourse, le cours a perdu près de 12% depuis l'accident d'Ethiopian Airlines et plus de 28 milliards de dollars de capitalisation boursière se sont évaporés. L'image du constructeur, qui fabrique également des avions de combat et des équipements spatiaux, a été sérieusement écornée. Le ministère américain de la Justice (DoJ) a ouvert une enquête criminelle sur le développement du 737 MAX selon la presse, tandis que celui des Transports a annoncé avoir lancé un audit sur la certification de cet avion. Des auditions de responsables de la FAA, qui a autorisé l'avion à voler en mars 2017, sont prévues devant le Sénat américain mercredi prochain.

Les questions sur les liens étroits avec Boeing ne devraient pas manquer car le régulateur, qui dispose de bureaux dans des usines Boeing, a confié une grande partie de la certification du 737 MAX et notamment du MCAS à des employés de l'avionneur, selon des sources concordantes.

Boeing 737 MAX : la modification du système anti-décrochage sera-t-elle suffisante pour une reprise des vols ?

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> | 28/03/2019, 15:31



(Crédits : Photo Boeing, infographie "La Tribune")

Boeing a présenté mercredi les modifications apportées au système anti-décrochage du 737 MAX et les soumettra à la direction générale de l'aviation civile américaine, la FAA, laquelle devra les certifier. Reste à voir si cela sera suffisant alors que l'enquête sur l'accident d'Ethiopian Airlines, le 10 mars dernier, ne fait que débiter.

Moins de trois semaines après l'accident d'un B737 MAX d'Ethiopian Airlines qui a entraîné la mort de 157 personnes, Boeing a présenté ce mercredi les modifications apportées au système anti-décrochage MCAS (*Maneuvering Characteristics Augmentation System*) du B737 MAX, mis en cause après la catastrophe de la compagnie éthiopienne le 10 mars dernier qui présentait des similitudes avec celle du transporteur indonésien Lion Air en octobre qui avait fait 187 victimes. Dans les deux cas, un avion flambant neuf s'est écrasé peu après le décollage après avoir connu des montées et des descentes irrégulières lors de la phase de montée. D'après les premiers éléments de l'enquête concernant le vol Lion Air, l'une des sondes d'incidence était tombée en panne, mais elle avait continué à transmettre des informations aux calculateurs, notamment au MCAS, qui continuait de tenter de faire piquer l'avion pour reprendre de la vitesse malgré les tentatives des pilotes pour redresser l'appareil. Concernant le vol d'Ethiopian, l'enquête n'en est qu'à ses débuts et il faudra attendre la publication du pré-rapport d'enquête pour en savoir plus.

La solution va être présentée à la FAA

Parmi les modifications apportées, le MCAS ne s'activera plus en cas de différence de mesures notable (5,5 degrés ou plus) entre les deux sondes d'incidence AOA (*Angle of Attack*). Les sondes envoient en effet des informations de vitesse et d'incidence. Par ailleurs, le MCAS ne s'activera qu'une fois en cas de configuration de vol anormale et jamais avec plus de force que les pilotes ne peuvent en exercer sur leurs commandes pour redresser l'appareil. Ils auront toujours la possibilité de contourner le système et de reprendre le contrôle manuel de l'avion.

Tout en rejetant l'idée que ces modifications suggèrent que la conception de départ était inadaptée, Boeing juge quelles vont rendre le système "*plus solide*". Elles seront présentées d'ici à la fin de la semaine à la direction de l'aviation civile américaine, la Federal Administration Agency (FAA).

Auditionné mercredi par les sénateurs américains, Dan Elwell, responsable par intérim de la FAA, a tenté pour sa part de convaincre que la FAA avait fait son travail.

L'intervention du MCAS sera plus transparente pour l'équipage, et les pilotes pourront plus facilement le contourner en cas de problème, a expliqué Boeing. Selon le constructeur, la nouvelle version du logiciel a été soumise "*à des centaines d'heures d'analyses, de tests en laboratoire, de vérifications dans un simulateur de vol et à deux vols d'essais, y compris un vol de certification avec des représentants de la FAA à bord comme observateurs*". Le but est de "*réduire la charge de travail de l'équipage dans des situations anormales et d'empêcher le MCAS de s'activer à cause de fausses données*", a précisé Boeing. L'avionneur a aussi prévu de mieux former les pilotes aux subtilités du MCAS et du 737 MAX. En outre, la FAA et d'autres autorités de régulation doivent encore certifier ces modifications, a-t-il précisé.

Cela suffira-t-il à donner le feu vert à la reprise des vols commerciaux ? Et ce, par tous les pays de la planète ? Rien n'est moins sûr. Car les modifications de ce logiciel interviennent sans que les causes des accidents ne soient officiellement établies et connues.

MCAS, entraînement des pilotes, certification... la FAA se défend

Par ailleurs, Dan Elwell a également rejeté l'idée que la FAA avait tardé à immobiliser les 737 MAX après la tragédie d'Ethiopian Airlines, même si elle l'a fait seulement le 13 mars, donc après que la quasi-totalité des pays de la planète ait décidé de clouer au sol l'appareil, à commencer par la Chine dès le 11 mars. Dan Elwell a par ailleurs affirmé avoir passé en revue les données collectées par les compagnies aériennes aux États-Unis sur plus de 50.000 vols de B737 MAX et souligné qu'elles ne "*montraient pas un seul cas de dysfonctionnement du MCAS*".

Il a aussi assuré que des pilotes américains et canadiens, qui avaient volé en simulateur sur l'ancien et le nouveau modèle, avaient indiqué "à l'unanimité" qu'il n'y avait pas besoin d'entraînement supplémentaire.

En revanche, il n'a pas répondu directement quand un sénateur a estimé que les équipages des deux avions accidentés n'étaient sans doute pas assez entraînés.

Lors d'une audition distincte mercredi matin, la ministre américaine des Transports Elaine Chao a dit "s'inquiéter de toute allégation de relations trop étroites avec quelque compagnie que ce soit". Elle a aussi estimé que le système autorisant Boeing à prendre en main une partie de la certification de ses appareils était nécessaire parce que "la FAA ne peut pas le faire toute seule".

L'AESA s'appuie encore plus sur les industriels pour la certification, dit la FAA

Dan Elwell a abondé dans le même sens: pour lui, la sécurité même du transport aérien découle de la collaboration étroite avec les industriels en raison de l'échange d'informations qu'elle suscite. Il a souligné que l'Agence européenne de la sécurité aérienne s'appuyait même davantage sur les industriels pour la certification. Toutefois, a-t-il martelé:

"Nous n'autorisons aucune auto-certification d'aucune sorte".

Un audit de l'inspecteur général du ministère du Transport sur ces procédures est également en cours et la justice se penche elle aussi sur ce dossier avec l'aide du FBI.

"La procédure que nous observons avec les régulateurs sur la conception des avions a toujours conduit à des appareils plus sûrs", a aussi souligné un dirigeant de Boeing. "La rigueur et la profondeur de la conception entourant le MAX et les tests effectués nous permettent de dire que les modifications que nous faisons répondraient à chacun de ces accidents", a-t-il ajouté.

REPÈRES



Boeing 737 Max. Crash de Lion Air : les pilotes ont appuyé plusieurs fois sur le bon bouton, mais...

Accueil Société Faits divers Crash <https://www.ouest-france.fr/> Hervé HILLARD Modifié le 29/03/2019 à 13h04 Publié le 27/03/2019 à 14h14



Le cockpit d'un Boeing 737 Max (illustration) | ABHIRUP ROY / REUTERS

Les pilotes du Boeing 737 Max de Lion Air, qui s'est abîmé en mer de Java le 29 octobre 2018 avec 189 personnes à bord, ont tenté d'éviter le crash en appuyant à plusieurs reprises sur le bon interrupteur, qui permet de désactiver temporairement le logiciel fautif. Mais ils ignoraient les trois autres étapes de la procédure complète. Décryptage.

C'était le bon bouton. Et les pilotes l'ont actionné plusieurs fois - sans succès. Ce 29 octobre, moins de 15 minutes après son décollage, le Boeing 737 Max de Lion Air a continué de piquer inexorablement vers la mer de Java, avant de se désintégrer dans les vagues, causant la mort des 189 personnes présentes à bord.

C'était le bon bouton, donc. Celui qui est destiné à contrer temporairement le logiciel MCAS (*Maneuvering Characteristics Augmentation System*, Système d'amélioration des caractéristiques de manœuvrabilité), qui force l'avion à plonger vers l'avant. Logiciel qui s'est déclenché sur la foi de fausses informations, laissant à penser que l'avion est en perte de vitesse, qu'il va décrocher et tomber comme une pierre. Pour rattraper la portance, il faut prendre de la vitesse. Donc piquer.



Pourquoi cet interrupteur, activé plus d'une douzaine de fois par les pilotes, est-il resté sans effet au final ? Parce qu'il ne permet que de contrer temporairement le système. La procédure complète impose trois autres actions, rapportent le *New York Times* et *Business Insider*. Ce que les pilotes ignoraient. Ceux de Lion Air, tout comme ceux du vol d'Ethiopian Airlines, lors du crash similaire survenu le 10 mars.

L'enregistrement audio du cockpit indique que, pendant les neuf dernières minutes du vol, avant le crash, le copilote de Lion Air a essayé de trouver la solution dans le manuel d'instruction de l'appareil – en vain.

Quatre actions successives

Manœuvrer le bouton du compensateur qui vient contrer l'action du MCAS était donc le premier bon réflexe. Mais, expliquent les enquêteurs, le processus complet aurait dû être le suivant : appuyer sur l'interrupteur destiné à contrer le logiciel MCAS (ce qui a été fait), puis appuyer sur un interrupteur pour arrêter le moteur qui contrôle l'assiette de l'appareil, actionner un deuxième contacteur, juste à côté, qui fait de même avec le stand-by, et enfin actionner manuellement une manivelle, insérée au sein d'un gros bouton circulaire, afin de réajuster l'angle de l'avion et arrêter le piqué.

Faute de ces trois actions supplémentaires, le Boeing 737 Max a passé neuf minutes en piqué avant de percuter la surface de la mer.

Voici quelques jours, lors de simulations de vol recréant les problèmes du Boeing 737 Max de Lion Air, les pilotes ont découvert qu'ils avaient à peine 40 secondes pour contourner le système automatisé embarqué et éviter un désastre.

Un système puissant et complexe

Car le fameux logiciel MCAS laisse peu de place à l'erreur. Et les pilotes qui y sont confrontés ne connaissent pas toujours la puissance et la complexité du système. D'où la nécessité d'une formation complète de ceux qui en prennent les commandes. Et d'une refonte d'un logiciel qui peut être déclenché par de mauvaises informations et se montrer difficile à désactiver.

Lors des simulations, les pilotes qui ont suivi les quatre étapes de la procédure complète ont pu arrêter le système, puis atterrir en toute sécurité. Mais ils l'ont fait avec une bien meilleure compréhension de son fonctionnement et une connaissance préalable de son déclenchement - avantages que les pilotes des accidents mortels du 737 Max n'avaient pas.

D'autres vols sur simulateur ont eu lieu le week-end dernier à Renton (Washington), où le 737 Max est assemblé. Des pilotes de cinq compagnies - American, United, Southwest, Copa et Fly Dubai - ont testé à tour de rôle comment le 737 Max aurait réagi avec le logiciel tel qu'il avait été écrit, puis avec la version qui vient d'être mise à jour par Boeing.

Dans ce dernier cas, le MCAS s'est déclenché, mais de manière moins agressive et persistante affirme le *NYT*, et les pilotes ont été plus facilement en mesure de reprendre le contrôle manuel de l'avion.

Pourquoi avoir laissé un point de défaillance ?

Boeing, qui, selon le *New York Times*, met en avant l'évolution de son logiciel plus que les dysfonctionnements qui ont accompagné son installation initiale, indique que la mise à jour du MCAS nécessite que le système repose sur deux capteurs, au lieu d'un seul. Et qu'il ne puisse pas être déclenché automatiquement si les capteurs sont en désaccord sur les valeurs constatées.

Étant donné que le *737 Max* est à l'origine équipé de deux capteurs (un de chaque côté de la carlingue), de nombreux pilotes et responsables de la sécurité se demandent pourquoi le système a été conçu à l'origine pour s'appuyer sur un seul, créant ainsi un point de défaillance.

Les modifications logicielles de Boeing doivent maintenant être approuvées par la Federal Aviation Administration (FAA). De leur côté, les syndicats de pilotes ont déclaré qu'ils souhaitent les examiner avant de prendre la décision de reprendre les commandes d'un *737 Max*. Une chose est sûre : cette fois, tous les pilotes devront suivre une formation complète sur le système mis à jour.

13 – Rubriques divers (Conférences, etc)

14 – Livres & Publications

Livres

Le général Jeannou Lacaze, le sphinx décrypté

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 25.03.2019 Par Philippe Chapleau



Les chefs d'état-major des armées vont et passent souvent sans laisser de traces dans la mémoire populaire. Tous ne quittent pas leur poste sur un coup médiatique. Ceux qui ont tenté une seconde carrière, politique en particulier, n'ont guère réussi à s'imposer dans un environnement qui n'est pas, naturellement, le leur. Le général Jeannou Lacaze n'échappe pas à la règle.

CEMA de 1981 à 1985, cet homme de l'ombre a pourtant officié à l'époque cruciale de la première alternance politique sous la Ve République.

Une biographie permet d'éclairer l'histoire d'un homme qui servit la France avec passion et elle rend hommage à ce général surnommé le Sphinx pour sa réserve et la concision de ses propos.

L'auteur, Didier Jean, a bien connu le général Lacaze dans sa vie familiale de 1966 à 1987 et il a décidé de rédiger une biographie de ce fils de gendarme né en Indochine le 11 février 1924 et qui s'est tôt destiné au métier des armes.

L'auteur apporte donc à cette biographie une touche personnelle qui permet, selon ses propres mots, "d'entrevoir l'homme à travers l'officier". Didier Jean est un civil mais il a, de par ses fonctions dans la compagnie maritime Delmas Vieljeux, participé à la négociation du transport maritime des matériels militaires de l'opération *Tacaud* vers l'Afrique en 1978 et, travaillant en Afrique, participé à la logistique de l'opération *Manta* à Douala en 1983 et 1984. Autant d'opex qui l'ont amené à mieux connaître la Défense et son chef.

La carrière militaire du général Lacaze permet de découvrir le rôle de cet officier dans l'histoire militaire de la France après la Deuxième guerre mondiale, avec en toile de fond la guerre d'Indochine, le rôle du SDECE dans la guerre d'Algérie, la politique de Défense de la France élaborée par le général de Gaulle, le rôle des services de renseignement, notamment en Afrique après la décolonisation, la menace soviétique, la guerre froide.

Cette biographie bien documentée permet aussi d'éclairer le rôle du chef d'état-major des armées dans l'alternance politique de 1981, dans sa relation avec François Mitterrand et Charles Hernu, son influence sur la politique de la France en Afrique, son rôle dans la dissuasion nucléaire, ses relations avec l'Otan, sur fond de tensions Est-Ouest.

Général Jeannou Lacaze (1924-2005). Chef d'état-major des armées (1981-1985), Lavauzelle, 422 pages, 28 €.

Publications

Deux Raids dans les kiosques: le n° 393 et un hors-série consacré aux FS françaises

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 26.03.2019 Par Philippe Chapleau

Raids vient de sortir deux produits:



Pour 11,50 €, voici le *Raids Hors-Série* n°70. Rédigé par Jean-Marc Tanguy à l'occasion du salon SOFINS, il est consacré aux forces spéciales françaises, leur armement, leur équipement, leurs vecteurs Terre/Air/Mer.



Le 2^e produit est un numéro mensuel (le 393e, au prix de 7,50 €) daté d'avril.

On y trouve les rubriques habituelles :

- FORCES SPÉCIALES : Le 13e RDP à la pointe du renseignement et de l'innovation
- INTERVENTION : GIGN : les oublis du "Monde"
- SALON FORCES SPÉCIALES : SOFINS, mode d'emploi
- STAGE COMBAT EN ZONE URBAINE : des Scorpions à La Réunion
- ANTITERRORISME : Le 22 SAS de Sa Majesté. Les équipements du CRW Wing (Counter Revolutionary Warfare Wing)

- SALON : IDEX-NAVDEX 2019. Le salon d'Abou Dhabi se porte bien
- RAIDS-HISTOIRE : opération "Nimrod" de 1980

"Soldats de France" consacre son n° 12 à l'opération Serval

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 28.03.2019 Par Philippe Chapleau



La revue *Soldats de France*, le magazine d'histoire militaire de l'armée de Terre, vient de sortir son 12e numéro (mars 2019).

Cette revue numérique est disponible en ligne. Il suffit de cliquer **ici** pour accéder à la version sur Calaméo. <https://fr.calameo.com/read/001126275f73d62d3ecf9>

Ce numéro est en partie consacré à l'opération *Serval*. Le dossier "Cas concret" qui lui est dédié est rédigé par le lieutenant-colonel Scarpa (page 4 à page 10).

A noter aussi un article sur une peu connue opération hélicoptérée du 2^e REP au Tchad en 1970 et un récit de la bataille de Denain (juillet 1712).

La maquette s'est encore améliorée et la pagination s'est elle étoffée. Que du plaisir !

15 – Société

Une personne sur six dans le monde est victime de violence

Politique / Monde <http://www.slate.fr/> Rachel Kleinfeld et Robert Muggah et Foreign Policy — Traduit par Peggy Sastre — 27 mars 2019 à 7h00

Le monde n'a jamais été aussi paisible, sauf en ce qui concerne la violence exercée par les États contre leurs populations.



Combattants des Force démocratiques syriennes au cours d'une opération pour expulser les troupes de l'État islamique de Baghouz (Syrie) le 13 février 2019. | Fadel Senna / AFP

Le monde est aujourd'hui moins violent qu'il ne l'a sans doute été à tout autre moment de l'histoire de l'humanité. S'il peut être difficile de le croire, les personnes tuées au cours de conflits armés entre États ont de fait considérablement diminué depuis les années 1950. Et si les décès liés à des guerres civiles se sont multipliés ces dernières années, la baisse considérable observée depuis la fin de la Guerre froide ne s'est pas démentie. De même, après avoir augmenté au cours de la dernière décennie, les assassinats terroristes ont eux aussi commencé à diminuer. Enfin, dans la plupart des régions du monde, les homicides sont également en baisse.

On peut évidemment s'en réjouir, mais le tableau n'est pas complet. Si nous avons réussi à réduire certaines formes de violence, d'autres sont en augmentation, notamment la violence exercée par les États contre leurs citoyennes et citoyens et la violence criminelle des mafias, des cartels de la drogue et des gangs. Pour compliquer les choses, la violence d'État et la criminalité

sont souvent liées. Les politiques, la police et d'autres responsables sont parfois de mèche avec les organisations criminelles, ce qui entrave la consignation et la condamnation de leurs méfaits.

Augmentation du nombre de victimes

Ce qui ne veut pas dire qu'il soit impossible d'entraver un tel bain de sang. D'autres formes de meurtres organisés sont devenues moins courantes, en partie parce que des activistes et des décideurs ont produit des normes, des lois et des initiatives pour les éliminer. Ils ont également mis en place des institutions telles que l'Otan et les Nations Unies pour atténuer le carnage de la guerre et maintenir la paix. Il est donc temps de concevoir de nouveaux outils pour éliminer ces nouvelles formes de violence.

Avec le XX^e siècle, l'humanité a fait l'expérience de la mort de masse. Des dizaines de millions de personnes ont été tuées durant les deux guerres mondiales. Reste que depuis, les pics de décès en temps de guerre (par exemple, pendant la guerre de Corée) ont progressivement diminué. En 2017, le nombre de décès directs dus à une guerre civile ou interétatique chutait à 90.000.

À cause de ces conflits, le nombre de victimes dans des guerres interétatiques a augmenté depuis 2010.

Mais le risque est toujours là. Les tensions latentes entre les États-Unis et la Chine, par exemple, pourraient ensanglanter l'Asie. La Russie menace ses voisins proches et d'autres conflits régionaux deviennent de plus en plus meurtriers. Les heurts entre l'Inde et le Pakistan constituent un danger immédiat, tandis que les guerres par procuration entre puissances du Moyen-Orient n'ont toujours pas cessé. À cause de ces conflits, le nombre de victimes dans des guerres interétatiques a augmenté depuis 2010. Si la hausse est encore faible après une baisse aussi importante, elle nécessite cependant une attention particulière, justement parce que les guerres d'aujourd'hui sont plus difficiles à juguler.

Parallèlement, le nombre de combattants engagés dans les conflits augmente. Selon le Comité international de la Croix-Rouge, la moitié environ des guerres contemporaines impliquent entre trois et neuf groupes rivaux.



ICRC Africa

✓ [@ICRC_Africa](#)

Not only are there more conflicts, but there are more sides in a conflict. More armed groups have emerged in the last six years than in the previous 60. Read the Roots of Restraint, a new study that explores changing battlefield dynamics. <https://www.icrc.org/en/publication/roots-restraint-war...>

[12](#)

[13:37 - 25 juin 2018](#)

En Libye et en Syrie, des centaines de groupes armés se disputent le contrôle de ces territoires. Ces factions mixent souvent milices locales, gangs criminels, combattants étrangers et organisations terroristes, ce qui défie toute réponse diplomatique conventionnelle. (Dans quasiment la moitié des quarante-sept conflits internes recensés par le Peace Research Institute Oslo (Prio), au moins un camp est approvisionné en troupes par des États). Autant de facteurs qui font que les outils traditionnels de rétablissement de la paix –négociations de cessez-le-feu,

accords de paix et opérations de maintien de la paix, notamment– ont désormais encore moins de prise qu'auparavant.

Les suprémacistes, danger terroriste numéro 1

Depuis le choc du 11 septembre 2001, la violence terroriste préoccupe les Européens et les Américains du Nord. Bien que des responsables politiques américains aient menacé de fermer les frontières pour repousser de futurs terroristes, la plus grande menace pesant aujourd'hui sur leur pays émane des groupes suprémacistes blancs, pas des djihadistes. Et si ces dernières années l'Europe occidentale a été endeuillée par plusieurs attentats abjects, le véritable champ de bataille du terrorisme ne se situe pas à l'Ouest.

Au premier semestre 2017, à peine 2% des attentats et 1% des décès liés au terrorisme sont survenus dans les pays européens. En 2016, la probabilité de mourir dans un attentat terroriste en Europe était de 0,027 pour 100.000, soit un risque mortel légèrement inférieur à celui de la foudre. Plus de 90% des attentats terroristes et des décès consécutifs se produisent dans seulement sept pays: l'Afghanistan, l'Irak, le Nigeria, le Pakistan, la Somalie, la Syrie et le Yémen. Et selon le Global Terrorism Index, plus de la moitié des quelque 19.000 assassinats terroristes commis en 2017 ont été l'œuvre de quatre groupes: l'État islamique, les Talibans, Al Shabab et Boko Haram.

Malgré la présence de groupes aussi dangereux, le nombre de décès dus au terrorisme a baissé de plus de 40% au cours des dernières années. Si le terrorisme ne disparaîtra jamais complètement, il est préférable d'y remédier en jouant sur les facteurs qui le provoquent: exclusion, marginalisation et répression violente de l'État.

Violences d'État de plus en plus dissimulées

La violence d'État exercée contre des citoyens a persisté au XXI^e siècle, mais sous des formes moins ostensibles que les goulags ou les massacres de prisonniers politiques et de minorités ethniques commis sous Joseph Staline ou lors du génocide de 1994 au Rwanda. Les gouvernements ont redoublé de sagacité pour dissimuler leurs violents excès.

Au Mexique, par exemple, trois quarts des personnes incarcérées déclarent avoir été torturées en prison. À Rio de Janeiro, la police a commis plus de 1.000 homicides en 2018. Au Nigeria, ce sont plus de 7.000 personnes qui sont mortes dans les centres de détention du gouvernement et 1.200 autres qui ont été exécutées sans procès ni condamnation ces dernières années. Parallèlement, en Corée du Nord, entre 80.000 et 130.000 personnes ont été détenues dans des camps de concentration qu'un survivant de l'Holocauste a jugé aussi ignobles que ceux de l'Allemagne nazie.

Mais vu que, sur de tels crimes, les données sont facilement occultées ou manipulées, il est impossible de connaître avec précision le degré de violence exercée par les États. Songez aux camps de concentration récemment découverts en Chine, censés «réduquer» des centaines de milliers de musulmans ouïghours. Les fils barbelés sont bien là. Mais il y a aussi les technologies de surveillance et de reconnaissance faciale, miradors plus discrets contrôlant les mouvements, les débats et les manifestations.

Le crime s'organise sur la faiblesse des États-nations

Enfin, il y a le crime organisé. Quasiment toutes les régions du monde ont connu une recrudescence de ce type de violence au cours des dernières années –affrontements entre cartels au Mexique, meurtres perpétrés par des gangs au Brésil, exactions commises pendant les élections en République démocratique du Congo, vendettas entre agriculteurs et éleveuses au Nigeria, entre autres.

Comme la guerre, le crime organisé est aussi vieux que la civilisation humaine. S'il avait surtout cours dans les zones rurales, où le banditisme de grand chemin et les brigands persécutaient les populations, il s'est progressivement enraciné en milieu urbain. Aujourd'hui, le crime organisé exploite souvent une violence sciemment excessive et spectaculaire dont le but est l'intimidation des rivaux.

Les politiques répressives sont contre-productives car elles engendrent toujours plus de victimes et un État toujours plus fragile.

Le crime organisé prospère lorsque les États-nations ne peuvent ou ne veulent pas garantir une présence minimale ou pourvoir des services de base. Mais voir dans le crime organisé un signe de la disparition de l'État serait pour autant erroné. Au contraire, il arrive souvent que les politiques, la police et les gardiens de prison s'entendent avec des mafias, des cartels et des gangs, afin de profiter mutuellement de la prédation et de la collecte de biens mal acquis.

Dans le chaos qui s'ensuit, les gouvernements peuvent jouer les durs vis-à-vis de la criminalité par des stratégies répressives et des interventions militaires. Des tactiques qui sont souvent de bonnes recettes pour gagner des élections. Sauf qu'elles renforcent les groupes criminels. Les dizaines de jeunes hommes alors jetés en prison musclent les gangs contrôlant les établissements pénitentiaires. La brutalité policière incite les criminelles et criminels à réagir en redoublant de violence. Les populations ont de plus en plus peur de la police et des gangs. Irrémédiablement, les politiques répressives sont contre-productives car elles engendrent toujours plus de victimes et un État toujours plus fragile.

L'Onu pour prévenir les risques de guerre

Pour prévenir et réduire la violence, il existe de meilleurs moyens. Plutôt que de renforcer la répression militaire et policière, les gouvernements, les entreprises et les organisations de la société civile doivent comprendre ce qui marche et redoubler d'efforts dans cette direction. Afin de modérer la récente recrudescence des guerres interétatiques, il convient d'investir de nouveau dans la prévention des conflits menée par les Nations Unies.

Certes, en matière de prévention de la violence de masse, le bilan des Nations Unies est mitigé. Reste que les casques bleus ont été, globalement, un véritable facteur de stabilité. Selon une étude de l'Onu, l'organisation a ainsi contribué à empêcher une escalade conflictuelle violente en Guinée (2008-2010), au Soudan et dans l'actuel Soudan du Sud (2010-2011), au Malawi (2011), au Liban (2012-2017) et au Nigeria (2015). De même, selon les données de Rand Corporation, l'institution a non seulement réussi à réduire le risque de guerre, mais elle est aussi considérablement moins coûteuse que la plupart des autres options disponibles.

Mais à l'heure où la violence se transforme, il doit en être de même pour les méthodes de prévention. Personne, et encore moins le Conseil de sécurité de l'Onu, n'autorisera des casques bleus à patrouiller dans les rues de Caracas, au Venezuela ou de Karachi, au Pakistan. De même, il ne sera pas non plus facile d'envoyer des observateurs et observatrices des droits de l'Homme en Chine pour surveiller la répression des minorités.

Créer des agences plus réactives

Les agences internationales associées aux Nations Unies, à la Banque mondiale et à ses institutions sœurs devront faire preuve de davantage de vigilance (et de témérité) face à des États réprimant volontairement leurs populations et s'associant au crime organisé. De récentes initiatives visant à réduire la corruption, promouvoir la transparence et faire la lumière sur les budgets de sécurité publique vont dans la bonne direction.

Dans le même temps, les organisations concernées devraient rechercher avec soin les moyens de promouvoir la diplomatie et la médiation entre les gouvernements et les groupes criminels. La trêve tristement célèbre des gangs d'El Salvador a contribué à une baisse de courte durée de la violence meurtrière, mais s'est soldée par un échec du fait de la lâcheté des politiques. La recherche doit en savoir plus sur les conditions propices au succès des trêves et des pactes et sur les circonstances susceptibles d'aggraver les choses.




Mais les accords entre groupes criminels ne résolvent pas le problème des gouvernements iniques –au contraire, ils sont même susceptibles de renforcer la méfiance des populations vis-à-vis de leurs dirigeantes et dirigeants. La véritable nécessité, c'est de créer des institutions plus inclusives et plus réactives.

Réduire en priorité l'exclusion et les inégalités

Une gouvernance améliorée doit émerger du cœur d'un pays. Pour empêcher les meurtres, il n'y a rien de mieux que de réduire les facteurs qui les ont provoqués. Ce qui nécessite de se concentrer sur l'exclusion et les inégalités politiques, sociales et économiques. Dans les pays offrant aux jeunes –et en particulier aux jeunes femmes–, davantage d'opportunités politiques et économiques tout en encourageant la mobilité sociale, la violence a tendance à être moins importante. De même, les pays où les inégalités et les violences de genre sont les plus réduites sont aussi ceux où les risques de guerre civile sont les moins élevés. Dans tous les cas, une participation des citoyens à la gouvernance est cruciale.

 Global Peace Index

[il y a environ une semaine](#)

 Collection of high-quality data that disaggregates men, women, boys and girls is important for monitoring progress towards the Sustainable Development Goals, especially [#SDG5](#) and [#SDG16](#):



visionofhumanity.org

[The call for improved SDG data includes gender inequality – Vision of Humanity](#)

On International Women's Day, we investigate the case for better data in order to track and measure progress toward achievement of the SDGs.

Nous avons beaucoup de connaissances sur les types de réformes policières et militaires nécessaires à la stabilité. Mais il faut aussi que les citoyennes et citoyens agissent auprès de leurs gouvernements afin qu'ils optent pour des techniques pacifistes éprouvées, ce que les stratégies musclées de «guerre contre le crime» ne sont pas.

Les acteurs internationaux peuvent contribuer à cela, tout d'abord en reconnaissant que la lutte contre la répression étatique et contre le crime organisé est impossible si on se limite à des expédients à court terme. Pour réussir, il faut aider les classes moyennes à créer des dynamiques sociales favorables au changement politique. Les organisations de la société civile et les médias libres locaux peuvent être soutenus par des dons, afin d'aider un maximum de personnes issues de pays divisés et polarisés à se rassembler.

Les instances privées et le secteur social ont également un rôle important à jouer. Les centres d'affaires internationaux, comme New York et Londres, ainsi que les paradis fiscaux, devraient revoir le fonctionnement de leurs systèmes financiers et de leurs marchés immobiliers, qui permettent à l'heure actuelle de blanchir des biens mal acquis en toute impunité. Les investisseurs et les actionnaires des grandes entreprises feraient également bien de passer leurs portefeuilles en revue afin de s'assurer qu'ils ne traitent pas sciemment avec des margoulin.

Depuis son apogée moderne au milieu du XX^e siècle, la violence est en baisse, mais elle est en train de remonter par rapport à ses creux records de l'après-guerre froide. En outre, elle adopte des formes de plus en plus difficiles à éradiquer. Le jus de crâne et l'huile de coude considérables qui ont été mobilisés pour contenir les guerres interétatiques doivent aujourd'hui servir aux défis contemporains: le crime organisé et les crimes des États contre leurs populations. Dans le monde,

une personne sur six est aujourd'hui affectée par la violence. Tous ces gens, ainsi que les pays en proie à l'afflux de migrantes et migrants fuyant ces effusions de sang, en valent la peine.

IP Cet article a initialement été publié sur le site Foreign Policy.

Sciences

Ces tremblements de terre qui progressent lentement (mais sûrement)

Sciences <https://www.slate.fr/> Jean Louis Vignerresse — 25 mars 2019 à 16h04

Les séismes peuvent évoluer de manière sourde et suivant de lents déplacements des plaques tectoniques. Ce qui ne favorise pas leur prévision.



L'épicentre du séisme qui a frappé Izmit (Turquie), en 1999, tuant 17.000 personnes. | Dsmurat via Wikimedia

La très belle ville d'Istanbul est bâtie en bordure de deux plaques continentales qui coulisent continuellement l'une par rapport à l'autre. Au Nord, la plaque européenne limitée au Sud par la mer de Marmara et la baie d'Izmit vers l'Ouest. Au Sud, le bloc anatolien. C'est le domaine de la faille Nord Anatolienne (NAF) qui s'étend sur plus de 1.200 km vers l'Est, et qui se déplace de 2,5 cm/an vers l'Est, par rapport à la plaque Europe, stable. Les séismes sont fréquents au long de cette faille, avec une récurrence d'une dizaine d'années et un déplacement des séismes vers l'Ouest.

En 1999, un séisme important a frappé Izmit, à seulement une quarantaine de kilomètres d'Istanbul. De magnitude 7,2, il a tué 17.000 personnes. Depuis cette date, il ne s'est rien passé ou presque. Et pourtant, dans un récent article, un groupe de chercheurs de Potsdam, à côté de Berlin, vient de révéler que la faille NAF se déplace toujours, mais silencieusement.

Il ne s'agit pas là d'un phénomène unique dans l'histoire, mais sa mise en lumière est, elle, relativement récente. Au début des années 2000, les Japonais s'emparent des technologies GPS, et comparent les données de déplacement fournies par ces dispositifs –en continu ou presque– avec les déplacements finis de la topographie. Ils mettent ainsi en évidence des mouvements lents des plaques tectoniques, et des séismes silencieux. Ces phénomènes se produisent sans secousses perceptibles.

«Faune sismique»

À chaque déplacement lent correspond des mouvements du sol, à très basse fréquence (0,05-5 Hz) alors que les séismes «ordinaires» sont plutôt dans la gamme 10-20 Hz. Au total, c'est toute une «faune» qui a été ainsi découverte, avec des événements sismiques dont la durée va de une heure à un an, et avec des magnitudes (énergies) qui peuvent être supérieures à 5.

Ces séismes se caractériseraient par de petites surfaces de rupture, de l'ordre de la centaine de mètres, et des chutes de contraintes faibles.

Depuis la découverte des séismes lents, les géophysiciens admettent qu'il existe une forme particulière de glissement. Des chercheurs et chercheuses de Grenoble ont mis en évidence sur la région d'Izmit des grappes de séismes lents, dont les caractéristiques sont similaires, de petite magnitude (1,0-1,25), et dont les phases des formes d'ondes, les arrivées directes et le bruit résiduel sont identiques. Ces séismes se caractériseraient par de petites surfaces de rupture, de l'ordre de la centaine de mètres, et des chutes de contraintes faibles, soit globalement un glissement sur des fractures. À comparer aux surfaces de rupture des séismes ordinaires, de

l'ordre du kilomètre. Cela suggère que la région est en régime de déformation ductile, sous un niveau de contraintes élevées, d'où une localisation ductile de la déformation.

Plissement ductile irréversible

Pour comprendre ce qui se passe lors d'un séisme lent, il faut alors changer d'optique, et aller voir comment les roches se déforment. Le plus simple est d'examiner des couches sédimentaires, calcaires par exemple, telles qu'il y en a dans les Alpes ou le Jura. Ces bancs épais de roches dures se déforment par plissement. Connaissez-vous, par exemple, le célèbre «chapeau de gendarme», sur la route qui mène à Saint-Claude? Le rapport avec les séismes, c'est que cette déformation par plissement s'effectue de façon plastique, ductile. C'est une évolution irréversible: une fois déformé, le matériel ne revient pas à sa forme initiale, contrairement à la déformation élastique. Essayez en tordant une petite cuillère: impossible de la faire revenir à son état premier.



Le plissement du chapeau de gendarme près de Septmoncel (Jura), 2 septembre 2011. | Tangopaso *via* Wikimedia

Cette déformation ductile est continue, le matériel plie, mais ne rompt point. Et pourtant, si l'on regarde de près le «chapeau de gendarme», on peut y voir des fractures dans les différentes couches, donc des discontinuités. Alors, plis ou cassures? Les deux à la fois. Tout dépend de la contrainte appliquée, ou plutôt de la variation de contrainte dans le temps, c'est-à-dire de la vitesse à laquelle elle est appliquée. Il existe aussi des effets de température. On tord plus facilement les petites cuillères à chaud. Et à froid, elles se cassent plus facilement.

Revenons maintenant à la NAF. Il semblerait que l'on puisse y détecter une nouvelle façon pour la croûte terrestre de se déformer. Et naturellement, difficilement prévisible.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Pourquoi le plus grand glacier du Groenland se remet à grossir

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Science jeudi 28 mars 2019 Par Bruno Alvarez



La plupart des glaciers du monde fondent à cause du dérèglement climatique à l'exception du plus grand du Groenland. Le glacier Jakobshavn gagne du terrain. À la grande surprise d'experts de la Nasa qui ont étudié cet intrigant phénomène.



Le dérèglement climatique, et le réchauffement des océans en particulier, entraîne la fonte de la plupart des glaciers de la planète. Les climatologues s'en alarment régulièrement car leur disparition pourrait provoquer, à terme, une dangereuse montée des eaux. Pourtant, le plus grand glacier du Groenland, le Jakobshavn, intrigue la communauté scientifique : contrairement à tous les autres, il a récemment gagné du terrain. Des experts de la Nasa se sont penchés sur son cas exceptionnel.

Refroidissement des courants océaniques

Depuis vingt ans, le glacier Jakobshavn, comme les autres, amorçait une lente mais continue fonte du fait du réchauffement des eaux dans la baie de Baffin. Néanmoins ce monstre de glace – à l'origine de l'iceberg responsable du naufrage du Titanic – semble regagner du terrain depuis 2016.

Les experts de la Nasa qui ont cherché ce qui pouvait expliquer ce phénomène, viennent de révéler leurs conclusions dans une étude publiée dans la revue *Nature Geoscience*. Pour eux, le phénomène est lié à un refroidissement des courants océaniques.

« **Au début, nous n'y avons pas cru**, explique, dans la revue américaine, Ala Khazendar, glaciologue et auteur principal de l'étude. **Nous avons présumé que le Jakobshavn continuerait ainsi qu'il l'avait fait ces vingt dernières années.** » Mais son équipe a réussi à identifier à quoi est lié ce refroidissement des courants océaniques.

Selon les scientifiques, « **l'oscillation nord-atlantique (ONA) correspond à une fluctuation de la pression atmosphérique au niveau de la mer, survenant tous les 5 à 20 ans. Cette fluctuation résulte en un réchauffement ou un refroidissement, puis ce changement de température remonte près de 1 000 kilomètres au nord via les courants océaniques, jusqu'à atteindre la côte sud-ouest du Groenland** ».

Une inversion temporaire

En 2016, la température de l'eau modifiée par les courants océaniques au sud-ouest du Groenland était 1 C supérieure aux moyennes précédentes. Bien qu'en apparence minime, cette différence a permis d'inverser la tendance et au glacier Jakobshavn de reprendre sa progression. Les chercheurs eux-mêmes ont reconnu avoir été surpris par l'impact important d'une si petite variation.

Une découverte qui aurait tendance à donner de l'espoir et montrer finalement que la fonte n'est pas totalement irréversible. Mais les scientifiques tempèrent cette interprétation. Ils ont constaté que l'effet n'était pas durable, mais uniquement temporaire. Rapidement, le mouvement de balancier de l'ONA inversera à nouveau la tendance, et le Jakobshavn rejoindra le reste des glaciers du Groenland dans leur déclin rapide et silencieux.

« **Le Jakobshavn profite d'une pause temporaire grâce à ce motif climatique. Mais sur le long terme, les océans se réchauffent. Et l'impact immense des océans sur les glaciers est une mauvaise nouvelle pour la calotte glaciaire du Groenland** », conclut le chercheur Josh Willis de l'équipe qui a étudié le phénomène.

Pour lui, le phénomène est en fait lié à un cycle naturel dans l'océan Atlantique qui passe d'un cycle chaud à un cycle froid environ une fois tous les 20 ans, ce qui entraîne des eaux plus fraîches loin en amont de la côte ouest du Groenland. Et malheureusement cela changera encore.

Un champignon tue les grenouilles à grande échelle (et c'est à cause de nous)

Sciences <http://www.slate.fr/> Repéré par Audrey Renault — 29 mars 2019 à 15h26 — mis à jour le 29 mars 2019 à 18h09 Repéré sur The Atlantic

Aux quatre coins du globe, une épidémie sans précédent décime les amphibiens et menace la biodiversité.



En quelques décennies, le champignon a entraîné l'extinction de quatre-vingt-dix espèces de batraciens. | David Clode via Unsplash

Vous n'avez peut-être jamais entendu parler du *Batrachochytrium dendrobatidis*. Il est pourtant un tueur redoutable. Ce champignon né en Asie est responsable de la mort de milliards de grenouilles, crapauds, salamandres et autres amphibiens.

Le *Batrachochytrium dendrobatidis*, champignon Bd de son petit nom, tue ses victimes en grignotant leur peau jusqu'à les priver de toute barrière protectrice, entraînant l'arrêt des fonctions vitales ou des attaques cardiaques mortelles.

D'après une récente étude sur le sujet, le champignon a causé le déclin de 501 espèces d'amphibiens, soit environ 6,5% de la population mondiale. Quatre-vingt-dix espèces sont définitivement éteintes et 124 ont perdu plus de 90% de leurs individus, rendant leur survie peu probable.

Des chiffres affolants qui «bouleversent notre compréhension de la manière dont une maladie peut impacter la vie sauvage», fait remarquer Ben Scheele, chercheur australien et directeur de l'étude, qui précise que jamais une pathologie n'avait tué autant d'espèces animales.

La pandémie est d'autant plus terrifiante que, comme le rappelle le journaliste Ed Yong dans *The Atlantic*, les amphibiens ont survécu à plus d'un cataclysme durant leurs 370 millions d'années de présence sur Terre. «Imaginez si une nouvelle maladie décimait 6,5% des mammifères en quelques décennies –ce qui équivaut à peu près à tout ce qui a des palmes et des sabots: ce serait la panique totale», écrit-il.

Fléau impossible à enrayer

Dans les années 1970 et 1980, des scientifiques alertaient déjà sur les disparitions mystérieuses d'espèces qui jusqu'ici proliféraient sans encombre. Mais ce n'est qu'en 1998 que le champignon et ses terribles conséquences furent identifiés. En quelques décennies, il avait déjà éradiqué soixante espèces de grenouilles et autres batraciens.

Cette redoutable force de frappe est en partie due à une diffusion facilitée par les activités humaines. Né en Asie au début du XX^e siècle, le *Batrachochytrium dendrobatidis* aurait dû demeurer dans les régions reculées des jungles orientales. C'était sans compter sur le commerce international, alors en plein essor, qui a facilité la propagation de ce fléau sur les cinq continents.

Aujourd'hui, si quelques espèces ont l'air de s'adapter pour lutter contre le champignon, les scientifiques ne semblent pas en mesure de stopper l'épidémie, malgré les différents programmes lancés partout dans le monde pour éradiquer le *Batrachochytrium dendrobatidis*. «Il n'y a aucune méthode efficace pour gérer cette crise, ce qui en dit long sur la nature de cette maladie terrifiante, déplore Karen Lips, chercheuse à l'université du Maryland, aux États-Unis. Après des décennies de collaborations entre scientifiques, nous n'avons toujours pas trouvé de solution.»

16 – Vie de l'UOROI